11 JUIL. 1972
F20.911/26
(P)

Les Temps Modernes

Directeur : JEAN-PAUL SARTRE

29e ANNÉE 1972 N° 310 BIS

Nouveau fascisme, nouvelle démocratie

DOSSIER

TM

RÉDACTION, ADMINISTRATION, 26, RUE DE CONDÉ, PARIS-6e

1-TM
2014

Les Temps Modernes

revue mensuelle

COMITÉ DE DIRECTION

Simone de BEAUVOIR — Jacques-Laurent BOST — André GORZ
Claude LANZMANN — Jean POUILLON — Jean-Paul SARTRE

★

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés
La rédaction reçoit sur rendez-vous

★

RÉDACTION, ADMINISTRATION
Vente au numéro :
26, rue de Condé, Paris-6e. Tél. 326-47-81

★

Diffusion aux Libraires
S. O. D. I. S. 128 avenue du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
77 - Lagny

★

SERVICE DES ABONNEMENTS
26, rue de Condé, Paris-6e

TARIF D'ABONNEMENT

	1 an	6 mois
France et Étranger	59,00 F	31,00 F
Étranger (supplément port recommandé)	18,00 F	9,00 F

ABONNEMENT POUR ÉTUDIANTS

Pour bénéficier de ce tarif réduit, on est prié de s'adresser directement à l'administration de la Revue et de justifier de sa qualité d'étudiant	36,00 F	18,00 F

TARIF ÉTRANGER EN DEVISES

	an	6 mois
Livres sterling	5/00	2/15
Dollars	12.75	6.80
Francs belges	650	345
Francs suisses	58	31,00
Lires	8 300	4 450

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)
— POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE —
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 0,60 F

Nouveau fascisme, nouvelle démocratie

Ce numéro hors série a été entièrement conçu et réalisé sous la direction des militants maoïstes groupés autour de « La Cause du Peuple ».

D'autres dossiers ou bilans, établis par différents groupes militants, continueront de paraître dans les mois à venir.

Parmi les numéros spéciaux actuellement en préparation figurent un dossier sur les paysans, dirigé par Bernard Lambert ; un dossier sur l'Irlande, dirigé par Jean-Pierre Carasso et Bernard Kouchner ; un dossier sur les minorités en France, dirigé par Yves Person.

T.M.

SOMMAIRE

PHILIPPE OLIVIER. — Après la bataille de Renault : Assassins et complices 3

PHILIPPE OLIVIER. — Syndicats, comité de lutte, comités de chaîne 34

JEAN-PIERRE BAROU. — Renault-Billancourt : quatre actes de contrôle ouvrier 57

★

XXX. — Brandt-Lyon : la lutte contre l'usine-bagne. 80

XXX. — Hautmont : l'expérience de la nouvelle démocratie 117

XXX. — Occitanie : « Des luttes paysannes à la révolte d'un peuple... » 141

★

ANDRÉ THÉRET. — 1930-1939 : les mineurs contre le fascisme 171

ALAIN GEISMAR. — Gaullisme et révisionnisme.... 197

JEAN-PIERRE LE DANTEC. — La Nouvelle Jacquerie 249

ANDRÉ GLUCKSMANN. — Fascismes : l'ancien et le nouveau 266

★

MICHEL FOUCAULT. — Sur la justice populaire : débat avec les Maos 335

JEAN-PIERRE FAYE. — Les morts, le faux, les appareils d'état 367

XXX. — Plate-forme de Défense Collective 377

MONIQUE ANTOINE-TIMSIT et JOSYANE MOUTET. — La Loi et la répression *ou* la résistible ascension de la fascisation 380

XXX. — Sur le racisme anti-jeune 393

Philippe Olivier

APRÈS LA BATAILLE DE RENAULT

ASSASSINS ET COMPLICES

Tout a commencé dans l'île Seguin. Personne n'en parlait; les murs de la « forteresse », c'étaient les murs du silence autour des initiatives autonomes de ces sauvages : les OS sur chaîne. Puis en 15 jours, tout s'est précipité, plus rien n'est comme avant. En un temps très court, les gens allaient découvrir la France que les manipulateurs de l'opinion leur dissimulaient : ils allaient apprendre que dans une usine, dans la première usine de France, un ouvrier avait été abattu sauvagement par la police patronale; ils allaient apprendre que cet ouvrier abattu était, d'après le secrétaire du syndicat C.G.T. de Renault, « un homme de main fasciste déguisé en maoïste »; en somme qu'un fasciste déguisé (l'ouvrier maoïste) avait été tué par un autre fasciste déguisé (le chef de la sécurité de Renault) et que les ficelles qui guidaient ce théâtre sanglant de marionnettes étaient nouées par le ministère de l'Intérieur. Puis ces « fantoches manipulés » allaient quelques jours plus tard devenir fleuve populaire dans les rues de Paris, le jour des obsèques de l'ouvrier abattu. Et tout n'était pas fini : quelques jours après, dans Boulogne occupé par la police, un cadre supérieur responsable des lienciements à Billancourt, était « arrêté » par la N.R.P. et détenu dans une prison du peuple. Des dizaines de milliers de policiers s'activaient pour le libérer, accompagnés par la radio et la télévision déchaînées; mais il était libéré par ceux-mêmes qui l'avaient arrêté, au moment de leur choix. Et encore aujourd'hui ils souhaitent « bonne chasse » aux policiers. Ce n'est pas fini : les révolutionnaires vont redescendre dans la rue, et les syndicats dans une indescriptible confusion annoncent qu'ils vont organiser une riposte contre la répression, ou bien alors contre le complot.

Alors les gens se demandent : OU VA LA FRANCE ?

Cette bataille n'est pas finie, et elle en annonce d'autres plus rudes encore. Il faut donc réfléchir pour la continuer et préparer les suivantes. Et surtout aider les gens à y voir clair : on discute partout, ce qui est le signe le plus favorable. Si les gens discutent c'est que la conscience populaire a fait un bond; pourtant la situation est complexe; dans cette conjoncture il faut aider les gens à repérer les tendances essentielles du développement.

La bataille en cours est la plus importante bataille politique depuis mai 68. Elle a mis en présence toutes les forces qui s'étaient dégagées en mai 68. C'est la première bataille prolétarienne où toutes les forces qui ont fait le bilan de mai 68 s'affrontent ouvertement. Toutes ont dû prendre position et ont donc révélé pleinement leur orientation. Personne d'ailleurs ne pouvait se dérober, le champ de bataille étant Renault, la base n° 1 de la classe ouvrière, et la bataille ayant été préparée par une force autonome dans l'usine. Ce n'était pas l'affaire Guiot, l'affaire Jaubert, ce n'était pas une épreuve de force qui se jouait A L'EXTÉRIEUR des usines et dont les conséquences seules transformaient la réalité dans les usines. C'était l'affaire de la dictature patronale, de la hiérarchie capitaliste qui va jusqu'à l'assassinat. C'est le centre du système qui est attaqué. Depuis quelques mois, la vérité sur les ateliers avait éclaté sur la place publique; mais jamais encore la vérité dissimulée de notre société : la vérité sur le despotisme patronal n'avait éclaté pour la France entière, la transformant du même coup.

En fait, ce qui a éclaté, ce n'est pas encore la vérité sur ce qui se passe dans l'île Seguin ou à Citroën. Personne ne le sait encore, à part une fraction de la classe ouvrière. La vérité qui a éclaté est la suivante : *il y a quelque chose de décisif qui se passe dans les usines; pour dissimuler l'oppression et la résistance qui s'affrontent dans l'atelier, les patrons n'hésitent pas devant le meurtre.* Le coup de feu de Tramoni a permis à tout le monde de se demander : qu'est-ce qui se dissimule dans l'île Seguin, et par voie de conséquence partout ailleurs dans les usines ? Si cette bataille n'a pas encore permis de faire savoir à tous ce qui se passe réellement dans l'île Seguin, c'est que précisément les deux propriétaires de la France réactionnaire : le pouvoir et la direction P.C./C.G.T. y ont jeté toutes leurs forces, avec pour objectif central : que l'île Seguin se taise, que les travailleurs ne « bougent pas ». La bataille n'a donc pas été « décisive », mais il n'y a pas de

bataille décisive au stade de la révolution idéologique, qui précède la révolution armée. Au reste, elle n'est pas terminée : car l'île Seguin parlera. Peut-être après la Lorraine ou l'Occitanie, peut-être avant, c'est une autre histoire, celle qui doit se faire maintenant. Mais cette bataille a été un magistral RÉVÉLATEUR. Mai 68 c'était, en quelque sorte, comme disait Marx de la révolution de février 48, la révolution de la sympathie générale : le 13 mai 68 Geismar était encore « aux côtés » de Séguy. La direction de la C.G.T. « surprise » comme le pouvoir même avait pris un train en marche et elle ne savait pas l'itinéraire; elle a même eu l'illusion d'être la locomotive. Après mai 68, c'est fini, la bataille prolétarienne de 72 est barbare. Plus aucune délicatesse, plus aucune nuance, plus aucune illusion. Et elle a commencé dans le sang d'un ouvrier. Les belles âmes devront se rendre à l'évidence : la lutte de classe est violente, à tous points de vue, qu'on le veuille ou non. Et la violence c'est Tramoni, mais c'est aussi la demande faite par la C.G.T. Renault de « dissolution du comité de lutte Renault ». Beaucoup ne savaient pas que pendant l'occupation de Billancourt au printemps dernier la C.G.T. avait été « propriétaire » de l'usine, qu'elle y faisait la police. Certains qui s'indignent de voir des « communistes » en Pologne tirer à la rafale de mitrailleuses sur des ouvriers ne faisaient pas encore le lien avec ce que fait ici même la direction Marchais-Séguy. Cette bataille les éduquera. A une condition pourtant : abandonner des schémas et considérer les faits dont nous allons analyser l'enchaînement.

I. — Avant le tournant (vendredi 25 février)

Depuis mai 68, à Renault comme ailleurs, la force autonome dans les usines cherchait sa voie, à travers les luttes. Elle avait réussi à pratiquer l'agitation de masse, les petites luttes d'atelier, à déclencher des campagnes de masse par exemple contre la hausse dans le métro, elle avait acquis l'expérience des luttes d'atelier d'O.S. contre la productivité patronale : contre les cadences, contre la maîtrise fasciste. Elle avait même pu prendre la tête de grandes colères de masse comme lors du mouvement du 22 janvier 71 dans toute l'île Seguin sur le mot d'ordre : « la paie ça va pas » bientôt suivi du mot d'ordre : « C.G.T. ça va

pas ». L'offensive du printemps 71 des O.S. du Mans, lui avait permis d'affronter les problèmes d'un mouvement de masse conscient sur toute l'usine. L'occupation n'a pas été le résultat en effet d'un mouvement parti de Billancourt. Le mouvement est parti du Mans et c'est contre l'initiative patronale (lock-out) qu'il a fallu réagir. Contre la C.G.T., l'occupation avait été gagnée. Mais dans le cours de l'occupation, la force autonome qui s'appelle alors « comité de lutte Renault » n'avait réussi qu'à prendre des initiatives partielles. Le comité de lutte au sortir de l'occupation c'est-à-dire en fait à la rentrée de septembre doit d'une part affronter la répression (licenciement politique de Riss) et d'autre part tirer dans la pratique les leçons de l'occupation. La principale leçon, c'était : « favoriser la création d'une organisation des larges masses sur les chaînes et dans les ateliers ». Le comité de lutte n'était que le regroupement souple des ouvriers révolutionnaires au niveau de toute l'usine et il s'appuyait sur des comités de lutte d'atelier qui étaient des formes d'organisation très souples, elles aussi, de la gauche ouvrière, dirigeant la lutte sur une chaîne. Le comité de lutte, c'était le regroupement de la gauche visant à libérer l'initiative indépendante des très larges masses, mais non l'organisation démocratique de masse. La deuxième grande leçon, c'était la nécessité d'ébranler la domination révisionniste sur les ouvriers professionnels, les « français » pour aller plus vite. Car il y a une très nette différence idéologique entre l'île Seguin et les départements de professionnels à Nationale. Évidemment les ouvriers professionnels ont un rôle déterminant dans la lutte quand elle porte sur toute l'usine. De plus ils sont moins vulnérables face à la répression que les immigrés dans l'île et ce fait a une importance énorme dans la situation actuelle. Ces leçons, le comité de lutte allait commencer sans tarder à les appliquer. Mais à chaque initiative que les travailleurs par atelier allaient prendre (avec le comité de lutte ou sans), allait correspondre un renforcement de l'appareil répressif. Depuis la rentrée la « tension » allait donc monter, comme on dit dans les journaux.

Il n'y a pas eu « de grandes luttes », mais des initiatives qui partaient d'une chaîne et qui avaient une très grande portée stratégique. Premier exemple : une chaîne de pistoletteurs (5e étage peinture) débraie le jour de la paie. Rien que de très classique. Ils n'obtiennent rien. Que font-ils ? ils se réunissent en assem-

blée, et élisent un comité de chaîne révocable. Cela a duré 3 jours (le temps de la réflexion et de la discussion collectives, puis de l'élection, aux moments de pause). Ce comité de chaîne, une fois élu, n'a pas, en fait, FONCTIONNÉ. De plus, cette chaîne c'est quelques dizaines d'ouvriers noyés dans plusieurs dizaines de milliers. Pourtant, ce comité, c'est une idée des masses, que le comité de lutte va faire circuler inlassablement. Toute la campagne menée lors des élections de délégués du personnel se développera sur le thème : à bas la farce électorale ! vive la démocratie directe, les comités de chaîne ! Cette « petite lutte », c'était un énorme levier pour la révolutionnarisation idéologique des plus larges masses. Il faut comprendre comment les idées nouvelles circulent. Elles ne sont pas, comme dirait la C.F.D.T., directement « contagieuses ». Elles font leur chemin. Les ouvriers réfléchissent à partir d'elles. Et si les syndicats, tout particulièrement la C.G.T., ont subi une défaite même sur leur terrain, les élections de délégués, cela vient, entre autres, de la circulation de cette idée, jusque chez les O.P. à Nationale. Mais la direction aussi réfléchit : les comités de chaîne ne sont pas passés inaperçus, comme les bulletins contre la farce électorale.

Avec l'apparition de ce premier comité de chaîne, la principale leçon tirée de l'occupation commençait à être appliquée. La « forme de l'organisation démocratique de masse » était trouvée. Répétons-le : cela ne signifie pas que cette organisation existait déjà dans l'île. Ce qui existait, c'était *l'idée vivante de cette organisation.* Nos ennemis aussi le savaient : l'appareil répressif de la maîtrise, des barbouzes et d'une partie des gardiens se renforçait.

Juste après les élections et la défaite de la C.G.T. (défaite idéologique profonde et même défaite en voix et en sièges), la direction déclenche une vague répressive dont tout le monde sent bien qu'elle est le point de départ d'une tentative d'anéantissement des « maos ». La lutte contre les licenciements sera dure : les débrayages sur certaines chaînes ne donnent aucun résultat. La campagne qui va se développer avec, comme arrière, le local des ouvriers licenciés grévistes de la faim va libérer de nouvelles initiatives partielles des masses et provoquer un nouveau durcissement de l'appareil répressif. Il y a beaucoup de « nervosité dans l'usine ». C'est dans cette atmosphère que de nouvelles idées jaillissent, à un ryhme précipité.

Au 5e étage peinture, sur une deuxième chaîne de pistoletteurs, les ouvriers décident de tourner sur les différents postes de travail. Sur cette chaîne, un poste était tenu par un retoucheur-mouchard. La rotation permettait d'anéantir le mouchard et abolissait les divisions provoquées par les différences entre postes. Ce mouvement de conquête de l'unité de classe avait une portée extraordinaire pour toutes les autres chaînes. Sur celles-ci, en effet, les divisions se reflètent aussi dans la paie. La cotation de chaque poste varie. La rotation permet l'égalisation du salaire et à un niveau supérieur, le salaire commun devant être celui du poste le mieux coté. La revendication liturgique des syndicats « pas de salaires au-dessous de 150 000 F » prenait un sens subversif : la rotation permettait d'atteindre ce salaire mais dans un mouvement de lutte contre le système de divisions propres à la chaîne.

Là aussi l'initiative n'a porté que sur quelques dizaines d'ouvriers et pour peu de temps. Car tout de suite l'encerclement s'effectua. Mais l'idée allait circuler et aux portes d'immenses bandes dessinées, des pièces de théâtre, des attroupements allaient permettre à cette idée de faire son chemin. La direction aussi a réfléchi; le célèbre M. Nogrette philosophait avec les ouvriers qu'il allait sanctionner sur le thème : la rotation, c'est impossible parce que les ouvriers sont des cons qui, une fois qu'ils se sont habitués à un travail (à un geste plutôt), ne veulent pas en changer.

Sur une chaîne de mécanique au 1er étage, un groupe d'ouvriers (là aussi une vingtaine) décide de chronométrer la cadence réelle et oblige les chefs à reconnaître qu'il y avait une différence entre la cadence réelle et la cadence théorique instantanée affichées. Cette initiative permettait de fixer la revendication : affichage des cadences réelles, contrôle du rythme de travail par les ouvriers eux-mêmes.

Au rez-de-chaussée, les ouvriers d'une chaîne de contrôle font circuler un carnet où ils consignent les fautes de chefs. A côté un chef est mis à la chaîne pour une demi-heure : histoire de lui faire goûter la poire.

Ces initiatives permettent au comité de lutte de lancer le mot d'ordre : « contrôlons la Régie nationale ». Ce qui signifie : les ouvriers peuvent contrôler l'organisation du travail et la population a aussi le droit de regard sur une entreprise qui en plus lui appartient de droit (la Régie est nationale). Un comité d'ha-

bitants de Boulogne a pénétré dans l'usine au département 38 et a pu, en discutant avec les ouvriers, se rendre compte de ce qui se passait : inutile de préciser que l'appareil répressif s'est alors totalement affolé. Quand la même délégation renforcée de Sartre, et de quelques autres, tente à nouveau de contrôler la Régie, dans son cœur, l'île Seguin, cet appareil se déchaîne : la délégation est chassée brutalement. Nous sommes à quelques jours du 25 février, date du meurtre.

Il faut avoir en tête cet enchaînement des initiatives partielles des masses et du renforcement continu de l'appareil répressif pour comprendre la journée du 25. Voilà la « tension » dans Renault-Billancourt. Ce que la grande presse a décrit, et en le manipulant, c'est tout au plus le reflet de cette « tension » aux portes de l'usine : attroupements quotidiens, embrouilles constantes avec les barbouzes ou gardiens rôdant dans les alentours. La police syndicale pendant cette dernière période ne se manifestait pas : les syndicats étaient complètement paralysés; ils n'avaient même pas la ressource de présenter un programme de négociations : la direction ne lâchait rien. Les militants de la C.G.T. avaient ordre d'éviter le contact. Cette paralysie des syndicats laissait face à face l'appareil répressif et la gauche ouvrière. Jusque-là la gauche ouvrière rencontrait d'abord sur son chemin la police syndicale et c'était là le fond de la stratégie dite « libérale » (d'avant le 25) de M. Dreyfus.

Les différentes initiatives partielles des masses remettaient en question la hiérarchie capitaliste (contrôle sur la cadence, les chefs, l'organisation même de la chaîne); la police syndicale était court-circuitée ou totalement paralysée. La lutte de masse directe, ouverte contre la hiérarchie capitaliste commençait; c'était le début de l'action directe des O.S. contestant la division du travail en éliminant la fonction syndicale. Nous disons bien : *le début*. Nous avons soigneusement noté le nombre d'ouvriers qui étaient à l'origine des initiatives. La loi de la répression contre la force autonome a joué : il faut la tuer dans l'œuf. C'est contre ce DÉBUT que la Régie a tiré.

Il manque un maillon pour que la chaîne qui conduit au meurtre soit complète : Pierrot diffusait un tract d'appel à une manifestation contre le racisme, contre les dizaines d'assassinats des travailleurs arabes perpétrés dans l'ombre. Or ce sont les O.S. de Renault qui ont poussé à cette manifestation : les ouvriers

arabes s'indignaient dans les ateliers de l'île, auprès des camarades du comité de lutte, de l'absence de réaction des Français aux crimes racistes. La pression pour que les démocrates révolutionnaires descendent dans la rue contre le racisme est venue aussi et d'abord de l'île Seguin. En tirant sur Pierrot, Tramoni a montré que l'O.S. de l'île c'était le travailleur arabe qu'on repêche, étranglé. Il a montré que de Renault à Barbès, le fascisme essayait de passer.

En tirant, Tramoni démontrait que l'ordre de la hiérarchie capitaliste (une des principales divisions qui la constituent, c'est précisément le racisme) était criminel, qu'il est la source de tous les fascismes. Tramoni, exécutant de l'ordre patronal, n'a pas tiré au hasard. Désormais nous savons que tout programme de lutte autonome contre la hiérarchie capitaliste suppose nécessairement l'organisation de la résistance violente contre les Tramoni. La veille du meurtre, quand les militants du comité de lutte discutaient avec les ouvriers du programme du 74 (île Seguin) diffusé par tract, ils s'entendaient dire : on est d'accord sur les objectifs mais comment va-t-on lutter contre la répression qui va s'abattre si nous nous opposons directement (sans les syndicats) contre cet ordre ? Telle était la question posée par les masses, la veille du meurtre.

II. — L'INITIATIVE FASCISTE (25 FÉVRIER)

S'il ne tenait qu'à nous, nous aurions évité cette épreuve de force. Tous nos efforts étaient centrés sur un objectif central : faire du programme de lutte des O.S. une puissante force matérielle dans l'île Seguin. Préparer un mouvement dans l'île sur les revendications fondamentales des O.S. Mais précisément, il ne tient pas qu'à nous. L'ennemi a choisi de prendre les devants. En fait, plutôt qu'un « choix », c'était une *nécessité*. La loi de la lutte du pouvoir et de ses complices contre la force autonome c'est d'« *anéantir avant que cela ne prenne forme* ». On l'avait vu au printemps 70 avec la dissolution de la Gauche Prolétarienne. Cette loi ne pouvait souffrir d'exception, surtout à Renault, où tout ce qui se passe prend une dimension nationale.

A la question des ouvriers : comment allons-nous nous défendre contre la répression ? la direction devait être la première à donner

SA réponse : la terreur. L'initiative de la direction ne pouvait être que fasciste : elle a tué. La force de cette initiative, c'est qu'elle déplaçait le terrain de l'épreuve de force : de l'île Seguin à la porte Zola. Plus fondamentalement, par son crime, elle poussait tout le monde à ne se poser dans l'immédiat qu'une seule question : comment lutter contre la terreur ? Et comme cette terreur avait tué un ouvrier maoïste, la lutte contre la terteur c'était une lutte politique où chaque ouvrier sous la menace du revolver était sommé de « défendre les maoïstes » ou de se résigner. A partir du vendredi, chaque ouvrier allait réfléchir à cette question, avec les moyens du bord.

Mais l'initiative fasciste de la direction ne peut se comprendre qu'avec son complément : l'initiative social-fasciste de la direction de la C.G.T. « La loi des voyous — des vrais — est passée hier aux portes de Renault » (L. Salini), « Un de moins », déclaration d'un délégué. « La seule question qui se pose, c'est de savoir comment ces saboteurs (les maoïstes) sont en liberté », la C.G.T. du Mans. Tout le monde a entendu ces déclarations et en a reçu un choc. La synthèse de ces déclarations, c'est la théorie du complot, que *l'Humanité* a l'honneur de partager avec *Minute*. Cette théorie a exactement correspondu avec la pratique : la direction de la C.G.T. a fabriqué tout le long du vendredi les principales infamies (Pierrot centralien..., commando armé qui a voulu pénétrer dans l'usine...) qui visaient à couper court au mouvement naturel de stupeur et d'indignation des masses. Et le lundi matin sa police au grand complet, renforcée d'éléments extérieurs, a tout simplement joué au comité pour la liberté du travail, au piquet anti-grève. L'identification à la maîtrise a été totale. Rien ne sert de s'indigner de l'incohérence de la théorie du complot. Cette théorie est tout à fait cohérente; sa cohésion est pratique. Elle était l'indispensable complément au coup de feu. Le coup de feu sans la théorie du complot, c'est le soulèvement de l'indignation de classe. Le coup de feu avec la théorie du complot, c'est aujourd'hui à Billancourt la terreur qui règne : « Il n'est pas question de se soulever ou alors vous vous soulevez pour soutenir les maoïstes, à vos risques et périls ». La police syndicale circulait lundi matin sur les chaînes en disant : si tu débraies, la direction te considérera comme un mao et te licenciera. L'après-midi, le refrain change : si tu bouges, les C.R.S. rentrent dans l'usine. Terreur et théorie du complot sont

les deux volets de l'initiative contre-révolutionnaire. Les deux propriétaires de l'usine : la direction de la Régie et la direction de la C.G.T. ont joué ensemble un concert. Que les donneurs de leçons (ceux-qui-font-la-moue-quand des « O.S. sous-politisés » traitent la canaille Sylvain de « fasciste ») se plient aux leçons des choses. Oui ou non, la théorie du complot est-elle un complément nécessaire de l'initiative fasciste ? Les mêmes (qui-font-la-moue...) reconnaissent que la direction de la C.G.T. a réprimé le mouvement d'indignation de classe qui aurait été le point de départ d'une lutte de la classe ouvrière contre la police dans les usines.

La répression féroce d'une lutte contre le fascisme, comment ça se caractérise ? une erreur « bureaucratique » ? une excroissance sur un corps sain comme une verrue sur un visage ? On ne peut plus parler pour ne rien dire quand des ouvriers se font tuer. La théorie du complot est une théorie social-fasciste au sens strict. Nous savions déjà que chaque lutte autonome (grande lessive de Batignolles, sabotages des cheminots dans l'Est en juin 71, lutte des O.S. de Renault déjà en mai 71) était une « provocation », un « complot » ponctuel contre les « organisations ouvrières ». *Maintenant on sait que se faire tuer par la police patronale, que lutter contre le fascisme dans l'usine, c'est fomenter un complot contre la C.G.T. Contre l'autonomie ouvrière, la direction de la C.G.T. s'est faite complice consciente et systématique des initiatives fascistes du patronat. C'est la définition marxiste du social-fascisme. Il suffirait que le propriétaire n° 1 ce soit la direction de la C.G.T. et non plus la direction de la Régie comme maintenant pour que Renault soit les Chantiers Navals de Gdansk, que la France soit la Pologne. Qui n'a pas vu la « milice » polonaise tirant sur les ouvriers derrière la police syndicale C.G.T. agitant le spectre du complot n'a encore rien vu de la situation française.*

III. — La reconquête de l'initiative

La politique terroriste ne s'en tînt pas à un meurtre. Le lundi 27 la direction ne perdit pas une minute : elle « décapita » le comité de lutte. Il fallait anéantir la résistance : lessiver sans hésitation, sans mesure, les « meneurs », c'était mettre chaque ouvrier devant

le choix : si je bouge, je m'identifie aux maos, je me fais licencier. La politique terroriste poussait à fond son avantage : avoir déplacé le terrain de l'épreuve de force. Elle exploitait au maximum la FAIBLESSE OBJECTIVE du comité de lutte.

En effet, le comité de lutte avait des limites précises :

— c'était un regroupement très souple des principaux cadres de masse sur les chaînes ou dans les ateliers; ce n'était pas, ce ne pouvait pas être alors une organisation démocratique des très larges masses. La force qui le soutenait, c'est la force idéologique dégagée par les différentes luttes dans l'île. Celle-ci devenait force matérielle à travers les « coups de colère des masses » : le mouvement sur la paie du 22 janvier 71, ou les différentes luttes d'atelier. Les dernières initiatives conscientes et préparées de contrôle ouvrier étaient parties de la gauche ouvrière de quelques chaînes; pour l'ensemble de l'île, elles constituaient une force idéologique et pas encore une force matérielle : un réseau de comités de chaînes s'appuyant sur les assemblées ouvrières. Le comité de lutte avait la capacité de déclencher et de développer des mouvements idéologiques de masse dans le 74, ou de stimuler des mouvements de masses quand quelque part dans un atelier « ça n'allait plus » et qu'il y avait le coup de colère. Mais il n'avait pas les moyens d'ORGANISER UNE LUTTE POLITIQUE CONSCIENTE DE MASSE. Un de ses atouts, c'est qu'il « ne faisait pas de politique » au sens traditionnel du terme; les luttes politiques qu'il stimulait, c'étaient les luttes anti-hiérarchiques d'atelier. Mais la question qu'il affrontait après le meurtre, c'était d'organiser une lutte politique consciente de masse; l'affaire Renault étant affaire d'État comme le week-end l'avait amplement montré.

Le comité de lutte, dont les progrès étaient totalement conditionnés par les progrès de la conscience anti-hiérarchique dans la gauche ouvrière de l'île, était confronté alors à un problème qu'il n'avait pas les moyens de résoudre. Voilà pourquoi l'initiative fasciste de la direction, déplaçant le terrain de l'épreuve de force, était une véritable initiative.

Cette limite objective, comment s'est-elle marquée le jour même du meurtre ?

Voici les faits : l'équipe dans laquelle le comité de lutte est implantée est alors du matin; quand elle sort un peu avant 3 heures, Tramoni a tué Pierrot, et des milliers d'ouvriers stu-

péfaits, les larmes aux yeux, s'attroupent dans toute l'avenue Émile-Zola. Alors se produit un « réflexe » de la gauche ouvrière : par centaines, les ouvriers remontent l'avenue (à l'intérieur de l'usine) et la douleur se transforme en colère : la maîtrise fasciste qui tente de s'interposer reçoit des coups. C'est ce fait qui sera le prétexte au lessivage du lundi. Prétexte, pas seulement parce que c'est un comble de licencier des ouvriers qui ont réagi à la mort d'un ouvrier, mais prétexte au sens strict parce que des « meneurs » ont été licenciés qui n'étaient même pas là lors des événements ! Évidemment on peut dire : si la gauche ouvrière était partie du mouvement de stupeur et d'indignation de tous les travailleurs, même de la masse des ouvriers professionnels influencés par la C.G.T., qu'elle s'était contentée le vendredi d'approfondir ce mouvement en circulant partout (dans les ateliers dès que la nouvelle parvenait, ça s'arrêtait, ça discutait) sans affronter directement la maîtrise fasciste, elle aurait mieux préparé la journée décisive du lundi. Elle aurait renforcé le point de vue des très larges masses sans donner prise à un rebondissement immédiat de la politique terroriste. C'est vrai, mais c'est *abstrait* : le comité de lutte d'alors est né de cette poussée constante de la gauche ouvrière; le jour du meurtre, au moment même, il n'a pas pu ne pas répondre à cette poussée. Dire : « il aurait dû » n'est pas très matérialiste. Le comité de lutte d'alors atteignait sa limite.

En fait l'épreuve de force marquait la dissolution de ce comité de lutte.

Les initiatives prises par le comité de lutte, les lundi, mardi, mercredi, dans ces limites, furent justes : elles visèrent à radicaliser l'affrontement avec la maîtrise fasciste : les attroupements dans l'île ou à la cantine, tracèrent une ligne de feu entre la masse et l'encadrement fasciste. Elles approfondirent au point de la rendre explosive la lutte contre la hiérarchie capitaliste et contre l'encadrement fasciste en particulier. La rentrée des licenciés ne fut pas un « baroud d'honneur », mais une pratique visant à susciter à travers la dissolution du comité de lutte d'alors un mouvement idéologique puissant, dans toute la masse de l'île, de lutte contre l'encadrement. C'est désormais sur cette base que s'édifieront les nouveaux comités de lutte, l'organisation démocratique de masse. A preuve : sur les chaînes principales, les ouvriers ont commencé à se réunir en « comité de lutte » et

leur première tâche en se réorganisant, c'est de discuter des formes de lutte contre les éléments fascistes de l'encadrement qui se sont démasqués dans la semaine.

Résumons-nous : le lundi après-midi, l'usine est encerclée par les C.R.S., l'encadrement fasciste est constitué, la police syndicale prête; le comité de lutte n'a pas les moyens historiques d'affronter une lutte politique de masse consciente. Il se « dissout » à travers un mouvement d'affrontement contre l'encadrement fasciste. Il donne naissance à un mouvement idéologique de masse sans précédent contre la hiérarchie capitaliste, et à de nouveaux comités de lutte plus enracinés, « sans meneur |» éprouvé, reconnu, connu[1].

Au fond la limite que la force autonome interne à l'usine n'a pas pu dépasser, c'est de faire que les larges masses s'emparent de cette « affaire d'État ». Mais précisément, comme l'affaire Renault était une affaire d'État, une lutte politique qui dépassait les murs de l'usine, d'autres forces pouvaient se mobiliser, d'autres terrains pouvaient être occupés.

C'est dans la rue que la force autonome allait transgresser ces limites. La vieille loi de Mai 68 a joué pleinement : l'unité de la jeunesse et de la gauche ouvrière dans la rue permettait de dépasser les limites internes dans l'usine. La rue en Mai 68, c'est ce qui avait permis à la gauche ouvrière de sortir des limites fixées par le révisionnisme dans les usines. Cette loi joue encore : la force autonome dans les usines a besoin pour l'édifier, surtout dans les moments de crise, du soutien populaire et tout particulièrement de la force de masse anticapitaliste et antirévisionniste qu'est la jeunesse; et ce soutien doit s'exprimer pleinement dans une démonstration de force, de rue. Lundi 28 février et surtout samedi 4 mars, cette force s'est manifestée. Le fleuve qui s'est mis en marche ce jour-là l'exprimait; le jeune et l'O.S. immigré, la population démocratique de Paris forment une masse qui fait

1. Il faut dire ici un mot de l'initiative de la C.F.D.T., nous reviendrons plus loin sur sa « pratique » : elle décide seule (malgré nos propositions) de lancer un mot d'ordre de débrayage... pour aller à un meeting... à l'entrée de l'usine !... Et de faire ce débrayage le matin, en disant : si ça ne marche pas le matin, on ne fait rien l'après-midi (le matin le comité de lutte est faible). La C.F.D.T. a voulu organiser une lutte de masse contre la terreur... par un meeting ! Débrayer contre les chefs et les piquets de la police syndicale, avec la menace du licenciement et des C.R.S., ce n'était déjà pas facile, mais alors débrayer... pour faire un meeting !...

exploser le schéma politique dans lequel on veut emprisonner la France. La dialectique usine-rue a joué pleinement : par centaines au minimum (plus d'un millier vraisemblablement), les ouvriers de la Régie sont venus, échappant à la dictature terroriste et trouvant dans cette magnifique démonstration de force une raison immense de préparer la lutte contre le terrorisme dans l'usine. Il existe une FORCE prête à lutter contre le fascisme et ses complices. Le mot d'ordre « ouais Marchais, mieux qu'en 68 » et les autres mots d'ordre contre la direction du P.C.F./C.G.T. ont été inventés par cette force, par les masses échappant à la dictature des deux propriétaires de la France réactionnaire. Ce n'est pas un groupe politique qui a voulu « faire passer » sa ligne; les militants maoïstes étaient prêts à limiter dans la manifestation du samedi les mots d'ordre anti-révisionnistes sauf si les masses elles-mêmes les lançaient; c'est exactement ce qui s'est passé. M. Roccard peut dire ce qu'il veut, et il a l'habitude de dire n'importe quoi, c'est de la foule même que s'échappait et s'amplifiait le cri de haine contre le révisionnisme. L'œil du manifestant dans une manifestation de masse libre voit juste.

L'isolement de Renault était brisé; la gauche ouvrière se retrouvait renforcée par la rue, mais dans l'usine, la pesée de l'encadrement fasciste était telle que pour dépasser les limites du terrorisme, il fallait que la peur change de camp, dans l'usine même; et au-delà il fallait faire exploser de manière autonome la crise de la hiérarchie capitaliste qui n'hésite plus à tuer pour que l'ordre règne dans les ateliers.

La Nouvelle Résistance Populaire arrête en plein Boulogne occupé par la police un des principaux responsables de la terreur à Billancourt. Cette initiative va radicaliser l'épreuve de force « affaire Renault/affaire d'État ». Maintenant les choses sont claires, indubitables : cette initiative va libérer une immense OPINION POPULAIRE et provoquer un déferlement sans précédent de l'opinion publique réactionnaire telle qu'elle est fabriquée par les instruments de presse et les forces politiques bourgeoises (bourgeoises et syndicales). L'écart entre l'opinion populaire et l'opinion réactionnaire sera tel, tellement monstrueux que le journal subtil *le Monde* se paiera le luxe de faire remarquer : on n'a pas tellement hurlé dans certains milieux contre l'assassinat de P. Overney; la simple arrestation d'un cadre supérieur serait-elle infiniment plus importante que la mort d'un ouvrier ?

Cette question prend acte de l'écart entre opinion populaire et opinion réactionnaire. Que l'opinion réactionnaire ait déferlé comme un torrent de boue, tout le monde le sait parce que personne n'est à l'abri des titres de *France-Soir* ou des trémolos de L. Zitrone.

Mais ce que l'on sait moins dans certains milieux intermédiaires, c'est l'opinion populaire qui s'est *libérée* grâce à l'action de la N.R.P. A Billancourt pendant ces deux jours, la peur a changé de camp : la « joie » ne s'installait pas seulement dans l'île Seguin, mais aussi dans les départements de professionnels et dans les bureaux; la fraction influencée par la police syndicale et la théorie du complot s'est réduite comme une peau de chagrin. Une phrase résume cette transformation, elle vient des Forges : « On ne peut plus dire que vous ne frappez pas le pouvoir ». Dans toutes les autres régions ces tendances, moins accentuées peut-être qu'à Billancourt, se sont développées dans l'opinion populaire. Mais parler de la joie ou de l'attachement populaire à l'égard de ces hommes courageux qui avaient arrêté Nogrette, c'est parler d'un aspect de l'opinion populaire ainsi libérée : l'aspect *sentiment de classe*. Mais il y a un autre aspect : l'aspect *raison de classe*. Partout dans le peuple, de quoi discutait-on : de la hiérarchie capitaliste, de la séquestration des cadres fascistes, bref de l'autonomie prolétarienne. L'ennemi d'ailleurs ne s'y est pas trompé puisque l'opinion réactionnaire peut se résumer dans la thèse : non à la séquestration des cadres. Les discussions partaient de ces questions et s'élargissaient en un débat de masse sur la révolution populaire : où va la France ? La réaction d'une usine de femmes de la banlieue nord est significative : elles voulaient se préparer calmement aux affrontements inévitables en constituant des stocks de nourriture. Quand nous parlons de « joie », il ne s'agit pas du sentiment superficiel d'amusement (le côté Lucky Luke comme disait un journal bourgeois); la preuve c'est le « sérieux » dans les discussions et dans les formes mêmes que revêtaient le débat de masse. La joie, c'est le changement du rapport de force idéologique dans les masses : ce n'est pas toujours les mêmes qui se font canarder; on peut résister à la terreur; la peur peut changer de camp.

Le *seul* problème qui s'est posé à l'opinion *populaire* ce n'est pas celui de l'arrestation de Nogrette, c'est celui de sa libération.

En effet la gauche dans les masses, à Billancourt surtout, a été *déçue* souvent par la libération, en particulier les immigrés. Tout le monde n'a pas réagi à la libération comme ces ouvriers de Peugeot-Sochaux : « C'est bien, nous avons le temps ». La déception c'est l'aspect *sentiment de classe*. L'aspect *raison de classe* est le suivant : pourquoi ne pouvait-on pas menacer de l'exécuter si les revendications n'étaient pas satisfaites; pourquoi eux peuvent-ils tuer et pas nous ?[2].

Dans la phase actuelle de la révolution, il y aura toujours une « dissymétrie » militaire entre les exactions des réactionnaires et la riposte des forces progressistes. Il faut exploiter au maximum le bénéfice politique de cette dissymétrie. Par exemple utiliser à plein la force de cet argument : eux ils ont tué, et nous nous n'avons même pas éraflé notre prisonnier; qui sont les casseurs ? où est la justice et la mesure ? dans quel camp ? Il restera dans la gauche ouvrière l'idée : eux ils nous canardent et nous on ne fait pas pareil, il n'y a pas de raison que cela cesse. Cette idée il faut l'entraîner pleinement dans l'orbite de la révolution :

2. La déception des masses quand Nogrette a été libéré n'est pas surprenante. Dans toutes les actions de partisans effectuées depuis 68, nous avons pu noter une « déception » de cette sorte (à un autre degré). Dans le sentiment populaire : les représailles, la vengeance doivent être « symétriques » par rapport aux exactions. Des travailleurs arabes s'élevaient contre le « régime sans sel » de Nogrette. Ce salaud, lui, ne met pas de gants dans sa besogne de répression. Plus profondément : ils ont tué un des nôtres, on pouvait menacer d'exécuter un des leurs tant que les revendications n'étaient pas satisfaites. Dans ces opinions, ce qui se dégage c'est la volonté d'une riposte armée immédiatement, le refus de comprendre la nécessité d'une phase de la révolution où la violence révolutionnaire ne vise pas un but militaire : tuer l'ennemi de classe, mais idéologique : éduquer les masses, déplacer la peur dans le camp de l'ennemi. La base de ce refus chez les travailleurs arabes particulièrement est évidente : surexploités et soumis à une répression féroce, de plus aujourd'hui, menacés de mort par le racisme, les travailleurs arabes sont plus préparés à la lutte armée que l'ouvrier français. Ils voudraient légitimement que des responsables du racisme soient exécutés pour que la vague d'attentats soit stoppée; c'est ce que pour eux signifie le mot d'ordre : « vengeons Djellali ». Pourtant il est clair que des responsables racistes ne pourront pas être exécutés tant que ne se sera pas formé une opinion populaire générale en France à l'égard de la violence révolutionnaire rendant possible ce type d'exécutions. Il y a donc dans les faits une inégalité de conscience sur cette question dans la classe ouvrière (pour ne pas parler des forces intermédiaires) qui constitue le principal problème stratégique actuel. Conquérir l'unité de l'opinion populaire sur une action (son déclenchement, son dénouement, sa signification) suppose que l'action frappe juste, ce qui était le cas, mais suppose aussi un travail politique de masse sur l'étape où nous en sommes de la révolution en France.

partir de cette idée pour préparer les esprits à la lutte armée, et préparer aussi les forces, car c'est précisément dans la pratique de telles actions que les éléments de la gauche ouvrière qui ont ces idées « de gauche » se disciplineront.

Reste encore une objection : vous avez un peu tenté le diable avec cette action, puisqu'implicitement vous exigiez pour la libération de ce crétin la satisfaction de certaines revendications. En fait, si Nogrette devait être « échangé », les communiqués de la N.R.P. l'auraient dit EXPLICITEMENT. Or le seul qui ait parlé d' « échange » (fifty/fifty), c'est le prisonnier lui-même. Reste que *l'on pouvait* penser à la lecture des communiqués à un échange. On y pensait surtout à cause des expériences étrangères (Tupamaros...). C'est vrai : mais à notre avis, cette « équivoque » était inévitable pour que l'épreuve de force soit radicale, et que la démonstration « idéologique » soit parfaite :

— informer la France des justes revendications du mouvement populaire,

— opposer l'inhumanité de la classe patronale à la mesure dont fait preuve la révolution. En particulier montrer que la peau d'un cadre supérieur ne vaut pas cher quand le prestige de la classe au pouvoir est en jeu; il est bon que la fraction des cadres qui n'adhère pas au nouveau fascisme (et l'autre aussi) le sachent,

— enfin et surtout montrer que c'est au mouvement populaire lui-même de prendre en mains ces revendications : il le peut parfaitement, malgré la progression du terrorisme. Et c'est au mouvement populaire lui-même de décider du moment où commence l'extermination de l'ennemi de classe. Aujourd'hui, on peut et on doit avant de passer à la lutte armée, séquestrer encore des patrons et des cadres; descendre dans la rue pour exiger que justice soit faite à Billancourt et pour écraser les milices patronales.

L'aspect « équivoque » de l'action peut et doit donc permettre de développer un travail politique de masse sur toutes les questions de la révolution, et ce débat part de la crise désormais explosive de la hiérarchie capitaliste.

La question posée par la libération de Nogrette est bien celle-là : peut-on maintenant exterminer l'ennemi de classe aujourd'hui, puisqu'il nous extermine ? La réponse donnée par la N.R.P. : ce n'est pas à nous de répondre d'abord à cette question, c'est au

peuple et au peuple seul dans un mouvement de masse (idéologique ou pratique) de dire : il est temps de prendre le fusil. Or continuer la séquestration de Nogrette c'était menacer de l'exécuter donc dire : il est temps de prendre le fusil. Ce n'était pas à la N.R.P. de le dire, elle aurait divisé l'opinion populaire ; au lieu de poser à tous la question : il faut maintenant lutter violemment contre la hiérarchie capitaliste et les incroyables injustices et crimes qu'elle commet; elle aurait posé celle-ci : il faut prendre le fusil. La première question est celle d'aujourd'hui. La deuxième celle de demain. L'arrestation de la N.R.P. a rempli son objectif : ouvrir le débat explosif dans les masses sur la lutte contre la hiérarchie capitaliste; préparer donc un essor des luttes de masse contre cette hiérarchie. Il fallait, pour cela, arrêter un cadre répressif responsable de la terreur, contraindre toutes les forces politiques à se démasquer; il fallait aussi le libérer, sinon la question aurait été déplacée : la question de l'exécution aurait été au centre du débat. Donc le débat aurait été dévoyé. Le vrai débat d'aujourd'hui a donc explosé partout; toutes les forces politiques se sont déclarées et démasquées. Il est temps d'analyser leur orientation telle qu'elle est apparue dans le temps de crise, où l'on voit les vrais ressorts de la lutte de classes.

IV. — Les forces politiques a l'épreuve

A) *Le pouvoir.*

C'est simple : le pouvoir a utilisé la seule chose dont il dispose : son double monopole. Le monopole de l'arme à feu, le monopole de l'information. Le pouvoir a réagi comme une bête blessée (touchée en son cœur : le pouvoir patronal); il a réagi comme ÉTAT, en utilisant ses appareils. Il n'a même pas réussi à provoquer un mouvement idéologique de masse de type réactionnaire, comme cela a pu se faire au Canada ou en Turquie. Il a utilisé son monopole de l'arme à feu : cela veut dire d'abord qu'il a tué, bien sûr; mais aussi qu'il était le seul à pouvoir TUER. En effet, la N.R.P. ne pouvait pas encore menacer d'exécuter Nogrette, comme on l'a vu et cela le pouvoir le savait, et de toute façon, s'il y avait une marge d'incertitude, il pouvait se la permettre puisque Nogrette n'est pas l'ambassadeur des États-

Unis, que c'est le pouvoir qui fait pression sur l'encadrement et non l'inverse. Nogrette n'avait rien derrière lui pour faire pression éventuellement sur le pouvoir. Les cadres répressifs ? mais de toute façon : ils n'avaient pas le choix; ils sont protégés par le pouvoir et l'État central. Un crétin dans *le Nouvel Observateur* (journal qui s'est surpassé dans la circonstance) s'est demandé : d'où le pouvoir tenait-il cette quasi-certitude qu'il n'arriverait rien de décisif (la mort) à M. Nogrette?. La réponse est pourtant simple : elle est dans le monopole que détient encore le pouvoir pour ce qui est de l'exécution des personnes. Et la N.R.P. ne l'a jamais caché.

Ce qui a frappé le plus les gens, c'est l'utilisation du monopole de l'information par le pouvoir. Si certains doutaient encore de la puissance de cet appareil répressif qu'est l'information, ce doute n'est plus permis. L'O.R.T.F. a plus fait pour défendre le pouvoir patronal que les milliers de policiers qui faisaient leur chasse ridicule dans tout Paris.

Les manipulations les plus grossières ont été fabriquées depuis « un vieil employé de la Régie a été enlevé » jusqu'aux trémolos de Mme Nogrette.

Mais ce qui se dégage de l'épreuve de force, c'est moins cette force du pouvoir, qui était déjà connue, même si elle surprend toujours quand elle se déploie que la FAIBLESSE DU POUVOIR. Faiblesse militaire : l'arrestation et la libération ont totalement surpris et mis dans un état de défense passive l'appareil policier. Faiblesse idéologique surtout : l'opinion réactionnaire n'a fait au fond qu'accuser la libération d'une opinion populaire. Bref, les gens ont été d'une remarquable résistance à cette intoxication. Quand *le Figaro* parle de « la puissance de l'opinion publique », il fait penser à ces généraux américains qui vantent la puissance de feu de l'armée américaine, éreintée et défaite sur les champs de la guerre populaire.

Faiblesse idéologique aussi et surtout parce qu'au terme de cette épreuve de force, que reste-t-il ? un pouvoir qui a mis tous ses moyens en œuvre pour sauver un cadre répressif qui n'était pas menacé et qui était un des responsables de ce pouvoir patronal, responsable du meurtre sauvage d'un ouvrier de 23 ans. Le pouvoir central est apparu comme rempart du pouvoir patronal. Et ses tentatives pour « penser » la crise n'ont pas été bien loin. La seule interprétation donnée : c'est « tout ça, c'est la

faute à Sartre/Clavel ». Cette hargne contre « l'intelligentsia » est différente de l'anti-intellectualisme de l'ancien fascisme : elle est néo-fasciste : car elle vise les démocrates révolutionnaires qui sont dans l'étape actuelle un rempart contre l'arbitraire; on ne peut pas tout de suite et sans problème interdire la Cause du Peuple, comme le demande la direction de la Régie parce qu'on ne peut pas affronter Sartre n'importe comment. Cette hargne ne s'appuie donc pas sur un mouvement idéologique de masse contre « les intellectuels » mais sur une simple préoccupation policière, étant entendu que de toute façon un entendement policier n'aime pas « les intellectuels ». Ordre Nouveau a pu brûler quelques livres de Sartre, quelques individus tarés ont achevé ainsi la démonstration : *les tendances fascistes sortent de l'État et ne s'appuient d'aucune manière sur un mouvement de masse.*

En somme le pouvoir a montré la chose suivante : le fascisme nouveau est sécrété par la hiérarchie capitaliste dans l'atelier, le pouvoir central actuel est là pour protéger son développement.

B) *Le social-fascisme.*

Nous avions déjà vu depuis 68 que, pour la direction de la C.G.T. dont toute la force repose sur son monopole de la représentation ouvrière, chaque initiative autonome des masses était une PROVOCATION; les ouvriers ne peuvent pas penser et agir sans son autorisation; sinon c'est une provocation. Nous avions vu que les grandes initiatives des masses ouvrières (O.S. de Renault, professionnels de Batignolles ou cheminots de l'Est) c'étaient des COMPLOTS MANQUÉS (titre de la brochure de la C.G.T. sur Renault).

Maintenant nous voyons plus loin : l'assassinat de Pierrot faisait partie d'un « complot ». D'un grand complot politique qui va se développer. En clair, maintenant, il y a à l'échelle nationale un complot politique contre lequel il faut mobiliser les travailleurs : MOBILISER LES MASSES CONTRE ELLES-MÊMES SUR UNE IDÉE ERRONÉE, c'est la définition même du fascisme, de tous les fascismes. Mobiliser les travailleurs au nom du socialisme sur une idée erronée, c'est la définition même du social-fascisme. La direction de la C.G.T. est la seule force

capable de donner une base de masse à une idée d'essence fasciste. Encore n'a-t-elle pas réussi à déclencher un vrai mouvement de masse. C'est dire la faiblesse du social-fascisme. Mais la direction de la C.G.T. a, au plus fort de l'épreuve de force, découvert le pot aux roses : elle a livré le secret du « complot », l'essence de la politique social-fasciste.

Le complot c'est au fond un complot contre la hiérarchie capitaliste; le complot vise à détruire « L'UNITÉ NATURELLE DU PERSONNEL » ; les cadres répressifs sont « des salariés comme nous » déclare le sinistre Sylvain à *France-Soir*. En clair, si Sylvain remplace Dreyfus, l'ordre hiérarchique capitaliste sera intact. *Nogrette et Sylvain font partie de la même classe* : Sylvain aussi après tout est un salarié comme les autres cadres répressifs. L'adhésion de Sylvain au sort de Nogrette a été totale; elle aurait été plus nuancée si la N.R.P. avait enlevé un patron privé. Car là il faut mettre les formes : le révisionnisme vise à la suppression du caractère « privé » du patronat. Dans le cas de la Régie nationale, l'identification Sylvain/Nogrette a été totale. M. Dreyfus a eu raison de saluer sans réserve la direction de la C.G.T.

On peut comprendre alors deux choses :

1. La direction de la C.G.T. a raison de considérer comme une provocation toute initiative autonome des masses qui libère l'intelligence ouvrière en remettant en question la hiérarchie capitaliste. En effet la seule manière pour les ouvriers de conquérir leur intelligence de classe, c'est de contester directement le système hiérarchique capitaliste qui les divise et leur ôte toute intelligence. Avoir une intelligence autonome, ne pas remettre son intelligence à la chaîne ou au délégué syndical qui accepte l'organisation *naturelle* de la chaîne, c'est nécessairement provoquer la C.G.T. Car sa direction défend l'*unité naturelle* du personnel, c'est-à-dire l'organisation naturelle du travail capitaliste, c'est-à-dire la hiérarchie capitaliste.

2. On comprend alors la deuxième chose : le lien entre Marchais et Gomulka. Défendre une entreprise où se perpétue la hiérarchie capitaliste sous direction d'une classe patronale d'État, « publique », c'est défendre une société comme la société polonaise ou russe. La police syndicale joue le même rôle que la police d'État polonaise qui a tiré sur les ouvriers contestant l'organisation du travail dans les Chantiers Navals. La seule différence c'est que la police syndicale n'est pas encore une police

d'État. Ceux qui veulent l'aider à le devenir prennent leurs responsabilités.

Il n'est plus question désormais sous peine d'imbécillité criminelle de se faire des illusions sur la politique social-fasciste : la théorie du complot va se développer, s'intensifier, et la direction de la C.G.T. et du P.C. n'ont qu'un moyen pour la rendre crédible, c'est de déclencher des mouvements de masse contre le « complot ». La direction de la C.G.T./P.C. ne va pas s'amuser à rendre des comptes « théoriques » sur cette théorie; elle ne va pas s'amuser à convaincre les gens de sa logique « interne ».

Elle n'a qu'une seule solution : essayer de mobiliser une partie des masses contre le complot, c'est-à-dire accentuer sa politique social-fasciste.

On nous objecte : la C.G.T., ce n'est pas seulement sa direction, c'est aussi une masse de militants honnêtes et expérimentés sans lesquels la révolution ne vaincra pas. C'est parfaitement vrai: il faut rallier 90 % des militants de ces organisations. Nous sommes totalement d'accord. Mais comment les rallie-t-on? sinon par la lutte contre la politique social-fasciste. Il ne sert à rien de lutter contre « un groupe dirigeant », contre « une bureaucratie », autant lutter contre des moulins à vent. On peut toujours s'identifier à un groupe dirigeant surtout en période de crise même si on critique ses excès de langage, ses erreurs politiques ou ses défauts « bureaucratiques ». Mais s'identifier à une politique « social-fasciste » pour un ouvrier honnête, c'est une autre paire de manches. Dans l'intérêt donc de l'unité la plus large, il faut lutter énergiquement contre la politique social-fasciste, en montrer la cause (la défense d'un certain type de société) et les conséquences (la C.G.T. s'est faite complice consciente du meurtre d'un ouvrier). Tous les esprits dans la classe ouvrière sont actuellement en « effervescence » : il y a des scissions, des confusions, une nouvelle demande politique. Le pire serait de ne pas partir de cette scission de masse idéologique pour faire progresser la révolutionnarisation. Veut-on, oui ou non, des scissions dans les organisations dites « ouvrières » ? oui bien sûr. Il n'y aura pas pour le moment de scission organisationnelle de type C.G.T.U./C.G.T., mais il y aura, comme en 68, mais à un rythme plus précipité et barbare, une série de scissions idéologiques de masse. Il faut partir de ces scissions réelles pour révolutionnariser et non de l'attente d'une scission mythique qui verrait un beau

jour tous les syndicalistes prolétariens se regrouper dans un nouveau syndicat. Bien sûr il y a des problèmes tactiques. Sur la question « tactique » dite « rapport à la C.G.T. », la bataille en cours permet de donner une réponse irrécusable.

Thèse n° 1 : Tant que la direction C.G.T./P.C. pourra maintenir en apparence son monopole de la représentation ouvrière, elle utilisera n'importe quel moyen. Le caractère social-fasciste de sa pratique sera PRINCIPAL. Nous disons bien : monopole *en apparence* car il est désormais clair qu'une partie des masses échappe au contrôle conscient de la direction P.C.G.T. Pour ceux qui en douteraient, ils n'ont qu'à tourner leurs yeux du côté de la place Nationale : la C.G.T. vient d'y faire, à l'heure du repas, et sous le soleil, un grand meeting central. En dehors de la horde des permanents de tous acabits, il n'y avait pas deux cents ouvriers (et encore ils étaient là passivement), c'est-à-dire bien moins que n'importe quel meeting que le comité de lutte faisait à la porte Zola (c'est R.T.L. qui le dit). Mais « monopole » quand même : car tant qu'un mouvement de masse ouvrier d'importance nationale n'a pas ouvertement rejeté ce contrôle et qu'une nouvelle forme d'organisation démocratique des larges masses n'a pas fait ses preuves dans la lutte, la direction de la C.G.T. pourra se prévaloir dans une partie de la classe ouvrière et dans les forces intermédiaires d'un monopole de fait de la représentation ouvrière. Précisément pour empêcher ce mouvement de masse, pour anéantir toute possibilité d'organisation démocratique ouvrière, la direction de la C.G.T. emploiera n'importe quel moyen. La direction de la C.G.T. Renault demande la DISSOLUTION DU COMITÉ DE LUTTE. Avant même Marcellin. Donc tactiquement, tant que ce monopole n'est pas contesté pratiquement, ouvertement, massivement au sein même des bases d'usine, la force autonome doit lutter résolument contre la politique social-fasciste de la direction C.G.T. D'ailleurs les « groupes gauchistes » qui travaillent dans les syndicats doivent en faire l'expérience (amère ?) : il n'y a pas le choix : la direction de la C.G.T. ne fait pas de cadeau.

Thèse n° 2 : Dans le cadre d'un mouvement de masse auto nome, on peut et on doit non seulement faire l'unité avec les syndicalistes de base, ce qui est évident et se fait tous les jours, mais même éventuellement faire des compromis avec la direction de la C.G.T. (le P.C.C. a fait à certains moments un Front

Uni avec le Kuomintang). En effet la force du mouvement de masse autonome change le rapport de forces interne dans la C.G.T. et contraint la direction à des reculs.

Voilà ce qu'il en est des questions « tactiques ». Le reste c'est de la politicaillerie petite bourgeoise. D'ailleurs dans la pratique, il n'y a pas de « reste », comme cette épreuve de force l'a montré. Le reste c'est seulement des « schémas en l'air ».

C) *Une force intermédiaire-type : la C.F.D.T.*

Tout le monde le sait maintenant, la force intermédiaire qui compte, qui est disputée âprement par la droite et par la gauche, c'est la C.F.D.T.

Nous avons assisté pendant cette bataille (et ce n'est pas fini) à une étonnante performance de la force intermédiaire. Elle a, en 15 jours, tenté d'occuper toutes les positions. Elle avait le cul entre deux chaises déjà, mais comme en plus les chaises changeaient de place, on peut imaginer les mouvements du cul. Nous nous battons très souvent aux côtés de la grande masse des militants de la C.F.D.T., nous n'hésitons pas à conclure des alliances quand c'est possible avec la direction de la C.F.D.T. elle-même; mais nous n'abandonnerons pas notre franc-parler, ni notre indépendance sous prétexte d' « unité ». Les performances de Maire doivent être contées dans le détail, ça aidera tout le monde et peut-être Maire lui-même. Nous n'avons pas les mêmes raisons de classe que *le Nouvel Observateur* : nous ne prenons donc pas Maire pour « l'homme » de la situation. Au reste pour nous, il n'y a pas « d'homme de la situation » : Mendès-France et Mitterand l'ont su à leurs dépens en 68. Suivons donc l'évolution de la direction C.F.D.T. pendant cette bataille :

Premier moment : avant le tournant (25 février), la C.F.D.T. Renault est le seul syndicat à dénoncer... la visite de Sartre dans l'île Seguin. Pour des partisans du « contrôle », c'était en apparence surprenant. Mais comme ce contrôle remettait en question la fonction syndicale, le C.F.D.T. n'est plus pour le contrôle. La C.F.D.T. doit être pour l'union des ouvriers et des intellectuels. Mais il faut que ce soit sous direction de la fonction syndicale.

Deuxième moment : le tournant, le meurtre fasciste. Immense mouvement d'indignation de classe, la C.F.D.T. se dit : le moment est favorable; on y va, tout seul, comme des grands. La force

intermédiaire a voulu jouer à la force indépendante. Elle refuse toute alliance avec le comité de lutte. Elle choisit d'intervenir le matin (alors que c'est l'équipe d'après-midi qui a été témoin du meurtre). Et la forme d'action que cette force-intermédiaire-qui-a-voulu-jouer-à-la-force-indépendante choisit : débrayage... pour aller à un meeting à l'entrée de l'usine. L'imagination syndicaliste est décidément bien pauvre. En fait cette action se voulait « prudente », « démocratique » (on allait tâter le pouls des travailleurs pour ce meeting). Seulement voilà, débrayer contre les chefs et la police syndicale pour aller à un meeting de protestation, ce n'était pas exactement ce que voulait la masse des travailleurs. « L'action-syndicale-responsable-de-masse » s'est révélée être : « une action ultra-minoritaire » et qui n'avait même pas le mérite d'être clandestine ! La force intermédiaire a donc échoué à être une force indépendante; chose qu'elle aurait pu prévoir soit en écoutant les masses, soit simplement en apprenant le marxisme (nous disons cela parce que la C.F.D.T. Renault est très « marxiste »...).

Troisième moment : comme elle n'a pas réussi à être indépendante, au moins va-t-elle essayer puisque son sentiment et ses intérêts dans cette période sont à gauche de jouer la « gauche » pour affaiblir son partenaire-adversaire du front syndical commun. Mais il faut y mettre les formes pour ne pas briser ce front syndical commun. Il y a donc des délégations savamment choisies pour les manifestations de rue (la C.F.D.T. se contente d'envoyer une délégation aux obsèques). Ce qui n'empêchera pas d'ailleurs M. Maire de se prévaloir de ces manifestations de rue dans ses rapports avec la C.G.T.

Quatrième moment : patatras. Action de la gauche : Arrestation de Nogrette. Nouvel effondrement mais alors sauvage, celui-là. M. Maire est le premier à dénoncer, dans des termes qui ne s'oublieront pas de sitôt, l'arrestation du « salarié Nogrette ». M. Maire se réfugie tout tremblant dans le giron du front syndical commun. La C.F.D.T. accepte de signer un communiqué infâmant pour elle, avec toutes « les organisations syndicales » dénonçant les « violences ».

Cinquième moment : Nogrette est libéré. Par-là même, M. Maire est libéré de ses angoisses. La C.F.D.T. Renault respire : « les maos ne sont pas aussi fous qu'on le croyait ». Le front syndical

est de nouveau brisé. Pas de riposte syndicale commune aux « violences ».

Que veut dire cette évolution ?

Elle a la forme d'une oscillation constante droite/gauche.

D'autre part elle se marque moins dans une pratique que dans des communiqués. En somme M. Maire s'est contenté pendant cette épreuve de force de faire des communiqués, tantôt à droite, tantôt à gauche; il a fait une conférence de presse continue et par étapes. Pour un dirigeant « ouvrier », il y a mieux à faire : il valait mieux prendre l'air, venir discuter avec les O.S. de l'île, venir aux obsèques par exemple.

Ces deux caractéristiques sont le propre d'une force intermédiaire affolée en période crise. Mais la question vraiment importante, c'est la raison de fond de cette oscillation, l'essence de cette évolution angoissée des communiqués de M. Maire.

C'est dans le moment fort de l'épreuve que l'on peut saisir l'essence d'un phénomène. Il faut donc se reporter aux déclarations de Maire sur l'arrestation de Nogrette. Laissons de côté les conneries sur « l'action ultra-minoritaire » (au niveau de la *forme* de l'action, ça ne veut rien dire; en effet, c'est une action de partisans). Cet aspect de la question (la forme d'action) est secondaire. L'aspect principal c'est le *contenu*. Et là-dessus, le théoricien de l'autogestion et autres contes-à-dormir-debout a vendu la mèche avec son petit compère Jean Daniel du *Nouvel Observateur*.

« — Dans notre combat, nous ne séparons pas les ouvriers des étudiants ni les immigrés des cadres.

— Des cadres ?

— Oui des cadres... »

M. Maire ne veut pas séparer l'immigré de Nogrette. M. Maire oublie un détail : c'est que l'immigré *est séparé* de Nogrette. Évidemment, Nogrette selon le mot délicieux de J. Daniel est « un vieil ouvrier malade devenu cadre en fin de carrière ». D'ailleurs ce n'est pas exact il faudrait dire vieil ouvrier devenu cadre malade en fin de carrière. Enfin, on n'est pas à une inexactitude près dans *le Nouvel Observateur*. Maire pousse à fond sa théorie et c'est ce qui est passionnant, cela donne :

« Ce qu'on peut appeler la classe motrice dans notre société industrielle englobe tout le monde. » Et Dieu par-dessus le marché, sans doute.

Ou bien encore :

« Revenons au cas de la Régie Renault. Il y a actuellement un milieu cadre-maîtrise qui s'affirme dans la peur et la répression; un mouvement communiste qui refuse la discussion avec tout ce qui n'est pas lui, et un mouvement décidé à agir immédiatement et fort mais dont les actions, on l'a vu, ne sont ni entraînantes ni contagieuses. Personne ne représente la totalité de la réalité sociale. Nous combattons pour cette totalité et dans une perspective qui demeure, *mais concrètement*, révolutionnaire » (c'est nous qui soulignons).

Ce morceau de littérature est extraordinaire. M. Maire veut représenter « la totalité de la réalité sociale », tout le monde, quoi, le prolétariat et la bourgeoisie, la gauche et la droite. Tout le monde, qui est classe motrice dans la société industrielle. La « classe tout le monde », voilà la base sociale de M. Maire. Classe tous risques. Évidemment cette classe-là n'existant pas, M. Maire nage dans la stratosphère. Comme il ne conduit pas tout-le-monde à l'autogestion, il change constamment de conducteur; mais les conducteurs ne prennent pas tous la même direction; malheur, nous n'arriverons jamais à l'autogestion.

Nous n'en avons pas tellement envie d'ailleurs. Car que nous promet M. Maire comme paradis autogéré ? une société où l'on conserverait la « technologie » actuelle. On a compris : M. Maire adopte le vieil ouvrier malade qu'est Nogrette parce que, dans l'autogestion, il y aura encore des Nogrette.

Mais alors une question : pourquoi la C.F.D.T. dit-elle qu'elle se bat contre l'autorité dans les ateliers, contre la hiérarchie ? Vous n'y êtes pas du tout : la C.F.D.T. se bat contre « les méthodes de commandement » (citation de Maire) dans les ateliers. Le pouvoir patronal, l'autorité dans l'atelier, ce sont des « méthodes de commandement ». Eh bien ! non ! M. Maire, le pouvoir patronal ce n'est pas des méthodes de commandement, c'est un système d'organisation du travail dont un des effets c'est des « méthodes de commandement autoritaires ».

Se battre contre « l'autorité » dans l'atelier c'est se battre contre le système hiérarchique capitaliste; et en particulier, contre une de ses ruses, « la technologie ». Mais M. Maire veut conserver cette « technologie » en lui ôtant son chapeau : de « mauvaises méthodes de commandement ». M. Dubcek, en Tchécoslovaquie, avait voulu quelque chose dans ce goût-là.

Les chars russes lui ont ôté ce goût-là de la bouche. Et, de toute façon, ce n'était pas ce que voulaient les ouvriers tchèques; tout au plus cela pouvait être un point de départ pour eux dans leur lutte contre les laquais du social-impérialisme.

Donc, M. Maire veut aussi, comme la C.G.T., « l'unité naturelle du personnel », ce qui est le fondement du front syndical commun; mais la C.F.D.T. aimerait que cette unité naturelle se fasse, avec, en moins, les « mauvaises méthodes de commandement ». La C.G.T. plus conséquente, ne se préoccupe pas de ce détail. La C.F.D.T., si, et voilà pourquoi elle est inconséquente. Nous sommes d'ailleurs très contents de cette « inconséquence de la C.F.D.T. », parce que cela fait d'elle une force intermédiaire. Et qu'en son sein la lutte de classe entre gauche et droite peut plus librement se déchaîner. Nous serons donc très unitaires, mais sans perdre notre indépendance, quand la C.F.D.T. au moment des crises braque à droite. Pour finir, nous rappellerons à M. Maire l'expérience du mouvement ouvrier, comme il dit si bien, d'autant mieux qu'il a moins de « traditions » : il y a toujours eu régulièrement des théoriciens qui ont voulu « représenter la totalité de la réalité sociale », concilier les inconciliables, lutter contre les deux ghettos, que constituent l'un par rapport à l'autre pouvoir ouvrier et pouvoir patronal; il y a toujours eu place pour cette dialectique spirituelle. Mais, sur terre, ça n'a jamais marché comme dans cette dialectique de l'esprit. Votre position, M. Maire, n'est pas « difficile à tenir », comme vous dites; elle n'existe pas. La preuve c'est que vous n'avez pas eu UNE position, mais PLUSIEURS.

D) *La gauche et ses perspectives.*

Cette bataille a permis de vérifier l'appartenance au camp révolutionnaire de toutes les forces qui se réclament de Mai 68 (les « groupes gauchistes »). C'est une excellente éducation contre le sectarisme et le fractionnisme.

La base de cette unité, c'est le refus commun de la société occidentale et de la société du type russe — ou même du type Dubcek. La base de l'unité c'est que dans les principes, tous les révolutionnaires veulent une société où la classe ouvrière exercera sa direction en tout.

Ce point essentiel acquis, il y a des divergences quant au type de direction exercé par la classe ouvrière. Les trotskystes, par exemple, n'ont pas à notre connaissance une position claire sur la révolution culturelle dans les usines en Chine, sur la remise en question radicale de la « technologie » dans une entreprise d'État socialiste. Nous laissons de côté pour le moment les divergences d'appréciation sur l'histoire du mouvement ouvrier; elles ont leur importance comme « révélateur ». Mais il y a de meilleurs révélateurs : les positions pratiques dans le cours même de notre révolution.

Nous voyons le reflet de cette divergence — à vrai dire pas encore très explicite — dans la position ambiguë que les trotskystes ont adoptée face à la séquestration des cadres dans les usines. Ils l'ont d'abord critiquée (Rouge) puis, sans autocritique claire, ils semblent accepter cette pratique. Il est possible qu'ils l'acceptent uniquement comme un « péché de gauche » inévitable à cause de la domination opportuniste de la C.G.T. Le débat de masse qu'il faudrait avoir maintenant entre révolutionnaires devrait clarifier ce point essentiel.

C'est cette question comme on l'a vu qui est décisive : quelle position adopte-t-on dans les faits par rapport à la hiérarchie capitaliste qui va jusqu'au crime ?

Cette question commande en fait toutes les autres et en particulier la position par rapport au syndicat : car le syndicat est devenu un instrument de cette hiérarchie.

Les divergences ne doivent pas être fondamentales, quoique vraisemblablement très importantes, puisque nous nous sommes tous retrouvés sur des positions communes pendant l'épreuve de force. Au moment fort, les « groupes gauchistes » se sont opposés à l'arrestation de Nogrette, mais ils expliquaient alors leur position par rapport à l'opportunité « tactique ».

Ils craignaient que l'unité des révolutionnaires ne se brise; la crainte est sans fondement. La pratique l'a montré. De plus, ils reconnaissent que l'opinion populaire n'a pas « condamné » l'action. Que les masses ont trouvé « amusante » l'action pour une grande partie. Mais, ajoutent-ils, politique et amusement sont deux. Ce serait vrai s'il s'agissait d'un amusement. En fait, comme on l'a vu, il s'agit d'un changement du rapport de forces idéologiques dans les masses et aussi dans la hiérarchie capita-

liste. A Renault même personne ne peut nier qu'actuellement la maîtrise accuse le coup.

Mais n'anticipons pas sur le débat de masse qui doit avoir lieu entre révolutionnaires, et qui est une des perspectives de la bataille. Une des premières questions que nous posons aux autres révolutionnaires est la suivante : comment pensez-vous faire une politique révolutionnaire si vous ne vous appuyez pas résolument sur l'*opinion populaire* ? quel est donc votre rapport réel aux masses ?

Résumons nos perspectives :

I. — La gauche doit continuer cette bataille. Elle doit par le débat de masse s'unifier et, plus important, elle doit répondre à la demande politique des plus larges masses. Elle doit répondre à la question : Où va la France ? Quelle France voulons-nous ? Qu'est-ce que c'est une société sans Nogrette ?

II. — Elle doit participer aux autres batailles prolétariennes qui font rage : batailles qui sont toutes violemment anti-hiérarchiques : à Creusot-Loire, à la Sollac, à Paris (Nantes), à Besançon. Partout se constituent contre le prolétariat les forces néo-fascistes : des « comités pour la liberté du travail », des groupes d'autodéfense de la maîtrise fasciste, des lock-outs, des évacuations par les C.R.S. des usines occupées par les travailleurs. Ne pas participer pleinement à ces batailles, c'est un CRIME, c'est sauver le social-fascisme de la crise où l'a plongé l'épreuve de force, c'est abandonner la seule force qui garantisse l'avenir : la force des masses en mouvement qui voient se constituer contre elles leurs ennemis, habituels ou non.

La gauche doit déclencher de nouvelles batailles dans ces bastions de l'esclavage et du fascisme : Citroën, Simca. Il faut se préparer à des actions communes démocratiques, anti-fascistes contre la racaille « indépendante ».

III. — Elle doit déclencher les batailles démocratiques générales, qui dans la situation actuelle, sont entraînées directement dans l'orbite des batailles prolétariennes; l'affaire du prêtre expulsé de Lyon est liée à l'affaire Brandt : c'est parce qu'il s'était solidarisé avec les O.S. de Brandt que la police fasciste l'a enlevé. L'affaire du logement (« on a raison d'occuper les maisons vides ») arrive à un tournant : d'une part, parce que la période des expulsions est rouverte, d'autre part, parce que dans la situation actuelle tout affrontement sur un front de lutte popu-

laire est encouragé et encourage en retour les batailles prolétariennes.

IV. — Elle doit se préparer en prévision d'une nouvelle campagne d'encerclement et d'anéantissement du pouvoir et des révisionnistes.

Toutes ces batailles, qu'il faut soutenir, se mènent en ayant bien en tête l'étape où nous sommes : nous ne sommes pas en Mai 68, donc il ne faut pas imaginer que chaque bataille va se transformer, par effet de surprise, en « soulèvement de millions de gens » et d'autre part il n'y aura pas de divine surprise qui vienne de Séguy, mais un combat à couteaux tirés.

Nous ne sommes pas encore à l'étape où l'on organise la lutte armée. Donc, le renforcement de la lutte violente antihiérarchique et anti-police a pour but la révolutionnarisation idéologique des larges masses. Bref, il faut une série de batailles prolétariennes qui seront dures et barbares, au cours desquelles s'édifie la force autonome du prolétariat. Quand cette force se déploiera nettement et en partant de ses bases (l'atelier), la France sera de nouveau changée. Toutes les forces changeront à nouveau de position : l'ère des soulèvements prolétariens sera ouverte. Elle n'est pas loin : puisque la bataille actuelle l'annonce directement.

Vendredi 17 mars 72.

Philippe Olivier

SYNDICATS, COMITÉ DE LUTTE, COMITÉS DE CHAINE

Petite histoire

« *D'où viennent les idées justes ? de la pratique sociale.* »

Mao.

Nous n'avons pas décidé, un beau matin, de dire non au syndicat. Avant toute pratique, la connaissance est nécessairement livresque. Et tous les livres nous enseignaient la nécessité du syndicat. Nous étions donc, comme tout le monde, syndicalistes. Mais comme nous étions, dès avant mai 68, opposés au P.C., au révisionnisme, nous étions pour le *syndicalisme prolétarien.* Comme nous voyions les choses de très loin, nous admettions cette évidence « pratique » : la C.G.T., c'est une forteresse ouvrière, le syndicat le plus fort, et le plus riche de traditions. Donc nous avons choisi : le syndicalisme prolétarien à la C.G.T. Le raisonnement est simple : nous opposerons à la doctrine et à la tradition « de lutte de classes » de la C.G.T. la réalité de ses actions, ou plutôt de ses inactions, de ses trahisons. D'où le mot d'ordre clair et frappant : « Contre les bradeurs, vive la C.G.T. de lutte de classes. »

Ce mot d'ordre eut de l'écho. Pourquoi ? pas tant parce qu'il correspond à une thèse célèbre de Lénine sur la lutte à l'intérieur du syndicat conservateur ; mais, parce que dans la classe ouvrière il *existe* des syndicalistes prolétariens. Ce mot d'ordre permettait de rallier les syndicalistes prolétariens. Nous n'avons pas eu le temps de trop délirer sur ce mot d'ordre, d'imaginer le réseau vaste et complexe des fractions syndicalistes prolétariennes au sein de toutes les fédérations C.G.T. d'industrie,

la scission de masse de la grande C.G.T., désormais passée aux mains des porte-serviettes. En effet le printemps de l'année 68 allait nous surprendre et nous réserver une de ses petites malices.

La scission de masse s'est bien produite, mais pas exactement comme on l'imaginait. Une partie des masses ouvrières se libérait de la tutelle des bradeurs, mais sur les barricades, à la Sorbonne, à Flins, à Sochaux, dans les groupes d'auto-défense des usines occupées. Au moment de la résistance à la capitulation d'après-Grenelle, nous disions : Résistons aux traitres, mais ne déchire pas ta carte de la C.G.T. car les salopards en profiteraient pour continuer à régner dans la C.G.T. Mais la partie des ouvriers qui découvrait la nature du syndicat ne l'entendait pas de cette oreille, elle ne s'embarrassait pas de ce raisonnement tordu : elle déchirait sa carte de la C.G.T. Dans le désespoir de la reprise du travail, déchirer sa carte c'était au moins un acte de résistance qu'on pouvait faire massivement, qui signifiait : « On ne m'y reprendra plus. » Un acte de la force autonome dans la classe ouvrière, qui avait répondu à l'appel au soulèvement. Nous avons alors commencé à comprendre qu'il ne fallait pas faire un mauvais usage des livres ; qu'il ne fallait pas masquer avec un beau texte de Lénine son ignorance profonde, et son absence de liaison réelle avec les masses. Depuis lors, nous avons pris en horreur ces personnages, qui malheureusement ont pullulé après 68, et qui vont d'Université en meetings professer le vrai marxisme. Parfois, rarement, nous nous retrouvons avec ces gens pour une manifestation, mais plus jamais nous ne nous sommes entendus avec eux. Nous ne pensons pas de la même manière.

Tout notre effort après mai 68 consista à comprendre cette scission de masse survenue en 68 et à en tirer toutes les conséquences. Ce fut long et difficile (un an). Inutile de préciser que cet effort a été fait dans la pratique. Nous avons compris la chose suivante : c'est parfaitement vrai que les syndicalistes prolétariens constituent une avant-garde interne de masse dans de nombreuses usines. Dans certaines régions, actuellement, tous les militants qui forment l'ossature des groupes antisyndicalistes, des comités de lutte, ont été des syndicalistes prolétariens. Mais ce n'est pas la seule avant-garde interne de masse. La gauche ouvrière dans la jeunesse et chez les immigrés échappe au

syndicalisme prolétarien. Or c'est elle qui, depuis 68, a mis en évidence les revendications et les formes d'action les plus radicales. Ce n'est pas tout : non seulement les syndicalistes prolétariens ça ne suffit pas, mais aussi et surtout la pratique des syndicalistes prolétariens ça ne va plus tout à fait. Les syndicalistes prolétariens ne peuvent pas proposer une pratique de masse nouvelle, celle précisément qui a été ébauchée en 68. Ils apportent des éléments à cette pratique (d'anciennes formes d'action « dure ») : dans la région de Nantes-Saint-Nazaire c'est parfaitement clair : grandes lessives de Batignolles (janvier 71) et visites des usines par les gars des Chantiers Navals en lutte contre un lock-out n'ont été possibles que grâce à l'apport du syndicalisme prolétarien. Au fond le syndicalisme prolétarien apporte une *tradition.* Elle n'est précieuse que si elle est mise au service d'une pratique *nouvelle.* Maintenant nous le savons : les luttes de masse autonomes les plus authentiques s'inspirent de toute l'histoire du mouvement ouvrier, y compris l'histoire de ses origines.

Nous avons donc compris en 69 qu'il fallait une pratique de masse autonome. Plus question d' « entrer dans le syndicat ». Mais c'est l'aspect somme toute superficiel de la question. L'autonomie ce n'est pas essentiellement l'indépendance formelle par rapport à l'appareil syndical. L'autonomie c'était une pratique de masse différente de la pratique du syndicalisme, pratique différente qui répondait aux aspirations encore confuses de la masse et qui allait entraîner dans l'action les nouvelles avant-gardes internes de masse : en particulier les jeunes et les immigrés. Nous avons mis au point alors la pratique des petits noyaux de résistance dans les ateliers. Nous ne l'avons pas fait parce que nous serions partisans des « minorités agissantes ». Au contraire, nous pensons profondément que pour faire la révolution il faut entraîner « 90 % de la population ». C'est dire que nous n'avons aucun goût pour la théorie des minorités (nous incluons dans la théorie des minorités celle des gens qui pensent que la révolution est possible avec la classe ouvrière seule). Pourquoi faut-il alors commencer par des petits noyaux de résistance ? C'est simple, au départ, il y a la dictature patronale et la dictature syndicale. Il n'y a pas d'autre moyen de commencer si on ne part pas d'un petit noyau de résistance. Evidemment si on ne considère pas le syndicalisme comme un

appareil répressif, on peut toujours y entrer, alors on aura l'illusion de partir des masses et de faire des actions de masse. De temps en temps on voit des « gauchistes » entrés dans le syndicat s'imaginer « être dans » les masses. Leur inaction prolongée, et les coups de poings des flics syndicaux moins romantiques que ces naïfs, finiront pas leur faire perdre leurs illusions. Au fond les premières associations ouvrières, les premiers comités d'action, les premiers syndicats ont d'abord été des petits centres de résistance aux empiétements du capital. Les débuts de la contestation ouvrière moderne renouent avec l'origine du syndicalisme. On nous a d'ailleurs reproché de « ramener le mouvement ouvrier » à ses origines : les actions contre les petits chefs, cela rappelait les patrons arrosés au vitriol dans l'Angleterre des années 40, les coups de feu qui partaient dans les champs contre les fabricants. A ce compte-là on pourrait aussi se rappeler les actions de justice des esclaves ou des populations germaniques. Nous, on veut bien. Les sabotages visant à l'arrêt de chaîne par introduction d'une barre de fer par exemple, cela rappelait les premiers bris de machine. Tous ces souvenirs viennent à l'esprit de « chroniqueurs » du mouvement ouvrier, type Nouvel Observateur. Ils visent évidemment à déconsidérer cette contestation ouvrière. Ils sont quand même emmerdés maintenant : les séquestrations sont devenus une forme régulière de la guerre de classe. Au point que des syndicalistes C.G.T. sont obligés de les singer (Chantiers de Brest, janvier 72). Alors on ne voit plus ces chroniqueurs rapprocher la séquestration des actions sauvages du XIX[e] siècle. Ils s'écrasent. Espérons que cela durera. Mais comme nous ne sommes pas sectaires, même vis-à-vis de ces journalistes prétentieux, mettons les choses au point. Les ouvriers ont toujours raison de se révolter contre les patrons.

« Dès lors qu'il ne reste à l'ouvrier pour tout champ d'activité humaine que l'opposition à toutes ses conditions de vie, il est naturel qu'il apparaisse le plus sympathique, le plus noble et le plus humain, lorsqu'il se rebelle contre elles. C'est vers ce seul point que tendent toute l'énergie et toute l'activité des ouvriers, et même les efforts pour acquérir par ailleurs une culture humaine sont tous en rapport direct avec ce point unique. » (Engels).

Dans l'histoire de toutes les révoltes ouvrières et populaires,

les ouvriers d'aujourd'hui ont quelque chose a apprendre. Les œuvres du syndicat périssent, pas l'œuvre de l'instinct prolétarien. Nous sommes convaincus, par expérience, qu'un récit d'une révolte des débuts du mouvement ouvrier a une vertu pratique bien plus grande pour les luttes de masses que les fascicules de la C.G.T. sur le fonctionnement d'un comité d'entreprise. Cela dit, l'action contre le petit chef ou la séquestration d'un directeur, si elles peuvent à juste titre *rappeler* les premières actions ouvrières n'ont pas le même contenu. Marx disait à propos de ce phénomène « le débutant qui apprend une nouvelle langue la retraduit toujours dans sa langue maternelle ». La séquestration du patron, par exemple, provoque une révolution très moderne dans les esprits : à savoir : sous l'autorité du patron, il n'y a rien ; le patron est un parasite. Et quand les gars de Richard Continental à Villeurbanne (février 72) après avoir séquestré le patron, le mettent à la porte, ce qu'ils disent est très simple : le patronat est une classe inutile (même dans la filiale d'une entreprise « nationalisée »). Autre exemple : introduire une barre de fer sur la chaîne cela peut rappeler le luddisme ; mais cela prépare une action de masse contre le système de travail à la chaîne, qui est aujourd'hui grâce à l'initiative des « sauvages », des O.S., à l'ordre du jour. Car le patronat et les syndicats ont désormais compris d'où partait la subversion. Et ils vont s'employer à des réformes pour canaliser la « sauvagerie ».

Les petits noyaux de résistance ont donc ouvert une voie : par le bris des cadences, par les actions contre les chefs, par les révélations qu'ils apportaient sur la condition ouvrière : par exemple sur l'assassinat quotidien conscient dans les entreprises. Aujourd'hui même dans le « Monde » on peut lire que les usines sont des « bagnes ». Il y a deux ans la *Cause du Peuple* était saisie, parce qu'elle le disait.

Maintenant il faut largement entrer dans la voie ainsi ouverte. Il faut élargir la résistance. Les petits noyaux de résistance ont fait leur temps. Soumis à une répression systématique de la police, du patron, du syndicat, ils ne tiendraient d'ailleurs pas longtemps. Mais cette répression sanctionnait le fait que les idées des petits noyaux devenaient une force matérielle dans les masses. Il s'agissait donc d'avoir de nouvelles méthodes puisque la réalité était transformée.

Le texte qui suit présente un bilan abrégé de l'expérience acquise depuis un an. Il s'appuie principalement sur l'expérience avancée du comité de lutte de Renault-Billancourt. Mais dans ce texte nous n'allons pas exposer nos méthodes d'élaboration des formes d'action dans les usines. Nous voulons seulement dégager les principes qui distinguent le syndicalisme de la contestation.

« *Lutter contre l'égoïsme et critiquer le révisionnisme.* »

Mao.

I. — « LA SPONTANÉITÉ N'EXISTE PAS »

C'est une citation de la C.G.T. (p. 13 de « Un complot manqué ». Renault, mai 71). C'est plus qu'une citation. C'est la philosophie de la C.G.T.

On se souvient des analyses du P.C.G.T. sur les « événements de 68 » : le principal mérite des « communistes », à cette époque, c'est d'avoir déjoué un complot contre leur parti. Cette extraordinaire analyse faite en juillet 68 est devenue, depuis, une méthode fondamentale de pensée des dirigeants révisionnistes. Tous les mouvements de masse autonomes sont aux yeux de ces dirigeants ou bien une « invention » ou bien un « complot ».

De deux choses l'une : ou bien la C.G.T. expliquera que le mouvement de masse a été préparé de main de maître par le travail infatigable de ses délégués et militants, donc le mouvement n'a rien de « sauvage », il est syndical ; c'est pure invention que de le caractériser comme mouvement « spontané ». Ou bien, comme on ne peut nier qu'il y ait des forces autonomes à l'œuvre dans le mouvement, il s'agit d'un complot, qui vise à détruire l'organisation syndicale, donc le « mouvement ouvrier ». La grande lessive des Batignolles (début 71) a été l'œuvre de ces forces de complot. Les sabotages des trains de riches par les cheminots dans la région Est au moment de leur grève de 71 (juin), c'est pareil.

Dans les deux cas : il n'y a pas de spontanéité ; le mouvement est l'œuvre du syndicat ou de comploteurs. La spontanéité n'existe pas.

On assiste alors à ce triste spectacle : les militants « drogués »

de la C.G.T. (une poignée) font la chasse au « spontané ». Fini le vieux réflexe syndicaliste « dur » : « on a toujours raison de revendiquer contre le patron ». Désormais quand il y a mouvement, on se demande : la C.G.T. est-elle dans le coup ? ou non ? si non, il faut chercher le complot. Le cégétiste ainsi éduqué devient nerveux et méfiant. Mais pour conjurer la révolte ou plutôt pour « déjouer le complot », il faut une formation spéciale. Il ne suffit pas d'être méfiant, il faut être vigilant. La C.G.T. constitue alors un comité de vigilance contre la spontanéité : une POLICE SYNDICALE.

Nous savons bien que cette notion n'est pas couramment admise dans les « milieux intellectuels marxistes ». Ceux-ci en général préfèrent la notion douceâtre de « bureaucratie ». Nous n'y pouvons rien. La violence qu'exerce l'appareil syndical n'est pas « bureaucratique » (?), c'est une activité répressive. Elle vise à encercler et à anéantir une force représentative d'aspirations qui s'opposent violemment aux « intérêts » de l'appareil syndical. Dire que la direction syndicale est « bureaucratique », c'est parler pour ne rien dire. Les directions révolutionnaires les plus éprouvées sont constamment menacées de « bureaucratisme », de coupure avec les masses. Cette notion ne permet pas de distinguer la fonction jouée par l'appareil syndical dans les luttes de classes.

Nous proposons à ces milieux de réfléchir sur la thèse : « la spontanéité n'existe pas ». Qu'est-ce que cela veut dire ? cela signifie que la C.G.T. n' « a pas la prétendue confiance qui flatte l'impulsion irréfléchie sous couvert de spontanéité » (broc. citée p. 48). En clair, la classe ouvrière n'a pas « d'instinct de résistance » créateur. La classe ouvrière n'a pas de capacité autonome de réfléchir à partir de sa pratique de production et de lutte de classes. La classe ouvrière ne produit pas (« spontanément ») d'idées justes. Les idées lui viennent soit du délégué soit de la « tradition syndicale » (= éducation et mémoire du délégué). Les idées qui ne viennent pas de là constituent « l'impulsion irréfléchie », erreur d'enfance qu'on veut bien excuser et « couvrir » si les comploteurs ne s'en mêlent pas. Quel est le caractère de classe de cette thèse ?

C'est une pensée produite par le capitalisme. En effet, le capitalisme dépossède complètement l'ouvrier. Non seulement l'ouvrier n'a plus que sa force de travail à vendre, mais l'ouvrier

perd son intelligence dans l'atelier. Comme Marx l'a montré, le capital lui arrache toute sa force culturelle et la retourne contre lui ; la science dans l'usine apparaît comme une puissance étrangère, hostile à l'ouvrier[1]. Elle anime la machine qui asservit l'ouvrier, elle loge dans les bureaux de méthodes d'où sortent d'étranges techniciens, chrono en mains, qui viennent fixer des « cadences théoriques instantanées » étrangères à la perception ouvrière, totalement mystérieuses, oppressives. Pour le capital, la spontanéité ouvrière ne doit plus exister. Pour le capital l'ouvrier doit être un con. La thèse « la spontanéité n'existe pas » soit encore « les ouvriers sont des cons » est produite par le capitalisme. Les appareils qui servent à reproduire cette thèse sont des appareils bourgeois. On sait que l'appareil despotique dans l'atelier, ou l'appareil scolaire visent à entretenir cette thèse. Il faut reconnaître aussi que l'appareil syndical joue *à sa manière* la même fonction.

Dans certains ateliers immigrés, le délégué C.G.T. est confondu avec le chef. L'œil de l'ouvrier voit juste. Comme tous les appareils bourgeois, l'appareil syndical est répressif ; il assume les deux fonctions de répression ; la répression idéologique avec la thèse « la spontanéité n'existe pas » et la répression violente avec sa police. Car la réalité de la révolte infirme la thèse « la spontanéité n'existe pas » ; alors il faut une police pour remettre les choses dans l'ordre. Quand la répression idéologique ne suffit pas il faut la répression violente. Nier la capacité d'autonomie ouvrière c'est se condamner à faire la police contre les ouvriers.

La C.G.T. est donc antidémocratique ; mais pas parce qu'elle a une déviation « bureaucratique », qu'il faudrait condamner au nom de ses statuts et de la démocratie syndicale. Elle est antidémocratique comme tous les appareils bourgeois. Voilà pourquoi le mouvement démocratique des ouvriers *affronte* l'appareil syndical. Qu'on y réfléchisse : le premier comité de chaîne (atelier de peinture de l'Ile Seguin, chaîne de pistoletteurs) organe de décision de l'assemblée de chaîne, révocable à tout moment, s'est créé après un mouvement sur la paie où la masse s'est *affrontée* au délégué. Quand nous disons que la C.G.T. n'est pas démocratique nous ne nions pas qu'elle sache

1. Cf. Capital, livre I, tome II, pp. 49 et suiv. Éditions sociales.

manier l'urne aussi bien que le régime Pompidou. Nous nions qu'elle sache concentrer les idées des masses, qu'elle pratique la démocratie de masse. D'ailleurs c'est elle-même qui le dit : « la spontanéité n'existe pas ».

II. — Egoisme ou collectivisme ?

Tout est fait dans l'atelier pour que les ouvriers soient vidés de leur intelligence ; la machine comme le chef sont là pour dire à l'ouvrier : tais-toi, ne pense pas, c'est superflu, c'est nuisible. Asservi à la chaîne ou à la machine, l'ouvrier doit être isolé, il doit avoir conscience continuellement qu'il est isolé. Avoir cette conscience, c'est être une machine parmi les machines. C'est au fond perdre toute conscience ; alors la rébellion se forme contre cet état d'anéantissement ; « prendre conscience », c'est rompre l'isolement, c'est inventer une expression collective contre la chaîne, contre la machine, contre le chef. Cette expression peut surprendre : une barre de fer qui bloque la chaîne, et voilà la conscience qui triomphe. Le triomphe de la conscience est toujours collectif. Il rassemble, contre la division objective instaurée par l'organisation du travail. Il y a dans l'atelier une lutte constante entre l'isolement et le rassemblement ; une lutte constante entre le concept d'égoïsme et le concept du collectif. L'organisation du travail fondée sur la propriété privée et la séparation de l'ouvrier par rapport à son travail produit l'idée de l'égoïsme, de l'isolement, l'idéologie de la soumission. La révolte contre cette dépossession produit l'idéologie collectiviste. C'est dans l'atelier que se déroule le plus puissamment, le plus crûment, la lutte entre l'égoïsme et le collectivisme. L'égoïsme est produit par le capital, le collectivisme par la rébellion du travail.

La base de la doctrine communiste, c'est la rébellion du travail. En ce sens, *le communisme est bien produit par la classe ouvrière.* Tombe-t-il du ciel ? non, il vient de la pratique sociale de la classe ouvrière.

Pour former une conscience communiste, il faut partir de l'idéologie collectiviste propre au prolétariat et répudier l'égoïsme, propre au capitalisme.

Dès le stade élémentaire de la conscience de classe, à travers

la lutte d'atelier, il faut que le collectif triomphe de l'égoïsme. Au stade le plus élevé, lorsque la classe ouvrière prend conscience de son rôle dirigeant dans la lutte du peuple dans son ensemble contre la dictature des classes exploiteuses, il faut aussi que le collectif l'emporte sur l'égoïsme. A tous les stades de la conscience, il faut que la voie du collectivisme l'emporte sur la voie bourgeoise de l'égoïsme.

A tous les stades de développement de la conscience de classe, il faut donc forger des instruments qui fassent triompher le collectif sur l'égoïsme.

Prenons le stade élémentaire de la lutte, la lutte dans l'atelier.

Dans l'atelier, au départ, dans les conditions immédiates produites par le capitalisme, il y a la division : la division extrême entre tous les ouvriers par exemple dans l'atelier « moderne », la division « à l'infini » qu'instaure le système de cotation de poste ; la division en nationalités qu'entretient le racisme, la division en catégories (production/contrôle...) et la soumission générale à l'ordre répressif qui garantit ces divisions (l'ordre répressif ce n'est pas seulement le contremaître c'est déjà le mouchard sur la chaîne, le poste de travail/flic).

Comment organiser la lutte immédiate pour un changement partiel, pour une petite « réforme » ? Il y a deux manières : ou bien on part de ces divisions et on demande telle ou telle chose ; ou on demande telle ou telle chose en remettant dès le départ en question ces divisions. Toute lutte exige un minimum d'union (à l'exception de la « lutte » qui consiste pour le délégué à aller voir le chef pour qu'il donne un avantage à un de ses potes ou à un élément combattif pour le neutraliser); toute lutte exige donc un mouvement visant à surmonter certaines divisions et donc à lutter contre certains aspects de l'appareil répressif qui garantit ces divisions). *Toute lutte authentique remet en question les « rapports immédiats » qui se déroulent dans l'atelier.* Avoir une position prolétarienne dans la lutte immédiate pour une « petite réforme », c'est développer au maximum l'élément collectiviste et réduire au minimum l'élément « égoïste ». Avoir une position bourgeoise c'est faire le contraire : réduire au maximum l'élément collectiviste. Mais développer au maximum l'élément collectiviste c'est remettre en question les divisions inscrites dans les rapports objectifs capitalistes (divisions sur la chaîne par exemple), et c'est d'un

même mouvement attaquer l'appareil répressif. L'unité de classe se conquiert dans un mouvement de lutte contre le système des divisions garanti par l'appareil répressif. Ce système de division garanti par l'appareil répressif porte un nom : *la hiérarchie capitaliste.* Toute lutte prolétarienne immédiate est anti-hiérarchique.

La C.G.T. réduit au maximum cet élément collectiviste, anti-hiérarchique : elle propage l'esprit de catégorie et la soumission à la légalité. En effet, la hiérarchie c'est un système de catégories légalisé par un appareil répressif. Il y a des chefs parce qu'il y a des catégories hiérarchisées du « personnel » ; il y a ces catégories parce que les producteurs immédiats sont des cons, qui n'ont pas les capacités nécessaires pour les fonctions « de responsabilité ». Les capacités ou les « compétences » ; parce que toute cette salade se veut bien sûr « scientifique », dictée par les lois naturelles du progrès industriel.

La C.G.T. donc qui défend la hiérarchie, même si bien sûr elle est contrainte d'en demander des remaniements, est le défenseur le plus acharné de l'esprit de catégorie et du légalisme. Elle trouvera ses points d'appui les plus solides dans les « catégories supérieures ». En témoignent ses progrès rapides chez les agents de maîtrise. Mais surtout elle doit consolider son pouvoir dans une catégorie proprement ouvrière (car elle ne peut décemment pas devenir pour le moment le syndicat de masse des agents de maîtrise) : les ouvriers professionnels. Les O.P. c'est « la forteresse dans la forteresse » comme elle dit des O.P. de Billancourt. Un des facteurs clés du « verrou » cégétiste, c'est le pouvoir exercé sur les O.P. Résumons-nous : La C.G.T. n'est pas seulement antidémocratique, elle propage l'esprit de catégorie viciant profondément le mouvement de conquête de l'unité de classe et elle propage l'esprit de soumission à la légalité (c'est-à-dire à « l'ordre » hiérarchique). Par ces trois moyens (refus de la démocratie, esprit de catégorie, légalisme) la C.G.T. consolide les « rapports immédiats » dans l'atelier, c'est-à-dire consolide l'idéologie « égoïste » propre au capitalisme.

La contestation au contraire libère l'idéologie collectiviste, base du communisme.

III. — Syndicalisme et politique

Si la C.G.T. propage l'esprit de catégorie et de soumission à la légalité, c'est qu'elle défend la hiérarchie capitaliste. Si elle défend la hiérarchie, c'est pour une raison POLITIQUE. Le syndicalisme est politique. Le secret de la C.G.T., il faut le chercher dans le P.C. Dans le programme politique révisionniste.

Ce programme réclame la nationalisation des secteurs-clés de l'économie nationale dans une première étape et dans une deuxième l'extension de l'appropriation collective des moyens de production. Fort bien. Mais la question qui se pose : c'est une fois que la propriété est devenue « collective », que devient l'organisation du travail dans l'usine et l'organisation sociale ?

Pour le dire autrement : les Chantiers Navals de Gdansk sont « propriété collective ». Pourtant, en été, la température monte jusqu'à 70 degrés et en hiver les installations sont gelées. Par temps de pluie il y a danger mortel d'électrocution pour les soudeurs et les monteurs. La paie est misérable. Après 15 ans c'est le cimetière. (Extraits d'un document publié par le *Nouvel Observateur* du 6 au 12 décembre.) Enfin quand les ouvriers se révoltent, « on attrape les ouvriers comme des rats ». Une « milice ouvrière » (police syndicale devenue police d'Etat) tire à la mitrailleuse pour rétablir l'ordre socialiste.

Ces faits terribles montrent que la véritable question, c'est : que devient l'organisation du travail, une fois la propriété privée abolie. De toute façon la masse des ouvriers réfléchit à ces expériences de Pologne et d'ailleurs. Jamais elle n'identifiera la libération à l'expérience polonaise. Elle dit non à la Pologne par « instinct », et nous devons expliquer contre le P.C.C.G.T. qu'elle dit non à une variante du capitalisme. Que le socialisme c'est tout à fait différent. Nous ne nous avilissons pas à dire que la Pologne est socialiste mais qu'elle a de graves déviations bureaucratiques. L'essence du capitalisme, la dépossession de l'ouvrier, peut se perpétuer même quand la direction des entreprises est « publique ». Entendons-nous bien : il va de soi que tout pouvoir prolétarien adoptera le décret d'appropriation des « secteurs-clés » de l'économie nationale. C'est un début nécessaire. Mais dans un pays comme la France aujourd'hui qui a l'expérience des « nationalisations » et qui réfléchit à l'expé-

rience des pays de l'Est, là n'est pas la seule véritable question. Le critère pour apprécier les forces de classe n'est plus seulement et principalement : le nombre de nationalisations qui figurent à leur programme. Le critère de distinction c'est leur position par rapport à la division du travail, au type de « hiérarchie » dans l'entreprise et donc à la conception générale des rapports sociaux.

Il va de soi en effet que si on adhère au principe de la hiérarchie capitaliste (en la remaniant) on adhère au principe de l'Ecole actuelle (en la réformant), donc on a une certaine conception des rapports entre les producteurs et les « intellectuels ». L'école actuelle sert à perpétuer ce type de hiérarchie. Si on ne veut pas démolir ce type de hiérarchie on ne veut pas détruire l'Ecole. Si on ne veut pas détruire la séparation entre production immédiate et Ecole, si on ne veut pas abolir la division entre travail manuel et travail intellectuel, on perpétue toutes les autres séparations : séparation de l'usine et de la cité, séparation de la ville et de la campagne. Marx disait que l'organisation dans la fabrique était un modèle pour l'organisation de la société. Si on accepte l'organisation « hiérarchique » (dans la définition précise que nous avons donnée) dans l'atelier on accepte l'essentiel des principes de la société de type bourgeois. L'expérience de la révolution culturelle est lumineuse : La ligne de Liou Chao Chi prônait dans l'entreprise la théorie « tout le pouvoir au directeur et aux experts », et dans la société : « l'école pour l'élite », la « culture pour une aristocratie ». La critique de la voie bourgeoise en Chine porte sur *TOUS* les aspects de la vie sociale, de la base et de la superstructure.

Il est donc clair qu'il y a harmonie préétablie entre la tactique syndicaliste et le programme de « nationalisations » du P.C. A la tête du P.C.G.T. il y a une POLITIQUE, c'est-à-dire une certaine conception du pouvoir et de la société. Pour nationaliser les secteurs-clés de l'économie, il suffit d'un autre « gouvernement » qui adoptera un décret. Il n'y a pas besoin de destruction de tous les appareils qui maintiennent l'organisation actuelle du travail. Quand il y aura un gouvernement de gauche on pourra changer le conseil d'administration des entreprises, devenues nationales, en particulier on pourra y faire entrer en masse les syndicalistes qui auront fait leurs

preuves dans la gestion de ces entreprises que constituent les comités d'entreprises des grosses boîtes. On pourra « réformer » l'école...

Si donc il suffit « pour changer de cap » d'avoir un nouveau gouvernement, il est tout à fait logique, tout à fait réaliste, de lutter par la voie électorale.

La politique révisionniste est une pyramide dont la base est l'égoïsme et le sommet un gouvernement sorti des urnes.

De toute façon si on refuse la démocratie de masse dans l'atelier, on la refuse dans la société ; si on accepte le légalisme dans l'usine on adhère à l'électoralisme. Un même principe anime le légalisme et l'électoralisme : le refus de former dans la classe ouvrière un mouvement de masse collectiviste. Le légalisme dans l'usine c'est l'acceptation des divisions objectives dans l'atelier garanties par l'appareil répressif patronal, c'est « l'atomisation » des ouvriers. L'électoralisme achève ce mouvement dans la société : il transforme l'ouvrier en individu solitaire dans la Cité hostile.

IV. — Un supplément d'âme pour le syndicalisme : la C.F.D.T.

Dans le climat étouffant créé par la C.G.T., un petit syndicat aux origines douteuses essaie de se faire une place au soleil. La C.F.D.T. multiplie les efforts « doctrinaux » pour mettre en évidence ses profondes différences avec la C.G.T. Au syndicalisme moribond (idéologiquement ; nous ne nions pas qu'il y ait des centaines de milliers de syndiqués. C'est vraiment peu de choses d'avoir une carte. Ça coûte un peu), la C.F.D.T. propose un supplément d'âme. La C.F.D.T. crie partout qu'elle est pour la démocratie, et pour le socialisme démocratique et même qu'elle se bat contre la hiérarchie.

On pourrait évidemment se contenter d'analyser la misérable pratique de la C.F.D.T. quand elle est « majoritaire » par exemple dans certains coins de l'Ouest, ou bien sa pratique-croupion quand elle est « minoritaire ».

Mais nous allons commencer par la « doctrine ».

La question théorique à lui poser est claire désormais : au point de vue de la doctrine politique, la C.F.D.T. adhère-t-elle

au principe de la hiérarchie capitaliste ? Nous ne nous sommes pas amusés à prendre au sérieux les affirmations de la C.G.T. sur le « respect des libertés », « l'approfondissement de la démocratie » etc., nous nous sommes concentrés sur le point essentiel, le critère déterminant : la C.G.T. refuse-t-elle le type d'organisation capitaliste du travail ? nous avons vu qu'elle adhérait aux principes de l'organisation capitaliste du travail. Nous n'allons pas non plus nous amuser à prendre au sérieux les professions de foi dans la « démocratie » de la C.F.D.T. La question déterminante est simple : sa doctrine politique c'est « l'autogestion ». Cette autogestion s'accommode-t-elle des principes de base de la hiérarchie capitaliste ? la réponse est donnée officiellement par Ed. Maire[2] :

« Je dis que la meilleure forme d'autogestion d'entreprise actuellement — et qui pourrait n'être que transitoire — c'est un régime de double assemblée : assemblée politique et assemblée technique. On conserverait dans cette dernière la hiérarchie, c'est-à-dire la gradation des compétences techniques. » Plus haut il explique :

« A l'intérieur de l'entreprise autogérée c'est le schéma de la démocratie parlementaire : chaque travailleur de l'entreprise, de l'ingénieur en chef au travailleur immigré a le même droit... »

Malgré la phrase « de gauche » et la prudence (« forme transitoire », sous-entendu : après on fera mieux), cette doctrine est très claire : accepter « la gradation des compétences », la hiérarchie technique », c'est accepter les principes de base de la division capitaliste du travail. Si les producteurs immédiats n'arrachent pas « le pouvoir » de la technique (et c'est vrai c'est « tout un processus » ; encore faut-il le caractériser clairement et l'enclencher), la « voix » de l'ouvrier ne pèse pas lourd à côté de la « voix » de l'ingénieur en chef même si en principe en bonne « démocratie parlementaire », les deux voix sont égales.

On demande : quelle différence fondamentale y a-t-il entre le parti syndical révisionniste et ce parti syndical-bis (plus « attachant » pour les milieux intellectuels) ? Qu'est-ce qu'apporte ce terme-foutoir d'autogestion ? les révisionnistes veulent maintenir la gradation des compétences et prônent la démo-

2. Ces citations sont extraites d'une interview au Nouvel Observateur.

cratie parlementaire dans l'entreprise. Mais ils sont plus clairs, plus nets. Ils disent : nationalisons d'abord, ensuite on démocratisera, on donnera plus de pouvoir aux techniciens et aux syndicalistes dans les conseils d'administration de l'entreprise nationale et on recourra bien sûr à la consultation parlementaire du personnel pour toutes les importantes décisions.

Ce que M. Maire apporte de plus c'est un langage de « gauche » très touchant :

« Il est en effet permis de penser que les compétences techniques risquent à un moment ou à un autre, d'échapper au contrôle, de conditionner les décisions dites politiques. Mais pour nous l'autogestion ne peut être une perspective crédible que si un accord profond existe entre la technique et la politique. »

Redisons les choses carrément : la doctrine politique remet-elle en question les principes de base de la hiérarchie capitaliste (le savoir est monopolisé par des catégories du personnel distinctes des producteurs immédiats ; ce qui a pour conséquence : les ouvriers sont dépossédés de leur force culturelle, et opprimés par la hiérarchie « technique » qui donc pour se protéger se double d'un appareil répressif) ? Si oui, cette doctrine est socialiste prolétarienne. Si la doctrine politique ne remet pas en question ces principes de base, elle n'est pas socialiste prolétarienne. Mais au mieux une doctrine socialiste petite-bourgeoise (qui vise à donner plus de pouvoir aux couches intermédiaires, « techniciennes » dans l'entreprise). En fait, cette doctrine est incohérente, car en définitive et en réalité ce n'est pas « le petit-bourgeois » (fût-il technicien) qui prendra le pouvoir au niveau de la société. Il n'en a pas les forces. C'est la classe capitaliste qui conservera le pouvoir en effectuant en son sein des remaniements (par exemple son alliance avec les « experts sera plus solide ; plus de pouvoir leur sera conféré). Quelque chose comme la Hongrie avec un supplément d'âme.

Nous avons vu comment dans son fond la doctrine politique de la C.F.D.T. ne rompt pas avec le révisionnisme. C'est bien sûr ce qui fonde le front unique syndical. Ce front unique freine la révolution idéologique dans les usines : la campagne C.G.T./C.F.D.T. sur la retraite est une campagne commune-bidon. Qu'on ne nous dise pas : la retraite à 60 ans c'est populaire. C'est parfaitement exact : et même à 60 ans pour

certaines catégories de producteurs c'est trop tard : ils seront usés à la tâche ou morts avant d'avoir la retraite. C'est la campagne qui est bidon. La seule chose que la C.F.D.T. peut faire c'est de lui apporter un supplément d'âme. Par exemple lors de l'offensive des O.S. du Mans en 71 ou plus récemment chez les conducteurs de métro, la C.F.D.T. voulait lancer un mot d'ordre « unifiant pour généraliser la grève » : la retraite à 60 ans. C'est plein de bonnes intentions, ça a le mérite de reconnaître indirectement qu'on n'arrachera pas cette revendication avec deux heures de grèves-bidon. Mais l'inconvénient c'est que ça n'avait rien à voir avec les aspirations du moment ni des O.S. ni des conducteurs. Bref, c'était une phrase en l'air.

Ce qui nous amène à analyser la pratique ambiguë de la C.F.D.T. Précisons bien que nous ne parlons pas des militants ou même de certains syndicats de base de la C.F.D.T.[3]. Nous voulons parler de la pratique C.F.D.T. « orthodoxe ».

Elle est limitée par le front syndical commun (il y a un fondement commun aux deux syndicats : l'acceptation de la hiérarchie capitaliste). Donc il y a des limites que la C.F.D.T. ne franchira pas. Par exemple ; elle qui dit pourtant : « la démarche de l'autogestion c'est d'inverser les fondements du pouvoir, de l'autorité » (Maire) n'a jamais pris position en tant que Confédération pour la séquestration des patrons. C'est pourtant la pierre de touche du « renversement de l'autorité ».

Pourtant à l'intérieur de ces limites, la C.F.D.T. pourra faire un petit bout de chemin : elle soutiendra en partie et pour un temps la séquestration sans le dire nettement, ou bien d'autres actions de contrôle ouvrier direct : un bris de cadences... par exemple. Mais jamais, surtout après que la C.G.T. contre-attaque, elle ne revendiquera totalement la signification de ces actions. Elle les « couvrira » comme des actions désespérées. Dans le meilleur des cas. En d'autres termes elle fait un pas en avant parce qu'il faut bien inverser les fondements de l'autorité pour « autogérer » ; deux pas en arrière parce qu'elle ne peut franchir la limite de la hiérarchie capitaliste.

Il est un intellectuel de gauche, M. Bosquet, qui a fait l'éloge de cette incohérence. Assis dans un bureau, il a décidé de

3. De nombreux éléments de la gauche ouvrière sont entrés à la C.F.D.T. après mai 68. Comme les syndicalistes prolétariens de la C.G.T., ils sont nos alliés naturels les plus proches.

nommer cette incohérence contradiction féconde. En gros, la C.F.D.T. serait prête à être révolutionnaire, à s'abolir pour faire place aux comités de chaîne, aux organes de pouvoir élus et révocables par les masses ; donc la C.F.D.T. serait un syndicat-qui-tend-à-se-détruire-comme-syndicat. Il faut avouer que la phrase de gauche devient sous la plume de Bosquet une phrase sublime. On est tout émerveillé : on avait sans le savoir, à vrai dire, un syndicat antisyndicaliste et on n'est pas encore satisfait.

Comment Bosquet explique-t-il ce miracle ?

La C.F.D.T. serait prête à donner tout le pouvoir aux ouvriers mais comme ce n'est possible qu'en situation pré-révolutionnaire (du type 1917 en Russie) elle se réserve et se conserve pour ce grand jour. Entre temps il faut bien un instrument de médiation entre ouvriers/patrons pour négocier l'épreuve de force, il faut bien un syndicat. Mieux vaut que ce soit la C.F.D.T. qui nous promet, le jour J, de se détruire en tant que tel. Conclusion : la C.F.D.T. a une pratique contradictoire mais c'est parce que la C.F.D.T. c'est une contradiction en acte. Une contradiction parfaitement féconde pour la révolution*.

* N.D.L.R. — Ces remarques visent un article de Michel Bosquet qui, dans le *Nouvel Observateur* du 24 janvier 1972, analysait comme suit à l'adresse de la C.F.D.T., les contradictions d'un syndicat qui voudrait se transformer en mouvement révolutionnaire de masse :

« Dans les périodes creuses qui séparent les situations chaudes, le syndicat, par la force des choses, ne peut être qu'un organisme de négociation et de médiation, représentant les travailleurs auprès du patronat et de l'État. Son intervention demeure alors centrale, quasi institutionnelle et bureaucratique, comme aux États-Unis et en Allemagne, par exemple, mais aussi en France. Or le type de militants et de dirigeants « institutionnels » que produisent ces périodes creuses est totalement différent des militants et cadres de masse (en gros : « gauchistes ») capables d'exploiter à fond les situations « chaudes ».

« Inversement, pas plus que les groupes « gauchistes », les organes de démocratie directe et de pouvoir ouvrier (conseils, délégués de base révocables) ne peuvent être récupérés et formalisés par la structure syndicale : s'ils deviennent de nouvelles institutions (comme ce fut le cas, en Italie, l'année dernière), ils perdent aussitôt leur puissance de rupture et se vident de leurs meilleurs éléments. Ces organes de « double pouvoir », autrement dit, ne peuvent exister que par éclipses, comme une négation vivante du pouvoir patronal, pour disparaître — jusqu'à la prochaine fois — si ce pouvoir n'a pas pu être vaincu pour de bon.

« En fin de compte, un syndicat qui, comme la C.F.D.T., se veut révolutionnaire, doit assumer deux fonctions contradictoires qu'il est impossible d'exercer simultanément. D'une part, il doit avoir la permanence d'une institution reconnue, négociant des compromis et des accords avec le patronat

Nous sommes obligés de revenir sur terre après ce magnifique voyage dans les cieux. Où est le vice dans la démonstration ? dans la référence à la « situation pré-révolutionnaire ». En effet c'est dès maintenant que les actes de contrôle ouvrier sont possibles et nécessaires. Et il n'y a aucune raison pour que la négociation de l'épreuve de force soit confiée à des « instruments de médiation syndicaux ». Un comité de chaîne ou un comité de grève peut négocier. Il n'y a pas des moments « creux » où la négociation est laissée au syndicat et des moments forts (d'ailleurs *un* moment fort, le moment pré-insurrectionnel) où l'on fait du « contrôle ouvrier » et où l'on n'a plus besoin du syndicat. Les actes de contrôle constituent la pratique constante et continue de la contestation et les organes élus par les ouvriers à travers cette pratique du « contrôle » peuvent parfaitement comme cela se fait tous les jours dans de nombreux ateliers négocier directement avec le patron.

Pour finir, nous reconnaissons l'utilité des contradictions de la C.F.D.T. En effet, bien exploitées, elles permettent de faire éclater le front syndical contre-révolutionnaire. Nous disons donc : quand la C.F.D.T. fait un pas en avant dans la perspective du « renversement de l'autorité », nous la soutenons, en nous préparant aux deux pas en arrière qu'elle fera, quand la lutte de classe se radicalisera. Quand elle est deux pas en arrière, au coude à coude avec la police C.G.T., il n'y a plus d'unité possible.

et l'État, œuvrant dans le cadre d'un système qu'il rejette et dont, dans la pratique, il lui faut cependant accepter les limites puisqu'il ne peut l'abattre. D'autre part, il doit être prêt, dans les situations chaudes, à devenir autre chose qu'un syndicat, à savoir : un mouvement politique de masse, prêt à se liquider en tant qu'institution et appareil, prêt à donner la parole à la base, aux groupes de militants politisés et aux cadres de masse s'affirmant dans la lutte.

« Il n'y a pas de solution à cette contradiction. Il faut vivre avec elle, en acceptant une effervescence et des tensions permanentes, en considérant les conflits entre les groupes politisés et l'appareil comme un ferment utile. Les dirigeants de la C.F.D.T. paraissent conscients que tel est bien leur destin. Tout comme Pierre Carniti, leur homologue italien, ils semblent convaincus que « *tant que le syndicat est obligé de mener des négociations de sommet, c'est pure illusion de croire que la bataille contre les tendances à la bureaucratisation pourra être gagnée une fois pour toutes* ».

V. — Le comité de lutte, le comité de chaine

La critique du syndicalisme va nous permettre de présenter de manière synthétique et concise les principes du comité de lutte. En effet critiquer la ligne erronée c'est dégager la ligne juste. Il suffit de présenter explicitement ce qui était parfois implicite dans la critique du syndicalisme.

I. Le comité de lutte ne fait pas de « politique », dans le sens où l'entendent partis et syndicats. Il vise à conquérir l'unité de classe des ouvriers sur la base de l'atelier, quelles que soient « les opinions politiques ». Nous affirmons que la conquête de l'unité de classe, donc la lutte contre la hiérarchie despotique dans l'atelier est POLITIQUE dans un sens nouveau. Elle vise à renverser le pouvoir dans l'atelier. Cette lutte d'atelier prépare donc l'élargissement de la lutte dans la cité pour que s'édifie un pouvoir populaire. C'est dans l'atelier, par la lutte anti-hiérarchique antidespotique, que la masse ouvrière commence la lutte pour un pouvoir populaire. La politique ne va pas venir du dehors à la masse ouvrière. Elle s'élabore à partir de l'intelligence collective des ouvriers dans l'atelier puis elle sort de la sphère ouvrier/patron, elle s'élargit à l'échelle de la cité. Il est parfaitement vrai comme le disait Lénine que pour accéder à une conscience politique de classe il faut sortir de la sphère ouvrier/patron. Mais c'est une masse ouvrière rendue consciente par la lutte dans l'atelier, lutte collectiviste, lutte visant à renverser le pouvoir dans l'atelier, qui sort de la sphère ouvrier/patron. Ce ne sont pas les intellectuels qui viennent apporter la conscience politique à la masse ouvrière. Les intellectuels peuvent aider à élargir le point de vue de la masse des ouvriers rendue d'abord consciente POLITIQUEMENT par les luttes de contestation. Par exemple un intellectuel qui vient à la porte de l'usine pour discuter avec les ouvriers et se mettre à leur école, ça élargit le point de vue politique des ouvriers, puisque ça apporte une démonstration pratique que l'antique division travail manuel/travail intellectuel peut disparaître. Donc la politique, c'est-à-dire la lutte pour le pouvoir,

la politique révolutionnaire, c'est-à-dire la lutte pour une société collectiviste, cela commence dans la contestation d'atelier[4].

II. Le comité de lutte peut être au départ une forme de regroupement des ouvriers révoltés, antisyndicalistes mais son objectif n'est pas de se former en petit syndicat antisyndicaliste ; son objectif c'est d'encourager la formation de comités de chaîne et de comités d'atelier ; c'est-à-dire *d'une organisation démocratique de masse d'action directe.* Le comité de chaîne s'appuie sur l'unité de classe élémentaire (tous les ouvriers d'une chaîne moins le mouchard sauf s'il accepte d'être rééduqué), il est élu directement par l'assemblée de chaîne et révocable par elle. Son rôle est d'impulser la pratique du contrôle ouvrier continu sur la chaîne.

III. La pratique du contrôle continu c'est la lutte contre la hiérarchie capitaliste, c'est la pratique du renversement de pouvoir, c'est imposer ce qui est juste pour l'ouvrier contre ce qui est légal pour le patron mais oppressif[5]. Un acte de contrôle

4. Débarrassons-nous une fois pour toutes de l'hypothèque de *Que faire ?*, grand ouvrage marxiste de Lénine, manipulé par des petits professeurs marxistes en vue de dénaturer le marxisme.

La thèse centrale de Lénine dans cet ouvrage, c'est :

« La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. »

Cette thèse est juste : tant que l'ouvrier n'est pas sorti de la sphère étroite ouvrier/patron, il n'a pas une conscience politique de classe qui le rende donc conscient de son devoir d'abattre le pouvoir bourgeois central.

Mais dans la première partie de cet ouvrage Lénine emprunte une thèse philosophique à l'opportuniste allemand Kautsky *qui semble fonder la thèse précédente* : « Le porteur de la science n'est pas le prolétariat mais les intellectuels bourgeois... La conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément. »

Cette thèse est fausse, dépassée par le marxisme, démentie par la vie. En effet, elle « éternise » la division travail manuel/travail intellectuel. Lénine, dans la pratique, l'a en partie réfutée. La réfutation complète a été rendue possible par l'expérience ultérieure, en particulier l'expérience soviétique du principe « tout le pouvoir aux experts » qui fut un des grands principes de la dégénérescence de l'expérience soviétique.

Mao Tsé-Toung a fait le bilan de cette expérience. Il n'est plus question d'accepter la thèse : « Le porteur de la science c'est l'intellectuel bourgeois. » Ce n'est pas l'intellectuel bourgeois qui importe la conscience politique dans une masse ouvrière dont la conscience serait spontanément fausse.

5. Précisons, pour qu'il n'y ait pas de malentendu : nous n'hésitons pas quand il le faut à utiliser *la loi* bourgeoise contre la loi patronale. Par exemple, l'acte de justice des mineurs marocains, c'est de réclamer la « liberté du travail », l'application de la loi : on veut une carte de travail.

ouvrier *c'est un acte de justice à force ouverte.* Il brise en un point la hiérarchie capitaliste ; il libère l'unité de classe et l'idéologie collectiviste : c'est un acte de justice. Mais comme il brise, comme il affronte l'appareil répressif c'est un acte de justice *à force ouverte.*

On reconnaît bien un acte de contrôle ouvrier au petit air de renversement des rôles qu'il a.

Voici quelques exemples mentionnés par ordre d'importance. (On trouvera dans le texte suivant l'analyse de plusieurs d'entre eux.)

— On a raison de licencier le patron (qui veut licencier les ouvriers) : Richard Continental, filiale de Renault à Villeurbanne. Le patron est chassé et interdit de séjour dans l'usine pendant plusieurs jours.

— On a raison de séquestrer les patrons. Exemples désormais par centaines.

— On a raison de tourner sur les postes dans une chaîne, afin d'éliminer les différences de paie, les différences dans le travail qui divisent, et les postes de mouchards. Exemple (mais il y en a d'autres) : 5e étage peinture de l'Ile Seguin.

— On a raison de chronométrer nous-mêmes le rythme de la chaîne pour s'opposer à la « cadence théorique instantanée ». 1er étage mécanique de l'Ile Seguin.

— On a raison de mettre un chef à la chaîne pour lui faire comprendre ; rez-de-chaussée mécanique de l'Ile Seguin.

— On a raison de reprendre son poste de travail quand on a été licencié arbitrairement (exemples fréquents à Renault ou exemple de Saint-Nazaire).

— On a raison de juger les chefs (exemple d'actions anti-chefs).

Les exemples tirés de Renault seront étudiés dans le rapport d'enquête qui suit. Nous avons simplement voulu les énumérer, pour donner une image claire de la pratique du contrôle.

On peut d'ailleurs dans certains cas élargir la pratique du contrôle et abolir la séparation entre l'usine et la population : c'est l'exemple des délégations qui sont entrées dans la Régie pour contrôler au nom des citoyens ce qui se passait dans une entreprise nationale.

Ce n'est pas la veille du petit matin du grand soir que les ouvriers commenceront à contrôler le travail. C'est dès main-

tenant. L'union des comités de lutte d'atelier constitue l'instrument de cette pratique continue de la contestation.

La nouvelle démocratie que nous voulons conquérir dans la société, la société libérée de l'organisation capitaliste hiérarchique que nous voulons, il faut savoir qu'elle prend sa source dans ces actes de contrôle ouvrier, dans ces actes de justice à force ouverte, dans ces premiers comités de chaîne ou d'atelier encore embryonnaires qui sont comme les premières lueurs dans la France d'aujourd'hui soumise au règne de la racaille.

Février 1972.

Jean-Pierre Barou.

RENAULT-BILLANCOURT : QUATRE ACTES DE CONTROLE OUVRIER

A Renault-Billancourt, les ouvriers inventent tous les jours de nouvelles formes de lutte.

Les quatre actes de contrôle ouvrier qui sont décrits et analysés montrent comment. Comment, chaque jour, la pensée ouvrière poursuit son cheminement. Qu'est-ce qui la fait progresser ? L'affrontement des ouvriers avec l'ennemi de classe et la pratique dans les ateliers.

Depuis 1969, la force ouvrière autonome a trouvé sa voie. Alors que la farce électorale se voyait de plus en plus démasquée (aux dernières élections de délégués de janvier 72, c'est 30 % des ouvriers qui n'ont pas voté ou ont voté nul; les syndicats, avec en tête la C.G.T. ont pris leur claque) la démocratie directe, au travers des luttes, pénétrait l'usine. En novembre 71, c'est l'apparition du premier comité de chaîne, élu par des ouvriers en assemblée de chaîne. En janvier et février 72, la force ouvrière autonome impose, face à la maîtrise fasciste et la police syndicale C.G.T. qui, à Renault, cautionne à fond le nouveau fascisme, des actes de contrôle ouvrier; ils attestent que cette force autonome se destine à exercer un véritable pouvoir ouvrier dans l'usine et qu'elle en exerce, dès maintenant, des parcelles.

— La rotation des postes de travail pour éliminer toutes les divisions.

— Le contrôle par les ouvriers des cadences.

— Le contrôle par les ouvriers des chefs; les ouvriers d'une chaîne tiennent un cahier de toutes les infractions des chefs.

— Ils en mettent un à travailler sur la chaîne.

Ces actes de contrôle sont tous issus de l'île Seguin. L'île Seguin, c'est le cœur de Renault-Billancourt. Le département 74, le plus

important de l'usine. Un bâtiment colossal, construit sur l'île du même nom, avec, dans sa partie centrale, cinq étages où sont réparties des chaînes de mécanique, sellerie, ponçage, peinture. Pour l'ensemble de l'île, 14 000 ouvriers (Renault-Billancourt en compte 35 000) qui travaillent en deux équipes, du matin et du soir. Des O.S. principalement, dont la grande majorité sont des travailleurs immigrés et de jeunes ouvriers français.

En réponse à une protestation des syndicats « *contre les changements de cadence en sellerie 1er et 2e étages de l'île* », la direction de la Régie a fait savoir que « *les engagements de personnel aux postes de travail peuvent aller jusqu'à 100 %* ». A 100 %, il ne reste plus la moindre miette de temps pour souffler. Le temps de chacun des gestes qui composent une tâche a été mesuré. A 100 %, pas un geste, durant 9 heures, qui n'appartienne aux cadences infernales. A 100 %, pas de temps « libre » entre les gestes. Les ouvriers sont prisonniers de la chaîne. Si la direction de la Régie a fait établir les électrocardiogrammes et encéphalogrammes d'ouvriers en plein effort, c'est uniquement pour déterminer le seuil (et la cadence qui lui correspond) au-delà duquel la fatigue est irrécupérable, et par conséquent l'ouvrier. En février 72, sur les chaînes de mécanique, « l'engagement » était de 97 %. Chez Fiat, l'engagement est de 85 %; 90 % chez Citroën (Citroën, connu des ouvriers de la région parisienne pour ses méthodes fascistes). Renault, entreprise dite nationalisée, entreprise de la « concertation sociale », est l'une des entreprises automobiles européennes où l'exploitation est la plus violente.

Sans oublier la violence de l'éclairage juste au-dessus de chaque poste de travail; le bruit. Aux endroits les plus éprouvants des chaînes, la Direction a fait mettre des « points d'eau »... « *Il n'est plus besoin de Cayenne, il y a l'île Seguin* » a jeté à la figure de son chef, un ouvrier.

Quatre actes de contrôle ouvrier. Ils sont décrits et analysés par des ouvriers du comité de lutte Renault. Les deux premières interviews sont celles d'ouvriers emprisonnés à cette date. Ils appartenaient, comme un autre des cinq emprisonnés, aux chaînes qui ont contrôlé. Là encore, c'est le contrôle ouvrier qui a été visé.

« *Tournons sur les postes dans les ateliers et sur les chaînes pour éliminer toutes les divisions entre nous* ».

En mai 71, les syndicats ont bradé l'occupation de l'usine.

L'idée alors chez beaucoup d'ouvriers : « *Si on laisse faire les syndicats, on se fait de plus en plus avoir. Il faut s'organiser nous-mêmes* ». En novembre 71, la création, par les ouvriers d'une chaîne, du premier comité de chaîne à Renault, c'est une réponse aux questions laissées latentes après l'occupation de mai 71, et une victoire pour tous les ouvriers. En janvier 72, c'est en comité de chaîne que les travailleurs d'une autre chaîne s'organisent, pour décider démocratiquement, et pour imposer de tourner sur les différents postes de travail.

De l'accord signé en mai 71 entre les syndicats et la direction de la Régie, il n'est resté que des sous en moins : ceux que la Direction a retenu sur les paies des mois suivants pour rattraper « les journées perdues ». Les accords syndicalistes, c'est une chose; la colère ouvrière, une autre. Ça se voit en novembre, au cinquième étage peinture de l'île Seguin, sur la chaîne des pistoletteurs. (Parallèle à celle-ci, qui est côté « Meudon », il y a une autre chaîne, côté « Billancourt », où travaillent aussi une vingtaine de pistoletteurs. Des fours où les voitures sont cuites après avoir été peintes, séparent les deux chaînes). Sur la chaîne « Meudon », les pistoletteurs reçoivent comme chaque fois le papier annonçant la paie; mais « *la paie ça va pas* ». Depuis mai, la vie a augmenté; c'est la paie complète qu'ils veulent. De colère, ils posent les pistolets et sans s'occuper des délégués, descendent dans le bureau de Vacher, le grand chef de l'île. Vacher refuse de les recevoir. Le délégué C.G.T. Nicou, du 4e étage, les a suivis; il se sait haï des ouvriers à cause de son racisme, alors il s'est fait accompagner de délégués arabes. Les délégués entrent dans le bureau de Vacher. Dehors les ouvriers scandent : « *La paie ça va pas* ». Nicou sort pour leur dire : « *C'est juste de demander 6 % d'augmentation; depuis mai la vie a augmenté de 10 %, mais Vacher ne veut rien savoir* ». De toute façon, les ouvriers demandent autre chose : la paie complète. Vacher sort à son tour pour dire : « *Enfin! C'est vous, les syndicats, qui avez signé avant les vacances l'accord sur le rattrapage* ». Tout est ouvertement ridicule. Les délégués et Vacher sont hués par les ouvriers qui retournent dans leur atelier. Ce jour-là, ils n'iront pas à la cantine; ils restent à casser la croûte ensemble sur la chaîne; à discuter; à jouer au foot. Nicou a disparu. Et quand Montagu, un grand caïd de la répression dans l'île passe, les ouvriers le suivent, le poussent à marcher plus vite et finissent par lui courir aux fesses.

Le « tilt » se produit le lendemain, quand quatre pistoletteurs (qui se sont distingués la veille) sont convoqués au bureau. Ils y vont. Ils répondent du tac au tac alors qu'on veut leur faire la morale. Ils interviennent au nom de leurs camarades; laissent entendre que les chefs sont racistes. Ils ont « pris» la parole, et c'est pour en dire plus qu'un délégué n'ose jamais le faire.

Quand ils reviennent, c'est l'heure de la pose. Les ouvriers les attendaient, prêts à débrayer en cas de sanctions contre eux. Ils les convoquent en assemblée pour leur dire ce qui s'est passé. Une assemblée sans délégués, c'est illégal; les chefs rôdent autour d'eux. Cette première assemblée, ils la tiennent dans le fond de l'atelier. Alors les quatre racontent comment ça s'est passé; comment les ouvriers n'ont pas besoin des syndicats pour se défendre. C'est le point de départ d'un débat qui va durer trois jours. Trois jours de discussions, à chaque pose, sur la chaîne, en sortant du travail. « Un exemple de ce que peut être la démocratie ».

« *Durant trois jours, il y a eu lutte sans arrêt pour savoir « Comment on va faire? », « Comment ça va être? ». On sentait qu'ils avaient décidé d'y répondre. Des tas d'idées syndicalistes tombaient à l'eau. Le thème c'était : bon, le délégué pourri, il ne se bat pas pour nous; il nous fait du tort; on s'organise entre nous* ».

Qu'est-ce que les ouvriers ont vaincu alors? Leurs idées syndicalistes, une conception des luttes pour une autre qui, de fait, est *illégaliste*. Un débat tel que « *certains ouvriers en ressortent épuisés* ». Ce qui est gagné alors, c'est surtout « l'idée du comité de chaîne ». Une idée qui veut précisément dire pour les pistoletteurs :

— La parole aux ouvriers.

— Pour donner la parole aux ouvriers, il faut s'organiser en assemblée de chaîne, qui regroupe l'ensemble des ouvriers, syndiqués ou non, et cette assemblée est souveraine. On peut la convoquer à tous moments.

— Il faut élire des « représentants » des ouvriers, qui puissent parler réellement, au nom des ouvriers, au chef et à la direction. Ces représentants directement élus forment le « comité de chaîne »

— Ce doit être les plus combatifs dans la lutte. On doit pouvoir les révoquer à tous moments et à chaque fois qu'ils font quelque chose, ils doivent en rendre compte à l'assemblée.

« *Même sur le mot, il y a eu lutte. D'abord, ils disaient « délégué »*.

Après, non, on n'en veut plus, c'est « responsable ». Chacun discutait en pensant qu'il pouvait être ce « responsable ».

C'est en assemblée, le mardi, au pied des chaînes cette fois, qu'ils ont élu quatre responsables, pris parmi les plus combatifs; et en plus de façon qu'avec eux chaque langue de la chaîne, autre que le français, soit représentée : arabe, espagnol, portugais. Les chefs avaient disparu. Le premier comité de chaîne de Renault venait d'être créé. »

Mais les pistoletteurs de la chaîne « Meudon » ne vont pas directement l'appliquer. La lutte n'est pas venue étayer ce premier comité de chaîne. C'en est surtout l'idée qui alors a été gagnée. Une idée que la C.G.T. a combattu en faisant pression sur les responsables, les menaçant ou leur proposant des postes de délégués du personnel aux élections de janvier 72. Le comité de lutte Renault, lui, a fait circuler l'idée dans ses tracts, dans les discussions d'atelier, dans les prises de parole aux changements d'équipe. Parce que cette idée arme les ouvriers, libère leur initiative, en janvier 72 (en pleine époque des élections de délégués) les pistoletteurs de la chaîne « Billancourt » s'en emparent; ils s'organisent en comité de chaîne et font plus : ils passent aussitôt à l'action; ils décident, contre l'avis des chefs et des délégués, de tourner chaque semaine sur les différents postes de travail.

(Sur cette chaîne, la dernière grande lutte remontait à 69. Trois jours de grève pour passer P1. Des intérimaires étaient venus les remplacer. Ils n'avaient rien obtenu ou presque. Ils en avaient été écœurés. Depuis, au niveau de la chaîne, pas de mouvement important).

« *Depuis longtemps, chez les pistoletteurs, tu as l'idée : on devient des robots, de vraies machines. Tu peux fermer les yeux, tu vas peindre ta bagnole. Des vieux, ça fait des années qu'ils font le même poste. Ils voudraient bien changer.*

Ils voient aussi qu'ils sont divisés. Un gars a deux fois à faire sur la bagnole et l'autre dix fois. C'est clair. Il y a des postes sur la chaîne où les gars bouffent beaucoup de peinture; d'autres où ils n'en bouffent pas. Ils avaient depuis toujours l'idée : faut changer de poste, faut qu'on tourne.

En plus, les bonnes places — par exemple à l'arrêtage — sont réservées aux copains des chefs; à des gars que les chefs achètent plus ou moins, qui deviennent des mouchards. Après, sur la chaîne, l'ambiance est mauvaise. Les gars combatifs, au contraire, sont

aux postes les plus durs. Ils y restent des années. Les chefs se basent sur les différences entre les postes pour diviser et terroriser les ouvriers. Les gars voyaient bien qu'il fallait en terminer avec ce système-là. Et puis, ils ont vu sur la chaîne d'à côté : les ouvriers s'étaient rassemblés et avaient décidé tout seul.

Comment s'organiser pour faire tourner ? Chez quelques gars, ça ne passait pas. Le mouchard en bout de chaîne repérait les gars qui faisaient des coulures ou des « manques » de peinture. C'est sous cette pression que la décision de tourner a été prise; en même temps, chacun prendrait le poste du mouchard. Alors ils se sont réunis, en assemblée de chaîne, et ils ont élu quatre d'entre eux qui sont allés dire au chef : maintenant, on va tourner chaque semaine. Et le lendemain, ils changeaient de postes.

Le chef les a alors convoqués deux par deux, un Arabe avec un Espagnol, etc. Il leur a dit : « Vous n'y arriverez pas, certains postes sont plus délicats. Je vous avertis : s'il y a des conneries de faites sur les bagnoles, je vais sanctionner et déclasser les mecs. » Ç'a été bon. Les gars ont répondu : la répression, on n'en veut pas. Puisque, comme vous le dites, il va y avoir des gars qui vont faire des coulures, et bien ce qu'il faut, c'est un temps d'adaptation. C'est logique.

En plus sur cette chaîne, les gars font une peinture : « la laque », qui vient sur la peinture « d'apprêt ». En « apprêt », c'est donc un travail de peinture. Et bien, les gars veulent même aller là. Ils pensent à changer de chaîne. Si bien que les ouvriers qui sont « en apprêt » se retrouveront « en laque ».

Ce qui a aidé, c'est que tous les gars sont payés pareil. Alors qu'il y a des chaînes où pas un ouvrier n'est payé pareil. Si ces gars-là se mettent à tourner, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire : à travail égal, salaire égal. Tandis que chez les pistoletteurs, c'est à salaire égal, travail égal.

Il faut se représenter ce que c'est comme solidarité physique. Avant, tu avais l'égoïsme : Moi j'ai un bon poste tranquille, je ne fous presque rien; c'est éliminé puisque tous les huit jours il va changer de poste. Comme il y a vingt postes sur la chaîne, il retrouvera son poste initial toutes les vingt semaines. En quelque sorte, ils se sont battus parce que : « Toi, t'es mon copain, et moi je fais quatre gestes avec le pistolet pendant que toi t'en fais quatorze. » Quand ils se sont abordés pour discuter, c'est exactement ça. Ce qu'il a fallu que les gars combattent, discutent, pour unifier celui qui en faisait le plus avec celui qui en faisait le moins. Pour que le

gars qui ne bossait presque pas et celui qui bossait à mort fassent l'unité. Ils ont fait un bond en avant; dans certains ateliers, il faudra peut-être des années pour qu'ils en fassent un pareil.

Eux, ils sont passés des idées syndicalistes à un sens contraire. Des ouvriers qui font une assemblée de chaîne sans délégués, c'est illégal. Des ouvriers qui élisent directement quatre responsables pour aller négocier au bureau du chef, c'est illégal. Des ouvriers qui, d'eux-mêmes, tournent sur les postes, c'est illégal. Tu ne peux pas savoir la réaction des chefs, de la direction, de la répression. Quand tu as dix ou quinze ans de maison, t'as des primes, des « avantages » si on peut appeler ça comme ça... Le premier pas est dur.

Sur une chaîne, généralement, tu n'as pas un ouvrier qui soit payé pareil. Malgré ça et malgré les divisions, il existe une solidarité, « l'esprit de chaîne ». Tu veux allumer une cigarette, c'est le régleur qui l'allume. Tu veux aller aux toilettes, il faut attendre le bon vouloir du remplaçant; c'est souvent un copain du chef. Tout le monde sait bien qu'on est là, bloqués. Là-dedans, ils sont solidaires les gars.

Jusqu'à présent, c'est sur le boulot que les ouvriers ne l'étaient pas. Ils y en avaient qui tiraient la bulle. D'autres qui bossaient comme des nègres toute la journée; qui sortaient le soir à quatre pattes pour prendre le métro. Maintenant, on est tous égaux dans le boulot, on fait les mêmes postes, on est tous payés pareil. Tu avais même la division : Moi je fais ça parce que je suis plus intelligent que l'autre. Sur une chaîne, il y a des millions de divisions. Un chef qui donne une combinaison blanche et à l'autre une moins blanche, ça peut mettre la discorde. Mais là, ça les supprime. L'atmosphère de la chaîne est changée.

Dans un acte comme ça, le chef perd son autorité. « Tu disais que c'est impossible, nous, on montre que c'est possible. Ferme ta gueule, tu ne sers à rien. » La preuve? On l'a fait. Un chef sert à quoi dans une usine ? Il ne te montre jamais le boulot. Il faut un temps d'adaptation ? C'est ton copain qui a bossé avant toi sur le poste qui te dira : « Tu tournes ta tête de pistolet comme ça... » Le chef, qu'est-ce qu'il viendra dire ? Le gars lui dira : « Quoi ? Tu veux me dire quelque chose ? Tiens, prends le pistolet ». Le chef, il ne sait pas. Il apparaît totalement pour ce qu'il est : flic.

Le mouchard, lui, n'a pas voulu tourner. Il reste à son poste pendant que les autres tournent. Tout le monde se fout de lui. Il est complètement isolé. L'objectif : il faut l'exterminer.

T'as en plus les révisos. Ils ne soutiennent pas ça. Quand ils ont vu ça, ils se sont barrés aussitôt. Nicou est venu une fois : il s'est fait jeter. Leur autorité de petit-chef, elle s'écroule en même temps que l'autorité des vrais chefs. Les ouvriers réalisent une victoire sur deux fronts : le front révisionniste et le front réactionnaire .»

***

« Contrôlons les cadences. » Rien n'est moins une pure pensée que ce mot d'ordre. Tous les ouvriers ont ça en tête.

En février, les ouvriers de la chaîne 74-66 de Billancourt contrôlent, avec un chronomètre, la cadence instantanée de la chaîne. L'année dernière, ils effectuaient, à la montre, un contrôle horaire de la production. En un an, ils ont progressé par paliers, toujours en se heurtant à la maîtrise, ou à la suite de débrayages.

Un sabotage arrête une chaîne, « brise les cadences ». Mais un sabotage peut ne pas unifier la gauche des ouvriers qui sont pour, aux ouvriers qui forment politiquement le « centre ». Le contrôle des cadences tel qu'il s'est fait dans l'atelier 74-66 de l'île a uni la « gauche » et le « centre ». Ensemble, ils ont pu vérifier que la cadence affichée sur la chaîne est en-dessous de la cadence réelle. C'est que la Direction exploite, en le cachant, les ouvriers jusqu'à la corde. Un sabotage, s'il survient après, s'explique mieux; il doit recevoir un consentement plus grand de tous les ouvriers.

« L'idée de chronométrer les cadences, c'est une idée qui vient assez rapidement aux ouvriers. Tu vois passer les bagnoles, tu t'aperçois à un moment que tu as beaucoup plus d'efforts pour faire ton travail; tu coules... *

Le boulot même que tu fais t'oblige à te demander si les chefs augmentent ou pas les cadences. Les seuls points de repère, ce sont les numéros marqués à la craie sur tous les châssis. Tu as un numéro d'ordre : 1, 2, 3, etc. Le gars arrive à son poste : il note le numéro du premier châssis qu'il fait; puis il regarde en une heure combien de châssis passent. C'est un truc que tous les ouvriers font. Tu vas sur une chaîne, c'est crayonné partout. Sur cent gars, t'as quinze à vingt gars qui le font systématiquement. Les copains d'à

* *Nota :* « Couler » veut dire ne plus tenir la cadence, la voiture passe sans que le travail soit fait : « on coule ». « Dériver » : un ouvrier « dérive » quand il dépasse, pour faire son travail, les limites de son poste.

côté regardent, ils demandent, ça fait que tout le monde est au courant, et peut comparer avec la cadence officielle. Mais le contrôle horaire n'est juste que s'il n'y a pas eu d'arrêts sur la chaîne. Or, il y a toujours des petits arrêts; d'où tu n'arrives pas à savoir exactement combien de voitures tu fais à l'heure. En plus, t'as le chef qui dit : « Le jour où vous me prouverez que la chaîne tourne trop vite, on la baisse. » Mais si on fait un contrôle sur une heure, c'est long; ils sont capables d'en profiter pour baisser la cadence.

A partir de ce moment-là, on a pensé chronométrer chariot par chariot; mesurer le temps qu'un chariot reste devant un poste. C'est le chronométrage instantané; on avait retrouvé la méthode que les chefs gardent jalousement.

Déjà, en juin, on avait eu une première idée, plus compliquée. C'était de voir si tu ne dérivais pas sur l'espace de ton poste. En gros, t'es comme un ours en cage quand tu es sur un poste à la chaîne. Tu vas et viens sur cinq mètres toute la journée. Ces cinq mètres-là, on avait eu l'idée de les fixer en mettant deux coups de craie par terre et de voir si on dérivait. L'idée c'était : on ne chronomètre pas, mais on voit comment on travaille; c'est-à-dire on va travailler sans forcer, sans rattraper et si on coule et bien on coule; c'était pas viable. La seule méthode, c'est de mettre un seul trait de craie et chaque fois qu'un châssis passe de regarder sa montre. L'idée, c'était : ils nous baisent, on veut savoir de combien.

On s'était aperçu qu'ils en rajoutaient par rapport au nombre officiel de voitures. Il y avait 4, 5, 6 voitures en plus. Sans compter les voitures marquées bis. Par exemple 152, 152 bis. *Tous les gars qui voient passer la bagnole disent : « Ça, c'est une voiture volée; elle est complètement gratuite pour le patron. »*

En juillet, on a eu une première grève. Les gars disaient : la cadence tourne trop vite; on n'est pas Eddy Merckx. On savait par le régleur que la cadence officielle était de 40 voitures à l'heure. Les gars disaient : Elle tourne à 42. On n'a pas pu trancher.

A la rentrée, en septembre, les cadences étaient affichées. Mais ce qu'ils ont affiché, c'est le temps exprimé en centièmes et la cadence « instantanée théorique » : 36,6 voitures par heure. Ça nous embrouillait; on croyait à l'époque que c'était la cadence réelle. En même temps, ils avaient changé l'organisation du travail.

Tu peux tourner moins vite et avoir une cadence plus forte s'ils diminuent de beaucoup le nombre d'ouvriers et si en changeant

l'organisation de ton poste, ils t'en donnent plus à faire. Tu ne t'en rends pas compte; simplement, t'as ton effort comme étalon. Les gars disaient : « J'y arrive pas. » Il y a eu un scandale comme ça : un ouvrier a refusé de prendre son poste.

La constante restait la même. Les gars disaient : « Ça tourne trop vite » et le contremaître : « Le jour où vous me prouverez que la chaîne tourne trop vite, on la baisse immédiatement. » Alors l'idée : « Faut l'obliger à faire descendre. » Mais on voyait bien, une voiture de plus à l'heure, ça fait 1 à 2 secondes en moins par voiture. C'est sensible quand tu travailles mais difficile à mesurer avec une montre. Par contre, c'est très facile au chrono.

L'idée de masse, c'était : Ils nous feintent même avec le contrôle du nombre total de la production; et le contrôle horaire, c'est insuffisant. Alors l'idée affinée par le comité de lutte a été : Il faut faire le chronométrage instantané. On a repris l'idée à partir d'une bagarre entre ouvriers; les gars se gênaient; ils mordaient les uns sur les autres.

A partir d'une certaine vitesse, tu te cognes la gueule. On pourrait parfaitement exiger de ne plus se gêner dans les postes. Tu as même des trucs aberrants. Des gars sont obligés de faire 10 mètres avec 25 kg en main. C'est un poste où tu t'écroules. Un vieux au poste, c'est-à-dire un gars qui fait ça depuis 6 mois, ça se voit parce qu'il se déplace sur 4 à 5 mètres. Le gars a trouvé des astuces pour s'économiser.

Alors, on a amené des chronos.

Déjà au moment des fortes chaleurs, l'année dernière, on avait amené des thermomètres parce que les gars disaient : On ne peut pas travailler par cette chaleur-là; la gauche des ouvriers : Il faut faire quelque chose; et le centre : On ne sait pas la température. Alors on a amené des thermomètres. Tout le monde venait voir avant de bosser : Combien ? La maîtrise foutait de l'eau par terre; ça enlevait un degré pendant dix minutes. Ils nous faisaient travailler dans la boue toute la journée pour ne pas mettre des ventilateurs. A deux degrés près, on faisait grève pour en avoir. Dans une autre partie de l'usine, au Bas-Meudon, la température était de sept degrés de plus que chez nous. Les gars ont fait grève et ont obligé la maîtrise à casser les carreaux avec des bâtons pour avoir de l'air.

Le thermomètre, c'était simple; tu peux en avoir un chez toi; tout le monde l'a utilisé. Avec le chrono, ç'a été tout de suite une autre question.

C'était fantastique : Un chrono, c'est un chrono du patron. Les gars nous faisaient, en rigolant : Ça y est, t'es un chef.

En dehors des camarades du comité de lutte, pas un gars n'a pris l'initiative de s'en servir tant qu'on n'a pas eu fait le souk avec, vis-à-vis de la maîtrise. A partir de ce moment-là, c'était bon : C'était effectivement un instrument au service des ouvriers.

La maîtrise a accepté, si l'on peut dire, de jouer le jeu. Pourquoi?

La différence entre Renault et Citroën est relativement simple. A Citroën, on te dit : « T'es un chien, tu fermes ta gueule. » Si t'es pas heureux, tu reçois un coup de matraque : Ils ont un syndicat indépendant pour ça.

A Renault, ils répondent d'abord technique. N'importe quoi que tu poses, ils te disent : On va voir techniquement. Nous, on ne fait pas de la répression, on fait de la technique. Toutes les directives de Vacher sont formulées de cette manière : Par exemple, il faut vérifier les visseuses; ça veut dire : Il faut foutre un avertissement à tous les mecs qui ont des pannes de visseuses. C'est un pur masque.

On a chronométré; quand le chef d'atelier est passé, nous lui avons demandé de venir voir : Il a refusé de venir sur le terrain de la chaîne. Il craignait l'attroupement, les gueulantes. Tous les chefs ont refusé et ils ont convoqué un des gars qui chronométrait au bureau. Ils l'amènent sur le terrain des chefs pour lui dire : « De toute manière, on n'a pas à répondre à vos sommations; vous n'êtes pas délégué. » Puis ils cherchent à embrouiller le gars; ils lui parlent en centièmes, se servent de leur machine à calculer.

Ils sont quand même obligés d'avouer que la cadence affichée n'est pas la cadence réelle, mais « la cadence instantanée théorique ». Ils sont obligés de dire cyniquement : En réalité, elle tourne à 37; puis, 37,5. Le gars répondait : C'est 38. La maîtrise en est arrivée à avouer que dans la cadence réelle, les poses, l'absentéisme, le châssis étalon, sont rattrapés. Le temps où le remplaçant tient notre poste quand on va pisser, aussi. T'as comme ça des voitures qui sortent et qui représentent le temps collectif que les ouvriers ont pris pour aller pisser. Et même, le comble, c'est qu'on a quarante minutes pour bouffer et sur ces quarante minutes, t'as dix minutes pour aller et revenir de la cantine. Et bien, ces dix minutes, ils les récupèrent aussi.

En réalité, ils règlent la chaîne jusqu'au niveau où tu n'as pas d'explosion. Le contrôle des cadences devient une opération intéressante à partir du moment où ils t'ont rempli. S'ils essayent une

seconde en moins par châssis, ça devient explosif pour n'importe quel accrochage. On devient hargneux; on veut effectivement contrôler.

Maintenant les gars disent : Il faudra accrocher les chefs sur la chaîne; elle tourne à 38 parce que « je » l'ai vérifié. Après le souk avec la maîtrise, plusieurs gars ont pris d'autorité le chrono, et l'ont fait. »

***

« *Contrôlons les chefs* ».

Une chaîne comporte, dans l'ordre des tâches, des « monteurs » (les plus nombreux; ils montent les pièces), des « contrôleurs » (les moins nombreux, ils contrôlent le travail des monteurs) et des « retoucheurs » (qui, suivant les indications des contrôleurs, retouchent ou non le travail des monteurs).

Au rez-de-chaussée de l'île Seguin, chacune des deux chaînes de mécanique compte environ cent-cinquante ouvriers : des O.S. Ils sont monteurs ou retoucheurs.

Il y a aussi les dix-huit contrôleurs, répartis sur les deux chaînes. Français, jeunes (leur moyenne d'âge est de 23 ans), six d'entre eux sont ouvriers professionnels, les douze autres O.S. En mai 68, la plupart n'étaient pas chez Renault. Ceux qui y étaient n'ont pas participé à la lutte.

Par rapport au monteur et au retoucheur, un contrôleur a une place à part. Il fait un boulot différent : il contrôle les autres ouvriers. On lui fait croire que c'est technique, en fait il aide la maîtrise. Jouerait-il un rôle de flic? Des contrôleurs le ressentent ainsi; et des monteurs le pensent. Pourtant, les contrôleurs sont des ouvriers, ouvriers par la chaîne, la paie, les brimades. Eux aussi font vivre « la pensée collective de chaîne », « l'esprit de chaîne » (cf. l'interview sur les rotations de postes). Il n'est pas rare qu'un contrôleur préfère indiquer de la voix ce qui est à revoir au retoucheur (au lieu, comme il le doit, de l'indiquer sur un carton à cet effet), de façon à éviter de faire repérer par la maîtrise le monteur concerné. C'est pour cette raison que des contrôleurs s'arrangent pour travailler à côté des retoucheurs. Mais la maîtrise n'aime pas ce qui met une réelle union entre contrôleurs et monteurs.

Sur ces deux chaînes de mécanique, la coupure entre les contrô-

leurs et l'ensemble de la production s'est même nettement atténuée au moment des élections de délégués de janvier 72. Tous les contrôleurs et les monteurs et retoucheurs les plus combatifs ont ensemble critiqué le système électoraliste. A partir d'eux, la discussion a parcouru toute la chaîne. Mais la contradiction entre la production et le contrôle devait réapparaître alors que, pour la première fois, les contrôleurs s'organisaient d'une manière autonome des syndicats.

Ils décidaient de tenir un cahier où ils portent toutes les brimades des chefs, y compris leurs fautes techniques. Dedans, en plus, une idée se dégage : celle d'élaborer un règlement ouvrier.

(Avant déjà, les contrôleurs avaient voulu établir une sorte de « cahier de revendications » où ils diraient « *tout ce qu'ils pensent* ». Depuis : « *on veut avoir des blouses et des espadrilles* » jusqu'à : « *on ne veut plus de chaînes* ». Mais ce premier cahier n'avait pas vu le jour.)

Un contrôleur, membre du comité de lutte Renault :

« *Le cahier, c'est mon copain qui y a pensé. C'était une idée des ouvriers de la FIAT en 69, ils avaient fait un grand cahier de revendications centrales. Il connaît très bien le problème de la FIAT, il a des copains là-bas.*

Lui comme moi, on sentait qu'il y avait beaucoup de ces idées de la FIAT dans ce qui se passait chez nous, même au ralenti.

L'idée, par exemple, que les gars avaient eu au moment des dernières élections. Chez moi, ils sont contre les délégués désignés par les syndicats. Ils voudraient que les élections se passent de la façon suivante : tel jour, après une discussion entre tous les ouvriers, les gars de la chaîne se réunissent en assemblée et élisent des délégués. Ils insistent, et c'est ça qui ressemble à la FIAT, pas « un » délégué pour tout l'atelier. A chaque secteur de chaîne les problèmes changent; ils veulent un délégué par secteur. Syndiqué ou pas syndiqué, tout le monde peut demander à être délégué; seulement, chez certains, l'objection : un délégué qui n'est pas syndiqué, c'est embêtant parce qu'il est seul; mais ce qu'ils veulent : que les gars votent pour celui en qui ils ont le plus confiance; vote sur la chaîne, à main levée. On vote pour un gars tant qu'il est bien; et si un jour il fait une connerie, on le remplace.

C'est l'idée depuis les élections. Je ne pense pas qu'il y ait un rapport avec le comité de chaîne. Ça venait aussi d'une idée qu'avait fait passer le délégué C.F.D.T. du coin qui voulait placer ses billes.

Sur la chaîne, un mec s'est présenté comme délégué C.G.T. aux dernières élections. C'est un parfait con. Un mec que les gars n'apprécient pas du point de vue boulot. Un mec qui confond un culbuteur avec un régulateur. Tu peux regarder dans un bouquin technique, c'est vraiment très différent. C'est un mec plus ou moins raciste, pas combatif, qu'a pas fait les grèves, qu'a pas occupé en Mai 71. C'est un mec qui est trouillard. Les gars disaient : Il n'est pas capable d'être délégué et pourtant tous savaient qu'il serait élu, vu comment on vote. On vote pour une liste, une liste pour toute l'usine. Il suffit que son syndicat le place à un certain endroit de la liste; cette liste obtient tant de voix; ça fait tant en %; on prend tant de noms sur la liste. Donc, il serait élu alors que pas un gars de son atelier ne voterait pour lui. (En plus que cette fois, aux élections de janvier, quand il a vu que la C.G.T. prenait sa claque, il a d'abord cru qu'il ne serait pas élu. Sans attendre il est allé voir la C.F.D.T. Il a même demandé un bulletin d'adhésion. Après il a appris qu'il était élu. Alors il a gueulé contre la C.F.D.T. : « Ils marchent avec les gauchistes »; « La C.F.D.T. elle est anti-grève ». Le mec s'appelle Guignes, les ouvriers l'appellent Guignol). Le délégué C.F.D.T. qui voulait qu'on vote pour lui avait donné les idées de la FIAT dans un tract; d'un côté c'était Renault : voilà comment on est organisé et voilà ce qu'on a obtenu; de l'autre la FIAT. Nous, on a continué d'en discuter. Et pour en revenir au cahier, c'est venu surtout avec les brimades des chefs. Par exemple, ils ont instauré un système qu'aucun règlement ne dit, apparemment; quand on a trois retards dans un mois, on a un avertissement. Mais eux, les chefs, arrivent systématiquement en retard et ils n'ont rien. Ils sont bien mal placés pour venir nous dire l'histoire du retard. On en a discuté. Des gars ont dit : « Comment prouver qu'ils arrivent en retard? » Le copain qui avait l'idée du cahier a dit : C'est simple, on prend une feuille et on écrit le jour, l'heure, la date, exactement, et on lui présente sous le nez après. Et il a commencé à le faire, sur des bouts de carton, même pas un cahier. C'est comme ça : quand un gars a une idée, il l'écrit sur un carton, et fait passer. Après, les cartons, on les recopie sur un cahier.

D'autres trucs ont fait naître le cahier. Souvent le chef vient, et à propos de ton attitude au boulot te fait une remarque. Par exemple, quand tu fais plusieurs bagnoles d'avance, tu t'assois. La chaîne tourne et tu es assis. Le chef est venu un jour et a dit à un gars : « Vous n'avez pas le droit de vous asseoir. » C'est devenu;

on veut connaître les droits que nous donne le règlement. Mais les droits sont restreints; il y a surtout des devoirs, et les devoirs, en général, on ne les accepte pas. Après tout, c'est nous qui connaissons le mieux le travail, qui connaissons le mieux nos conditions, pourquoi ne ferait-on pas nous-mêmes une sorte de règlement. Ça va déjà plus loin que le cahier; pour le moment c'est dans les têtes, les gars en discutent. Mais le premier pas, ça a été de faire le cahier où sont notés les griefs et toutes les fautes des chefs, même les fautes techniques. Sur les dix-huit contrôleurs, les trois quarts sont d'accord. On a aussi décidé que ce ne soit pas toujours le même qui l'ait, ce cahier. Il circule depuis que les chefs sont à sa recherche, parce qu'on en a parlé dans un tract.

En embryon déjà, il y a dedans l'idée d'une sorte de règlement ouvrier. Par exemple, du moment que le travail est fait, on a le droit de s'asseoir. Il y a déjà des phrases comme ça. « Les seuls capables de faire le boulot c'est nous », c'est l'autre idée. Même si ce n'est pas forcément clair dans la tête des gars, ça implique effectivement que c'est nous qui devont diriger. C'est comme ça que ça naît.

Les gars ne sont pas des maos. Ce ne sont pas des activistes non plus. Ce sont des ouvriers très conscients et qui ont une susceptibilité extrême à l'égard de ce qu'ils appellent la politique. Ils ont pris vraiment à la lettre le mot d'ordre : force ouvrière autonome. On est autonome de tout le monde; même si ça se réfère à certaines idées. On ne veut pas d'étiquette, on prévient tout le monde, on est pas « syndicat », on est « anti-syndicat ». On est ni anti-maos ni pro-maos. La nuance est importante.

Dans le mouvement des contrôleurs, le seul truc qui soit tombé à l'eau et qu'il y avait au départ : C'est la liaison totale avec la production, c'est-à-dire avec les monteurs.

Pour les monteurs, on est des planqués, pourtant on a une tension nerveuse aussi grande qu'eux. L'idée, c'était que nous, contrôleurs, on s'explique; qu'est-ce qu'on est, qu'est-ce qu'on fait, qu'est-ce qu'on ne veut pas être, c'est-à-dire des flics. Il y avait eu un tract, là-dessus, qui avait été très bien pris par tous. On voulait tenir une réunion contrôleurs-monteurs. Des tas de gars étaient d'accord mais beaucoup de contrôleurs, dont un gars influent parce qu'il est capable, ont été hostiles. Leur argument : eux et nous, c'est pas pareil; nous, on a débrayé, eux, ils ne débrayent pas. C'est un peu du mépris et de la rancune de ne pas avoir été suivis à certains débrayages. Que chez eux se dégagent des gars comme nous, et

qu'on ait des relations entre nos deux mini-organisations, d'accord. Mais que nous on les aide à s'en sortir, non. On n'a pas de leçons à donner. Par contre, les gars sont prêts à entraîner les contrôleurs des autres étages. Le danger dans tout ça, on est trois à le voir, ce sont les idées syndicalistes qui ressortent, comme l'idée catégorielle. L'idée catégorielle vient aussi du fait que le mouvement est impulsé par les six professionnels. C'est eux qui ont fait la première unité des dix-huit contrôleurs. Il y a encore trois mois, on était isolé au milieu des monteurs. Un jour, sous l'impulsion des professionnels, on a débrayé. Un débrayage apparemment sans queue ni tête; on n'avait pas de revendications. Ça a permis aux gars de se connaître, de discuter et de s'apercevoir que tous avaient les mêmes problèmes et les mêmes pensées. On a débrayés comme ça, parce qu'on en avait marre. Ras-le-bol. Un gars avait dit à un chef : « On débraye parce qu'on est des ouvriers. C'est une bonne habitude qu'on a perdu. »

***

Du début à la fin, un carton reste accroché à chaque châssis sur lequel les monteurs travaillent. C'est sur ce carton que les contrôleurs répartis tout au long des chaînes de mécanique, sellerie, ponçage, peinture, notent leurs observations. Les retoucheurs, placés à la suite des contrôleurs, et par conséquent eux aussi répartis tout au long, interviennent d'après les cartons.

Arrivée en fin de chaîne, si la voiture est défectueuse, le premier responsable, aux yeux des chefs, en est le contrôleur, soupçonné de ne pas avoir effectué un contrôle correct (ou de ne pas avoir joué son rôle de flic); après, le retoucheur. Comme l'un et l'autre sont tenus d'apposer leur tampon sur les pièces contrôlées puis retouchées, ils sont donc facilement repérables. Comme est repérable, à partir de là, le monteur. Le 22 janvier 71, un grand mouvement sauvage a secoué toute l'île Seguin. Plusieurs milliers d'ouvriers ont manifesté dans l'usine. Si des voitures ont été cassées à coups de barres de fer, tous les cartons étaient arrachés des voitures (une voiture sans carton représente pour la Direction, une perte énorme, puisque la voiture doit être alors contrôlée pièce par pièce dans un atelier à part).

Il existe même, venant après les chefs-flics, la police syndicale, et les mouchards sur la chaîne, les OUTILS-FLICS. Certains

contrôleurs en ont eu entre leurs mains. Ils permettent de contrôler le contrôleur sans qu'il le sache, en imprimant une marque parfaitement différenciée sur la pièce qu'il doit vérifier. Par exemple, en vérifiant le serrage d'un boulon, il imprime sans le savoir une marque sur le boulon. Chaque contrôleur doit suivre, selon le poste qu'il occupe, une gamme de vérifications. La marque absente, c'est la preuve que le contrôle n'a pas été fait. Un contrôleur de Renault-Billancourt a été licencié de cette façon; un huissier est venu constater que la marque n'y était pas.

Ce système, cette succession de repères, de vérifications, de mouchardages, ouvrent la voie à l'arbitraire de la maîtrise. La riposte des ouvriers existe; surtout dans une période où la critique radicale du syndicalisme les amène à se réunir sur la chaîne ou dans l'atelier, à comparer leurs idées, à collectiviser ce qu'ils pensent, à tenter de le mettre en application. « Les chefs nous contrôlent sans rien connaître du travail; ils ne sont que des flics », « Contrôlons nous-mêmes les chefs ».

Les dix-huit contrôleurs des deux chaînes de mécanique au rez-de-chaussée de l'île ont aussi « contrôlé » leur chef direct en le mettant à travailler sur la chaîne. Le caïd, l'homme fort, a été incapable de faire le boulot. La hiérarchie autoritaire a été atteinte. Après, tous les contrôleurs l'ont envoyé balader. C'est un peu toute la chaîne qui est dans le coup; les monteurs font signe aux autres contrôleurs, situés plus loin, quand leur chef s'intéresse un peu trop à l'un des leurs.

Contrôle ouvrier? Un ouvrier du comité de lutte qui a vécu l'action répond.

« *Toute la journée le chef a fait rappeler des contrôleurs sur l'esplanade; c'est l'endroit où les voitures défectueuses sont ramenées, avec une inscription sur le pare-brise. Nos caïds vont les voir, et appellent le gars qui a fait la faute. Le chef sait très bien qui contrôle telle ou telle pièce et en plus, sur la pièce qu'un contrôleur vérifie, il y a son tampon : un M avec un numéro derrière.*

Le gars y va; il est tout seul sur l'esplanade avec en général le chef d'atelier, le contremaître, et le chef d'équipe. Il est énervé parce que les chefs prennent leur temps pour l'engueulade. Pendant ce temps la chaîne tourne et quand tu reviens, il faut que tu remontes toutes les voitures et les remonter avec la trouille, comme tu dois aller plus vite, d'oublier encore des défauts.

Deux des contrôleurs de la chaîne travaillent en fosse; les voi-

tures leur passent au-dessus de la tête; ils vérifient le serrage de tous les boulons et les points de sécurité. Ce jour-là, c'est parti des tirants de châsse.

Très techniquement, voilà comment ça se passe : en amont d'eux, plus haut sur la chaîne, un monteur visse avec une clé dynamométrique les boulons des tirants de châsse. Cette clé, en plus, marque automatiquement en rouge le boulon. Donc, quand le contrôleur en fosse voit le boulon marqué au rouge, vu qu'en plus c'est une clé dynamométrique, à moins qu'elle se dérègle complètement, le boulon est forcément serré. Malgré tout, le contrôleur — c'est son boulot — a une clé anglaise toute bête et il essaye de desserrer le boulon. En principe, ça ne se desserre pas et le contrôleur marque le boulon au jaune.

Juste avant la pose de 9 h du soir, un des deux contrôleurs en fosse — ils font une voiture sur deux — est appelé sur l'esplanade.

Le gars revient en faisant une sale gueule : Qu'est-ce qu'il y a eu ? Un tirant de châsse absolument pas serré. Tellement pas serré que le boulon tournait à la main. Et pourtant le boulon était marqué au rouge, par conséquent la clé dynamométrique était passée; et marqué au jaune, donc il l'avait vérifié. Le gars soutenait que ce n'était pas possible que ça se soit passé. Malgré tout, il avait reçu un avertissement.

Dix minutes après, le deuxième gars en fosse se fait appeler pour exactement la même chose. A ce moment-là, la pose de 9 h arrive. Tous les contrôleurs de la chaîne se regroupent; on était tous assis au-dessus de la fosse, en train de discuter de ça.

La chaîne allait redémarrer. Le chef nous dit : « Et les gars, l'heure ! » A ce moment-là, spontanément, sans que personne n'ait vraiment lancé l'idée, on s'est mis autour de lui et on lui a dit : « On n'est pas d'accord, ce n'est pas possible. » Si jamais, lui, il avait travaillé en fosse, il l'aurait très bien vu. Seulement, il ne l'avait jamais fait. Là-dessus, il dit : « Vous êtes des petits rigolots. Moi aussi j'ai travaillé sur la chaîne. » « Si c'est comme ça, on te croit; en tout cas tu l'as oublié. Tu ne t'en souviens plus maintenant. » La tension montait un peu. « Puisque tu dis que tu as été à la chaîne, puisque tu dis que c'est possible, le meilleur moyen, c'est de nous le montrer : Tu descends dans la fosse et tu fais des voitures. »

Sans doute qu'on ne devait pas avoir l'air de rigoler : Il descend dans la fosse. Il a eu peur qu'on aille trouver les contrôleurs de

l'autre chaîne; il a eu peur du débrayage, du bordel. De loin en loin, ça zyeutait. Il s'est dit : Comme ça, ils vont retourner à leur travail.

Il descend dans la fosse avec les deux contrôleurs mais ce qu'il espérait ne se passe pas : Les autres ne retournent pas à leur boulot, ils restent au-dessus de la fosse.

Évidemment, les retoucheurs et les monteurs rigolaient parce qu'un chef dans la fosse, c'est très rare. Certains sont venus au-dessus avec les contrôleurs. Les gars lançaient : « *Allez vas-y, plus vite.* »

C'était sérieux, mais ils disaient ça sur un ton rigolard pour ne pas se faire trop sanctionner. Alors le chef essaye; il fait une voiture, puis il fait mine de ressortir de la fosse, mais les gars restent autour. Il fait une deuxième voiture : même cinéma. Les gars restent, les bras croisés. De fait, ils l'empêchaient de sortir de la fosse. Il fait une troisième voiture qu'il coule à moitié, la coulure grave : Quand le capot est encagé en dehors de la fosse. Il coulait parce qu'il en avait marre et parce que c'est assez dur à avoir ces tirants de châsse. On le voyait peiner physiquement. A ce moment, il déclare : « *Effectivement, c'est impossible qu'un boulon marqué au rouge et marqué au jaune soit desserré.* » *Ce qui veut dire, vous avez fait votre travail, donc il y a quelque chose de louche là-dessous, donc vous n'êtes pas en tort :* « *Je vais prévenir que ce n'est pas possible.* »

Le lendemain, un contrôleur sur l'autre chaîne, a fait le même coup. C'est le professionnel en bout de chaîne; normalement il doit être là pour jouer le rôle de flic et d'allié des chefs; en fait, c'est un gars très bien, il ne le joue pas du tout.

Lui, il apprécie si mécaniquement la voiture est en bon état; si d'aspect elle l'est aussi, c'est ce qu'on appelle les affleurages, si le capot n'est pas trop haut par rapport aux ailes... Le lendemain donc, le chef vient trouver un des contrôleurs et il lui demande quelle est la tolérance pour les capots. Une pièce n'est jamais bonne à 100 %; il y a une tolérance de tant de mm en moins ou en plus. Le contrôleur ne pense pas à mal, il lui donne la tolérance. Fort de ce truc, le chef va trouver le contrôleur sur l'autre chaîne et l'accuse de faire mal son travail.

Ce qu'a fait le gars, il a d'abord envoyé balader le chef; et puis il a parlé avec les deux autres professionnels qui sont avant lui et qui ont dit : « *Il n'y a qu'à lui faire le même coup qu'hier.* » *Alors le gars, un peu désarmé, tout seul, a eu le culot de dire au chef :* « *Si*

tu dis que je fais mal mon travail, c'est que je ne sais pas contrôler. Si je ne sais pas contrôler, je demande à apprendre. » *Le chef lui montre sur une voiture et va pour se barrer; le contrôleur le retient par la manche :* « *Ça ne marche pas. Toi, tu l'as montré sur une voiture; tu n'es pas soumis à la cadence. Il est 10 h moins le quart, tu vas me remplacer jusqu'à 11 h; moi je reste là à te regarder.* »

Le chef voyait que les gars, sans être directement autour de lui ce coup-là, regardaient, commençaient à rigoler; il est resté à la chaîne jusqu'à 10 h et demie. Il a fait toutes les voitures. Évidemment, ça n'a pas loupé; il coulait monstrueusement sur plusieurs mètres; il faisait des fautes. Alors le contrôleur s'est mis de mèche avec des retoucheurs et des essayeurs qui ont engueulé le chef : « *Et ça, c'est pas fait... C'est le bordel ici.* » *Petit à petit, de plus en plus affolé, il a même fini par faire des conneries sur le fait précis qu'il reprochait au gars.*

A 10 h et demie, il a pu se barrer parce qu'un renfort est venu; le chef d'atelier et le contremaître. Total, il n'y a pas eu de sanction et depuis ce jour-là, on a eu la paix à 95 %.

— A partir de cet exemple, est-ce qu'il est juste de dire : contrôle ouvrier? Ou est-ce prématuré?

De fait, il y en a un. Il y a un bout qui montre l'oreille. S'il l'était à 100 %, on serait libérés. Il y a un bout qui le montre sérieusement parce que ça entraîne des tas d'autres trucs.

Ça entraîne déjà une attitude générale vis-à-vis du chef. Avant, quand un gars se faisait engueuler, à part le gars nerveux qui répond, en général les types, soit s'écrasaient complètement et avaient peur; soit s'écrasaient formellement : « *D'accord, oui chef* », *et puis par derrière lui montraient le poing et ne tenaient pas compte de ce qu'il venait de dire. Mais de toute façon, l'autorité du chef était là. Même le gars qui par derrière n'en tenait plus compte, il avait quand même dit* « *oui-oui* ». *En fait, c'est ce qui compte pour le chef.*

Maintenant, on peut dire que sur les 18 contrôleurs des deux chaînes, il y en a 16 qui l'envoient balader carrément. Et balader sur le thème : « *Si tu n'es pas content, tu n'as qu'à le faire.* »

Maintenant, comment les gars ont reçu le truc quand on leur parle de contrôle ouvrier ? Chez moi, c'est un peu spécial, tous les contrôleurs sont français, avec un tiers de professionnels. Les gars sont dégoûtés depuis longtemps par ce qu'ils appellent « *le politique* ». *C'est un truc spécialisé. Ça ne vient pas d'eux. Ils n'ont*

pas prise dessus; ils se font toujours rouler. Ils en ont marre des partis et des syndicats; ils n'aiment pas du tout ce qui peut rappeler la politique. Entre eux, discuter, c'est discuter de foot, de boxe, de moto et de ce qu'ils font sur la chaîne. C'est exactement dans la ,même lignée. D'un côté la politique, de l'autre la vie. Aussi bien leur dignité sur la chaîne que le foot, pour eux c'est la vie. Ils ne veulent pas se laisser marcher sur les pieds. Alors, contrôle ouvrier, ça sent la politique. Ça n'est pas qu'ils soient contre, ça les hérisse un peu, ça les gêne en tout cas. Entre eux, ils ne disent pas « contrôle ouvrier », ils disent : « dignité »; on doit nous respecter. De toute façon, on ne veut pas être commandés par des incapables. A la limite, ils accepteraient d'être commandés par un gars capable. Quoique maintenant, ils commencent à dire : « Un chef capable... » Avant, là où on est, le mot chef-flic, ça n'existait pas. C'était chef-salaud, chef-emmerdeur. Maintenant, c'est net : chef-flic, les gars le reprennent.

***

En ce moment, la grande presse : « Le Monde », « L'Express », « le Nouvel Observateur » parlent des O.S. Le C.N.P.F. leur consacre des « documents officieux », la C.G.T. un congrès et Dreyfus une expérience : « *Au Mans, six O.S. expérimentent une formule d'humanisation du travail* » (« France-Soir »).

Au Mans, si les ouvriers changent de postes, d'un poste à l'autre le travail change peu. Au Mans, la hiérarchie capitaliste n'est pas brisée en des points. La hiérarchie capitaliste dans l'usine, c'est tout un système d'organisation du travail; c'est les ouvriers divisés entre eux, tenus prisonniers de la chaîne, des cadences; c'est des chefs-flics dans leurs dos; des mouchards sur la chaîne; un système d'arbitraire où le nouveau fascisme trouve sa voie.

Sur une chaîne, même les divisions techniques, y compris les plus petites, créent des divisions entre les ouvriers. De fait, la division du travail est toujours politique. Par exemple, sur une chaîne de mécanique de l'île Seguin, un ouvrier taraude un trou (c'est pratiquer un pas de vis). Un second, plus loin, y visse un boulon. Un troisième (un retoucheur) peut être amené à intervenir si les deux premières tâches n'ont pas été faites. Ce qui s'est produit. Le premier ouvrier n'avait pas le temps matériel d'effectuer le taraudage; le suivant ne plaçait donc plus le boulon et le

retoucheur devait intervenir systématiquement. Il a fini par s'engueuler avec l'ouvrier du milieu (qui n'y était pour rien) et celui-ci s'est retourné vers le premier pour lui expliquer de tarauder le trou. Alors que l'ouvrier du centre peut très bien tarauder le trou, visser le boulon et de fait, alors, il n'y a pas lieu que le retoucheur intervienne.

Avec l'expérience des pistoletteurs, la chaîne, lieu de division, devient un lieu d'unité. Cette unité de classe, les ouvriers l'ont gagnée en *combattant* la hiérarchie capitaliste et les *divisions* que cette *hiérarchie* a mises en place.

« L'Humanité » (très tardivement, comme par hasard au moment où toutes les polices voulaient occuper la Régie) a parlé de la rotation de postes des pistoletteurs de l'île Seguin : « *Une expérience semblable à celle en cours au Mans se déroule au cinquième étage du département 74 de l'île : les ouvriers* « *tournent* » *sur les divers postes de la chaîne* » (L'Humanité du 7 mars) « L'Humanité », comme les technocrates du C.N.P.F., essaye de désamorcer tout ce qu'a de radical la rotation de postes dans l'île Seguin. « Le Monde » à propos des O.S., notait dans son numéro des 6-7 février : « *Heureuse coïncidence ? La plupart des réformes que la C.G.T. réclame se retrouvent, sous une présentation et avec un vocabulaire différents, dans le document* « *officieux du C.N.P.F.* ».

Que veut le C.N.P.F.? « *L'enrichissement des tâches* ». Il s'agit de confier aux O.S. plusieurs opérations de telle sorte qu'ils interviennent aux trois niveaux : de la production, de la fabrication, et du contrôle. Un rapport du C.N.P.F. nous dit : que les travailleurs devront eux-même « *identifier les problèmes, discuter les solutions possibles et parvenir ensuite à des décisions communes. Les rapports ne seraient plus de supérieurs à subordonnées* ».

« L'enrichissement des tâches » part d'une idée juste : atténuer la robotisation des O.S. Mais mise en pratique, l'idée se transforme. On découvre qu'elle sert l'autorité patronale. La pratique des O.S. de l'île Seguin nous l'apprend : c'est en *combattant* concrètement la hiérarchie capitaliste que « *l'esprit de chaîne* » a changé, que l'unité des ouvriers s'est transformée. L'idéologie collectiviste s'est libérée en *combattant* sur la chaîne l'égoïsme petit-bourgeois sécrété par la hiérarchie capitaliste. Les formules « d'enrichissement des tâches » visent à supprimer ces acquis prodigieux en prônant la collaboration de classe, et finalement, le respect de l'ordre patronal.

D'ailleurs, ça n'est pas par hasard si le programme de lutte des O.S. de Billancourt ne réclame pas l'enrichissement des tâches. Et pour cause : la pratique des O.S. dans les ateliers a dégagé tout autre chose. Les axes de ce programme, ce sont les actes de contrôle ouvrier, la création de nouveaux comités de chaîne et d'atelier, l'unité des ouvriers. Les revendications sur les salaires en sont transformées : « *On veut tourner sur les postes et on veut l'alignement des paies sur la cotation du poste le plus élevé* ». Ce qui fait plus de 150 000 AF. Les O.S. n'attendent rien qui vienne de la hiérarchie capitaliste. D'autant qu'à travers ces quatre actes de contrôle on voit le pouvoir ouvrier montrer le bout de l'oreille; un pouvoir qui, dès maintenant, se destine à détruire la hiérarchie capitaliste. « L'enrichissement des tâches » et les autres thèses du même ordre : un vocabulaire technique et humaniste au service du pouvoir patronal. Un masque technique et humaniste au moment précis où le nouveau fascisme veut s'implanter dans les usines.

Quatre actes de contrôle qui ont uni la gauche des ouvriers, aux ouvriers qui forment politiquement le centre. C'est qu'un mûrissement de la pensée ouvrière a précédé chacun de ces actes; un cheminement continu mais heurté a mené jusqu'à eux. Ils attestent que le contrôle de l'organisation du travail par les ouvriers de Renault a commencé.

Février 1972.

BRANDT-LYON
LA LUTTE CONTRE L'USINE-BAGNE[1]

A - QUAND TOUS RECONNAISSENT LE DROIT DES OUVRIERS COMME LE BON DROIT

— Début août, la pause d'été n'aura pas existé pour les masses. Les dernières luttes du « printemps » ont lieu encore fin juillet à Paris-Rhône, notamment. Et Brandt reprend début août, avec une forte mobilisation de masse pour la réintégration de 4 ouvriers licenciés pour un verre de pastis.

De plus la mobilisation des masses immigrées contre les bandes racistes commence à se dessiner correctement.

— Dans ces conditions, l'ennemi prépare sérieusement la rentrée : à la télé régionale, et dans la presse, intox anti-gauchiste à partir de l'affaire des « gangs gauchistes » (affaire dite des tables claudiennes) et du « rapprochement des gauchistes et des ' nords-africains ' ». Le patronat aussi se prépare, en particulier Berliet, avec la menace des 500 licenciés et l'accroissement des cadences.

De notre côté, nous sommes en plein cœur du mouvement d'assainissement idéologique.

1. Ce texte, comme les deux textes qui le suivent, n'avait pas été écrit initialement pour *Les Temps Modernes* : ce sont des bilans de lutte rédigés par des militants maoïstes pour leurs camarades. Cela explique le style assez « didactique » en particulier de ce premier texte. Toutefois il ne nous a pas paru nécessaire d'en changer la forme : n'en déplaise à Marcellin-Marchais, les maoïstes ne sont pas des comploteurs. Leurs bilans politiques appartiennent de droit aux masses.

En gros, dans une première phase, nous avons tâtonné à partir du bilan critique sur Berliet, Paris-Rhône, la S.N.A.V., ou le S.R. Mais c'est avec Brandt que le mouvement d'assainissement va permettre d'aller au fond. En effet, après une longue période de pacifisme où l'initiative appartient plus aux camarades intellectuels qu'aux camarades ouvriers, il est décidé qu'un groupe de camarades s'appuiera sur le mouvement de masse contre les 4 licenciements pour dégager la gauche dans l'usine. Mais derrière cette ligne se cache l'esprit « héros » (« on va montrer de quoi on est capable »), et une opposition de ces camarades à l'union entre les activistes de Brandt et les cadres de l'école ouvrière.

Résultat : un sabotage mal préparé conduit 4 ouvriers en prison à la veille de la rentrée.

I. — Une lutte contre la droite dévoyée

Brandt, c'est l'usine fasciste-type : maîtrise très forte, fort pourcentage de travailleurs immigrés, conditions de travail très pénibles... La situation dans l'usine à cette époque est la suivante : le mouvement de masse parti des contrôleurs n'a pas pu obtenir la réintégration des 4 contrôleurs licenciés pour avoir bu du pastis un quart d'heure avant la fermeture de l'usine, malgré trois jours de grève. Les jeunes du montage qui ont une tradition « g.p. » prennent la relève de l'atelier de contrôle à tradition « syndicaliste prolétarienne », par le développement d'un mouvement de masse, de petits sabotages individuels. Il existe alors un réel courant gauchiste de masse chez les monteurs. Cela se comprend d'autant mieux, si l'on ne perd pas de vue le poids du despotisme de Brandt.

Mais les camarades du détachement extérieur au lieu d'aider les jeunes du montage à s'unir aux autres ateliers, à se donner les moyens *d'organiser* leur lutte pour éviter l'encerclement prévisible (surtout quand on connaît Brandt) vont au contraire « pousser à l'escalade ». Exemple : à une réunion des gars de la boîte, les camarades du détachement harcèlent les ouvriers : pour savoir « quels nouveaux sabotages on pourrait faire », « si comme ça, ce serait pas encore plus dur », « et ça, peut-être qu'on peut le saboter aussi ! »...

Au retour de l'école ouvrière, les cadres de la direction réunissent les activistes ouvriers de l'usine et on peut s'apercevoir des choses suivantes :

— la poursuite des sabotages individuels mène à l'encerclement, et cela, les jeunes du montage l'expriment très clairement;

— il est urgent d'unir les jeunes monteurs et les autres ouvriers de la boîte : en effet, l'agitation contre la production rencontre la sympathie du grand nombre, mais n'offre aucune possibilité de lutte à ceux qui ne sont pas prêts à saboter. En plus, le mouvement est parti du licenciement par Claris de 4 ouvriers; la lutte pour la réintégration n'ayant pu être victorieuse se transforme nécessairement en mouvement de masse de révolte et de haine contre le chef du personnel et ses sbires. Ceci est tout à fait juste.

Mais le problème réel est alors : comment continuer sans se faire « descendre » et comment éviter que le fossé ne grandisse entre ceux qui sabotent et les autres. Au travers de la discussion avec les ouvriers se dessine l'orientation suivante :

— continuer *les petits sabotages* (éclat d'une cuve, par exemple, petits trous par-ci par-là...) *mais* en les organisant, c'est-à-dire en les *protégeant* : on fait ça à plusieurs, avec des copains qui font le guet, on évite de le faire trop souvent sur son propre poste de travail...;

— mais surtout dégager une cible commune à tous les ouvriers : Claris et ses sbires fascistes. En effet, cette cible unit 99,99 % des masses. Pour cela, partir d'un tract « Avis aux flics », devant permettre une expression large des griefs et une mobilisation idéologique de masse contre le groupuscule fasciste. D'autre part, mise sur pied d'un groupe unissant activistes de l'usine et direction prolétarienne pour préparer une action de milice ouvrière contre le groupuscule fasciste. Plus d'une dizaine d'activistes de l'usine sont ainsi associés à cette action, soit au niveau politico-militaire, soit au niveau de la prise en main de la propagande de l'action de milice.

Le déroulement de la semaine du 16 août au 21 est très riche :

— le mardi, diffusion de l'intérieur du tract « Avis aux flics »;

— l'action est prévue en fin de semaine « selon » la mobilisation des masses;

— le mardi soir, un groupe de deux camarades du détachement est chargé du rendez-vous afin de recueillir les éléments d'information concernant l'accueil des masses pour le tract,

auprès d'un groupe de camarades de l'usine. L'accueil est tellement bon que les camarades décident « comme ça » de donner une réponse à cet avis dès le lendemain, alors qu'ils savent quelle doit être la vraie réponse (l'action de milice). Ils décident ainsi, de mettre sur pied pour le lendemain mercredi un sabotage (présenté comme petit sabotage) qui, de fait, est une opération très élevée du point de vue militaire, et complètement erronée du point de vue politique (ça ne peut pas libérer l'initiative des larges masses) et ne peut pas être une réponse à « l'avis » publié. En fait ce n'est même une réponse à rien du tout. Enfin et surtout, c'est une action dépassant le degré de préparation idéologique des ouvriers se chargeant de l'action.

Un détail peut illustrer la mentalité à l'œuvre : Alors que cette action — l'arrêt de . chaînes de montage par l'introduction de broches métalliques — veut être celle d'un G.O.A.F.[2], *aucun tract ne l'accompagnera le jour même.*

Malheureusement, la direction de la milice, si elle ressent le caractère « ultra-gauche » de cette action, hésite à la critiquer sur-le-champ. D'abord parce que incontestablement elle «plaira» à beaucoup d'ouvriers (mais le problème à l'heure actuelle n'est plus de faire des actions qui plaisent aux masses, mais qui les *arment*). Il y aura donc là incontestablement un manque de fermeté.

La direction de Brandt mesure tout de suite le point faible, elle saisit la balle au bond et comprend que c'est maintenant qu'il faut frapper, « vite et fort ». Dès le mercredi 18, Claris porte plainte contre X pour détérioration volontaire de matériel, et contre un camarade extérieur pour incitation par voie de tract.

La milice ouvrière maintient toutefois son plan, ce qui est parfaitement juste, malgré cette offensive de l'ennemi; d'autant qu'en la mettant à exécution elle permettrait de faire revenir l'initiative dans le camp des ouvriers. Mais malgré un courage tout à fait prolétarien, la concentration policière enlèvera toute possibilité à la milice. Cette concentration, sur le coup, les camarades n'arrivent pas à se l'expliquer : « Aurait-on été donnés ? ». Ce n'est que bien plus tard qu'une réponse claire sera donnée : les flics sont là pour venir chercher trois ouvriers de l'usine que Claris et ses mouchards accusent de sabotage.

1. Groupe ouvrier anti-flics.

Le lundi, à son usine, un quatrième camarade sera arrêté pour complicité (il ne travaille plus à B. depuis l'an passé, mais était venu diffuser des tracts devant l'usine).

II. — Briser la campagne d'encerclement, ou faire « la longue marche »

Nous voici la dernière semaine d'août dans la situation suivante :

— 4 camarades en prison avec une sale affaire sur le dos. (D'autant que le manque de préparation idéologique de certains d'entre eux ne les armera pas pour faire face aux flics et au juge d'instruction) ;

— à l'intérieur de l'usine c'est la terreur blanche : renforcement des mouchards, des gardes et des barbouzes. Manœuvres de récupération et de menace de la C.G.T. (« tu devrais faire gaffe, t'étais avec eux, tu ferais mieux de te syndiquer... ») ;

— l'ancienne gauche de l'usine est désarmée, de plus, la confiance dans les maos s'est transformée en son contraire... ;

— les pressions policières sont très fortes : perquisitions de masse, les activistes filés, etc. ;

— de plus, les grosses usines commencent à rentrer... ;

— une campagne de silence entoure toute l'affaire ;

— le gros des forces démocratiques petites-bourgeoises n'est pas rentré, la jeunesse non plus ;

— enfin, la mobilisation idéologique des militants se ressent de cet encerclement.

En un mot, nous sommes à 2 doigts d'une liquidation totale de tout le travail des mois passés. La situation est alors particulièrement difficile : c'est pourquoi nous disons : ou bien nous brisons coûte que coûte la campagne d'encerclement, ou bien nous sommes obligés de partir sac au dos faire une longue marche... car il faut bien se douter que les ouvriers des autres usines ne sont pas des cons, et que les 4 de Brandt en taule, ce n'est pas perçu comme une victoire.

A. — *Mouvement de critique et prolétarisation.*

Le premier objectif que l'on se propose d'atteindre pour « transformer une mauvaise chose en une bonne » c'est : « faire sur-le-

champ » un mouvement de bilan et d'éducation chez tous les camarades. Ceci est très important, car d'un côté, il faut mener à fond la critique féroce des tendances de gauche en apparence, pour éviter leur développement, et, d'un autre côté, il faut que tous les camarades soient « armés », et non découragés. D'autant que des positions de droite classique peuvent repointer leur nez sur le thème : « tu vois à quoi ça mène, les sabotages... ». En un mot, *il faut critiquer et éduquer*. Nous mobilisons donc les camarades idéologiquement en disant « *l'important, c'est de savoir apprendre* ». La semaine qui suit les arrestations, nous faisons un stage de direction, nous sortons un projet de bilan de notre travail de l'an passé qui met en lumière la citation du président Mao :

« Quand notre Parti s'est uni au Kuomintang, des tendances de droite sont apparues, quand nous avons rompu cette alliance, des tendances de « gauche » sont apparues. »

Puis nous faisons une série de stages pour discuter de ce projet, lancer un mouvement d'étude de citations concernant la lutte entre les 2 lignes et la lutte sur les 2 fronts. Ce mouvement de lutte-critique est bien pris en main par les camarades de l'École ouvrière et est placé sous le thème de la prolétarisation : « maintenant il faut marier les cadres ouvriers et les activistes, il faut que meure l'idéologie du détachement, qu'il soit de droite ou « de gauche ».

De plus nous lançons un mouvement d'autocritique *écrite* pour les camarades qui ont fait des erreurs graves.

B. — *Mener de pair la lutte idéologique et la rectification pratique autour d'une orientation juste.*

En effet, pas question de dissocier ce mouvement de rectification et de critique d'avec le travail pratique immédiat. La semaine qui suit les arrestations, nous dégageons au travers d'une circulaire, les principes directeurs de la campagne de contre-encerclement.

Rappelons les principaux points de cette circulaire :

— nous disons : Ce qu'il faut faire, c'est « renvoyer la balle dans le camp de l'ennemi », c'est-à-dire, pas question de nous battre là où tous nos ennemis nous attendent : celui du sabotage qui a eu lieu. Au contraire, notre campagne c'est une campagne Claris. C'est très important, il fallait dès le début *se défendre*

en attaquant. Pas question de « justifier » les 4 camarades et de faire une campagne de soutien au sabotage; pas question non plus de faire une campagne de stricte solidarité puisque dans leur cas aux yeux de la justice bourgeoise, tout les accuse. Ce serait différent, si aucune preuve n'existait contre eux ou si c'était un « délit d'opinion ».

Au contraire, on dit : Tout ça c'est pas le vrai problème; le vrai problème c'est que « *4 ouvriers honnêtes* » (pas innocents, *honnêtes*) sont en prison pour avoir voulu montrer que les camps de concentration, c'est fini; par contre « un individu très dangereux est en liberté, il s'appelle Claris », titre du premier tract du S.R. Gerland;

— de plus, il faut *adapter* correctement la campagne sur les autres bases d'appui; c'est-à-dire, faire le lien à chaque fois entre Brandt-Claris et les problèmes particuliers des ouvriers de telle usine ou des immigrés de tel quartier. Pas d'application mécanique. Ce point en entraîne un autre : il faut savoir se concentrer et se disperser. Nous rejetons la thèse « il faut se concentrer sur Brandt ». Car dans ce cas, c'est nous qui nous ferions encercler et écraser. C'est pourquoi nous disons : les autres boîtes reprennent, il faut reprendre le boulot sur ces boîtes-là, c'est comme ça que l'on pourra aider les ouvriers de Brandt, car ils ont besoin du soutien des ouvriers des autres usines. Donc, il faut viser à mener des luttes ailleurs qu'à Brandt; là encore, attaquons où l'ennemi nous attend le moins, mettons le feu ailleurs aussi, dispersons-nous;

— mais bien sûr, le problème principal, c'est celui de la reprise de l'initiative à l'intérieur de Brandt. Pour cela, vu l'encerclement policier et idéologique que subissent les ouvriers de Brandt, le problème principal à résoudre, c'est de leur redonner confiance en eux-mêmes, et dans les maos. Mais il faut tenir compte de toutes les leçons du passé. D'où la première tâche c'est, avec le maximum de précautions, de rétablir le contact et le maintenir avec les activistes de l'usine, ou ce qu'il en reste.

C. — *Lutte idéologique et mesures politiques pratiques : les premiers résultats.*

Autour du mot d'ordre, « il faut juger Claris », nous commençons le travail de mobilisation des masses; nous attaquons sur

plusieurs fronts avec, en tête, la volonté de réagir vite. Ce sera positif.

Si l'on tient compte que nous sommes fin août (10 jours après les arrestations), voici l'état de la situation :

a) Faire des marchés de la région un lieu de vie politique intense pour les masses, y faire des mini-procès. En 10 jours, de très nombreux marchés seront faits, où pratiquement chaque fois un dialogue de masse s'installe et où très souvent des ouvriers ayant travaillé à Brandt, ou y travaillant encore, prennent la parole pour intervenir sur la question de Claris et du bagne Brandt. De nombreuses personnes communiquent leurs adresses, des textes de pétitions sont signés, où il est dit notamment que le signataire s'engage à aider les ouvriers de Brandt à juger Claris, et à obtenir l'acquittement des camarades. L'impact de ces interventions sera vite très grand, en particulier à l'intérieur de l'usine. Le rôle des femmes est très grand pour faire savoir ce qui se passe sur les marchés. La plupart des grosses usines seront également touchées par notre propagande, etc.;

b) Affirmer un soutien extérieur : Le S.R. du quartier fait une première intervention de masse à la porte dès la semaine qui suit les arrestations pour redonner confiance aux ouvriers et aussi leur montrer ce que le S.R. entend faire pour les 4 prisonniers;

c) Briser le silence par un premier « enchaînement » public;

d) Tout doucement, sur la base des premiers succès, les consolider à l'intérieur par des collages d'affichettes sur le thème : « il y a 4 ouvriers emprisonnés, mais nous, les ouvriers, nous sommes et seront toujours là pour te juger, Claris ! »;

e) Dans le même temps se développe le travail sur le plan de la lutte antiraciste (8e) et les luttes de masse à Berliet-Monplaisir, contre l'augmentation de la cantine. Ceci est très important, car le développement de luttes autonomes dans d'autres secteurs permettra de donner ensuite consistance à l'unité populaire.

III. — Une rectification qui n'en est pas une

Après cette première phase de rectifications, les déviations de droite et « de gauche » vont réapparaître, mélangées. C'est pourquoi nous disons que la rectification conserve les aspects de nos erreurs anciennes, mais cette fois-ci, mélangées.

A. — *La situation du point de vue des masses et du point de vue de l'ennemi.*

C'est au fond assez simple. Incontestablement, les premiers résultats pratiques indiqués vont permettre la première brèche dans la campagne d'encerclement et d'anéantissement de l'ennemi : en gros, une tendance apparaît : *la peur change de camp.* Claris écrit une lettre au *Progrès* extrêmement défensive, sur le thème : c'est pas de ma faute. L'encerclement sur l'usine se desserre, à l'intérieur, l'ennemi laisse percevoir sa trouille. Les masses de l'usine reprennent confiance en elles-mêmes, sinon dans les maos. Le mouvement de solidarité et d'expression des griefs sur les marchés se développe. Par contre la police ignore la campagne, par exemple en n'intervenant pas lors du premier enchaînement public. De plus, ni la C.G.T. ni la presse bourgeoise n'attaquent, ce qui est surprenant. Il faut bien voir que tout ceci provient du fait que nous ayons su « désamorcer la bombe » en opposant d'emblée la question de Claris et du bagne Brandt.

Tout ceci est déjà positif, *et justement pour cette raison,* des problèmes nouveaux vont apparaître. En particulier avec le retour des amis du S.R. En gros, on va assister à une poussée « ultra gauche », dans le S.R. de la part des maos. D'autre part, sur l'usine, un mélange de « gauche » (alors qu'est-ce qu'on fait ?, finalement les gars, ils trouvent ça bien le sabotage !) et de droite, (finalement on abandonne la liaison avec la gauche de l'usine et les interventions devant la porte).

B. — *Sans un front uni, on ne brise pas une campagne d'encerclement.*

a) La défense légale : nos rapports avec les avocats vont très vite devenir antagoniques à un moment donné. La cause objective, c'est que ce sont de nouveaux avocats ayant peu l'habitude des procès d'usine, et ayant sur les bras une sale affaire. De plus, les 4 camarades en prison ne sont pas tous des militants ayant la même expérience politique, entraînant par-là pour les avocats une contradiction entre défense individuelle et défense politique.

A ces facteurs objectifs s'ajoutent des erreurs gauchistes de notre part. En effet, marqués par la volonté de distinguer le terrain de la bourgeoisie du nôtre (notre tactique à l'extérieur pour faire le procès populaire de Claris ne doit pas être celle qu'un avocat

adopte devant la justice bourgeoise), nous faisons l'erreur inverse, à savoir, vouloir à tout prix qu'au niveau du procès bourgeois, les avocats adoptent en fait la même attitude que nous à l'extérieur. Or pour l'instant le problème réel pour les avocats, c'est la demande de mise en liberté provisoire, donc un problème relativement différent du procès lui-même.

La contradiction devient à ce point antagonique que nous perdons le contact avec un des camarades en prison et que les avocats envisagent de laisser tomber l'affaire.

b) Le Secours Rouge et la question du tribunal populaire.

Au retour du gros des forces du S.R., là aussi les contradictions entre les maos et les amis du S.R. vont devenir antagoniques.

Les raisons :

— d'abord, le S.R. est mis devant le fait accompli concernant notre volonté (rendue publique par tract) de tenir un tribunal populaire pour juger Claris, alors que l'unification sur la question du tribunal populaire est loin d'être réalisée;

— de plus dans un tract où est annoncé le besoin de faire un tribunal populaire, le nom d'une responsable du S.R. est indiqué ainsi que son adresse à titre de boîte postale «sans qu'elle soit consultée »;

— un petit groupe de liquidateurs finis harcèlera les camarades;

— enfin et surtout, ce qui se trouve posé comme problème, c'est au fond *la prolétarisation du S.R.* : mener une campagne démocratique prolétarienne (ce que nous n'avons encore jamais fait à échelle régionale). Or cela suppose des méthodes, ce n'est pas simple. Quand les réticences et les oppositions au sein du S.R. vont être très graves, au lieu d'isoler la petite poignée de droitiers, nous mettrons pratiquement tout le S.R. dans le même sac en les traitant de « bronzés ».

c) Alors que patiemment on avait pu rétablir la liaison avec les éléments de l'ancienne gauche et entamé l'embryon d'un premier travail politique auprès d'eux, le groupe chargé du travail sur l'usine va peu à peu abandonner cette politique. En effet, le nombre des « maos biens » diminue soi-disant de jour en jour. Bientôt, il semble qu'il n'y en ait plus qu'un seul. Derrière cela se cache, bien entendu, la préférence de la petite bourgeoisie pour

le travail tout cuit et le mépris qu'elle a, au fond, pour les éléments qui ont perdu plus ou moins confiance. Or, que constatons-nous ? Certains éléments ne seront plus vus du tout (d'autres les verront donc à notre place, les syndicats par exemple), pour d'autres, s'ils ont la chance de voir des militants quelquefois, ils n'auront pas droit pour autant à savoir comment se développe la campagne à l'extérieur. Aucune tentative de bilan réel et autocritique sur août : on croit s'en tirer en leur balançant une autocritique écrite pour les maos...

Il faut bien mesurer la gravité de ceci : on abandonnait cette politique prolétarienne qui consistait à faire le travail politique auprès de l'ancienne gauche de l'usine de façon prolongée et systématique en ayant en tête que si en ce moment certains sont « découragés », ça se comprend plutôt, sutout parmi les Réunionnais. Ainsi, ne pas voir que ce qui les intéressait avant tout c'était : « qu'est-ce qu'on fait pour les copains » aussi bien sur le plan individuel que politique : c'est ne pas voir l'importance qu'il y a par exemple à voir tel copain réunionnais « simplement » pour discuter avec lui, et l'informer d'où en est la campagne. C'est être *égoïste*.

Dans le même temps, on attendra 10 jours avant de diffuser le premier tract que vient de rédiger un ouvrier de l'usine depuis l'encerclement...

Par contre on se demande « comment reprendre l'initiative à l'intérieur, d'autant qu'après tout, les sabotages, et bien finalement j'ai discuté avec certains qui trouvaient ça bien », etc.

Enfin, pendant la phase du mouvement de masse en août, les camarades ne craignaient pas de se pointer dans les cafés autour de l'usine pour discuter et filer des paquets d'affiches ou de tracts aux activistes de l'usine : les risques étaient pour les ouvriers. Après, les risques sont pour les camarades..., mais il n'y en a plus dans les cafés...

On le voit, la rectification est encore très fragile; nous décidons de poursuivre sous de nouvelles formes le mouvement d'assainissement idéologique. Au fond, la poussée « de gauche » n'a pas disparu. La mentalité « héroïque » du type « qui m'aime me suive » ne permet pas d'unir tout ce qui peut être uni. Pour percer, ça va encore, pas pour briser une campagne d'encerclement.

IV. — La ligne de masse, comme conception du monde. Méthodes de pensée et méthodes de travail

Comme il vient d'y avoir la première école de cadres intellectuels, cela va servir la région; d'une part pour nous inciter à pousser plus loin la critique de la gauche en apparence, et surtout, la connaissance de l'expérience chinoise rapportée va nous armer sur deux plans. L'ultra gauche est une arme aux mains de l'ennemi; d'autre part, la ligne de masse, ce n'est pas une recette, c'est une conception du monde.

Nous nous appuierons pendant cette phase sur le texte de Mao sur le Front Uni et sur les quelques leçons que l'on pouvait tirer à cette époque de la « diplomatie chinoise », tant sur le plan de la stratégie : isoler la petite poignée de réactionnaires dans le monde, que sur le plan tactique : utiliser toutes les contradictions aux seins de l'ennemi, et savoir utiliser les concessions positives à certains moments. Enfin, sur le plan des méthodes, « le coup du petit carnet ». En effet, nous lançons le mot d'ordre : que chaque camarade achète un petit carnet, et note systématiquement toute discussion avec les masses, toutes les réflexions, etc.

A. — *Le procès bourgeois.*

Nous avons vu que nous nous trouvions devant la situation suivante : ou bien on accepte la théorie de la défense individuelle, ou bien les avocats locaux retirent leurs billes. Certes, on peut se retourner vers des avocats parisiens, mais on voit bien comment cela pourrait être utilisé idéologiquement par l'ennemi.

Nous faisons donc une enquête plus précise sur la question des avocats. Il apparaît une première chose évidente : sur le terrain même de la justice bourgeoise, nous sommes faibles; pour l'instant, peut-être, mais nous sommes faibles puisque sur ce terrain précisément, ce n'est pas nous qui avons l'initiative. De plus, le niveau de conscience des prisonniers est très inégal, enfin, l'affaire est moche juridiquement, des dépositions ont été faites... Les avocats donnent bien le point de vue de la bourgeoisie quand ils nous expliquent les deux éventualités :

— ou bien le procès est très rapide et l'objectif que cherche à atteindre le pouvoir, ce n'est pas tant d'enfoncer les trois Réu-

nionnais que d'enfoncer les maos, qui peuvent être facilement discrédités aux yeux des masses si la campagne Brandt ne s'est pas encore développée;

— ou bien, nous avons le temps de faire une campagne et un tribunal populaire mais là, il y a beaucoup de chances pour que le pouvoir se rattrape sur un autre plan : si les masses sont alors largement mobilisées, il faut frapper dur pour ne pas donner envie à d'autres de faire pareil.

D'où la contradiction dans la tête des avocats, et même dans le S.R. entre défense individuelle et défense politique. Nous voyons que c'est un faux problème, car ce n'est pas dialectique, mais les avocats ne peuvent pas nous faire confiance a priori sur nos capacités de faire une réelle campagne tout en baisant l'ennemi. Donc, nous négocions en ayant en tête la chose suivante : Ce qu'il faut faire, c'est se donner les moyens pour qu'à chaque moment avant le jour du procès lui-même, on puisse transformer l'axe de la défense; pour l'instant, ce qu'il faut faire, c'est :

— se fixer pour objectif de mobiliser idéologiquement les prisonniers (lettres, rapports, visites, prise en mains de leurs problèmes matériels...);

— fournir le maximum d'éléments sur : Brandt = bagne, Claris = Salaud;

— mettre sur pieds un véritable dossier à la disposition des avocats, sur le travail passé ou en cours dans l'usine ou à l'extérieur;

— trouver la possibilité de témoignages solides;

— avoir des rapports réguliers avec les avocats.

Pour la question de savoir si le jour du procès on sera défensif : « Oui, on a fait ça, mais... » circonstances atténuantes (point de vue des avocats), ou bien offensifs (on revendique hautement nos actes), nous pensons alors qu'on n'en est pas là; on aura bien le temps la veille du procès. Essayons de gagner la deuxième demande de mise en liberté, appliquons les mesures pratiques, développons la campagne d'abord. Cette politique nous fait plus gagner qu'elle ne nous fait perdre, elle est juste.

B. — *Isoler la droite dans le S.R.*

Nous appliquons les mêmes méthodes : faire d'abord une enquête. C'est-à-dire que nous allons voir un maximum d'amis

et de camarades du S.R., principalement pour avoir leur point de vue, pour noter leurs questions, etc. Pas d'arrières pensées dans la tête; pour nous, à ce moment-là, la droite, nous la restreignons du point de vue de son quartier général, au maximum : une personne : un ex-liquido, extérieur à la région, dont les thèses politiques sont les plus systématisées du point de vue de la droite, et qui a été le plus loin dans les attaques anti-parti. Un, ça suffit, nous pensons que les autres sont soit des camarades qui se sont ralliés sur certaines positions de droite, du fait principalement de nos erreurs, soit des amis qui, *honnêtement*, soutiennent des points de vue contraires au nôtre. Si l'on sait d'une part que les maos avaient réussi à unir contre eux tout ce qui pouvait être uni, et que d'autre part, on se fixe d'abord comme objectif d'assainir le S.R., et ensuite de l'unifier au maximum sur des positions de gauche, cette démarche est juste.

D'ailleurs, elle confirmera la chose suivante : au fond le S.R., si on s'en donne les moyens, peut mener des campagnes démocratiques prolétariennes.

Dans la liste des griefs que nous recueillons, on peut voir qu'à aucun moment, des informations précises et complètes n'ont été données au S.R., ce qu'on lui donnait, c'était des tracts à distribuer et des signatures à donner. Nous prenons donc les mesures suivantes :

— fournir un dossier complet sur Brandt et sur Claris;

— faire un rapport sur notre travail sur l'usine et les luttes des maos de B. depuis le 1er août;

— préciser par écrit notre position politique;

— enfin une autocritique sur le fait que le nom et l'adresse d'une camarade du S.R., en guise de boîte postale, avait été indiqués sur un tract, sans son avis.

Tout ceci concerne *le travail politique* au sein du S.R. Mais bien sûr nous avons en tête le texte de Mao sur « Indépendance et autonomie au sein du front uni ». C'est pourquoi nous maintenons notre autonomie au sein de la campagne. C'est d'ailleurs ce que veulent beaucoup de nos amis. Ainsi, tout en assainissant le S.R. et en créant les conditions politiques pour le travail en commun, nous avons en tête la nécessité qu'il y a de maintenir des initiatives tactiques offensives : un enchaînement, des interventions de masse, une propagande correcte... Mais tout ceci dans l'idée d'aider tout le S.R. à participer à la campagne.

Petit à petit, comité après comité, c'est le S.R. dans son ensemble et en fonction de ses propres positions et de son propre niveau de conscience qui mènera la campagne jusqu'au bout.

C. — *Reprendre l'initiative à l'intérieur de Brandt, ça veut dire quoi ?*

Nous avons vu le mélange droite plus « gauche en apparence » qui dominait encore notre pratique.

C'est simple, à l'usine, depuis la terreur blanche, la gauche des masses est relativement isolée. De plus, elle est divisée.

Isolée sur la question du sabotage, dans la mesure où le dernier en date a donné l'initiative à l'ennemi et non pas aux masses; divisée, car une partie de la gauche ouvrière prend la relève des Réunionnais, mais ces derniers par contre sont largement sous le « choc » de l'arrestation pour des raisons évidentes.

D'où, si l'on a vraiment en tête le bilan d'août, il faut que l'on vise aussi à élargir le noyau de gauche et non pas le restreindre; mobiliser pas seulement la gauche, mais toute l'usine dans une situation de ce type; enfin il faut que les masses de l'usine sentent très profondément le soutien de la population. Le contre-encerclement est décisif. Du point de vue des maos, cela veut dire donner le maximum de pouvoir aux éléments de gauche dans l'usine.

Concrètement nous dégageons les mesures suivantes :

— pour l'ensemble des masses, le fait réel que la peur change de camp, doit devenir une idée consciente et une force matérielle. Notre propagande doit, de ce point de vue, être particulièrement offensive :

— régulièrement, informer l'usine du développement de la campagne (comme dira un ouvrier, « A la fin, on n'achetait plus le journal, il y avait les tracts ») ;

— revoir systématiquement et en particulier tous les anciens éléments de gauche qui ont perdu confiance;

— comprendre que briser l'encerclement autour de l'usine, c'est frapper sur les arrières de l'ennemi.

V. — Porter la guerre chez l'ennemi

A. — *L'apparition d'un bout de comité de lutte.*

L'application de la ligne de masse va porter ses fruits. Il va y avoir un bond dans la mobilisation populaire.

Dans l'usine, les ouvriers et les ouvrières relèvent la tête (montée au bureau, à la tôlerie); de plus, dans l'atelier de montage, où le pouvoir des chefs fascistes est fort, les ouvriers vont agir avec beaucoup de justesse politique : un chef était sympa, un peu trop même au goût de la direction fasciste, on veut lui faire des vacheries en lui donnant la responsabilité d'une nouvelle machine à sertir. Comme il est nouveau, il fait des conneries; pendant un moment, les ouvriers laissent faire (100 machines à laver de foutues, c'est toujours bon à prendre). Mais très vite, ils avertissent le chef sympa. Trop tard, le clan des chefs fascistes veut des chefs à sa merci, on le fait passer de chef de 3 chaînes, à sous-chef de 1 chaîne. Il sera remplacé par Baubbit, un polyvalent mouchard du patron. Les ouvriers sortent un tract pour le soutenir. *C'est fondamental : la lutte contre Claris et ses sbires devient une lutte juste et démocratique aux yeux de tous, ce n'est plus seulement lui ce salaud, c'est aussi qu'on se bat parce qu'on ne veut plus de chefs.*

Enfin le noyau de gauche s'est élargi et rédige lui-même ses tracts. Avant que la C.G.T. ne réagisse, le groupe des ouvriers maos appelle à la mobilisation le jour du procès (le premier). Les tracts sont si justes, si pleins de sentiments prolétariens que 100 à 150 ouvriers débrayent, à l'appel des ouvriers maos sans aucun soutien syndical et ceci, malgré une haie de chefs à la porte, et en face une haie de flics. C'est d'autant plus important que l'ennemi s'attendait à une intervention d'envergure sur l'usine venue de l'extérieur. Quelle n'est pas sa surprise quand, au contraire, c'est de l'intérieur que ça part et que trente ouvriers se rendent au procès.

Pendant toute cette période, la porte fut régulièrement tenue, et ceci malgré l'apparition d'une nouvelle tactique de l'ennemi.

B. — *Coup pour coup.*

En effet, l'ennemi, voyant le développement de la campagne, va précipiter les choses (procès convoqué le 12) et se prépare militairement. Après une période relativement calme du point de vue militaire (l'ennemi joue sur le silence), il va y avoir un renforcement de la répression : devant et autour de l'usine (flics et barbouzes se relaient) et sur les marchés.

Notre point faible est évident, le procès nous prend de court. Aussi allons-nous miser sur notre point fort : alerter la population.

VI. — L'IMPORTANT, C'EST DE FAIRE BIEN JUSQU'AU BOUT

Si nous réussissons correctement à systématiser les éléments nouveaux permettant de poser la question de la nouvelle démocratie à Lyon (dans l'usine comme sur la place publique) et ceci en minant les positions de l'ennemi : police, presse, etc..., par par contre, une nouvelle erreur sera faite lors du premier procès.

A. — *Le prolétariat a besoin de toutes les forces populaires.*

On sait que le mardi 12, au procès, il y avait beaucoup d'amis du S.R. dans la salle, les avocats, la presse, les lycéens, etc. et à l'extérieur 30 ouvriers de Brandt sont là attendant avec quelques amis. A la sortie, au lieu de réunir tout cela, en particulier du fait des journalistes présents, qui pourraient éventuellement ainsi interviewer directement des gars de Brandt, les maos présents ne prennent aucune initiative dans ce sens, et même iront jusqu'à proposer un petit rendez-vous, un peu plus loin, dans un petit café...

C'est très grave. Les ouvriers viennent de remporter une victoire magnifique : le jour du procès de 4 ouvriers, *100 à 150 ouvriers de l'usine débraient malgré la répression et 30 vont au Palais de justice malgré les C.R.S. et les civils.* Mais cet acte d'héroïsme a besoin de soutien : il fallait que les projecteurs soient centrés sur eux, en particulier du fait de la présence des journalistes. De plus, cela aurait permis d'imposer une image totalement prolétarienne de la campagne.

Les journalistes étaient là un allié précieux dont avait besoin le prolétariat.

Au lieu de cela, le silence va entourer leur débrayage et leur venue au procès, les isolant ainsi.

B. — *L'ennemi s'enfonce dans la brèche.*

Pour la direction de Brandt, il faut « écraser » l'acte d'héroïsme. Sur 4 plans les ouvriers vont subir cette offensive pendant l'intervalle des 2 procès.

a) *Silence total de la presse sur le débrayage.*

Aucune réaction syndicale (pas même de la C.F.D.T.) ou autre. Pour tout le monde, « ça n'a pas eu lieu », pas même pour le P.S.U., ou pour les avocats (qui ne pourront utiliser le débrayage pour illustrer la solidarité prolétarienne).

b) *Renforcement de la présence policière autour de l'usine.*

c) *Répression patronale.*

6 ouvriers de la Sofirel (sorte de boîte intérimaire plaçant des ouvriers à Brandt) seront licenciés « en douce » pour avoir débrayé. Les principaux activistes de l'usine seront l'objet de brimades systématiques sadiques : suppression systématique d'un quart d'heure sur la fiche de travail, augmentation du nombre d'opérations sur le poste de travail sur chaîne, etc.

d) *Répression syndicale.*

La C.G.T. fait alors sa réapparition par un tract violent attaquant les maos responsables de l'emprisonnement de 3 Réunionnais, et tente d'imposer, à une réunion où ils vont jusqu'à faire venir un avocat à eux, que la seule façon de « faire sortir » les prisonniers, ce n'est pas la voie du débrayage, du « coup de force », mais celle qui consiste à s'écraser, à pleurer misère. Certes, les Réunionnais refuseront toujours de signer quoi que ce soit qui attaque les maos, et c'est un très grand acte de résistance; mais toutefois, l'offensive idéologique réussira à isoler les Réunionnais qui se laissent influencer par cette propagande défensive ... dans le but d'aider les prisonniers.

Au milieu de tout ceci, le groupe des Algériens, qui a porté « à bout de bras » le travail dans l'usine pendant la période difficile, se retrouve découragé, isolé.

VII. — Un procès prolétarien
(Mardi 19 octobre)

Une fois de plus, l'échéance du deuxième procès va nous prendre de court; le premier procès, du point de vue du temps, le deuxième du fait de l'offensive de l'ennemi qui tentait de limiter au maximum la portée du procès.

A. — *Reprendre l'initiative.*

Nous faisons un stage avec les camarades pour bien montrer qu'aucune victoire n'est décisive et pour s'unifier sur l'erreur faite au Palais de Justice après le premier procès. Et nous nous efforçons de reprendre l'initiative.

a) *Dans l'usine.*

Dans l'intervalle des deux procès, nous diffusons un tract visant à dégager l'idée que seule la grande union des ouvriers et du peuple a permis de remporter les premières victoires. Mais surtout, nous nous unifions avec les activistes de Brandt sur la question de savoir qu'est-ce qu'on fait à l'usine le jour du procès :

— d'abord on lance un mouvement de soutien moral pour l'écriture et l'envoi de lettres aux prisonniers, pour qu'ils « aient bien le moral le jour du procès »;

— ensuite un ouvrier rédige une lettre au Président, qui sera diffusée dans l'usine afin de recueillir des signatures;

— surtout, on décide de lancer une nouvelle fois un appel à débrayer comme la semaine d'avant. Pourtant il n'y a aucune chance que la même chose se reproduise, surtout si l'on tient compte de l'offensive idéologique faite sur les Réunionnais par la C.G.T. Mais nous pensons qu'il est juste de lancer ce mot d'ordre pour les raisons suivantes :

— Nous ne sommes pas un «appareil». Les masses savent très bien que nous ne sommes pas une force de type syndical. Aucune chance pour qu'elles en veuillent à ceux qui n'ont pas été capables de réussir sur ce plan-là (c'est différent vis-à-vis d'un syndicat qui sabote une grève ou un mouvement). A la limite les masses s'en prendront à elles-mêmes et c'est bien. C'est bien qu'il y ait lutte de classe là-dessus après, pour savoir s'il fallait suivre le mot d'ordre des maos ou pas.

Ainsi le jour du procès, les Martiniquais, quelques Français et surtout les Algériens seront prêts à débrayer mais comme les Réunionnais ne bougent pas (à cause de la C.G.T.) le débrayage ne sera pas possible.

Cela entraîne une très forte lutte de classe, certains ouvriers traitant de « lâches » les Réunionnais; un jeune Réunionnais pleurera, etc. Sur cette base les masses feront leur éducation sur la question des deux voies. Nous y reviendrons.

b) *Sur le plan populaire :*

— d'abord la veille du procès, le S.R. vient devant l'usine une nouvelle fois malgré la présence des flics;

— mais surtout, nous essayons de consolider la victoire contre les flics, pour *la liberté de dire la vérité* en retournant sur les marchés, et les flics présents interpellent les diffuseurs et une nouvelle fois le « forum » politique aura lieu, permettant de renforcer la mobilisation;

— enfin nous consoliderons la percée sur la presse en regroupant au sein d'un embryon de *comité de résistance des journalistes*, les amis journalistes. Ce qui permettra d'avoir avant et après le procès une bonne place dans la presse régionale;

— le S.R., enfin, appelle pour le jour du procès, à se rassembler à la M.J.C. de Gerland (quartier de Brandt) pour... fêter la libération des prisonniers (cf. : tract qui est diffusé avant le procès). Nous espérons cette libération, mais elle n'est pas du tout acquise. Cependant si nous agissons de la sorte, c'est pour la raison « que c'est une question de justice » qu'ils soient libérés, que la seule attitude correcte de la magistrature, c'est de se plier à la volonté populaire.

C'est très important idéologiquement, le tract étant largement diffusé, il concrétise l'idée que le peuple n'est pas « passif », qu'il a fixé sa décision (libération) et que c'est à la justice bourgeoise de s'y plier. Cela montre de quel côté est réellement la justice. Un refus de la magistrature pour libérer nos camarades n'était pas gênant du point de vue de ce tract : ce n'est pas un tract qui « fait des prévisions », mais qui exprime clairement de quel côté est *le bon droit*, la justice. C'est pourquoi nous appelons les ouvriers et les gens (en particulier les gens de Brandt) à venir *arroser* (vins plus gâteaux) la victoire.

Malheureusement, à la sortie de Brandt, 6 cars de flics sont là, les flics à pied sont là pour intimider et empêcher les ouvriers de rester là; de plus, à l'entrée du quartier, 3 cars de gardes mobiles feront reculer beaucoup de monde : la fête n'aura pas lieu publiquement à la M.J.C., d'autant que les révisos s'opposent à l'ouverture de la salle. Mais ce ne sera pas grave. Le principal, c'est la victoire idéologique. Comme les 3 copains sont libérés, elle confirmera aux yeux des masses la thèse que la meilleure défense, c'est l'attaque, et qu'on a raison d'être optimiste quand le bon droit est de son côté.

c) *Sur le plan juridique.*

Un ultime effort est fait en direction des avocats pour définir dans le détail la ligne de défense et pour disposer d'un dossier de défense (d'accusation, en fait) offensif.

B. — *Le procès.*

Rappelons que l'alternative du procès, c'était :

— ou bien, c'est le procès des maos (irresponsbales, manipulateurs...) avec lourde condamnation financière, et la clémence pour 3 gars trompés, qui se repentent devant le tribunal;

— ou bien, c'est un « procès politique », le procès de Brandt et de Claris (victoire idéologique pour les maos) mais alors forte condamnation d'emprisonnement pour les Réunionnais, afin de faire un exemple.

Et bien, ce ne sera ni l'un, ni l'autre, mais les avantages des deux à la fois. C'est-à-dire que c'est indiscutablement *le procès du bagne Brandt et de Claris, le tortionnaire* (la cour et même la « partie civile » le reconnaît : « Ce n'est plus le procès des 4 saboteurs, mais le procès politique de l'usine ! ») et en même temps les peines sont très faibles (2 mois avec sursis et 5 mois dont 2 avec sursis pour le 4e). »

Il est bon de noter que le procureur a attaqué notre camarade en reprenant la lettre de la C.G.T. (« les véritables responsables, ce sont les groupuscules gauchistes ») alors que sur le plan des faits, rien ne pourra être retenu contre lui. C'est aussi le procès du racisme et de la politique d'immigration des « négriers modernes ». Mais pas autant que si cet élément avait été plus présent dans notre campagne et notre souci de reprendre l'initiative auprès des Réunionnais plus grand. Mais surtout, l'élément principal, c'est l'attitude et la déclaration des prisonniers. On se souvient du manque de préparation idéologique faite auprès d'eux pour la préparation du sabotage et des conséquences idéologiques que cela avait entraîné face aux flics et au juge d'instruction.

Ici, au contraire, nos camarades font une déclaration héroïque, revendiquant hautement leurs actes (ils ne pouvaient plus nier du fait des dépositions), dénoncent tout à la fois, les conditions d'arrivée en France, l'aspect concentrationnaire de Brandt, le terrorisme de Claris, etc., expliquent en quoi leur acte était *juste*

et *nécessaire* (il s'agit d'un sabotage !) et disculpent complètement notre 4e camarade. Dans la salle, nous en aurons les larmes aux yeux (ils risquent 2 ans).

Du coup, un des avocats fait l'apologie du sabotage : « c'est un instant de liberté que l'on savoure; un quart d'heure d'arrêt de chaîne, c'est l'évasion de cet enchaînement à la machine qui broie l'homme toute l'année... ». Enfin, quand l'autre avocat sortira du dossier un rapport de police concernant une affaire ancienne, le patron de Brandt, présent dans la salle, sera *rouge* de honte. Cette affaire, c'est la torture par les barbouzes de Claris, d'un manœuvre tunisien, pour lui faire avouer le nom du responsable d'un « accident » qui avait eu lieu au moment de la campagne Geismar (un fenwick avait été lancé sur la voiture d'un cadre supérieur). Un des barbouzes, devant la police (une plainte avait été déposée, sans suite bien sûr) avait refusé de signer une déclaration écrite en disant : « pas question, Claris nous a embauchés pour faire la surveillance de l'usine, maintenant que ça tourne mal, il nous laisse tomber, eh bien, moi aussi, je laisse tomber ! ».

Les vrais responsables étaient désignés : nos camarades étaient innocents aux yeux de tous les gens honnêtes.

VIII. — Consolider sur-le-champ

Bien sûr nous faisons la fête avec les camarades libérés. Mais il ne s'agit pas de s'endormir sur ses lauriers.

A. — *Pour le S.R.*

La campagne continue, d'abord pour exploiter le scandale du 4e copain (il est condamné sur la base de rien, mais comme « auteur intellectuel » et ceci sans même le recours à la loi anti-casseurs...).
(Sur ce plan la prise en main de cette partie de la campagne ne sera pas effective.)

De plus, cette campagne donne des idées au S.R., des idées prolétariennes pour continuer la lutte tant sur le plan du procès de la police qui s'est illustrée au cours de cette campagne, que sur d'autres plans (usines).

B. — *Pour l'usine Brandt.*

Il nous est posé trois questions au sortir du procès :

— en direction des Réunionnais. Nous allons nous appuyer sur les 3 copains libérés qui sont fortement mobilisés et qui entament minutieusement la lutte de classe auprès de leurs compatriotes contre les idées de la C.G.T.

Ce sera très positif. D'abord ça démarre en collaboration avec les copains algériens qui, au début, ne voulaient même plus parler à des «lâches» (les Réunionnais n'avaient pas voulu débrayer). « Pas d'unité sans lutte, pas de lutte sans union », la voie de gauche reprend le dessus chez les Réunionnais.

Ils décident de baiser la C.G.T. qui veut redorer son blason en proposant une collecte. La tactique de la C.G.T. est alors de se poser en défenseur des 3 ex-prisonniers (proposition d'argent, de logement, de travail, etc.). Il est difficile de refuser la collecte systématiquement, de la faire de l'intérieur seul et même de faire une collecte S.R. sans avant avoir totalement discrédité la C.G.T. aux yeux des Réunionnais de l'usine.

La C.G.T. propose une réunion pour la collecte ? On dit : très bien, à trois conditions :

- c'est les ouvriers qui tiennent la « casquette »;
- c'est une collecte pour les *4* camarades (le 4e est mao);
- on garde *tous* les sous.

La C.G.T. refusera, et ainsi s'isole aux yeux de tous. Le comité de solidarité morale et matérielle de Brandt fera alors appel officiellement au S.R. pour diffuser le tract du comité et faire la collecte. Le S.R. accepte !

De plus les 3 copains libérés vont devant l'usine pour saluer et remercier les ouvriers pour tout ce qu'ils ont fait. Ils rédigent également une lettre à l'adresse des ouvriers, particulièrement offensive, pour appeler à continuer la lutte et rétablir la vérité sur leur arrestation et les raisons de leur acte.

— Le troisième problème c'est celui de la poursuite de la lutte dans l'usine. Un ouvrier pose malicieusement la question : « Alors, qu'est-ce qu'on fait, on resabote ? » Posant ainsi la question du comment ? (tirer les règles du précédent) et du *pourquoi ?* (le but de notre lutte dans l'usine = problème du programme du comité de lutte !);

— enfin, bien sûr, pour personne, la campagne n'est terminée, Claris, c'est un salaud...

IX. — Conclusions

A. — La première chose que cette campagne nous a montré, c'est que l'*on peut toujours se sortir d'une situation difficile.* Mais à deux conditions :

- avoir de bonnes méthodes de travail;
- avoir une « certaine façon de voir les choses ». Cela s'appelle la ligne de masse.

a) Pour les méthodes de travail avoir toujours en tête les trois points :

- *enracinement* RÉEL dans les masses (connaître et être connu des gens);
- savoir prendre au bon moment des *initiatives offensives tactiques* (exemple : un enchaînement, un appel au débrayage pour le procès);
- faire le *travail politique* nécessaire (dans nos rangs, dans le S.R., dans les groupes ouvriers);

b) Mais pour ceci il faut toujours garder en tête que les masses doivent s'approprier notre politique et nos initiatives : exemple : quand on dit la vérité (sur tel bagne ou tel salaud), il faut que les masses aient le moyen de *contrôler. Avoir l'assentiment des masses, c'est important.*

B. — *Les masses ne donnent pas leur assentiment sur n'importe quoi.*

Il faut appliquer la ligne de masse au service d'une ligne politique juste.

C'était dans notre cas savoir faire apparaître correctement le *bon droit* aux yeux de *tous* (même du « policier-citoyen ») afin d'isoler au maximum l'adversaire.

Cette justice, ce bon droit pouvant apparaître, d'abord parce que nous avons *frappé* l'ennemi (sabotage et surtout Claris-le-maillon-faible); mais aussi parce que, à chaque étape, les masses

ont fait *elles-mêmes* le lien entre fascisme dans l'usine et fascisme dans la rue — liberté dans l'usine et liberté dans la rue.

« LA DÉMOCRATIE, ÇA EXISTE PARTOUT, OU ÇA N'EXISTE PAS DU TOUT. »

C. — *Ligne de masse, ligne politique, mais aussi ligne militaire.*

Pour briser une campagne d'encerclement, il faut faire une campagne de *contre-encerclement* : pour se défendre, il faut attaquer.

Cela est vrai pour l'« axe » de la campagne (il faut juger Claris), mais aussi pour tous les jours, savoir répondre du tac au tac à chaque moment. Répondre du tac au tac par une contre-attaque militaire, ou par une conférence de presse, par un enchaînement, par un article de presse, ou par une négociation.

Mais en ayant en tête qu'il n'y a pas de « bataille décisive » mais que nous menons une guerre *prolongée* contre l'ennemi de classe.

Novembre 1971.

B - RAPPORT D'ENQUÊTE SUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMITÉ DE LUTTE A L'USINE BRANDT.

Ce que nous voulons montrer dans ce rapport, c'est « des petits trucs »; montrer ce qu'a été, après la campagne populaire sur Brandt, l'enracinement du travail politique dans les ateliers; montrer les problèmes des camarades du comité de lutte pour transformer « un courant d'opinion favorable », un mouvement idéologique de masse, en force matérielle, c'est-à-dire en groupes d'ouvriers menant une lutte prolongée.

I. — Désherber autour de Claris :

Au sortir de la campagne, un problème très précis se posait aux maos qui travaillaient sur l'usine et au petit noyau d'ouvriers qui s'était dégagé : « qu'est-ce qu'on fait maintenant ? ».

En effet, la question que des tas de gens se posaient c'était : « Bon, maintenant il a été « jugé » par une large partie du peuple (sur les marchés, dans les usines, dans le quartier de l'usine, à l'usine, etc.), et même par une partie de la bourgeoisie (la presse, le tribunal bourgeois, et même certains flics !); vraiment pour tout le monde, c'est un *salaud !* Il faut lui casser la gueule ! »

De quelles forces disposait-on ?

Bien sûr, un très grand courant d'opinion démocratique; une confiance nouvelle était née chez les travailleurs de l'usine à la fois en eux-mêmes et dans le groupe mao; plus particulièrement chez les immigrés (créoles, algériens, etc.); la déconfiture du

syndicat était grande : au point « d'oublier » l'affaire Brandt et les arrestations dans son bilan de fin d'année. Une trouille réelle agitait les fascistes de la boîte; enfin un petit groupe d'ouvriers s'était organisé dans l'usine.

Et en face ?

Bien entendu ils n'étaient pas inactifs. Le renforcement de l'appareil fasciste existait toujours (renfort des gardes, des mouchards, police privée...) même si tout cela est très défensif; et bien sûr la police était sur le qui vive.

La contradiction :

Juste après le procès et la libération des camarades, nous étions en face d'une contradiction réelle, née de la campagne populaire faite autour de Claris et du bagne Brandt :

— du point de vue de l'extérieur, il était juste et possible qu'un groupe d'ouvriers exécute la « sentence » populaire : « c'est un salaud, il faut lui casser la gueule ». L'action aurait été parfaitement comprise, par des fractions très larges de la population, car répétons-le encore une fois, un véritable courant d'opinion très large s'était constitué contre Claris et Brandt;

— du point de vue de l'intérieur de l'usine, le sentiment qui dominait était différent : « le développement des forces de l'intérieur est encore fragile; il faut d'abord « désherber autour de Claris ».

Cette contradiction reflètait la différence de degré de développement à l'intérieur et à l'extérieur.

Résoudre la contradiction avec un point de vue de classe :

La petite bourgeoisie résout dans sa tête très facilement les problèmes :

— soit elle est de droite : « on ne peut rien faire tant que la population ne prend pas elle-même en main le jugement de Claris » comme si les gens allaient « comme ça » se prendre Claris et le juger spontanément;

— soit elle est « de gauche » en apparence : « qu'est-ce qu'on attend pour lui casser la gueule, c'est le moment ! ».

Si au contraire on a en tête les intérêts des ouvriers de Brandt et pas ses propres envies, alors on enquête auprès des ouvriers de l'usine et on fait une analyse de la situation concrète.

« Pour frapper Claris, il faut avoir du ressort dans l'usine. Commencer par petit. Prendre des petites initiatives dans chaque atelier, avec des actions contre un mouchard, ou un chef salaud, etc. pour être capable de frapper gros sur Claris, sans se faire écraser après l'action. Cette action ne doit pas amener la terreur contre les ouvriers dans l'usine. Pour cela il faut que nous, les ouvriers, on commence par frapper ceux qui entourent Claris, ceux qui sont en bas. » Voilà ce que nous dit un ouvrier de Brandt.

L'action en question, ce n'était pas une « petite action de milice », c'était donc quelque chose que les ouvriers dans leur majorité ne pouvaient pas reprendre à leur tour (c'était une action du domaine d'un groupe spécial de la milice) et qui donc nécessitait de solides arrières dans l'usine, car les coups très durs portés à l'ennemi entraînent nécessairement sa réaction.

De plus la première victoire sur Claris, au moment du procès, avait libéré l'initiative des ouvriers dans l'usine : débrayage massif autonome, attitude offensive par rapport aux chefs, mouvement de ras le bol sur les cadences... et surtout « conquête partielle de la parole » dans les ateliers. Ce mouvement, il fallait l'encourager; s'y fondre pour le renforcer. D'autant que des problèmes précis, quotidiens, se posent aux ouvriers : ne pas laisser la direction relancer l'accélération des cadences, en particulier s'opposer à une mesure de « récupération » des jours fériés, etc.

Donc, utilisons la première victoire sur Claris pour transformer les « petites masses en grosses masses », consolidons les acquis dans les masses, développons les comités de lutte d'atelier, avant de frapper un grand coup, « *désherbons autour de Claris !* ».

II. — Il nous faut un programme

Désherber autour de Claris, ça veut dire ce que ça veut dire : nettoyer l'une après l'autre les mauvaises herbes qui entourent quelque chose. Pour maintenir son pouvoir, une direction d'usine dispose apparemment de beaucoup d'armes dans l'usine (ne parlons pas des autres) :

— une armée de chefs à sa solde;

— une armée de mouchards;

— un rythme de production propre à écraser l'ouvrier;

— l'ignorance, la ruse, l'anarchie de la production, qui permettent les « accidents du travail »;

— l'isolement des ouvriers;

— des syndicats vendus;

— le racisme.

Ça fait beaucoup ? Oui et en même temps tout cela est bien fragile. En effet, nous nous fixons comme objectif : tous ces points, c'est autant d'herbes qu'il faut arracher. Commençons patiemment à regrouper les ouvriers dans les ateliers sur tous ces points menons des luttes.

Nous avons un petit bout de comité de lutte, et bien constituons des petits bouts de comité de lutte dans « chaque » atelier.

Sur tous ces points nous allons donner un exemple afin surtout de dégager les méthodes de travail utilisées, le processus en cours. Mais avant précisons deux points :

— *les formes de lutte.*

Il faut montrer que plus que jamais on soutient les ouvriers qui sabotent : le sabotage, c'est bien, les arrêts de chaînes, les coules aussi. Mais ne laissons pas à la C.G.T. le monopole des autres formes : par exemple le débrayage ou la pétition, ça peut être de gauche (la campagne l'avait montrée). De plus ce n'est pas parce que le mot d'ordre que l'on se fixe c'est : transformons le C.L. actuel en petits bouts de comités de lutte d'atelier, qu'il faut abandonner certaines luttes d'ensemble :

— *une idée motrice.*

Tous les points du programme que se fixe le comité de lutte doivent avoir un point commun : à Brandt on ne respecte pas l'ouvrier, tout vient de là pour les masses. Donc sur chaque point (maîtrise, mouchards, production, accident, pas d'information entre les ateliers, syndicats, racisme, etc.), il faut montrer qu'au fond, « ce que nous voulons, « c'est le respect de l'ouvrier ». Les ouvriers doivent être les maîtres de leur travail. On veut qu'à l'usine ce soit démocratique. Cette démocratie-là, on peut l'imposer ».

III. — Un débrayage, si on en profite, pour installer la démocratie dans l'atelier, ça peut être de gauche

Claris voulait faire récupérer les jours fériés : une heure de plus tous les vendredis. Les ouvriers ne veulent pas : « On sort comme d'habitude. » La C.G.T. appelle à un débrayage avec toute une série de revendications. Au montage, à l'habillage, à la tôlerie-émaillerie, les ouvriers du comité de lutte appellent à sortir *comme d'habitude* sur le thème : « pas de cadeau pour Claris, pas de travail en plus ! ». Après le premier débrayage les ouvriers vont voir des copains du comité de lutte pour comprendre pourquoi ils n'appellent pas par tract. Les camarades rectifient et dans un tract ils appellent à sortir *tous les vendredis à 16 heures*, comme d'habitude : « Claris tu n'abuseras pas de notre repos. » Le vendredi suivant sera suivi encore plus massivement. Cela grâce au travail politique de préparation auprès des ouvriers pour qu'ils débraient. Par exemple en popularisant les idées justes :

— Claris dit que c'est pour l'avenir de l'entreprise, mais nous ce qui nous intéresse, c'est l'avenir des ouvriers... Pas de pont, pas de récupération.

Mais aussi le tract qui appelait donnait de nombreux détails sur la manière dont s'était passé le premier débrayage dans cerce qui nous intéressent, c'est l'avenir des ouvriers... Pas de pont, pas de récupération.

Mais aussi par ce que le tract qui appelait donnait de nombreux détails sur comment c'était passé le premier débrayage dans certains endroits : on ne fait pas que débrayer, par exemple à la tôlerie on fout un peu la merde, on se rassemble, on discute, on siffle les 4 ouvriers qui étaient restés; ou bien, comme les gars de la journée, on en profite pour passer dans les ateliers et aller saluer ceux du soir, les encourager, etc. Ça indiquait, qu'un débrayage, quand les ouvriers et les ouvrières le prennent en mains, ça peut être bon.

Pour la première fois à Brandt les Turcs ont « tous » débrayé, alors que jusqu'à présent ils n'avaient que très peu participé aux luttes. Ils ne comprennent pas le français. On discute peu avec eux mais par gestes on se comprend : « Vous, les Turcs, beaucoup de boulot, la paie rien du tout. » Le jour du débrayage,

un chef engueule un Turc parce qu'il avait laissé passer des machines sur la chaîne; le Turc lui répond : « Dégage, dégage !... Nous, les Turcs, c'est fini, on va partir en Allemagne. » Et le soir, devant le chef, ils se font signe pour débrayer tous ensemble, un peu avant tout le monde. Depuis, quand un chef vient emmerder un Turc, celui-ci croise les bras, laisse passer les machines sur la chaîne jusqu'à ce que le chef se tire.

Le syndicat, c'est pas la démocratie.

La C.G.T. appelle à débrayer pour sa longue liste de revendications et appelle *seulement* pour le vendredi qui vient. Le vendredi suivant, redite : « si le patron n'accepte pas nos revendications, nous débrayons vendredi ». Puis un vendredi elle appelle : « Redoublons l'action pour nos revendications; débrayons à 15 heures. Ça risque de foutre en l'air le mouvement car les ouvriers se foutent des revendications de la C.G.T., ce qu'ils veulent c'est sortir *comme d'habitude* à 16 heures et pas à 17 heures pour récupérer. En appelant à sortir à 15 heures elle cherche à diviser les ouvriers. En amenant sa liste de revendications, elle ne respecte pas la volonté des ouvriers.

Résultat, le syndicat va apparaître comme un groupuscule; pour la retraite à 60 ans, la C.G.T. ne réussira à faire débrayer que quelques ouvriers : exemple, à l'habillage TROIS ouvriers seulement ! ! !

Le comité de lutte, c'est la démocratie.

Puisque la volonté des ouvriers c'est « on sort comme d'habitude » le C.L. appelle à sortir tous les vendredis à 16 heures pour faire respecter cette volonté. On dit à Claris : c'est les ouvriers qui décident. De plus, les ouvriers veulent savoir ce qui se passe dans les autres ateliers. Le C.L. raconte à tous comment le débrayage se passe. Ça encourage les ouvriers à la lutte, les ouvriers commencent à se faire respecter, c'est tout.

IV. — Diviser le camp des chefs. Utiliser la menace et la dérision

Le développement de la contradiction entre chefs salauds et chefs sympas, apparue pendant la campagne, s'est poursuivi. Chaque chef sympa fait alors l'objet d'une considération parti-

culière des ouvriers qui ne loupent pas une occasion de le dresser contre les chefs salauds :

— au montage, par exemple, un Réunionnais s'était fait vider. Un comité de lutte réunionnais sort un tract s'attaquant au chef responsable. Comme ça venait après la campagne qui avait mis en lumière la répression contre les Réunionnais, il a pris peur et a dû croire qu'il allait remplacer Claris dans la ligne de mire. Pendant un temps il se tient tranquille. Au lieu de gueuler directement après un ouvrier, il n'ose plus, il envoie le contremaître à sa place.

« *Quand un chef n'a plus d'autorité, il ne sert plus à grand-chose.* »

L'idée surtout, c'est « les énerver au maximum ». Par exemple, systématiquement, quand un chef veut faire faire telle ou telle opération en plus sur la chaîne, on refuse. Alors, ils font remplacer par un mouchard : c'est fou le temps que ça fait perdre...

Parfois c'est le contraire, ils veulent vexer les ouvriers en mettant les femmes pour diviser, pour montrer qu'elles vont plus vite. Les ouvriers font alors exprès d'aller très vite, pour ensuite... aller aider les femmes... par galanterie : tout le monde rigole, sauf les chefs.

Maintenant, quand les ouvriers veulent quelque chose, par exemple un gant; avant, rien à faire; maintenant, le gars il ne travaille pas jusqu'à ce qu'il l'ait, si ça résiste, il fait un scandale, les autres le soutiennent.

« Avec le comité de lutte, on rigole maintenant et c'est les chefs qui les mouillent. »

V. — Contre les mouchards montrer la force des ouvriers ? leur faire gouter les risques du métier, inviter les autres a laisser le métier de putain

L'idée, c'est d'associer le plus de gars à la confection de la liste et de choisir les plus salauds ou les plus symboliques. Mais avant de dénoncer un mouchard, on laisse sa chance au mec. Par exemple, un Réunionnais commençait à moucharder; des ouvriers réunionnais lui donnent un avertissement et un ouvrier se charge

de le surveiller. Car il ne faut pas se tromper, quand on dénonce un mouchard, il faut que se soit l'occasion pour tout l'atelier de s'exprimer sur ses méfaits. On prend comme cible les mouchards les plus connus, ensuite les secrets.

Exemple : une fois dans la cour après la cantine, un gars demande : « mais c'est qui Boullard (mouchard dénoncé par tract) ? ». Et ceux qui le connaissent entraînent tous les ouvriers pour courir derrière lui. Il sera obligé de changer de poste, et de toute façon, il est « grillé ».

Un autre mouchard, manquant sûrement de sang-froid, va voir les gars de son atelier et dit : « mais moi je ne suis pas raciste, je ne suis pas contre vous... », il s'est vendu devant tout le monde, et les gars lui disent : « mais personne t'a rien dit... ».

Un mouchard, ce qu'il faut, c'est l'humilier. Par exemple, un gars jette une boîte d'allumettes un peu plus loin et dit très naïvement au mouchard : « tiens, tu veux pas me la passer ? ». Comme le mouchard est censé ne pas en être un, il est obligé de se baisser et pourtant tout le monde, le mouchard compris, a compris le manège et se fout de sa gueule. Cela veut dire on sait que tu es un mouchard, on t'a à l'œil.

Les mouchards quand ils sont dénoncés et grillés, plus personne ne discute avec eux et ils ne peuvent plus rien rapporter aux chefs. Ils ne voient plus rien. Certains même (de guerre lasse ?) arrêtent de moucharder et même certains commencent à se révolter contre les chefs. Ils ont honte d'avoir été mouchards. A l'habillage, l'un d'entre eux va jusqu'à dire : « je t'assure, je ne suis pas un mouchard, tu me crois, hein ! ».

VI. — Pour lutter contre la production, il faut unir toute la chaine

A l'habillage, un gars se casse un bras. Le chef fait exprès de faire traîner les choses, il écœure tous les gars de l'atelier. L'ouvrier réussit finalement à se faire hospitaliser non sans mal. Un comité se met alors en place dans l'atelier pour faire un tract sur l'accident « mieux vaut une machine esquintée qu'un ouvrier esquinté ». L'écho du tract, la haine des gars contre le chef sadique va permettre à l'atelier de s'organiser contre la production :

Le mot d'ordre qui circule « Lafond (le chef en question), on n'oublie pas, on te surveille ! ». Comme celui-ci se met dans la tête d'augmenter la production, les ouvriers du comité font une affichette contre Lafond et ses deux larbins : « Lafond, si tu veux ta production, amène ta femme, ta mère et toute ta famille. » Le collage est organisé massivement, des ouvriers complètent les affichettes collées : ils écrivent dessus le nom des deux larbins dont il n'y a que les initiales, et en rouge, « Lafond, dangereux ». Il va donc avoir du mal à augmenter la production : quand elle est finie, « on fait une dizaine de machines pour préparer le lendemain, mais après on arrête la chaîne. Les chaînes seront même arrêtées par des Portugais, qui d'habitude ne l'arrêtaient mais continuaient jusqu'au bout. Si le chef vient la remettre en marche, on l'arrête aussitôt. Un jour, on avait fini à moins le quart; on arrête donc la chaîne. Le chef vient la remettre en marche; aussitôt elle est arrêtée. Du coup, le chef propose : « c'est moins le quart, faut la mettre en marche de temps en temps puis l'arrêter ! ».

VII. — Quand il y a un accident c'est a tout l'atelier de faire l'enquête

A la tôlerie, un gars se coupe un doigt. Des ouvriers se précipitent pour aider et savoir comment ça s'est passé. Le chef les renvoie en disant : « laissez, ça ne vous regarde pas ». Plusieurs ouvriers se regroupent alors et forment un comité de lutte pour savoir ce qui s'est passé : un ouvrier va voir le voisin de l'accidenté et fait le plan de l'accident, un autre va prévenir les copains de l'accidenté, d'autres vont dans le bureau pour demander au blessé quand il revient de l'hôpital comment ça s'est passé, un autre se renseigne sur les accidents récemment survenus, etc. Toutes ces informations sont regroupées dans les heures qui suivent l'accident, et un tract est fait pour être diffusé le lendemain qui donne les circonstances réelles de l'accident. « Un doigt coupé ce n'est pas normal » titre le tract.

Quelques jours après l'accident, Claris vide un gars de l'émaillerie qui avait parlé de l'accident sur un marché. Ce n'est pas le C.L. de l'usine qui répond à ce licenciement, mais le comité tôlerie-émaillerie. Le comité d'atelier fait un tract qui se termine

par un appel aux autres ateliers : « Nous, les ouvriers de l'équipe tôlerie-émaillerie, nous vous dirons toujours ce qui se passe. Vous, les ouvriers du montage, il faut nous dire tout ce qui se passe au montage. »

Quelques jours plus tard un groupe d'ouvriers du montage répond à cet appel et s'organise pour briser l'isolement entre les ateliers.

VIII. — Isolement et information

L'exemple précédent montre comment la soif de savoir ce qui se passe, le besoin d'en discuter avec les autres sur la chaîne, peut être le début d'un regroupement des ouvriers. La circulation d'un petit tract d'atelier faisant connaître une « information subversive » peut déclencher non seulement le débat de masse, mais aussi donner lieu à un début d'organisation des masses. Ainsi l'ancien comité de lutte (qui existe toujours mais regroupe surtout la gauche des ouvriers) a donné naissance dans certains ateliers à des comités d'ateliers.

Mais dans tous les ateliers, il y a un responsable de chaîne ou d'atelier qui a comme fonction principale, avec un, deux ou trois copains de recueillir l'information de sa chaîne ou de son secteur d'atelier, et dans l'autre sens, de faire savoir ce qui se passe. Dans une boîte fasciste, c'est très important.

IX. — Respecter l'autonomie des nationalités

• Un comité anti-raciste : La circulation du bulletin de l'A.P.L. sur Djellali Ben Ali a provoqué une telle mobilisation dans l'usine, qu'un groupe de travailleurs arabes s'est dégagé à partir de là et, à l'extérieur de l'usine, a commencé un travail dans les foyers dans le cadre du Comité palestinien, par la simple circulation du bulletin de l'A.P.L. Dans les cafés ou les foyers, ils organisent des mini-meetings de 200 à 250 personnes pour expliquer Brandt et surtout le racisme à Lyon. « Dans les cafés ça commence parfois par la guitare et le tam-tam, puis on forme des groupes et on parle de tout le racisme dans les usines et les foyers, on lit ensemble la cause du peuple et Fedaï. »

Le lendemain de l'agression de travailleurs immigrés par des groupes racistes armés de lance-pierres, un groupe d'ouvriers arabes de Brandt se répartissent pour aller enquêter auprès des agressés. Ils mènent l'enquête et ensuite tiennent des réunions dans les cafés ou les foyers proches. Un début de comité antiraciste se crée avec les responsables de chaque foyer ou café.

• *Un comité de lutte Réunionnais, Martiniquais, Guadeloupéens.*

Les Réunionnais étaient directement concernés par la campagne et le procès puisque trois de leurs camarades étaient emprisonnés. A partir du comité de lutte de Brandt, un comité de lutte créole se constitue (essentiellement des gars de Brandt au début). Ils rédigent et diffusent un premier tract attaquant le racisme de Claris, le licenciement d'un Réunionnais, l'exploitation du « Bumidom », etc. Des ouvriers créoles d'autres usines ou hôpitaux sont intéressés par ce tract. Ceux de Berliet, en particulier, entrent en contact avec leurs frères de Brandt. Ils s'organisent ainsi pour diffuser les tracts là où les ouvriers créoles sont nombreux. Ils s'entraident ainsi pour les diffusion des tracts créoles, mais sur cette base par exemple, les créoles de Berliet rejoignent à leur tour le comité de lutte de Berliet.

Le comité de lutte créole intervient alors dans les foyers comme à Villeurbanne, par exemple où les filles ont occupé leurs locaux pour protester contre les conditions d'hébergement. Il intervient également sur les marchés pour expliquer à la population française leurs problèmes.

X. — Conclusions

Les camarades de Brandt ont donc su résoudre les problèmes de l'après-campagne en théorie et en pratique : la théorie et la pratique du désherbage.

Après une offensive de front avec l'ennemi au moment du procès, cela correspondait à une tactique de dispersion dans les ateliers tout à fait nécessaire.

Mais de nouveaux problèmes surgissent alors et qui ne sont pas résolus encore dans la vie. En effet, la « dispersion » est un *moment* particulier de l'affrontement, celui qui prépare la « concentration ».

L'éclatement du travail politique dans les ateliers doit être la préparation à une nouvelle bataille centrale. Faute de quoi on serait condamné à l'immobilisme, donc à l'anéantissement.

Le problème secondaire, c'est : se donner les instruments nouveaux de cette bataille centrale. Édifier à partir des comités ou des réseaux d'activistes, des noyaux maoistes capables d'impulser les batailles d'ensemble.

Décembre 1971.

HAUTMONT : L'EXPÉRIENCE DE LA NOUVELLE DÉMOCRATIE

1. — Une victoire de la ligne du déplacement stratégique[1]

On ne peut comprendre ce qui s'est passé à Hautmont[2], c'est-à-dire un mouvement de masse et une explosion populaire d'une richesse incroyable, partis d'une petite initiative d'un groupe mao au départ très faible, que par le fait que ça se passe dans une ville-usine, où les problèmes de la lutte de classe se posent de façon directe, tranchée, où la moindre lutte débouche directement sur les questions essentielles : l'usine, le rapport de force direct entre bourgeoisie et prolétariat.

A Hautmont, comme à Sochaux, comme dans les mines, tout se détermine en fonction du prolétariat. Le poids de la petite-bourgeoisie est nul. On est soit dans le camp des ouvriers, soit dans le camp des patrons. Impossible de « nager entre deux eaux ». Et quand on est dans le camp des ouvriers, c'est toute la force du prolétariat qui nous pousse, « c'est la révolution qui s'avance ».

1. Déplacement stratégique : déplacement des forces militantes vers les villes-usines et les régions-usines. « Dans ces régions, les partisans, à partir de l'arrière que constitue l'usine, mènent la lutte violente de partisans pour unifier le peuple, pour constituer autour d'eux des groupes populaires de partisans; ces groupes s'édifient en se battant sur des fronts variés : logement, loisirs, transports, lutte contre la vie chère... »

Cahiers de la Gauche Prolétarienne. Mai 1970.

2. Ce texte fait le bilan du mouvement de masse déclenché à Hautmont par la grève de la faim de trois maîtres auxiliaires exclus, pour raisons politiques, d'un C.E.S. (Septembre-octobre 1971.)

C'est pourquoi la leçon essentielle qui sera en filigrane tout au long de ce bilan, c'est :

> *Il faut s'établir dans les villes-usines et y tenir, coûte que coûte.*

Malgré les difficultés, la répression, les problèmes matériels et le découragement que ressent souvent le militant d'origine petite-bourgeoise devant une tâche qui lui semble une montagne.

2. — Hautmont et la vallée de la Sambre

La vallée de la Sambre est une vallée sidérurgique : sur 40 km, d'Aulnoye à Jeumont, c'est une suite d'usines de sidérurgie et de métallurgie lourde, tenues par les gros de la sidérurgie : Vallourec, Usinor, La Providence (trust belge : Cockerill Ougree), De Wendel-Sidelor, Schneider...

Les conditions de travail et de vie sont restées dignes du XIX[e] siècle :

— Dans l'usine, c'est l'enfer : un travail souvent très pénible physiquement, du vieux matériel, des accidents de travail à la pelle, le bruit, le froid de l'atelier immense ouvert à tous vents et la chaleur insupportable du haut fourneau, le travail en continu par poste de 8 ou 9 heures (y compris la nuit), le tout avec des salaires de misère (4 et 5 F de l'heure pour l'O.S.) qui obligent à faire des heures supplémentaires, parfois même double poste (16 heures dans la même journée) ou de retravailler en dehors de l'usine 4 à 5 heures de plus par jour.

— Dans la ville, c'est encore la vie absolument asservie : il n'y a rien, que la cité noircie par les fumées d'usines, pas de loisirs, pas de vie collective, rien... Les jeunes traînent dans les rues et les cafés, complètement désœuvrés, tandis que les gens mariés passent toutes leurs soirées devant la télé. L'ouvrier vit vraiment avec le sentiment qu'un seul but est fixé à sa vie : faire marcher 24 heures sur 24 le haut fourneau ou le laminoir.

— Les luttes ouvrières sont marquées par cette exploitation omniprésente et sauvage : la révolte, ici, est sauvage, à l'état naturel.

— LES REPRESAILLES CONTRE LES CHEFS EMMERDANTS, c'est une tradition massive : depuis la porte au goudron jusqu'au cassage de gueule, quand ce n'est pas le couteau ou le revolver (comme ça s'est produit pendant la guerre d'Algérie).

— Les grèves sauvages d'un atelier, d'une équipe ou même de toute l'usine sont fréquentes : ici on commence d'abord par arrêter, on va voir le délégué (ou plutôt il vient nous voir) après. En particulier certains secteurs, comme les lamineurs, sont unis comme les doigts de la main : licencier un lamineur est quasiment impossible pour le patron.

— Les séquestrations sont une pratique très courante : depuis Mai 68 on en connaît 6 sûres, et on ne les connaît pas toutes ! Parmi elles, celle de Vallourec-Aulnoye en 70 où les C.R.S. étaient intervenus.

— Enfin les grands mouvements qui embrasent la vallée ont toujours eu une ampleur formidable qui a toujours fait reculer le pouvoir. CHAQUE FOIS que les 20 000 ouvriers de la vallée ont défilé ensemble dans les rues de Sous-le-Bois ou Maubeuge, les patrons ont tremblé :

— ainsi avant 68 pour l'emploi : résultat : implantation de Chausson ;

— il y a 2 ans pour la Mutuelle locale : les patrons renoncent à la démanteler ;

— en 70 aussi pour protester contre l'action des C.R.S. à Vallourec-Aulnoye.

C'est que les traditions ici conduisent tout droit au soulèvement : la lutte armée n'est pas un mot en l'air : la résistance et la guerre d'Algérie (pendant laquelle une ville entière, Sous-le-Bois, était en permanence sous le contrôle des Algériens en armes) ne sont pas oubliées. En 68 on a vu apparaître des fusils dans les piquets de grève d'usine et beaucoup n'attendaient qu'un mot du P.C.F. pour sortir leurs armes.

L'implantation du P.C.F. et de la C.G.T. était très forte, mais assez particulière : pour s'implanter le syndicat a dû s'adapter aux formes sauvages de la lutte des masses. Jamais le P.C.F. n'a réussi une « politisation » de masse des travailleurs comme dans les mines, par exemple ni a discipliner les travailleurs. Ce qui fait que le P.C.F. et la C.G.T. sont en fait actuellement d'une grande faiblesse : leurs militants de base,

ceux qui sont restés liés aux ouvriers, sont aussi « bagarreurs » que la masse et sont donc dans un profond désarroi devant la politique des révisionnistes. Quant à la masse, elle a accepté le syndicat tant qu'il ne s'est pas directement opposé à l'action des travailleurs, mais les cartes se déchirent à bon train depuis que la trahison des luttes devient directe.

3. — L'IMPLANTATION MAO

a) la décision de l'implantation mao fut prise après la séquestration de Vallourec. Malgré la répression de l'été 70, le plan se réalise tant bien que mal avec l'établissement de 2 camarades à Vallourec-Aulnoye et à la Providence à Hautmont.

b) le travail de 71 :

Un travail d'implantation systématique est commencé qui donne les résultats suivants :

— prise de contact et début d'un travail général de S.R. avec les démocrates et le P.S.U.

— influence sur la jeunesse, aussi bien celle du lycée de Maubeuge que la jeunesse d'usine.

— enfin, et surtout, travail prolongé sur Vallourec et la Providence qui donne de bons résultats surtout à la Providence où éclate en avril une grève bouchon avec lock-out et montée au bureau de toute l'usine : le camarade établi participera à fond au mouvement, en y jouant un rôle moteur.

Cependant nous ressortons de ce mouvement sans avoir organisé le moindre ouvrier. Alors commence une période noire où nous étions incapables de résoudre ce problème par nous-mêmes ; nous allons baisser les bras peu à peu.

La direction régionale de l'époque nous laissera complètement désarmés : elle applique dans les faits une ligne politique droitière qui néglige les usines et se concentre sur la petite bourgeoisie intellectuelle (campus d'Annappes près de Lille).

De ce fait, nous restons sans aucune aide politique ni idéologique et nous dégénérons idéologiquement peu à peu jusqu'à l'été ; le camarade de la Providence se fait virer et nous sortons à peine un tract.

Le mouvement de rectification, lancé au niveau national pour éliminer les déviations droitières qui ont sévi (par exemple dans

le Nord) au printemps, ne commence réellement qu'en septembre dans le bassin de la Sambre comme dans le reste du Nord.

Son point positif est qu'il ressoude les rangs idéologiquement et permet de reprendre le travail. Ses limites, c'est que nous n'arrivons pas à faire le bilan du passé et à comprendre nos erreurs à la Providence. D'autre part nous ne réussirons pas à réintégrer Vallourec dans notre politique et cela nous manquera cruellement pendant la grève de la faim.

4. — Le problème des trois maitres-auxiliaires

— Ce problème, deux maos et un « gauchiste de mai », vidés de leur poste dans des C.E.S. de la ville, nous tombe dessus au moment où l'idée dominante dans nos rangs était plutôt : « on a trop fait de S.R. l'an dernier », il faut se concentrer à fond sur les usines.

— Mais très vite le point de vue juste s'impose : cette histoire mobilisait pleinement les démocrates, P.S.U., etc. Il fallait profiter de cette occasion pour plonger le S.R. dans les masses en faisant une véritable campagne populaire, même si on n'avait pas encore avancé dans les usines.

C'est ce qui s'est réalisé d'ailleurs avec une ampleur qui a dépassé toutes nos prévisions. La leçon à en tirer, c'est que dans une ville-usine, être « prolétarien », ce n'est pas ne voir que l'usine, être prolétarien, c'est faire un travail dans les larges masses, que ce soit sur l'usine ou sur tout ce qui touche aux conditions de vie des masses.

> *Dans une zone usine, il faut répudier le point de vue prolétarien étroit, il faut s'accrocher à tous les mouvements de masse.*

5. — Le premier meeting et le démarrage de la grève de la faim

La préparation du 1er meeting, décidé par le S.R., se fait par la diffusion massive de tracts et collage d'affiches. Dès ce moment on s'aperçoit que le problème de l'école et la répression ça touche les ouvriers.

Ça se concrétise au meeting par la présence de 100 à 150 personnes : jeunes, enseignants et ouvriers qui vont de fait prendre en main le meeting : dénonciation publique et mise à la porte d'un provocateur d'abord, puis exposé de griefs sur l'école (gratuité, ségrégation, discipline, programmes), enfin proposition d'action (« c'est à nous, parents d'élèves, à prendre en mains cette lutte ») et discussion : occupation du C.E.S., cours sauvage, grève d'école ?

Pour continuer la mobilisation en vue de ces objectifs, on annonce la décision de la grève de la faim.

— *Les difficultés.*

Le travail démarre bien avec les jeunes, qui font et distribuent eux-mêmes leurs tracts, les enseignants qui font un meeting, etc. Mais la grève de la faim est difficile à mettre en route : les pressions sont multiples, matérielles d'abord : impossible de trouver une salle, les flics passent partout avant nous ; mais c'est surtout le lancement d'une campagne de calomnies savamment orchestrée contre Soulier (accusé de trafic de drogue, détournement de mineure, etc.) qu'il nous faut contrer avant de commencer l'action, car elle atteint tous les foyers d'ouvriers et provoquent des hésitations au sein du S.R. Nous reprenons tout de même l'offensive, en particulier grâce à une pétition, organisée par une mère d'élèves, des parents d'élèves de Soulier, le soutenant contre les calomnies.

— *Le démarrage de la grève.*

Elle démarre le 7 octobre dans l'église, avec diffusion immédiate d'un tract. La première soirée sera mouvementée : à la suite d'accrochages avec le curé, Soulier finira par coucher sous la tente devant l'église. Et là, en plein milieu de la nuit, il est victime d'une agression C.D.R. (une voiture qui cherche à l'écraser) doublée d'une provocation dans l'église où une porte est fracturée et du matériel cassé. Mais le S.R. se mobilise en pleine nuit et reprend l'offensive par un tract diffusé dès 5 heures du matin expliquant ce qui s'est passé pendant la nuit. Toute la journée les gens d'Hautmont viendront voir les traces de la voiture qui a agressé Soulier et verront que nous disons la vérité ; la provocation est déjouée, flics et C.D.R. ne peuvent plus nous faire passer pour des casseurs d'église. Au contraire

c'est l'indignation qui commence à se manifester contre les C.D.R. qui nous ont agressés.

— L'analyse des leçons :

> *La seule méthode pour unifier le S.R. dans l'action, et pour permettre au S.R. de s'épanouir, c'est d'allier la plus grande démocratie à l'unification sur la base de la pratique.*

Il ne faut pas croire que nous étions unifiés avec les militants P.S.U., surtout au départ : au contraire, si nous avions posé un problème abstrait comme par exemple le tribunal populaire, nous aurions sans doute eu de très grandes divergences. Ce qui a fait notre force et notre unité, c'est *d'avoir posé tous les problèmes par rapport à la pratique :* par exemple lors du 1er meeting, nous n'étions pas d'accord sur la question de la discipline : certains camarades du S.R. estimaient que les ouvriers allaient se détacher de nous si nous critiquions la discipline trop dure des C.E.S., « car les ouvriers réclamaient encore plus de discipline aux professeurs ». Face à cette position, nous avons expliqué que nous n'étions pas d'accord, mais nous n'avons pas cherché à convaincre à tous prix par des grands discours sur la révolte anti-autoritaire. Nous nous sommes unifiés sur le fait qu'il fallait parler de la discipline comme préparation à la future vie d'usine, et qu'on verrait bien comment réagiraient les ouvriers. En fait, au meeting, les parents ouvriers ont dénoncé très clairement les sanctions injustes, les pions dégueulasses, etc. Inutile de dire qu'après le meeting nous étions unifiés sur le problème de la discipline.

Nous n'avons pas hésité à « perdre » (en fait c'était loin d'être une perte) beaucoup de temps pour qu'il n'y ait pas de problèmes en suspens entre nous. Par exemple, quand après le premier meeting, s'est déclenchée l'offensive contre Soulier sur la drogue, etc., une tendance est apparue dans les rangs du S.R. : écarter Soulier dont on n'était pas « sûr ». Nous avons alors pris le temps d'éclaircir en détail ensemble tous les détails de « l'affaire » Soulier, de recueillir des témoignages, etc., prouvant la bonne foi de Soulier, plutôt que d'agir de façon autoritaire : « on mène la lutte avec Soulier ou on ne fait rien ». Le résultat de cette attitude démocratique, c'est que nous avons

réussi à maintenir une cohésion totale dans le S.R., ce qui a été décisif ; en effet la plupart des « bonnes » idées (y compris celle de faire la grève de la faim !) sont venues des copains non maos du S.R. (implantés depuis plus longtemps dans la région et donc connaissant bien mieux les gens que nous) et même, à des moments décisifs, comme par exemple après l'attaque C.D.R., ce sont eux qui en se mobilisant de façon magnifique, ont sauvé la situation : à 5 heures du matin le lendemain on a pu assister à la scène suivante : les maos crevés dormant dans une camionnette pendant que les militants P.S.U. rédigeaient, tiraient et diffusaient partout le tract de riposte !

Savoir utiliser toutes les contradictions de l'ennemi en s'appuyant sur les masses.

Cette grande leçon maoïste, nous avons été amenés à l'appliquer dans tous les domaines et à chaque fois ça a été extrêmement fructueux :

— avec le curé : le curé réactionnaire d'Hautmont ne voulait pas entendre parler de grève de la faim dans son église au point de fermer le jour où on devait démarrer la grève. Mais nous avons eu de longues discussions, avec preuves de la bonne foi de Soulier, etc., avec des aumôniers (moins réacs que lui), avec des prêtres des alentours, très progressistes. Résultat : lutte de classe dans l'église, le curé est neutralisé, et finalement non seulement il refuse d'appeler les flics, mais il sort un tract appelant les chrétiens à « réfléchir », après l'occupation de l'église.

— avec les flics : une nuit au commissariat, lors d'un collage d'affiche, nous avait montré que les flics d'Hautmont étaient assez scandalisés par le licenciement des maîtres-auxiliaires (c'était juste après le licenciement de leur responsable syndical national). Lors de l'attaque C.D.R., on a une attitude très offensive : au lieu de se planquer, on va carrément, sous protection « démocratique », porter en pleine nuit plainte au commissariat, en même temps qu'on commence le travail de masse (tract). Résultat : non seulement les flics ne nous arrêtent pas, mais au contraire nous filent un renseignement en or :

le numéro de voiture relevé par Soulier est celui d'une voiture d'un chef C.D.R., notoire de Maubeuge. Rappelons que c'est le même commissariat qui nous tabassera quelques jours plus tard. Comme quoi c'est un ennemi bien réel dont nous avons, sans illusion, utilisé les contradictions.

— avec la C.G.T. : là aussi, une attitude correcte nous a permis de fissurer sérieusement le camp révisionniste. Dès le début les parents d'élèves qui ont pris en main le soutien nous ont dit : « il faut aller voir le responsable C.G.T. de l'Union Locale ». « D'accord, répondions-nous, mais avec vous. » C'est ainsi que plusieurs fois nous nous sommes ramenés chez le responsable en question avec des gens pleins d'illusions sur la C.G.T. Non seulement ça a été une éducation politique formidable pour les gens en question, mais ça a permis d'ébranler sérieusement la machine révisionniste : le responsable C.G.T. fait le minimum qu'il ne pouvait pas ne pas faire : il adresse une protestation au rectorat. Nous popularisons à mort cette protestation qui est considérée comme un soutien de la C.G.T. à notre action (qui reste tout à fait autonome et indépendante en particulier en direction des usines). Ça libère pas mal d'ouvriers « syndicalistes » qui viennent à nos côtés. Résultat : quand le P.C.F., le jour du 2e meeting, se sent obligé de réagir par un tract dénonçant les gauchistes, non seulement il est très mal accueilli partout à Hautmont, mais la majorité des militants du P.C.F. refusent de le diffuser !

6. — Le forum

A partir du démarrage de la grève de la faim, tout va se concentrer autour du parvis de l'église. Enormément de monde va y venir pour y lire des affiches, avoir une discussion, rester 5 minutes ou rester des heures et même passer la nuit à monter la garde.

L'unité populaire :

Tout n'a pas été toujours tout seul entre tous ceux qui étaient venus pour soutenir les grévistes. Les contradictions étaient multiples entre les diverses couches de la population : les jeunes, venus parce que le parvis de l'église était devenu une zone « libérée », les enseignants venus soutenir leurs « collègues »,

les mères de famille, venues soutenir les 3 profs qui critiquaient l'école, et les ouvriers mobilisés contre les C.D.R. et la répression. Il a fallu imposer aux jeunes un minimum de discipline prolétarienne (balayer le parvis, ranger...), éviter les actions risquant de choquer inutilement les gens (ex. : bombages sur les murs de l'église, etc.), par contre entraîner les « hésitants » (certaines mères de famille, qui disaient : « pas de provocation... ») dans la lutte contre les flics. Le résultat de ce travail d'unification, c'est que nous n'avons perdu personne au cours du mouvement et qu'au contraire le peuple s'est uni dans la lutte ; on voyait par exemple à la fin des gens porter des tartines aux jeunes qui montaient la garde, alors que vraisemblablement 10 jours avant ils les auraient traités de voyous.

L'exemple de la campagne Yamina contre les expulsions à Roubaix en mars 71, où la mobilisation populaire n'a pas pu se prolonger en grande partie parce que les militants ont avivé les contradictions entre jeunes et ménagères montre que l'unité populaire est une bataille importante qu'il faut gagner et non pas quelque chose qui va de soi.

L'UNITE POPULAIRE NE VA PAS DE SOI, ELLE DOIT SE GAGNER.

— *Un Mai 68 ouvrier :*

Sur la base de cette unité populaire, pendant la 1re semaine, du vendredi au mercredi suivant, on va voir se développer un phénomène extraordinaire : un « Mai 68 » ouvrier, le parvis de l'église devenant une nouvelle Sorbonne. Les murs de l'église se couvrant d'affiches manuscrites sur la répression, sur la nature de l'école, sur le licenciement de 3 femmes de ménage du C.E.S. (qui seront réintégrées d'ailleurs à la suite de la grève de la faim), sur la grève de la faim de Claude Lagarde, le cheminot de Thionville en prison, etc.

Les tracts circuleront au rythme de un ou deux par jour : plus de 150 000 tracts en tout. Et surtout le parvis de l'église sera toujours plein de gens venus lire les affiches, voir les grévistes, les soutenir matériellement (fric, cigarettes, couvertures...), et discuter, surtout discuter. Des discussions, il y en

aura de toutes sortes, sur les griefs contre tous les aspects de la vie, sur les luttes menées dans le passé, sur la jeunesse, la civilisation, etc.

Par instant il y aura même de véritables petits meetings autour d'une affiche, d'une discussion. Des groupes d'ouvriers prendront l'habitude de passer après le boulot s'informer de ce qui s'est passé pendant la journée...

— *Comment expliquer le déclenchement de ce mai 68 prolétarien :*

a) D'abord un certain nombre de caractéristiques rappellent Mai 68 :

— Le problème posé, celui de l'école qui est un problème politique général remettant en cause tout le système. Contester l'école, c'est aussi contester les rapports hiérarchiques dans l'usine, les rapports entre travail manuel et intellectuel, le pouvoir fondé sur le savoir, etc.

— Les moyens de lutte, comme en Mai 68, l'audace des 3 profs, qui osent s'attaquer au système, bravant toutes sortes de répressions, montre aux ouvriers qu'il est possible de lutter, que les analyses défaitistes des syndicats sont une tromperie destinée à les livrer pieds et poings liés au patronat.

b) Mais la cause fondamentale qui explique le déclenchement du mouvement de masse, c'est le fait d'avoir trouvé un lieu qui soit à la fois un endroit où on lutte et où on parle :

Un endroit où on lutte : « tenir » la place politique, ça a été un combat continuel qui intéressait au 1er chef les masses. Les gens ont tout de suite compris l'enjeu de cette bataille. Seule la mobilisation la plus large permettrait de « tenir », c'est ce qui explique l'importance fantastique du soutien, depuis le soutien matériel, jusqu'au soutien « militaire » (gardes, surveillance des C.D.R.).

Un endroit où on parle : l'intérêt de « tenir » la place publique, c'est que c'était le moyen de faire éclater la vérité, et, pas n'importe quelle vérité. Pas la vérité des journaux et des bourgeois, mais la vérité des masses, qui éclate comme une révélation. Des gens qui n'avaient jamais parlé entre eux se rendent compte qu'ils sont d'accord sur l'essentiel, que ce qu'ils ressentent dans leur boîte, dans leur appartement, ils sont des

milliers à le ressentir de la même façon. C'est une révélation, parce qu'on s'aperçoit que cette vérité-là, « la vérité » officielle, bourgeoise n'en parle jamais, qu'il s'agit d'un tout autre langage dans lequel on se sent beaucoup plus à l'aise. *C'est une véritable libération de la parole.*

— *Nouvelle démocratie et nouveau fascisme :* Cette vie politique de masse qui se développe à Hautmont présente toutes les caractéristiques de Mai 68 plus UNE : son aspect prolétarien. Ce qui apparaît alors, c'est que la bourgeoisie est impuissante devant le développement de ce mai 68 ouvrier. Ses moyens de répression normaux sont complètement inopérants face à la mobilisation de masse :

— *La répression idéologique :*

Toutes les calomnies, faux-bruits, etc. qui avaient envahi les maisons ouvrières ne marchent plus : Soulier est sur la place publique au vu et au su de tous, il est clair qu'il n'a rien à cacher, rien à se reprocher. De fait c'est toute l'information bourgeoise qui est bloquée : la Voix du Nord peut raconter ce qu'elle veut, cacher ce qu'elle veut, cela n'a plus beaucoup d'importance. Ce que lisent les gens, c'est le tract quotidien qui pénétrera dans des milliers de foyers ouvriers. Le réseau de diffusion de tracts qui se crée est 10 fois plus puissant que le réseau d'information bourgeois (sa limite, c'est bien sûr qu'il ne touchera systématiquement que la ville d'Hautmont). Les tracts sont pris par les gens par paquets de 100 ou de 500, qui pour distribuer dans son quartier, qui pour diffuser ouvertement dans son usine.

La vérité est vraiment sur la place publique, et même quand par la suite Soulier sera inculpé officiellement, cela ne changera strictement rien à la conviction que se sont fait les gens.

— *La répression violente :*

Le bâton ne marchera pas plus que la carotte : face à la 1re agression C.D.R., se crée un tour de garde les premières nuits auxquels participent des ouvriers, des mères de famille, et surtout bien sûr des jeunes. Les C.D.R. ne s'y frotteront plus et se contenteront de rôder.

Alors vient le tour des flics : ils interviennent à partir de mardi, jour où était prévu un meeting sur la place pour soutenir

les grévistes. Leur but va être évidemment d'attaquer les « gauchistes » en essayant bien sûr de les couper de la population. Ce sera l'échec total ; cela va se passer en 3 temps :

— le mardi soir, 1 heure avant le meeting, ils investissent en force la place et y empêchent tout rassemblement. Les gens se massent autour de la place : c'est la stupeur et l'indignation. Les militants S.R. se regroupent à une vingtaine sur la place en gueulant : « liberté d'expression ! ». C'est le matraquage devant les gens. L'indignation monte et pendant toute la soirée la foule va engueuler les flics, s'avancer sur la place, exercer une résistance passive constante.

— le lendemain à 14 heures, à la sortie de la Providence, les flics chargent à la matraque un militant qui diffusait. L'indignation monte d'un ton et devient plus active : les flics sont obligés de repartir sous les huées qui les raccompagnent et des ouvriers diffusent eux-mêmes le tract à la porte. Un peu plus tard, sur la place, deuxième affrontement entre flics et militants où, là aussi, la participation des gens est plus forte.

— le soir même, les flics entérinent eux-mêmes l'échec de leur politique ; il leur a été impossible de couper les « gauchistes marginaux » de la « majorité silencieuse » (et pour cause : la majorité n'est plus silencieuse !). Alors ils n'ont plus qu'une solution pour dégager la place : mettre le casque, s'armer du bidule, et charger à travers la place en matraquant tout ce qui leur tombe sous la main : des gens qui n'ont rien à voir avec le mouvement vont être sérieusement amochés : les flics s'attaquent directement aux larges masses, c'est leur dernier atout pour faire cesser le mouvement : la terreur.

C'est le début d'une nouvelle étape dans le mouvement de la grève de la faim, où la bourgeoisie va mettre en œuvre des moyens exceptionnels de répression. Mais on voit comment les méthodes habituelles de répression ont échoué, grâce à la mobilisation populaire pour défendre son droit à la parole. C'est la leçon essentielle qu'il faut tirer d'Hautmont :

LA LIBERATION DE L'EXPRESSION OUVRIERE EST LA BASE DE LA VICTOIRE POSSIBLE DE LA NOUVELLE DEMOCRATIE CONTRE LE NOUVEAU FASCISME.

7. — La préparation et la tenue du meeting

— *la nouvelle étape de la mobilisation :* l'arrivée des C.R.S., le lendemain jeudi, va confirmer que la bourgeoisie se prépare à l'affrontement de masse pour le samedi, où est prévu un nouveau meeting sur la place (qui est bien sûr interdit aussitôt).

Dans les usines ce changement est ressenti profondément par les ouvriers : les échos du matraquage de masse du mercredi soir provoquent l'indignation dans les ateliers, où c'est le fils d'un copain, un voisin ou même un gars de l'atelier qui a goûté de la matraque. Les C.R.S. qui tournent en ville sont ressentis comme une véritable troupe d'occupation. La détermination est prise peu à peu dans les ateliers de venir samedi lutter pour la liberté, refuser de marcher sous la botte des C.R.S. Peu à peu la mobilisation se fait plus active : quelques ateliers se confectionnent même sur place des barres d'acier, des projectiles, etc. Partout on réclame de sortir à 16 heures le samedi : ici on débraiera carrément, ailleurs on aménagera de soi-même les horaires de poste, encore ailleurs on mettra au point un système pour être prévenus dès les premières bagarres pour sortir en masse de l'usine.

L'acceptation du meeting en salle :

Face à cette mobilisation, la bourgeoisie commence à s'affoler sérieusement. Un affrontement de masse avec les C.R.S. à Hautmont, ça peut provoquer un véritable soulèvement dans toute la vallée de la Sambre. Et ça, la bourgeoisie ne maîtrise pas du tout ce que ça peut donner. Alors le pouvoir va reculer et autoriser le meeting dans une grande salle qui donne sur la place.

Avons-nous eu raison d'accepter le meeting en salle ? Sans aucun doute, oui : en effet le mouvement de masse qui naissait dans les usines avait une faiblesse objective : son manque total de coordination et de direction. Le recul de la bourgeoisie pouvait nous permettre de remédier à cette faiblesse, il fallait en profiter. Seulement il fallait le faire en vue de la poursuite du combat, en particulier de la venue de Comiti, le ministre, qui devait inaugurer la piscine le mardi suivant.

Le meeting :

Or que se passe-t-il au meeting ? Près d'un millier de per-

sonnes y viennent, en majorité des ouvriers qui viennent souvent par groupes d'ateliers prêts à toute éventualité. On avait la possibilité de préparer avec eux la venue de Comiti, de créer réellement sur le tas une organisation prolétarienne de masse. Pour cela il fallait rester fidèle aux principes qui nous avaient animés jusque là : donner la parole aux masses, permettre aux travailleurs de prendre en main le meeting.

En fait, on fait exactement l'inverse, on agit en véritable radical-socialistes en faisant des discours à la tribune sur les événements passés en se faisant largement applaudir, et en proposant pour le mardi une forme d'action tout à fait dépassée et inadéquate : la grève des écoles.

La retombée et les critiques :

Le résultat c'est que la mobilisation retombe : le mardi il ne se passe pas grand chose, Comiti inaugure sa piscine et tous les essais par la suite pour reprendre la mobilisation échoueront.

Les ouvriers les plus conscients nous critiqueront très sévèrement sur ce meeting : « Je comprends que vous ne vouliez pas de bagarres en prévision des élections, mais vraiment c'était le seul moyen d'être efficace. » « Vous n'avez pas cru assez en l'ouvrier », dira un autre.

La leçon que l'on doit tirer de cette période est simple :

QUAND LES LARGES MASSES SONT EN MOUVEMENT ON N'A PAS LE CHOIX :
— OU BIEN ON OSE SE METTRE A LA TETE DE LEUR COMBAT,
— OU BIEN ON LES REPRIME COMME LES PIRES SOCIAUX-DEMOCRATES.

8. — Les acquis du mouvement

Si nous avons, par notre attitude au meeting, empêché en fin de compte le développement du mouvement jusqu'à son aboutissement : l'affrontement de masse avec le pouvoir, il n'en reste pas moins que la grève de la faim a été une percée idéologique de masse sur Hautmont : quelque chose a changé avec les « événements », comme disent les gens. De fait une force nouvelle est née, qui a pris sa place dans la ville.

Très concrètement ça va se traduire par le regroupement autour de nous d'un certain nombre d'ouvriers et de femmes d'ouvriers, qui sont en général d'anciens du P.C. et de la C.G.T. (ayant souvent déchiré leurs cartes bien avant de nous connaître) ; presque tous ont été, à un moment ou à un autre, délégués syndicaux, et ont été à la pointe du combat dans les usines, particulièrement en mai 68. Mais leur principale caractéristique, c'est le désir de mener le combat sur tout, depuis l'école, les logements..., jusqu'à l'usine.

Ce que nous leur apportons c'est à la fois du positif et du négatif :

— le positif, c'est la démocratie. C'est une exigence très profonde, de pouvoir s'exprimer, critiquer, poser tous les problèmes sur le tapis. Viens chez les maos, dit un camarade ouvrier au délégué, « au moins tout le monde peut dire ce qu'il pense, il n'y a pas de chef qui parle et fait taire les autres ».

— le négatif, c'est notre faiblesse inhérente à notre position d'intellectuels. L'erreur du meeting n'est pas un hasard et nous ferons d'autres erreurs, dues à notre incapacité de diriger correctement cette force naissante d'une richesse qui nous dépasse.

Tout le processus qui va se développer après la grève de la faim va être marqué par le développement de cette contradiction entre la démocratie ouvrière qui fait notre force et la direction intellectuelle qui fait notre faiblesse.

9. — Le travail politique après la grève de la faim

Après la grève de la faim le travail se poursuit dans plusieurs directions : S.R., Jeunesse et Usines.

1. — Le S.R. :

premières campagnes :

On se retrouve après la grève de la faim avec un S.R. très fort, composé à 80 % d'ouvriers et de femmes d'ouvriers, qui pour une grande partie ne sont pas maos et refusent de l'être mais qui veulent continuer.

Sur la lancée du mouvement le S.R. s'engage à la fois dans une campagne contre les flics et dans un travail sur l'école.

Le travail sur l'école consiste en la création d'une « association populaire des parents d'élèves ». Mais faute d'actions politiques et de perspectives claires ça végètera assez vite.

La campagne sur les flics part du tabassage de plusieurs jeunes au commissariat pendant les événements. La campagne va avoir un bon écho dans la population, mais là aussi nous allons manquer de perspectives surtout après le bal de la police, où nous allons essuyer un échec : nous appelons la population à venir « contester » la police, et de fait non seulement peu de monde y répondra, mais de plus nous serons incapables de prendre la moindre initiative sur le terrain.

Recherche du second souffle :

Il devient vite évident qu'il faut trouver au S.R. un second souffle, qui lui permette de mener une lutte prolongée. Plusieurs initiatives sont essayées, par exemple faire un journal, etc. Nous pensons un moment lancer une campagne sur les accidents de travail ; de fait l'idée qui nous anime, c'est « il faut lancer une campagne » dans le style de la grève de la faim. Cette conception est complètement erronée : c'est ne pas voir que le S.R. a changé de nature et qu'on n'a plus besoin de le plonger dans les masses puisqu'il y est déjà, mais qu'il suffit de laisser les camarades du S.R. qui sont dans les masses développer leurs actions à leur rythme, sans vouloir à tout prix de campagne spectaculaire.

Les logements :

De fait, après critique de cette conception, le S.R. s'oriente tout naturellement sur le front des logements et donne d'excellents résultats.

— dans un groupe de H.L.M. qui n'étaient pas chauffées depuis plusieurs mois, on appelle à une assemblée générale de locataires : plus de 80 personnes y viennent dont une majorité d'ouvriers. La présence du patron de l'entreprise responsable du chauffage va transformer la réunion en un forum d'accusation du patron. Résultat : 2 jours après, tout le monde est chauffé correctement.

Après cette victoire, les locataires s'organisent en comité,

pour obtenir des terrains de jeux, l'utilisation des salles communes, pouvoir faire une crèche, etc.

— dans une autre H.L.M., une pétition suffit pour arriver à obtenir des résultats, mais c'est dans les blocs les plus insalubres de la ville que le travail va être le plus important : à la suite d'Argenteuil nous faisons un tract sur les dangers que les gens courent dans ces blocs. Puis nous appelons à une assemblée générale. Un local nous est refusé à la dernière minute : les flics y viennent. Malgré cela plus de 70 personnes viendront, dont une majorité écrasante de travailleurs immigrés : c'est une suite d'expression des griefs sur les conditions incroyables dans lesquelles ils sont logés : la grève des charges est décidée, une manifestation envisagée.

2. — Le mouvement de la jeunesse :

Notre influence est grande dans la jeunesse, en particulier dans les bandes de jeunes. Mais nous n'allons pas être capables de mobiliser correctement les jeunes : de fait c'est eux qui vont faire les frais de la campagne contre la police. La répression est féroce : jeunes embarqués au commissariat, interdits dans les cafés, etc. D'autre part la tendance lumpen apparaît vite comme un frein essentiel au développement du mouvement de la jeunesse.

De tout cela on tire comme leçon :

— qu'il faut éviter d'isoler les jeunes dans nos actions ; être moins ambitieux dans nos objectifs, redonner confiance aux jeunes en les unissant par des projections de films-débats, etc. Faire du travail aussi en direction des lycées et C.E.T. (les jeunes que nous mobilisons sont essentiellement de jeunes ouvriers).

D'autre part un règlement du mouvement de la jeunesse est élaboré. Le principe est : une organisation très souple (possibilité de réunions très larges, etc.), une direction très solide politiquement et idéologiquement) et une certaine discipline (lutte contre les tendances lumpen).

3. — Les usines :

On fait à la fois du travail dans les usines où nous sommes

implantés et un travail politique général sur toutes les usines de la ville.

— *Les actions localisées :*

A la S.T.P.S., un travailleur immigré a le visage à moitié arraché dans un accident du travail dû à l'absence d'un manchon de sécurité. Un tract du comité de lutte dénonce l'ingénieur qui a refusé de « perdre » le temps nécessaire pour mettre les manchons. Puis un matin les ouvriers trouvent posés sur leurs manchons un tract de la milice ouvrière avertissant l'ingénieur qu'il sera considéré comme un assassin en puissance s'il ne fait pas mettre les manchons. C'est l'enthousiasme pour les ouvriers, le désarroi chez la maîtrise. Le lendemain les manchons de sécurité sont posés et toute une série de mesures de sécurité sont prises ; c'est considéré par les ouvriers comme une victoire totale.

A Vallourec-Hautmont, un ingénieur veut mettre les jeunes au pas. Il donne l'ordre à tous les gars de se faire couper les cheveux ou de porter des filets de sécurité pour les ridiculiser, sous peine de sanctions. Un tract distribué de l'extérieur lance le mot d'ordre : « c'est aux jeunes eux-mêmes de décider de la sécurité » et menace l'ingénieur s'il prend des sanctions de subir lui-même le premier la « loi du scalp ». Aucun jeune ne met le filet et aucune sanction n'est prise. VICTOIRE totale là aussi.

— *Le travail politique en général :*

Il concerne essentiellement la question du syndicalisme. Un tract expliquant la faillite du syndicalisme est très bien accueilli partout. Pour la première fois à Hautmont une grève-bidon sur la retraite à 60 ans échoue à moitié. Nous tirons dans un tract le bilan de cet échec pour les syndicats. De fait beaucoup de cartes sont déchirées ou ne sont pas reprises. Le P.C.F. est aussi en crise : des départs de militants écœurés par l'attitude pendant la grève de la faim et aussi des contradictions internes : les dirigeants locaux de la C.G.T. veulent quitter le parti.

Dans toutes les usines la confiance dans les syndicats est ébranlée. Certaines équipes de lamineurs, par exemple, ne sont plus syndiquées du tout, une équipe d'une vingtaine de soudeurs a l'idée de désigner parmi eux des responsables pour aller dis-

cuter directement avec le patron sans délégués. De plus en plus l'organisation naturelle des ouvriers par équipes reprend le dessus sur l'organisation bureaucratique des syndicats.

— *Les actions de masse :*

Deux actions de masse sur la question des horaires les jours de fête vont concrétiser le haut niveau de conscience des ouvriers :

— à la S.T.P.S., la veille de la Saint-Eloi, les ouvriers réclament de faire 12-18 h au lieu de 14-20 le patron refuse. Les ouvriers à l'initiative des camarades font une assemblée générale dans les vestiaires et décident ensemble de venir quand même à midi. Le délégué qui veut intervenir se fait fermer la gueule. De 12 à 14 les ouvriers travaillent sans le moindre chef. Le patron n'osera pas prendre de sanctions et paiera aux ouvriers leur journée complète.

— à la Providence la veille de Noël, une équipe de laminneurs réclame aussi un horaire différent. Comme c'est refusé, ils décident tous de ne pas venir du tout sans avertir ni les syndicats ni le patron : l'acier restera bloqué dans le four pendant les fêtes. Là, le patron prend des sanctions, 13 ouvriers licenciés. Mais la solidarité ouvrière joue : le laminoir et l'acierie se mettent en grève illimitée, le reste est prêt à suivre : le patron doit réintégrer les 13 gars deux jours après.

De ce travail on doit tirer une leçon décisive : *Débarrasser la classe ouvrière du carcan du syndicalisme, c'est lui permettre de retrouver la puissance et le dynamisme que lui donne son organisation naturelle, profondément démocratique, par équipe et par chaîne.*

10. — L'ORGANISATION COMMUNISTE

Le principe :

Après la grève de la faim nous nous retrouvons donc avec le vieux groupe mao plus un S.R. nombreux — beaucoup de jeunes — des ouvriers qui veulent travailler avec nous. Nous avions le choix entre deux solutions :

— intégrer au groupe mao les camarades ouvriers au fur et à mesure qu'ils y étaient prêts ;

— développer au maximum les organisations autonomes : S.R., mouvement de la jeunesse, comités de lutte d'usines, et refondre ensuite le groupe mao avec la direction de chacun de ces mouvements.

Nous avons choisi la 2e solution en raison de l'analyse du rapport de classe : le vieux groupe mao était dirigé et composé par les intellectuels. Intégrer progressivement les ouvriers au groupe aurait signifié les placer sous la direction des intellectuels et donc garder le pouvoir. Au contraire en refusant cette intégration nous provoquions une contradiction entre le vieux groupe mao qui va se scléroser peu à peu et les organisations vivantes animées par les ouvriers qui vont réclamer de plus en plus de vie politique ; cette contradiction ne pourra se résoudre que par une certaine prise de pouvoir par les ouvriers dans la vie politique. C'est ce qui va se passer dans la vie : le processus va se faire en deux étapes marquées chaque fois par une erreur du groupe mao, une crise générale et une partie du pouvoir arrachée par les ouvriers :

— L'erreur de droite du bal de la police et la création de la direction des comités de lutte

La première étape est franchie lors du bal de la police. Le groupe mao avec les jeunes devait contester démocratiquement le bal pour provoquer un débat avec les gens. En cas de répression une intervention plus ferme était prévue. En fait, le groupe mao va rester complètement passif, ce qui forcera les camarades ouvriers à se mettre en avant dans les plus mauvaises conditions. Cet échec et cette attitude droitière provoquent une crise de confiance générale parmi les camarades ouvriers. Le lendemain a lieu une assemblée ouvrière avec la présence d'un délégué du comité de lutte de Renault. Cette réunion, qui se tient de justesse, va se transformer en une réunion de critique de l'attitude droitière du groupe mao. Les ouvriers expriment violemment leurs critiques, et après un débat avec le camarade de Renault sur l'orientation du travail dans les usines, décident de choisir eux-mêmes une direction des comités de lutte d'Hautmont. C'est un premier pas qui va permettre de libérer les initiatives des camarades ouvriers.

— *L'erreur de gauche et la création du parti*

La deuxième étape va être aussi le fruit de la révolte des camarades ouvriers. Après les quelques victoires remportées sur les boîtes, comme nous voulons à tout prix nous battre, nous préparons une action sans aucune préparation politique de l'opinion. Cette action complètement aventuriste, qui aurait pu nous coûter cher n'aura pas lieu grâce à la révolte, à la dernière minute, des camarades ouvriers qui provoquent un débat politique avec l'ensemble des camarades ouvriers (y compris ceux du S.R.). Ce débat mit à jour d'un côté l'incapacité du groupe mao de diriger correctement la politique sur la ville (groupe mao qui s'est d'ailleurs restreint par le départ de camarades qui ne réussirent pas à s'intégrer au rythme nouveau du travail politique), et de l'autre côté la clairvoyance et l'esprit de responsabilité des camarades ouvriers qui réclament de diriger l'ensemble du travail. Nous décidons de dissoudre le groupe mao et de constituer avec l'ensemble des camarades ouvriers qui se sont dégagés des diverses organisations autonomes (le S.R., la jeunesse, et les comités de lutte) une nouvelle organisation qui systématise l'ensemble de la politique sur la ville, en un mot un parti.

Le fonctionnement du parti

La création de ce parti était donc devenu une nécessité objective pour que le travail continue à se développer à Hautmont, pour éliminer le frein qu'était devenu le groupe mao pour le développement de l'initiative ouvrière. C'est la dernière leçon à tirer d'Hautmont, la plus actuelle :

Le passage du pouvoir des intellectuels aux ouvriers dans l'organisation ne se fait pas progressivement, mais par bonds en avant, en détruisant les anciennes formes d'organisation pour en créer de nouvelles.

Trois principes à suivre dès la fondation du parti :

— *La démocratie :* c'est le principal acquis de la grève de la faim, sur lequel veillent jalousement les camarades ouvriers : pas question de monopoliser la parole, de couper court à une discussion, d'éviter une critique. Tout doit être mis sur le tapis.

— *L'expérimentation.* Comme nous n'avons pas d'expérience sur laquelle nous puissions nous appuyer, toutes les mesures

que nous prenons sont provisoires ; dès qu'on s'apercevra que quelque chose ne va pas, on le transformera aussitôt. Nous devons avant tout expérimenter avec le minimum d'idées a priori.

— *Les adhésions* très larges parmi les ouvriers, très strictes parmi les jeunes et les intellectuels. Le parti doit être nombreux mais garder son caractère prolétarien.

Cependant, sur la base des premiers débats, on s'aperçoit que la lutte de classe dans le parti, porte avant tout entre les conceptions héritées du P.C.F. et les conceptions nouvelles maoïstes du parti. Cette lutte entre les idées anciennes et nouvelles est inévitable. Si, sur la question de la démocratie, les idées anciennes issues du P.C.F. sont définitivement balayées, il n'en est pas de même sur toutes les autres questions. Par exemple doit-on reproduire le rapport entre le parti et les organisations de masses « satellites » style P.C.F. ou doit-on encourager les organisations de masses autonomes quitte à ne pas avoir la certitude d'y voir triompher notre point de vue ? Voilà le type même des problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés.

LES 9 LEÇONS D'HAUTMONT

Leçon n° 1 : Il faut s'établir dans les villes usines et y tenir coûte que coûte.

Leçon n° 2 : Dans une zone usine, il faut répudier le point de vue prolétarien étroit, il faut s'accrocher à tous les mouvements de masse.

Leçon n° 3 : La seule méthode pour unifier le S.R. dans l'action, et pour permettre au S.R. de s'épanouir, c'est d'allier la plus grande démocratie à l'unification sur la base de la pratique.

Leçon n° 4 : Savoir utiliser toutes les contradictions de l'ennemi en s'appuyant sur les masses.

Leçon n° 5 : L'unité populaire ne va pas de soi, elle doit se gagner.

Leçon n° 6 : La libération de l'expression ouvrière est la base de la victoire possible de la nouvelle démocratie contre le nouveau fascisme.

Leçon n° 7 : Quand les larges masses sont en mouvement on n'a pas le choix : ou bien on ose se mettre à la tête de leur combat, ou bien on les réprime comme les pires sociaux-démocrates.

Leçon n° 8 : Débarrasser la classe ouvrière du carcan syndicaliste, c'est lui permettre de retrouver la puissance et le dynamisme que lui donne son organisation naturelle, profondément démocratique, par équipe ou par chaîne.

Leçon n° 9 : Le passage du pouvoir des intellectuels aux ouvriers dans l'organisation ne se fait pas progressivement, mais par bonds en avant, en détruisant les anciennes formes d'organisation pour en créer de nouvelles.

Décembre 1971.

OCCITANIE :

« DES LUTTES PAYSANNES A LA RÉVOLTE D'UN PEUPLE... »

« *Gaita, un punch se leva.*
Escota, lo rill va creisser... »

« Regarde, un poing se lève
Écoute, la rivière va grossir... »
Marti.

Cantarai pas que lo crit
D'un poble sens enfant
E cantarai que lo dreit
De viure es occitan.

Je ne chanterai que le cri
D'un peuple sans enfant
Et je chanterai que le droit
de vivre est occitan

PATRIC, chanteur occitan

Occitan as dreit a la paraula
PARLA !

Occitan tu as droit à la parole
PARLE !

Depuis les plastiquages du F.L.B., depuis la découverte des Basques à l'occasion du procès de Burgos, les minorités nationales sont à la mode... Chacun y va de son petit couplet folklorique, apitoyé ou indigné. M. Viansson-Ponté, augure lucide de la bourgeoisie libérale voit quant à lui dans « la jonction entre les luttes paysannes et le sentiment d'appartenir à une nation opprimée » un des plus grands dangers qui menace le régime de Pompidou.

Et, de fait, cette jonction commence à se faire.

Essayer, dans le cas de l'Occitanie, de montrer quelles conditions objectives favorisent ce mouvement, comment il se traduit dans les formes actuelles des luttes paysannes, où il va et de quel espoir il est porteur tant pour le peuple occitan que pour les masses en France, voilà notre but.

I. — Un pays colonisé

« A la base de notre initiative, il y a la reconnaissance de la situation suivante :

— Il existe un fait occitan avec sa spécificité (culturelle, linguistique, etc.), sa propre histoire de résistance à l'hégémonie française;

— les pays occitans subissent une exploitation capitaliste de *type colonial* à travers laquelle l'état français liquide définitivement une minorité nationale... »
(Extrait du texte d'orientation de Lutte occitane, cf. annexe I.)

A. — Si nous étudions schématiquement quelques données de *la situation économique des pays occitans*, nous trouvons en effet toutes les caractéristiques propres de la situation de colonisé[1].

La mise à sac des sources d'énergie.

— La production de houille est ramenée de 1959 à 1968 de 14 332 à 10 030 milliers de tonnes, les effectifs décroissent encore plus rapidement de 56 000 à 31 000 pour la même période. De plus aucune politique de reconversion sur place n'est réalisée.

1. Tous les chiffres que nous citons sont extraits du remarquable ouvrage : « Le Petit Livre de l'Occitanie » de S. Carzec et Y. Rouquette.

— La production importante d'électricité d'origine hydraulique ne sert en rien le développement de la région. Les cartes du réseau à haute tension montrent une fuite de l'énergie vers Paris.

— Le pétrole produit en Aquitaine qui représente la totalité du pétrole extrait en France ne profite pas davantage à cette région : aucune « retombée industrielle ». De même le gaz de Lacq a servi massivement et en priorité à alimenter Angoulême, Nantes, Lorient, Dijon et surtout Paris.

— Bauxite, tungstène, soufre sont exploités puis exportés par des sociétés capitalistes. L'Occitanie les ignore.

Bref une grande quantité de ressources énergétiques ne favorisent aucunement un développement industriel dans la région.

Tout cela crée une dépossession industrielle.

L'industrie n'occupe en Occitanie que 33 % de la population active alors que la moyenne nationale est de 39 %. Les quelques industries traditionnelles locales sont, soit en crise, soit intégrées dans de grandes sociétés capitalistes.

Même la carotte de Fos n'échappe pas à cette règle. « Le plus beau cadeau de Noël » fait aux occitans selon l'expression du préfet du Languedoc-Roussillon n'offrira du travail en réalité qu'à 3 000 travailleurs locaux. Les capitalistes se contentent d'utiliser les locaux existants, de puiser en Occitanie les matières premières, et d'exploiter sur place et sans concurrence une main-d'œuvre locale en état de sous-emploi chronique.

Le chômage : une réalité endémique qui favorise l'exode.

Les données sont éloquentes : 15 000 chômeurs à Toulouse, Millau détient le record national du rapport entre le nombre de chômeurs (encore tous ne sont-ils pas déclarés) et le nombre d'habitants : 1 800 chômeurs pour 25 000 habitants; Béziers est surnommée la « capitale du chômage ».

Et cela, bien entendu, ne peut que favoriser l'exode et la déportation. En huit ans 1 565 jeunes ont quitté Millau où l'apprentissage dans la ganterie a disparu.

Chômage des jeunes, sous-emploi, chômage féminin, départs vers les régions industrielles telle est la réalité quotidienne d'une région que l'on veut liquider.

Il n'est que d'écouter cet avis autorisé pour comprendre le mécanisme.

« Personne ne peut s'imaginer qu'il exercera toujours sa première activité si elle devient périmée, ni qu'il travaillera toujours sur le même lieu si *les déplacements démographiques et les mutations économiques créent ailleurs des emplois.* »

G. Pompidou.

Derrière ces banalités qui se veulent rassurantes, se cache une tout autre réalité : l'Occitanie va-t-elle être bientôt un désert?

Avec 1/3 de la superficie de l'hexagone l'Occitanie n'a qu'1/4 de son peuplement.

De plus la proportion de jeunes y est plus faible que partout ailleurs (jamais plus de 30 % de jeunes de 0 à 9 ans). C'est une des conséquences les plus graves de l'exode des jeunes et l'on peut voir qu'un département entier, le Tarn, en 1970, se retrouve avec sa population de 1836, qu'une ville comme Bédarieux a perdu 38 % de sa population, et que le VI[e] Plan prévoit une diminution considérable de la population de Béziers dans les années à venir.

La liquidation de l'agriculture.

« Frères, il faut mourir », c'est le sauveur Européen, écoutez bonnes gens opiomanes de la nouvelle religion télévisée :

« Je suis Vedel, je suis Mansholt. Il y a trop d'agriculteurs. Suppression de tous ceux qui n'ont pas 25 ha. Il y a trop de surfaces cultivées, 12 millions d'ha vont être rendus à la nature. Il n'y a pas de liberté d'entreprise. La concurrence va jouer à fond. Le Crédit Agricole a trop prêté à tort et à travers. Il réservera ses capitaux pour les exploitations compétitives.

La femme. — « Et nous les petits exploitants ? »

— « Vous êtes 800 000 de trop. Allez chercher du travail ailleurs !

Occitania (désespéré). — « Ara, paura, siem fotuts ! »

Mort et Résurrection de M. Occitania.

La liquidation de l'agriculture est une des composantes-clés du PLAN DE MORT DE L'OCCITANIE.

Depuis le Moyen Age, l'Occitanie pays de « Faire valoir direct » se caractérise par une propriété très morcelée : la moyenne des exploitations de plus de 50 ha est inférieure à 8 %.

De plus, la baisse permanente du pouvoir d'achat se combine à la hausse des produits nécessaires à la production (engrais notamment). De tout cela il résulte, bien évidemment, que les paysans occitans sont les plus endettés de France (leurs dettes représentent 33,3 % des dettes de l'ensemble des agriculteurs de l'hexagone).

Aussi les jeunes s'en vont-ils et la proportion des chefs d'exploitations de plus de 65 ans dépasse 50 % dans 7 départements. Résultat le nombre d'exploitations diminue : plus de 3 % par an dans 8 départements.

Et toutes les interventions de l'État ou de ses fidèles serviteurs la F.N.S.E.A. ne fait qu'aggraver la situation : les subventions vont aux gros producteurs de blé ou aux betteraviers du Nord, mécanisme encore accentué par le Marché Commun. La logique capitaliste qui tend à intégrer ou à éliminer les exploitations agricoles trouve en Occitanie son plein rendement.

L'Occitanie livrée aux professionnels du tourisme.

Derrière tout ce plan il y a un projet clair : c'est transformer l'Occitanie (« qui a une vocation touristique » comme disent tous ces beaux messieurs) en un vaste désert livré aux camps militaires et aux parcs naturels à l'intérieur, et à une Floride européenne sur la Côte où patrons, cadres fatigués pourront se remettre de leurs émotions (à l'heure où il y a une séquestration par semaine, cela semble de plus en plus nécessaire) !

Alors après le camp de Canjuers, c'est celui du Pic-Saint-Loup puis celui du Larzac qui doit passer de 3 à 17 000 ha, et un peu partout des parcs naturels... « sur les zones en situation agricole quasi désespérée promises à une politique de peuplement minimum ». Et l'autre volet, c'est la Floride Occitane en Camargue et Pyrénées sur 200 km, Port-Leucate et La-Grande-Motte livrés aux grands trusts immobiliers, une gigantesque opération de spéculation se développe. Qu'a-t-on à faire de quelques autochtones lorsque des centaines de milliards de nouveaux francs sont en jeu ? Tout juste s'aperçoit-on de leur existence lorsqu'ils lâchent quelques coups de fusil sur les hélicoptères chargés de la démoustication lorsque ceux-ci les enfument.

Le phénomène qu'on observe aujourd'hui : mainmise par les banques et les monopoles parisiens sur le littoral languedocien, provençal et gascon n'est pas un fait nouveau ni tellement éton-

nant : il est la conséquence logique et finale de la dépossession des Occitans de toutes leurs richesses.

Alors c'est à un problème de survie que s'affrontent tous les jours les paysans occitans. Quand les produits agricoles ne paient plus le travail, quand les usines ferment, il faut bien se résoudre à vendre... POUR DURER, un peu, en attendant que les enfants puissent partir eux.

Tout est lié. En fait l'exploitation touristique est au centre même de l'exploitation, elle en est l'aboutissement logique, la justification a posteriori et le moyen de la maintenir.

B. — *On nous a volé jusqu'à notre histoire... jusqu'à notre langue.*

Mais la colonisation est loin d'être uniquement économique, « un païs que creba e un païs qu'on tue » proclament les affiches. Et tuer un pays c'est aussi lui arracher son âme.

— C'est supprimer son histoire, la cacher, la transformer. Écoutez la voix de Marti, chanteur et aussi instituteur.

Coma totis los maintages
Som anat a l'escola
Coma totis los maintages
M'an aprés a legir
M'an cantat plan de cançons
M'aprengueron tant d'istorias
Lutèce... Paris... Paris

Comme tous les enfants
Je suis allé à l'école
Comme tous les enfants
Ils m'ont appris à lire
Ils m'ont chanté bien des chansons
Ils m'ont appris beaucoup d'histoires
Lutèce, Paris, Paris

Ma perque, perque
Man pas dit à l'èscola
Lo nom de mon païs

Mais pourquoi, pourquoi
Ne m'ont-ils pas dit à l'école
Le nom de mon pays

Nos contava lo regent
Aquel grand rei de França
Acatat davant los paures
Un sant ome aquel sant Loïs
Amavat totas los gents
E volia pas la misèra
Un sant ome aquel sant Loïs

Le maître nous parlait
De ce grand roi de France
Humilié devant les pauvres
Un saint homme ce saint Louis
Il aimait tout le monde
Il ne voulait pas la misère

Ma perque, perque
M'an pas dit à l'escola
Qu'avia tuat mon païs

Mais pourquoi, pourquoi
Ne m'ont-ils pas dit à l'école
Qu'il avait tué mon pays

— *C'est tuer la langue d'Oc.*

Il faut d'abord la faire disparaître. L'inscription : « *Il est interdit de cracher et de parler patois* » figurait sur les murs des écoles. Et puis la mépriser : ce n'est plus une langue mais un patois. Seuls quelques « péquenots » attardés peuvent encore parler comme ça.

Mais justement c'est là que tout se transforme. La langue est un phénomène de classe. L'Occitan chassé des sphères officielles se réfugie dans les couches populaires. Il devient la langue des petits, de ceux d'en bas, du peuple enfin.

Retrouver son histoire, ses traditions, réapprendre sa langue et la parler devient alors un acte subversif. C'est briser le silence, c'est lever l'interdit que la bourgeoisie centraliste française tendait à faire peser.

C'est doublement renouer aux sources :

— à celle du passé de résistance;

— à celle du peuple des campagnes, qui souvent sans le savoir

conserve intacte la langue d'Oc... comme langue de la terre des gestes quotidiens, du travail.

« Mais pourquoi ne m'ont-ils pas dit
A l'école
La langue de mon pays. »

II. — Resistencia : le mouvement occitan

Si le pouvoir tenait tant à censurer l'histoire du pays d'Oc, c'est pour tenter d'enlever une conscience nationale à un peuple et son passé de luttes. Qu'elle est riche de révolte contre toutes les tyrannies l'histoire du peuple occitan : la résistance albigeoise du XIII^e siècle, la lutte des camisards, les communes de Narbona et Tolosa, le grand soulèvement de 1907 dans lequel tout un peuple se dresse contre l'État des profiteurs : « les féodaux envahissent le Midi et le saccagent. Les barons de l'industrie du Nord nous ont envahis et ruinés. Nous ne voulons pas le supporter davantage. » Ferroul, maire de Narbonne.

Plus près de nous, les traditions de la Résistance dans la montagne cévenole restent très vivaces. Et les grandes luttes des mineurs de Decazeville en 1962 rejoignent la résistance aux C.R.S. à la Grand-Combe en 1948 ou la défenestration de l'ingénieur Watrin.

Los carbonièrs de la Sala

Les mineurs de Decazeville

Los carbonièrs de la Sala
Occitans sens o saber
Cantan l'Internacionala
La cançon del desespèr.

Les mineurs de Decazeville
Occitans sans le savoir
Chantent l'Internationale
La chanson du désespoir...

Del punh sarrat que se lèva
Saludèm l'acordeon.
Qual compren la nòstra grèva ?
Jaurés es el Panteon.

Du poing fermé qui se lève
Saluons l'accordéon
Qui comprendra notre grève
Jaurès est au Panthéon.

Luchas grandas d'un còp èra
La policia dins Aubin
Per saquejar la misèria
Quand trigossèrem Watrin...

Luttes grandes d'autrefois,
La police dans Aubin
Pour secouer la misère
Quand nous lynchâmes Watrin...

La plegarem pas l'esquina
Ajudatz-nos, païsans
Volèm gardar nostra mina
Lo pan de nòstres enfants

Nous ne courberons pas l'échine.
Aidez-nous paysans.
Nous voulons garder notre mine
Le pain de nos enfants.

Cantem l'internacionala
La cançon de nòstre espèr
Los carbonièrs de la Sala
Nos an mostrat lo devèr.

Chantons l'Internationale
La chanson de notre espoir.
Les mineurs de Decazeville
nous ont montré notre devoir.

De toutes ses luttes, il reste dans la conscience collective des masses un sentiment très clair; celui d'être en lutte depuis longtemps contre le même ennemi, celui qu'il faut s'unir pour résister, que tous ensemble on peut faire quelque chose; enfin une très forte tradition militaire : dans ces campagnes le fusil est une chose naturelle et s'en servir pour la lutte QUAND TOUT LE RESTE A ÉCHOUÉ est un réflexe qui naît au plus profond des masses.

Ce sentiment, il appartenait à un mouvement occitan de le capitaliser, de lui donner son expression idéologique, politique et organisationnelle. Ce mouvement occitan existait depuis longtemps, mais enfermé dans un strict culturalisme, coupé des masses fondamentales, confisqué par quelques notables qui en faisait un sujet de beaux discours enflammés, il sombrait dans la douce somnolence d'un folklore inoffensif.

Trois événements capitaux allaient changer le cours des choses.

— Les luttes des mineurs de Decazeville montraient tout à la fois l'importance des luttes de masse pour la survie, la nécessité de l'unité populaire et l'impuissance des organisations syndicales traditionnelles.

— Mai 68 permettait une formidable libération de l'expression, voyait les premières apparitions dans les manifestations populaires des forces occitanes contestataires.

— Enfin le développement du mouvement autonome basque, son apparition massive sur la scène politique à l'occasion de Burgos allait exercer tout à la fois une grande stimulation idéologique et la fonction d'un modèle politique et organisationnel.

C'est à partir de toutes ces conditions que se réalise la première percée de masse du mouvement occitan, sous la forme d'un front culturel.

C'est en effet d'abord principalement, à travers la pratique de masse — de villages en villages regroupant toute une population, lui parlant dans sa langue de sa situation, de son passé, de son avenir — d'un groupe de chanteurs et d'une troupe de théâtre que le mouvement occitan se développa.

Avec ces poètes qui proclamaient :

Al servici del poble lutam
Siam sortits del silenci lutam
La paroula es presa lutam
E d'autres, d'autres, d'autres
Se soulevats aici que dison
« la colera s'asolida
La vergonha es abolida
Lo païs viu al present »

Au service du peuple nous luttons
Nous sommes sortis du silence luttons
La parole est prise luttons
Et d'autres se lèvent qui disent
« La colère s'affirme
partout en même temps
La honte est abolie
Le pays vit au présent »

Une nouvelle parole occitane jaillit. Elle renoue avec les grands thèmes des luttes passées : le droit de vivre, l'unité du peuple, la résistance à la mort systématique que promoteurs, notables et C.R.S., valets des grandes sociétés capitalistes nous promettent.

Quand, pour la première fois, jaillit le cri : « Un païs que vol viure » un nouveau front de lutte était né; par une nouvelle « culture », celle des masses qui reprennent leur langue prennent la parole et entendent la garder, chansons poèmes et pièces de théâtre deviennent un instrument de la pratique politique, une arme de combat.

Dans la période de révolution idéologique cette utilisation des formes populaires d'expression pour véhiculer les idées d'unité et de résistance est exemplaire. Elle est en Occitanie par sa profondeur (tous les villages de l'Aude de l'Hérault etc. ont été touchés en quelques années), son utilisation systématique, une des armes essentielles pour « transformer les esprits ». C'est une des grandes leçons de portée universelle que nous apporte le mouvement occitan.

Cette forme particulière de pratique lui a donné une influence idéologique considérable sur les masses populaires. Mais il fallait capitaliser cette influence, surtout la lier avec l'insertion dans

les luttes concrètes qui se menaient un peu partout, pour leur donner leur pleine dimension anticolonialiste. Reste aussi à l'organiser, à créer à travers elle l'organisation de masse occitane dans laquelle l'ensemble des « classes populaires occitanes se reconnaîtra ».

Tout ce travail-là passait prioritairement par la liaison avec les luttes essentielles : les luttes paysannes.

Nous allons essayer de voir comment à travers les interventions des maoïstes et des forces populaires occitanes se développent et se modifient les luttes paysannes de cette année. Et comment les formes qu'elles revêtent, appellent et en même temps recréent les conditions objectives à la naissance d'une organisation de masse occitane.

III. — La situation actuelle des luttes paysannes en Occitanie

De toutes les luttes contre la « colonisation intérieure » qui se déroulent en Occitanie, les plus riches de perspectives, celles qui donnent sa physionomie particulière à la lutte des classes dans cette région, ce sont incontestablement les luttes paysannes.

1. — *Le mouvement paysan, avant-garde en quelque sorte, force principale du mouvement révolutionnaire.*

Pour bien comprendre cela, il faut avoir en tête quelques chiffres et surtout quelques exemples.

1. D'abord on peut constater dans de nombreux départements notamment l'Aude et le Lot-et-Garonne, *les paysans sont encore la majorité numérique de la population*; plus de 55 % dans le Lot-et-Garonne. De plus *la plupart des exploitations sont de très petite taille* ce qui donne une grande majorité de petits propriétaires, souvent très endettés auprès du Crédit Agricole, menacés par la misère.

Pour réaliser quelques fructueuses opérations immobilières, ou l'extension d'un camp militaire ou d'un parc naturel, le pouvoir central souvent aidé des notables locaux, favorise l'exode de ces petits paysans, les chassant de leur terre et ne leur laissant

comme unique solution que l'exil vers une lointaine usine. Ce mouvement de liquidation d'un grand nombre de paysans, cette volonté systématique de nettoyer un pays au seul bénéfice des promoteurs immobiliers, des Rives-Henry locaux, des usuriers du tourisme crée très rapidement les conditions d'une prise de conscience de colonisé chez la grande masse des agriculteurs. Comme déclarait l'un d'entre eux au meeting d'Alain Geismar à Toulouse : « On commence par nous affamer, nous acculer à la ruine, nous écraser de crédit pour pouvoir le moment propice nous jeter dehors *et tout cela pour le seul profit de quelques gros patrons qui stockeront dans des H.L.M. de vacances des ouvriers du Nord pour leur voler encore un peu plus de fric.* »

2. *Depuis très longtemps déja les luttes paysannes ont un rôle exemplaire dans tout le pays.*

Ce sont elles qui rythment les grandes mobilisations, qui jouent un rôle pilote dans l'unité populaire. Elles sont les phares vers lesquels tout un peuple se tourne, comme Renault par exemple en est un pour tout le prolétariat parisien. Plus précisément les viticulteurs sont au centre de cette mobilisation paysanne. Les grands combats de 1907 et plus près de nous de ceux de 66, 67 sont encore présents à toutes les mémoires. Les anciens en parlent encore aux jeunes, surtout tous en ont tiré les leçons, et il est par exemple frappant de voir comment les manifestations de l'année dernière renouent directement avec les formes et l'esprit de 1907. On assiste tout d'abord à une *mobilisation démocratique de masse*, par étapes, de villages en villages, rythmée par le développement d'une série de manifestations, de Trèbes à Lézignan, puis à Béziers, etc. créant ses propres organisations de masse : les comités d'action viticole. Au fur et à mesure que la lutte se développe, les affrontements se font plus durs : à Lézignan, 1 500 personnes armées luttent toute la nuit contre 1 500 CRS; à Béziers, 100 000 personnes souvent venues avec tout le matériel (fusil de chasse, boules de pétanque explosives) sont face à face avec les forces de l'ordre. Enfin des débuts encore timides d'unité populaire se réalisent : à Béziers, petits commerçants du C.I.D., lycéens, une partie des jeunes ouvriers et des chômeurs se battent aux côtés des paysans. Mais Béziers fut un échec pour beaucoup d'activistes paysans. D'abord aucune revendication, et ce, pour la première fois dans l'histoire des luttes viticoles, ne fut satis-

faite. Ensuite beaucoup ressentaient les limites de ces formes d'action :

— D'abord *le corporatisme, la défense des intérêts de catégorie restent très forts* et freineront considérablement le développement du mouvement d'unité populaire. Cela amènera par exemple le mouvement viticole à ne pas bouger lors du procès des lycéens arrêtés à l'occasion des manifs de Béziers.

— Ensuite les notables dirigent encore en très grande partie le mouvement freinant les luttes lorsqu'elles allaient trop loin, se servant seulement des mouvements de masse comme instrument de pression pour leurs petites manœuvres.

— Enfin le terrain sur lequel on se battait n'était pas celui des masses mais celui de l'ennemi : les manifestations chez nous on les raconte comme cela « d'abord le sermon, puis la procession et ensuite la bénédiction ». Cela sert surtout à empêcher le développement des initiatives locales, sur leur propre terrain, à la base.

Bref, après Béziers, chez beaucoup de militants, trois exigences apparaissent clairement :

— On ne peut plus se battre seuls, on ne peut plus se battre pour nos seuls intérêts, *il faut s'UNIR.*

— Ce n'est pas le problème des viticulteurs, ce n'est même pas un problème paysan, c'est celui du droit de vivre de toute une région, de tout un peuple, c'est donc *la libération complète du peuple occitan qui est pour nous la seule issue.*

— *Il faut se battre nous-mêmes et chez nous.* Comme dit un viticulteur « avec les C.R.S. on a évité l'affrontement à Béziers dans la ville mais maintenant, on les attend, ici, dans les vignes ».

Essayons de voir par l'analyse de quelques luttes récentes comment les masses se sont emparées de ces idées et les ont transformées en force matérielle.

2. — *Azille : l'initiative nous appartient, premier coup de semonce aux gros négociants.*

Les premiers à mettre en œuvre cette démarche seront une fois encore les viticulteurs.

Pour cela ils reprendront à leur compte trois grandes traditions :

— *Celle des mots d'ordre de 1907 « contre la fraude et les affameurs » qui leur permet de désigner la cible concrète précise qu'il faut frapper*, en l'occurrence un gros négociant, M. Vidal, qui stockait pour le compte d'une grosse société parisienne des mutés algériens pouvant ainsi à la fois trafiquer et tourner la législation sur l'importation et la circulation des vins. Bref une bonne opération où, main dans la main, gros négociant et société anonyme s'entendent pour affamer le peuple des vignerons.

— *Celle de la mobilisation démocratique par villages* sans que l'ennemi puisse s'en douter, clandestinement, dans chaque canton, dans chaque coin du pays, de ferme en ferme on se voit, on se regroupe, on se prépare.

Résultat : Le jour J à l'appel des comités d'action viticole, en quelques heures, plusieurs centaines de viticulteurs se rassemblent en deux lieux de ralliement et une demi-heure plus tard sont sur les portes des chais.

— *On ne palabre pas, on frappe.*

En quelques minutes les portes sont enfoncées, les robinets des fûts ouverts, des charges d'explosifs rendent les cuves inutilisables. En quelques minutes, les vignerons avaient agi et disparu. Les gendarmes arrivaient pour voir disparaître les mutés dans les égouts. Comme disaient certains viticulteurs : « C'est le premier avertissement à ceux qui veulent faire mourir le pays. »

En combinant mobilisation démocratique de masse et initiative militaire les viticulteurs d'Azille répondaient à une des questions soulevées par Béziers.

3. — *Agen. Des forums autour d'un paysan. Si tu t'aides toi-même, tu ne resteras pas longtemps seul.*

Dans le Lot-et-Garonne, un des départements les plus « agricoles » de toute l'Occitanie, la situation des petits paysans ne cesse d'empirer. Aux conditions « normales » s'ajoutaient, l'été 71, de formidables orages de grêle qui détruisirent de nombreuses récoltes. Allait-on être indemnisés ?

En fait pour l'État et les notables le problème des indemnisations, cela allait être une nouvelle occasion pour étrangler un peu plus les petits. Quand ministre et préfet se rendent sur place pour constater l'étendue des dégâts, ils déclarent froidement :

« Il nous suffit de visiter les grosses propriétés, nous nous rendrons mieux compte. »

Quand les gros créent un comité bidon pour obtenir des indemnisations, leur seule action : demander 30 F aux petits paysans pour payer les frais à Paris d'une délégation...

— *Mais la résistance s'organise.*

Un agriculteur de Fongrave, Le Pottier, qui a une ferme de 1,6 ha est menacé d'expulsion par son patron qui se trouve un peu à l'étroit dans ses 62 ha. Il tente d'abord d'empêcher cela par tous les recours légaux mais juges, commissions des cumuls et autres notables ne voient rien d'anormal à ce qu'un gros dévore un plus petit. Que leur importe la femme et les enfants jetés dehors.

Alors contre tous ces pourris, il faut bien se décider à agir. Autour du fermier de Fongrave se constitue un groupe de paysans en lutte rassemblant les agriculteurs combattifs du département et on décide une forme d'action, la grève de la faim à l'intérieur de la Chambre d'agriculture.

— *Dans l'action on compte ses ennemis, ses amis.*

Immédiatement tout s'enchaîne. Un responsable de la Chambre d'agriculture qui n'est autre que le président de la F.D.S.E.A. chasse Le Pottier de la Chambre d'agriculture. Celui-ci continue sa grève dans une église.

Autour de lui le peuple s'unit : Pendant 8 jours groupe de paysans, commerçants du CID-UNATI, groupe de lycéens, Comité occitan se rassemblent dans l'église, discutent. Le Secours Rouge intervient sur le marché, des inscriptions : « Expulsés aujourd'hui, chômeurs demain », « non à la liquidation des petits paysans » ornent les murs du Crédit Agricole et de la Chambre d'agriculture. Ainsi un responsable du C.D.J.A. à son arrivée d'une réunion parisienne déclare : « Je ne comprends pas ce qui se passe. J'étais en réunion à Paris, je n'étais au courant de rien, j'arrive aujourd'hui et je vois que le milieu agricole du Lot-et-Garonne est encore en pleine effervescence, pourtant nous n'y sommes pour rien. »

Bref, il suffit d'une grève de la faim d'un paysan pour que :

1. Se forment deux blocs :

— l'alliance du pouvoir central, des gros paysans notables locaux, des pontes syndicaux;

— l'unité d'un peuple qui lutte pour son élémentaire droit à la vie.

2. Se construisent les formes temporaires ou consolidées de regroupement de ces forces autonomes : le forum dans la chapelle, le groupe de « Paysans en lutte ».

Ce qu'il manquera alors, c'est l'initiative qui concentre toutes ses forces, les unit dans la rue, bref prépare l'affrontement libérateur... et la mobilisation retombera pour se terminer après une demi-mesure (promesse de la S.A.F.E.R. à Le Pottier de lui accorder une autre ferme).

IV. — Une forme supérieure. La campagne d'unité populaire : le Larzac

Depuis deux ou trois ans déjà, une menace pèse sur le plateau du Larzac; le projet d'extension du camp militaire.

Deux ans de batailles de mots, de pétitions, de discours, de suppliques et d'élections, deux ans aussi où à travers les premières initiatives du Secours Rouge à Millau, la marche de 3 000 jeunes venus de tout le pays sur le plateau, le camp de 70 jeunes durant l'été 71 à Massebiau et le travail qu'ils firent chez les paysans commencent à se construire les premiers actes et les premières formes de résistance; on jette des pierres sur les soldats anglais pendant les manœuvres, on manifeste à 400 paysans de l'Aveyron qui déversent une tonne de pierres devant la mairie de la cavalerie. Bref, *on se prépare.*

De l'autre côté aussi, on ne reste pas inactifs et après les dernières louches tractations, les ultimes pots-de-vin, la décision définitive d'extension du camp du Larzac tombe.

— *C'est au pied du mur qu'on voit le maçon.*

Lorsqu'au début novembre la décision d'extension du camp est définitive les organisations syndicales paysannes et ouvrières avaient appelé à une manifestation pour le 6 novembre à Millau... Défilé promenade; sermon procession, bénédiction pour faire

un peu pression, pour négocier quelques arrangements. Voilà leur but.

Mais la situation a changé du tout au tout.

— Sur le plateau c'est l'explosion de désespoir et de colère

Quand ils apprirent la nouvelle les « caussenards » du plateau réagirent très vite : « C'est comme si j'avais appris une deuxième fois la mort de mes parents » dit une femme de paysan... « De cette ferme je ne sortirai que les pieds devant » déclare un autre . « En 1940 on nous a donné des fusils pour défendre notre terre s'il le faut on les ressortira aujourd'hui. »

Le camp de la réaction s'affole alors et prépare vite le couvre-feu. Notables et renseignements généraux font le tour des fermes pour mettre en garde contre des centaines de maoïstes qui vont descendre de Paris. Les C.R.S. commencent à occuper Millau. Partout on cherche à expliquer qu'il ne faut pas se préparer à se battre.

Les paysans eux, disent simplement : « Pour aujourd'hui, il vaut mieux qu'on soit beaucoup, UNI et dans le calme. Si ça ne suffit pas, on verra. »

— A Millau la grève d'Henfer avait changé la ville.

Millau, c'est traditionnellement la ville du chômage (1 800 chômeurs), des petites boîtes dégueulasses, de la peur de lutter pour ne pas perdre son boulot lorsqu'il y en a tant à la porte qui attendent pour prendre la place. Mais depuis puelques jours c'était tout autre chose : une nouvelle mentalité comme un espoir qui naissait et qui avait pris sa source au cour même de l'exploitation, dans une petite boîte comme les autres, à Henfer.

Henfer, 100 ouvriers fabriquent des chaudières mais en un an il en passe bien 500 dans l'usine, deux mois de boîte et tu es déjà un ancien. Des conditions de boulot dégueulasse, le mouchardage et la division.

Et puis un jour 7 ouvriers licenciés, après bien d'autres. Pourtant ce n'était déjà plus pareil : licenciés parce qu'ils avaient commencé à résister (ils avaient couvert d'inscriptions le car de ramassage des ouvriers), que certains d'entre eux étaient maoïstes, ils continuent la lutte et décident de répliquer : le lendemain, ils rentrent dans l'usine, coupent l'électricité, appellent les gens à se rassembler, le patron vient, un meeting contradictoire se tient

avec lui. Puis il appelle les flics qui embarquent les « perturbateurs ». Pour poursuivre la lutte, pour provoquer une initiative à l'intérieur, ils décident une grève de la faim. Et tout commence : autour de la chapelle, la population s'assemble, 200 personnes tiennent un meeting, des délégations d'ouvriers de toute la ville, des vieux, des commerçants viennent les voir. Bref, c'est une affaire pour toute la ville dans les familles on en discute à table, on invite même les maoïstes pour être mieux au courant, et surtout dans la boîte, ça bouge, les ouvriers se réunissent en assemblée générale et décident la grève.

Surtout certains d'entre eux montent sur le Larzac, voient les paysans, discutent directement avec eux et décident d'aller en masse à la manifestation.

Face aux parlotes et aux compromis d'en haut, d'en bas vient l'UNITÉ dans la LUTTE.

— *Dans la rue, l'UNITÉ DEVIENT UNE FORCE*

Tout commence bien sagement, un meeting bien tranquille, une manifestation promenade puis après 300 m tout change. On appelle à la dispersion; des cris s'élèvent : « Pas de bla bla, de l'action, Debré salaud le peuple aura ta peau » et des militants maoïstes prennent la parole pour poursuivre la manifestation. « Nous sommes venus pour lutter, nous sommes des responsables et nous proposons de continuer ». Alors 3 000 personnes, jeunes ouvriers, paysans, lycéens, femmes, enfants, continuent. Dans la rue on se retrouve, on sent sa force. Surtout on prépare la suite. Un meeting, suivi par de multiples groupes de discussion, se tient pendant des heures sur la place, dans les cafés.

On prend deux décisions :

« Aujourd'hui, on a montré qu'on pouvait s'unir dans la rue, demain il faut que cette unité continue le combat sur place. Chaque fois qu'un paysan résistera aux expropriations, qu'un ouvrier luttera contre les licenciements, nous serons autour de lui. »

Et puis les banderoles en occitan :

« La terra al poble. Un pas que creba e un païs qu'on tu » le montrèrent bien déjà : ce combat est plus général, il dépasse même le cadre du Larzac. C'est comme celui des viticulteurs hier le symbole de la résistance d'un peuple à la mort.

— *Pour continuer conserver l'initiative, unir tout ce qui peut être uni.*

La grève de la faim, la manif du 6, au fond, cela a surtout libéré la parole, ouvert les bouches, puis permis à chacun de sentir la force d'un peuple uni qui se bat.

Cette parole libérée, il faut maintenant la garder :

— Contre ceux qui veulent la confisquer, la réduire aux chuchotements inaudibles des commissions secrètes.

— Contre ceux qui veulent l'étouffer, l'écraser et qui sont prêts à occuper le plateau militairement pour cela.

On agit, on s'organise, on s'unit.

— *On agit* par la guérilla, agitation, le harcèlement de l'ennemi, répondant coup pour coup à chaque provocation : quand un licenciement se prépare à Henfer, quand un « comité pour l'extension du camp » se crée, les maisons et commerces des notables sont couverts d'inscriptions.

— *On s'organise :* Un groupe d'ouvriers dans l'usine, les paysans les plus combatifs à l'occasion d'un meeting de Marti; les lycéens dans leur bahut. Chaque petit bout, chaque îlot de résistance commencent à se regrouper. Et on cherche à confronter, à rassembler tout cela : ouvriers et lycéens vont sur le plateau discuter avec les paysans, on se retrouve pour un meeting, pour préparer une action. Bref, un foisonnement d'initiatives en profondeur.

— *On s'unit :* les paysans du Larzac ne pourront gagner tout seuls. Même l'unité avec les ouvriers et les jeunes ne suffit pas. Alors on voit plus loin. *On prépare une campagne prolongée d'Unité Populaire à l'échelle de tout un pays.* Dans toutes les facs et les lycées de Toulouse, Montpellier, Béziers on explique la situation au Larzac, des viticulteurs de l'Hérault rencontrent des paysans du plateau. A *la grande confrontation du* 8 *janvier à Toulouse* on voit bien que les 3 500 personnes qui sont là sont très attentives à ce qui se passe au Larzac, sentent bien que c'est très important et que c'est là leur affaire, CAR AU FOND C'EST TOUT LE PROBLEME DE LA COLONISATION DE L'OCCITANIE QUI EST BRUTALEMENT POSÉ.

Si le Larzac mobilise tant de gens c'est d'abord pour cela.

C'est aussi *parce que, par ses formes, la lutte qui s'y déroule est, dans l'ensemble, exemplaire.* Elle combine :

— la démocratie de masse, la libération de la parole (grève de la faim, manif);

— l'unité populaire, paysans, jeunes ouvriers;

— l'initiative sur le terrain.

Et unit tout cela, dans un même moule, la conscience occitane et la volonté de résistance de tout un peuple. Elle renoue en cela avec toutes les plus glorieuses traditions du passé.

Mais tout ce travail n'est qu'un début, que le prélude aux échéances décisives qui viennent :

— l'autodéfense de masse des premières fermes expulsées,

— la concrétisation sur le terrain de l'unité du peuple occitan dans la lutte.

V. — Taches et perspectives : cela ira loin

A travers toutes ces luttes se définissent les tâches actuelles de la révolution en Occitanie. Tout peut en fait se résumer à un mot : UNIFIER LA LUTTE DU PEUPLE OCCITAN, encore faut-il bien comprendre ce dont il s'agit.

— *On ne peut pas partir d'en haut.*

Depuis très longtemps et surtout depuis que l'Occitanie est à la mode fleurissent les grandes déclarations, les manifestes décisifs, les programmes bidons. Les phraseurs de tout poil, des vieux notables occitanistes enfermés dans leur discours aux zélés néophytes parisiens, croient toujours qu'il suffit d'une belle proclamation pour unir toutes les forces du peuple d'Oc dans le combat actuel. Le mouvement occitan a longtemps été empêtré de discoureurs de banquets, aujourd'hui encore, le sénateur Guille président du conseil général de l'Aude peut se permettre des déclarations enflammées en appelant aux grandes traditions des Cathares de 1907, de la Résistance pour répondre à une déclaration méprisante de Chalandon sur le Midi. Il sait bien que les discours content peu, mieux même ils peuvent servir pour les prochaines élections. Il faut donc se méfier comme la peste de tous ceux qui palabrent beaucoup et agissent peu, de tous ces notables locaux, de ces « Monsieur Carrière qui se disent de

gauche mais en dedans sont blancs comme des navets... » comme le chante Marti. Ce sont peut-être aujourd'hui les pires ennemis du peuple occitan. Mais leur pouvoir, celui de toute la Maffia « socialiste » s'effrite chaque jour davantage sous les coups de ceux qui luttent en bas.

— *En profondeur construire l'unité.*

En fait, il s'agit *à partir de chaque lutte concrète de développer l'idée d'unité de la consolider, de la formaliser.*

— *Autour de chaque lutte d'une couche particulière réaliser l'UNITÉ POPULAIRE.*

Telle est notre première tâche.

— *Unir autour des ouvriers en grève d'une boîte, les paysans* grâce à l'entraide populaire, au « coup des pommes » comme pour Hachette à Toulouse, où à l'échange direct comme lors d'un marché sauvage à Rodez à l'occasion de la grève des Dames de France, c'est un réflexe qui commence à s'implanter dans les masses. Moins habituel qu'en Bretagne, il commence cependant à se développer systématiquement. Ce mouvement bénéficie d'une double base naturelle.

— la proportion très importante d'ex-paysans, fils de paysans, etc. chez les ouvriers d'usine.

— Le caractère même de la production agricole, le type de travail des petits exploitants : « Quand on voit un vigneron revenir de son champ la gueule pleine de sulfate, il n'y a pas beaucoup de différences avec l'ouvrier de l'Onia à la sortie de son boulot. »

— *Unir autour de chaque grande lutte paysanne les autres couches sociales.*

Commencé à Béziers avec la participation massive des petits commerçants, des lycéens et d'une partie de la jeunesse ouvrière aux manifestations viticoles, ce mouvement commence à se frayer un chemin dans la conscience des paysans et des ouvriers.

— Ainsi dans un dernier numéro de « l'Écho des Corbières » journal des Comités d'Action Viticole pouvait-on lire cette anecdote : « Lors d'une manifestation récente, on entend un viticulteur se plaindre : « Il y en a ici qui ne sont même pas paysans... »

Tant mieux lui répondit-on et il faudrait que la prochaine fois il y ait encore plus d'ouvriers, de jeunes, etc. avec nous. »

— La mobilisation massive de la jeunesse ouvrière de Millau aux côtés des paysans du Larzac dans la lutte contre l'extension du camp militaire reste l'exemple le plus clair de cette jonction.

— Dans ce mouvement enfin la jeunesse profondément liée par ses origines au pays joue un rôle très important : des lycées de Béziers aux marchés du Larzac, la voie est tracée.

Dans la situation particulière de colonisation de l'Occitanie cette exigence est fondamentale. Chaque combat s'il reste isolé est vaincu d'avance : à l'impérialisme français on ne peut opposer la résistance isolée, endroits après endroits, couches après couches, *la seule arme efficace c'est l'Unité combattante du peuple occitan.* Une des meilleures méthodes pour construire cette unité, *c'est la confrontation directe des expériences.* Commencé au sein du mouvement occitan par une série de réunions des diverses forces paysannes autonomes après Béziers, poursuivi par des confrontations paysans ouvriers comme à Lézignan cette année, ce mouvement a culminé pour l'instant à l'occasion du Meeting d'Alain Geismar le 8 janvier à Toulouse. Là, en effet, devant 3 500 personnes, viticulteurs de l'Aude, de l'Hérault, paysans du Larzac, du Lot-et-Garonne, ouvriers de Millau, Ganges et Toulouse, jeunes de tout le pays TOUS ONT PRIS LA PAROLE, TOUS ONT DIT LEUR LUTTE. Cette immense CONFRONTATION DIRECTE DE MASSE ENTRE TOUS CEUX QUI LUTTENT TRACE LA VOIE. Le cri de la misère et de la révolte descendu du Larzac, l'appel des viticulteurs aux ouvriers et à la jeunesse a été entendu. *Il prépare le terrain pour les grandes batailles régionales, forme supérieure d'unité, creuset de véritable assemblée populaire régionale.* Chacun sait aujourd'hui que le combat des paysans du Larzac concerne toute l'Occitanie, qu'une campagne prolongée d'Unité populaire va se développer.

— *Construire les instruments de cette unité.*

— *Nous ne sommes pas des spontanéistes.*

Nous savons que pour être prolongée, l'unité a besoin de se consolider, de se stabiliser. C'est pour cela que nous pensons que l'heure est venue à la constitution d'un vaste *mouvement de masse d'unité du peuple occitan.* Nous ne voulons pas créer une petite organisation de plus, un nouveau cache-sexe à groupuscule,

nous ne voulons pas non plus créer l'Organisation structurée, centralisée, figée, sclérosée... Nous pensons et ceci est une question importante, qu'il n'est plus temps d'aller au combat en ordre dispersé, qu'il est possible, car la situation est mûre pour cela, de combiner « l'éclosion de cent fleurs nouvelles » l'enracinement à la base de multiples comités locaux liés aux problèmes particuliers, à la situation concrète et un début d'unification de tous les groupes.

Nous proposons pour cela une démarche :

— qu'en chaque lieu, que pour chaque bataille se créent et se développent des Comités occitans d'Unité Populaire unissant toutes les couches sociales autour de luttes précises, unissant tous ceux qui veulent *réellement* œuvrer à la libération du peuple occitan...

Cette unité a une base de classe précise. Elle est l'instrument indispensable pour détruire l'alliance réactionnaire tissée par le pouvoir central, les notables locaux, les organisations traditionnelles. C'est cette alliance caractérisée par l'unité et la lutte : Unité pour réprimer les masse; lutte pour se ménager une place, qui réprime le plus férocement le développement des actions. On ne fait rien dans les petites usines car cela risque de freiner l'industrialisation. On sabre les mobilisations de masse lorsqu'elles vont trop loin pour renvoyer aux élections où l'on peut se mesurer entre soi.

— Que dans ces lieux démocratiques, ouvriers, paysans, jeunes, intellectuels, se parlent, confrontent leurs idées pour se préparer à l'affrontement avec l'ennemi commun.

— Que par la suite, tous ces comités appellent à la convocation d'une *Assemblée du Peuple occitan*, sortes d'états généraux de tout un pays où peut s'élaborer le manifeste du peuple occitan, la ligne de conduite qu'il entend se donner pour sa libération, où peuvent se décider les grandes initiatives communes (sur le problème du Larzac par exemple).

— « *Nous ne sommes pas sanguinaires... Mais s'ils nous provoquent, nous ne manqueront pas de courage...* »

« Pour autant qu'il s'agisse de nos propres désirs, nous ne demandons pas à nous battre même un seul jour. Mais si les

circonstances nous y obligent nous pouvons nous battre jusqu'au bout. »

Mao Tsé-toung P.L.R., p. 95.

Le peuple occitan a hérité de sa tradition deux grandes idées : celle de l'unité, celle du fusil.

Cela doit être clair, des luttes passées nous connaissons le prix de l'affrontement et nous savons aussi que pour lutter il faut s'armer. Comme le disait Alain Geismar le 8 janvier : « Qu'ils prennent garde ces corrompus... s'il le faut, et les masses l'ont prouvé tant et tant de fois, nous ne manquerons pas de courage. Nous utiliserons d'abord nos poitrines et nos poings, puis des pierres et s'ils nous opposent des mercenaires bardés d'acier nous travaillerons à la riposte... Ce n'est rien d'autre que ce qu'ont fait depuis des années nos camarades vietnamiens. »

Bref, construire l'unité du peuple occitan c'est aussi se donner les moyens militaires adaptés à l'étape actuelle de la Résistance.

Déjà le sabotage du rallye des Cévennes, l'explosion des cuves d'Azille, la préparation de l'autodéfense des fermes qui doivent être expulsées au Larzac prennent la suite des affrontements de Béziers ou de Lézignan contre les C.R.S.... Mais il y a une différence fondamentale : *L'initiative militaire appartient aux masses et c'est dans leurs fermes, sur leurs vignes, aux creux de leurs montagnes, bref sur leurs terrains qu'elles attendent l'ennemi.*

Résoudre cette question de l'initiative est décisif pour le développement des luttes. C'est la seule manière de préparer un réel bond en avant sur le chemin qui mène à la guerre populaire prolongée. La parabole de Marti :

Ome d'Oc, escota mon fraire
si dins ton ort i a un corbas[2]
rapela te d'aquela istoria.
Pren un fusilh. Lo manques pas!

Homme d'Oc, écoute mon frère
si dans ton jardin il y a un corbeau[2]
souviens-toi de cette histoire.
Prends un fusil, ne le manque pas !

pourra alors se réaliser

2. Les corbeaux symbolisent ici les notables rapaces et tout ceux qui profitent de la misère d'un Peuple...

Oui décidément cela ira loin et monsieur Viansson-Ponté vous avez bien raison de mettre Pompidou en garde car :

« La pauvreté pousse aux changements, à l'action, à la révolution. Sur une feuille blanche tout est possible, on peut y écrire et dessiner ce qu'il y a de plus nouveau et de plus beau. »

(Mao Tsé-toung)

EN GUISE DE CONCLUSION.

La lutte du peuple occitan n'est pas le fruit d'un nationalisme étroit et raciste. Elle n'est pas dirigée contre le peuple français. Les vignerons languedociens poursuivent au fond le même but que les ouvriers de Billancourt ou de Lorraine : inventer une nouvelle façon de vivre, des rapports de production neufs parce que produits par les masses en lutte. Ils n'ont pas des réflexes égoïstes « séparatistes » vis-à-vis de leurs frères de classe. Le témoignage de solidarité que lance Marti aux Basques vaut pour tous ceux qui souffrent et résistent :

« Par-dessus les montagnes nous nous connaissons
Par-dessus l'histoire, nous nous comprenons,
Par-dessus l'histoire ce que nous voulons se ressemble... »

La lutte du peuple occitan est au contraire un important front de l'assaut contre le nouveau fascisme. Quand celui-ci revêt son visage de mort le plus abject, quand en Occitanie, comme en Lorraine, il veut liquider toute une région pour le seul profit de ses maîtres, alors la Résistance qu'il suscite a toute chance d'être exemplaire.

Elle nous apprend aussi que « la révolution en France sera nécessairement multinationale », qu'aux coups décochés par les 3 millions de travailleurs immigrés s'ajouteront ceux des Basques, Bretons, Catalans et Occitans qui trouveront dans leurs traditions propres de nouvelles raisons d'en finir avec les siècles d'oppression...

Elle est enfin pour nous, maoïstes, et pour tous les militants progressistes, une puissante arme contre l'esprit groupusculaire :

— Elle nous oblige à concevoir des méthodes vivantes de Front Uni pour répudier le sectarisme étroit;

— Elle impose la démocratie de masse contre les négociations de chapelle;

— Elle appelle l'esprit d'initiative, le coup d'audace matérialiste et raisonné au lieu du rabâchage impuissant des stéréotypes figés.

BREF, ELLE EST EN TOUT POINT UNE GRANDE ÉCOLE DE VIE...

Janvier 1972.

Document :

MANIFESTE DE LUTTE OCCITANE

Compte tenu de l'état actuel de nos forces, de l'insuffisance de nos analyses et de notre implantation, il serait ridicule de prétendre agir comme parti politique ayant une ligne politique définitive.

Ce qui importe pour l'heure, c'est de se donner les moyens suffisants pour mener à bien ces tâches, des moyens politiques et organisationnels transitoires capables de regrouper les militants, de leur donner un outil d'intervention, de coordination et de réflexion efficace, d'implanter notre mouvement dans les masses et ainsi se pénétrer de la seule vérité qui nous permettra de créer avec elles l'arme de notre libération.

A la base de notre initiative il y a la reconnaissance de la situation suivante :

— Il existe un fait occitan avec sa spécificité (culturelle, linguistique, etc.), sa propre histoire de résistance à l'hégémonie française.

— Les pays occitans subissent une exploitation capitaliste *de type colonial* à travers laquelle l'État français liquide définitivement une minorité nationale.

— L'État, dans ses visées, se heurte de plus en plus durement aux classes populaires occitanes opprimées.

— Sans prendre un caractère nationaliste, la lutte de ces classes traduit toujours plus des aspirations qui ne sont pas réductibles à celles de tous les travailleurs de l'Hexagone. Elles prennent conscience de l'unité de leurs intérêts, de la relation de ces intérêts avec la vie de la « région », de la contradiction qui existe entre ces intérêts et la politique de l'État et des monopoles.

Une conscience régionale se développe.

— Plus exactement, la lutte des classes revêt en Occitanie une

forme spécifique (c'est-à-dire dans un premier temps « régionale », puis reliée à une prise de conscience occitane). Elle y oppose de *façon principale* les classes populaires en voie de regroupement à l'État, instrument du capitalisme national et international.

— Ces luttes échappent donc de plus en plus aux structures traditionnelles de l'État bourgeois. Elles acquièrent une autonomie d'organisation, confirmant ainsi une tendance universelle, celle des mouvements révolutionnaires actuels à briser les carcans nationaux imposés par la bourgeoisie pour poser le problème de la révolution dans des cadres nouveaux, probablement ceux dans lesquels la société socialiste future s'harmonisera.

— Les organisations politiques et syndicales dont la centralisation est calquée sur les structures de l'État bourgeois ne sont plus à même de mener ces luttes. Elles restent prisonnières des stratégies centralistes, ignorant ainsi la spécificité culturelle et économique des travailleurs occitans.

— La montée des luttes clarifie la situation en bousculant les découpages traditionnels et falsificateurs de la vie politique française.

A mesure que leur pouvoir économique disparaît, les notables (de gauche comme de droite), simples résidus de la bourgeoisie occitane prostitués à la bourgeoisie française, ne sont plus capables de maintenir les emplois, d'attirer les retombées économiques de l'État, et leur audience politique s'amenuise. Profitant du désarroi de la population et abusant de remèdes-miracle (tourisme, régionalisation, etc.) de nouveaux notables plus directement liés à l'État bourgeois (commis U.D.R.) prennent leur place. L'écran mystificateur que les querelles des notables tissaient sur les problèmes fondamentaux tend donc à disparaître. Le peuple occitan est confronté plus que jamais à ses exploiteurs. En revanche, dans certaines communes, une nouvelle génération d'élus commence à apparaître, cristallisant des revendications confuses qu'aucun parti politique n'a prises en considération. Il faut en tenir compte.

Dans les limites soulignées au préalable, notre réponse à cette situation :

— Notre terrain est celui de la lutte des classes menée par les travailleurs occitans contre la double exploitation capitaliste et nationale.

— Nous luttons pour une organisation de classe autonome

(c'est-à-dire occitane) dans laquelle l'ensemble des classes populaires occitanes se reconnaîtra. Pour une organisation capable de mener en Occitanie la lutte pour le droit des Occitans à vivre dans leur pays, de leur travail, dans le respect de leur personnalité culturelle, pour la décolonisation, contre le pillage des ressources matérielles et humaines, contre la déportation des jeunes.

— Cette lutte est la *réponse occitane* à l'exploitation capitaliste et coloniale. Elle n'aboutira que par le renversement de l'État capitaliste français et à travers lui l'abolition du système capitaliste lui-même.

— La question n'est donc pas « nationalisme occitan », « fédétalisme européen » ou « régionalisme », mais la destruction de l'État capitaliste français et *le rôle du mouvement populaire occitan dans cette destruction*, l'instauration d'un nouveau pouvoir par le prolétariat et les peuples opprimés et *le rôle que le mouvement populaire occitan y jouera*, l'abolition du système impérialiste par l'Internationale des prolétaires et des peuples opprimés et *la place que la lutte du mouvement populaire occitan arrachera dans cette internationale.*

Il ne fait donc pas de doute que le combat des travailleurs occitans est aussi celui des travailleurs immigrés vivant en Occitanie.

— Dépassant la structure des États traditionnels, les luttes actuelles tracent dans le monde les cadres nouveaux où s'exercera le pouvoir des travailleurs par l'autogestion des moyens de production et de distribution et de tout ce qui touche à la créativité des peuples et des hommes. Il n'est pas exclu que chaque cadre reflète une réalité ethnique. Il appartiendra alors aux travailleurs de décider de leur forme d'organisation et de coordination. Mais plus que par une volonté préétablie, ce choix sera conditionné par le développement des luttes dans l'Hexagone, en Europe et dans le monde. Ce développement étant inégal, rien ne nous permet de présager des formes d'organisation politique que les peuples se donneront.

— Ce qui compte aujourd'hui, ce n'est pas de se perdre en hypothèses mais de mener notre réalité spécifique, notre combat spécifique notre combat spécifique en comptant d'abord sur nos propres forces.

— Ce combat passe par le soutien actif de toutes les luttes que les classes populaires occitanes mènent contre leurs exploiteurs.

Le développement de ces luttes tient d'abord dans leur convergence. Notre mouvement s'emploiera donc à l'unification des luttes que les paysans, les ouvriers, les jeunes, la petite et moyenne bourgeoisie en voie de prolétarisation entreprennent. Il les popularisera, en soulignera la signification, en précisera les intérêts communs et l'ennemi commun, et il cimentera dans la culture occitane commune l'unité populaire en mouvement.

Dans cette tâche, le mouvement tiendra compte du rôle particulièrement exemplaire que les paysans moyens et petits jouent depuis quelques années.

La réalisation des tâches que nous nous sommes fixées ne se fera que s'il y a radicalisation des militants et du mouvement simultanément dans la pratique (*priorité à la lutte politique : engagement de tous dans les luttes de masse)* et dans la critique théorique (nous y reviendrons), en chassant de nos rangs la division du travail (penseurs d'un côté, militants de l'autre), en subordonnant nos activités aux nécessités de la lutte, en évaluant justement nos forces et en les engageant pleinement dans une pratique de masse qui n'a rien à voir avec l'activisme et le réformisme.

— Compte tenu de l'état actuel de nos forces et des particularités de chaque région occitane, l'initiative est laissée aux comités de base dans le respect des discussions arrêtées en A.G. Le Comité central joue un rôle de coordination de synthèse et d'impulsion. Le bulletin (le journal) est l'outil de la cohésion du mouvement.

— Les enseignants, étudiants et jeunes scolarisés créent une association occitane de masse dont le rôle est de lutter contre l'école de l'idéologie bourgeoise et coloniale, contre l'école de l'impérialisme culturel français, contre l'école antichambre de la déportation, contre l'école agence technologique du capital, pour le soutien militant des luttes populaires occitanes, pour le renouveau culturel occitan à partir de l'occitanisme du peuple, pour la recherche avec les militants de données qui permettront au mouvement d'approfondir sa critique politique.

— Le mouvement contribue au développement du travail culturel occitaniste et le considère comme faisant partie de la lutte Il se donne les moyens de sa vulgarisation. Il combat tous les relents pseudo-folkloriques ou félibréens qui cautionnent en fait la politique de notre anéantissement.

André Theret

1930-39 : LES MINEURS CONTRE LE FASCISME

I. — On a commencé a crier, a être éveillés

— Comment posait-on la question du fascisme en France avant 1934 ?

— A l'époque, nous subissions les répercussions de la grande crise américaine, elle faisait de 26 à 30 millions de chômeurs si les chiffres sont exacts, et la classe paysanne était bien pauvre elle aussi.

Avec la poussée du fascisme sur le plan international, il y a eu un début de prise de conscience. C'était l'occupation de la Mandchourie par le Japon, puis Hitler avec ses revendications territoriales, et aussi l'occupation de l'Éthiopie par l'Italie. Les masses tout en étant sensible au fascisme extérieur, n'avaient pas de prise de conscience très forte même devant les positions revanchardes de Hitler.

On comprenait que « ça faisait partie de l'Allemagne » et puis c'était tout à fait normal d'autant plus que les gouvernements qu'il y avait à cette époque favorisaient la politique hitlérienne sur tous les plans. Les masses n'étaient pas prêtes à lutter contre le fascisme, il y avait d'ailleurs ce qu'on appelait les séquelles de la victoire de 1914-18, c'était le principal dada politique de nos anciens combattants, ils étaient les « vainqueurs » de la guerre alors que nous autres on disait que le traité de Versailles avait été un diktat imposé au peuple allemand. De fait, ce diktat a favorisé la montée de Hitler. En France ça ne paraissait pas un danger grave. Le fascisme hitlérien c'était un règlement de famille là-bas en Allemagne, en vase clos.

Nous étions dans une période de chômage, il faut bien comprendre l'état d'esprit qu'il y avait à cette époque, la classe ouvrière était séparée, divisée politiquement et syndicalement, sans alliés naturels, que ce soit les intellectuels ou les paysans. Les couches moyennes étaient complètement séparées, enfin la division des communistes et des socialistes depuis le congrès de Tours a été très néfaste, elle a aidé au développement du fascisme. Les séquelles de toutes ces divisions n'ont jamais été éliminées, elles existent encore aujourd'hui en 1972.

Quand on allait parler avec un socialiste de l'histoire du Japon qui avait envahi la Mandchourie, il répondait : « Ça, bof, on s'en fout pas mal, nous. D'où que ça se trouve ? » Quand les Italiens ont envahi l'Éthiopie et l'Abyssinie : « Ben les Macaronis, ils prennent leur machin, et, puis c'est tout, nous ça ne nous regarde pas. » Quand Hitler est arrivé en Allemagne, on a commencé à crier, a être éveillés, on commençait à parler de ce qu'Hitler avait fait en 34, des camps de concentrations, eh bien ça n'allait pas encore; là-bas en Allemagne la classe ouvrière était représentée par Thaelmann, un communiste. Et sous prétexte que celui dont on parlait le plus dans la classe ouvrière, c'était un communiste, les réformistes ici, ils s'en foutaient; ils disaient que le communisme et l'hitlérisme c'était pareil, que les communistes, par leur agitation revendicative étaient les soutiens de la réaction, tout comme le P.C.F. affirme aujourd'hui que les communistes maos sont les soutiens de l'U.D.R.

Le danger du fascisme n'était pas apparent dans l'esprit des socialistes. Il n'était pas beaucoup plus apparent dans l'esprit des communistes. Il a fallut 1934 pour qu'il y ait cette flambée, pour qu'il y ait cette montée de révolte, pour qu'on pressente le danger d'une France entourée par un fascime italien, puis allemand. Il n'y avait pas ce qu'on peut appeler une ligne directrice, idéologique, dans la lutte contre le fascisme.

Tout ce qu'on faisait contre le fascisme, c'était dévoiler ce qu'il était mais ce n'était pas encore bien compris. Le fascisme, je le disais comme je le comprenais, mais je n'avais pas encore eu les véritables expériences d'Hitler; on prenait des exemples dans l'histoire, on revenait sur l'inquisition, on essayait de trouver comment un fascisme pouvait naître et se développer, on voyait ça avec la féodalité; pour essayer de saisir l'esprit des camarades, on disait : « Voyez-vous l'inquisition, eh bien ça sera encore

bien pire, il n'y aura même plus besoin de lettres de cachet, on viendra vous arrêter, et puis, hop, on vous enfermera ou on vous fera brûler tout de suite », « on n'est plus au temps de Jeanne d'Arc, on ne fait plus de bûcher, on ne fait plus brûler les gens comme ça » répondaient-ils. Et pourtant il y a eu les fours crématoires, ce qui était bien pire que le bûcher de Jeanne d'Arc. Mais ce n'était pas compris et lorsqu'on discutait du fascisme c'était un mot. Hitler c'était une politique, Mussolini c'en était une autre. Pourtant dès 1926 beaucoup avaient lu *Mein Kampf* de Hitler qui rejetait sur la France et son peuple les calamités que son pays subissait du fait du Traité de Versailles et de l'occupation de la Ruhr.

Dans l'esprit de beaucoup de gens, il y avait l'idée que Mussolini avait apporté quelques avantages aux ouvriers italiens et qu'il avait sauvé les chômeurs. Qu'on le veuille ou non, quand un chômeur voit que les chômeurs sont aidés dans les autres pays, il a une certaine reconnaissance. Tout cela donne lieu à des confusions. L'orientation du fascisme qui se sert du mécontement ou des révoltes ouvrières pour établir une dictature des puissances d'argent contre tout ce qui est progrès social, contre tout ce qui est d'avant-garde, contre l'établissement de la liberté et de la démocratie, tout cela ce n'était pas compris. Il n'y avait pas d'éducation idéologique dans le parti ; tout ce qu'il y avait, c'est que s'il y en avait un qui disait ceci ou cela de l'U.R.S.S. alors là on se battait, on se battait à coups de poing pour défendre la Russie bolchévique, mais on ne voyait pas qu'on allait vers février 1934.

— *Comment, avec tous ces obstacles, l'antifascisme est-il devenu un phénomène de masse ?*

— En 1927, j'ai assisté à une manifestation contre le fascisme à Saint-Ouen, là c'était magnifique. Il y avait les Croix de Feu et les Communistes. Les Croix de Feu avaient leurs bérets, tous ceux qui avaient un béret, étaient bons pour la matraque, et ça allait vite. La manifestation de Saint-Ouen pour Sacco et Vanzetti, c'était magnifique, ils étaient 10 000 ou 15 000, soudés, et les gardes républicains à cheval ne pouvaient rien. Ça c'était la lutte contre le fascisme, mais c'était en 1927, l'orientation était meilleure à cette époque-là qu'elle ne l'a été après.

Ce qui a tout changé c'est la crise économique américaine, elle a eu des répercussions terribles ici surtout ; tout le monde se contentait de la misère et cela a été très important pour en arriver

à 35 et 36. La lutte contre le fascisme en France n'a été mobilisatrice qu'en 1934, et encore les sociaux démocrates ont attendu le 12 février pour se mobiliser à côté des autres.

On arrive au Front populaire. Ce fut quoi? Essentiellement des revendications ouvrières, on a donné les 40 heures, les congés payés. Mais la classe paysanne est-ce qu'elle a eu quelque chose? Et les intellectuels est-ce qu'ils ont eu quelque chose? Alors comprends-tu, le Front populaire n'était pas soudé avec ses alliés naturels, la classe ouvrière avait négligé ses alliés naturels, ça sera très néfaste, c'est l'histoire qui le montre.

A l'époque, nous n'étions pas des prophètes mais aujourd'hui avec le retour en arrière, l'histoire nous éclaire. Donc on l'a payé cher, d'abord avec la grève du 30 novembre 1938, et puis aussi parce qu'on n'a plus pu mobiliser les masses contre la politique d'annexions de Hitler avec l'Autriche, les Sudètes, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Là, c'était mettre le doigt dans l'engrenage, tout le corps y est passé et ça nous a mené à la dissolution du P.C. en 1939. Voilà. On a fait une politique d'ouvriers mais on n'a pas fait une politique nationale de revendications, on ne faisait qu'une politique de la classe ouvrière, des 40 heures, des congés payés, on a abandonné le principe de la défense de la démocratie et des libertés. Les ambassadeurs d'Allemagne qui avaient vu cette affaire, avec les Georges Bonnet revenus au pouvoir, se sont dit : « On peut se frotter les mains, tout peut se préparer dans le sens que nous avons vu. » C'est comme ça qu'on est arrivé à 1939.

En 31-32 notre ligne a commencé à payer les répercussions des crises économiques des Américains. On a commencé à chômer. La première quinzaine que j'ai faite en mars 31 (après le service) tous les puits de mine étaient occupés par les gardes mobiles (mars-avril). On disait : « Ils trouvent de l'argent pour payer les gardes mobiles, et, ils n'en trouvent pas pour nous payer. » C'était le commencement du chômage. Deux ans après, on nous a posé une question, un référendum : « Etes-vous d'accord pour chômer une journée de plus ou pour renvoyer les Polonais dans leur pays? » C'était grave. On a dit qu'on était pas d'accord pour les renvoyer. Cette période-là est devenue plus dure.

Politiquement elle durcissait aussi, les communistes et les socialistes se « grognaient » comme des roquets. Dans les réunions c'était du cinéma, du théâtre, parce qu'ils n'y allaient pas avec le

dos de la cuillère, c'était : vendu, traître, etc. Mais, qu'on le veuille ou non, à cette époque-là, quand les communistes dénonçaient les socialistes, ils dévoilaient des traîtres, c'en étaient vraiment.

En 1933, Hitler a pris le pouvoir et occupé la Ruhr et les Français ont dû déguerpir ! Ce qu'il faut voir c'est que la lutte des années 30 à 34, chacun la menait à sa façon, chacun de son côté, les socialistes à leur façon et les communistes à la leur, beaucoup plus aiguë. Mais les socialistes avaient les portes ouvertes dans les grands bureaux. Par exemple, là-dessus j'ai eu des récits directs, les dirigeants socialistes étaient convoqués dans les grands bureaux, et on leur demandait : « Etes-vous d'accord pour que Matté soit mis à la porte? » Matté c'était un de ceux qui avaient formé le parti en 1921; « Si on met Matté à la porte, c'est un communiste, un de vos adversaires, vous ne ferez pas grève? » Les socialistes, contents d'être débarrassés d'un militant communiste qui était le bâton merdeux partout, surtout chez nous, ont dit d'accord. Ils ont mis Matté à la porte parce que Matté menait la lutte sur les revendications et il entraînait les travailleurs à résister.

Tandis que les autres c'était toujours des pétitions ou des référendums. Si les salaires ne correspondaient plus au coût de la vie au lieu de mobiliser les travailleurs pour une grève, d'engager la lutte pour une augmentation, de combattre quoi, ils faisaient signer des pétitions. Et puis un mois après, pour gagner du temps, ils faisaient un référendum. C'était « pour ou contre la grève ? » Comme ils avaient déjà eu leurs réunions de toutes les sections socialistes et que les communistes n'étaient pas bien forts, ils avaient toujours la majorité contre la grève dans leur référendum. Ça servait les intérêts des compagnies mais c'était contraire aux intérêts des travailleurs.

C'est dans ces conditions qu'on est arrivé à la période préfasciste de 1934 avec les événements de politique extérieure. En 1934, l'opinion publique a commencé à être travaillée par ce qui se passait en Allemagne et en Italie, et ici en France, dans nos contrées, on sentait bien qu'un danger était là, qui se préparait contre nos institutions et nos libertés. Et surtout on subissait une crise très grave. On en arrivait à ne travailler que deux jours par semaine, ou même une journée, l'ouvrier qui avait 4 gosses ça faisait 200 francs pour vivre 15 jours, alors qu'à cette période-là pour vivre sans gros frais, il fallait un bon 500 francs. Il faut voir comment on vivait, c'était affreux, c'était une grande misère dans

tous les foyers. Avec les événements de 1934, il y a eu une plus grande clairvoyance dans les masses, on a senti qu'il fallait bouger, qu'il fallait que ça change.

L'histoire du 6 février ça a réveillé les consciences dans les ateliers, dans les puits, bien qu'on était loin de Paris. On a dit : « Attention, hier on l'a échappé belle », on faisait la comparaison avec l'Allemagne qui avait déjà Hitler et l'Italie qui avait Mussolini, ça montrait qu'on avait failli avoir la même chose. Alors on a crié : « Les cagoulards en prison. » Il y a eu des manifestations à Lille et un peu partout qui ont rassemblé du monde, tous les républicains, les démocrates, les socialistes, les communistes y sont arrivés.

— *Avant les manifestations communes, comment se passaient les réunions socialistes et communistes ?*

— Vers 1934-35, la formation de l'axe Berlin-Rome-Tokyo, c'était l'implantation du fascisme à l'échelle mondiale, c'est ce qui a beaucoup joué pour le début de la prise de conscience en 1934, avec les événements de février. Dire que dans les masses le danger fasciste était apparent, ne serait pas exact. Il y avait quelques militants qui sentaient le danger fasciste, on sentait bien qu'il y avait une poussée un pouvoir qui préparait de nouvelles formes de domination.

Mais dans les partis, dans les réunions contradictoires, les mêmes propos revenaient toujours, c'étaient les mêmes problèmes, l'unité et la scission du congrès de Tours que les communistes reprochaient aux socialistes.

Il y avait eu la guerre du Rif qui avait amené une mobilisation des travailleurs principalement ceux de l'extrême gauche. Mais dire qu'à l'époque les partis étaient solidaires des peuples colonisés serait faux. D'abord, le Parti Communiste, sa mission était d'être solidaire mais pour le Parti Socialiste, non. D'ailleurs, on ne le verra jamais lutter contre les guerres colonialistes. En 1954, avec la guerre d'Algérie et la guerre d'Indochine, on a bien vu qu'il était pour les guerres colonialistes, pour les guerres d'expansion colonialiste et de domination. C'est-à-dire pour le fascisme dans les colonies, pour exploiter les habitants de ces pays et pour en tirer des profits pour les capitalistes. Les socialistes parlaient de la dictature qu'il y avait là-bas en Russie et disaient que le socialisme bolchevik n'avait pas amené de bien-être pour le

peuple. Ils disaient ça parce qu'à l'époque, les communistes et le Secours rouge faisaient des collectes, ramassaient des effets, des vieilles loques, des vieilles godasses, pour les envoyer en Union Soviétique où ils n'avaient rien. Ils étaient en train de remonter leur économie, c'était exact et il y avait des coups de gueule des socialistes là-dessus.

Quand il y avait une réunion du Parti Communiste qui se faisait, surtout vers la période 31-32-33, c'était la bagarre avec la police. Pour la police, il n'y avait pas d'ambiguïté, elle tâchait de s'emparer de la réunion ou de la disperser, il fallait prendre des dispositions pour que l'orateur puisse s'enfuir afin de ne pas être pris par la police.

Le danger fasciste n'était pas réellement pressenti. Quand dans la classe ouvrière on causait du danger d'Hitler, les socialistes acceptaient comme une chose normale son arrivée au pouvoir. Nous, les communistes, on dévoilait les dangers, on dénonçait les camps de concentration qui existaient déjà en Allemagne et où Hitler après l'incendie du Reichstag avait fait enfermer 90 000 ouvriers révolutionnaires, communistes et aussi des socialistes et des démocrates. C'était le commencement des arrestations et des grandes purges là-bas; ici en France, on avait beau le crier, beau le dire, les sociaux démocrates ne l'acceptaient pas de cette oreille-là.

Donc on arrive en 1934, où on prend conscience du danger. Il avait fallu les scandales Stavisky, l'affaire Prince, c'est cette période qui est favorable aux ligues factieuses qui défilent dans les rues aux cris de : « La République pourrie », « A bas la République des camarades », les hommes corrompus dans les scandales criant avec eux : « A bas les voleurs ». Ça a été une vraie révolution de dire que la bourgeoisie était pourrie avec des ramifications dans les ministères, dans les gouvernements, ça a fait une prise de conscience, mais pas dans l'ensemble du pays. Il faut bien le voir, sur 10 ou 15 ouvriers, il y en avait peut-être un qui avait conscience du danger.

A cette époque-là, dans les discussions, il y avait beaucoup d'anciens combattants forts des victoires remportées en 14-18. Quand je leur disais : « Hitler, il va repasser la Meuse, il repassera le Rhin, il passera même la ligne Maginot », ils me disaient : « Qu'est-ce que tu racontes, plus jamais un boche ne mettra les pieds en France, tu ne nous connais pas, on les a battus à Craonne,

à Verdun, Raon-L'Étape. Il y en a même un qui disait : « Ils arriveraient ici à la fosse, moi j'ai un canon, je suis artilleur, il n'y en a pas un qui passerait. » Et pourtant ils sont arrivés en 1940, mais on était resté sur la victoire de 1918, avec l'esprit qu'il n'y avait plus un boche qui pourrait passer. Cette idée-là elle était forte, il y avait les sociétés patriotiques qui commémoraient le 11 novembre tous les ans. Et pourtant, le traité deVersailles avait été un diktat au peuple allemand et c'est ça qui avait amené le fascisme.

— *Qu'est-ce qui rendait si difficile la mobilisation contre le fascisme ? Que faisaient les communistes ?*

— Ici en France, on eut du mal à partir contre le fascisme, on n'était pas guidé pour. Les écrits du parti, c'était sur la guerre du Maroc, la guerre d'Indochine; on luttait contre toutes les guerres coloniales, mais sur le plan revendicatif, sur le plan de la défense des libertés, il n'y avait rien. On nous disait toujours que nous étions les défenseurs de la liberté, de la fraternité, mais ce n'était pas vrai, celui qui avait le malheur d'en causer, de lutter violemment pour se défendre, il était réprimé dans les partis.

Il était réprimé par la réaction, par l'alliance entre la social-démocratie et tous les partis de droite.

Et il n'y avait pas de véritable parti d'avant-garde à cette époque. Malgré le congrès de Tours, malgré l'Internationale. Au congrès, la scission s'est faite sur une motion, elle ne s'est pas faite au cours d'une lutte de masse, dans un combat contre une idéologie réactionnaire. Ce sont des hommes politiques qui se sont partagés sur cette motion, ce ne sont pas des révolutionnaires, le congrès de Tours n'a pas fait de bolcheviks. Ils ont voulu se servir de l'effet révolutionnaire de l'Union Soviétique qui venait de faire sa révolution, mais ici en France, ce n'était pas des révolutionnaires de ce type. S'ils l'avaient été, ils se seraient servi des mutineries qu'il y a eu dans l'armée et on aurait pu avoir de meilleurs résultats, surtout après 1917 parce que le régime était branlant. Déjà en 1915, Lénine par une brochure dictait la conduite à observer pour changer l'orientation de la guerre « quiconque, écrivait-il, désire une paix solide et démocratique doit s'affirmer pour la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie. »

Le congrès de Tours a fait un parti de la classe ouvrière qui essayait de la guider sur certains points, mais il n'a pas fait un

parti de combat. Les ouvriers à la base étaient révolutionnaires, eux, parce qu'ils connaissaient les difficultés, et subissaient la répression.

Par exemple dans les mines, les chemins de fer, dans les usines, aussitôt qu'on posait des revendications claires et précises et qu'on avait le malheur de vouloir entraîner ses camarades pour les faire aboutir, on était catalogué comme révolutionnaire. Si trois ouvriers discutaient et que l'ingénieur arrivait, il disait : « Ah là là, pas de soviets ici ! », ça c'était clair.

C'était en 28-29-30, « pas de soviet », ça voulait dire que l'on discutait de nos revendications. Mais on était bien obligé de discuter comme ça parce que chaque fois qu'on disait quelque chose, la social-démocratie n'était pas d'accord, elle disait tout de suite « ça c'est du communisme ». Pourtant le mot communiste n'était guère connu dans les masses, malgré le manifeste de Karl Marx, il n'y en avait pas beaucoup qui avaient lu des textes communistes.

Le congrès de Tours a quand même développé la réflexion de la classe ouvrière bien qu'elle était divisée. Les idées de Marx, de Lénine, ça a pénétré petit à petit chez les ouvriers. Il y a eu des brochures comme « Salaires, prix et profits », ça se discutait, on se le passait en sous-main parce que il ne fallait pas être pris avec une brochure comme ça, avant 36 il ne fallait pas que ça dépasse de ta poche, ni le journal *l'Humanité*; le P.C. était considéré comme le parti révolutionnaire. Et pourtant... C'était un parti où les militants se battaient à la base. Mais la direction se battait formellement, par exemple contre le groupe Barbé-Celor ou contre tous les autres groupes, elle se battait pour des places, pour la direction, c'était la période des tendances, des fractions, de la méfiance; la période où le sectarisme domina le mouvement ouvrier sans rien lui apporter de concret; seule la base se battait pour des revendications et contre la répression patronale.

Préparer les élections de délégués mineurs ou les élections municipales ça faisait une lutte régionale ou nationale. On développait aussi le danger du fascisme sur le plan international. Mais rassembler des moyens de lutte, faire une réunion ou aller se battre dans une localité ou dans une grande ville, on ne le faisait pas. Il y avait des petits groupes de communistes qui se battaient contre des Croix de Feu ou même contre des socialistes, mais il n'y avait pas une armée de combat; militairement, le Parti Com-

muniste n'était pas armé, jusqu'en 36; il ne l'a même jamais été, sauf dans la période 1940-1945 avec les F.T.P.

En 1932, c'était les élections municipales. Pour le P.C., il fallait gagner des places; même à la base, il n'y avait pas un niveau idéologique suffisamment élevé du point de vue révolutionnaire; on luttait contre la tendance au parlementarisme, mais il y avait quand même une déviation électoraliste néfaste pour l'ensemble des travailleurs. Voilà : en 1932, il fallait 23 candidats pour faire une liste, on en avait 17, il en fallait donc 6 de plus; à la dernière minute, pour pouvoir présenter une liste complète, ils sont allé faire une alliance avec les plus gros bonnets réactionnaires du coin. Les socialistes, les réformistes ont eu beau jeu d'aller dire : « Ils parlent d'abolir les gros et puis aujourd'hui pour prendre la municipalité, ils sont allé s'allier avec les plus gros bonnets et les plus gros hobereaux. » Ce n'est pas une politique d'avant-garde, ce n'est pas une politique de combat, ce n'est pas une politique révolutionnaire. Cela a été néfaste.

Le premier qui n'a pas accepté ça, ce fut moi. J'ai donné ma démission tout de suite de ce bazar-là, pourtant je n'étais pas un militant avec une culture bolchevik à outrance, d'ailleurs j'étais jeune, mais j'avais déjà un sentiment de classe entier, profond, qui ne s'accommodait pas de l'alliance avec n'importe qui, pour n'importe quoi. Je me suis donc fait retirer de la liste. Il y a eu des discussions au sein du parti. Quoique j'étais un jeune, les vieux camarades qui étaient là, qui avaient fait la guerre et le congrès de Tours, ont discuté de ma position. Et elle s'est avérée juste, aux yeux de beaucoup de camarades.

Il y avait une aile de gauche, d'extrême gauche dans le P.C., c'étaient ceux qui avaient trimé, qui avaient connu la guerre et la répression, ceux qui avaient subi le chômage, c'est-à-dire ceux qui avaient réellement eu de la misère dans leur vie, ceux-là restaient fidèles à une ligne de combat. Alors dans cette discussion, ils ont dit : « Bien oui, c'est nous qui avons tort, vraiment notre position est fausse », mais comme il était trop tard pour retirer les listes, ils ont accepté d'aller jusqu'aux urnes. La déconfiture a été terrible, les gens comptaient combien ils allaient avoir de voix, ils sont arrivés bien en dessous de leurs espérances, pourquoi ? Parce que les masses, elles, n'étaient pas bêtes. Même les socialistes ont exploité ce fait-là alors qu'ils n'étaient pas révolutionnaires. Tout ça c'était pour essayer de prendre du terrain

à la social-démocratie, mais il était impossible de gagner du terrain dans des conditions pareilles, il y avait pas de ligne de combat. Il y avait comme on l'a vu des divisions en haut, ça ne se répercutait pas avec la même force à la base, ça ne servait pas la lutte idéologique, ça n'éclairait pas. A la base, on effleurait ces discussions-là, mais elles ne permettaient pas de mobiliser les gens et les travailleurs (il s'agit des discussions à la direction contre Barbé-Celor) ; toujours les tendances et le sectarisme.

Sur le lieu de travail, là ce n'était plus les mêmes idées qui se développaient. On était obligé de se mettre d'accord avec les socialistes pour des revendications qui étaient très minces, des phénomènes sans importance pour les travailleurs et on était obligé de se battre contre ces mêmes socialistes lorsqu'on avait des grosses revendications à faire.

— *Est-ce qu'il y avait des ouvriers fascistes à cette époque ?*

— Des fascistes ouvriers, il y en avait très peu à cette époque-là dans le Nord. Nous les connaissions à peu près et la plupart étaient des individus suspects. Le fascisme, ça partait des officines du maître-garde de la direction des houillères. Le maître-garde c'était un ancien combattant, croix de guerre, médaille militaire, toute une batterie de cuisine, je ne sais pas où il les avait eues. Il tenait tout avec ses gardes, il tenait tout le réseau. Dans cette période de 1931, 1933, il y avait beaucoup d'ouvriers, des jeunes surtout, qui n'acceptaient pas de travailler dans des conditions aussi misérables que ça, alors ils s'en allaient, croyant trouver mieux à Paris, et, à Paris des fois, ils battaient le pavé pendant une paire de jours. Puis arrivait un moment où ça ne sonnait plus fort, dans leurs poches, et un beau jour quelqu'un leur tapait sur l'épaule : « Alors ? Qu'est-ce qu'il y a, ça ne va pas ? », ils étaient repérés.

Ah, ils étaient organisés les fascistes : « Tu veux du travail ? T'as qu'à aller à telle place. » Ils y allaient et ils étaient embauchés. Huit jours après, on leur disait d'être le lendemain à tel endroit, à telle heure, ils y allaient, on leur demandait de faire des coups, de faire les contre-manifestants, etc. C'est un gars qui m'a raconté ça; lui, il n'avait pas été embauché comme ça, il avait eu une lettre pour aller trouver le maître-garde, il avait aussi été embrigadé et on lui avait demandé de faire le mouchard, d'aller dans les réunions pour se battre contre ceci et celà. Ils étaient en liaison

avec Paris et partout, d'ailleurs les ingénieurs allaient toutes les semaines faire bombance à Paris dans un château de La Grange qu'ils avaient juste acheté à 7 millions et ça en pleine période de chômage, pendant les années 30, 31, 32.

— *Parmi les ouvriers, comment agissaient les jaunes ? Y avait-il beaucoup de mouchards ?*

— Non, plutôt des gens d'église; des gens avec une idée bien politique pour être mouchards, ça n'existait pas beaucoup. C'étaient plutôt des gens d'église qui faisaient ça, croyant rendre service à M. le Curé et gagner ainsi les lieux saints du paradis.

— *Donc il n'y avait pas d'idées fascistes réellement implantées chez les ouvriers bien que vous ne travailliez que deux jours par semaine ?*

— Parmi les ouvriers, il n'y avait pas beaucoup d'idées fascistes, surtout dans nos milieux à nous.

— *Chez les chefs ?*

— Chez les chefs, il y en avait.

— *Chez les ingénieurs ?*

— Chez les ingénieurs, c'est incontestable. Ça c'est une autre catégorie de travailleurs, je dis « travailleurs » parce qu'ils sont inscrits à la Sécurité sociale minière, mais eux, c'étaient des fascistes. A dire le contraire, on se tromperait, d'ailleurs, ils l'ont prouvé pendant la collaboration, pendant la guerre.

II. — 1934-37 : Lutte de classe et lutte de place

— *Les batailles de rue à Paris, en février 34, quels en ont été les effets dans les mines ?*

— La bataille du peuple parisien, la riposte du parti communiste a été violente. Chez nous, beaucoup de travailleurs se sont dit : « Attention, il y a danger. » Alors, le 12 février, ce n'est pas tant le parti socialiste qui a fait appel aux masses, ce sont les masses qui ont débordé le parti socialiste pour la manifestation commune du parti communiste et du parti socialiste.

Le 6 février, quand les gens sont descendus dans la rue, il fallait qu'ils soient conscients que le fascisme, c'était dangereux.

Ils se sont mobilisés par esprit de parti, comme nous, à la base, je dis que sur 15, il y en avait un qui était conscient, c'était le communiste, qui était tout seul contre 15. C'était celui qui s'était éduqué politiquement et idéologiquement à travers les événements. Alors ceux-là, les 1 sur 15, ont peut-être fait comprendre à leurs camarades d'ateliers ou de chaîne : « Voilà, il y a un danger qui est apparent, il faut aller se battre. » Là, ça été clair. C'est tellement vrai qu'à la manifestation du 9 février, les sociaux démocrates n'y sont pas allés, ni les autres partis. Il a fallu que pendant quatre jours, il y ait des discussions très âpres et très dures pour leur faire rentrer dans le crâne, pour leur faire comprendre, que la seule issue pour résister au fascisme, ici, en France, c'était de faire une manifestation de rue, qu'il fallait se battre; ça a donné la manifestation d'unité d'action du 12 février. Et après, il a encore fallu des pourparlers très âpres et très durs avec les socialistes pour aboutir au pacte d'unité d'action.

— *Que s'est-il passé dans les mines après les premières manifestations de février 34 ?*

— Il aurait fallu aller beaucoup plus loin dans la lutte, il fallait unir les ouvriers : mais la lutte intestine entre les communistes et les socialistes sur la base des puits de mine ou des communes n'avait pas diminué pour autant; c'étaient toujours les mêmes insultes, les mêmes attaques, la même virulence de langage dans l'échange des programmes. Il y avait une contradiction très profonde, il en reste des traces. Par exemple préparer une élection de délégué mineur était tout un travail militaire.

Le socialiste, c'est-à-dire le réformiste de la C.G.T. de Jouhaux, pouvait distribuer ses tracts, coller ses affiches dans les corons, il n'était pas inquiété. Mais les communistes étaient pourchassés par les gardes des houillères. La lutte de classe montrait que les socialistes avaient le soutien des compagnies et qu'ils défendaient leur politique. Quand c'était le communiste qui distribuait un tract, les travailleurs ne le prenaient pas tous parce qu'il y avait un garde-chiourme à la porte et qu'il pointait ceux qui prenaient le tract du communiste. C'était caractéristique : on retrouvait autant de voix que de tracts pris, vu que c'étaient des communistes, ils s'en foutaient pas mal : « Mourir de faim avec deux heures de travail par semaine ou être foutus à la porte, il n'y a pas grand changement. »

En 1935, il y a eu un changement avec le pacte d'unité d'action signé entre les communistes et les socialistes. On a fait des réunions de comité d'action et d'unité d'action, on en a fait un peu partout, à Béthune, à Arras, à Hénin-Liétard...

A cette époque, lorsque nous sortions d'une réunion ou de la bourse du travail, il y avait les Croix de Feu qui nous attendaient; il n'y avait rien à faire, ils nous pointaient qui étions allés à la réunion, et ils attendaient pour engager la bagarre. Ils attendaient sur la place ou dans un coin avec des cannes, ou des bâtons au bout desquels ils fixaient des bouts de fer ou des lames de rasoir. Nous, comme moyen de défense nous n'avions pas encore de cocktails molotov : on avait les roues arrières de nos vélos, ça va bien ça, un bon coup de roue arrière, tu assommes ton bonhomme. Ici, dans le Pas-de-Calais, le fascisme a poussé très loin ses attaques, il a fallu passer à l'action, parce qu'ils ont tué le camarade Fontaine, à Hénin-Liétard.

— *L'autodéfense c'était exactement quoi ? Dans les usines, est-ce que ça existait ?*

— Chez nous ça n'existait pas. L'organisation militaire dans les usines n'existait pas, les ouvriers étaient livrés à eux-mêmes, à leur révolte personnelle, tout ce qui se faisait était individuel. Individuellement, on avait pas beaucoup de choses, on n'avait que des réunions et des tracts, et le 1er mai, on faisait une belle manifestation, on criait : « A bas le fascisme, le pouvoir aux soviets. » Mais pas d'organisation militaire sur les usines.

— *Comment avez-vous répliqué après l'assassinat de Fontaine ?*

— Il y eut des manifestations.

— *Il n'y a pas eu d'organisations d'autodéfense ?*

— Il n'y a pas eu d'organisations de réplique, c'était l'époque de l'unité d'action avec la social-démocratie. Et vu qu'ils ont toujours été un frein dans l'histoire, ils n'allaient pas changer en 36 parce qu'on avait tué un communiste. Il ne fallait pas se faire d'illusions, eux ce qu'ils voulaient, c'était gagner du temps.

Nous sommes donc arrivés en 1936, là on s'est battu dans des réunions syndicales. Avec la fusion de la C.G.T. et de la C.G.T.U.; les communistes ont pu se battre à l'intérieur des réunions syn-

dicales, on se battait, on défendait notre point de vue, ce n'était plus pareil; il y avait un déséquilibre de la social-démocratie.

— Pourquoi y a-t-il eu cette unité des syndicats ? Comment s'est-elle faite ?

— Elle s'est faite à la suite du pacte d'unité d'action du parti socialiste et du parti communiste.

— Qu'est-ce qui a obligés les socialos à faire ça? Parce qu'ils étaient plutôt prêts à trahir ou à taper sur les communistes qu'à s'allier !

— Les travailleurs socialistes, qu'on le veuille ou non, la majeure partie est anti-fasciste. C'est par anti-fascisme qu'ils ont fait ça, par haine du fascisme, parce qu'on le connaissait à peu près, le fascisme en Allemagne. A cette période-là, les socialistes tout en étant des soutiens de la haute bourgeoisie, donc tout en soutenant une forme de répression des travailleurs, n'étaient pas pour une répression violente, fasciste. Il fallait bien qu'ils soignent leurs ouailles et que, eux aussi, se gardent, parce qu'avant tout, ils étaient des parlementaristes. On venait de quitter la chambre bleu horizon et on préparait les autres élections, celles de 1936, il fallait tout de même bien tenir compte de cette poussée qu'il y avait sur le plan international, avec le fascisme allemand et italien.

Chacun de son côté, communiste comme socialiste, pensait à profiter des élections. Alors tout le monde se ménageait en se faisant des courbettes et en ne s'insultant pas trop. J'ai assisté à pas mal de réunions communes à cette époque. A la première où je suis allé, le socialiste demande au communiste s'il veut apporter la contradiction, l'autre arrive, l'encense, lui met des fleurs. Tout ça bien sûr, en expliquant que la nouvelle position du parti socialiste est beaucoup plus claire que celle qu'on a connue avant, et l'autre pareil, etc.

Tout ça, on le voit beaucoup mieux avec le recul du temps. Quelle lutte idéologique menaient le parti communiste et le parti socialiste, par exemple, en 35-36 pendant l'unité ? Rien, on se congratule, on se ménage, avec l'air de dire : Si tu me dis ça, moi, je te sors ça et c'est tout. Pourtant les problèmes politiques sont là. En France, chaque fois qu'on a causé d'unité — c'est ça qui est malheureux — ce fut l'abandon de la lutte idéologique, c'est-à-dire l'abandon de la lutte de classe pour la lutte de place. C'est

clair, c'est malheureux à dire, mais c'est l'histoire qui le dit et qui le fait voir et nous reviendrons toujours là-dessus.

— *Pourquoi le front populaire n'a-t-il pas tenu ?*

— Parce qu'il a négligé ses alliés naturels. Les paysans n'ont rien eu. A cette époque-là, on disait dans les campagnes : « Les ouvriers ont eu les 40 heures mais nous, on est obligé de se lever à 5 heures du matin pour se coucher à 11 heures du soir, et les produits ne rapportent pas de manière convenable. » Les ouvriers agricoles travaillaient encore des 12 et 14 heures par jour sans congés payés, sans rien.

Bien mieux, à cette époque, on avait un ministre des P.T.T. qui s'appelait Lebas ; quand les socialistes nous disaient : « C'est grâce à Blum qu'on a eu les 40 heures, c'est grâce au socialiste Blum », on leur répondait : « Et Lebas, il est bien ministre ? Il est bien socialiste ? Alors pourquoi il n'a pas donné les 40 heures et les congés payés aux postiers ? » Les 40 heures, ce n'était pas général, on nous l'avait donné parce qu'il y avait les occupations d'usines, parce qu'il fallait en sortir, et même Blum n'était pas d'accord pour nous les donner. Quand il y a eu une entrevue avec les représentants des syndicats, ils lui ont dit : « Attention, il faut aller vite » ; il a répondu : « On verra ça dans quelques mois », un ouvrier lui a répondu : « C'est pas quelques mois, c'est dans 48 heures, les ouvriers occupent les usines, et ils ont faim. »

C'est comme ça qu'on a triomphé ; avec une position de lutte de classe égoïste et individualiste, on n'a pas étendu cette victoire de l'unité populaire aux autres couches. C'est-à-dire que les autres sont partis gros-jean après avoir mené la lutte, et les intellectuels, ils ont rien eu du tout, d'ailleurs on les appelait la *misère en faux col* ou les crève-la-faim en faux col. Tous les partis, aussi bien les communistes que les socialistes, ont abandonné les couches moyennes, on est arrivé à 1937, à la « pause ».

La pause a été l'arrêt des revendications, la démobilisation complète de la classe ouvrière. Si un communiste avait le malheur de hurler contre la pause, il recevait des insultes ; entre communistes et socialistes, on revenait au même climat qu'avant 1934, chacun accusait l'autre d'être un traître. Blum avait annoncé la pause et on oubliait dans cette histoire-là la lutte qu'il fallait mener contre le fascisme espagnol qui était à nos frontières.

C'est tellement vrai que quand les républicains espagnols ont

dû fuir en France en 1939, ils se sont retrouvés dans des camps de concentration qui avaient été préparés par Léon Blum. La social-démocratie amène des situations fascistes non pas qu'elle soit elle-même le fascisme avec ses positions violentes, mais elle amène une certaine préparation du fascisme parce qu'elle ne lutte pas contre les germes du fascisme. C'est ce qui nous est arrivé en 1938-39 après que Blum nous ait fait le coup de la pause et de la non-intervention.

Blum c'était un social-démocrate, qui avait fait le congrès de Tours, ce sont ses collègues allemands qui ont amené Hitler au pouvoir par des abandons successifs dans la lutte de classe. Comment veux-tu qu'arrivé au gouvernement français, il change de position ? Ce n'était pas possible, sa position était claire avec l'Espagne républicaine, elle est devenue encore plus claire quand il abandonnera le gouvernement aux Chautemps et Daladier; on a eu la grève du 30 novembre 1938, avec une mobilisation des gardes mobiles contre les travailleurs, contre tous les travailleurs qui n'ont pas travaillé; il y eut une répression féroce et le parti socialiste n'a rien fait pour eux. Il a donné ainsi l'occasion au fascisme qui reprenait de la force en France de liquider les éléments qui ne plaisaient pas, et, s'ils n'étaient pas liquidés tout de suite, ils étaient catalogués, à la moindre pécadille, du balai. La position de Blum était claire depuis le congrès de Tours et on peut remonter plus loin avec l'Union Sacrée et avec tous ses camarades qui ont fait partie des gouvernements pendant la guerre de 14-18. On a bien vu comment Blum et tous les social-démocrates ont abandonné toute position de lutte de classe. On a vu tout le travail que les communistes ont dû faire pour rattraper le plus possible l'idée de lutte de classe chez les gens par exemple, qui a lutté pour Sacco et Vanzetti ? Pas les socialistes, ils n'ont rien fait du tout, ce sont les communistes qui ont lutté à travers toute la France pour Sacco et Vanzetti, c'était très net et très démarqué. De même le pacte d'unité d'action a été proposé par les communistes, pas par les socialistes. Il faut dire que le communiste dans la période 24-25 et même jusqu'en 36 et après 36, ce n'est pas un communiste de 1971, cela il faut bien le voir, ce n'est même pas un communiste de 1950. C'est un combattant, il rentrait au parti communiste pour se battre, il ne rentrait pas au parti communiste pour faire une fête de famille, soit pour fêter l'anniversaire de quelqu'un, soit aller à la fête de l'Humanité.

Il y a eu beaucoup de gens qui sont rentrés au parti en 1936, quelques arrivistes aussi. Pour la ligne, il y a eu un changement, un moment d'euphorie, une démobilisation dans la lutte de classe, ça a été la période du suivisme, on suivait un peu la politique réformiste. On disait, maintenant qu'on a un gouvernement de front populaire, qu'on a Blum au pouvoir, on a attrapé des revendications. Pourtant, si on se souvient bien, c'est en 1936 que Léon Blum a envoyé les gardes mobiles contre les camarades de Renault qui occupaient l'usine. On a parlé de ça dans les réunions syndicales.

En 1937, il y avait une réunion syndicale des ouvriers de la surface. Un responsable syndical nous dit : « Ce n'est pas le moment de parler de grève, dans une période comme celle-là, il nous faut travailler, nous avons besoin de matériel pour nous défendre, pour nous préparer à une guerre, le fascisme peut arriver. » C'était clair, c'était net, dit par un socialiste, c'était très bien, il fallait travailler, mais il fallait aussi satisfaire les revendications des ouvriers. J'ai pris la parole et j'ai démontré que sa position était fausse : « Je suis d'accord avec vous, il ne faut pas que demain nous partions à la guerre avec une capote trouée ou que nous n'ayions pas de pantalons à mettre à nos jambes. Mais vous nous dites que nous sommes dans un gouvernement de Front Populaire et qu'il ne faut pas de grèves, alors le gouvernement populaire n'a qu'à donner satisfaction à ceux qui travaillent entièrement pour l'armée; et ceux qui travaillent pour l'armée ça fait 14 mois qu'ils sont en grève, c'est nos camarades de Lemaire et Dilly à Lille, eux, ils travaillent entièrement pour l'armée, ils font du drap pour l'armée, alors qu'attend le gouvernement de front populaire pour donner satisfaction à nos camarades qui travaillent pour l'armée ? Vous nous dites à l'heure actuelle de ne plus parler de grève, mais justement à l'heure actuelle nous devons fortifier nos positions pour nous préparer à de durs combats, à des grèves comme on n'en aura jamais vu de pareilles. Sinon c'est comme ça que le fascisme va pénétrer. Ce n'est pas en démobilisant les gens que vous pourrez nous faire aller à la victoire. » Je l'avais dit à la mairie, tout le monde en parlait et même le camarade de la direction m'a dit : « Ben merde ! Tu es arrivé à dire ça? Ben merde, je n'y aurais pas pensé, vraiment. » Vraiment, ça faisait 14 mois que les gars étaient en grève chez Lemaire et Dilly.

Devant la politique de la social-démocratie, la démobilisation des masses par la pause, nous avons eu une réaction, mais elle n'a pas été assez vive. Lorsque Blum a prononcé le mot pause, on aurait dû se battre d'une autre façon que ça, on aurait dû déclencher des mouvements, et dire qu'on était pas d'accord. A cette époque-là le rapport de force était toujours compté d'après les résultats des élections. C'est l'erreur que commettent les partis, on a tel résultat et ce serait ça nos forces, ce n'est pas vrai.

S'il y a une lutte anti-faciste, ou une lutte de masse, qui intéresse même les républicains, même les ménagères sans parti ou apolitiques, la ménagère dira qu'on a raison et elle prendra part à la lutte et au combat. Tandis qu'eux, calculent le rapport de force d'après les résultats des élections. Le rapport de force, on l'a vu dans les révolutions, on l'a vu en Chine, on l'a vu en Union Soviétique, on l'a vu partout où il y a eu des révolutions. Il ne s'est jamais déterminé par des élections. Ce n'est pas dans l'isoloir qu'on compte ses hommes, c'est faux, c'est archi-faux, c'est ce qui est faux dans l'esprit de lutte de classe et l'esprit révolutionnaire des gens cela voudrait dire que lorsqu'on fait quelque chose, on est toujours tout seul, que ton voisin il ne peut pas penser comme toi, cela voudrait dire que l'autre derrière toi, il peut penser le contraire de toi. Ainsi cela fausse toute la ligne politique, et c'est ce qu'on appelle le mépris des masses. C'est ce qui s'est passé en 1936. C'est pour ça qu'il y a eu cette démobilisation-là jusqu'en 1938, en 38 on a essayé de raccrocher mais là ce fut très dur. Il y a eu l'arrivée des Paul Raynaud au gouvernement et les décrets Raynaud, il y a eu aussi la mobilisation en 1940 et les décrets de Barthélémy et Sérold qui demandaient la peine de mort contre les communistes.

— *1936, dans les mines, ce fut comment ?*

— Avant la victoire du Front populaire, on ne pouvait pas faire de grève, on ne travaillait pas. Il n'y avait rien comme lutte, il y avait le Premier Mai, les grandes réunions qu'on faisait les dimanches, et, le 14 juillet, mais on ne pouvait pas s'arrêter de travailler à ce moment-là, on n'aurait plus travaillé du tout. On travaillait deux jours par semaine, il y a même eu une semaine où on a travaillé une journée. C'était terrible, je me retrouvais avec une quinzaine de 200 francs, on faisait n'importe quelle bricole.

La période 36, elle, n'a pas commencé dans les mines, ça a commencé dans la région parisienne; après l'élection du front populaire, ils ont commencé à occuper les usines, puis ça a gagné.

On a essayé de se regrouper, on a posé la question de la grève, ça n'allait pas trop, on a alors posé des revendications. Comme elles étaient sensibles à l'ensemble de la corporation, les socialistes ont été obligés de marcher avec nos revendications. Alors, on a fait grève, et on a demandé l'occupation des puits de mine, les socialistes ont dit : « Non, ce n'est pas la peine, on va arranger ça », pour certains c'était pas mal, pour d'autres ce n'était pas ce qu'ils voulaient. Nous n'avons pas occupé toutes les mines. On a fait grève, tous les jours on avait une réunion et tous les jours aussi on faisait une manifestation, ce n'était ni le mieux ni le plus mauvais, notre travail ça aurait été d'occuper les puits, mais la majorité syndicale unifiée était réformiste, c'est tout dire.

— *A cette époque-là, vous travailliez déjà plus de deux jours par semaine ?*

— Non ça continuait. Enfin dans cette période 1936, on a eu les 40 heures et les congés payés et on a démobilisé les masses. En ne continuant pas l'agitation pour l'amélioration d'autres conditions de travail. C'est la pause de Léon Blum qui a démobilisé le front populaire.

Le Front populaire continuait son petit train avec ses 40 heures et ses congés payés. On a vu le phénomène suivant : Un petit air de triomphalisme à travers la classe ouvrière, on se sentait les maîtres, alors qu'on aurait dû avoir une position de vigilance à cette période-là. On voyait par exemple chez nous les maîtres porions devenir tout doux, s'asseoir à côté de l'ouvrier, les ingénieurs discutaient, pour un peu, ils nous auraient embrassés, nous autres on le voyait et on disait : « Attention, ils n'attendent que ça pour reprendre le bâton demain et nous recogner dessus. » A ceux parmi les 15 qui disaient : « Tu ne verras plus ça », on répondait : « Oh, oh, ce sont toujours les mêmes », les gens ne voyaient pas les Allemands arriver ici en France, mais en 1936, ils ne voyaient pas plus les patrons reprendre le pouvoir.

Ça, c'est très important, très significatif de la période de la démobilisation qu'il y avait et d'autant plus que la réaction, elle, ne s'endormait pas, elle a soutenu le syndicat maison, la C.F.T.C. Les gars de la C.F.T.C., ils avaient toujours des avan-

tages, des petites faveurs, par exemple, si tu demandais une maison et que tu n'allais pas à la messe, tu n'avais pas la baraque. Tout ce système de faveur n'avait pas été éliminé par le front populaire, dans les actions syndicales, on était obligés de réclamer contre les inégalités, par exemple, les conditions de distribution du charbon, sa qualité ou sa quantité ou encore les conditions d'habitation. Il y avait des discriminations, on n'a pas pu les régler, quelques-unes ont été éliminées par une convention, mais pas toutes. C'est important parce que il y avait toujours aux houillères, cet esprit de domination, cet esprit fasciste. Ce qu'il faut comprendre avec les compagnies houillères c'est qu'il y avait tous ces ingénieurs fascistes. Nous autres, on les appelait réactionnaires, mais c'est un mot impropre, le mot c'est plutôt fasciste, parce que cette position de dire : *Taisez-vous ou bien fermez vos gueules*, comme les ingénieurs disaient aux gens à cette époque-là, eh bien, c'est du fascisme.

Les conventions de 1936, les accords Matignon, on peut pas dire que tous les ouvriers les ont acceptés avec enthousiasme. Chez nous, dans les mines, tous les ouvriers n'ont pas accepté, car il y avait un vol. Il y avait un système d'échelles de catégories qui était déjà une injustice et, de plus, les compagnies ne l'appliquaient même pas. Une fois chez les ouvriers de la surface, on a ramassé les fiches : 80 % des ouvriers n'étaient pas payés à leur taux. Les « bons » ouvriers des compagnies, je ne dis pas bon ouvrier par rapport au travail, mais par rapport à la valeur mentalité, ceux-là ils ont tout de suite été payés à leurs catégories par les compagnies. Nous autres, on avait rien; on a fait des délégations qui ont discuté pendant des jours. Les compagnies acceptaient de donner satisfaction à certains mais c'était tout, et ceux qui avaient satisfaction, se retiraient de la lutte.

Si les syndicats avaient voulu, on aurait fait grève à cette époque-là, mais les responsables syndicaux disaient : « Vous comprenez, ce n'est pas le moment de faire grève, nous sommes entourés de pays qui préparent la guerre. On doit travailler pour nous défendre. » Comme ça, on démobilisait les masses alors qu'on contraire, si on voulait lutter contre le fascisme, il fallait amener les travailleurs sur le terrain de la lutte à travers leurs revendications. Pour les camarades avertis, ce système d'échelle de cotation paraissait injuste. Mais pour les autres, ça paraissait tout à fait normal; eux, ils sortaient d'une léthargie, ils étaient

là et se demandaient ce qui leur tombait dessus comme manne d'abondance. J'ai vu des ouvriers qui étaient heureux de leur sort, ils n'avaient jamais gagné autant, mais nous on voyait bien qu'on était volé. Selon les conventions, on devait être payés d'après l'âge, c'était injuste et en plus ce n'était pas respecté. C'est l'esprit qui régnait dans les compagnies. C'est l'ingénieur qui décidait de tout, et c'était tout bien ou tout mal, selon que tu étais ceci ou celà, les culs bénis, ça passait tout seul.

— *On respectait l'ingénieur en général ?*

— Ça dépend. On les respectait dans une certaine mesure. Eux, ils croyaient que leur période de domination était terminée, que c'était maintenant celle des ouvriers ou bien ils faisaient semblant de le croire; les directions disaient : « Laissez couler, laissez couler. » Pourquoi ? « De toute façon, ils n'ont pas besoin de charbon pour leur front populaire »; ça je l'ai su plus tard par des agents de maîtrise. Les directions disaient : « Plutôt Hitler que le front populaire », c'est ainsi qu'on a compris qu'il n'y avait pas besoin de charbon pour le front populaire.

Et les ingénieurs laissaient couler, ils descendaient au fond, ils discutaient avec les ouvriers, ils discutaient politique ça et là. Le dimanche, des ingénieurs avec nous, c'était une innovation, on organisait un *train de plaisir*, on allait sur la mer à Boulogne, ou bien à la campagne. Le lendemain lundi, on ne travaillait pas non plus, c'était la semaine des deux dimanches. Par routine, on respectait l'ingénieur, il y a eu des accrocs avec certains ingénieurs qui poussaient un peu trop loin. Alors les ingénieurs baissaient le pavillon, ils tâchaient de se corriger et ça remarchait. Jusqu'en 1938, à la grève du 30 novembre, c'est une grève qui a été assez terrible.

— *Est-ce qu'on pouvait voir une autre voie dans le front populaire ?*

Au début de 1937, je me trouvais à la fosse 6. Pour commencer la quinzaine, il y avait des représentants des municipalités socialistes et le garde-champêtre qui était socialiste, il profitait du marché de quinzaine pour placer sa politique, pour placer la pause. Il criait : « Les communistes font de la politique de surenchère. » Je lui ai demandé s'il pensait que nous avions eu satisfaction pour toutes nos revendications, il m'a répondu qu'il ne

voulait pas discuter, mais il a avoué « non ». Toutes nos revendications n'étaient pas acquises, surtout dans les mines. On avait eu quelques revalorisations de catégories, mais il y avait encore des bas salaires et surtout le travail dans le fond était exactement le même qu'avant 1936. Pendant le front populaire, les ingénieurs passaient sur quelques affaires à cause de la révolte qu'il y avait eu, mais maintenant ils reprenaient du poil de la bête. On voyait des berlines cassées. Une berline cassée c'est une berline qui avait une taillette avec le numéro de l'ouvrier. Et puis on remontait tout ça au jour et on faisait le compte de l'ouvrier, il y avait le tailleteux qui s'en occupait, le tailleteux est un jeune qu'on fait travailler deux ou trois mois au jour avant de l'envoyer au fond comme galibot. On trouvait toujours qu'il y avait trop de cailloux, de sorte qu'un ouvrier qui aurait dû avoir 15 à 20 francs, se retrouvait tout juste avec 10 à 11 francs. Donc le front populaire n'avait pas aboli cette méthode de vol et d'exploitation des ouvriers. C'était donc une de nos revendications et on aurait fait grève pour supprimer ce vol qui était fait par les ingénieurs.

Il y a un cas où ça, c'est bien passé. J'avais affaire à un ingénieur qui était inspecteur général de tous les ateliers du groupe. Il s'amène, je l'avais vu arriver, c'était en 1937 : « Tu ne fais rien » qu'il dit « Quoi je fais rien ? Je travaille. » — « Je te dis que tu fais rien. » — « Et moi je vous dis que je travaille. » — « On va à l'ingénieur et tu auras 3 francs d'amende. » — « On va à l'ingénieur, d'accord. »

Dans la cour de la fosse que nous traversons, il vitupère, il gesticule tellement fort que je lui dis : — « Ici ne faites pas le guignol. » — « Regardez tout le monde est en train de regarder ! On va croire que c'est le cirque. » — « Tais-toi. » — « Quoi, me taire ? C'est beau de me dire de me taire, mais ce n'est pas vous qui me ferez taire, jamais personne ne m'a fait taire. »

On arrive à l'ingénieur, il n'était pas là. On sort du bureau, je l'attrape et je dis :

— « Dites un peu, tout à l'heure vous m'avez dit que je ne faisais rien. Un homme qui ne fait rien, c'est un fainéant, alors vous allez me répondre : Si je ne faisais rien et si je suis un fainéant ? » Au même moment, je l'attrape et je le met au bout de mon bras en face de tout le monde, en plein jour, son pépin dans sa main, son chapeau sur la tête, il avait l'air beau, mon inspecteur. Il fallait qu'il réponde : « Fainéant ? » — « J't'ai pas

dit ça, j't'ai pas dit ça », bon je le remets par terre et puis je le suis. Il me dit : « Va à ton travail. »

— « Vous m'avez dit de vous suivre, je vous suis. » Je l'ai suivi tout partout. Il était blanc comme les morts. Après je l'ai lâché un petit peu, il a bien fallu que je le lâche, je ne pouvais pas rester là pendant des heures. Enfin ça a duré un bon quart d'heure.

A la quinzaine, je me retrouve donc avec mes trois francs d'amende. Ils me les avaient mis. J'attrape mes camarades les délégués : « C'est tout de même dégueulasse, vous êtes des délégués de la C.G.T., on a lutté contre les amendes, v'la que je me retrouve avec trois francs d'amende et puis vous ne faites rien. Alors, à quoi qu'est bon le syndicat ? »

— « Ça, on ne peut pas dire, il a trois francs d'amende »; « Mais qu'est-ce qu'on doit faire ? »

— « Ce qu'on doit faire, c'est aussitôt qu'on voit arriver cet individu-là, arrêter le travail ». Arrêter le travail, là où on était, c'était arrêter la fosse, parce que c'était la chaufferie. Plus de chaudière, plus de vapeur. Huit jours après l'individu s'amène, il voit qu'il y a un petit changement chez les hommes, il flaire le machin, il fout le camp. Il revient, il a essayé plusieurs fois, mais à chaque fois il se débinait. D'un seul coup, un beau jour il s'amène, ça faisait deux mois et demi qu'il n'était venu là. On attrape le délégué, on lui dit : « T'iras le trouver, t'iras lui dire de foutre le camp, que s'il ne fout pas le camp, on arrête la fosse. » Le délégué y est allé : « Vous savez, on refuse de travailler en votre présence, suite à ce que vous avez fait à notre camarade en lui mettant 3 francs d'amende. »

— « Ah ? Vous avez averti l'ingénieur ? »

— « Non, je vous avertis et puis c'est tout. »

— « Bon, je vais aller l'avertir. »

Il est donc allé avertir l'ingénieur et ils ont téléphoné dans les grands bureaux. Dix minutes après, la cour de la fosse 6 était pleine de voitures, toutes les têtes des grands bureaux pour venir enquêter sur ce qui s'était passé. Non pas sur la façon dont j'avais eu les trois francs d'amende, mais sur l'agitation chez les ouvriers. Ce qu'ils peuvent avoir comme frousse nos réactionnaires lorsque les ouvriers sont fermes et têtus dans leur détermination à faire aboutir leurs revendications.

Les trois francs d'amende, ils s'en foutaient, c'était pour voir

comment un an après le Front populaire il y avait encore des révoltes comme ça dans les fosses. Ils ont donc fait leur enquête auprès de tous les ouvriers, le dernier interrogé fut moi, avec l'ingénieur en chef des grands bureaux. Je m'explique sur les faits : « Oui... mais je ne peux pas vous enlever vos 3 francs d'amende, c'est regrettable. » « Maintenant, dit-il, si vous voulez, on va causer de politique »; c'est-à-dire du front populaire, c'était ce qui les inquiétait le plus : la révolte qui pouvait couver.

— « Nous ne sommes pas contre les ouvriers, lorsqu'ils ont quelque chose à réclamer, qu'ils le demandent. »

— « Monsieur, moi, je n'ai rien réclamé du tout. Il y a un individu, sous prétexte qu'il est inspecteur des ateliers, il a le droit de me menacer, il a le droit de me punir et vous, vous me parlez de front populaire, vous me parlez de liberté, alors que la liberté est violée par les trois francs d'amende qui sont maintenus. »

— « Eh oui ! »

— « Écoutez, nous sommes des travailleurs, nous savons ce que nous avons à faire, nous savons ce que nous avons toujours eu en face de nous et nous savons ce que nous avons encore. »

— « Qu'est-ce que vous voulez dire ? »

— « Nous savons que les hommes d'avant 36 et ceux d'après 36, ce sont encore les mêmes bonhommes, alors monsieur, ce n'est pas la peine de discuter, gardez votre position, nous, nous avons encore la nôtre. »

Il est secoué, ce qui l'inquiétait, n'était pas les trois francs d'amende, ni telle ou telle version des faits, c'était de savoir si on était capable de faire un autre mouvement avec encore plus de force, parce qu'alors les gars du fond se seraient intéressé à l'affaire. Et puis à ce moment-là, il y avait quand même les idées communistes qui avaient un peu percé, et il y avait des députés communistes.

Quoique les députés communistes de cette époque c'était ceux qu'on avait ramassés un petit peu partout; des intellectuels qui étaient venus, on avait dit « bon celui-là, il sait un petit peu mieux écrire qu'un ajusteur ou un forgeron, il sera plutôt capable d'être député », c'était donc toute une bande d'arrivistes qui est entrée dans le parti et à qui on a donné les places de députés.

La direction les avait imposés au niveau du comité central. Le comité central avec les fédérations, disait : Ça sera un tel ou un tel et puis c'est tout. Ici, on a eu un gars, c'était un socialiste

paysan, c'était un vieux réformiste, ce qui l'inquiétait, était l'idée de lutte de classe, il voulait garder sa place de député.

Dans cette période, après 36, il y a eu démobilisation des masses et on l'a vu à propos de la guerre d'Espagne. Par exemple, on collectait pour l'Espagne au sein des organisations de masses, comme le Secours Populaire, il fallait se battre avec les sociaux démocrates pour qu'on s'allie, pour qu'il y ait des collectes beaucoup plus amples. Sur la question de l'Espagne, il y avait des luttes entre les socialistes et les communistes. Lorsqu'on disait qu'on devrait envoyer des canons pour l'Espagne, les socialistes disaient à leur base qu'il y en avait des canons et des avions qui partaient pour l'Espagne Républicaine, alors même que c'était faux.

Quand Léon Blum est venu ici inaugurer le monument à Salengro, l'après-midi il y a bien eu 20 à 25 000 personnes qui ont défilé et le stade parc était plein, Blum se met à parler de l'Espagne, je ne peux pas m'empêcher de gueuler : « Des avions, des canons pour l'Espagne républicaine. » Des socialistes, ils étaient en majorité, arrivent et me disent de me taire. — « Quoi me taire ? » et puis je regueule. Des types s'amènent et disent : Il a raison; je ne les connaissais pas. Il y a eu un remous, dans les masses, il y en avait qui sans être communistes comprenaient le danger de laisser le peuple espagnol seul devant une victoire du fasciste Franco. Ça se sentait très bien. Si, par exemple, on avait mobilisé les communistes et les masses qui étaient d'accord et qu'on s'était dispersés par petits groupes dans la manifestation, on aurait pu intervenir beaucoup mieux, et Blum n'aurait pas pu raconter ses sornettes. Les masses auraient dit : « Ils ont raison », des tas de gars étaient d'accord avec nous là-dessus.

Alain Geismar

GAULLISME ET RÉVISIONNISME

Dès juin 40, le gaullisme affirme en clair ses objectifs : permettre « l'indépendance nationale » et éviter la « subversion » et le « chaos » ; ces deux principes demeureront de bout en bout de la bible du gaullisme : Il s'agit pour lui d'établir cette indépendance pour le compte de la bourgeoisie et d'empêcher le prolétariat d'être le maître-d'œuvre de l'unité nationale. Dans tous les moments où effectivement l'indépendance nationale sera en jeu, de Gaulle saura mobiliser sur ce thème de larges couches du peuple français.

L'indépendance nationale correspond toujours aux intérêts du peuple ; dans certains cas elle correspond aussi aux intérêts de telle ou telle fraction de la bourgeoisie, mais la bourgeoisie pour défendre ses intérêts égoïstes est prête à se ranger sous la bannière d'un impérialisme étranger (Allemand en 1940 avec Pétain, Américain en 1947 avec Mollet).

De Gaulle peut brandir le drapeau de l'indépendance nationale, il ne lui sera jamais disputé de manière conséquente par le prolétariat organisé. La voie qui domine au sein du P.C.F., malgré l'héroïsme des masses encadrées par les F.T.P., lui abandonne de fait la direction de la Résistance.

I. — Les deux bourgeoisies

Le gaullisme se distingue du pétainisme dès 1940 par une vision — à l'échelle mondiale — des rapports de force fondamentaux de la guerre. La bourgeoisie pétainiste a la vue basse, son horizon ne dépasse qu'à grand peine la ligne bleue des

Vosges. Dès le discours du 18 juin 40, de Gaulle met en avant le caractère mondial de la guerre, ce qui lui fournit une évaluation radicalement opposée de son issue. Ces deux conceptions de la guerre ou plutôt de son champ, l'une limitée à l'Europe occidentale, l'autre s'étendant à l'ensemble de la planète, sont le reflet précis dans le domaine idéologique de la situation du capitalisme français. Dix ans plus tôt le conflit des réparations de la guerre de 1914-18 avait opposé la bourgeoisie française dirigeante, qui misait sur une dimension européenne au plus, aux financiers anglo-saxons qui entendaient conquérir des marchés à l'échelle de la planète.

Le gaullisme, dès 1940, représente la fraction la plus avancée du capitalisme financier, celui qui fusionne avec le capital industriel, brasse ses affaires à l'échelle du monde ; cette fraction de la bourgeoisie transpose aisément dans le domaine politique ou militaire sa conception des rapports de force. La plus avancée, elle est en même temps extrêmement étroite dans une France où le capitalisme industriel de type ancien reste largement dominant.

Paradoxalement ce retard dans le procès de développement du capitalisme en France a permis à notre pays de faire l'économie des aspects les plus dramatiques de la crise de 1929. Mais surtout notre peuple n'a pas laissé s'étendre de l'intérieur des mouvements purement fascistes que l'Italie et l'Allemagne ont vu proliférer. La mobilisation populaire a arraché la rue aux fascistes. Le prolétariat a occupé les usines.

Le caractère ancien et décadent de l'essentiel du capitalisme industriel français se mesure dans ses réactions politiques au front populaire et aux occupations d'usines de juin 1936. Tous les comptes rendus des négociations menées à Matignon entre le patronat (C.G.P.F.) et les syndicats (C.G.T.) mettent en lumière la vision étriquée du monde des messieurs de la C.G.P.F. Pour bien saisir cette étape, le plus simple est de comparer les situations allemande et française au lendemain de la guerre de 14-18. D'une certaine manière elles sont comparables :

— Les deux pays ont saigné leur prolétariat et leur paysannerie dans les tranchées (1 300 00 tués en France - 1 700 000 en Allemagne, pour l'ensemble des pays engagés : 8 500 000 tués, 8 400 000 Français ont été mobilisés et 11 000 000 d'Alle-

mands), leurs économies ont été entièrement polarisées par la guerre, et ce à un degré atteint par aucun autre pays européen, et encore moins par les U.S.A.

— La différence ne réside pas principalement dans la victoire ou la défaite de 1918 mais dans la nature des affrontements de classe qui ont suivi la boucherie impérialiste. L'Allemagne a connu de grandes offensives prolétariennes, de nombreuses insurrections, et les diverses fractions de la bourgeoisie se sont déterminées par rapport à cela : « Les révolutions manquées perfectionnent toujours la machine de l'état bourgeois » (K. Marx) ; les mécanismes de domination de la bourgeoisie se concentrent alors autour de sa fraction dominante. La France à la même époque n'est pas sans doute le lieu privilégié de la paix sociale mais en aucun cas on ne peut y découvrir de véritable offensive prolétarienne visant à la prise du pouvoir. C'est dans ces conditions que les formes anciennes de rapports de classe peuvent se perpétuer en France, tandis qu'en Allemagne la concentration économique et financière devenue la règle sera le support du fascisme national-socialiste. Cela ne veut évidemment pas dire qu'au niveau de l'infrastructure économique, ne se dessine pas, en France, un mouvement vers l'hégémonie du capital financier, mais on n'en est, à l'aube de 1940, qu'au premier stade de son développement, et sa traduction politique est encore balbutiante.

Du fait de la guerre et de la victoire temporaire de l'impérialisme nazi, cette fraction nouvelle de la bourgeoisie industrielle et financière qui, ailleurs, a soutenu le fascisme va, paradoxalement, chez nous s'exprimer politiquement à travers la résistance gaulliste. Ce paradoxe apparent s'explique très simplement : cette fraction de la bourgeoisie est par vocation expansionniste et impérialiste, elle ne peut se développer sous la domination d'un impérialisme étranger, colonisateur, et totalitaire comme l'est le nazisme de 1940.

En 1940 avec Pétain, vieux pitre étoilé, sanglant bourreau, en 1917, des soldats mutinés à l'exemple des révolutionnaires bolchéviques, le gros de la bourgeoisie français se range sous la croix gammée ; la défaite lui a inspiré un seul sentiment : la peur d'une réédition de la commune de 1871 ; généraux et ministres réfugiés à Bordeaux décident de livrer Paris sans

combat, ils sont même anxieux du retard mis par les troupes nazies à rentrer dans la capitale pour maintenir l'ordre.

*
**

De Gaulle « représente » la fraction la plus avancée au capital financier et il « représente » l'indépendance nationale. Mais qu'est-il en fait, d'où va lui venir sa force ? Les projets d'avenir impérialiste qu'il incarne pour une fraction du grand capital de notre pays occupé lui fournissent immédiatement quelques cadres et quelques subsides, mais :

1. — Les Anglais chercheront à l'affaiblir puis les Américains lui susciteront des concurrents, des « représentants » plus serviles ;

2. — Le grand capital tient plusieurs fers au feu, il a ses hommes, et non des moindres, à Vichy également.

Les projets d'avenir d'une France impérialiste sont en 1940 encore à l'état de papier, la représentation de l'indépendance nationale c'est essentiellement un micro qui invoque le fusil sur une terre étrangère. Papier, micro, parole, sont les instruments de la « représentation » gaulliste. Ses premiers « compagnons » le nomment entre eux « le symbole ». Qu'est-ce à dire ? du vent ?

La force de de Gaulle lui vient de son rapport aux masses : un rapport précis à des masses précises :

— Des masses précises : celles qui luttent dans la France occupée, et forgent l'unité populaire de la Résistance. Ce sont elles la chair et le sang de l'indépendance nationale, c'est leur lutte qui force les alliés à prendre au sérieux les « représentants » de la France combattante ;

— Un rapport précis : de Gaulle parvient de loin, et avec un minimum de moyens, à imposer sa direction à un front qui est né — pour l'essentiel — sans lui et hors de son influence, pourquoi ? Cela ne dépend pas d'abord de lui, la question est réglée sur place, là où se bat la Résistance française.

La direction du P.C. par son idéologie et sa politique a laissé la place vide, c'est elle que de Gaulle occupera ; en l'absence d'une direction véritablement prolétarienne, le front uni aura une direction bourgeoise.

Ce sera la loi du gaullisme : le secret qui fait sa force est le rapport P.C.-de Gaulle. Dans une premier temps, la voie qui domine dans le P.C. le rend incapable de donner une direction à l'alliance de classe qui soutient la Résistance ; il n'oppose pas une légitimité nationale prolétarienne et populaire à la légitimité bourgeoise du gaullisme ; dans un deuxième temps, la direction du P.C.F. impose la légitimité gaulliste au prolétariat lui-même, c'est-à-dire le désarme et s'enfonce dans le révisionnisme.

Dorénavant, tant que de Gaulle aura en face de lui, comme seul adversaire idéologique, ce P.C.F., il gagnera haut la main : en temps de crise, il continue d'incarner la légitimité nationale. Que se fassent entendre les premiers cris d'une force qui commence à unir le peuple autour de l'initiative prolétarienne contre ce P.C. et contre de Gaulle, alors toute la représentation idéologique s'effondre : Mai 68 fera fuir de Gaulle à Baden parce qu'à partir de ce moment l'équation de Gaulle = la France ne tient plus. La seule preuve que pouvait donner de Gaulle aux masses pour faire admettre son « Je suis la légitimité nationale » c'était la preuve par la négative : « Ce P.C. ne peut incarner la France » ; la seule force de de Gaulle est que ce P.C. a tout fait pour lui donner raison. L'issue bourgeoise représente l'unité et la légitimité nationale aux yeux des masses tant que ce P.C. parvient à les empêcher de lui opposer l'unité populaire et la légitimité nationale d'une voie prolétarienne.

De 1940 à 1968 toutes les questions décisives de la lutte des classes en France se régleront à l'intérieur du couple de Gaulle-P.C.F., donc à l'avantage du gaullisme.

II. — Ce qu'ils voulaient

En 1940-41 de Gaulle n'est qu'un symbole, la résistance en France, sur le terrain, face à l'ennemi occupant et vichyste, est seule une réalité.

Cette réalité est bien vivante ; dès que les premiers soldats nazis, les premiers Boches ont pénétré sur notre sol, les actes de résistance ont répondu à cette invasion.

Si les masses et des militants prolétariens ouvrent le feu, la direction du P.C.F. en est à solliciter de « Monsieur l'occupant » l'autorisation de faire reparaître légalement, c'est-à-dire sous la loi nazie, l'Humanité. Il y a deux voies, celle de la résistance et celle de la collaboration baptisée en l'occurrence « fraternisation ». Les masses ouvrent la voie de la résistance, des militants du parti, et de nombreux cadres de la J.C. (Fabien) d'organisations de masse (Danielle Casanova) et même d'organismes centraux du P.C.F. (Péri, Tillon, Dallidet...) en prennent, ici et là, la tête.

Les autres (les Thorez, Duclos, Frachon, Cachin) incarnaient la voie de la collaboration, ils condamnaient « le terrorisme » et les « actes individuels ». A tel point que la Propagandastaffel reproduisait, sans être démentie, un appel de Cachin par voie d'affiches. Le groupe Thorez-Duclos, qui à Moscou, qui à Paris se répandait dans l'Humanité, en appels à la fraternisation avec les troupes hitlériennes :

« Travailleurs français et Soldats allemands !

« Il est particulièrement réjouissant en temps de malheur de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands soit dans la rue, soit au bistrot du coin.

« Bravo, camarades, continuez, même si cela ne plait pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants.

« La fraternité du peuple ne sera pas toujours une espérance elle deviendra une réalité vivante » (Le 4 juillet 1940).

Là dedans, nul appel à l'agitation anti-nazie dans l'armée allemande : celui qui est désarmé doit embrasser le fusil à croix gammée de son occupant. Plus tard les antifascistes allemands réfugiés en France mèneront de pair la lutte armée contre les Boches (ce sont leurs propres termes) et le travail de démoralisation d'une armée affrontée à un peuple qui s'arme en face d'elle. Jamais la direction du P.C.F. n'acceptera la critique sur cette période noire : d'un côté elle falsifiera l'histoire, elle présentera comme faux les numéros de *l'Huma* diffusés par les militants, et de l'autre, en ce qui concerne les énormités les plus criantes, elle en rejettera la responsabilité sur quelques militants égarés, de préférence morts depuis. « Le souci primordial de reprendre alors le contact direct avec la population en utilisant toutes les possibilités de l'heure explique aussi la

démarche tentée dans la région parisienne auprès des autorités allemandes afin d'obtenir une reparution légale de *l'Humanité*. Le seul énoncé des conditions allemandes fit comprendre la gravité de cette erreur qui fut blâmée et sanctionnée par la direction du parti » (Page 73 de l'ouvrage officiel du P.C. paru en 1967 : « *Le P.C.F. dans la résistance* »).

En fait la Propagandastaffel avait signifié son accord, et l'opération fut bloquée par Vichy. Dans le même ouvrage Duclos et Cie réécrivent un appel du 10 juillet 1940 pour lui insuffler un esprit de résistance qui est totalement absent de l'original. Ils iront jusqu'à fabriquer — très mal — un faux numéro de *l'Humanité* clandestine. Pourtant l'aveu fut fait à demi-mots, honteusement, par J. Duclos dans son rapport au comité central du 31 août 1944 : « C'est alors que dans nos rangs certains éléments essayèrent de combattre « théoriquement » notre politique et parlèrent « d'actes individuels » ; à la vérité ils reculaient devant le combat. Ils appelaient « actes individuels » et « terrorisme » ce qui était le point de départ encore timide et hésitant de la lutte armée de tout notre peuple. » Ainsi ce qui est présenté (dans le manuel officiel) comme l'erreur de quelques égarés était de fait une ligne théorique et pratique qu'imposaient les principaux dirigeants du parti. Le triangle de direction était composé de Thorez (à Moscou) de Duclos et de Frachon (à Paris). Du propre aveu de Duclos (Mémoires, t. III, p. 72) « il y avait environ de 180 à 200 camarades plus ou moins bien organisés à Paris » qui croira que ces militants avaient pris l'initiative individuelle de conclure un accord avec les nazis ? *L'Humanité,* organe central du parti, était sous le contrôle direct de Duclos qui y écrivait régulièrement. Qui croira que la lettre au maréchal Pétain, de François Billoux, au nom des 28 députés emprisonnés au Puy, est une initiative d'égaré ? Il proposait à ce traitre de venir participer à la parodie de justice de Riom contre les anciens dirigeants socialistes et radicaux du Front Populaire. Au sein du P.C.F., la voie de la collaboration est nette, elle s'exprime dans une ligne politique, elle s'incarne dans une direction. Elle remonte loin et il est facile d'en relever quelques symptômes sans pousser la curiosité jusqu'à sonder le passé politique de Cachin ; rappelons que Thorez proposait au bureau politique du P.C. la participation du parti à l'équipe

gouvernementale, au moment même ou les ex- « unitaires » (rouges) de la fédération des métaux résistaient à la reprise du travail (juin 36).

Par trois fois pendant la guerre — 1939-1942-1944 — le P.C., où domine la voie réactionnaire imposée par la direction, se soumet : en 1940 à l'occupant nazi, en novembre 42 à la loi de de Gaulle, en 44 à la normalisation bourgeoise. A chacun de ces croisements, une autre voie était ouverte par les masses et de nombreux cadres du parti.

La direction du P.C.F. a été, en 1939, incapable de conjuguer un soutien conséquent à la politique étrangère de l'Union Soviétique avec le maintien d'une orientation anti-nazie très ferme en Europe Occidentale. Le P.C.F. est passé sans mégarde de l'hostilité aux accords de Munich à la dénonciation de la guerre impérialiste déclenchée par la France et l'Angleterre. Pourtant, sur la lancée du Front Populaire l'audience du parti était considérable ; son opposition à Munich correspondait aux sentiments profonds des masses. Or il n'a pas expliqué le pacte Germano-Soviétique au peuple français.

L'Union Soviétique était menacée par la diplomatie franco-Britannique d'être livrée seule en pâture aux hordes nazies. Son devoir — l'internationalisme prolétarien — lui imposait de ne pas laisser détruire la première base rouge dans le monde. La direction du P.C.F. en a déduit qu'il ne fallait pas préparer le peuple français à l'agression hitlérienne. Déduction inexcusable. Les causes internes (françaises en l'occurrence) l'emportent toujours sur les causes externes ; le parti communiste chinois a pris la tête de la lutte armée du peuple chinois contre l'impérialisme japonais, sans être le moins du monde gêné par la neutralité soviétique à l'égard du Japon, bien que cette neutralité n'ait cessé qu'en avril 1945.

En France même, la voie de la résistance est ouverte dès 1940 avec le ramassage des armes dans tout le pays, avec la manifestation de la jeunesse intellectuelle du 11 novembre 1940 sur les Champs-Elysées, avec la grève des mineurs du printemps 41, avec un peu partout les premiers sabotages contre les installations militaires nazies. Avec, aussi, les premiers manifestes anti-nazis de dirigeants communistes isolés comme celui de Tillon rédigé dans le sud-ouest en juin 40 tandis que dans les camps de concentration français, réfugiés espagnols et

anti-fascistes allemands constituent des groupes de partisans (M.O.I.).

Avec l'entrée en guerre de l'U.R.S.S., l'équipe dirigeante tourne sa veste et adore ce qu'elle avait brûlé. Après l'entrée de Tillon au secrétariat du parti, une dure lutte interne aboutira, en août 41, à la constitution des F.T.P. à partir de l'O.S. (groupes spéciaux chargés de protéger les actions ouvertes de propagande du parti) ; le redressement se fera sans autocritique. La direction du parti se contentera de reprendre à son compte les appels de Péri, Tillon et Politzer, de soutenir Fabien et Danielle Casanova qui créent les Bataillons de la Jeunesse. Le 21 août 41, Pierre George (colonel Fabien) responsable des J.C. de la région parisienne, ancien des Brigades Internationales, donne le signal, il abat en plein jour d'un coup de revolver un officier nazi au métro Barbès, l'étincelle met le feu à la plaine. Le mot d'ordre « pour chaque patriote assassiné, des officiers nazis seront exécutés » devient le mot d'ordre populaire de la résistance.

A cette époque (23 octobre 41) de Gaulle lance : « Actuellement la consigne que je donne pour le territoire occupé c'est de ne pas y tuer d'Allemands » ; l'initiative de la lutte armée appartient donc, alors, au camp populaire. Le Front National se crée sur initiative communiste. Tous les éléments sont là pour que le prolétariat réalise autour de lui l'unité populaire de la résistance sur son mot d'ordre « à chacun son Boche ». Le prolétariat mène la lutte la plus résolue et la plus conséquente contre l'occupant nazi, il incarne aussi l'internationalisme prolétarien, la libération du peuple allemand passe par la défaite militaire du nazisme en Europe. Les anti-fascistes allemands rejoignent les F.T.P. et Jean-Pierre Timbaud meurt à Châteaubriant, le 22 octobre 41, en criant : « Vive le parti communiste allemand » (le lieu de l'exécution est gardé par des gardes mobiles français, la liste des hommes à fusiller a été donnée par Pucheu, ministre de l'Intérieur de Vichy, à Stüpnagel).

C'est alors que la voie de la trahison réactionnaire au sein du P.C. accepte la direction gaulliste sur l'ensemble de la Résistance. Il ne s'agit pas d'une alliance, il s'agit d'une soumission.

Et pourtant les forces gaullistes organisées en France sont extrêmement faibles et se cantonnent dans le renseignement

et la propagande. Tout de suite, la politique du P.C.F. à l'intérieur du Front Uni se réduira à une lutte d'influence au sein des organismes officiels, jamais les résistants et encore moins les masses ne seront invités à trancher. La seule algarade publique — intervention de F. Grenier, commissaire à l'air, devant les journalistes d'Alger au sujet de la liquidation des maquis du Vercors — sera démentie par son auteur et suivie de plates excuses : on ne brise pas la « solidarité gourvernementale ».

Toutes ces capitulations diplomatiques à l'heure où les F.T.P. conquièrent leur autonomie militaire ! ils préfèrent rester pauvres et combattants plutôt que d'être équipés et attentistes. L'ennemi est leur principal fournisseur d'armes : « Un Boche mort, c'est un fusil. »

Un élément décisif, caractéristique de la grande lutte révolutionnaire des masses — l'armement du peuple — s'était imposé comme une donnée fondamentale de la situation politique française en 1944. C'est alors la trahison irrémédiable, celle à partir de laquelle on peut dater sans risque d'erreur le succès définitif dans ce P.C.F. de la voie réactionnaire révisionniste, traître aux intérêts de la classe ouvrière et du peuple.

Il est vrai que ce n'est pas sans mal que la direction de vieux traitres qui domine alors un des moments les plus dramatiques de l'histoire du P.C.F. va imposer sa politique de capitulation. C'est au prix d'une répression interne farouche que les cadres issus de la résistance seront un à un balayés, mutés, isolés de leur base de masse, coupés des militants avec qui ils ont mené les luttes, voire liquidés physiquement ; ils vont peu à peu cesser toute participation active à la vie du parti, beaucoup le quitteront.

Le sommet de l'appareil, le secrétariat du B.P., va être trusté par les apparatchiks, y compris par ceux qui n'ont jamais dirigé sur le terrain pendant toute la guerre. Le bouquet de cette abjection sera atteint au moment de la liquidation politique de Tillon et Marty. Ce dernier sera impudiquement accusé, dans les Cahiers du Communisme, de s'être opposé, pas seulement verbalement, au désarmement des milices patriotiques. De Gaulle lui-même justifie le retour légal de Thorez en déclarant à ses proches qu'il est préférable que le P.C. ne soit pas dirigé par un héros de la résistance.

A cela les révisionnistes ont beau jeu de répondre traditionnellement qu'il n'était pas possible de prendre le pouvoir en France à la Libération. Certes, Messieurs, le rapport des forces et en particulier la présence de l'armée américaine, rendait impossible l'occupation prolongée des palais gouvernementaux, aussi bien ce n'est pas de cela qu'il s'agit ; entre la *prise du pouvoir* et le *désarmement du peuple* à la Libération, il y a tout ce qui sépare l'aventurisme sanglant de la trahison, c'est-à-dire qu'il y a place pour la voie juste, la voie communiste : la lutte prolongée, la préparation de la guerre révolutionnaire du peuple. Les grèves insurrectionnelles de 1947-1948 montrent à l'évidence qu'une telle possibilité était à l'ordre du jour de la France de la Libération. Que l'on se souvienne seulement que malgré le désarmement criminel des masses, il faudra l'armée, ses blindés, et ses parachutistes pour réduire les mineurs insurgés. Le mot d'ordre des masses en 1944 était « Epuration ! » Thorez a répliqué par le mot d'ordre : « Retroussons nos manches, la grève c'est l'arme des trusts. » Il ne veut pas épurer la France, il épure le parti.

Voilà, ou bien on regarde vers les masses, ou bien vers les palais gouvernementaux ; pour ceux-là, quand on ne peut les prendre, on n'y entre pas, car le prix à payer, c'est la trahison de la révolution. Il était impossible de les prendre, eh bien que n'a-t-on gardé et développé l'armement du peuple quitte à ne pas s'offrir quelques mois de voitures à cocardes ?

Désarmer le peuple, est un crime qui conduit au massacre ou à l'étouffement de la révolution. Justifier ce crime par des fariboles sur le passage pacifique au socialisme est tout juste bon à se préparer à la récidive. C'est la forme moderne du révisionnisme.

III. — La résistance conquise par l'État

En 1940, la force de de Gaulle n'est pas d'être *un* symbole mais de devenir le *seul* symbole de l'unité du peuple contre l'envahisseur. Il représente ainsi la direction du Front Uni que le P.C.F. lui a abandonnée. Le programme du gaullisme de 1940, indépendance et ordre social, sera respecté point par point. Ce succès repose sur deux raisons fondamentales :

1. La vision juste du rapport de force à l'échelle mondiale qui balayera les perspectives politiques de la tendance pétainiste avant de l'intégrer dans la phase finale de la guerre.

2. Le triomphe de la voie opportuniste au sein des forces populaires organisées, à savoir le P.C.F., qui ne règle pas à l'avantage des forces populaires la question vitale de la direction du front uni antinazi.

On ne joue pas avec l'état bourgeois, ou on entreprend de le démolir ou on le conserve. De Gaulle, incarnant la direction bourgeoise du Front Uni conserve *naturellement* l'Etat. De Gaulle recrutera sans problème tous les Rastignac qui viennent faire carrière autour de lui, quelles que soient leurs couleurs et leur morale : sa légitimité nationale, ce n'est pas de son propre appareil qu'il la tient, elle lui vient des masses, préalablement « éduquées » par le P.C.F.

Dès le début, dès juin 40, de Gaulle installe un appareil d'Etat ; autour de lui il construit des ministères, nomme des ambassadeurs, organise des finances et une police. Cela fait sourire nombre d'observateurs londoniens, en particulier les hommes politiques français qui regardent ce curieux amusement. Voilà ; de Gaulle ne fait pas seulement la guerre, il prépare la prise du pouvoir, et il sait que ce ne sont pas les candidats qui vont manquer ; dès lors chaque geste, chaque acte exécuté par le général ou imposé à son équipe, qui souvent le suit sans bien savoir où tout cela mène, ne sera commandé que par cet objectif. C'est de là que date cette conviction gaulliste qui a tant choqué les bons esprits « républicains » : le général incarnerait la « légitimité nationale » depuis juin 40. En fait, de Gaulle, dès cette date, trace à grands labours une voie précise, il agit en organisateur des forces sociales et politiques du pays, il tient un fusil, il veut le pouvoir, il forge une orientation précise et globale.

Si menue soit-elle, cette force va permettre à de Gaulle de se réclamer auprès de ses alliés d'un impérialisme français, certes amoindri mais qui n'entend pas se laisser asservir aux intérêts anglo-saxons, et qui n'accepte pas de sacrifier ses intérêts à long terme aux bénéfices tactiques immédiats (plus d'armes ou d'argent).

La représentation gaulliste de la bourgeoisie sera ainsi capable de tenir sa place dans un Front Uni de la Résistance intérieure.

En effet, d'autres pays européens en fourniront avec éclat la démonstration (Grèce, Pologne, Yougoslavie) quand la fraction « résistante » de la bourgeoisie abdique son caractère national, et s'en remet aux anglo-américains pour la rétablir au pouvoir après la Libération, elle apparaît aux yeux de son peuple comme une marionnette, son insertion dans le Front Uni est artificielle et se pose rapidement en termes antagoniques porteurs d'affrontements révolutionnaires. Dans ce cas, l'unité demeurera de principe, factice, la lutte sera nettement affirmée dans les masses qui auront vu pendant toute la guerre leur bourgeoisie prête à s'allier avec les envahisseurs contre les forces populaires (Tchetnicks de Mikaïlovic en Yougoslavie, etc.).

La position gaulliste permettra à la bourgeoisie française de s'intégrer dans le Front Uni, de s'y couler et même de s'en arroger la direction politique en s'appuyant sur la trahison de la direction « communiste ».

En 1942, de Gaulle fera pièce aux prétentions hégémoniques des Américains. De Gaulle et son équipe s'acharnent à mettre en place un système qui, à l'heure de la fuite des nazis et de la débandade du personnel d'état pétainiste viendra se couler dans les draps encore chauds des fonctionnaires vichystes. On verra même en 1944, dans certains départements normands, le préfet gaulliste emprunter à son prédécesseur pétainiste son uniforme. C'est qu'à l'heure de l'insurrection national le gaullisme craint fort de voir se mettre en place le pouvoir de ceux qui se battent en France, le pouvoir issu du soulèvement, le pouvoir des comités de libération issus des F.T.P. dans la plupart des cas. Il ne peut bien sûr pas être question d'une subversion bourgeoise par le bas qui s'exercerait contre ce pouvoir populaire ; de Gaulle et ses amis, anciens et nouveaux, le savent bien : il faut le corrompre d'en haut. C'est à cette tâche que songe depuis 1940 le « symbole », c'est à cela que va s'employer en 1943 et 1944 le gouvernement provisoire installé à Alger.

En 1942, le débarquement américano-britannique en Afrique du Nord, marquera le tournant politique essentiel de la guerre à l'Ouest. A leur arrivée les troupes américaines n'ont qu'un seul souci politique, assurer le maintien en place des autorités politiques françaises au pouvoir à Vichy, en utilisant au besoin le même personnel, si déconsidéré soit-il dans les masses. Il

leur suffit de pousser au premier plan un vichyste certes mais un vichyste « patriote », couronné de ses lauriers d'évadé de guerre, le général Giraud, providentiellement amené sur place par l'Intelligence Service. Cette opération vise sans vergogne à faire de la France et de son empire colonial un protectorat américain, et à conférer à ses mandarins militaires le statut de « volontaires étrangers » intégrés à la machine de guerre des Etats-Unis.

De Gaulle jusque-là vivait sous la protection des britanniques, préoccupés pour l'essentiel de maintenir leurs propres privilèges impériaux extrêmes-orientaux et trop faibles pour tenter une mainmise totale sur les anciennes conquêtes françaises (si l'on excepte quelques tentatives au Moyen-Orient ou à Madagascar). D'un coup, le symbole se trouve confronté aux appétits américains et pour y résister il est obligé de s'appuyer dans ses manœuvres politiques sur une assise, la plus large possible, en France même. Il s'agit de rassembler, bien sûr, tous les représentants des forces résistantes, mais aussi de se présenter en rassembleur de la bourgeoisie d'avant-guerre. D'où une double opération : la constitution du C.N.R. (Conseil National de la Résistance) et, au sein du C.N.R., l'unification dans les M.U.R. (Mouvement Uni de Résistance) de toutes les forces non communistes, sans hésiter à y faire figurer des fantômes politiques. De Gaulle s'estime capable d'utiliser la résistance communiste et de l'entraver en même temps ; de bloquer son caractère révolutionnaire. Quand on songe qu'en octobre 41 il en était au balbutiement de son action politique en France et ne savait que s'en remettre pour cela aux services spéciaux britanniques, on résume le chemin parcouru.

Certes les concessions orales aux aspirations populaires ne manquent pas, de Gaulle condamne à qui veut l'entendre le « régime moral, social et politique... Tandis que le peuple français s'unit pour la victoire, il s'assemble pour une révolution ». Ces phrases sont à situer à côté de celles qui les précèdent de 6 mois et sont, elles, conformes à la pensée centrale du chef de « la France libre » : « quant à la révolution nationale par quoi le régime de Vichy essayait de compenser sa propre capitulation, elle donnait l'impression de *gaspiller des réformes dont certaines avaient par elles-mêmes leur valeur* » (p. 282 des *Mémoires de guerre*). Il est aussi question sous la plume

de de Gaulle de « l'incontestable effort d'organisation économique et sociale » du régime de Pétain.

Contraint de réaliser puis de diriger le Front Uni pour s'imposer face aux Américains, de Gaulle n'hésite pas à reprendre à son compte des aspirations progressistes, il va condamner les « anciennes élites »... ; en fait, ce front, il va le transformer : de Gaulle dirige avec la plus grande fermeté les débats d'où va sortir l'organisation interne du front uni. Il exige et obtient l'exclusivité de la représentation de la résistance et surtout il se réserve le contrôle absolu de l'exécutif qui va se mettre en place. Là, il n'y aura nulle place qu'honorifique pour la représentation des forces combattantes réelles. Celles-ci pourront se donner libre jeu dans la représentation *en France* de la résistance, le C.N.R., qui n'aura servi à de Gaulle que le temps de briser son rival Giraud, tandis que l'instrument effectif du pouvoir sera aseptisé et entièrement entre ses mains.

Les gaullistes d'en bas

En France, à des degrés divers suivant qu'il s'agit de la zone dite libre ou de la zone occupée et dirigée directement par l'appareil militaire nazi, de petits groupes issus pour l'essentiel des fractions d'intellectuels ou de cadres, vont se former, parallèlement à l'entrée dans la lutte des forces populaires mobilisées et organisées sous la direction du P.C.F. Ces petits noyaux vont progressivement donner naissance à ce qui va s'appeler des réseaux de résistance. Les formes premières de lutte sont en général limitées à une propagande clandestine (journaux) si l'on excepte la manifestation des étudiants et lycéens de Paris du 11 novembre 1940.

Ces noyaux de cadres, et de membres de professions libérales forment l'ossature de ce qui va devenir la résistance « gaulliste ». Leur travail peut se ramener à quelques axes essentiels : propagande par journaux et tracts, accumulation de « renseignements » militaires et noyautage de l'appareil d'Etat vichyste. C'est en tout cas à cela que Londres et les bureaux gaullistes s'évertueront à les cantonner, malgré une pression incessante de la base militante de ces réseaux qui, devant l'exemple des actions militaires menées par les F.T.P., brûle de passer à l'action directe contre les troupes nazies et leurs valets fantoches.

Les gaullistes d'en haut

Les hommes de confiance de de Gaulle sont dans la plupart des cas des civils. La petite poignée de militaires ralliés à Londres en 40 sont utilisés dans la division Leclerc pour assurer la présence militaire française sur les champs de bataille, surtout pour assurer le maintien de la puissance coloniale en Afrique, à moins qu'ils ne soient affectés aux services de renseignements tentaculaires que Londres va créer en France.

C'est déjà parmi les hauts fonctionnaires dont la plus grande partie rejoindra Alger, après deux années au service de Vichy, que de Gaulle recrutera son personnel de confiance, dès avant la libération. Ces messieurs seront parachutés en France à la veille de la libération pour mettre en tutelle les comités de libération. La plupart de ces personnages, promus aux tâches de confiance, ne viendra pas directement des groupes de résistants en France mais sortira de noyaux londoniens : Debré, Chaban-Delmas, Pleven, Couve de Murville (rallié de Vichy à Giraud puis à de Gaulle). Dès la libération, de Gaulle puisera dans l'administration de l'Etat et des banques ce qui lui manque pour parfaire son réseau d'Etat, ce sera l'heure des Pompidou et autres qui n'auront, ni de près ni de loin, participé à la moindre tentative résistante.

La drôle de guerre : de Gaulle/Duclos

Il y aura des heurts entre l'appareil gaulliste et celui du P.C.F. dans l'année décisive (43-44). Il suffit pour s'en convaincre de lire les mémoires de de Gaulle et ceux de Duclos, tous deux réécrits après coup pour la postérité. Les uns s'évertuent à justifier le génie du guide qui épargna à la France la subversion communiste pendant que les autres jappent plaintivement sur l'impossibilité de franchir le barrage mis en place par le général. Ces heurts existent, ils se confinent à des désaccords tactiques. A l'évidence les gaullistes ont voulu tant et plus borner l'intervention des forces populaires à un rôle d'appoint des troupes alliées, à un rôle symbolique. L'initiative populaire s'exprime, elle, dans la lutte par la prise de contrôle de certaines zones, avant les Américains. Mais le plus souvent la direction du parti n'a fait qu'anticiper de quelques heures ou de quelques jours les opérations gaullistes ou alliées. Il serait puéril de nier

l'importance politique de ces initiatives, mais force est de constater qu'insuffisantes et étouffées par les accords de sommet de Gaulle/Duclos elles ne purent pas peser de manière décisive. A Paris, où le conflit fut très aigu, compte tenu de la valeur politique de la libération de la capitale, les F.T.P. arrivèrent certes à imposer l'insurrection avant l'arrivée des forces alliées. Mais les gaullistes réussirent à jeter dans la balance le poids militaire de la police pour contrecarrer le rôle dominant du peuple en armes. De Gaulle arrivé à Paris n'hésitera pas une seconde : son premier geste sera pour cette police de classe qui en 24 heures aura su changer de fanion, et sur le drapeau de la bourgeoisie remplacer le maréchal par le général.

L'exemple de la Corse est le plus frappant. En Corse malgré la faiblesse extrême des effectifs communistes, au début de la guerre (une trentaine de militants fin 40), le Front National dirigé par le P.C.F. devient la seule organisation politique anti-nazie, toute les fractions de la résistance s'y sont ralliées même les gaullistes. Il est vrai que les liaisons sont difficiles avec la Corse tant pour Londres que pour la direction du P.C.F. ! La Corse principalement occupée par les Italiens se libérera quasiment seule, peu après le débarquement américain en Afrique du Nord. L'appui d'un bataillon fourni par Giraud l'aidera à conclure sa libération. De fait donc le Front National à direction communiste contrôlera toute la Corse libérée, mais il remettra tranquillement et sans coup férir le pouvoir au préfet Luizet, désigné par le Comité français d'Alger. Comment pourrait-on s'opposer à l'exercice d'un envoyé muni d'un mandat d'un gouvernement reconnu par le C.C. du Parti ? Le même Luizet, fort de cette expérience de désamorçage du pouvoir populaire en Corse viendra à Paris s'installer à la Préfecture de police au premier coup de feu !

De Gaulle apprécie à sa juste valeur l'aide que lui apportent les dirigeants marrons du P.C.F. :

« Dès lors que, au lieu de la révolution, les communistes prennent pour but la prépondérance dans un régime parlementaire, la société court moins de risques.

Et surtout ce texte sans appel pour M. Thorez (*Mémoires de guerre,* t. II, p. 101) « Quant à Thorez, tout en s'efforçant d'avancer les affaires du communisme, il va rendre en plusieurs occasions service à l'intérêt public. Dès le lendemain de son

retour en France, il aide à mettre fin aux dernières séquelles des « milices patriotiques » que certains parmi les siens s'obstinent à maintenir dans une nouvelle clandestinité. Dans la mesure où le lui permet la sombre et dure rigidité de son parti, il s'oppose aux tentatives d'empiètement des comités de libération et aux actes de violence auxquels cherchent à se livrer des équipes surexcitées. »

Mais déjà l'instrument principal du gouvernement des gaullistes sera les services secrets, B.C.R.A., D.G.E.R., puis S.D.E.C.E., entre les mains expertes des Passy, Remy et autres Soustelle habiles à manipuler la classe politique et à traîner dans l'ombre les filets gaullistes. Intacts après l'éviction du général en 47, ils seront les maîtres-d'œuvre du complot du 13 mai 58, éclateront en deux à l'heure de l'O.A.S., pour se réunifier contre le peuple au lendemain de Mai 68.

Les « gaullistes » seront donc, pour les éléments dirigeants, un composé de quelques anciens résistants, d'anciens exilés à Londres, et, surtout des hauts fonctionnaires « blanchis » à la Libération, qui suivant le gré de l'opportunisme politique oscilleront entre les socialistes et le gaullisme, alliés dans un cas à la petite bourgeoisie reconstructrice du capital, dans l'autre aux technocrates du capital financier.

De Gaulle fait de Thorez un ministre d'Etat et au nom du C.N.R., dépouille les masses populaires de leur victoire, avant de céder la place sans combat au parti américain.

Pour aller « de la résistance à la Révolution » la marche sera longue, il faudra balayer et de Gaulle et le P.C.F.

IV. — Les racines de la nouvelle démocratie

la résistance armée : mouvement de masse ouvrier et paysan

Pendant que le couple P.C.F.-de Gaulle règle, au profit de la bourgeoisie dominante, la question de l'issue politique de la résistance, la dissolution de l'ancienne base sociale de l'Etat bourgeois est commencée : la lutte armée brise l'alliance de

classe qui avait fait les beaux jours de la IV[e] république. Entre ouvriers, paysans et intellectuels, nait une nouvelle alliance, une nouvelle légitimité nationale s'inscrit dans le bouleversement des rapports entre les classes.

A ses débuts la résistance armée au nazisme envahisseur et à ses laquais vichystes est le fait de quelques individus isolés — les résistants gaullistes — et des premiers groupes constitués par le P.C.F. Elle s'élargit sans cesse avec la reconstruction clandestine du parti et des syndicats, et se développe massivement dans les usines où le sabotage devient une pratique courante et organisée. La S.N.C.F., par exemple, connaît un rythme croissant et ininterrompu de sabotages et de déraillements sur les convois de marchandises ou de troupes. D'autant qu'un sabotage d'usines ou de voies ferrées par les partisans épargne au maximum la population civile alors qu'un bombardement anglais (pour ne pas parler des opérations criminelles menées à haute altitude par les super forteresses U.S.) décime les habitations et les civils.

Mais de puissant, le mouvement va devenir considérable et véritablement massif avec l'introduction en France du S.T.O. — Service du Travail Obligatoire — et avec la lutte de masse entreprise dès 1942 par les forces révolutionnaires et patriotiques contre cette déportation ouvrière. La très grande masse des ouvriers refusera la servitude et la trahison et ira, à l'appel de toutes les organisations de résistance, dans les campagnes, les forêts et les montagnes, constituer, avec les paysans, les maquis de résistants à partir des camps des réfractaires à la nazification.

La paysannerie dans la résistance

Jacquou le Croquant n'est pas né hier et la lutte des paysans contre l'oppression scande toute l'histoire de notre pays.

En 1789, fusils de chasse et fourches à la main, les paysans sont venus arracher les chartes cachées dans les châteaux des seigneurs ; ces documents qui consacraient les droits féodaux flambèrent gaiement dans les cours des châteaux, et les plus haïs de leurs possesseurs firent alors connaissance avec la justice d'un peuple en révolte. En même temps qu'eux, tous les oppresseurs se retrouvaient face aux masses : agents de l'impôt,

accapareurs de vivres, mauvais juges... A tous, les paysans et artisans demandaient des comptes.

En 1940 la propriété féodale a disparu depuis un siècle et demi et le mode capitaliste de production n'a pas encore étendu sa domination sur toutes les campagnes. La propriété des moyens de production n'est pas encore séparée de la force de travail, très nombreux sont les paysans qui possèdent leur terre et la cultivent avec leur famille ; fermiers et métayers, eux, louent la terre qu'ils cultivent, seuls quelques grands propriétaires vivent du travail d'ouvriers agricoles — manouvriers — prolétariat misérable maintenu en servitude.

Si le mode artisanal de production est maintenu dans l'agriculture, pour une grande part ce n'est pas à la philantropie de la bourgeoisie qu'on le doit. La réalité est plus sordide : la panique causée par la Commune de Paris dans la bourgeoisie a convaincu celle-ci de maintenir à tout prix, à toutes forces une solide alliance avec les paysans. Pour cela tout est bon, le cléricalisme dans l'ouest et dans l'est, le radicalisme dans le midi — le curé va prêcher l'ordre naturel et les vertus de la famille pendant que l'instituteur, modèle Erckmann-Chatrian, l'œil sur la ligne bleue des Vosges, prépare le petit paysan à se transformer en chair à canon docile et patriote — cette préparation idéologique adaptée à toutes les traditions locales, ce bourrage de crâne tous azimuts évitera à la France bourgeoise les mécomptes de la Russie tsariste de 1917. L'enfant de la communale mourra pour la République pendant que son cousin de l'école libre tombera pour la Fille Aînée de l'Eglise.

Cette double mainmise idéologique ne peut s'accompagner d'un pillage économique trop durement ressenti, et cette politique spéciale de la bourgeoisie au pouvoir à l'égard de la paysannerie s'appuie sur un freinage volontaire de l'introduction du capitalisme et de son mode de production dans les campagnes. Le pillage est reporté sur l'économie agraire des colonies qui fournissent aussi à la bourgeoisie industrielle la main d'œuvre à bon marché qu'elle n'ose pas puiser trop rapidement dans la paysannerie.

Mais voilà, la guerre de 14-18 brasse pendant quatre ans de tranchées ouvriers et paysans, prolétariat et paysannerie, là se soude une solide révolte contre la boucherie impérialiste. La révolte est écrasée dans le sang par Pétain ; cela débouche de

1918 à 1920 sur un afflux paysan vers le parti socialiste, seul écho en France de la révolution russe. En 1920 le parti communiste naissant recueillera surtout les ouvriers agricoles et dans certaines régions les paysans pauvres, métayers, fermiers et petits exploitants du centre, tandis que la S.F.I.O. verra s'étioler petit à petit la frange des quelques exploitants qui lui font confiance dans le midi et l'ouest.

Le jeune parti communiste est trop occupé dans les bastions ouvriers et les centres urbains pour se consacrer véritablement à l'édification d'une force rouge rurale. Il élaborera une motion agricole au congrès de Marseille et ensuite se contentera de confier à quelques spécialistes ce secteur marginal de son travail d'agitation. On est bien loin de la révolte des vignerons de 1907. La S.F.I.O. entretient de bonnes relations électorales avec quelques notables, et aucun des deux partis ne saura exprimer la colère des paysans devant les premières grandes incursions du capitalisme qui commence à faire peser sa loi sur les petits propriétaires exploitants, surtout dans l'ouest.

Ce terrain politique laissé vierge à la base va très vite être occupé par les milices fascistes, les « chemises vertes » de Dorgères en 1935. Pourtant, en 1936, les manouvriers des grands domaines de la Brie, de la Beauce, de la Champagne... défilent fusils et fourches en main menaçant de mort « Monsieur notre maître ».

En 1940 les organisations professionnelles dominées depuis toujours par les gros agrariens d'Action Française deviennent un pilier du régime de Vichy qui célèbre à la cantonnade les vertus familiales de la paysannerie. Camille Laurens et Dorgères deviennent les grands prêtres du vichysme à la campagne.

Mais le fait le plus important c'est que la lutte armée transforme les mentalités, bouleverse les habitudes, plus radicalement encore qu'en 1917, et sonne le rappel des Jacqueries. De larges fractions de la paysannerie pauvre et moyenne trouvent, le fusil en main, leur unité de combat avec la jeunesse ouvrière contre l'envahisseur nazi et les fantoches de Vichy.

Dès 1943 cette unité va prendre de l'ampleur avec la formation des maquis. Les nazis et leurs laquais vichystes organisent la déportation de masse de la jeunesse ouvrière vers les usines allemandes. A cela les travailleurs opposent un refus massif, les F.T.P. et, à moindre degré (parce que leur implantation

dans les usines est plus faible), les autres organisations de résistance, organisent le repli en masse des ouvriers menacés vers les campagnes où ils retrouvent les évadés et les politiques en rupture de ville. Les F.T.P. sont les premiers dans cette tâche ; grâce aux organisations d'usine du parti, les jeunes réfractaires seront convoyés dans les campagnes, regroupés autour des fermes ou des villages qui comptent des militants ou des sympathisants qui aideront les premiers campements à se mettre en place et à survivre.

Ces maquis ouvriers et paysans s'armeront peu à peu et, véritable armée du peuple, ils joueront un rôle décisif à la libération ; ils libéreront, seuls, des départements entiers : Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales, Aude, Lozère, Aveyron, Haute-Garonne, Lot, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Gers, Hautes-Pyrénées, Ariège, Gironde, Landes, Basses-Pyrénées, Vienne, Corrèze, Dordogne, Charentes, Haute-Vienne, Creuse, Charente-Maritime, Deux-Sèvres.

Ces 26 départements seront libérés par les seules forces de la résistance qui partout se lancent dans l'insurrection générale en liaison avec le débarquement allié ; le rôle des résistants sera prépondérant dans toute la Bretagne, la région Rhône-Alpes et la Méditerranée, sans parler des légendaires combats de Paris ou des héroïques mineurs du Nord.

De fait la moitié au moins du territoire français se libérera sans intervention directe des troupes alliées ce qui donne une juste mesure du caractère de masse des mouvements résistants et une évaluation de l'appui populaire qu'une organisation révolutionnaire aurait créé dans le prolétariat urbain comme dans les communes rurales.

V. — Les deux épurations : qui épure qui ?

Epuration ! De la résistance à la révolution le chemin est certainement long et sinueux mais les masses entreprennent de le dégager. En formulant comme préalable à la reprise de la production l'*épuration* des patrons, ingénieurs et cadres collabos, les mineurs découvrent la revendication intermédiaire qui ouvre

à la résistance la voie de la révolution ininterrompue et par étapes. En prenant pour cibles l'appareil du despotisme patronal *en tant que collabo,* la nouvelle alliance née dans la lutte armée pouvait unir paysans et intellectuels autour d'un programme de *démocratie nouvelle.*

L'appareil de la domination bourgeoise sortait des égouts de la collaboration ruisselant de sang et de pourriture. A cible unique, flèche unique : qu'on épure tout ce qui a collaboré et le prolétariat saura diriger les coups d'un peuple uni pour la démocratie, il connaît trop bien son ennemi héréditaire pour ne pas le poursuivre où qu'il se cache. Les mineurs ne se contentent pas des nationalisations par en haut, ils veulent l'épuration de haut en bas, et si le P.C.F. avait une occasion historique de faire prendre au sérieux son programme de démocratie avancée, ce fut à ce moment-là.

Mais dans ces cas, le sérieux suppose le fusil.

Bien sûr la vie politique au lendemain de la libération traduit le résultat des pratiques complémentaires des conquistadors gaullistes et des pantins révisionnistes qui, d'un commun accord, tacite d'abord, explicite ensuite, vont s'opposer aux Comités de Libération nés des soulèvements, pervertir leur légitimité conquise les armes à la main pour leur conférer une légalité de pacotille ; ces comités sont porteurs des aspirations populaires même si leur composition reflète déjà parfois une volonté d'ouverture à des éléments dont la résistance a été pour le moins suspecte. Dans les usines, les comités patriotiques sont les émanations des milices armées, ils remettent en route la production non sans exproprier les patrons collabos enfuis dans les fourgons de la Wehrmacht ou dans les bagages de Laval.

Epuration populaire

Dans les villes et les villages la justice populaire fait aussi entendre ses exigences : le peuple demande des comptes, cela remet en question l'ordre social ancien. Les souffrances sans bornes de la population affamée et torturée pendant que spéculateurs et collabos se prélassaient doivent bien sûr se payer. Déjà très tôt au cours de la guerre de libération, les F.T.P. ont su frapper à la tête et exécuter des traitres particulièrement odieux : juges condamnant impunément, croyaient-ils, les

patriotes, policiers meurtriers ou tortionnaires, officiers supérieurs des troupes nazies et agents de la gestapo, collabos particulièrement répugnants comme les chefs syndicalistes ou d'anciens dirigeants communistes renégats et traîtres vendus à la gestapo (comme Capron, Gitton) au même titre que les chantres vichystes les plus en vue de la propagande nazie (Henriot).

A la Libération, les tribunaux populaires se forment et les milices patriotiques exécutent les sentences. De fait les exécutions seront peu nombreuses, moins de dix mille, dans tout le pays, et seuls les principaux tenants de l'ordre nazi seront frappés, de même bien sûr que des tortionnaires et des bourreaux aux mains rouges du sang de nos martyrs.

Mais la justice populaire ne se limite pas à ces mesures individuelles et les plus importantes peut-être sont les mesures d'expropriation pures et simples des patrons collabos comme Berliet à Lyon, comme les patrons des compagnies minières du Nord ou d'Alès, comme les usines Renault à Paris ou les usines d'aviation qui constituent la SNECMA ; hélas, très vite l'Etat gaulliste et ses exécutants révisionnistes se chargeront de « récupérer » ces mesures populaires acquises de haute lutte : les usines et les mines en « gestion directe » vont être « nationalisées » c'est-à-dire gérées comme des entreprises capitalistes d'Etat, voire même restituées au patron (Berliet) ; pire, dans les entreprises nationalisées, le P.C.F. va introduire le travail à haute cadence et les « chronos » pour accroître la productivité (sur le thème « Maintenant que les usines sont nationalisées... elles sont à nous. ») Cela entraînera ici et là des grèves comme à Renault ; le P.C.F., la C.G.T. et la police réduiront sans coup férir ces mouvements désespérés de militants désemparés.

Donc, très vite, la justice populaire va se trouver entravée par la remise en route gaulliste de l'appareil d'Etat alors que le P.C.F. pousse tant et plus à ce « retour aux formes légales ».

Il est important de noter à ce propos que si certains dirigeants des formations nazies et pétainistes ont payé leur forfait un grand nombre de ces hommes sont toujours en place. Il ne s'agit pas de regretter qu'il n'y ait pas eu de gigantesque bain de sang, mais il faut constater qu'au-delà des jours mêmes de la Libération, aucun effort systématique de rééducation des

petits cadres et des militants pétainistes n'a été entrepris. Qui donc aurait pu prendre cela en charge dans le cadre d'un Etat bourgeois ? De plus nombre de cadres fascisants de l'administration, « épurés » pour la frime, ont été rapidement réhabilités et réintégrés. (Les juges professionnels du procès Pétain avaient prêté serment quatre ans plus tôt au maréchal ! Il est vrai qu'il n'y en avait pas d'autres.) La bourgeoisie est généreuse, très généreuse pour les siens. De fait les plus lourdement frappés furent les éléments dévoyés du lumpen-prolétariat. Il ne s'agit pas d'oublier que la « résistance » de dernière heure de la police parisienne a épargné pour l'essentiel ce corps en 44, et que si le fascisme y fut contraint pour un temps à la clandestinité il y reste tenace, et les réseaux Dides feront surface quelques années plus tard.

Enfin il y a eu des excès, c'est normal : le mouvement d'épuration fut refoulé par en haut alors qu'il était spontanément orienté vers les collaborationnistes, c'est-à-dire qu'il prenait pour cible tout l'appareil politico-économique de la classe bourgeoise vendue aux Allemands. Les coups furent souvent déviés sur les petites têtes. La colère des masses accumulée pendant quatre ans de souffrance indicibles, nourrie de haine à l'égard de ceux-là mêmes qui s'étaient proclamés maîtres en patriotisme, fut remarquablement généreuse, et les rares excès trouvent leur origine dans le fait qu'au lieu d'être tournée vers la construction d'une France nouvelle cette colère fut délibérément bloquée sur le passé, la vengeance.

Le peuple ne se battait pas pour restaurer ensuite le capitalisme qui avait produit Hitler et Pétain, il sera frustré dans ses espoirs et la trahison de 1944 marquera lourdement une génération qui a donné à la cause du peuple les meilleurs de ses fils.

Epuration bourgeoise

Car si la Libération et la justice populaire sont synonymes, pour le peuple, de joie et de fête populaire, ailleurs, des préoccupations d'un autre type se font jour et, au ministère de la guerre, siège du gouvernement provisoire, de Gaulle opère ses dosages pour mettre en place le premier gouvernement sur sol français.

Très vite on va voir le cas fait de la résistance populaire fut-elle d'obédience « gaulliste ». A l'époque d'Alger le commissariat à l' « intérieur » avait été confié à un résistant venu de France occupée, Emmanuel d'Astier ; en ce temps là il était « logique » que « ceux qui se battent » en soient chargés. Mais à peine arrivé à Paris, d'Astier, suspect de progressisme, est débarqué au profit d'un spécialiste du maintien de l'ordre, le socialo Tixier. Puis la sinistre comédie de la participation des communistes se joue. On les placera à la Production Industrielle pour qu'ils servent de tampon lorsque le prolétariat commence à se rendre compte que c'est lui qui fait les frais de la reconstitution du capital. Certes, un moment, un ministère de la Défense est confié à un communiste, mais les armées de terre, de mer et de l'air, échappent à son contrôle et sont dotées chacune d'un ministère propre, Billoux pourra passer en revue son secrétaire et son chauffeur s'il veut flatter sa vanité ; son pouvoir s'arrête là.

Les élections, les premières où les femmes participent en France donnent une majorité communiste et socialiste et font apparaître un mouvement démocrate-chrétien qui bénéficie du report de l'essentiel des suffrages de la droite cléricale tandis que les éléments les plus réactionnaires se réfugient dans un radicalisme suspect (Herriot, président du parti radical, doit le maintien de son éligibilité au fait que président de l'assemblée qui a voté les pleins pouvoirs à Pétain en 40, il était statutairement obligé de ne pas mettre son bulletin dans l'urne !). Quelques petits groupes de droite ont réussi à mettre la main sur de providentiels « résistants » présentables devant les électeurs pour préserver l'avenir.

On ne trouve donc pas dans cette assemblée de représentation politique organisée du gaullisme ; il se limite à une influence idéologique considérable mais encore ambiguë et au contrôle technocratique (déjà !) de l'appareil d'Etat.

Le travail idéologique de de Gaulle consiste essentiellement à accréditer la thèse que presque tous les Français, de toutes les classes, ont été également résistants. Il est bien clair qu'une telle falsification qui lave la masse des collabos et des inertes leur convient particulièrement, tandis que la fraction bourgeoise de la résistance n'aspire à rien tant qu'à se retrouver avec ses frères de classe. La classe ouvrière, elle, voit son initiative politique paralysée par la présence des ministres P.C.F. au

gouvernement. La bataille de 47-48 interviendra, trop tard pour libérer sa capacité d'intervention politique.

Il faut noter à propos de cette nouvelle carte politique de la France, que dans la situation économique de 1945 la représentation politique du capital financier ne peut se dessiner qu'en pointillé. De fait, pour une longue période c'est le capital financier qui pilotera la renaissance du capital industriel de la France (Plan Marshall). Ces messieurs des grandes banques et des trusts trouveront plus d'avantages à contrôler, au sein de discrètes commissions économiques, l'orientation de la distribution des dollars qu'à battre les estrades politiciennes. Ils vont installer solidement l'infrastructure économique de leur puissance avant de se mêler directement et sans ambages à la « grande » politique. La IV[e] République sera le théâtre magique où ceux qui gouvernent sont en fait les maîtres-d'œuvre apparents d'une politique économique qui n'est pas la leur ; quand le grand capital se sentira suffisamment assuré pour manipuler tous les leviers, et joindre l'idéologique et le politique à sa puissance économique, ils disparaîtront.

On est encore loin de ce moment, et, à l'époque de Gaulle est d'abord un bouclier anti-communiste provisoire, sa raison d'être, ou en tout cas d'être en haut, est de contrebalancer par son prestige l'influence acquise les armes à la main par le prolétariat. Il faut qu'il accrédite l'idée que la résistance était au-dessus des classes, il est le seul à pouvoir bénéficier du soutien du P.C.F. pour mener cette délicate opération. Dès que cette tâche sera accomplie, dès que la bourgeoisie aura compris que les « communistes » français, ou plutôt leurs dirigeants, sont en peau de lapin, dès qu'elle sera assurée qu'il est à la portée de n'importe quel Ramadier ou Jules Moch, de les jeter du gouvernement sans même qu'il leur vienne l'idée de réagir, à quoi bon s'embarasser de de Gaulle, il ne correspond plus à un besoin urgent, et, ne coïncide pas encore avec les projets à longs termes de la bourgeoisie.

De 45 à 47, deux ans, voilà le temps qu'il faut à la bourgeoisie de l'industrie textile et de l'épargne, pour se faire une clientèle de la cohorte des employés sortis de la condition prolétarienne, des fonctionnaires raisonnablement perméables aux thèses socialistes et de la partie de la paysannerie qui suit encore les notables et les libéraux des villages. Pendant ce

temps elle expulse des alentours du pouvoir politique, et, en tous cas du banc des ministres, les principaux « représentants » de la résistance anti-nazie. Le P.C.F. et le symbole gaulliste ont fait leur temps dans les palais gouvernementaux. De toute façon, jusqu'en 1958, c'est Washington qui va gouverner à Paris sans interruption, quelles que soient les étiquettes affichées par ses marionnettes.

Le gaullisme attendra 1958 que le capital financier soit gêné par la gabegie des protagonistes de la Troisième force et ne se contente plus de tenir discrètement en mains les grands investissements. Quant au P.C.F., il aura réussi un tour de force, il aura atteint un sommet de contreperformance : non seulement il a abandonné toutes les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, il a désarmé le peuple, il s'est roulé dans l'opportunisme le plus vulgaire, dans le crétinisme parlementaire le plus total, mais en même temps, il s'est isolé à l'extrême, il est devenu un élément pestiféré de la vie politique incapable de se battre seul, incapable de nouer la moindre alliance.

Ses effectifs vont s'effondrer des deux tiers en deux ou trois ans, malgré une combativité sans précédent de la classe ouvrière.

C'est qu'il n'est pas facile de partir des slogans tels que « Retroussons nos manches » ou « la grève c'est l'arme des trusts » qui faisaient les beaux jours de Thorez « ministre », pour arriver au soulèvement insurrectionnel, surtout quand on a longuement et péniblement « expliqué » deux ans avant qu'il fallait rendre le fusil. L'oscillation entre l'idéologie de droite et sa version de gauche s'amplifie avec une fréquence de plus en plus accélérée avant que la stabilisation à droite ne soit définitive. Après avoir poussé à l'extrême la tension de la grève de 48 dans les mines, après avoir amené les gueules noires devant les blindés, la direction révisionniste ne tente même pas un repli en bon ordre et se contente de ne pas expliquer son ordre de reprise que certains piquets de grève apprendront de la bouche même des commissaires de police. La scission syndicale télécommandée par les syndicats américains et exécutée par les syndicalistes français, le sectarisme et le repli politique sur l'aspect international des problèmes mondiaux de la lutte de classe, seront désormais la règle. En 53 la C.G.T., devenue un squelette animé par des permanents acharnés mais coupés des masses et manipulés par des dirigeants corrompus, manquera

le mouvement de masse, véritable reprise de l'élan populaire auquel le parti débordé n'offrira aucun mot d'ordre.

Le P.C.F. de 1946 enferme ses militants dans une contradiction dont il a fait un principe immuable, il n'en sortira jamais plus : sans alliance avec la S.F.I.O., dit-il, pas de traduction gouvernementale possible d'un mouvement de masse. Or la S.F.I.O., fidèle compagne de l'impérialisme U.S., mais on n'est plus à cela près, ne veut pas d'un accord gouvernemental. DONC il ne faut à aucun prix qu'un mouvement de masse puisse déboucher sur une crise de gouvernement et encore moins de régime ; on serait en pleine « aventure ».

Thorez exprime clairement cette thèse : « nous sommes un parti de gouvernement » il ne parlera jamais plus du pouvoir. Désormais c'est le crédo du parti et qui prétend sortir de là est un renégat. Toutes les voies sont bonnes pour parvenir au sacro-saint accord avec les socialistes : tour à tour on les courtisera, ou on les traitera de tous les noms, pour les supplier de conclure l'accord ou pour stigmatiser leur refus. De toutes façons la clarinette révisionniste ne joue plus qu'une seule note celle de la voie pacifique, de l'alliance électorale, elle va justifier toutes les lâchetés, toutes les trahisons, toutes les liquidations de mouvement de masse et toutes les purges à l'intérieur du parti, des syndicats ou des organisations de masse. Tout y passe. le mouvement des fonctionnaires de 53 (1 mois et plus de grève), la lutte de libération du peuple algérien (vote des pleins pouvoirs à Mollet qui expédie le contingent en Algérie) ou plus tard la grève des mineurs de 63 ; le point culminant, provisoire. de cette série est bien sûr la liquidation à Grenelle du gigantesque mouvement révolutionnaire de masse de mai-juin 68.

A partir de 1945 le P.C.F. n'est plus qu'un instrument de perversion du mouvement ouvrier français ; le parti de lutte construit avec le sang des travailleurs, avec le martyre des 75 000 fusillés de la lutte antinazie, se transforme entre les mains papelardes de Thorez et de Duclos en son contraire : il devient un outil aux mains de la bourgeoisie pour opprimer les masses, il broie les militants honnêtes pour les amener à remplir la fonction de police secrète des patrons et du capital : son appareil rejette ceux qui résistent trop souvent, hélas ! réduits à l'état de loques désarticulées et sans âme, cependant que la direction aspire de plus en plus d'aparatchicks cyniques.

La bourgeoisie à l'américaine jouera jusqu'en 58 de la passivité morbide du révisionnisme ; ensuite le gaullisme le réactivera pour s'en faire un repoussoir électoral, et surtout un partenaire social, voire un complice actif, comme mai 68 le prouvera.

1947-1958 : le peuple sans armes

Jamais le P.C.F. ne sera capable de mettre en œuvre une grande politique, de prendre des initiatives susceptibles de menacer ou de battre en brèche la voie américaine des fantoches du M.R.P. et de la S.F.I.O. Pourtant ce n'est pas l'héroïsme qui manque au peuple, il suffit de se souvenir, par exemple, des manifestations contre l'entrée à Paris de Ridgway-la-peste en 52, ou de la dureté de nombreuses grèves. Les grèves et les mouvements de masse depuis l'insurrection des mineurs de 48 montrent que depuis la libération et avec un instinct de classe admirable les travailleurs sont montés sans trêve à l'assaut de ce qui était la pointe de la politique économique et sociale de concentration monopoliste. En 48 contre les décrets Lacoste qui sont encore aujourd'hui à l'origine des fermetures des puits, ensuite contre le chômage dans le textile... chaque lutte dure est dirigée précisément contre le plan Monnet d'abord puis contre les plans suivants, mais ces sursauts sauvages ne seront jamais organisés, articulés par une direction prolétarienne, au contraire les révisionnistes s'acharneront à leur donner une interprétation partielle, morcellée, et transformeront des luttes d'avant-garde en combats perdus.

Exclu du pouvoir presque sans s'en être aperçu, de Gaulle n'aura rien de plus pressé que de fonder un parti, après s'être convaincu que la machinerie étatique qu'il avait mise en place fonctionnait si bien qu'elle s'était à peine émue de son départ. De fait, comme le système repose sur le bulletin de vote, le moins, pour participer à la chose, est de disposer d'un appareil électoral. D'où l'idée du R.P.F. (Rassemblement du Peuple Français) parti « pas comme les autres » bien sûr ! ; en fait le R.P.F. ne contient pas de véritable projet politique, il se fonde uniquement sur l'anticommunisme et sur la fidélité au général ; or l'essentiel de la clientèle anticommuniste place sa confiance, dans l'hypothèse d'un conflit avec l'U.R.S.S. en Europe, en

l'armée U.S., bien plus que dans les discours de l'homme à la croix de Lorraine. De Gaulle ne disposera d'aucun crédit politique solide, autre que sentimental, tant qu'avec ses propres forces la France ne sera pas capable d'assurer son développement, c'est-à-dire, en bref, tant que le capital financier ne sera pas autonome par rapport à son protecteur américain. Les Américains eux ont choisi de s'appuyer politiquement sur les partis traditionnels : indépendants, radicaux, M.R.P. et S.F.I.O.

De Gaulle, champion pendant sept ans dans la limite de ses positions de classe, de l'indépendance nationale, ne veut, ne peut, ne sait s'appuyer *que* sur la bourgeoisie ; il n'a pas confiance dans le peuple, « les Français sont des veaux ». Dès lors que la bourgeoisie française se vend aux Américains, elle le rejette et il se retrouve seul et nu. Laché par la grande bourgeoisie, incapable de s'enraciner directement dans les masses qu'il ne tolère qu'émasculées de leur aspiration révolutionnaire, il va flotter et tenter de regrouper tout ce qui échappe aux attractions communiste ou américaine. Il est privé de racines profondes dans le prolétariat comme dans la grande bourgeoisie, les masses qu'il peut séduire ne pourront jamais s'organiser de façon stable, elles seront en permanence laminées entre les deux grandes forces qui se partagent le pays ; c'est la traversée du désert. De toutes façons, son hypothèse de base, l'affrontement militaire entre le camp socialiste et les Etats-Unis ne se réalise pas.

L'authenticité de la volonté d'indépendance du gaullisme s'affirme en 1953 quand il n'hésite pas à pousser l'alliance jusqu'au P.C.F. contre la tentative de Communauté Européenne de Défense (C.E.D.), au moment où l'armée U.S. veut passer en Europe du pilotage à travers les politiciens locaux à la gestion directe. L'affaire est importante sans aucun doute, mais à l'époque elle agite surtout les clans politiques et pour les larges masses, les réalités françaises de l'heure sont les difficultés sociales et la victoire du peuple vietnamien en Indochine sur le corps expéditionnaire français. Ces deux problèmes, prioritaires pour les masses, le gaullisme n'a rien de spécial à en dire.

L'anticommunisme du gaullisme « en l'air » des années 50, lui donnait l'image d'un mouvement fasciste, dont il possède au début le caractère de rassembleur de certaines fractions marginales des masses. Mais un tel mouvement dans les condi-

tions de la France d'après-guerre ne peut survivre longtemps. Les U.S.A. ne peuvent s'offrir le luxe du moindre sursaut d'indépendance, ils ont sur les bras Berlin et la Corée ; que les Français reconstruisent leur potentiel industriel, qu'ils constituent un arrière sûr de l'Allemagne fédérale qui est au contact direct du camp socialiste pendant que le corps expéditionnaire français retarde la libération de l'Indochine, il ne s'agit pas, surtout pas, d'autre chose. Il n'y a pas de place pour une vraie concurrence interimpérialiste dans les années 50 ; la zone des tempêtes se développe en Asie, et en Europe, l'Union Soviétique dirigée par Staline tient ferme le drapeau. Il faudra Khroutchtchev et sa politique de trahison du socialisme pour que la politique de l'impérialisme s'offre le luxe de se diversifier et que les U.S.A. tolèrent la concurrence en Europe. Jusque-là, l'autonomie des gouvernements français ne dépasse pas celle de la succursale d'un trust bien géré qui admet le management et la participation limitée de cadres à la gestion. Le gouvernement Mollet apprendra à ses dépens les limites de son autonomie quand il se piquera de jouer les Zorro à Suez en 1956 ; ses bâtiments trouveront en face d'eux la flotte américaine de Méditerranée à l'heure où les Russes menaceront de le réveiller à coups de fusées nucléaires.

Le gaullisme de 49 alimenté à la source unique de l'anticommunisme va se tarir peu à peu, la bannière du R.P.F. est baissée progressivement. L'apocalypse de la 3e guerre mondiale prédite par son chef ne se produisant pas dans les délais annoncés, les masses de la petite bourgeoisie enrégimentées au départ vont s'effilocher et les cadres du mouvement s'enliser dans les sables mouvants du Parlement. Ils participeront de plus en plus aux sordides combinaisons qu'ils dénonçaient pour se faire élire. De Gaulle dissoudra lui-même le R.P.F. et ses fidèles barons s'en remettront aux complots et machinations pour venir à bout du « régime des partis ».

1947-58 : la France sans de Gaulle

Pendant ce temps, le P.C.F. et la C.G.T., sortis très affaiblis de l'échec de la Libération, concentrent l'essentiel de leur activité à la lutte pour la paix, contre le réarmement allemand et l'O.T.A.N. ; en sourdine ils maintiendront une

campagne permanente contre la guerre d'Indochine. Ils ne donneront libre cours aux mobilisations de masses que sur ces thèmes généraux internationaux (réarmement allemand, C.E.D., etc.). Cette politique est peu en prise sur les problèmes immédiats des masses populaires, sur le dos desquelles se reconstruit à cadences accélérées le capital détruit par la guerre et l'occupation. Le P.C.F. va ainsi progressivement isoler et peu à peu stériliser les forces prolétariennes, et scléroser une C.G.T. croupion, considérée comme une chasse gardée du parti, dont les manifestations et grèves ne sont plus que des paravents qui servent péniblement à masquer l'absence de toute perspective, de toute stratégie, et usent la classe ouvrière dans des coups de boutoirs incohérents.

L'hypothèse d'un développement autonome de la France étant écarté dès 1947, par le départ presque simultané de de Gaulle et du P.C.F., c'est à l'ombre du plan Marshall que va se reconstituer le système économique français.

L'apport financier américain viendra par 2 canaux, l'un officiel celui du plan Marshall, l'autre officieux, la contribution américaine à la guerre d'Indochine qui fera couler des dollars là où se dépensent des francs et des francs, là où se négocient des piastres. Le financement de la guerre d'Indochine sera le moteur d'un développement artificiel de l'économie française et en même temps, il sera la source d'une corruption sans précédent de l'appareil de l'Etat et des partis politiques coalisés dans la Troisième force.

Beaucoup d'entreprises françaises sont encore de faibles dimensions et elles ne peuvent en rien se comparer aux trusts américains et à leurs filiales Ouest-allemandes. L'entreprise à caractère familiale demeure la règle dans l'agriculture et un mode archaïque de gestion reste dominant dans l'industrie. La concentration capitaliste se cantonne dans le domaine financier et dans quelques branches industrielles dont l'acier est l'exemple le plus achevé ; pour avoir abandonné de Gaulle en 47, le capital français ne s'est pas résigné pour autant à un rôle passif ou suiviste.

Le capital financier, en effet, ne disparaît pas avec l'effacement de de Gaulle, le capital financier ne traverse pas le désert, il exploite quelques oasis bien fertiles et choisit de le faire sans tambour ni trompette.

L'essentiel de l'apport financier vient des Etats-Unis, le premier rôle sur l'avant-scène du Palais-Bourbon revient aux politiciens du lobby américain ; qu'à cela ne tienne, ces messieurs du capital financier vont leur laisser l'apparence du pouvoir, la tribune de l'Assemblée et les appartements luxueux des palais ministériels. Mais quelques rouages clés de l'appareil d'Etat vont être mis à l'abri des jeux parlementaires ; ce sont ceux sur qui repose l'attribution de l'essentiel de la manne des dollars et leur distribution. Grâce à cette forteresse on va pouvoir prospérer. De plus, à l'abri des projecteurs indiscrets de l'actualité vont se mettre au point une rationalisation et une modernisation technocratique de l'appareil de production et de gestion.

Grand capital et petites politiques

C'est la commission Monnet, chargée, bagatelle, de planifier la répartition des dollars qui au départ sera le lieu privilégié, le berceau de cette politique. Les plans qui se succèdent vont venir mettre en place une fulgurante restructuration du capital, tout au moins au niveau de l'application du plan. Car, en ce qui concerne la rédaction officielle et publique de ses objectifs avoués, ces messieurs ne lésinent pas sur le social ; cela ne coûte pas cher de promettre. Les projets agités par les politiciens du parlement sont fertiles en logements, en hôpitaux, en écoles, en routes, en téléphones, mais comme par hasard, dans ces domaines précis, la réalisation n'est effective qu'à 25 ou 30 % alors que les investissements mis à la disposition de l'industrie lourde enregistrent des dépassements de prévisions qui doublent ou triplent la mise initialement annoncée. En 1950, sur les 500 000 logements prévus en 45, il n'y en a que 174 000 sortis de terre. Mais le taux d'autofinancement de l'industrie est passé de 23 à 35 %, il atteindra 48 % en 1952, dès lors l'aide américaine sera réservée à 90 % au domaine militaire. Certes, des choix étaient indispensables, on ne pouvait mener au même rythme tous les secteurs comme le logement, l'industrie lourde et l'industrie d'armement, mais ces messieurs des commissions parallèles et des directions ministérielles ont purement et simplement bloqué les investissements sociaux au profit du grand capital.

C'est ainsi qu'est née la fameuse réputation de souplesse de

la planification à la française qui, 20 ans plus tard, fait encore l'admiration des grands patrons occidentaux et des économistes distingués.

Pour être souple, c'est souple, pas de discussion : pour les investissements industriels le plan est impératif, pour les investissements sociaux il est indicatif (logements, hôpitaux, écoles, production de viande, téléphones, sont les secteurs où il est aisé de « réduire les objectifs »). En fait tout ce qui n'était pas directement et strictement indispensable au développement et à la restructuration (entendons : à la concentration monopoliste) de l'implantation industrielle a été sacrifié délibérément et à outrance.

Là va se former, parmi les grands commis de l'Etat et les experts généreusement prêtés par le secteur privé, une pépinière de ces fameux « technocrates », source sans pareil de recrutement pour le personnel gaulliste de 1958, à l'heure où le capital financier voudra achever dans le domaine politique et idéologique le cheminement économique mis en place sous les estrades des bateleurs de la IV[e] République ; il s'agit alors de parachever le travail, de lui donner sa cohérence et au passage de rogner aussi sur les miettes abandonnées aux politiciens pour servir leur clientèle personnelle. Ces miettes de budget sont l'enjeu de discussions acharnées, amplifiées par les radios et la presse, il faut amuser la galerie et acheter des voix. L'opportunisme le plus sordide préside au saupoudrage de ce qui reste, le grand capital une fois servi : une année on va distribuer des primes aux vignerons pour arracher les pieds de vigne, l'année suivante ce sera des primes pour les replanter, et ainsi de suite...

Libéraux et européens...

De toutes façons, à l'époque, les pôles politiques sont plantés hors de l'hexagone et avec eux les grands leviers de commande financiers. La restructuration économique de l'Europe est commandée par l'antagonisme entre le camp socialiste et les pays de l'O.T.A.N. placés sous la direction hégémonique des U.S.A. Dans ce domaine les gouvernements français se voient confier successivement deux tâches : contenir la lutte de libération des peuples d'Indochine, puis quand ils auront, là-bas, passé le relai aux Américains, assurer la mainmise occidentale en Afrique

du Nord. Quant à la politique européenne proprement dite, les Etats-Unis voient d'un bon œil la constitution d'un glacis européen à leur discrétion, capable de plus en plus de leur servir d'infanterie militaire et économique pendant qu'ils consacrent leurs forces stratégiques au pillage direct de l'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient et de l'Amérique Latine.

Pour eux, l'Europe occidentale doit se constituer en force complémentaire de l'impérialisme U.S., en force d'appoint ; pas question bien sûr en aucun cas de se poser en concurrente ou en rivale.

La progression économique de l'Europe de l'Ouest va donc se trouver enfermée dans une étroite fourchette : elle doit être suffisante pour éviter des révoltes populaires qui remettraient en cause la sécurité du glacis militaire, elle doit demeurer assez modeste pour ne pas venir concurrencer dangereusement une économie américaine complètement déséquilibrée et en surchauffe permanente à cause d'un engagement militaire, colonial et continu à l'échelle de la planète voire du cosmos.

La fonction des gouvernements démocrates chrétiens et socialistes qui se succèdent jusqu'en 1958 est donc simple, il s'agit de faire accepter au peuple français cette fonction d'amortisseur de la voiture américaine.

La France, ou plutôt ses maîtres provisoires, interprétera donc fidèlement son second ou troisième rôle dans le scénario bâti au Pentagone et à Wall Street. Les chiens courants de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne se disputeront pour ronger l'os pendant 11 ans, ils essaieront vainement d'intéresser les masses à leur scènes de ménage sur la quantité d'aumôniers tolérables dans les écoles. Vis-à-vis des Américains, ils ne se conduiront pas même en partenaires critiques : c'est sans renâcler qu'ils acceptent la division des tâches dans le monde impérialiste : Mendès en 54 accélèrera bien le retrait français d'Indochine en forçant un peu la main de Washington ; quant à la tentative de Guy Mollet en 56 qui se prend à revendiquer le droit d'aller tirer le canon au nom des actionnaires de la compagnie du Canal de Suez, en pleine campagne présidentielle aux Etats-Unis, on lui fit remarquer son manque de tact et de bon goût, en envoyant les croiseurs de la VI[e] flotte U.S. bloquer la marine française.

Mort de la vieille France coloniale

La mesure du degré d'évolution de l'économie française, de sa puissance industrielle et du rapport noué entre le capital financier et le capital industriel à l'époque peut s'effectuer en évaluant le type de guerre menée par l'impérialisme français même en Indochine puis, après 1954, en Algérie.

En Indochine très vite il s'agit d'une guerre mercenaire menée pour le compte de l'impérialisme U.S. Ce qui compte dans cette guerre ce sont les profits qu'en tirent les magnats de la finance et les corrompus de l'Etat ; mais les « intérêts économiques du capitalisme français en Indochine ne sont pas et de loin des intérêts vitaux (tout au plus les plantations de caoutchouc de Michelin). Quand le prix politique dépassera l'intérêt financier de l'opération, le grand état-major militaire, battu sur le terrain par la guerre des peuples, ne demande rien de moins que la paix ou l'envoi du contingent pour « maintenir la situation ». La bourgeoisie française refilera à la fois le bébé et l'eau du bain aux Américains, non sans avoir tenté (merci messieurs Mendès France et Pleven) d'obtenir la « solution finale » du problème indochinois au moyen de la bombe atomique U.S. Notons au passage que le refus des Américains est à l'origine de la décision de construire une force atomique française. Les peuples d'Indochine seront venus à bout du corps expéditionnaire français, et auront fait perdre à l'armée impérialiste une promotion par an d'officiers sortis de Saint-Cyr.

Dien Bien Phu apporte au monde entier une nouvelle démonstration (après la victoire en 1949 de la révolution chinoise) de ce que la guerre du peuple est invincible. Le corps des officiers français essaiera de retenir la leçon ; en fieffés réactionnaires, ces officiers oublieront le principal : la guerre populaire s'appuie sur le peuple ; ces crétins galonnés voudront la réduire à une vulgaire technique de guérilla, le peuple Algérien se chargera alors à son tour de les rappeler à un bon sens élémentaire.

Du point de vue des industriels français, ces guerres seront des guerres du fil de fer barbelé, de la mitraillette, et du textile à battledress ou à pataugas, en la comparant avec la deuxième guerre d'Indochine, la guerre de l'industrie américaine, celle des B. 52, des tapis de bombes, des porte-avions géants... on obtient un bon critère du développement de l'industrie et de la

finance française des années 50. Guerre du textile et du barbelé, les profiteurs de guerre sont les industries les plus arriérées et les banquiers à la petite semaine qui sont derrière, bref les oubliés du trafic des grandes commissions et du plan Monnet. Pour ceux qui escomptent leurs profits à l'échelle mondiale, qui vivent d'investissements à rentabilité rapide et à grande capacité de rotation, de telles opérations ne sont guère profitables ce qui ne veut pas dire que ces messieurs négligent de bénéficier au passage des fructueux trafic des piastres. Mais surtout toute cette gabegie est une entrave à leur développement à cause du gel des capitaux, de la survie de secteurs marginaux ; sans compter le coût politique en France de cette guerre : si elle rapporte peu, elle tue, et la jeunesse commence à s'agiter sérieusement.

Contre la guerre coloniale : les deux voies

27 mois dans les djébels pour massacrer un peuple innocent, cela n'a rien d'exaltant et les mouvements de révolte couvent, de plus en plus profonds.
Pendant la guerre d'Indochine de puissants mouvements des dockers en particulier bloqueront le chargement du matériel militaire pour l'Indochine. En 1956 quand Mollet, avec le soutien du P.C.F., rappellera des classes puis enverra le contingent en Algérie des unités militaires entières se révolteront et mettront la crosse en l'air : occupation de casernes sur tout le pays, blocage de trains de troupe (Grenoble).

Il faudra beaucoup d'efforts pour que la direction traitre du P.C.F. arrive à casser ce mouvement de masse dans lesquels spontanément les J.C. se sont lancés avec un grand enthousiasme. L'appareil révisionniste ne craindra pas de dénaturer sans vergogne la pensée de Lénine en essayant de se couvrir derrière une citation de l'organisateur de la lutte contre la boucherie impérialiste de 1941 « Quand on te donne un fusil prends-le » ; ce que ces fripouilles oublient de dire c'était que Lénine ne conseillait aux Bolchéviques d'aller à l'armée que pour y susciter la révolte, que pour y organiser des soviets de soldats afin d'empêcher la guerre. A aucun moment un travail communiste dans l'armée ne fut sérieusement envisagé par les traitres révisionnistes qui se contentèrent jusqu'en 1960 de

slogans pacifistes et ne mirent en avant le mot d'ordre d'indépendance de l'Algérie que six ans après le début de la guerre, de fait après que de Gaulle l'ait accepté.

Déjà en 1947, ils ne firent rien contre le colonialisme et ses sanglantes méthodes de répression. Au contraire ils se rallièrent à l' « Union Française ». en 1954 ils allèrent jusqu'à traiter de provocateurs les combattants algériens, osant prétendre que la lutte armée servait les intérêts du colonialisme, qu'il s'agissait de gens n'ayant « rien de commun avec les masses algériennes ». Par exemple, le 8 novembre 54, le B.P. rend publique une déclaration où l'on peut lire « En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti Communiste Français, qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits ».

A écouter ces messieurs du bureau politique, les intérêts des Algériens, bien compris, auraient dû les conduire à mener une lutte pacifique contre le réarmement allemand !

Léon Feix, pour justifier ensuite (novembre 63) la veulerie du Parti, ose prétendre que toute autre attitude aurait conduit les communistes français à se « couper des masses ». Pour défendre sa petite poignée de bureaucrates affolés, le P.C. ose insulter la masse des travailleurs français ! Ils sont peut-être racistes et colonialistes ? pourtant c'est bien cette masse qui s'est révoltée en 56 et que le Parti a eu le plus grand mal à faire céder une fois encore devant les nécessités de l'union avec les socialistes.

Toutes ces opérations sordides ne font que refléter ce refus du P.C.F. à se lancer à l'assaut du régime bourgeois le plus faible, le plus pétri de contradictions que la France ait connu. L'orientation révisionniste est totale. Ni les guerres coloniales, ni les crises sociales aiguës comme la grève de 53, ni les mouvements des petits commerçants ne seront pour eux une occasion de mobilisation puissante et prolongée des masses. Etonné par sa défaite en 47, par son éviction des sphères gouvernementales, le parti communiste reste paralysé devant la contradiction U.S.A.-U.R.S.S. qui commande la vie politique française, il n'arrive à se saisir d'aucun levier réel et se contente de lancer

ses militants dans des assauts courageux mais sans lendemain contre les représentants américains en France (Ridgway-la-peste).

Pourtant, pour ne prendre qu'un exemple, le mouvement des petits commerçants est profond, il est le fruit de l'accumulation sur des dixaines d'années de l'exode rural qui finit par priver de clientèle les commerçants des bourgs dans les régions agricoles les plus pauvres (midi-centre). La direction « communiste », face à cela, se contente de formuler de vagues promesses électorales. Résultat : l'unité commerçants-paysans va se faire contre la classe ouvrière mise hors-jeu, c'est une direction ultra-réactionnaire Poujade-Dorgères qui va se mettre en place sans coup férir. Les idées justes des petits commerçants ruraux vont se retrouver reliées aux idées fausses ultra-nationalistes et fascistes de Poujade et de quelques autres anciens doriotistes, et cela va déboucher sur une poussée fasciste sans précédent en France. Comment une classe ouvrière désarmée et privée d'initiatives depuis 10 ans aurait-elle pû offrir une issue aux classes petites bourgeoises révoltées par les horreurs du capitalisme ? Le P.C.F. a conduit le prolétariat à l'isolement et au repli sur soi. Le parti est devenu un véritable centre de répulsion pour tous ceux qui ne tirent pas directement de la longue expérience de lutte du prolétariat une patience et un acharnement à toute épreuve. Ce qui fut l'espoir d'unité populaire pendant la lutte armée en est réduit à servir de repoussoir, à offrir une unité électorale par défaut au magma centriste au pouvoir pour le compte des Américains sous le nom de Troisième force.

Balayant ce magma, de Gaulle affirmera qu'il n'y a rien entre lui et les communistes ; en fait ce qu'il constate c'est qu'il n'y a rien entre lui et le peuple, c'est qu'il n'y a pas de parti communiste, pour ce qui est de la question du pouvoir au moins.

Mai 1958-mai 1968 : dix ans ça suffit

Double cliquetis d'armes : d'une part parmi les régiments mercenaires de Massu à Alger qui envahissent le Gouvernement Général, de l'autre dans la masse des O.S. de Billancourt qui réclament des armes au meeting de l'Ile Seguin. Mais les chefs militaires ne veulent pas, pas encore, le pouvoir, et le P.C.F. organise un défilé à la Nation, important par le nombre mais

dans lequel les femmes portaient des talons à aiguilles et les hommes leurs vêtements de sortie.

Donc, que ce soit parmi les tenants du fascisme de type ancien, ou parmi les anciens anti-fascistes, le fusil s'inscrit dans le discours. Mais il s'agit de fusils de carton, du moins à Paris. Cela suffit pourtant à conférer à de Gaulle une nouvelle légitimité nationale qui lui permet de balayer le carton rehaussé pour les besoins de la cause au rang de plomb. Cette nouvelle légitimité repose sur trois aspirations :

— l'aspiration au nettoyage, à l'épuration des acteurs du théâtre d'ombres de la troisième force ;

— le refus du fascisme militaire ;

— l'espoir d'indépendance nationale à l'égard des Etats-Unis et de fin des guerres coloniales.

De Gaulle se trouve à la convergence de ces trois aspirations, et de plus offre de conjurer les affrontements armés. De fait dès 58 il n'y a entre de Gaulle et les masses aucune autre légitimité ; en 1958 le P.C. ne se heurte pas à l'appareil d'Etat, mais seulement au projet de constitution (septembre 67 place de la République). En 1968 le P.C. s'y frottera encore moins, il sera réduit à s'opposer à la légitimité des masses qui commencent en mai à se forger une certaine idée de la France ; celle de la France du peuple c'est-à-dire une certaine idée d'elles-mêmes à l'heure où s'ouvrira une nouvelle étape, celle de la révolution idéologique.

1958 : Le passage pacifique au gaullisme - Les armes sans le peuple

En 1958 on en était arrivé à un affaiblissement prolongé de la classe ouvrière grâce au parti communiste français qui, avec une persévérence digne du meilleur objectif, a liquidé tout au long des 13 années précédentes tous les mouvements de masse. On en était aussi arrivé à un blocage du développement économique capitaliste français freiné par la conjonction de trois facteurs :

1. L'archaïsme de l'infrastructure, qu'il s'agisse de l'équipement ou de la gestion des entreprises ;

2. Le passif colonial, le maintien de 500 000 hommes sur

pied de guerre qui paralyse de nombreux investissements productifs et ne profite qu'aux secteurs industriels les plus arriérés ;

3. La dépendance politique et financière à l'égard de Washington ; elle a sans doute permis la relance mais devient une entrave au développement des tendances monopolistes en limitant certains marchés.

La société de la petite politique se bloque, la grande politique est contrainte de se manifester.

Le capital financier, se contentant jusque-là discrètement du fructueux travail de coulisse que l'on sait, avait maintenant besoin d'une purge, d'un vaste coup de balai pour évacuer le personnel politique sclérosé et timoré. D'autant qu'on disposait de technocrates élevés à l'école des commissions Monnet et autres tout prêts à prendre la relève.

Il s'agissait à la fois d'apurer le passif colonial et de mettre en place directement cette fois, dans l'appareil d'Etat, les managers du grand capital ; il s'agissait de fusionner cet appareil d'Etat avec la direction des grandes affaires capitalistes, bref de passer de l'impérialisme ancien à l'Etat du capital monopoliste, de donner le pouvoir à la haute finance. Place à un impérialisme nouveau ! A un rival de l'impérialisme U.S. et prétendant à un rôle dominant voire hégémonique sur une Europe Occidentale qui se donnerait le Tiers-Monde comme marché privilégié.

Bref l'heure du gaullisme avait sonné. Un banal putsch militaire éclate à Alger sous le signe du colonialisme le plus traditionnel, relayé à Paris par les multiples complots des politiciens barbouzards ; il ne reste plus qu'à faire sortir de son garde-mites de Colombey le souvenir suprême ; il propose tranquillement aux hommes qui se croient au pouvoir de leur épargner un combat difficile de la manière la plus simple : en capitulant entre ses mains. C'est le 13 mai ; les jours qui suivent prouvent que de Gaulle et les siens ne se sont pas trompés : on ne meurt pas de gaieté de cœur pour la social-démocratie, et nulle part la démocratie chrétienne n'a brillé par son héroïsme politique. Au demeurant les consciences les plus scrupuleuses de ces messieurs seront rapidement apaisés par quelques fauteuils ministériels. Tout ce beau monde baisse pantalon et les matamores prêts à se sacrifier contre la « menace

fasciste » ne verront plus l'ombre d'une menace dès lors qu'ils seront associés au nouveau pouvoir.

Quant au P.C.F., il faut être délibérément mesquin pour lui reprocher sa veulerie : il a organisé une grande manifestation dans le calme et la dignité de la Nation à la République, il se prépare à une dure campagne électorale, si cela ne vous suffit pas vous pouvez toujours relire le numéro spécial tricolore des Cahiers du Communisme pour y trouver une démonstration flamboyante de l'arrivée du fascisme, agent des Américains. La tactique du parti est claire : le fascisme arrive... il est là... nous nous battrons jusqu'au dernier bulletin de vote, et à ceux qui voudraient faire plus, on expliquera que ce n'est pas possible à cause de la défection des socialos.

Une fois perdus et bien perdus, le référendum constitutionnel et les élections ; c'est-à-dire une fois le fascisme passé à en croire les Cahiers du Communisme, il faudra changer le vocabulaire ; c'est qu'il y a trop de militants qui se souviennent que le fascisme ne se combat pas seulement par des mots. Pour éviter toute interprétation hasardeuse il ne s'agira plus désormais de fascisme mais de « pouvoir personnel » auquel il s'agit d'opposer « l'union des républicains », lesdits républicains étant en général à l'époque les pires réactionnaires du genre André Marie ou Bernard Lafay qui en fait ne s'accommodent pas du réalisme politique du gaullisme insuffisamment fasciste à leur goût. La plupart de ces « républicains » finiront ministres du général ou de son successeur après quelques flirts plus ou moins poussés avec l'O.A.S.

La stupeur qui frappe la plupart des cadres de base du parti à l'annonce des résultats du référendum (80 % de oui) est à la hauteur des illusions entretenues par des dirigeants traitres et corrompus. Il va falloir plusieurs années à la classe ouvrière pour tirer le bilan de cette défaite, d'autant plus cruelle qu'elle a été subie sans combat devant un adversaire mal connu bien que légendaire. Les renégats de la direction du P.C.F. ont en mai 58 clairement enfilé les pantoufles des sociaux-traitres d'août 1914. En 58 les quelques intellectuels qui tenteront de s'opposer au gaullisme et de s'engager directement aux côtés du peuple algérien seront peu nombreux. Puis, quand ils arriveront à entraîner une large fraction des étudiants, de 59 à 61, ils ne seront pas conséquents, ils n'auront pas l'audace de

s'adresser directement aux ouvriers à la base dans les usines, et attendront un hypothétique redressement du P.C.F. en construisant à côté de lui une petite force de pression : le P.S.U. Certes, elle mènera quelques actions efficaces contre la guerre d'Algérie mais elle ne saura jamais s'adresser directement aux travailleurs et leur tenir un langage compréhensible. Pour cela il aurait fallu que ces militants aillent à l'intérieur des usines, dans les campagnes, etc. Il n'en sera rien, et pour l'essentiel, cette génération de militants intellectuels sera perdue pour la révolution.

1962-1968 : Le gaullisme = le capital + la télévision

De 58 à 61 la tâche principale que le régime gaulliste se donne est de liquider l'affaire algérienne et de mettre au point avec l'Algérie nouvelle une tentative de domination d'un type nouveau. Le capitalisme financier entend pratiquer une politique réaliste ; peu lui importe la couleur du drapeau qui flotte sur Alger pourvu que ses intérêts, et surtout ses intérêts pétroliers, soient intacts.

C'est l'objectif des accords d'Evian que l'Algérie nouvelle à son avènement se verra imposer comme condition de la fin de l'agression militaire. Le pouvoir gaulliste veut économiser les frais économiques et politiques de l'entretien de 4 à 500 000 hommes sur pied de guerre, incapables de vaincre le F.L.N. sur le terrain. D'autant que l'opposition à la guerre grandit en France comme parmi le contingent et se traduit par des manifestations de rue de plus en plus massives et de plus en plus violentes.

Dans le même temps il s'agit pour de Gaulle de réduire le poids politique des chefs militaires qui lui ont ouvert la voie de l'Elysée, en les rendant inutiles, c'est-à-dire en leur retirant ce qui consacre leur autorité politique : le commandement d'une armée en guerre. Avec eux doivent disparaître les groupes d'extrême-droite qui se sont pris à croire que c'était arrivé en 58 et qui paradoxalement s'appuient sur les forces sociales et économiques condamnées par l'avènement du gaullisme.

Cette opération de grande envergure qui tout à la fois éteint une des sources les plus profondes de contestation populaire, ménage les intérêts économiques du grand capital, réduit les

dépenses d'une armée classique et permet sa reconversion nucléaire, et enfin isole politiquement les officiers supérieurs putschistes, se fera à peu de frais sauf pour le million de petits blancs dupés et transformés depuis 55 en piétaille fasciste par les seigneurs de guerre Lacoste et Soustelle, puis par les généraux O.A.S. Ces petits bourgeois pour la plupart se retrouveront contraints de regagner la métropole ruinés et amers, tandis bien sûr que les gros colons auront mis, eux, leurs pillages à l'abri depuis longtemps et que les grandes sociétés conserveront un solide point d'appui au Sahara pétrolifère tant que l'Algérie renaissante ne pourra pas compter uniquement sur ses propres forces : 140 ans de civilisation coloniale laissent ce « département français » sans un docteur en sciences en 1961.

Pourtant pour longtemps encore la « coopération » gaulliste maintiendra un colonialisme culturel et technique qui liera étroitement l'ancienne colonie à sa métropole. La majorité écrasante des cadres algériens parlent français, sont formés soit en France soit par des « coopérants » français, sur du matériel français.

Il ne reste pour assurer la domination française qu'à offrir quelques crédits à long terme gagés sur le pétrole ; à tout prendre cela coûte moins cher que l'entretien des divisions de parachutistes.

Cette politique mise sur banc d'essai en Algérie sera généralisée par le gaullisme qui se découvre une vocation tiers-mondiste. Devant l'échec évident du colonialisme militaire américain du Vietnam, il s'agit de lui succéder avec des balles enrobées de sucre.

Peu à peu la montée irrésistible des mouvements populaires de libération et d'émancipation ramènera en 10 ans ces prétentions à leur juste mesure. La guerre du Tchad, le soutien à l'Afrique du Sud donneront l'exacte limite d'une politique bourgeoise, fut-elle indépendante.

Et pourtant cette politique, c'est l'axe même du grand dessein gaulliste visant à rendre à la France un statut de grande puissance impérialiste. Il s'agit de rien de moins que de rivaliser avec l'impérialisme U.S. et d'abord d'acquérir sur le plan intérieur une force économique capable de rejeter la tutelle directe des U.S.A. Dans ce domaine, la concentration monopoliste va jouer à plein pour hausser le niveau industriel du pays, au prix de la

ruine des petites entreprises, de l'introduction à cadences forcées du mode de production capitaliste dans l'agriculture, du mode de distribution capitaliste dans le commerce, et bien sûr d'une surexploitation du prolétariat avec la généralisation des cadences infernales dans les usines de plus en plus énormes. Avec en plus le maintien délibéré du chômage à un haut niveau, et le choix de sources d'énergie « modernes » qui va conduire à la récession des charbonnages et à la liquidation du prolétariat des mines...

La paix gaulliste en France

Le gaullisme prend acte de la rupture du vieil équilibre social qui avait fait les III[e] et IV[e] républiques.

Chaque classe et fraction de classe de la société française affronte et subit la rupture du vieil équilibre dans l'isolement. Chacune enfermée dans son syndicalisme particulier oppose ses intérêts propres à ceux des autres. Une des tares élevées par le syndicalisme français à la hauteur d'une religion, c'est d'exacerber les contradictions au sein du peuple. De Gaulle se présentera comme le Bon Pasteur assiégé par les mendiants... Charlot... Des sous... !

A quoi bon régler ces contradictions puisque l'isoloir électoral est une machine à additionner les mécontentements, fussent-ils antagoniques, tel est le ressort du révisionnisme syndical.

Le raisonnement de de Gaulle est le pendant de celui des maîtres à voter de la C.G.T. : à la division du pays réel, il offre, en compensation, l'image d'Epinal de la France qu'il incarne. De plus, il agit : plan après plan, loi-programme ou cadre après loi-programme, il règle son compte à chaque couche sociale, de l'inauguration de la liquidation des mines avec l'épreuve de force de Decazeville à celle du bassin ferrifère lorrain, de la politique de récession du bassin du Nord et du Pas-de-Calais à la politique paysanne de liquidation des petites exploitations en passant pas la politique universitaire (sélection, Plan Fouchet), le processus est toujours le même :

1. Provocation, par la « fuite » d'une information annonçant des mesures draconiennes imminentes dans un seul secteur à la fois ;

2. Devant la réaction (grèves, barrages de routes...), annonce d'ouverture de négociations avec les organisations représentatives. Comme « on ne négocie pas avec des grévistes », la « représentativité » se mesure, en fait, à la capacité pour les syndicats d'entraver le mouvement de protestation des victimes résistantes ;

3. Les syndicats sont appelés à procéder avec l'administration à la sélection des sacrifiés. Ils répartissent ensuite le plat de lentilles destiné à faire accepter aux autres la mort de leurs frères.

Ainsi de Gaulle détient en permanence l'initiative des opérations, il attend de leur succession en chaîne un effet général de démoralisation. Le syndicalisme fait chanter son « solo funèbre » à chaque couche de la population. Les traditionnels défilés dans l'ordre et la dignité ne règlent évidemment pas les contradictions au sein des masses, pas plus que les opérations de rassemblement électoral.

Cependant, la détermination et la résistance du peuple se marquent dans la multiplicité de ces solos qui deviennent de plus en plus fréquents et violents (dans l'hiver 67-68, il y aura affrontement direct avec les C.R.S., à Caen, à Redon, au Mans).

La « paix » gaulliste prépare à la guerre chaque couche sociale.

Pourquoi tous ces bouleversements ? Il s'agit d'instaurer un nouveau système social sur les décombres de l'ancien : la classe ouvrière — du moins celle qui est porteuse de la tradition révolutionnaire du prolétariat français — serait réduite en nombre et promise à des tâches « nobles ». En dessous d'elle les masses fractionnées et marginalisées de travailleurs immigrés, de femmes, et de jeunes non qualifiés. Au dessus d'elle une inflation de chefs d'équipe, de contremaîtres, ingénieurs de toutes sortes, techniciens, psycho-sociologues, chronométreurs, testeurs, agents de bureaux d'études, cadres syndicaux, négociateurs patronaux, sans compter les polices de tout accabit.

Ainsi la majorité de cette classe ouvrière est renvoyée dans les ténèbres de la marginalisation et privée de toute représentation politique ou corporative. Cela facilite les compromis avec les syndicats ne représentant plus qu'une mince fraction de la classe. L'ordre va régner : de 58 à 62 la bourse augmente de 700 %.

Du même coup les nouvelles classes moyennes (blouses et cols blancs) se voient interlocuteurs privilégiés et demandent une redistribution du pouvoir. Une certaine nouvelle gauche voudra voir là un potentiel révolutionnaire. En fait les nouvelles classes moyennes réclament l'héritage des anciennes classes moyennes : dans leur optique les techniciens doivent succéder aux notables traditionnels. La mystification repose sur le déplacement vers l'usine des revendications de ces nouvelles classes moyennes (ou extraiera à Lacq, en même temps que du pétrole, toute une mythologie où l'ouvrier de l'avenir est le technicien d'aujourd'hui : la société lui appartient).

Mais toutes ces transformations sont coûteuses. Le capital doit payer en même temps les nouvelles machines et le système parasitaire qui les enveloppe. Donc il doit faire payer l'ouvrier, et comme cela ne suffit même pas il doit étendre son emprise sur la production agricole et sur la distribution des marchandises. Une telle opération a réussi en Allemagne et aux Etats-Unis. Sous la botte nazie en Allemagne. Sous la pression d'une économie de guerre impérialiste, c'est-à-dire avec la mise en coupe réglée d'un bon tiers de l'humanité, aux Etats-Unis.

En France chaque couche sociale résiste et se retrouve tôt ou tard confrontée aux C.R.S., figure concrète que prend alors la paix gaulliste. Les présumés bénéficiaires, les futurs cadres, les étudiants arrivent, sur le marché, en mesurant la différence entre le rêve et la réalité française. On leur promettait d'être les ingénieurs chargés de la « Révolution Technique et Scientifique » (selon le P.C.F. et Fouchet), ils se retrouvent chômeurs ou valets, chiens de garde. La seule issue qu'il leur reste c'est la contestation du rêve et de sa réalité, de l'université de classe et de sa protection policière.

De mécontentements en mécontentements on dépassera le seuil électoral. Le chômage n'est plus une vague menace, mais la vie quotidienne de 500 000 familles. En effet, dans chaque couche sociale, l'opération gaulliste commence par produire des chômeurs.

En 63 la première révolte est profonde, violente, dure ; plus d'un mois de grève des mineurs soutenus par un mouvement populaire sans précédent. Les mineurs font les frais de la « rationalisation du système économique », ils relèvent la tête et poursuivent la lutte entamée en 48 contre les décrets Lacoste :

ils occupent les puits, et rejettent tranquillement l'ordre de réquisition signé par de Gaulle lui-même, mettant en échec la première et unique tentative de mater les travailleurs en lutte par la militarisation. Le P.C.F. encore engourdi des coups pris en 58 se réveille, pour étouffer au maximum la portée de la lutte. Il en bloque l'élargissement auquel partout les masses aspirent (surtout parmi les fonctionnaires et les « nationalisés »), finalement la C.G.T. qui freinait des quatre pieds depuis plusieurs semaines donne un ordre de reprise sans explication, véritable trahison sanctionnée par de nombreux déchirages de cartes. Les mineurs sont plus accablés par ce mépris que par la défaite.

C'est la grande époque des « journées » sans lendemain, des premières étapes sans seconde, des grèves d'avertissement sans suite, bref de tout l'attirail d'une gymnastique syndicale épuisante, inefficace et coûteuse, à laquelle les travailleurs répondent par routine et aussi parce qu'aucune autre voie ne se dessine clairement à l'heure où la colère monte.

Dès avant mai 68, à Caen, au Mans, la classe ouvrière revient aux sources ; c'est l'affrontement direct avec les C.R.S. et les gardes mobiles. Les derniers grands affrontements de classe revivent dans les mémoires : 36, 47... le Mai ouvrier généralisera immédiatement les occupations, mais déjà il invente une forme supérieure de lutte de classe, la séquestration des patrons dans les deux premières usines occupées (Sud-Aviation à Nantes et Renault à Cléon). A l'occasion du Mai des étudiants la classe ouvrière sort de son ghetto, l'alliance inaugurée par les barricades débouche, dans les affrontements sanglants de Flins et de Sochaux, sur une promesse d'unité populaire qui fait voler en éclat le couple vieilli de Gaulle-P.C.

La décomposition du P.C.F.

Pendant la guerre d'Algérie le parti révisionniste a prouvé une fois de plus sa veulerie et son impuissance. Comme le faisait remarquer le Parti Communiste Chinois en octobre 1963, les dirigeants du parti communiste français « ont usé des prétextes et des moyens les plus divers pour défendre les intérêts coloniaux des impérialistes français, ils ont refusé leur appui, et se sont même opposés aux mouvements de libération natio-

nale des colonies françaises, aux guerres révolutionnaires nationales en particulier, et ils ont sombré dans le bourbier du chauvinisme ».

Cette capitulation continuelle qui a ramené le P.C.F. aux pires trahisons de vieux partis réformistes d'avant 1914, ne lui a pas rapporté grand chose, et a seulement contribué à conférer à de Gaulle tout le mérite de l'arrêt de la guerre.

Au lendemain de la victoire du peuple algérien la maison révisionniste se porte mal, sa crise propre se conjugue avec les difficultés du mouvement communiste international que Krouchtchev conduit à la scission.

A tout cela se rajoute la pérennité apparente du gaullisme, malgré les cocoricos de « victoire » affichés avec sérénité par *l'Humanité* au lendemain de chaque défaite, ou de chaque combat déserté en rase campagne.

Pour éviter de « tomber dans des provocations » le P.C.F. a décidé de ne jamais se battre, du moins contre la bourgeoisie. Ce qui est une méthode effectivement imparable. Il se contente de s'essouffler à courir vers Mitterand et à courtiser le cadavre de la social-démocratie.

Une fois encore, la direction P.C.F. ne s'embarrasse pas de scrupules et ne se gêne pas pour s'encanailler avec un sous-produit de l'impérialisme U.S., ancien ministre de l'intérieur des débuts de la guerre d'Algérie, mêlé à divers scandales. Bien sûr il n'est plus question de mener la moindre lutte anti-impérialiste conséquente, cela gênerait l' « unité ».

Comme le notent les communistes chinois dans le texte d'octobre 63 « Depuis de longues années, ils (les dirigeants du P.C.F.) ont abandonné la lutte contre l'impérialisme américain, se refusant à s'opposer énergiquement au contrôle et aux entraves imposés par celui-ci à la France dans les domaines politique, économique et militaire, et remettant ainsi définitivement à de Gaulle et autres, le drapeau français de la lutte nationale contre l'impérialisme américain. »

Pendant 10 ans et plus le P.C.F. a tout sacrifié à la réalisation de cette union nauséabonde et électoraliste longuement mijotée. Elle volera en éclats aux premières lueurs de Mai 68, tant il est vrai que l'irruption des masses sur la scène de l'histoire balaie les combinaisons les mieux ajustées.

L'instrument privilégié de cette transformation c'est bien sûr

l'appareil d'Etat qui tend de plus en plus à se confondre au niveau le plus élevé avec le management des grandes entreprises.

Le parlement va peu à peu disparaître comme instrument politique et le parti gaulliste ne sera qu'une vaste machinerie électorale fonctionnant sur les fonds secrets et les subventions des grandes banques. Entre deux séjours au gouvernement un Pompidou sera dirigeant du groupe bancaire Rotschild, et ce serait jeu d'enfant d'énumérer les liens des ministres avec la haute finance (Chalandon, Giscard, et tant d'autres...).

Dans les masses le gaullisme se préoccupe peu d'organisation politique ou corporative, il utilise systématiquement les organisations existantes de type syndical en intégrant leurs dirigeants dans l'appareil d'Etat par le biais de commissions de toutes sortes qui doublent partout les organes administratifs des ministères. Pour la carte politique il en va de même : parti radical, M.R.P. s'évanouissent pendant que nombre de représentants de la petite bourgeoisie se retrouvent qui au gouvernement, qui dans un conseil d'administration d'une entreprise du secteur public ou nationalisé, donc sans ménager pour cela de structures intermédiaires.

Le P.C.F. n'hésitera pas alors a changer de partenaire, se voyant menacé de perdre l'essentiel pour lui : l'autorité qu'il conserve, sur une partie de la classe ouvrière ; il va faire partie commune avec le gaullisme qui se voit menacé de perdre le pouvoir tout court : c'est à Grenelle le mariage du flic syndical révisionniste et de ces gaullistes. Le grand air du légalisme électoral entonné à pleins poumons par les deux compères pour étouffer la voix des masses conduit aux élections de juin 68.

Le périple politique du P.C.F. s'achève : à force de trahisons, il en est arrivé à prêter la main aux assaillants des barricades, aux assassins de Gilles Tautin, de Blanchet, de Baylot et de Lanvin, il ne lui reste plus qu'à offrir sa direction au collabo Marchais.

Entre temps le parti communiste aura connu la crise des étudiants communistes de 63 à 65 qui lui fera perdre toute audience dans ce milieu fertile en soulèvements dans toute l'Europe, et permettra la naissance des premiers groupes maoïstes qui sauront importer des usines les ferments de l'esprit de servir le peuple au sein des masses étudiantes, idée décisive de la grande alliance de Mai 68.

De Gaulle doit céder la place à Pompidou et à Marcellin, les patrons du nouveau fascisme. Le P.C. aussi fait peau neuve, Marchais perce sous Waldeck, le révisionnisme à découvert s'affirme soutien de l'Ordre et dernier rempart de la hiérarchie dans l'entreprise.

De 1940 à 1968 le gaullisme a été le pôle d'un rassemblement d'éléments issus de diverses couches du peuple. Si large qu'il ait pu être à certains moments, ce rassemblement n'a jamais plongé ses racines dans la classe ouvrière.

Pour la classe ouvrière, le gaullisme c'est le rassembleur des classes moyennes sous direction de la finance, et c'est en même temps l'interlocuteur privilégié du P.C.F. A défaut de rapports directs avec la classe ouvrière, le gaullisme entretient des relations contradictoires continues avec la « représentation » de la classe ouvrière, le P.C.F.

1968 vient briser net ce château de cartes qui permettait à de Gaulle, fort de son prestige historique, fort du rassemblement des nouvelles couches moyennes et de la collaboration du P.C.F. au bon fonctionnement des institutions politiques et sociales, de se présenter comme la légitimité nationale faite homme.

La classe ouvrière découvre en Mai que l'isolement dans lequel le P.C.F. l'a enfermée depuis plus de 20 ans est brisé. Elle découvre qu'elle n'est pas seule à porter la violence libératrice et que la société tout entière est en convulsions.

De Gaulle, lui, voit s'effriter le ciment idéologique de son système de gouvernement. C'est le prestige de l'Etat qu'il incarne qui est atteint par la voie qui, de la rue Gay Lussac à Flins, passe par la Sorbonne occupée.

Cette voie qui, de Gay Lussac à Flins, est porteuse de l'affrontement et de la nouvelle démocratie est grosse de la légitimité des révolutionnaires dans l'étape ouverte par Mai 68 : La résistance populaire.

Jean-Pierre Le Dantec

NOUVELLE JACQUERIE

I. — 1935-1972

a. 1935.

« Un député de la Seine-Inférieure, le docteur Crutel, qui d'ailleurs m'attaque violemment, avait voulu assister à l'inauguration d'un service d'eau à la campagne. Dès son arrivée, il fut empoigné par des paysans qui essayèrent de le hisser dans la camionnette d'un marchand de porcs. L'intervention du préfet et des gendarmes permit la délivrance du pauvre médecin et c'est par des applaudissements que fut accueillie cette boutade de l'automobiliste : « Si vous l'aviez mis dans ma voiture, j'aurais été obligé de la désinfecter avant d'embarquer mes petits cochons. »

Voilà une action qu'Henri Dorgères donne en exemple à toute la « corporation » paysanne.

« Lorsque le député vient à la campagne, il ne lui est pas possible de se faire escorter partout par des gendarmes ou par des policiers. En pareil cas, loin de la garde prétorienne, vous avez entre les mains les responsables de la situation. C'est le moment de leur faire voir, non seulement par des paroles, mais par des violences, que vous n'êtes pas contents. »

Toujours dans « Haut les fourches ! », Dorgères raconte une autre action qui lui valut d'ailleurs d'être emprisonné.

« Il y avait dans la Somme un fermier, Valentin Salvaudon, qui n'avait voulu exercer sur ses ouvriers aucune espèce de contrainte. Il leur avait dit : « Si vous voulez des assurances sociales, vous les paierez, si vous n'en voulez pas, vous êtes libres de votre salaire; je ne vous retiendrai pas vos cotisations et je

ne paierai rien. » Mais Salvaudon était seul dans son département. Un préfet haineux le fit poursuivre et condamner. Salvaudon décida de se laisser vendre.

« Nous étions en relations depuis un certain temps déjà et il m'écrivit pour être présent chez lui, à Bray-sur-Somme, le jour de la vente. (...) Un seul Breton m'accompagna, mais je fus rejoint à Bray-sur-Somme par des cultivateurs de Normandie, membres de nos Comités de Défense paysanne. Il y avait dans la cour de Salvaudon environ 2 000 personnes. Une centaine de gardes mobiles à cheval occupaient une partie de la cour de la ferme. Tous les chemins avaient été barrés et, par arrêté préfectoral, la circulation automobile était interdite à 2 kilomètres à la ronde. Des ordres extrêmement sévères avaient été donnés et le préfet avait mobilisé quelques communistes d'Amiens pour porter les enchères. Ces membres de la Bourse du Travail furent en effet accueillis à l'arrivée par le commissaire spécial qui les présenta au commandant de la garde mobile. Et l'on vit ce spectacle curieux : quelques voyous amenés aux frais du préfet se porter acquéreurs de chevaux dont ils n'auraient certainement pas su se servir. Un commandant de la garde mobile dont l'imbécillité fut mise en relief à l'audience du tribunal correctionnel, commandait le service d'ordre. Avant toute manifestation il fit charger et à l'audience il déclara d'un air fort satisfait qu'il l'avait fait pour donner confiance à ses hommes. Des bagarres sérieuses eurent lieu. Les paysans de la Somme réagirent violemment et si Salvaudon n'avait pas pris la précaution d'enlever de sa cour tout ce qui pouvait servir d'armes, il est probable que plusieurs gardes mobiles eussent été blessés. »

b. 1969.

Les actions de paysans en colère se multiplient. Leurs cibles? Tous leurs ennemis, qu'ils soient représentants de l'État ou qu'ils fassent partie de la « profession ».

Plusieurs préfets sont interpellés en pleine campagne dans le courant de l'année 69 : celui de la Sarthe d'abord, puis Vié, « super-préfet » de Loire-Atlantique; dans le coffre de sa DS, on découvre une poule faisane alors qu'il est l'auteur d'un arrêté interdisant cette chasse dans le département !

Quelques jours plus tard, c'est le tour d'un ministre ! Guichard,

venu remettre quelques décorations dans un village de sa circonscription, est « enlevé » par 300 paysans avec le soutien d'ouvriers et d'étudiants révolutionnaires et conduit jusqu'à une ferme des environs :

« Le fermier qui «reçoit» grimpe sur une échelle et expose sa situation (22 parcelles dispersées un peu partout et 5 propriétaires) en répondant aux questions des agriculteurs. Cela n'a évidemment rien à voir avec les descriptions des rapports officiels et les griefs pleuvent : l'encadrement du crédit, le chômage, le rapport Vedel, la misère des petites gens... Comme un notaire des environs a lui aussi été « invité » à participer à la fête, on propose au ministre une mesure simple et de salubrité publique : Plutôt que de vouloir éliminer 5 agriculteurs sur 6, pourquoi ne pas liquider les notaires, agents fonciers et autres parasites... Le ministre est bafoué, les masses le tutoient et lui jettent leur colère à la gueule. Il essaie son baratin habituel mais il se fait interrompre et ridiculiser. Alors il reste planté sous la pluie au milieu de la cour de ferme, les pieds dans la boue.

Au bout d'une heure environ, on décide de revenir en manifestation au village. Lui veut repartir en bagnole (il est pressé car il va gueuletonner à Nantes). On le retient, on le pousse. Les gardes-mobiles approchent en brandissant leurs mousquetons. Bousculades. Le ministre s'échappe protégé par la « force publique ». Des mottes de terre s'écrasent sur son beau pardessus, des pierres volent. Un paysan ouvre avec précaution une petite boîte d'œufs : l'un d'eux atterrit sur la nuque du ministre. La manifestation repart vers le centre du village, sans ministre, mais avec le notaire qui se fait vivement chahuter pendant tout le trajet : on lui fait même porter une pancarte ! A l'arrivée, un jeune paysan prend la parole et dit à peu près : « On sait bien qu'une telle action ne suffit pas pour obtenir des réformes, mais c'est une action de rébellion. Il faut poursuivre dans cette voie. »

(La Cause du Peuple, décembre 1969).

Mais il n'y a pas que ceux qui, loin dans les bureaux, écrivent et programment la misère des campagnes; il y a ceux qui viennent et qui prennent la place, les « cumulards »; du genre Tribondeau (Mayenne) ou Ameteau (Deux-Sèvres).

Tribondeau est gérant de l'abattoir municipal, éleveur de chevaux de course, marchand de bestiaux, possesseur de centaines d'hectares, riche à millions, influent, puissant, respecté... Jusqu'au jour du début 71 où 400 paysans attaquent sa maison, l'insultent, rossent ses valets, lui interdisent de continuer à acheter des terres à des prix honteux...

Parfois il faut se résoudre à « saboter » les récoltes d'un accapareur qui s'entête : haricots recouverts de poudre blanche dans le Finistère, maïs arrachés par 100 coupeurs une nuit à Saint-Dolay dans le Morbihan...

Il y a enfin ceux qui s'engraissent avec le travail des autres : les industries de transformation, même si elles portent le beau nom de coopératives... Et c'est la « guerre du lait » en Bretagne comme dans les Vosges. On cherche à assécher le ravitaillement d'un trust laitier en « détournant » le lait vers une coopérative et, au printemps 71, un camion de la Sapiem-Préval est attaqué de nuit en forêt de Camors.

Pendant ce temps l'Occitanie paysanne se soulève contre Debré qui veut voler aux paysans leur Larzac, contre les magnats du pinard qui acculent à la ruine des milliers de petits viticulteurs, contre les « promoteurs » qui veulent transformer le *païs* en réserve touristique. Et ce sont les immenses manifestations de Béziers, les attaques contre les voies ferrées et les ponts, le sabotage des cuves d'un industriel à Barbeira.

c. La tendance s'est renversée.

Il ne faut évidemment pas déduire de ce tableau que les campagnes françaises sont à feu et à sang. Mais, telles quelles, ces actions sont significatives de l'esprit qui anime les paysans travailleurs. Tout comme étaient caractéristiques — mais d'une autre manière bien entendu — de la situation d'avant guerre les opérations des Dorgéristes.

D'ailleurs, le parallèle entre les formes d'action saute aux yeux.

Or, Dorgères est ouvertement fasciste : chef des « Comités de Défense paysanne de l'Ouest » et des « Chemises Vertes », frange « activiste » du Parti Agraire et du Front Paysan (qui ont à l'époque une certaine audience de masse), il célèbre les valeurs « saines » du pétainisme puis, sorti sans trop de casse de cette affaire, se retrouve fricotant avec Poujade au début des années 50.

Au contraire, les sympathies de ceux qui sont à la tête des actions directes des paysans aujourd'hui vont à l'extrême gauche !

Alors? Serait-ce la confirmation des vociférations de « La Nation » et de « L'Humanité » contre les « extrémistes des deux bords » ou sur le « fascisme rouge » ?

Un exemple actuel, parmi plusieurs autres du même genre, réduit en poussière cet amalgame :

« A 16 heures, plus de 200 tracteurs pénètrent en file indienne dans Grande Synthe, cité ouvrière près d'Usinor. En même temps, des voitures de flics se postent un peu partout. Comme disent les paysans : « *On est astucieux, on vient de toute la région, de Warmhout, de Bergues, de Cassel, on a réussi à se regrouper et à venir ici sans que les flics le sachent jusqu'au dernier moment.* »

« Les rues de la cité sont encore désertes, il vient de pleuvoir à verse. Les tracteurs klaxonnent en passant, les gens commencent à se montrer aux fenêtres, des jeunes distribuent le tract du Secours Rouge annonçant l'opération solidarité. Dans un champ en bordure des H.L.M., les pommes de terre commencent à être déversées. Et déjà les gens arrivent de partout.

DEVANT LES GRANDS BUREAUX D'USINOR

« Quelques paysans sont partis avec leurs tracteurs jusqu'à Usinor. Là, devant l'entrée des grands bureaux, sur le parking des cadres, ils versent leurs cargaisons. Un paysan monte dans le hall des grands bureaux, et s'adresse aux grands chefs qui observent : « *A vous et à vos ingénieurs, on vous apporte des pommes de terre pourries.* » Le bruit court que le directeur Roger est fou de rage, qu'il veut faire prendre les numéros d'immatriculation des tracteurs. Les pelleteuses, les bull-dozers d'Usinor sont mis en branle pour dégager la route. Mais déjà, comme les patates ne sont pas si pourries que ça, on voit des femmes de service en blouse blanche venir en ramasser dans des corbeilles, puis des ouvriers et leurs familles...

FETE POPULAIRE A GRANDE SYNTHE

« Pendant ce temps, à Grande Synthe, la kermesse bat son plein : des centaines de personnes font du ramassage sur les monticules de patates, « *bravo les paysans* ». Tout autour des masses actives et enthousiastes, les flics ont l'air désabusés. Des paysans viennent demander des tracts du Secours Rouge. Tous les plans sont dépassés. « *On ne pensait pas en mettre tant ici* », disent les paysans. Et, avant leur départ : « *S'il n'y en a pas assez, on reviendra.* »

« Quatre heures plus tard, il ne reste rien des 1 000 tonnes de pommes de terre. »

Extraits de La Cause du Peuple, « J'accuse » n° 5, 21 juin 71.

Cela s'est passé à Dunkerque en juin 71 au moment de la grève d'Usinor. Et ce n'est pas un fait isolé : dans la région nantaise où la contestation paysanne est déjà — relativement — ancienne la solidarité ouvriers-paysans, l'entraide mutuelle est devenue une tradition : parti en 68, où des paysans de toute la région vinrent en ville sur leurs tracteurs manifester sous la banderole « Place au Peuple ! », prolongé par la participation d'ouvriers à certaines actions paysannes — comme « l'enlèvement » de Guichard — fortifié dans les manifestations communes pour la libération des bords de l'Erdre, enrichi et développé pendant la grève des Batignolles, l'appel au soutien réciproque fonctionne comme un réflexe chez les éléments avancés, tout en étant devenu une pensée de masse.

Il y a eu aussi Entremont à Quimper en 70 où, loin de s'opposer aux ouvriers de la laiterie en grève comme l'avaient calculé les patrons, les producteurs de lait ont défini avec les ouvriers des méthodes pratiques qui leur ont permis de s'unir contre leur ennemi commun...

Il y a enfin et surtout les débuts de fusion qui s'opèrent à l'échelle de tout un peuple en Occitanie sous le drapeau de la revendication nationale entre le mouvement paysan, le mouvement ouvrier et celui des intellectuels, et dont la manifestation de Millau et le meeting de Toulouse sont les signes avant-coureurs...

L'époque où Dorgères mobilisait ses troupes contre les ouvriers révolutionnaires est révolue, non que les contradictions ouvriers-paysans aient été abolies; seulement, comme le montrent ces propos d'un paysan venu à Usinor-Dunkerque avec ses patates, la tendance s'est renversée : elle est aujourd'hui à l'union.

« Je me rappelle, en 36, mon père avait répondu à des grévistes qui quêtaient : vous n'avez qu'à travailler. Moi j'étais tout retourné. Ça explique aussi que certaines arrières-pensées contre les cultivateurs viennent de là. »

Trois facteurs fondamentaux ont permis ce renversement de tendance.

D'abord, la base matérielle du « corporatisme » paysan n'a fait que se lézarder depuis la libération au point d'être aujourd'hui presque réduite à l'état de ruines.

Ensuite, un formidable bouleversement s'est produit dans les esprits des paysans travailleurs, qui a engendré de nouveaux

cadres du mouvement paysan, des cadres contestataires, des cadres révolutionnaires.

Enfin, le prolétariat révolutionnaire de notre pays, instruit par les erreurs et les trahisons du passé, a su élargir sa conception de la révolution, au point qu'il est aujourd'hui capable d'ouvrir à la révolte des paysans travailleurs — et de l'ensemble des « classes moyennes » — une issue commune : la nouvelle démocratie.

II. — LA MORT DU « CORPORATISME » PAYSAN

Ce chemin parcouru, il faut maintenant l'expliquer. Autrefois, la révolte des paysans pouvait aboutir à des compromis. Des réactionnaires, du genre Poujade ou Dorgères pouvaient se mettre à leur tête, approuver la violence et négocier des avantages avec le gouvernement. Mais maintenant, il n'y a plus de possibilité d'arrangement; pour les paysans, c'est vaincre ou disparaître.

Car la bourgeoisie n'a plus aujourd'hui qu'une seule politique : accélérer par tous les moyens l'élimination des paysans travailleurs : mort lente pour les plus pauvres, ruine pour ceux qui tentent de s'« équiper ».

Cela n'a pas toujours été le cas. Au contraire. Instruite par la Commune — car les réactionnaires s'instruisent eux aussi aux révolutions — la bourgeoisie française a cherché à conserver l'alliance de fait qu'elle avait réussi à obtenir des paysans pour encercler, puis anéantir, le prolétariat parisien. Contrairement à leurs collègues de certains pays limitrophes, les bourgeois français ont alors décidé de payer le prix d'une telle politique en instituant le protectionnisme et le « soutien aux prix de production ». Tout cela pour limiter au maximum le processus de liquidation de l'artisanat agricole.

Les bourgeois ont la vue courte, et les successeurs actuels de monsieur Thiers doivent s'en mordre les doigts : c'est à eux qu'a échu la « tâche » de rattraper tout ce « retard » accumulé. Leurs « partenaires » européens l'exigent...

Aussi, les gens portés à la tête du mouvement paysan n'ont pas le choix : ou appuyer sans réserve le mouvement de masse, au minimum le suivre sans trop le freiner, ou passer carrément avec le gouvernement. IL Y A DE MOINS EN MOINS D'EX-

TREME-DROITE NON GOUVERNEMENTALE CAPABLE « D'OPPOSITION »[1] EN MESURE DE TROMPER LES MASSES.

Les notables, les dirigeants réactionnaires, s'ils ne veulent pas se faire huer comme à Bruxelles pendant la manifestation d'avril 71, sont obligés de se « gauchir », au moins en paroles. Maffre de Baugé, un des dirigeants des Comités d'Action Viticoles dans le Midi, est amené à cautionner les actions violentes tout en faisant des déclarations du genre : « s'il y avait un nouveau Mai 68, on serait cette fois du bon côté ».

Résultat, l'illusion corporatiste s'effondre en milieu paysan. Comment le paysan pauvre, souvent âgé, qui végète sur sa terre en attendant l'indemnité viagère de départ (I.V.D.) pourrait-il se sentir encore solidaire du « gros » auquel vont toutes les ristournes gouvernementales de la « politique des prix » ? Comment le jeune qui s'endette à se ruiner pour s'équiper pourrait-il persister dans l'illusion qu'il a quelque chose de commun avec le cumulard qui, non content de lui voler la terre dont il aurait besoin pour ne pas crever, empoche les subventions? Comment ne se sentirait-il pas plus proche de son frère ou de son voisin qui a dû partir à la ville pour tenter d'y trouver du travail à l'usine?

Dans le début des années 30, malgré la crise, Dorgères pouvait encore s'écrier : « Voilà donc un mouvement qui repose sur la partie la plus nombreuse, la plus travailleuse et la plus saine de la population, celle qui a sauvé le pays pendant la guerre. (...) J'ai la conviction profonde que la révolution nationale en France sera due aux masses paysannes, et c'est pourquoi, de toutes mes forces, je crie à mes camarades : « Haut les fourches ! »

Car à l'époque, l'illusion d'un destin *commun*, porteur de l'avenir du pays, pouvait encore subsister dans les masses paysannes et servir de ciment idéologique aux classes antagonistes qui les composaient pourtant.

Comment pourrait-il en être de même aujourd'hui quand ce sont les experts gouvernementaux eux-mêmes qui parlent des « trois agricultures »[2] !

1. Et, a fortiori, de se poser comme candidate au pouvoir, ce qui était le cas dans les années 30.

2. En gros : celle qui « doit disparaître », celle qui « doit s'équiper » et celle qui est déjà « compétitive ». Traduire : les paysans pauvres, les paysans qui se ruinent pour s'équiper, les paysans riches et le capitalisme agraire.

Cela ne veut pas dire bien sûr qu'il n'y a plus de corporatisme paysan. L'existence, même limitée d'organisations comme la F.F.A. ou certains aspects de l'idéologie qui alimente le M.O.D.E.F. (d'autres aspects possèdent un caractère progressiste, de classe contre les « gros ») ou la F.N.S.E.A.[3] en sont la preuve évidente.

Mais il est non moins évident que cette idéologie perd du terrain, et rapidement. A preuve qu'elle végète sur le mode de la « revendication » pure et simple auprès des « pouvoirs publics » : elle n'est plus capable de mobiliser les énergies du mouvement paysan pour des actions corporatistes directes comme au temps de Dorgères ou, quand elle y est forcée par la colère de la « base », ce n'est pas le corporatisme qui s'exprime, mais la contestation.

III. — LES NOUVEAUX CADRES DU MOUVEMENT PAYSAN

Le cheminement politique des cadres actuels du mouvement des paysans contestataires est exemplaire. Exemplaire du formidable bouleversement idéologique qui étreint les campagnes à l'image de toute la société; mais exemplaire aussi parce qu'ils ont été et parce qu'ils restent les agents de ce bouleversement.

Au fond, il y a deux générations : l'« ancienne » dont l'évolution a été scandée par de nombreuses crises personnelles et la « nouvelle » — celle des Jean Carel — qui est entrée de plain-pied dans la contestation.

Faire l'histoire de l'« ancienne » génération revient pratiquement à faire celle de la J.A.C. (Jeunesse Agricole Catholique) puis du M.R.J.C. (Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne), même si tous ne sont pas issus de ces milieux, car c'est elle qui a été le facteur décisif de l'évolution du mouvement paysan dans son ensemble.

Laissons la parole à un de ceux qui ont le mieux connu toute cette évolution :

« Dans l'après-guerre, un courant qui revendique la dignité pour le paysan, celui que les gens des villes traitent de « plouc », de « bouseux », se dégage dans la J.A.C. autour de René Colson.

3. F.F.A. : Fédération Française de l'Agriculture.
M.O.D.E.F. : Mouvement d'Organisation et de Défense des Exploitants Familiaux.
F.N.S.E.A. : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

Il devient rapidement dominant et la J.A.C. a le vent en poupe jusqu'à la fin des années 50. L'idée centrale c'est que le progrès technique est la solution des difficultés du monde paysan; et cette thèse possède un corollaire : « les militants d'action catholique constituent une élite dont la mission est de régler les problèmes de la masse qui ne comprend pas grand-chose; l'essentiel pour y arriver est de devenir à la fois des exploitants dynamiques et des dirigeants compétents. » Ces thèmes sont les fondements de l'idéologie Debatisse qui dit « merde aux évêques » en 57-58 pour s'en aller créer le C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs).

Arrivent alors, comme cadres du mouvement, des jeunes ayant fait la guerre d'Algérie et qui n'ont pas l'intention de s'en laisser conter par les évêques. Les crises se multiplient en relation avec celles de la J.E.C. et la politisation dans le M.R.J.C. (qui vient de se créer en englobant non seulement la J.A.C. mais l'ensemble des jeunes chrétiens ruraux) se développe chez certains dirigeants. A cette époque déjà, on ne croit plus que la solution exclusive soit dans le progrès technique et on se met à parler dans les sessions de « critique du capitalisme ».

Les heurts avec les aumôniers deviennent de plus en plus durs, et finalement, fin 65, 23 permanents sur 30 quittent le M.R.J.C. en claquant la porte. Sur le coup, bien que ça ait fait pas mal de bruit, la masse des militants n'a pas compris car la hiérarchie avait encerclé et isolé les démissionnaires. Alors on a avancé par des voies différentes. Nous, on a perdu la foi en même temps qu'on a quitté la J.A.C. et on s'est mis à discuter avec des marxistes.

C'est seulement la sortie du premier numéro de « Frères du Monde » consacré aux problèmes paysans — et qu'on avait fait avec des camarades de l'U.J.C.M.L., de ceux qui devaient ensuite être à la G.P. — qui nous a permis une reprise de contacts puis une nouvelle soudure avec les gars qui n'avaient pas fait la rupture en même temps que nous. Ce n'est pas difficile à expliquer.

D'abord, l'idéologie Debatisse était à bout de souffle parmi ceux — les moins fortunés — qui s'étaient lancés dans les productions animales (donc surtout dans l'Ouest). Ce qui fait qu'en 67 ça avait explosé à Quimper, à Redon... Même les syndicalistes de gauche dans l'Ouest étaient complètement désemparés par le soulèvement de Redon, les C.R.S., etc. Et ils se posaient des questions auxquelles le numéro de « Frères du Monde » — même

s'il les choquait pas mal par exemple sur la coopération — les aidait à répondre. Alors, progressivement, on a recommencé à travailler en commun et « Paysans en Lutte » s'est mis sur pied.

Il y a maintenant d'autres genres de problèmes qui montrent d'ailleurs l'ampleur du chemin parcouru. Par exemple, tous les gars de cette génération dont je viens de parler, du fait qu'ils traînent tout un passé de réformisme et d'expérience bureaucratique, ne manquent pas d'avoir certains conflits avec ceux de 20 ans qui sortent des maisons familiales ou des collèges d'enseignement agricole. Les jeunes sont beaucoup plus disposés à analyser les choses en termes de « paysans travailleurs », c'est-à-dire en termes de lutte des classes; et pour eux c'est évident, car ils n'ont jamais espéré devenir ces « petits patrons dynamiques » dont on nous a bercés : la dépendance du crédit et de la coopération, ils l'ont connue — et forte — dès leurs débuts ! »

IV. — AVOIR L'INITIATIVE

Si la bourgeoisie est à terme coincée dans ses efforts pour maintenir les paysans travailleurs sous sa domination politique et idéologique, le prolétariat révolutionnaire lui, instruit par l'histoire et par le maoïsme, est en position offensive.

A l'heure actuelle, même le plus « ossifié » des professeurs « marxistes » est bien forcé de reconnaître, au moins en paroles, que le mouvement paysan est une des composantes fondamentales de la nouvelle démocratie, de la révolution populaire en France[4].

Mais il n'y a pas si longtemps, quelques années à peine, alors que sa direction politique et idéologique semblait appartenir aux paysans riches ou aux arrivistes crapuleux du genre Gourvennec ou Debatisse, alors que ne s'étaient pas encore dégagés des luttes de nouveaux cadres ouvertement contestataires, ouvertement pro-ouvriers, ces mêmes personnages ou leurs pareils faisaient la fine bouche, se répandaient en : « Tout cela sent son poujadisme à plein nez », s'enfermaient avec leurs livres pour pouvoir s'exclamer triomphants : « Les mots d'ordre et les actions des paysans ne sont pas conformes aux textes de Lénine sur la question agraire ! » Bref, si nous les avions écoutés, nous aurions abandonné l'initiative aux réactionnaires...

4. Même si ce genre de personnage n'emploie pas ce vocabulaire.

Les révolutionnaires prolétariens ne se sont pas laissé intimider par le verbiage de ces petits pédants. Immédiatement, alors qu'ils n'avaient quasiment aucune influence pratique dans le mouvement, ils ont proclamé leur soutien total aux actions directes de survie des paysans travailleurs. Et, avec les forces sur lesquelles ils pouvaient s'appuyer — principalement la jeunesse contestataire — ils se sont lancés dans la bagarre.

C'est la même position fondamentale qui les a guidés pour se mettre à l'école du mouvement Occitan. Pourtant, sur cette question aussi, les Trissotin ne manquent pas : « Une question, dès lors, peut être légitimement posée : l'absence de composante ouvrière dans les mouvements régionalistes (Marcelle Padovani n'était sûrement ni à la manifestation de Millau, ni au meeting de Toulouse !) ne risque-t-elle pas de conduire à de purs poujadismes locaux ? » *(Nouvel Observateur, 31 Janvier 1972).*

C'est avec ce genre de « questions légitimes » qu'on abandonne aux fascistes une révolte populaire comme celle de Reggio de Calabre. Laissons les trotskystes se poser cette « légitime question » dans leurs appartements et revenons à la réalité...

La réalité, c'est que si les révolutionnaires prolétariens n'avaient pas été animés de l'esprit : « foncer dans le mouvement paysan pour soutenir ses initiatives »[5], jamais ils n'auraient pu aider le mouvement paysan à distinguer ses amis (les ouvriers, la jeunesse contestataire...) de ses ennemis (paysans riches, cumulards, notables, agents de l'État...) et jamais en contrepartie ils n'auraient été capables d'assimiler toutes les leçons politiques et militaires qui se dégagent des luttes paysannes et qui sont valables pour tout le peuple...

Si cette attitude des maoïstes scandalise tant les petits professeurs « marxistes », c'est qu'elle s'oppose à une tradition bien établie dans le mouvement ouvrier français, celle du P.C.F. en particulier, même dans les années 30 où la voie révisionniste en son sein n'était pourtant pas dominante.

Dès le début de la crise économique, le Parti est confronté à un essor rapide du mouvement paysan et à des tentatives d'individus du genre de Dorgères pour l'attirer dans l'orbite de la réaction fasciste.

5. Même si, dans la pratique, il vaut mieux que cela ne se passe pas exactement comme cela !

Il y a en France, à cette époque, 2,5 millions d'exploitations agricoles (37 % de la population active) parmi lesquelles 1,9 n'occupent pas d'ouvrier ou un seul; compte tenu du faible niveau de la mécanisation et du fait que chaque exploitation occupe une famille entière, cela signifie qu'il existe à l'époque, en France, une masse très importante de paysans travailleurs sans lesquels le prolétariat ne saurait vaincre la bourgeoisie. Pour une grande partie d'entre eux, la crise économique qui travaille l'ensemble du monde capitaliste, c'est la chute des prix, l'insécurité, la misère. Une question brûlante : quelle classe, avec quelle politique, va être capable de donner une issue à la colère paysanne, la bourgeoisie ou le prolétariat ?

C'est une réponse en quelque sorte que donne Waldeck-Rochet, à l'automne 35 :

« Pendant l'année 34-35, ce sont des centaines de milliers de paysans qui ont participé à des meetings de protestation ou à des manifestations groupant 3 000, 5 000, 10 000 et même jusqu'à 20 000 paysans; l'une de ces manifestations s'est déroulée en plein Paris. Certaines d'entre elles ont été particulièrement violentes, comme celle de Chartres en 1933, où la préfecture fut prise d'assaut. (...) Le mot d'ordre de grève de l'impôt est devenu lui aussi très populaire; les paysans se rassemblent pour empêcher les ventes-saisies; dans certains départements, ils ont manifesté par milliers pour imposer la suppression des droits de place sur les foires et les marchés en se battant avec la police.

Pour les raisons déjà signalées, un tel mouvement offre pour nous des possibilités immenses. *Or, en dépit de quelques résultats appréciables, il reste que les larges masses paysannes ne sont pas dans le front populaire.* (...)

Le fait que, dans la dernière période, une bonne partie des grandes manifestations paysannes se soient déroulées en partie sous les mots d'ordre des facistes, témoigne de leur influence ».

Un tel tableau témoigne de la faillite d'une politique caractérisée essentiellement par une sous-estimation du mouvement paysan et une totale incompréhension de l'« illégalisme », ce qui dans son fond revient à une absence d'initiative idéologique et militaire vis-à-vis du mouvement paysan.

Depuis sa fondation, le P.C.F. butte sur la « question agraire », comme on dit à l'époque. Il ne l'a abordée de front qu'au congrès de Marseille (fin 1921) dont les thèses opportunistes ont fait

l'objet d'une critique par Lénine lui-même (« De la Thèse du Parti communiste français sur la question agraire »).

Cette impuissance devient encore plus manifeste avec la tactique « classe contre classe » qu'il adopte à la fin des années 20. Initialement, il s'agissait de combattre les tendances de droite qui se manifestaient avec une netteté toute particulière sur le plan électoral. Au fond, le parti avait tendance à remplacer une réelle politique autonome en direction des « classes moyennes » par des accords électoraux avec la S.F.I.O. et le parti radical. La politique « classe contre classe » rompt avec cet opportunisme mais sans avancer pour autant une politique paysanne : à l'opportunisme de droite, succède une politique « ultra-gauche ». Du coup, la préoccupation du parti en ce domaine se limite au prolétariat agricole : ainsi, quand le 13e plénum du C.E. de l'I.C. signale en janvier 1934 que « le fascisme s'efforce d'assurer au capital monopoliste une base de masse au sein de la petite bourgeoisie en faisant appel à la paysannerie désorientée, aux artisans, aux employés, aux fonctionnaires et aux éléments déclassés des grandes villes en tentant de pénétrer également au sein de la classe ouvrière... », dans les Cahiers du bolchevisme, sous le titre : « Pour la conquête des travailleurs de la terre », on s'en tient aux ouvriers agricoles : « Le mécontentement qui existe à la campagne est sérieusement exploité par la bourgeoisie pour sa propagande fasciste et pour la réalisation de ses objectifs contre-révolutionnaires. Il est à peu près sûr que de nombreux ouvriers agricoles ont manifesté le dimanche 26 novembre 1933 avec leurs exploiteurs et derrière les mots d'ordre fascistes du Parti agraire. Plus que jamais nous devons nous pencher vers les revendications des exploités de la terre, vers ce prolétariat rural que sont les ouvriers agricoles et les domestiques de ferme... » (F. Mioch, janvier 33).

Ce n'est qu'à la mi-35, avec la politique de « front populaire », que la question paysanne revient à la surface. Le texte déjà cité de Waldeck Rochet en porte témoignage. Les « Programme de sauvetage de l'agriculture française » se succèdent avec le mot d'ordre « Paysans de France, unissez-vous ! » Mais fondamentalement ce sont les alliances électorales qui redeviennent centrales : « le parti radical est actuellement le plus grand des partis politiques de France. Il se trouve en contact permanent avec les grandes masses de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, avec les grandes masses de la paysannerie... » (F. Bonte,

juillet 35). « C'est le parti des petites gens, des classes moyennes. Il a une énorme influence dans les milieux ruraux. Il est suivi par la majorité des classes moyennes dont le poids spécifique peut, joint aux forces prolétariennes, décider de la victoire dans le combat anti-fasciste... » (A. Ramette, juillet 35)[6]. Il n'y a aucun progrès dans la compréhension du fait que le fascisme réussit à s'emparer des aspirations plébéiennes du mouvement paysan illégaliste. Ainsi, lorsque Dorgères s'écrie : « Nous quittons volontiers le terrain de la légalité, notamment lorsque la justice est violée par la loi ! », le P.C.F. « répond » par de grandes diatribes sur « le fascisme et sa *démagogie* nationale et sociale »...

Ainsi, lorsque les paysans s'en prennent à des parlementaires, comme il a été rapporté au début de cet article, le P.C.F.s'indigne contre ces « coups portés à la démocratie » !

« Et voilà les fascistes qui viennent à la rescousse en fulminant contre le parlementarisme pourri et les députés marrons. C'est-à-dire qu'ils s'attachent à la manifestation du mal et non à sa cause. (...) Ils nient la démocratie parce qu'elle permet —quoique dans une faible mesure — d'exercer un contrôle par en bas, sur les affaires du pays... » (Cahiers du Bolchevisme, février 1946).

Quelle est la démocratie à laquelle aspirent les masses ? Quelle est celle dont elles ont besoin pour se libérer ? Là est toute la question. Est-ce de la vieille démocratie représentative — parlementaire — du système bourgeois libéral, ou la nouvelle, celle de « l'action directe », celle qui permet, fut-ce pour un moment, de renverser les rôles, de faire patauger Guichard dans la boue et le purin pendant que des travailleurs de la terre peuvent enfin dire bien haut leurs difficultés, leurs angoisses devant les traites, leurs luttes et leurs espoirs ? Toute la question est là.

Car, choisir l'ancienne « démocratie », c'est attaquer les actions illégalistes des paysans (et des autres travailleurs), et c'est par conséquent bloquer l'issue commune à la colère de toutes les couches du peuple.

OPTER POUR LA NOUVELLE DÉMOCRATIE, C'EST

6. Les trotskystes pourraient avoir ici l'impression que nous nous rendons à leurs « analyses » de l'époque. Manque de pot, s'ils combattaient l'alliance avec le parti radical, ce n'était que pour fourguer en douce leur camelote «de gauche» selon leur célèbre thèse : «les classes moyennes étant «oscillantes», c'est celui qui tape le plus fort dessus — la bourgeoisie ou le prolétariat — qui emporte le morceau ! »

AU CONTRAIRE OUVRIR CETTE ISSUE COMMUNE; C'EST, CONTRE LA VOIE DE THERMIDOR, DE VERSAILLES ET DES LIQUIDATEURS DE LA RÉSISTANCE PROLONGER CELLE DE 1793, DE LA COMMUNE ET DES F.T.P.

V. — AUJOURD'HUI

Le mouvement paysan contestataire connaît à l'heure actuelle certaines difficultés. Au fond, s'il s'est montré capable de s'imposer comme une tendance irréversible, capable de prendre en charge de nombreuses actions et de servir de référence idéologique à toute sorte d'autres, il n'est pas encore réellement adapté au travail prolongé.

L'indice le plus patent de cette faiblesse, c'est sa relative fragilité devant la répression. Il faut dire que les ennemis mettent le paquet. Après chaque manifestation, les flics entreprennent de grandes manœuvres d'encerclement : visites d'intimidation, surtout chez les plus « faibles »; menaces; emprisonnements; mais la tactique principale que Marcellin tend à généraliser, c'est la répression financière : outre les frais de justice et les amendes qui se multiplient, le Crédit Agricole coupe les vivres ou exige le remboursement immédiat des traites...

Le mouvement des paysans contestataires est souvent assez désemparé devant ces coups, et il arrive que le découragement s'empare des cadres et des militants.

Aussi, chez les plus conscients, une idée nouvelle s'impose : au point où on en est aujourd'hui, l'obstacle à la transformation du mouvement paysan en instrument de guerre prolongée est devenu le syndicalisme agricole. Passons sur les appareils nationaux et sur certaines structures locales ou régionales dont la seule politique est celle du coup de poignard dans le dos, du sabotage délibéré des luttes. Le problème est plus profond.

Car, ce dont le mouvement a besoin pour élargir et consolider ses luttes directes autonomes, c'est en définitive d'avoir les mains libres pour développer « les Batignolles », le « coup des patates » à Dunkerque, l'unité contre les industriels laitiers, les Comités d'unité populaire Occitans. Et cela, le syndicalisme agricole, même le plus « contestataire » comme le C.R.J.A.O. (Centre

Régional des Jeunes Agriculteurs de l'Ouest) n'est pas, à cause de ses structures mêmes qui s'opposent à une unité organique à la base entre ouvriers et paysans, en mesure de le faire.

C'est pourquoi certains militants paysans s'attachent à présent à édifier des embryons d'organisation autonome du mouvement de masse adaptée aux tâches et aux méthodes de la nouvelle démocratie.

Février 1972.

7. Voir « Blocage du syndicalisme contestataire » dans « La Cause du Peuple, *J'Accuse* » n° 13 (décembre 71), ainsi que le « Bilan de 2 années de luttes syndicales » publié dans le numéro de février 72 de « Paysans en lutte ».

André Glucksmann

FASCISMES : L'ANCIEN ET LE NOUVEAU

Les idées politiques justes ne sont pas innées. Nous avons dans la tête beaucoup de papier journal, même l'usage du mot fascisme est à reconquérir; usé comme il l'a été dans les foires électorales nos oreilles peuvent bourdonner à l'entendre. Pourtant ce n'est pas d'un mot qu'il s'agit mais du bruit des bottes en France, en 1972. Les idées fausses sur le fascisme — ces boules Quiès — qui nous empêcheraient de l'écouter, il faut tenter de les bousculer au départ.

Les idées politiques ne tombent pas du ciel. Notre connaissance du nouveau fascisme n'est pas achevée, elle commence à se formuler si on la prend à sa source. Quelle source ?

— L'expérience de ceux qui luttent au cœur du système; fascisme des guerres impérialistes et fascisme d'usine, deux expériences sensibles qui saisissent à la racine le fascisme d'une société bourgeoise à l'époque de l'effondrement de l'impérialisme.

— L'expérience historique de la lutte antifasciste, présente en détail dans les luttes d'aujourd'hui : qu'un chef raciste et ouvertement terroriste soit différencié et isolé comme « fasciste » donne une indication; profondément, le peuple n'oublie rien.

— L'expérience pratique d'après Mai 68; à mesure qu'elles brisent avec la légalité politico-syndicale, les vagues de la contestation populaire « provoquent » le nouveau fascisme, cette tentative de mobilisation la plus radicale contre les formes nouvelles d'actions et de démocratie des masses.

1. — Entendre le bruit des bottes

Parler aujourd'hui de nouveau fascisme serait vain s'il s'agissait d'imaginer ce que pourrait être une dictature fasciste bien

installée; il faudrait supposer un prolétariat vaincu et une population asservie. Avant de régner, le fascisme s'installe : sommes-nous, depuis 68, confrontés aux préparatifs de cette installation, peut-on reconnaître une fascisation du régime bourgeois en France ?

Ou bien faut-il avec tout ce que la « gauche » et le « gauchisme » compte de bien pensants se contenter de parler d'un état « de plus en plus policier », cette évaluation *quantitative* exprimant que les choses sont comme avant en un peu pire, que Mai 68 n'a pas transformé *qualitativement* la lutte des classes (pour les deux camps, celui de la contestation populaire comme celui d'une bourgeoisie qui pourrait bien se fasciser). On dénoncera alors la « répression » en général, exemple quotidien des lois éternelles du capitalisme : il n'y a pas d'exploitation sans oppression. Du coup on s'installe dans la répétition : les généralités sur la répression sont récitées au rythme habituel des moulins à prières de « l'Union de Gauche » tandis qu'en face Pompidou est censé répéter De Gaulle, de même que Mai 68 passait pour répéter 1917 ou 1905, en servant de « répétition générale » aux révolutions à venir. On nage ainsi dans l'éternel, et dans l'impuissance, tandis que la situation concrète oppose des masses qui approfondissent leurs révoltes et une bourgeoisie qui aiguise ses couteaux.

I. — *Aujourd'hui.*

Il y a dans la société bourgeoise des moments de repos *apparent* et il y a des moments où le conflit *ouvert* s'étend à toutes les couches de la société. Temps de paix et temps de guerre. Le passage de l'un à l'autre implique une transformation qualitative de la lutte des classes.

« Belle époque » d'avant 14, République des « vainqueurs de 14-18 » (1920-34), Après-guerre où De Gaulle, la IV^{e} République et à nouveau De Gaulle fêtent le désarmement du prolétariat par le P.C.F.; dans les périodes « calmes » la bourgeoisie dominante est confiante, elle se croit à la fin de l'histoire. Ses prophètes diront : la résistance et les révoltes des ouvriers sont phénomènes locaux, vestiges du passé, les mécanismes de collaboration de classe sont en train d' « intégrer » la lutte des classes. Ne constatent-ils pas que le réformisme et le révisionnisme

dominent le mouvement ouvrier ? quand la révolution semble passer par des « voies pacifiques » elle n'inquiète pas les puissants de ce monde. Certes, cet optimisme n'est pas absolu, depuis longtemps la bourgeoisie française se sait mortelle et le XX^e^ siècle se charge de le lui rappeler : l'ordre établi doit se défendre. Le caractère autoritaire et policier du règne de De Gaulle montre assez que la paix bourgeoise est une paix armée fondée sur l'oppression quotidienne, continue et multiforme du prolétariat et de masses populaires. Mai 68, rétrospectivement, a baptisé cela l'État policier.

Qu'en est-il aujourd'hui ? La « contestation » place la classe dominante devant un problème inattendu; il ne suffit plus que l'ordre soit *défendu*, il faut qu'il soit chaque fois *rétabli* dans l'usine, la rue, les têtes. Les systèmes habituels de la collaboration de classe, de la surveillance et du contrôle de la population sont pris en défaut : rien qu'en 1971, la contagion des séquestrations, l'offensive de printemps des O.S., les manifestations de masse des travailleurs immigrés, l'insurrection dans les prisons furent autant d'attaques-surprises pour le pouvoir. Qu'on y regarde de plus près, il s'agit de rétablir l'ordre, certes, mais quel ordre ? L'ordre ancien n'était pas conçu pour de telles éventualités; les séquestrations rompent les règles du jeu paisible des grèves-pression suivies de tables rondes; quand les O.S. attaquent la hiérarchie, ils s'opposent aux patrons et aux syndicats; les manifestations de milliers d'immigrés à Barbès et les occupations et grèves des foyers se libèrent de tout encadrement traditionnel (« amicale » ou syndicat); dans les prisons, syndicats C.G.T., administration de tortionnaires et ministre font un. La paix bourgeoise supposait des revendications et des moyens d'action strictement limités, à charge pour l'appareil politico-syndical de faire respecter ces limites. Que la contestation les fasse sauter, les masques tombent et les camps ouvertement se redistribuent. La paix bourgeoise était fondée sur le silence imposé a des êtres exploitables et corvéables presqu'à merci, comme les O.S. et les immigrés, tout à fait à merci comme les prisonniers dont le « châtiment » est censé inspirer une crainte salutaire à tout prolétaire qui pourrait s'insurger. Quand les damnés de la paix bourgeoise se révoltent par vagues successives, c'est cette paix elle-même qui tend à devenir chose du passé.

A révoltes nouvelles, méthodes nouvelles de « rétablissement »

de l'ordre. Face aux mouvements « sauvages » du prolétariat, la maîtrise occupe, matraque en main, l'usine contre les ouvriers (Flins, 71), les directions développent les syndicats fascistes (C.F.T., etc.), télé, radios, grande presse ne se contentent plus d'étouffer le silence elles essaient de mobiliser l'opinion contre les ouvriers en lutte (Métro, automne 71). Des campagnes racistes sont lancées nationalement par voie de presse tandis que localement se constituent des réseaux anti-immigrés qui défilent et assasinent sous la houlette des députés U.D.R. (Chelles, Lyon, Goutte d'Or). Dans les prisons comme dans la police une partie des fonctionnaires de l'État s'affiche ouvertement fasciste. La multiplication de ces nouvelles méthodes de répression fait qu'entre l'ordre *établi*, ancien, miné et l'ordre *rétabli* (fragilement) la différence devient de plus en plus largement sensible; il s'agit de prendre la mesure de ce « changement d'atmosphère ».

La bourgeoisie française ne peut plus mener sa politique de « grandeur » et de prestige — qui supposait l'ordre intérieur établi — elle se donne pour objectif principal l'ordre et la loi, qu'elle avoue ainsi à rétablir; elle chasse De Gaulle pour Pompidou. Les nouveautés du rétablissement de l'ordre l'obligent chaque fois à rompre avec la légalité habituelle de sa paix armée ce qui met progressivement en crise l'appareil d'État et ses ramifications (pour 71 : crise de la magistrature, de la police, mouvement des journalistes, etc.). Tandis que les scandales éclatent au sommet, la base sociale de la paix bourgeoise se rétrécit : les commentateurs les plus officiels s'accordent à estimer que si politiquement la France vote bien, socialement elle pense mal, si le « citoyen » respecte l'autorité, l' « homme » — l'ouvrier, l'intellectuel, le paysan, le petit commerçant — perd rarement une occasion de la contester. La légalité politique devient idéale à mesure que les idées de révoltes s'affirment forces matérielles. Quand l'ensemble de la société se mobilise il serait vain de penser la classe dominante inactive, c'est alors qu'elle se fascise.

II. — *Hier.*

Comparaison n'est pas raison. Mais certains parallèles sont suggestifs. Peut-être feront-ils naître un soupçon d'interrogation chez ceux qui affirment que le fascisme est une chose du passé,

dépassée, ou que la classe dirigeante française n'est pas en train de l'envisager à titre de « solution finale » à ses difficultés.

— *Italie 1920 :* le 30 août les principales usines de Milan, Turin, Gênes etc. sont occupées par les ouvriers, drapeaux sur les toits et piquets aux portes. Le gouvernement fait encercler les usines, investir les villes par la police et la troupe, les syndicats négocient pacifiquement et le 4 octobre le travail reprend. Avant ce mouvement inouï en Italie, les fascistes de Mussolini formaient un groupuscule ridicule. Pendant la grève, Bonomi, ministre de la Guerre, invite les officiers démobilisés à y adhérer (circulaire du 24 septembre). Le patronat italien financera et le ministre de la justice conseille aux magistrats de ne pas engager de poursuites contre les fascistes. Ceux-ci étaient moins d'un millier au début 1920, ils seront vingt mille en décembre, deux cent mille un an après.

Le premier fascisme naît en réponse à un mouvement prolétarien. Superficiellement le gouvernement parlementaire bourgeois avait réglé le problème en s'entendant avec les syndicats dont les « droits » furent élargis. En profondeur, l'affrontement n'avait pas trouvé d'issue et Mussolini offrit au grand capital la stratégie d'une « contre-révolution anticipée ».

On peut être assez naïf pour penser que la plus grande grève du monde — Mai 68 — a trouvé son tranquillisant définitif dans les accords de Grenelle qui y ont mis fin. On n'est pas forcé de croire aussi naïves et la classe ouvrière et la bourgeoisie. La situation est différente ainsi que son rythme de développement ? Eh bien, la « solution » fasciste se prépare d'une manière différente également ! Après Mai 68, la gauche ouvrière s'est reconnue dans la voie de Flins et de Sochaux en brisant avec le syndicalisme. Une fraction de la classe dominante ne choisit-elle pas de préparer sa guerre, c'est-à-dire le fascisme ?

— *Berlin, novembre 1928 :* Hitler tient son premier meeting au Palais des Sports. Auparavant il était interdit de séjour. Communistes et anti-hitlériens organisent une contre-manifestation autour du Palais. Toute la police de Berlin protège le meeting armes à la main. Cette entrée dans la capitale, avec la complicité du gouvernement, marquera la transformation d'un groupement bavarois en force politique d'ampleur nationale.

Lorsque la police parisienne se masse pour défendre le meeting d'Ordre Nouveau, malgré les ressemblances, la situation n'est

pas identique. Les 400 idéologues, nervis, et flics en civil perdus dans le Palais des Sports au printemps 71 ne célèbrent pas la naissance d'un mouvement de masse. Ordre Nouveau a son avenir dans la police, comme il y a son passé et son présent. Il dit tout haut ce que la fraction fasciste des flics met silencieusement en pratique.

Le dosage est différent, comme l'uniforme mais en se heurtant au corps à corps avec la police les manifestants savent que c'est le fascisme qu'ils affrontent. Est-il si difficile de concevoir que jadis l'État assurait les arrières d'un fascisme qui avait sa force de frappe autonome (S.A.) alors qu'aujourd'hui l'appareil d'État tient avec sa police les avant-postes de la fascisation tandis que les réseaux civils (S.A.C., associations racistes, etc.) essaient de lui aménager des arrières ?

— *Allemagne nazie de 1933 à 1939 :* partout en Europe, la bourgeoisie libérale fut monstrueusement surprise et désarmée devant la montée de l'ancien fascisme :

« Partout planait, bien sûr, l'ombre menaçante de la Gestapo et la peur du camp de concentration pour ceux qui s'écartaient du droit chemin ou qui avaient été communistes ou socialistes, ou trop libéraux ou trop pacifistes ou pour ceux qui étaient juifs. Cependant dans les premières années, la terreur nazie n'affectait que la vie de relativement peu d'Allemands et un observateur qui arrivait dans le pays était surpris de constater que les gens ne paraissaient pas se rendre compte qu'ils étaient sous la poigne d'une dictature brutale et sans scrupule. Au contraire, ils soutenaient le régime avec un sincère enthousiasme. Ils étaient pleins d'un espoir nouveau et de confiance et ils avaient une foi étonnante dans l'avenir de leur pays...

Les Allemands apprenaient vaguement par leurs journaux censurés et leur radio que leur pratique était considérée avec répulsion à l'étranger, mais ils constataient que cela n'empêchait pas les étrangers d'arriver en foule dans le III[e] Reich et de jouir apparemment de son hospitalité... Le tourisme était florissant et rapportait des devises bien nécessaires. Un étranger, même s'il était très anti-nazi pouvait venir en Allemagne et y voir et y étudier ce qui lui plaisait à l'exception des camps de concentration, et, comme dans tous les pays, des installations militaires. Et beaucoup vinrent. Et beaucoup revinrent, sinon convertis, du moins plus tolérants à l'égard de l'Allemagne nouvelle et pensant

qu'ils avaient vu ce qu'ils appelaient des « réalisations positives » (Le Troisième Reich, t. I, W. L. Shirer).

Pompidou fut un de ces visiteurs.

Devant le nouveau fascisme l'élite affichera le même scepticisme distingué, ne vit-elle pas en liberté ? ne jouit-elle pas de la démocratie ? L'expérience sensible au peuple du nouveau fascisme dans l'usine, dans la rue, elle l'ignore. Quant aux avertissements d'intellectuels vigilants, comme Chomsky aux États-Unis ou Sartre en France, ils passent au-dessus de sa tête.

Inutile de faire remarquer que le fascisme a toujours su utiliser la démocratie bourgeoise pour accéder au pouvoir et qu'il est prêt aujourd'hui à en utiliser quelques apparences pour frapper plus facilement. Les bons esprits ne connaissant de la démocratie que celle du passé, celle qui permettait à l'élite de s'entendre avec elle-même « au nom de la majorité » et qui se réduit aujourd'hui comme peau de chagrin. Ils continueront obstinément à compter jusqu'à deux : puisque je (moi, l'élite) parle, la démocratie est, donc le fascisme n'est pas. Suggérons que l'ennemi principal du fascisme n'est pas le fantôme de l'ancienne démocratie mais la nouvelle, celle des peuples en lutte, que la question n'est pas la liberté d'expression des élites bourgeoises, mais celle des masses en colère, tout cela reste parole vide pour l'élite (le peuple, qu'est-ce que c'est?) Mais pas pour le fascisme qui connaît ce qu'il veut écraser, les révoltes qui agitent toutes les fractions du peuple. Le fascisme sait jouer de la légalité bourgeoise pour asseoir sa dictature sur les masses, quitte à « normaliser » ensuite cette légalité pour consolider la dictature. Le bourgeois libéral se réveille toujours trop tard; quand il n'est pas encore victime, il est marchand de sommeil.

III. — *La découverte du fascisme américain.*

On pourrait faire un dictionnaire des idées reçues de ceux qui baissent les yeux (et le poing) devant le fascisme. En particulier, celle qui réserve le fascisme aux pays dits « économiquement retardés ». C'est ainsi que le prolétariat allemand avant Hitler fut bercé de l'illusion que ce qui est arrivé dans l'Italie « rurale » ne saurait arriver dans l'Allemagne « industrialisée ». De même on parlera, sans problème aujourd'hui, du fascisme en Grèce ou au Brésil, mais concevoir qu'il puisse tenter de s'installer aux États-Unis ou en France, ça, non !

« Le fascisme ne peut pas nous arriver », tous les lieux communs de l'idéologie bourgeoise sont mobilisés pour entretenir cette illusion. Avec la variante : s'il arrive, c'est de la faute aux extrémistes, par l'escalade de la violence, donc restez tranquilles. Le postulat, c'est que le fascisme ne saurait être une issue stratégique pour la classe dominante dans les métropoles impérialistes. Cet « optimisme » libéral a été combattu aux États-Unis à partir de l'expérience de deux mouvements de masse, la lutte de libération des Noirs et le soutien au peuple vietnamien :

« La politique des États-Unis n'est pas comparable à celle de l'Allemagne nazie en 1942. Il serait plus difficile de ne pas établir de comparaison entre la politique américaine et celle du Japon fasciste ou celle de l'Allemagne avant « la solution finale ». Certains sont peut-être prêts à supporter toute politique moins horrible que celle des fours crématoires et des camps de la mort et à réserver leur indignatoin pour les formes particulières de folie criminelle perfectionnée par les techniciens nazis. D'autres ne négligeront pas certaines comparaisons qui, bien que brutales, peuvent être justes. » (Chomsky, Guerre en Asie, 284).

Si l'on veut un bon exemple de ce que c'est que se boucher les yeux et les oreilles en matière de fascisme, il faut goûter la « réponse » d'un « libéral », Revel, éditorialiste de *L'Express* :

« *L'Amérique n'est pas un pays fasciste.*

« Les constataires américains me répétaient pourtant : l'Amérique est un pays fasciste. Je leur répondais : si nous faisions de la science politique, conservons, s'il vous plaît, aux mots un sens exact. Il y a des fascistes aux États-Unis, il y a des tendances fascistes dans le système américain. Mais l'Amérique n'est pas un pays fasciste. Qu'est-ce que c'est qu'un pays fasciste ? Eh bien, c'est un pays dans lequel il n'y a pas d'élections, c'est un pays dans lequel il n'y a pas de liberté de la presse, que l'on ne peut pas quitter librement, où l'on ne peut même pas circuler librement d'une ville à l'autre sans une autorisation spéciale.

« Techniquement, c'est ça le fascisme !

« Si nous enlevons au fascisme cette définition technique précise, à ce moment-là nous employons le mot fascisme métaphoriquement. On se traite de fasciste parce qu'on a fait ceci ou cela, parce qu'on a traité un autre d'imbécile; alors on dit : C'est du fascisme. Mais ce n'est pas vrai. Et la réalité c'est que

la droite américaine s'est toujours arrêtée avant le fascisme.

« Et il me fallait faire comprendre à une certaine gauche américaine qu'autant il est légitime pour eux de crier au fascisme à chaque instant pour lutter contre l'encerclement des puissances policières, etc. qui existent dans tous les États modernes, autant, à partir du moment où on essayait de faire de la sociologie politique, il fallait bien voir que ce n'était pas le cas, que les possibilités de défenses des libertés restaient considérables. L'affaire des papiers du Pentagone était là justement pour l'illustrer. »

« *Figaro* », *vendredi 10 décembre 71.*

Ce texte résume assez l'épais « bon sens » de la science politique libérale et nous épargne de commenter maints manuels qui n'y ajoutent que l'enflure de leurs jargons spécialisés. Bornons-nous à trois remarques :

— Même l'ancien fascisme échappe à cette « science politique » et à sa définition « précise », « technique ». Hitler a pris le pouvoir légalement, après des élections et avant d'en organiser d'autres, Mussolini fit de même. Il y eut des « libéraux » pour faire du tourisme dans l'Allemagne nazie entre 33 et 38, il y eut des Allemands qui la quittèrent « librement » (au moins aussi librement que Cleaver s'enfuit des États-Unis); il y eut des gens pour admirer combien « les possibilités de défense des libertés restaient considérables » dans une Allemagne qui accusa Dimitrov [1] d'avoir incendié le Parlement puis le laissa se défendre (pas comme Bobby Seale à Chicago), autorisa la venue de juristes étrangers et finalement le libéra. Admirables critères que celui de la liberté de la presse : faut-il croire que Revel définisse comme fasciste la France de mai 70 à janvier 71 — à moins que certains journaux comme *La Cause du Peuple* puissent être interdits sans que la liberté de la presse n'en soit affectée ? Si tel est le cas, le régime de Saïgon avec ses élections et sa presse libres (à quelques exceptions près) s'ajoutera à la liste de ces « États modernes » dont la démocratie est simplement écornée par des « puissances policières ». Si ces critères « précis, scientifiques, techniques » ne permettent pas même aux idéocrates libéraux de saisir le fascisme

1. Georges Dimitrov : son procès (décembre 1933) provoqua un bond en avant dans la mobilisation antifasciste en Europe. Son rapport au VII[e] congrès mondial de l'Internationale communiste (1935) présente le bilan le plus systématique fait par des communistes européens sur l'ancien fascisme.

passé, comment ne seraient-ils pas parfaitement aveugles à celui qui menace aujourd'hui?

— La naïveté de cette « science politique » trouve son sommet en une petite phrase : « *La réalité, c'est que la droite américaine s'est toujours arrêtée avant le fascisme* ». Toujours ? S'arrête-t-elle avant le fascisme dans les prisons américaines où l'assassinat (Jackson, Attica, tant d'autres) n'est que le terme d'une machinerie répressive dont on ignore quel qualificatif lui conviendrait mieux que celui qui lui est donné par ceux qui la subissent : fasciste. Ou bien les gardiens qui sélectionnent, punissent, torturent, tuent et s'organisent en association ouvertement nazie, faut-il qu'ils fassent encore des abat-jour en peau de nègre pour être jugés dignes des aînés dont ils se réclament ? La droite amèricaine s'arrête-t-elle avant le fascisme en Amérique du Sud, au Vietnam et dans ses autres lieux d'élection? Et surtout : *s*'arrête-t-elle? Quelle nouvelle bondieuserie fait que par un miraculeux mécanisme d'auto-régulation la droite fasciste s'arrête d'elle-même ? Faut-il encore sacrifier au rêve des prédicateurs qui promettent qu'un frein moral interdit au despote d'aller au bout du despotisme, et au raciste du racisme ?

— Qui ne voit, au fond de ce raisonnement, un postulat parfaitement ridicule pris en lui-même : le fascisme est le résultat d'une révolution de palais ou d'un coup d'État, point à la ligne ? Que veut dire : « S'arrêter *avant* le fascisme ? » Est-ce qu'avant le fascisme il n'y a pas la fascisation qui le prépare et l'installe ? Est-ce que le fascisme naît tout armé de la cuisse de Jupiter le jour où il se révèle dictature totale ? Certes, nulle part dans les grandes métropoles impérialistes d'occident, le fascisme n'a encore le pouvoir absolu. Pour le détenir, il faut qu'il règle physiquement, à sa manière sanglante, le compte du prolétariat. Mais ne cherche-t-il pas à commencer ce règlement de compte? Qu'on interroge les ouvriers et les chômeurs noirs ou portoricains aux États-Unis, les prolétaires en grève, les immigrés, les jeunes, ou simplement les mécontents en France et on se fera sans peine une idée plus juste de la menace qui pèse et des forces qui combattent.

*
* *

Ou bien tout, ou bien rien. Ou bien le fascisme a pris totalement le pouvoir, ou bien il n'existe pas : sur cette pierre, l'opinion

bourgeoise bâtit, en temps ordinaire, l'église de son optimisme faussement candide et calme, en temps de crises, sa panique complice. Elle prétend administrer aux masses tantôt un tranquillisant, tantôt un paralysant. Un même crédo résume 50 ans de « science politique précise, etc. » : *le fascisme, c'est le putsch*, avant il n'y a rien à combattre, après il n'y a plus rien à faire.

Lorsque le P. « C. » F. laisse De Gaulle prendre le pouvoir en 1958 il commencera par justifier sa passivité en affirmant officiellement « le fascisme a pris le pouvoir » (Après Mai 68, le P.C.M.L.F. s'évanouira, définitivement, dans sa « clandestinité » en s'auto-intoxiquant avec la même thèse).

Lorsque de multiples nuances du « gauchisme » (Trotskystes, Roccard, etc.) en viennent à critiquer la violence contestatrice des masses, le même thème reparaît : contre le fascisme annoncé comme un coup d'état, les organisations qui « représentent » la « classe ouvrière » seront notre Ligne Maginot, il faut la fortifier mais non l'abattre, entrons dans les syndicats, taillons-nous une place « à gauche » dans la famille P.S.-P. « C ». En Italie, c'est son entrée au gouvernement que le P. « C ». I. entend couvrir par un brouillard de mots analogues.

Le fascisme ne naît pas d'un coup d'État :

— parce qu'il ne « *naît* » pas, il existe déjà; il n'est pas « parachuté » dans la société impérialiste actuelle, quand il ne la gouverne pas tout entière, il règne pourtant dans des secteurs limités qui témoignent que la bourgeoisie dominante à notre époque nourrit une tendance permanente au fascisme; c'est ce que montre l'expérience sensible de ceux qui s'y affrontent (cf. 2);

— parce que le fascisme n'est jamais né d'un « *coup* », sa montée au pouvoir est l'enjeu d'une longue lutte. Le mythe de l'interruption du cours normal de la vieille démocratie parlementaire par les « défaillances » des uns et le putsch des autres, c'est l'exact pendant de l'imaginaire insurrection prolétarienne qui couronne 50 ans d'élection par trois jours de manifestations. Le fascisme est une guerre civile qui mobilise l'appareil d'État et les différentes classes de la société, son combat pour la prise du pouvoir commence dès cette mobilisation, sa durée et son caractère particuliers dépendent évidemment des camps qui s'affrontent. Le fascisme, l'ancien comme le nouveau, fait une guerre contre-révolutionnaire, une guerre de classe. C'est ce que montre l'expérience historique de la lutte antifasciste (cf. 3);

— parce que le problème est moins jamais aujourd'hui celui d'un *coup d'État* fasciste. Le fascisme est déjà dans l'État, c'est même là qu'il se trouve le mieux et M. Marcellin ne prendra pas d'assaut son propre bureau.

Le fascisme d'aujourd'hui ne signifie plus la prise du ministère de l'Intérieur par des groupes d'extrême-droite, mais la prise de la France par le ministère de l'Intérieur. Il a contre lui la contestation, c'est-à-dire l'expérience vivante des masses, la collectivisation de la lutte violente, l'invention d'une démocratie non représentative et anti-hiérarchique, directe et irrespectueuse : nouvelle au sens maoïste. Le nouveau fascisme naît contre des masses en révoltes, il mobilise l'État et coalise les hiérarchies apeurées : il vient d'en haut et se propage de haut en bas (cf. 4).

2. — L'EXPÉRIENCE SENSIBLE DES FASCISMES PERMANENTS

La lutte des classes dévoile le fascisme de la bourgeoisie dominante sous deux aspects. C'est d'abord l'expérience sensible du fascisme existant dans les métropoles impérialistes d'après 45, en tous les secteurs où la classe au pouvoir est directement attaquée, dans ses colonies et dans ses usines. C'est ensuite, l'expérience est plus récente, la découverte d'une dynamique de la fascisation : face aux mouvements de contestation populaire qui les prennent pour cible, ces fascismes locaux sont connectés par en haut, se révèlent solidaires, en vue de former un appareil qui gouvernerait la société bourgeoise et d'établir ce que Jackson baptisait le « 4e Reich » [2].

Cette dynamique n'est achevée dans aucune des métropoles impérialistes, elle est dialectique c'est-à-dire qu'elle est fonction de la bataille qui oppose le peuple et la bourgeoisie dominante dans chaque pays.

I. — *De l'impérialisme au fascisme*

Les guerres impérialistes sont, depuis 1945, le domaine où le nouveau fascisme se révèle de la manière la plus claire. Des pra-

2. George Jackson, révolutionnaire noir américain, assassiné dans sa prison. Cf. La brochure du G.I.P. : « *L'assassinat de G. Jackson* » (Gallimard).

tiques nazies modernisées ou pas, un appareil politique, militaire et économique voué à la guerre terroriste; face à eux, les forces révolutionnaires populaires et une opinion mondiale antifasciste (Tribunal Russel, etc.) : tout se passe comme si la Deuxième Guerre mondiale n'était pas encore achevée, comme si l'Allemagne hitlérienne s'était trouvée une poignée de successeurs, la France en Algérie, l'Amérique en Indochine, etc. De fait, il ne s'agit plus de guerres coloniales classiques, pour la simple raison que les armées impérialistes doivent affronter non plus des tribus qu'elles peuvent diviser, tromper, décapiter ou exterminer mais l'organisation révolutionnaire d'un peuple en armes.

Les premiers mots de la définition du fascisme par Dimitrov sont « dictature terroriste ouverte ». Le terrorisme fasciste pèse ouvertement sur la majorité de la population, c'est un terrorisme de masse. Qu'on cherche la clef des nouvelles méthodes des guerres impérialistes — déplacement de populations entières (déportations), torture érigée en système d' « action psychologique », bombardements massifs dits « stratégiques » — chaque fois on découvrira que la terreur devient la méthode fondamentale quand la cible est l'ensemble du peuple.

La torture pendant la guerre d'Algérie ne fut pas le produit des lubies de généraux perdus ou d'éléments incontrôlés, elle a été la pièce maîtresse de la stratégie élaborée par l'armée française. Dans une guerre de libération nationale, une armée impérialiste doit, pour tenir le terrain, conquérir la population, et pour conquérir la population elle va jusqu'au bout du terrorisme.

Les Américains au Viêt-nam n'ont pas d'autres méthodes. Ils ajoutent simplement à la magnéto et à la baignoire les B. 52 et les ordinateurs, à l'artisanat, la grande industrie. Il suffit d'écouter leurs stratégies et d'observer leurs compagnes pour savoir que la cible des bombardements massifs n'est pas un appareil militaire qui leur échappe, mais toute l'organisation politique et sociale d'un peuple. Une armée populaire se révèle au sein de la population « comme poisson dans l'eau », il s'agit donc toujours pour les impérialistes d'affiner l'objectif des colonels français en Algérie : vider l'eau pour isoler le poisson, attaquer toute la population pour atteindre l'armée résistante.

L'impérialisme n'est pas fasciste par accident, pour affronter une guerre populaire il est inexorablement conduit au terrorisme fasciste. De plus, les métropoles capitalistes ne sont pas impéria-

listes par accident, ce qui permet de préciser le lien entre impérialisme et nouveau fascisme.

La définition complète que donne Dimitrov du fascisme le présente comme « la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus militaristes du capital financier ». Le fascisme opère la fusion d'un appareil militaire, d'un appareil politique (« réactionnaire, chauvin ») et d'un appareil économique (le capital financier). A son échelle — restreinte — la machine de guerre impérialiste offre l'exemple le plus achevé d'une telle fusion dans les pays capitalistes après la Deuxième Guerre mondiale.

On sait que l'appareil militaire américain est représenté politiquement par des groupes de pression (lobbies) dont le poids est décisif quand il s'agit d'augmenter et de répartir l'énorme budget américain de la « Défense ». On sait également que les décisions stratégiques les plus importantes (bombardement du Nord Viêt-nam, coup d'État au Cambodge, agression au Laos) sont prises par des états-majors et que l'opinion publique est manipulée après coup par des informations fausses et des promesses illusoires. Il y a plus : les guerres impérialistes cassent immanquablement le dispositif de la vieille démocratie, avec elles c'est toute la politique étrangère qui échappe aux mécanismes de contrôle traditionnels. Johnson sera élu en se faisant passer pour une « colombe » il accélérera la guerre en se rendant plus « faucon » que les faucons.

Cet appareil politico-militaire de la terreur impérialiste est l'instrument de la dictature d'une partie du capital financier. Il y a le capital fabuleux dont disposent — crédits, investissements, etc. — les marchands de canons modernes. Il y a le rôle dirigeant que joue l'industrie de guerre, de l'orientation du développement technologique de l'économie impérialiste (industries de pointe, recherche et développement, etc.). Il y a surtout le rôle régulateur que jouent les investissements militaires pour l'ensemble de l'économie impérialiste depuis la grande crise de 30-31.

Mais c'est dans les limites mêmes assignées à son développement que cet appareil politico-militaire apparaît entièrement placé sous la dictature du capital financier. L'obstacle fondamental sur lequel achoppe cet appareil est évidemment la résistance des peuples. Mais qui calcule s'il est encore payant de

continuer à essayer d'écraser cette résistance ? Qui juge ? Qui évalue les gains et les pertes ? De toutes les fractions de la bourgeoisie, c'est essentiellement le capital financier qui décide, en fonction de ses intérêts propres. La fraction dominante du grand capital français, était avide de se tailler sa place sur le nouveau marché « européen », désireuse d'entamer les positions de l'impérialisme américain; après 6 ans, elle jugea trop coûteux (financièrement, militairement et idéologiquement) de se battre ouvertement contre le peuple algérien; alors De Gaulle passa outre aux intérêts « retardataires » des gros planteurs, de l'industrie textile et du capitalisme de « papa ». Aujourd'hui une partie des financiers de Wall Street trouve que l' « aventure » indochinoise ne vaut pas son prix. Ils calculent en fonction de la crise monétaire — c'est-à-dire de la concurrence impérialiste — et également des risques que fait courir l'extension de la contestation populaire anti-guerre et révolutionnaire à la « paix sociale » intérieure des U.S.A.

Dans son action, comme dans ses limites, l'appareil politico-militaire de terreur impérialiste est l'instrument de la dictature du capital dominant. La définition classique du fascisme lui convient; il s'agit d'un secteur limité de fascisme à l'intérieur des métropoles impérialistes actuelles, ce n'est pas le seul.

II. — *Du despotisme de la fabrique au fascisme.*

Il y a des usines que les ouvriers appellent « fascistes » : Citroën, Simca, Unic, Brandt (Lyon), etc. Ce ne sont pas les plus petites ni les moins modernes : elles illustrent de la dictature du grand capital dans des secteurs clefs de son économie (automobile, etc.). Parmi ceux qui s'y retrouvent esclaves, une bonne proportion de travailleurs immigrés. Parmi ceux qui y exercent leur terrorisme, un fort recrutement d'anciens sous-officiers de la « coloniale », de flics, d'hommes de main. Du terrorisme impérialiste au terrorisme dans l'usine, le passage se fait directement; l'objectif ne change pas, pour empêcher une population d'organiser sa résistance on emploiera des moyens parents, dans les ex-colonies et dans les usines.

Il y a des fractions de la classe ouvrière qui sont particulièrement visées par cette dictature terroriste ouverte. Pour ces couches, les patrons ne jouent même plus à cache-cache avec les lois, entre

le despotisme patronal légal et le terrorisme sauvage, la différence tend à disparaître. Des millions de travailleurs immigrés (1/4 de la classe ouvrière française) sont privés de tous droits politiques à l'extérieur de l'usine et l'expulsion leur est promise si le patron les dénonce comme « agitateurs » ou « agités ». Certains ne jouissent même pas de la « liberté du travail », cette liberté constitutive du capitalisme. Les mineurs marocains sont attachés à la mine comme le paysan l'était à la glèbe au temps de la féodalité; ils n'ont pas le droit de quitter les houillères du Nord pour chercher un autre travail sous peine d'expulsion. Un mineur marocain n'est pas, dans la France de 1972, un travailleur « libre » de vendre lui-même sa force de travail.

Les statistiques les plus superficielles, celles qui concernent les salaires, suffisent à montrer que les jeunes sont exploités dans des conditions *illégales :* « Les très jeunes (moins de 18 ans) travaillent plus de 45 heures dans la proportion d'un sur cinq » alors que selon une ordonnance du 27 septembre 67 la durée hebdomadaire du travail des moins de 18 ans est limitée à 40 heures « sauf dérogation spéciale » (*Le Monde*, n° 7882). De même les femmes sont illégalement sous-payées à égalité de poste leur salaire est inférieur de 20 % à celui des hommes (*idem*). Cette illégalité apparaît déjà dans les rares domaines de la vie d'usine où la loi prétend régler les relations ouvrier-patron; elle laisse deviner ce qui se passe dans le domaine concret dit de « l'organisation du travail » où règne seule la loi du patron. La fameuse galanterie française s'arrête aux portes des usines, après, champ libre est laissé aux contremaîtresses quand ce ne sont pas les caïds du patron qui prétendent au droit de cuissage. Le despotisme ordinaire des cadres soigne particulièrement les couches dites « marginales » de la classe ouvrière : « marginaux » les immigrés, « marginaux » les jeunes, « marginales » les ouvrières, « marginaux » encore les plus de cinquante ans qui vivent dans la hantise du renvoi; marginale, la grande majorité de la classe ouvrière. Chaque fois une forme particulière de racisme (anti-arabe, anti-jeune, anti-femme) naît des divisions instaurées par le système d'oppression et d'exploitation capitaliste : c'est là que le fascisme des petits chefs terroristes trouve son pain quotidien.

Il y a des usines fascistes et il y a du fascisme dans chaque usine. Il y a des couches plus particulièrement visées, et ces couches font

la majorité de la classe ouvrière. Les conflits ouverts, violents, révèlent la vérité dissimulée de l'atelier : le fascisme apparaît comme l'aboutissement extrême du despotisme de la fabrique moderne; c'est ce retour aux sources qui valut à Hitler l'adhésion enthousiaste du patronat allemand. Dans son grand discours au club des industriels (1932), il identifia la « vie économique » (capitaliste) et l'armée — toutes deux fondées sur l'*inégalité* (« les hommes ont des rendements différents »), la *hiérarchie* (« le principe absolument antidémocratique de l'autorité inconditionnelle sur le bas et de la responsabilité absolue vers le haut ») et le *principe du chef* (Führersprinzip); la conclusion allait de soi : « Nécessairement il en résulte avec le temp un désaccord entre la conception économique (despotisme) et la conception politique (la démocratie dénoncée comme « loi du grand nombre ») »; on sait comment Hitler s'y prit pour résoudre ce « désaccord », c'est-à-dire pour étendre le despotisme de l'usine à tous les aspects de la vie des masses sous la forme d'une dictature ouverte.

En même temps qu'elle extrait la richesse sous la forme de la plus-value, l'usine produit et reproduit le fascisme en germe. La dictature patronale est différenciée :

— contre les noyaux de résistance active, elle use de la force ouverte, elle mobilise toutes les puissances répressives de la société (polices en uniformes, civils, hommes de main, polices syndicales) pour faire régner un terrorisme brutal qui se soucie peu de la « légalité »;

— contre les couches « marginales » (en fait majoritaires) terrorisme « légal » et terrorisme physique se marient, couverts par « l'habitude » et la « coutume »;

— contre le reste de la classe ouvrière elle use de ce mélange de menace, de tromperie et de répression dont les syndicats se sont faits les interprètes obligés. La majorité de la classe ouvrière est marginalisée. L'encadrement patronal et syndical a précisément pour objectif de lui interdire de se présenter comme majorité. Les mouvements autonomes où elle apparaît comme force majoritaire sont qualifiés pour cette raison de « sauvages ». Les syndicats sont « représentatifs » au sens où les colonies furent « représentées » par des députés élus par l'administration coloniale.

C'est là qu'on saisit à l'origine une vérité dont toutes les couches populaires feront l'expérience : le système représentatif de l'an-

cienne démocratie, parvenu au terme de sa course, fonctionne comme terreur électorale.

L'expérience ouvrière passa par deux phases. L'introduction, après 1945, de miettes de démocratie parlementaire dans les usines — ce plat de lentilles que le prolétariat reçut pour l'abandon du droit d'aînesse que lui avaient donné les fusils de la Résistance — engendra d'amères désillusions chez les syndicalistes. On constata que le Comité d'entreprise n'était que l'*alibi* derrière lequel s'exerçait une dictature patronale plus masquée mais non moins absolue que jadis. On remarqua que les syndicats, en participant à ce théâtre parlementaire, se transformaient profondément, apprenant à parler deux langages, celui de l'accord avec les experts patronaux et, avec les ouvriers, celui d'une guerre dont il ne reste que les mots. Cette expérience de la déception syndicaliste demeure sans issue tant qu'elle ne s'ouvre pas sur la deuxième phase qui clôt cette réaction de rejet de la démocratie parlementaire syndicaliste par la démocratie nouvelle des ouvriers en colère.

Très tôt le soulèvement des mineurs de 1948 [3] a indiqué aux combattants les plus communistes que l'issue n'était pas dans la rénovation des appareils syndicaux et dans le perfectionnement des mécanismes de la représentation et de la participation. Entre la paix électorale et la guerre ouvrière la relation sera antagonique à chaque mouvement de masse mais ce n'est qu'après 68 que la réaction de rejet sera systématisée. L'appareil de délégation syndicale n'est plus seulement un paravent de la dictature patronale, il en devient de plus en plus fréquemment un avant-poste lorsque les directions syndicales tentent d'organiser la chasse aux ouvriers « provocateurs ». Face aux assemblées générales d'atelier et aux comités de lutte extra-syndicaux les élections « légales» essaient vainement de rétablir l'unité d'un monde sans unité quand elles ne sont plus que le point d'honneur « démocratique » du terrorisme policier.

Que les experts ne fassent plus les étonnés devant la faible emprise des syndicats sur la classe ouvrière française: les usines découvrent crûment ce qui est de moins en moins un mystère pour le reste du pays : dans le système social français les élections ne sont que l'occasion d'imposer une « trève » sociale et de sélec-

3. Cf. *Mineurs en lutte*, 1944-1948, petite bibliothèque prolétarienne (1972).

tionner un encadrement de défenseurs de l'« Ordre ». Quand arrive le temps des séquestrations le système bourgeois de représentation est absorbé par le système de la répression fasciste.

L'usine est une jungle et le capitalisme y poursuit sa guerre; il déplace et regroupe les populations (immigrés, Bretagne, Lorraine, etc), il fait planer sur les masses une terreur qu'il souhaite dissuasive (licenciements, chômage), il escalade (lock-out, réquisition), il divise, il suscite des pouvoirs fantoches avec qui il signe des « paix » illusoires. On retrouvera sans peine dans les projets de la stratégie patronale le triptyque cher aux tortionnaires de l'Algérie française : « protection » (regroupement de populations, zones interdites, etc.); « engagement » (recherche de collabos au sein de la population ennemie); « contrôle » (multiplication des polices, fichage permanent, etc.). Le fascisme importé des guerres impérialistes et celui directement produit dans les usines de la métropole ne se feront aucune concurrence.

Le « *despotisme de la fabrique* » est une loi générale de l'exploitation capitaliste. L'organisation fasciste de l'usine hérite des caractères généraux du despotisme capitaliste (direction « autocratique », hiérarchie « d'officiers supérieurs » et d' « officiers inférieurs », monopole du savoir, asservissement du travail manuel, « discipline de caserne », etc.; cf. Le Capital. LI. Section IV). Mais notre époque « civilisée » et « scientifique » apporte à ces données permanentes sa contribution spécifique : il ne s'agit plus seulement de soumettre le travailleur aux conditions d'exploitation les plus sordides, il faut également — et même avant tout — briser toutes ses possibilités de résistance. Qu'il faille interdire tout échange de paroles comme dans les chaînes de Citroën, qu'une cohorte de gradés soit chargée de briser physiquement tout individu suspect, qu'une distribution de tracts devienne une affaire criminelle, cela découvre bien l'objectif nouveau du despotisme fasciste : son terrorisme sauvage s'exerce contre une classe ouvrière historiquement développée; il ne s'agit plus, comme à l'origine du despotisme de la fabrique, de l'empêcher de découvrir ses formes de résistance, il s'agit de les lui faire oublier. Au siècle dernier, face à une classe ouvrière en formation, la discipline du patron s'inspirait de celle de la caserne, aujourd'hui, face à une classe ouvrière expérimentée, elle s'inspire de la salle de police et de la loi du milieu.

C'est dans et autour de l'usine que se révèle le mieux l'objectif

de la terreur blanche fasciste : « *devancer* la montée des forces de révolution » (Dimitrov). C'est là qu'on peut vérifier à l'œil nu que la bourgeoisie impérialiste garde toujours une seconde corde à son arc, même lorsqu'elle joue du clavier démocratique elle n'oublie pas son recours ultime : la contre-révolution préventive du fascisme. La permanence du fascisme dans l'usine démontre la possibilité permanente de cette « solution finale » pour toute la société bourgeoise. « C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct... qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance, bref la base de la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée. » (Le Capital).

III. — *Du fascisme limité à la mobilisation totalitaire.*

La classe dominante ne prend pas gratuitement les risques d'une mobilisation fasciste. La guerre d'Algérie avait renforcé son autoritarisme mais il a fallu, après Mai 68, la révolte la plus radicale, celle de l'atelier contre la hiérarchie et toute l'organisation despotique du travail : désormais le fascisme prolifère pour sauver la propriété bourgeoise la plus fabuleuse, l'usine.

Il ne part pas de rien. Les chancres fascistes ne sont pas isolés du cœur de nos sociétés. Déjà les libertés sont étroitement surveillées et dans les postes de surveillance le fascisme est purulant. Ces prisons où le terrorisme physique est de règle et où l'autorité absolue du directeur fait loi, les tortionnaires nazis s'y multiplient comme en serres chaudes. De même dans les commissariats où on tabasse et à l'occasion assassine. Et toutes les institutions répressives où l'arbitraire tend à l'absolu. Avant tout mouvement de révolte il existe déjà une solidarité de ces secteurs où le fascisme est produit et reproduit : les « libertés » de nos « démocraties » sont surveillées par un nazisme limité mais bien vivant.

Pour déceler l'avancée du nouveau fascisme il serait vain d'éplucher une à une les différentes activités de l'appareil d'État afin de tirer argument de l'augmentation des coups de matraque distribués par la police, des jugements iniques assénés par l'appareil judiciaire ordinaire ou extraordinaire, etc. La fascisation

se veut une réponse globale à une contestation qui se généralise. La police a été plus sauvage en 1948 contre les mineurs qu'en Mai 68, et les crapuleries de la justice remontent loin dans l'histoire. Ce qui est neuf c'est l'enrégimentement au nom de la paix sociale des différentes instances de l'appareil d'État placées sous direction d'un état-major de guerre civile. *Afin d'encercler l'usine, d'y briser la révolte et de quadriller la population, opérations de police, campagnes de presse, tribunaux ordinaires ou d'exception sont rassemblés en faisceau, téléguidés par une stratégie unitaire qui vise à faire passer l'appareil d'État de la paix apparente à la guerre ouverte.* C'est par là que la fascisation se révèle première étape de la guerre contre-révolutionnaire.

3. — La guerre civile du capital au XX^e^ siècle

L'expérience sensible qu'on fait du fascisme aujourd'hui est trop brûlante, elle ne relève pas du magasin d'antiquités ni de l'histoire ancienne; l'article est produit dans les usines de notre époque et dans les guerres qui nous cernent.

Cependant, on est mal entendu quand on parle de fascisme pour désigner des événements et des tendances postérieures à la Seconde Guerre mondiale. Tout a été fait pour qu'on identifie hitlérisme et fascisme et pour qu'on enterre l'événement : après 1945, l'herbe du fascisme ne repousserait plus.

Ces pompes funèbres expéditives risquent de ne pas convaincre ceux qui sont confrontés à la réalité actuelle des répressions terroristes. On leur réserve une variante : le fascisme peut renaître, et ce serait le même que jadis. Ce scénario du « retour de Hitler » s'accompagne de conduites magiques : Hitler a réussi à mettre des masses en mouvement, donc méfiez-vous de tout mouvement de masse; les nazis ont érigé la violence en principe, donc toute violence conduit au nazisme. C'est ainsi qu'en paniquant devant le fascisme passé, on fait, dans l'aveuglement et l'impuissance, le lit du fascisme à venir.

Le fascisme est aussi éternel que la bourgeoisie impérialiste, mais tout fascisme ne ressemble pas à celui d'Hitler et de Mussolini, lequel est né dans des circonstances historiques précises, différentes des nôtres.

Reconnaître le fascisme d'aujourd'hui c'est prendre la mesure de ce que le fascisme a été, est et sera tant que les classes dominantes à l'époque de l'impérialisme continueront à se défendre par tous les moyens contre la révolution, c'est-à-dire tant qu'elles existeront. Le fascisme, ce n'est pas l'histoire d'un coup d'État réussi par la rencontre de quelques circonstances fortuites, c'est une *guerre*, la continuation d'une politique par d'autres moyens, la perpétuation d'une politique réactionnaire par les moyens du terrorisme ouvert. Le fascisme n'est pas une erreur morale due à l'imprévoyance de certaines élites, c'est la terreur blanche de notre temps, c'est la forme achevée de la *contre-révolution* à l'époque de l'impérialisme. Le fascisme ne tombe pas du ciel, il n'est pas inné et propre à certains pays, il se déclare en chaque métropole impérialiste, quand la bourgeoisie entreprend son escalade dans la *guerre contre-révolutionnaire de classe* qu'elle livre à un prolétariat inquiétant.

I. *Le fascisme c'est la guerre.*

Guerre étrangère, souvent; guerre civile, toujours. C'est la première et la plus évidente leçon qu'on puisse tirer de l'expérience historique. Par principe il n'y a rien là qui devrait étonner un marxiste : « La guerre est la forme suprême de la lutte entre nations, entre États, entre classes ou entre blocs politiques; les nations, les États, les classes, les blocs politiques engagés dans une guerre utilisent toutes les lois de la guerre afin de remporter la victoire » (Mao Tsé-toung, Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire). Hier le fascisme n'était pas un simple coup d'État, aujourd'hui ce n'est pas un simple souvenir historique, il ne se laisse pas réduire à une accumulation de violences et d'illégalismes. La paix apparente de la société bourgeoise, le fascisme la brise; il ne se borne pas à augmenter quantitativement les répressions ordinaires, il introduit ses lois qualitativement nouvelles, celles de la guerre civile ouverte.

Sans organisation armée, pas de fascisme. Le fascisme ne constitue pas un parti politique ordinaire, explique Mussolini : « Ses inscrits sont avant tout des soldats. La carte du parti équivaut au matricule du mobilisé. Les hiérarchies politico-militaires sont maintenant solidement constituées. La discipline militaire implique la discipline politique. Il s'agit de gens qui demandent

à se battre et non pas à discuter »... (26 août 1922). Que les réseaux para-militaires fascistes recrutent chez les anciens combattants, comme dans l'Italie de Mussolini, chez les tueurs et les souteneurs, comme au temps de Hitler, ou directement dans la police, comme aujourd'hui, une constante demeure : le fascisme s'organise pour la guerre.

a) *La guerre est la continuation de la politique.*

Croire qu'il suffit de définir le fascisme par l'illégalité ou la violence relève d'une myopie de classe. C'est prendre le point de vue des idéologues libéraux, en cultivant l'illusion que le fascisme intervient comme un hasard monstrueux dans le jeu ordinaire de la politique bourgeoise, dans cette paix sociale apparente que les libéraux baptiseront toujours « démocratie » quel qu'en soit le contenu ou l'époque. Non seulement Hitler, Mussolini et Pétain ont accédé légalement au pouvoir avec la bénédiction des mécanismes officiels de la « démocratie », mais ils ont préparé leur prise du pouvoir, occupé la rue, dispersé les organisations ouvrières avec — pendant des années — la complicité des élites bourgeoises et la couverture protectrice de l'appareil d'État.

Il est inutile de brocarder rétrospectivement l' « imprévoyance » des gouvernements parlementaires ou de s'extasier sur l'habileté « manipulatrice » des apprentis-dictateurs. Ces derniers ont simplement résolu de la manière la plus radicale — la manière forte — un problème qui se posait à l'ensemble de la classe dominante de l'époque. Quand la classe dirigeante italienne a vu ses usines occupées par les ouvriers pendant plusieurs semaines et ses campagnes en proie à l'agitation rouge, elle s'est demandée comment éviter le retour de conjonctures aussi inquiétantes pour elle. Pour « libérer » les campagnes par la terreur blanche, Mussolini bénéficiera de toutes les protections, de même pour mettre le feu aux bourses du travail et encercler les usines; quand il marchera sur Rome, toute la classe dirigeante célèbrera cette « contre-révolution anticipée » même si quelques notables y déplorent la perte de leur gagne-pain. Le fascisme est la continuation de la lutte de classe, il en représente une « solution » bourgeoise : « Le fascisme n'est absolument pas la vengeance de la bourgeoisie contre le prolétariat insurgé de façon combative. Considéré du point de vue historique et objectif, le fascisme advient bien plus

comme un châtiment parce que le prolétariat n'a pas su poursuivre la révolution » (Clara Zetkin, 1923). Quand le prolétariat « *n'a pas su poursuivre* » sa lutte révolutionnaire, les problèmes qu'il a soulevés demeurent et c'est la bourgeoisie qui règle la « question du fusil » en *continuant* sa politique par le fascisme.

Lorsque des millions de chômeurs déferleront dans l'Allemagne des années 30, rejoints par la grande masse des petits propriétaires ruinés, c'est de nouveau la question du pouvoir — donc du fusil — qui se trouvera objectivement posée même si les organisations prolétariennes se montreront incapables de la prendre en charge. Hitler, lui, apportera sa « solution » avec la complicité active des sphères dirigeante « une guerre éclate pour lever les obstacles qui se dressent sur la voie de la politique quand celle-ci a atteint un certain stade qui ne peut être dépassé par les moyens habituels » (Mao Tsé-toung, De la guerre prolongée). La question du pouvoir ayant ébranlé sa « paix », la classe dirigeante poursuivra sa politique réactionnaire jusqu'à son achèvement sanglant, le fascisme.

b) *La guerre est une politique sanglante.*

Tout phénomène dans son mouvement présente deux états, un état de repos relatif et un état de changement évident. Ces deux états sont provoqués par la lutte mutuelle des deux éléments contradictoires contenus dans le phénomène lui-même. Lorsque le phénomène, dans son mouvement, se trouve dans le premier état, il subit des changements seulement quantitatifs et non qualitatifs, aussi se manifeste-t-il dans un repos apparent. Lorsque le phénomène, dans son mouvement, se trouve dans le second état, les changements quantitatifs qu'il a subis dans le premier état ont déjà atteint un point maximum, ce qui provoque une rupture d'unité dans le phénomène, et par suite un changement qualitatif; d'où la manifestation d'un changement évident. L'unité, la cohésion, l'union, l'harmonie, l'équipollence, la stabilité, la stagnation, le repos, la continuité, l'équilibre, la condensation, l'attraction, etc., que nous observons dans la vie quotidienne, sont les manifestations des choses et des phénomènes qui se trouvent dans l'état des changements quantitatifs, alors que la destruction de ces états d'unité, de cohésion, d'union, d'harmonie, d'équipollence, de stabilité, de stagnation, de repos, de continuité, d'équilibre, de condensation, d'attraction, etc., et leur passage respectif à des états opposés, sont

les manifestations des choses et des phénomènes qui se trouvent dans l'état des changements qualitatifs, c'est-à-dire qui se transforment en passant d'un processus à un autre. Les choses et les phénomènes se transforment continuellement en passant du premier au second état, et la lutte des contraires qui se poursuit dans les deux états aboutit à la solution de la contradiction dans le second. Voilà pourquoi l'unité des contraires est conditionnée, passagère, relative, alors que la lutte des contraires qui s'excluent mutuellement est absolue.

(Mao Tsé-toung, De la contradiction).

Continuations de la politique réactionnaire, les progrès du fascisme ont toujours été *couverts* par la légalité bourgeoise; la politique réactionnaire ne se prive pas d'illégalités et de violences même quand elle ne verse pas directement dans le fascisme. On ne repère pas le fascisme en mesurant le respect qu'il affiche pour la légalité. Il faut au contraire considérer le fascisme comme une réponse d'ensemble donnée à la question du pouvoir. Cette question n'est jamais réglée par des révolutions de palais ou des changements de Constitution, elle oppose deux camps et se résout par l'écrasement de l'un ou de l'autre.

Ce n'est pas à la prise du pouvoir qu'il faut fixer la date de naissance du fascisme. Il commence bien avant, il a la durée des longues guerres, il prépare l'opinion, essaie ses armes, provoque, investit, mobilise et sa politique sanglante commence avec ses premiers pas.

Le fascisme, ce n'est pas simplement le non-parlementaire (dans la plupart des métropoles impérialistes, la façade parlementaire n'a plus qu'une importance secondaire) ni la violence (elle est permanente) ni l'illégalité, c'est *le terrorisme ouvert contre les masses*, façon dont la bourgeoisie impérialiste résout à son profit la question du fusil. Cette question est toujours posée par les classes opprimées, mais lorsque le prolétariat rompt la paix sociale apparente sans régler cette question jusqu'au bout et partout, on la résout à sa place et contre lui.

Aujourd'hui la question a été de nouveau posée, la grande peur de Juin 68 l'a assez manifesté. Le prolétariat n'a pas été physiquement défait et il n'est pas isolé; il n'a pas perdu sa capacité

d'initiative, les nouveaux fascistes ont beau siéger au gouvernement et disposer de leviers de commande dans l'appareil d'État, la tâche qui leur reste sur les bras est immense, c'est celle de la *fascisation.*

Définir le fascisme non comme un coup d'État ou un accident, mais comme une guerre, c'est à la fois marquer la continuité — d'une politique réactionnaire des classes dominantes — et le changement — passage de la paix apparente à la guerre ouverte — qu'il introduit. Il ne s'agit plus d'opposer le fascisme absolu au parlementarisme absolu, comme s'il y avait deux « modèles » étrangers l'un à l'autre, il s'agit de distinguer la paix (apparente) bourgeoise et la guerre (ouverte) bourgeoise, soit les deux moments d'une même contradiction. Lénine remarquait qu'une classe dominante s'appuie essentiellement sur la force et la tromperie. Lorsque l'équilibre ancien de la force et de la tromperie cède, on quitte l'état de paix apparente pour entrer dans une période de guerre ouverte. La bourgeoisie s'appuie alors principalement sur la force ouverte — pas comme au XIX^e^ siècle, en des sociétés où la paysannerie était encore numériquement très importante et la classe ouvrière moins développée, sur la seule force de la dictature militaire — il lui faut une force qui pèse sur tous les aspects de la vie des masses, cette prise en main totalitaire est le fascisme.

Ces deux moments d'une même lutte de classe, il faut les différencier car c'est leur différence qui offre les plus grandes possibilités stratégiques d'intervention pour le camp anti-fasciste. Le passage de la paix apparente à la dictature sanglante suppose à la fois une transformation de la base sociale du régime bourgeois et une modification qualitative des méthodes de gouvernement; en privant les masses des libertés restreintes dont elles disposaient ce passage leur offre les plus grandes chances de se mobiliser; en modifiant les mécanismes anciens de collaboration de classe, en divisant l'élite au pouvoir, il découvre les failles du dispositif ennemi. Négliger cette différence entre la dictature « pacifique » et la dictature de guerre de la bourgeoisie, ne pas utiliser l'occasion stratégique de ce passage, la fascisation, ce serait tomber dans l'erreur « ultra-gauche » : au nom d'une vision de gauche en apparence, on pratique une politique de non-intervention, de droite en réalité. Sous prétexte de dénoncer tout uniment de la dictature bourgeoise depuis ses origines jusqu'à

sa fin, on manque ce moment stratégique de la fascisation où la classe dominante n'a plus confiance dans les vieux mécanismes de la collaboration de classe; c'est alors qu'elle commence à aiguiser publiquement ses couteaux pour affronter les masses à force ouverte. Selon les lieux et les époques, cela se manifeste à coups de bombardements, de razzias des bandes civiles ou d'occupations policières, mais il est criminel de manquer le moment où l'ennemi réveille le peuple dans sa profondeur et « l'instruit par la négative » : « Même quand la guerre eut commencé, la mobilisation politique fut bien loin de s'étendre à toutes les régions, sans parler de son manque de profondeur. Le peuple dans sa majorité, a été averti de la guerre par le feu de l'artillerie et par les bombardements aériens de l'ennemi. Ce fut aussi une sorte de mobilisation, mais faite par l'ennemi à notre place et non par nous ». (Mao Tsé-toung, De la guerre prolongée).

II. *Le fascisme, c'est la contre-révolution.*

La tentation du fascisme hante la bourgeoisie d'Occident. Il fut sa réponse première aux salves de la Révolution d'octobre 1917. Il demeure la « solution finale » qu'elle carresse pour fermer le brèches qu'ouvrent les nouvelles vagues révolutionnaires. Le fascisme s'oppose absolument à la révolution prolétarienne, cette contradiction, qui est principale, fixe l'enjeu et l'envergure de sa guerre (le nouveau fascisme, c'est aux salves de la grande révolution culturelle prolétarienne qu'il répond).

a) *La conquête de la majorité.*

Lorsque la tuerie de la Première Guerre mondiale se clôt sur la victoire de la révolution bolchévique, une époque de la vieille Europe bourgeoise s'achève. Quelques rares bourgeois s'en aperçoivent. Seuls les fascistes dans le camp bourgeois, mesureront la conséquence de cette situation.

La révolution d'Octobre a réglé la question suprême, celle du pouvoir. C'est à travers elle que toute une génération prolétarienne redécouvre que le pouvoir est au bout du fusil. Mais Octobre 17 ce n'est pas la révolution dans toute l'Europe. Le III[e] Congrès de l'Internationale Communiste fixe, en 21, les objectifs de la préparation de la révolution : « Conquérir une influence communiste dans la majorité de la classe ouvrière et

mener au combat la partie décisive de cette classe. » Ce mot d'ordre « conquérir les masses », les fascistes, à leur manière, le prendront au sérieux. C'est la première révolution prolétarienne victorieuse qui fixe le cadre où le fascisme va mener sa guerre, c'est elle aussi qui définit l'acteur principal, les masses. Face à la voie de la révolution, le fascisme inaugurera l'impasse de la bourgeoisie : le terrorisme et la manipulation.

Le fascisme c'est la réaction, mais pas dans les limites habituelles. Pas la réaction de la « droite » contre la « gauche », mais celle de la guerre bourgeoise contre la révolution prolétarienne. Les pantins fascistes se sont laissés enseigner par le prolétariat quelle était la cible (le pouvoir), quel était l'acteur (les masses) et quel est le moyen (le fusil). Mussolini, ancien chef socialiste, aura trop fait l'expérience sensible de la décrépitude parlementaire d'un parti ouvrier pour être impressionné par les cris d'une gauche parlementaire. Il sait que la partie se joue dans les masses : « Une période s'ouvre dans l'histoire, qu'on pourrait définir celle de la politique des masses... Nous ne pouvons nous mettre en travers de ce mouvement. Nous devons le canaliser... » (Mussolini, 1918). Les chefs fascistes n'eurent aucun génie particulier. Pourtant ils dépassent d'une tête leurs concurrents politiques; ils s'élèvent directement contre la révolution et c'est d'elle qu'ils apprennent la fragilité de l'ordre existant. Octobre 17 a révélé publiquement que le monde ne marche pas sur la tête, que le parlement n'est pas le fondement de l'ordre social et que les élites ne décident pas toujours de tout. C'est des miettes de ce savoir révolutionnaire que le fascisme épice la médecine qu'il fait prendre à sa bourgeoisie.

b) *La mobilisation totale.*

Au commencement il y a des crises, l'espoir révolutionnaire et la multiplicité des révoltes qui bouleversent les rapports entre les classes : « Désormais, l'objet de la lutte sera le genre de pays à édifier » note Mao Tsé-toung après la défaite du Japon et avant les campagnes décisives contre Tchang Kai Tchek.

Les batailles qui se livrent au moment de la fascisation décident de la base de masse que le fascisme parvient ou non à conquérir. Unité populaire ou solo funèbre, c'est la question que le prolétariat doit affronter.

Pour saisir les causes de la montée du fascisme, il faut prendre

le point de vue du prolétariat. Puissance du fascisme et faiblesse de la classe ouvrière sont une seule et même chose. C'est le bilan que fera la communiste allemande Clara Zetkin, après la victoire du fascisme italien, il sera prophétique pour ce qui se passera dix ans après en Allemagne : « Avant que le fascisme ne gagne militairement, il a déjà remporté la victoire idéologique et politique sur la classe ouvrière. » (1923).

La question « du genre de pays à édifier » c'est l'initiative idéologique du prolétariat qui la pose; les salves de la révolution d'octobre l'ont fait retentir dans l'Italie et l'Allemagne des années 1920-30 où toutes les masses ruinées et exploitées la répètent dans leurs révoltes. Pourtant le prolétariat perdra l'initiative idéologique et militaire au profit du fascisme.

Lorsque la révolution d'octobre parvient à faire tilt jusque dans la cervelle des frappes fascistes, les différentes classes du peuple sont en plein bouleversement et c'est au son du canon qu'elles sont conquises ou perdues; pour devenir force, il faut que le fascisme s'appuie sur la révolte authentique des classes moyennes (paysans, commerçants, jeunesse intellectuelle, employés et fonctionnaires). Si le camp du prolétariat n'arrive pas à unir les différentes révoltes du peuple, c'est le fascisme qui encerclera et anéantira — idéologiquement, politiquement et militairement — le prolétariat en réalisant contre lui une sorte d'unité populaire contre nature.

Aucune fatalité sociale ne donne spontanément au fascisme une base de masse : lorsque Mussolini lance ses premières troupes pour « pacifier » les campagnes rouges, il recrute dans la petite bourgeoisie des petites villes de province, souvent parmi les démobilisés. Ce sont des forces que le parti socialiste lui a abandonnées deux ans auparavant : « Quand les paysans envahirent quelques terres de l'Agro Romano, on vit les soldats d'un régiment glorieux pour son héroïsme applaudir les paysans envahisseurs qui portaient sur leur poitrine leur décoration de guerre » raconte Nitti qui fut premier ministre dans l'année « rouge » 1919. Ensuite, la terreur blanche installée dans les campagnes, Mussolini l'utilisera pour encercler les villes, isoler le mouvement ouvrier et le casser. Ensuite il marchera sur Rome. Ne pas unir toutes les couches en révolte contre l'État bourgeois, la ville ouvrière et les campagnes partageuses, les salariés et les chômeurs : tel est chaque fois le cadeau fait aux fascistes.

Si le fascisme a su tirer sa leçon de la Révolution d'Octobre, par contre la leçon du fascisme ne sera pas tirée dans le prolétariat européen des années 30. Le prolétariat allemand se lancera dans des insurrections courageuses, il luttera contre les fascistes avec une combativité admirable, mais il le fera seul. Avec le fascisme, la bourgeoisie dirigeante tente d'encercler le prolétariat et les batailles qui ont pour enjeu l'unité populaire seront décisives. De la Révolution d'Octobre, le communisme européen a tiré une tactique de l'insurrection trop courte contre le fascisme; il sera vain d'espérer réaliser l'unité populaire à chaud, au cours des « 10 jours » qui doivent ébranler le monde. Précisément, le monde — l'ensemble des classes sociales — est ébranlé, la bourgeoisie avertie : pour garder l'initiative idéologique et militaire, ouvrir une issue prolétarienne à cet ébranlement, la classe ouvrière doit éviter le solo funèbre par la révolution populaire, passer de la perspective de l'insurrection courte et brève à celle de la guerre prolongée. Le parti communiste allemand coince la classe ouvrière dans l'alternative des insurrections solitaires (jusqu'en 31) et de campagnes électorales conçues comme seul moyen d'unir le peuple.

Lutte sans unité ou unité sans lutte, du coup le fascisme lui ravira l'initiative de la mobilisation totale.

Dans une guerre, ce que on ne gagne pas, on le perd. Perdre des territoires, opérer une retraite peut être un élément d'une stratégie juste : c'est précisément en se repliant dans les campagnes pour encercler les villes que Mao Tsé-toung trouvera la voie de la révolution populaire en Chine, la débarrassant ainsi de la théorie de l'insurrection finale courte et brève qui fascine les communistes européens depuis 1917. Perdre des batailles arrive nécessairement : on ne saurait expliquer la montée du fascisme par des questions de tactique, d'occasions perdues ou de fautes de calculs. Mais perdre des classes est fatal, l'initiative idéologique et l'initiative militaire vont de pair, en abandonnant les révoltes des classes moyennes au fascisme, en laissant encercler le prolétariat, on le condamne à ce que Marx appelait déjà le « solo funèbre ».

c) *Unité populaire ou solo funèbre.*

La « mobilisation totale » qui transforme le fascisme en mouvement de masse progresse pas à pas en utilisant tous les faux pas du prolétariat révolutionnaire.

Le constat dressé par Dimitrov est particulièrement parlant. Entre autres : « Le paysan avait vu se succéder au pouvoir une série de gouvernements social-démocrates qui, à ses yeux, personnifiaient le pouvoir de la classe ouvrière mais pas un d'entre eux n'avait résolu le problème de la misère paysanne, pas un d'entre eux n'avait donné la terre aux paysans... » Et encore : « Le fascisme a su saisir le besoin d'activité combative particulièrement vif chez les jeunes et il a entraîné une partie considérable d'entre eux dans ses détachements de combat. La nouvelle génération sent peser sur ses épaules tout le fardeau de la crise économique, du chômage et de l'effondrement de la démocratie bourgeoise. Faute de perspectives d'avenir, des couches considérables de jeunes se sont avérées particulièrement sensibles à la démagogie fasciste. » Et enfin : « Les communistes d'Allemagne prenaient une attitude dédaigneuse à l'égard des flottements de la paysannerie et de la petite bourgeoisie; ils tardaient à établir un programme d'émancipation sociale et nationale; et lorsqu'ils l'eurent formulé, ils n'ont pas su l'adapter aux besoins concrets et au niveau des masses : ils n'ont même pas su le populariser largement dans les masses. » Petite bourgeoisie, jeunes, paysans, anciens combattants, il suffit : la base de masse du fascisme est produite par l'isolement du prolétariat. Aucune « explication » du fascisme ne peut faire l'économie de ce principe fondamental : il s'agit d'une guerre, l'issue dépend des forces que mettent en œuvre les deux camps principaux, « la possibilité de prévenir la victoire du fascisme dépend *avant tout* de l'activité combative de la classe ouvrière elle-même. » (Dimitrov).

Le constat de Dimitrov (rapport au VII[e] Congrès de l'Internationale 1935) est clair. Mais comme bilan, il comporte deux trous, bouchés par deux mots. Le premier — *démagogie* — sert à caractériser la capacité du fascisme à mobiliser les masses; le second — *combativité* — prétend expliquer la faiblesse du camp prolétarien en en rejetant la responsabilité sur les larges masses et leur prétendu « manque de combativité ». Quand une guerre de classes mobilise toutes les couches de la société pour trancher entre deux types d' « unité populaire » en expliquer l'issue par la victoire de la « démagogie » sur le « manque de combativité » c'est à la fois mépriser le prolétariat, sous-estimer l'adversaire, se méprendre sur les armes employées. Cette conclusion totale-

ment étriquée deviendra tout naturellement le « Sésame-ouvre-toi » de toutes les trahisons révisionnistes ultérieures.

Le manque d'activité combative face à Hitler ce n'est pas dans le magnifique instinct de lutte du prolétariat allemand qu'il faut en chercher l'origine, ni dans telle ou telle erreur tactique de la direction communiste, mais dans son orientation générale qui balance entre les tentatives insurrectionnelles solitaires et sans lendemain et les intermèdes électoraux. Etre incapable d'unir le point de vue de l'unité populaire et celui du fusil c'est s'avouer inapte à rendre clairs « le genre du pays à édifier » et la voie pour y parvenir, clairs dans l'expérience sensible de toutes les classes populaires. Le constat (d'échec) de Dimitrov marque le point où s'arrête la réflexion des P.C. européens. C'est précisément en citant ce constat que Mao dégagera à Yenan les racines idéologiques de l'incapacité qu'ont certains communistes à poser justement la question de la révolution dans leur propre pays (par exemple « d'unir la théorie marxiste-léniniste avec la réalité du mouvement de la révolution chinoise », cf. Œuvre, t. III, début).

Ce qui est en question c'est l'initiative idéologique du prolétariat, sa capacité de donner une issue politique et militaire aux révoltes des différentes classes de la société; si l'unité ne se réalise pas sous sa direction, en particulier sous sa direction idéologique, c'est contre lui que le fascisme mobilisera une partie des masse dans ses campagnes d'encerclement et d'anéantissement. Le fascisme ce n'est pas la « démagogie », c'est une stratégie et des pratiques de guerre de classe.

III. *Fascisation : Les classes en guerre.*

Qui sont les amis du fascisme ? Cette question est tranchée dans la guerre au cours du processus de fascisation. On ne peut pas dire : telle classe, tant de fascistes; les classes se déterminent politiquement dans la lutte des classes; la montée du fascisme n'est pas une affaire miraculeuse ou fatale, elle n'est pas automatique, elle « dépend avant tout » de la guerre que mène le prolétariat.

Gagner la majorité ! Dès les premières batailles, c'est l'objectif de chaque camp, cela devient l'enjeu de la fascisation. La décision se joue sur deux types de campagnes menées de front :

— Les campagnes d'encerclement du prolétariat : le fascisme parviendra-t-il à conquérir une base de masse ?

— Les campagnes d'anéantissement politique, idéologique et militaire du prolétariat : le fascisme viendra-t-il à bout de son adversaire principal en éliminant l'obstacle majeur, la capacité de résistance prolétarienne ?

La question des amis et des ennemis du fascisme dépend de la manière dont le prolétariat tranche la question des amis et des ennemis de la révolution. Cette question est posée dans les masses lorsqu'elles font craquer la paix apparente de la société bourgeoise. Les considérations paisibles des sociologues et politiciens officiels sont alors prises en défaut, c'est pour eux le temps de la perplexité : les couches sociales ne reposent plus sagement les unes à côté des autres, comme autant de sardines dans leurs boîtes à statistiques électorales; chacune aborde l'ordre social du point de vue de sa guérilla propre, la contagion des révoltes bouscule la planification sage des prévisions « scientifiques », toutes les moquettes de nos élites sont piétinées par les sabots de la plèbe. C'est avec le point de vue de la guerre que les camps vont s'affronter et se disputer la capacité d'unifier le peuple.

a) *Le temps de la plèbe.*

Chaque fois que la société bourgeoise passe de la paix officielle à la guerre ouverte, tout l'ordre ancien craque et on peut mesurer l'ampleur de la bataille à la stupéfaction des observateurs bourgeois qui découvrent « d'innombrables motifs de perplexité » — baptisant cette époque d'après l'état de leur cerveau, ils la nomment le *temps de la perplexité* :

De quelque côté qu'ils regardent, le président de la République et, avec lui à sa suite, le premier ministre, le gouvernement, la majorité rencontrent ainsi d'innombrables motifs de perplexité. On pourrait en citer cent exemples. La nervosité néo-poujadiste des petits commerçants, l'irritation sourde de la jeune paysannerie, la grande peur des « marginaux », accidentés du progrès, iront-elles jusqu'à revêtir les formes d'une nouvelle révolte des cabochiens, d'une nouvelle jacquerie et, si ces colères se rejoignaient en une seule manifestation, d'une menace de rébellion ? L'incontestable attirance pour la régionalisation n'offre-t-elle pas un commode terrain de rencontre à ces divers mécontentements en voie de coagulation ?

(Viansson-Ponté, « Le Monde », 19 janvier 72.)

« Perplexe », la bourgeoisie dominante redécouvre les révoltes plébéiennes qu'elle croyait avoir écrasé sans appel tout au long de son histoire, elle pensait Jacqou le Croquant sagement embaumé dans les bibliothèques de classe, le voilà qui arrose de purin le ministre de l'Éducation nationale. Ces leçons d'histoire vivante que les peuples lui administrent, l' « élite » les subira sans vouloir les entendre; en quelques lignes, un rédacteur en chef du « Monde » évacue l'origine de l'ancien fascisme et la possibilité du nouveau. Qualifier d'un trait de plume, comme s'il s'agissait d'une évidence, la révolte des petits commerçants de « néo-poujadiste », c'est professer doctement que la petite bourgeoisie a nécessairement la révolte fasciste ou fascisante. Attribuer à Marcellin et Pompidou sa propre « perplexité » revient à postuler que le fascisme ne peut pas venir « d'en haut ». La thèse sous-entendue est simple : le fascisme serait le fruit spontané de la révolte des anciennes classes moyennes (petits propriétaires de la ville et des campagnes). Peu importent les démentis (Front populaire, guerre antifasciste, contestation actuelle) que l'histoire apporte, c'est précisément elle que ce texte refoule : « nervosité », « irritation sourde », etc. mais surtout pas de lutte, pas de guerre; le docteur est « perplexe » : la société a une crise de nerf.

Le prolétariat garde l'initiative idéologique et militaire dans la mesure où il casse ce refoulement de l'histoire que les idéologues libéraux cultivent en chargeant les organisations réformistes et révisionnistes de le diffuser. Oui, la paysannerie brise à son tour la paix sociale (« irritation ») et on tente d'étouffer sa révolte (« irritation sourde »); oui, elle s'oriente vers une « nouvelle jacquerie », en reprenant le cri des anciennes « guerre aux châteaux, paix aux chaumières », et commençant à se demander comment la faire « nouvelle », c'est-à-dire comment la faire avec ses fils et ses frères qui se révoltent dans les usines.

La guerre de classe déchaîne l'histoire populaire. Qui sera encerclé, la bourgeoisie des châteaux ou le prolétariat dans l'usine ? L'avenir du fascisme dépend chaque fois de la capacité prolétarienne de ramasser contre la bourgeoisie dirigeante toutes ces révoltes. Car elles ne se « coagulent » pas spontanément, des contradictions existent au sein du peuple, le fascisme triomphe s'il les rend antagoniques, le prolétariat cerne la bourgeoisie, s'il indique la voie de leur juste solution.

Il en est qui disent : les maoïstes en particulier, quelquefois les gauchistes en général mais surtout les maoïstes en particulier, sont des fascistes de gauche. Qui dit cela ? Les U.D.R. et les révisionnistes, plus ceux qui tombent sous leur influence. Pourquoi ? Ce n'est pas que les maoïstes se battent, cela arrive également aux flics, au S.A.C. et aux Services d'ordre P.C.G.T.T. Mais c'est que les maoïstes discutent et se battent *à la plébéienne.* Leurs arguments ne sont pas polis ni complices, ils rendent coup pour coup, ils adoptent les méthodes illégalistes des masses et les systématisent. C'est vrai qu'un côté plébéien des actions des maoïstes existait dans celles des fascistes : ce côté plébéien que précisément la III[e] Internationale n'a su garder et que les U.D.R. n'ont jamais eu.

Citons un témoin. Pas suspect : mort. Que regrette-t-il sinon que les fascistes savent parler et agir au rythme des masses et les communistes pas ?

Je me souviens, par exemple, d'une réunion de chômeurs tenue à Berlin avant l'arrivée de Hitler au pouvoir. C'était pendant le procès des fameux accapareurs et spéculateurs, les frères Sklarek, procès qui durait depuis plusieurs mois. L'orateur national-socialiste qui parla à cette réunion, utilisa ce procès pour ses buts démagogiques. Il cita les spéculations, les affaires de corruption et les autres crimes commis par les frères Sklarek; il souligna que le procès intenté contre eux traînait depuis des mois; il calcula combien de centaines de milliers de marks ce procès avait déjà coûté au peuple allemand et, aux vifs applaudissements des assistants, il déclara qu'il fallait, sans tarder, fusiller des bandits comme les Sklarek et verser au profit des chômeurs l'argent dépensé pour le procès.

Un communiste se lève et demande la parole. Le président refuse d'abord; mais, sous la pression des assistants qui voulaient entendre le communiste, celui-ci obtient enfin la parole. Lorsque le communiste monta à la tribune, tous les assistants dressèrent l'oreille dans l'attente de ce qu'il allait dire. Eh bien, que dit-il :

Camarades, déclare-t-il d'une voix ferme et puissante, *l'assemblée plénière de l'Internationale communiste vient de terminer ses travaux. Elle a indiqué la voie du salut pour la classe ouvrière. La tâche essentielle qu'elle pose devant vous, c'est, camarades, la* « conquête de la majorité de la classe ouvrière ». *L'assemblée plénière a indiqué qu'il est nécessaire de* « *politiser* » *le mouvement des chômeurs. L'assemblée plénière vous invite à élever ce mouvement à un* degré supérieur.

Et l'orateur continua à parler dans le même sens, convaincu apparemment qu'il « expliquait » les décisions authentiques de l'assemblée plénière.

Un tel discours pouvait-il émouvoir les chômeurs? Pouvaient-ils être satisfaits qu'on s'apprêtât d'abord à les politiser, puis à les révolutionnariser et ensuite à les mobiliser pour élever leur mouvement à un degré supérieur ?

Assis dans un coin, j'observais avec amertume comment les chômeurs présents, qui avaient tant voulu entendre le communiste pour apprendre de lui ce qu'il leur fallait faire concrètement, se mettaient à bâiller et à manifester une déception bien claire. Et je ne fus pas du tout étonné qu'à la fin le président retirât brutalement la parole à notre orateur sans aucune protestation dans les rangs de l'assemblée...

(G. Dimitrov, 1935).

Aujourd'hui, l'expérience a enseigné aux peuples et aux communistes authentiques ce qu'il en coûte de se laisser encercler par les fascistes.

Aujourd'hui la plèbe est dans le camp de la révolution, et le nouveau fascisme aligne une armée de fonctionnaires qui ont horreur de la démocratie et de l'action de masse; sauf dégénérescence de leur part, les maoïstes seront longtemps qualifiés de « fascistes de gauche » c'est-à-dire qu'ils conserveront au peuple ce que la gauche avait cédé au fascisme : la plèbe, l'unité populaire et la victoire.

b) *Encerclement et contre-encerclement : qui a l'initiative idéologique et militaire ?*

Les révoltes de la petite bourgeoisie marquent le fait que la paix bourgeoise perd son assise sociale. L'annexion de cette révolte par le fascisme signifie que la classe ouvrière a été rendue *inapte* à mobiliser le camp du peuple dans la guerre qui s'ouvre. Mao Tsé-toung expliquait la nécessité d'unir le peuple à partir d'une donnée évidente : « On peut dire de la société chinoise qu'elle est *petite aux deux bouts et grande en son milieu;* le prolétariat à un bout, la classe des propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie à l'autre, ne sont que des minorités. » Les propor-

tions varient mais il reste vrai que le capitalisme, s'il transforme les couches intermédiaires, ne les supprime jamais.

Que ces *forces intermédiaires* se rallient au camp fasciste ou au camp anti-fasciste dépend de la capacité qu'a le prolétariat d'élargir ses propres perspectives, et par là leurs luttes spécifiques.

Ruinées par le capital financier, replongées brutalement dans l'histoire et dans la lutte politique par l'ébranlement de toute la société, ces classes intermédiaires luttent obligatoirement pour leur *survie*. Ces luttes ne sont pas au départ fascistes ou fascisantes, elles sont violentes et illégalistes comme toute lutte à la vie et à la mort.

A partir de ce moment le contrôle du rapport du peuple au peuple commence à échapper au vieux parlement, aux nouvelles commissions de conciliation, aux tables rondes syndicalistes et aux antichambres ministérielles. L'usine, la rue, le quartier deviennent les champs de bataille où se décide l'avenir d'une nouvelle démocratie, c'est là que les différentes révoltes du peuple peuvent trouver la voie de leur union contre le despotisme au pouvoir.

Le fascisme tente d'annexer des *révoltes qui lui préexistent*. Les paysans allemands qui en 1929 déposent des bombes, préconisent la guerre des impôts et s'opposent par la force aux saisies du fisc ne sont nullement nazis (ex. : groupe de Klaus Heim, dans le Schleswig Holstein). C'est parce que la révolte préexiste qu'il n'y a que deux voies : ou bien unir tous les mouvements de révoltes des couches populaires, en combattant les égoïsmes de classe, les préjugés et en protégeant cette unité par l'édification de milices populaires. Ou bien le fascisme, qui profite de l'isolement de chaque révolte pour pourrir les unes afin d'écraser les autres.

Ces révoltes posent (chaque fois de leur point de vue particulier) les mêmes questions : celle du bien-être et du bonheur, celle de la démocratie, celle de l'indépendance nationale. La lutte menée par les communistes allemands contre la faim, le chômage, le Traité de Versailles, pour le socialisme s'adressait presque exclusivement au prolétariat. Champ libre fut laissé aux partis bourgeois, qui berçaient l'inquiétude des classes moyennes, et au fascisme, lorsqu'elles affrontèrent une situation sans issue, en entrant en guerre contre l'ordre et les partis établis. Le point de vue de la

guerre est soit bourgeois, soit prolétarien, dans le premier cas, il est fasciste.

La mobilisation idéologique fasciste s'effectue à la faveur de la non intervention du prolétariat dans ces révoltes plébéiennes. Les chefs nazis se sont ainsi appuyés sur des idées justes de révolte. A partir de là, ils ont pu consolider politiquement les idées fausses qui existent aussi dans le peuple (préjugés, idées réactionnaires). Par exemple les nazis partent de l'idée juste : « C'est la faute aux financiers » et du préjugé : « La banque est toujours juive » pour lancer le mot d'ordre : « C'est la faute aux financiers juifs », avant d'en arriver au slogan nazi : « C'est la faute aux Juifs » qui escamote le financier et rejette définitivement l'idée juste.

Il ne s'agit pas seulement de « démagogie ». La démagogie est présente dans toute idéologie bourgeoise décadente et le fascisme n'a pas la primeur du « demain on rasera gratis ». Ce qu'il développe — après l'avoir emprunté aux campagnes de propagande impérialiste de la Première Guerre mondiale — c'est la mobilisation des masses contre de faux ennemis (le prétendu ennemi « naturel » — juif, nègre, métèque — se substitue à l'ennemi de classe présenté comme un ami : le capitaliste « travaille » pour l'Allemagne). Le fascisme ne manipule pas *n'importe quoi*, mais très précisément les révoltes populaires laissées en friche par la non intervention du prolétariat; il ne manipule pas n'*importe comment*, il substitue un ennemi à l'autre, il fait nécessairement une propagande de guerre; la violence qui ne s'exerce plus contre le capitaliste sera tournée contre une fraction du peuple. En proposant leur politique, en s'appuyant sur des idées de révolte qu'ils dévoyaient, les nazis ont également pris l'initiative militaire.

Quand les petits commerçants se battent dans la solitude la plus complète (idéologique, politique et militaire), un chef fasciste, ancien élève de Doriot peut se propulser à leur tête, on a le poujadisme.

Quand, au contraire, le P.C.F. ne parvient plus à bloquer l'initiative prolétarienne, les choses changent, comme le font remarquer les maoïstes : « Fondamentalement depuis Mai 68, qui voit la radicalisation de l'affrontement de classes, toutes les révoltes populaires sont nettement orientées vers la gauche, vers l'unité avec le prolétariat, force dirigeante de l'avenir.

« En 69, les petits commerçants se sont levés en masse, sont descendus dans la rue pour protester contre la politique du pou-

voir, se sont battus contre les C.R.S. et ont commencé à s'organiser en commandos contre leurs ennemis : grandes surfaces, agents du fisc. Des jeunes ouvriers, des paysans les ont rejoints.

« Et la gauche prolétarienne fut à leurs côtés; et depuis a toujours dans la mesure de ses moyens combattu pour l'unité populaire avec les petits commerçants. C'est l'un de ses grands mérites.

« La gauche prolétarienne ne s'est pas demandé si les petits commerçants étaient réactionnaires puisqu'ils votaient U.D.R. Elle s'en foutait qu'ils votent U.D.R., puisqu'ils se battaient, se révoltaient. La gauche prolétarienne savait que l'éducation se fait dans la rue. Voilà pourquoi elle ne s'est jamais préoccupée du résultat des élections.

Les paysans ? Non seulement les ouvriers, les révolutionnaires sont à leurs côtés, mais plus encore, nous nous mettons à leur école. A l'école des paysans de l'Ouest, qui nous ont ouvert la voie dans les luttes violentes de masse, dans les actions de commandos anti-cumulards, dans les séquestrations de ministres. A l'école des paysans du Languedoc qui sont la force principale de lutte contre la ruine dans une région entière, sacrifiés par le grand capital. Avec des fusils, des cocktails et toutes sortes d'armes populaires, ils ont engagé de magnifiques batailles... »

(Rapport présenté dans le cadre d'une école ouvrière.)

L'idéologie fasciste reconnaît le besoin qu'a le petit commerçant de prendre son fusil et tente de le tourner contre l'arabe, contre le jeune, contre l'ouvrier. Il ne s'agit jamais d'un débat académique. Le fascisme procède par provocations et grandes campagnes de presse. Pourquoi peut-il être battu ?

L'initiative prolétarienne puise sa force dans le passé et l'avenir du peuple. Lorsque les petits commerçants affrontent les C.R.S. en chantant « Le chant des partisans », ils redécouvrent une expérience qu'ils partagent avec les autres couches populaires. Lorsque les paysans portent les « pommes de terre de l'unité » aux usines en grève (Usinor-Dunkerque, Renault-Billancourt, S.N.A.V.-Lyon), ils dessinent un avenir où la solidarité des producteurs peut casser l'opposition séculaire des villes et des campagnes. C'est à la lumière des expériences passées et en préparant l'avenir que les différentes fractions du peuple peuvent s'éduquer mutuellement et combattre leurs égoïsmes respectifs.

Le fascisme est une anti-histoire, il prétend remplacer la lutte des classes par l'affrontement des races, il évoquera les mythes de la « Terre » et du « Sang » pour effacer le souvenir des Jacqueries et interdire l'attaque des châteaux. A l'opposé, l'idéologie prolétarienne est forte du passé et de l'avenir de la plèbe, l'histoire du peuple prépare la guerre du peuple.

Les fascistes — avec des bouts de masses comme jadis ou des polices comme aujourd'hui — n'occupent la rue que pour lui enlever tout pouvoir. L'État tranchera par en haut les problèmes. Au contraire, c'est en bas que le prolétariat prend l'initiative et construit l'unité populaire, c'est là qu'il trouve les cibles et rassemble les forces puisqu'aussi bien c'est ici que les racailles de ce monde affichent leur injustice et écrasent par leur despotisme. Des sans-logis occupent un appartement de riches, des intellectuels viennent briser le silence dont la police s'entoure pour encercler un quartier algérien, les ouvriers de Billancourt commencent à s'occuper des fascistes qui tuent à Boulogne et des comités populaires soutiennent la lutte contre le fascisme dans l'usine : garder l'initiative pour contre-encercler les tentatives d'encerclement fasciste c'est très concrètement chaque fois unir la révolte de l'ouvrier et celle de l'intellectuel, conjuguer la guérilla du paysan et celle de l'O.S., etc. L'unité populaire qui s'édifie autour du prolétariat tend à transformer les luttes de survie en luttes de libération. La classe dirigeante a fondé son pouvoir sur les divisions qui séparent le peuple du peuple; en s'unissant contre elle les masses commencent à résoudre pratiquement la question « du genre de pays à édifier ».

Quand des paysans viennent soutenir les ouvriers en révolte, ils suivent le mouvement naturel de l'aide réciproque, du coup de main. Ils amorcent aussi la solidarité entre des frères d'armes qui affrontent chacuns leurs C.R.S. et méditent de le faire ensemble. Entre l'usine et le village, on commence à défricher le terrain commun de la lutte armée : lorsque les ouvriers de Vallourec-Aulnoye ont signalé à coups de sirène que la police les encerclait, toute la vallée de la Sambre s'éveilla, petits commerçants et paysans contestataires vinrent prêter main-forte (printemps 70). Enfin, c'est tout l'avenir qui est éclairé par les premières lueurs de l'alliance directe des producteurs de la ville et de la campagne, elle promet de mettre hors jeu tout le système parasitaire qui se nourrit de leurs divisions en polluant l'atmosphère, la

société et les esprits. La circulation des P.D.G. entre les bureaux climatisés et les résidences secondaires se fera de plus en plus inquiète : en se rejoignant, leurs assiégeants mesurent mieux l'inutilité sanglante de cette occupation polluante.

Qu'ils visent la censure ou l'autorité d'un savoir qui déguise le meurtre en accident de travail, le scandale que provoque l'intellectuel en révolte fait tilt dans les usines, là où la liberté d'expression est le plus systématiquement traquée. L'intellectuel venu rejoindre les mineurs ou les ouvriers de Renault aide à briser le monopole de l'information et de la circulation des idées par lequel on prétend interdire à la majorité de penser. Lorsque c'est à partir des usines que « les Français parlent aux Français » une oppression séculaire commence à sauter : la division du travail manuel et du travail intellectuel, devenue cette gigantesque machine à décerveler par laquelle on prétend couper la parole au peuple.

Le fascisme veut imposer par en haut une unité populaire factice. Au contraire, la nouvelle démocratie, c'est un peuple qui s'unit dans la contestation la plus radicale de toutes les divisions du monde bourgeois.

c) *Les campagnes d'anéantissement : l'usine est l'objectif stratégique fondamental.*

On peut parler de la barbarie fasciste, étaler les documents historiques et en même temps endormir les populations : le passé devient un zoo où l'on prétend enfermer la bête sauvage.

La terreur fasciste n'est pas « insensée », elle a une cible, elle suit sa logique. Hier certains ne voulaient y voir que l'expression spontanée de la « rage » de la petite bourgeoisie et attendaient que ça passe, mais seule la force a brisé l'enchaînement qui conduit de l'occupation de la rue aux camps de concentration et aux guerres. Aujourd'hui l'on parle des excès de la police comme hier de cette rage, il y aurait d'un côté les excès, de l'autre la politique de Marcellin-Pompidou. Mais ces excès ne sont ni hasards ni accidents, ils manifestent clairement que le fascisme poursuit l'*anéantissement* de son adversaire.

Il ne suffit pas d'encercler le prolétariat révolutionnaire pour le mettre hors de combat. Rien n'est acquis pour la classe dominante, tant que la guerre ne débouche pas sur la paix des cimetières.

C'est seulement du point de vue de la révolution prolétarienne qu'on peut concevoir l'unité de l'ancien fascisme, et l'unité du fascisme en général. Des espèces existent, selon les différents types de participation des fractions bourgeoises à la domination fasciste, en fonction des règlements de compte à l'intérieur de l'appareil fasciste (S.A./S.S., S.S./Gestapo, etc.) et des rapports entre cet appareil et les autres instances de la dictature bourgeoise (économique, militaire). Cela détermine les différentes espèces du fascisme. Mais, quel que soit le « jeu » qui subsiste dans l'appareil despotique, un trait commun unifie toutes ses formes : il recherche l'anéantissement militaire, politique et idéologique du prolétariat.

C'est l'objectif final de la fascisation. Tout en découle : l'élimination physique des militants prolétariens, l'enrégimentement des organisations ouvrières et des institutions bourgeoises, la prise en main terroriste de la classe ouvrière impose le totalitarisme à toute la société.

• *Les campagnes.*

Les campagnes d'anéantissement sont menées dans les masses à coups de matraques, de couteau, de fusil et de propagande. Mais il faut rappeler la variété des tactiques de l'ancien fascisme, sinon on s'endort sur les images horribles mais stéréotypées par lesquelles nos libéraux suggèrent « chez nous, à notre époque, cela est impossible ». En fait, l'ancien fascisme était très différencié et s'adaptait aux circonstances.

En Italie, certaines campagnes d'anéantissements préfigurent les méthodes des Américains et de leurs fantoches au Viet-nâm. Sauf qu'il n'y avait pas de F.N.L. en face. « D'un jour à l'autre, des concentrations de chemises noires avaient lieu dans les centres indiqués d'après un plan de mobilisation. Des milliers et des milliers d'hommes armés, parfois quinze ou vingt mille, se déversaient sur une ville, sur des campagnes, sur des villages, rapidement portés par leurs camions d'une province à l'autre. En quelques heures, toute la région occupée était mise en état de siège. Tout ce qui restait de l'organisation socialiste et communiste : Bourses du travail, syndicats, cercles ouvriers, journaux, coopératives, était dissous ou brisé méthodiquement... pendant deux ou trois jours, les matraques travaillaient sur des centaines de kilomètres carrés. A la fin de 1921, cette tactique, appliquée d'une manière

systématique sur une échelle de plus en plus vaste, avait cassé les reins à l'organisation politique et syndicale du prolétariat. » (Malaparte, Technique du coup d'État.)

En Allemagne, les nazis attendront de disposer des ministères de la police (en Prusse avec Goering, puis dans toute l'Allemagne) pour liquider les forces ouvrières. La participation de l'appareil d'État aux campagnes d'anéantissement fut très étroite : « Nous pouvons faire appel à toutes les ressources de l'État. La radio et la presse peut à notre disposition. Nous allons organiser un chef-d'œuvre de propagande. Et cette fois, naturellement, l'argent ne manquera pas » écrit Gœbbels dans son journal le 3 février 1933 en préparant les dernières élections « libres » juste avant l'incendie du Reichstag, le prétendu « complot communiste » qui permettra aux nazis, avec tout l'appareil d'État, d'anéantir en quelques mois les dernières libertés allemandes.

Dans une Italie presque coloniale, les méthodes fascistes préfigurent celles des guerres impérialistes; face à une classe ouvrière inquiétante par son expérience, les nazis allemands ont eu besoin de toute la puissance de l'appareil d'État — que préfigurent-ils ?

• *La cible.*

Le but de ces campagnes n'est pas, bien entendu, d'anéantir physiquement le prolétariat, mais d'éliminer toutes ses capacités de résistance. En termes marxistes il s'agit d'obliger par tous les moyens une classe « pour soi » à se comporter comme une classe « en soi » :

« Dans la période initiale de sa pratique, période de la destruction des machines et de la lutte spontanée, le prolétariat ne se trouvait, dans sa connaissance de la société capitaliste, qu'au degré de la connaissance sensible et n'appréhendait que des aspects isolés et la liaison externe des différents phénomènes du capitalisme. Il n'était encore que ce que l'on appelle une « classe en soi ». Mais dès la seconde période de sa pratique, période de la lutte économique et politique consciente et organisée, du fait de son activité pratique de son expérience acquise au cours d'une lutte prolongée, expérience qui fut généralisée scientifiquement par Marx et Engels et d'où naquit la théorie marxiste qui servit à l'éduquer, il fut à même de comprendre l'essence de la société capitaliste, les rapports d'exploitation entre les classes sociales,

ses propres tâches historiques et devint alors une « classe pour soi ». »

Mao Tsé-toung (De la pratique).

Essayer d'annihiler toute l'expérience historique, tenter de transformer une classe pour soi en classe en soi s'est avéré une tâche extrêmement compliquée. Il ne suffit pas de monopoliser l'information de masse afin d'interdire au prolétariat de s'exprimer. Cette manipulation de « l'information » ne blesse pas suffisamment profond : 20 ans de T.V. n'ont pas empêché l'insurrection des Noirs américains, les sociologues ont beau avoir prêché pendant 10 ans que la T.V. gaulliste avait « dépolitisé » les ouvriers, Mai 68 a montré les limites de leurs raisonnements.

En fait, le prolétariat ne se laisse anéantir par le fascisme que lorsqu'il a déjà perdu l'initiative, quand il ne peut parvenir à une stratégie de conquête révolutionnaire de l'unité populaire, quand il est investi de l'intérieur par l'idéologie bourgeoise (réformiste ou révisionniste).

Le fascisme est une guerre bourgeoise de bout en bout. Faute de pouvoir déraciner l'instinct de résistance du prolétaire, il en transforme la cible. L'ouvrier sera soldat. Au bout des campagnes d'anéantissement, il y a la militarisation complète de la société. Et au bout de cette militarisation, il y aura Stalingrad.

• *Le despotisme totalitaire.*

Faire « oublier » la lutte des classes à un prolétariat moderne n'est pas une mince affaire, toutes les couches de la société en paieront le prix :

— les fascistes ont détruit; pour interdire aux ouvriers de systématiser leurs expériences, de collectiviser leurs luttes d'organiser leur résistance on leur enlève toute possibilité de se grouper en « parti ». Il ne suffit pas d'interdire le parti le plus révolutionnaire à l'époque, de proche en proche il faut supprimer toutes les institutions que la classe ouvrière pourrait utiliser en guise de remplacement. Une classe « pour soi » éduquée par l'histoire, est peu esclave des étiquettes, elle est à même d'user des organisations bourgeoises — en Espagne elle utilise l'Église — afin de poursuivre clandestinement sa lutte. Pour interdire aux ouvriers de se donner un parti, il faut étouffer toutes les libertés.

— les fascistes ont construit. Un appareil politico-policier est créé pour balayer les formes politiques existantes et pour empêcher qu'il n'en naisse clandestinement de nouvelles. C'est parce qu'il a pour ennemie une classe « pour soi » que le fascisme s'acharne à traquer non seulement le militant existant mais le militant potentiel, pas simplement la résistance présente mais l'esprit de résistance. Il passe nécessairement de la terreur sélective à la terreur massive, on retrouvera la même extension de l'intervention en Algérie et au Viêt-nam. Une classe « pour soi » porte en elle-même la possibilité de s'organiser en parti. Pour empêcher le parti prolétatien de se reconstruire il faut étendre la dictature de l'appareil politico-policier sur l'ensemble des masses, l'appareil fasciste — « parti », etc. — incarne, en s'adaptant aux conditions spécifiques du moment, cette pénétration d'un État terroriste dans tous les détails de la vie d'un peuple.

• *La contre-révolution au XX^e siècle.*

Les dictatures militaires bourgeoises du XIX^e siècle opprimaient la classe ouvrière afin de l'empêcher de systématiser son expérience, d'approfondir ses luttes, de devenir entièrement « pour soi ». C'est pourquoi elles usaient d'outils légués par l'aristocratie, le sabre et le goupillon. Au XX^e siècle, en face d'une classe ouvrière « pour soi », porteuse de sa propre expérience l'armée est trop extérieure et l'Église paralysée. Pour faire baisser le poing ou laver les cerveaux il faut l'appareil d'un terrorisme quotidien et massif qui contrôle les usines, les rues, les écoles et les familles; c'est cette fusion du parti politique, de la police d'État et du monopole de l'information que les nazis opérèrent.

A la déclaration de guerre totale des fascistes, l'antifascisme ancien n'a pas su, entre 1920 et 1940 opposer le point de vue de la guerre. Sa grande faiblesse fut de rester accrochée aux illusions de la paix sociale, en ne fusionnant pas la résistance du prolétariat avec les révoltes plébéiennes qui minaient l'ordre ancien.

En Italie, ouvriers, paysans, syndicalistes de base avaient spontanément constitué des groupes armés antifascistes (Les arditi del Popolo). Mais il n'y eut aucun centre capable de systématiser cette expérience. Rallié en paroles à la Révolution d'Octobre, le Parti socialiste italien est fondamentalement réformiste. Par lui, c'est le pacifisme social-démocrate qui domine le prolétariat

italien au point que seul Mussolini aura appris de la révolution bolchévique à peser la crise italienne du point de vue de la guerre.

On peut faire le détail, cela implique le *légalisme*; on brade l'occupation des usines pour un accord avec le gouvernement (« D'un point de vue révolutionnaire, une défaite ouvrière dans un combat sanglant aurait mieux valu qu'un demi-victoire dont l'organisation ouvrière était redevable à l'intervention du gouvernement » remarquera rétrospectivement le socialiste Nenni en faisant le bilan des occupations de 1919); le *réformisme syndical :* Quand on occupe les usines, on ne « déborde » pas dans la rue, quand naissent des conseils ouvriers, on les subordonne bureaucratiquement à l'appareil syndical, quand les fascistes incendient la bourse du travail d'un village ou d'une ville, on endort le prolétariat ouvrier et paysan de la région; l'*égoïsme de classe :* quand la question de l'État est ouvertement posées, ne pas unir chômeurs, ouvriers et petits bourgeois ruinés, pour résoudre la question du pouvoir dans son ensemble, c'est cultiver l'égoïsme de chaque couche sociale — il n'y aura pas loin du « Chacun pour soi » au « Sauve qui peut » —.

La lutte violente du prolétariat allemand sera par contre systématisée par les communistes. Mais du point de vue de l'insurrection prolétarienne et pas de la guerre populaire.

La révolte des autres fractions du peuple n'est pas disputée au fascisme. Quand il évalue les forces intermédiaires, le P.C. allemand raisonne à son tour en termes de paix sociale (de campagne électorale). Il abandonne ainsi à l'ennemi le côté plébéien des révoltes des autres fractions du peuple et lui laisse l'avantage d'organiser directement une partie des masses.

Pour que chaque classe et fraction de classe soit systématiquement disputée au fascisme, il faudra que le point de vue de la guerre populaire embrasse la société dans son ensemble :

« Le réveil politique du peuple n'est pas chose facile. Pour débarrasser le peuple de ses idées erronées, il nous faut faire des efforts sérieux et considérables : la poussière ne s'en va jamais d'elle-même sans qu'on la balaie. Nous devons effectuer un vaste travail de propagande et d'éducation parmi les masses populaires, afin qu'elles connaissent la situation réelle et la marche des événements en Chine et qu'elles prennent confiance dans leur propre force... Notre balai c'est le parti communiste et la nouvelle IV^e^ armée.. La Chine a un vaste territoire et c'est à nous de le

balayer partout, pouce par pouce. » (Mao Tsé-toung, La situation et notre politique, 1945.)

Si le fascisme parvient à briser l'esprit de résistance du prolétariat c'est en tirant avantage de cette poussière qu'aucun balai n'a enlevée; opposer au fascisme le réformisme italien ou la conquête électorale de l'unité populaire en Allemagne, c'est opposer à la guerre totale bourgeoise, la paix bourgeoise, ses vestiges et ses souvenirs.

Les campagnes d'encerclement mettent en jeu la capacité qu'a ou n'a pas le prolétariat de gagner les forces intermédiaires en les intégrant dans un Front uni; les campagnes d'anéantissement, la capacité qu'il a d'exister comme classe révolutionnaire, c'est la question du Parti.

Les deux types de campagnes supposent, à des degrés divers, la mobilisation guerrière des institutions bourgeoises au service du fascisme. Elles impliquent l'utilisation terroriste de la force armée.

Le fascisme avance en multipliant ses contradictions. Il ne résout pas les oppositions entre mouvement de masse et appareil d'État, légalité et illégalité, etc. Il pratique la fuite en avant. Une fois au pouvoir il épurera ses propres rangs et imposera la hiérarchie des tâches que le grand capital assigne à la société. Une des forces de l'ancien fascisme fut de ne résoudre ces contradictions qu'après la prise du pouvoir; c'est pourquoi il procéda par offensives rapides.

Le blocage violent de ces offensives ne sert pas seulement à briser telle campagne précise. En obligeant le fascisme à ralentir sa marche puis à reculer, les ripostes militaires anti-fascistes le forcent à exposer publiquement ses contradictions *avant* la prise du pouvoir, en l'affaiblissant d'autant. Le passage de l'état de paix apparente à l'état de guerre ouverte plonge le camp bourgeois dans d'énormes contradictions. En restant accrochée aux illusions du temps de paix, non seulement la classe ouvrière se retrouve désarmée mais elle permet au camp bourgeois de voiler ses propres fractures. Frapper le fascisme découvre ces fractures. Initiative idéologique et militaire vont de pair.

Dès le début de la fascisation se pose le problème de l'édification de l'armée rouge.

Parti - Front Uni - Armée Rouge. Les trois « armes magiques » du prolétariat (Mao) que le fascisme par tous les moyens veut lui ravir : le sort de la guerre dépend de leur juste usage.

4. — Le fascisme qui vient d'en haut

Ce qui pousse la bourgeoisie dominante au fascisme oblige en même temps le fascisme à tenter d'être « nouveau ». Ce qui pousse : les « Mai » de France et d'Italie, les insurrections ouvrières d'Espagne et de Pologne, les révoltes noires aux États-Unis, les séquestrations, les grèves sauvages, les mouvements de masse anti-impérialistes qui se combinent avec les luttes victorieuses des peuples opprimés : « La tendance générale dans le monde est à la révolution » (Mao Tsé-toung).

Dans les années 1920-1930, le pouvoir bourgeois avait perdu son prestige, la question de la révolution prolétarienne ébranlait la société dans son ensemble *avant* que la classe ouvrière ne commence à rompre massivement avec le réformisme et le révisionnisme. Entre les masses en guerre et l'idéologie du progrès et de la paix sociale d'avant 14, la coupure était énorme, pourtant le cadre des luttes pacifiques d'antan demeurait : séparation de l'usine et de la rue, de la ville et de la campagne, de la pratique vivante des masses (occupations, ripostes coup pour coup) et de la « théorie » des dirigeants. C'est dans ces failles que le fascisme se taillait un chemin.

Aujourd'hui, il s'avance sur un terrain beaucoup plus hostile. Premièrement, la rupture avait mûri entre le prolétariat français et le P. « C. » F. bien avant Mai 68; poser la question du pouvoir dans la rue et l'usine et combattre le révisionnisme c'est, dans l'expérience des masses, la même question; rejet du syndicalisme et affrontement direct avec le patron et le pouvoir, mise hors jeu des hiérarchies politico-syndicales et invention de la démocratie de masse, dans chaque expérience concrète l'un ne va pas sans l'autre. Entre les révoltes des masses et leurs « représentants » il y avait une faille par laquelle l'ancien fascisme a pu s'annexer une partie de ces révoltes. Aujourd'hui cette faille devient, à chaque vague contestatrice, un rapport d'ami à ennemi. Le fascisme affronte une classe ouvrière qui détruit en même temps le prestige du pouvoir et celui des syndicats.

De plus, la mobilisation fasciste est nécessairement étroite. Nous ne sortons pas d'une crise semblable à celle des années 20-30 qui marquèrent l'absorbtion des petits propriétaires indépendants par le système impérialiste, cette entrée qui entraîne

leur liquidation massive par la Première Guerre mondiale, la crise économique, par le fascisme lui-même, et enfin par vingt ans d'hégémonie américaine sur l'Europe. Les campagnes d'encerclement du nouveau fascisme doivent brasser une population fondamentalement hostile et avertie par l'histoire. L'état-major fasciste doit recruter dans l'appareil d'État, il ne parvient pas à lever un parti de masse fasciste.

Désormais, l'usine est dès le départ au cœur du combat. Mussolini et Hitler l'avaient encerclée de l'extérieur, laissant aux sociaux-démocrates le soin de l'immobiliser à l'intérieur. Mais l'histoire ne se répète pas, s'il est un acquis de la résistance au premier fascisme c'est bien celui-ci : aucune force sociale ne peut, à aucun moment de la lutte, laisser les usines hors-jeu.

— L'état-major fasciste prétend sauver par la violence la « pacification » bourgeoise qui a suivi la défaite hitlérienne, c'est-à-dire la prise en charge par l'État de la défense et de l'extension du despotisme de la fabrique (« nationalisation », « planification », « contrats », «intégration des syndicats»). Peu importent les doctrines qui servent de couverture — Keynes, économie « concertée », technocratie, révolution « scientifique et technique » — le problème n° 1 de l'État est d'assurer l'ordre et la productivité dans les entreprises. C'est là que le nouveau fascisme est appelé à faire ses preuves.

— Les forces intermédiaires, éduquées par l'histoire, savent où se joue la partie décisive. Si les étudiants ont occupé un instant, en Mai 68, une place d'« avant-garde en quelque sorte », très rapidement leur mouvement a buté sur la question fondamentale qui travaille toutes les couches populaires, celle de l'issue prolétarienne d'une lutte pour la liberté. Aucune théorie fumeuse sur la « nouvelle » classe ouvrière, aucune apologie fantastique du rôle des cadres contestataires ne peut obscurcir cette évidence carrée : l'unité populaire se fera autour des ouvriers d'usine ou ne se fera pas.

— Et surtout, dans l'usine elle-même, la révolte des damnés frappe directement l'État et déclenche sa réplique terroriste. Si l'État veut continuer à entretenir ses parasites, défendre sa base sociale restreinte et son économie en crise, il ne peut tolérer le soulèvement des O.S. S'il veut protéger l'existence de son appareil et le prestige de ses élites, il ne peut supporter le mouvement anti-hiérarchique et égalitaire qui éclate dans les entreprises.

S'il veut tenir la rue, il doit bloquer de l'intérieur comme de l'extérieur les portes de l'usine.

Cible principale des offensives ennemies et centre de gravité de la résistance anti-fasciste, la révolte des usines caractérise cette époque nouvelle : le nazisme n'a pas l'initiative stratégique, il ne peut pas encercler d'abord pour anéantir ensuite, il rassemble des assassins sous le drapeau d'un Ordre auquel la majorité du peuple ne croit plus.

De là, deux conséquences majeures pour les préparatifs du nouveau fascisme :

1. Il s'appuie, comme jamais auparavant, sur la mobilisation guerrière de l'appareil d'État (ce fascisme vient d'en haut).

2. Il recrute moins les exclus du système impérialiste que les couches autoritaires et parasites produites par ce système (le fascisme vient de haut en bas).

Autrement dit la fascisation a pour ennemi direct les masses, le mouvement de leurs révoltes et de leur unité. Telle est la particularité historique du nouveau fascisme, il ne peut plus organiser directement une fraction des masses.

I. — *L'État contre le peuple.*

Le fascisme établi a toujours été un fascisme de fonctionnaires. Désormais, c'est la fascisation elle-même qui est l'œuvre de l'appareil d'État. Police, justice, monopole de l'information, bureaucraties autoritaires qui assuraient jadis les arrières de la « révolution fasciste » doivent se battre aux avant-postes. Le fascisme est aujourd'hui obligé d'avancer à découvert, il ne peut plus, dissimulé dans un mouvement de masse, masquer ce qu'il est toujours, ancien comme nouveau : une offensive de l'État bourgeois contre le peuple.

Le fascisme c'est la mobilisation guerrière de l'État. Désolé pour les marxistes en chambre qui se satisfont de répéter que l'État bourgeois c'est l'État bourgeois point à la ligne; l'idée que l'État bourgeois prend deux formes, l'une de paix, l'autre de guerre, n'est pas nouvelle : « La révolution va jusqu'au fond des choses... Elle perfectionne d'abord le pouvoir parlementaire, pour pouvoir le renverser ensuite. Ce but une fois atteint, elle perfectionne le *pouvoir exécutif*, le réduit à sa plus simple expres-

sion, l'isole, dirige contre lui tous les reproches pour pouvoir concentrer sur lui toutes ses forces de destruction » (Marx, le 18 brumaire). En soulignant ce passage, Lénine a montré qu'il s'agissait d'une loi générale de la lutte de classe qu'on retrouvait également dans la Russie de 1917 (cf. l'État et la Révolution). A notre époque, la fascisation marque le moment où la révolution « perfectionne le pouvoir exécutif, le réduit à sa plus simple expression, l'isole, etc. : « Que voulez-vous, il y a eu une époque où les rapports entre l'État et la majorité du peuple passaient par les députés, avec De Gaulle ils sont passés par la télévision sous Pompidou, ils passent par la police » (Alain Geismer, Cour de Sûreté de l'État). Cette étape de « perfectionnement et consolidation du *pouvoir exécutif*, de son appareil bureaucratique et militaire » c'est, pour l'État moderne, le passage de la paix à la guerre.

a) *Quel État ?*

Il ne s'agit pas de l'État bourgeois en général mais de l'État à l'époque de l'impérialisme, tel qu'il s'est monstrueusement développé dans les luttes de classes au XX^e^ siècle. C'est pourquoi pouvoir exécutif « réduit à sa plus simple expression » s'appelle aujourd'hui le fascisme et non plus Louis-Napoléon Bonaparte. Il faut planer en dehors de l'histoire pour ramener l'un à l'autre comme le fit Trotsky : le pouvoir politique est le « résumé officiel » des antagonismes de la société bourgeoise, « après chaque révolution qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement régressif du pouvoir d'État apparaît de façon de plus en plus ouverte » (Marx, La guerre civile en France).

Le nouveau fascisme mobilise un État qui est devenu, au cours de l'histoire, « l'engin de guerre national du Capital contre le Travail » *(id.)*. Cet engin s'est perfectionné à chaque révolution. Il fut d'abord chargé de l'occupation militaire et policière du territoire. Après la Commune, il organise en plus le quadrillage politique et culturel des masses populaires, c'est-à-dire le dressage (école) et le contrôle permanent de la force de travail par un système de notables, d'experts et de bureaucrates qui exercent leur autorité dès que le travailleur sort de l'usine ou rentre de son champ. Comme le remarque à l'époque Gramsci, il s'agit de fonctions de *police au sens large*, « en ce sens que certains partis politiques, comme certaines organisations économiques ou d'un

autre genre, doivent être tout entier considérés comme des organisation de police politique, ayant un caractère d'espionnage et de prévention » (Œuvres choisies, p. 259). Quand la Résistance mit en danger le système de la III^e^ République, la bourgeoisie inquiète élargit une troisième fois les attributions de l'État français qui devint directement responsable de tous les mécanismes de collaboration de classe (nationalisations, commissions, « plans », tables rondes, contrat de progrès) et s'adjugera un quasi-monopole en matière de manipulation des esprits (Radio, Télé, subventions publiques ou officieuses, etc.). C'est essentiellement par l'intermédiaire de l'appareil d'État que la bourgeoisie réussit à se subordonner les organisations ouvrières où triompha le révisionnisme (« collaboration » dans les usines nationalisées, syndicats reconnus et entretenus, mandats parlementaires, commissions officielles multiples, etc.). Cette « immense machine bureaucratique et militaire » — beaucoup plus immense encore qu'à l'époque où Marx l'auscultait — c'est sur elle que compte principalement le nouveau fascisme.

Sa précieuse machine, la bourgeoisie française n'aime guère la risquer. Lorsque les bandes armées du vieux fascisme rencontrent la résistance de la rue (1934), elle recula et préféra, cinq ans après, ouvrir ses frontières pour faire écraser son prolétariat par une armée étrangère, elle gardait ainsi « son » État, Pétain baisait la main de Hitler. La classe dominante est fasciste par l'État, c'est à des bandes armées en uniformes officiels qu'on demande aujourd'hui de faire régner la terreur. « Tout cela n'est pas très nouveau en France; ce n'est qu'une résurrection de pétainisme le plus sinistre... La recette est aujourd'hui la même, la police est chargée de terroriser le peuple pendant qu'on essaie tant et plus de transformer commerçants, paysans et cadres en base de recrutement pour les milices du nouveau fascisme; aux commerçants, on démontre qu'il y a des pillards et comme les bandes de jeunes ne sont pas très enthousiastes pour casser comme cela sans raison une vitrine, quelques provocateurs à la nuque rasée et ressemblant singulièrement aux amis de Ceccaldi jettent des pavés dans les vitrines, alors ces Messieurs de la préfecture font une tournée et suggèrent aux commerçants de s'armer pour tuer les jeunes » (Alain Geismar devant la Cour de Sûreté de l'État, C.d.P. n° 7).

b) *L'État en crise.*

Le culte de l'État est commun à l'ancien et au nouveau fascisme; tous deux manifestent clairement l'intention de l'utiliser comme l'instrument d'une terreur pesant sur tout le peuple, tous deux visent le « perfectionnement » du pouvoir exécutif qui le transforme en État totalitaire. La différence n'est pas là. Elle apparaît par contre lorsque le nouveau fascisme se trouve devant l'obligation de mobiliser tout l'appareil d'État avant même que les campagnes d'encerclement et d'anéantissement aient atteint un commencement de succès. L'ancien fascisme pouvait laisser l'État à l'arrière-plan et s'en servir de couverture. En lui faisant porter tout le poids de la fascisation, les nouveaux fascistes découvrent que cette arme qu'ils croyaient absolue est fragile, l'État entre en crise.

Le passage de la paix à la guerre en ce qui concerne l'État, le passage de la rue au pouvoir en ce qui concerne la racaille fasciste, cela suppose une double épuration. La chance de l'ancien fascisme fut de réussir ses campagnes d'encerclement et d'anéantissement *avant* que le problème ne se pose avec accuité : les fonctionnaires réticents furent liquidés aussi bien que la plèbe fasciste rêvant d'une seconde marche sur Rome ou d'une seconde « révolution ». Mais ces règlements de compte, ces « nuits des longs couteaux », intervinrent bien après la victoire, quand aucun ennemi ne pouvait en tirer parti. Aujourd'hui, il faut que l'État se mouille dès le début. Du coup les contradictions éclatent, dans la police, la magistrature, chez les journalistes, parmi tous ceux qui sont affrontés aux tâches concrètes de la fascisation. Quand les « policiers citoyens » se séparent des flics fascistes, ce sont deux époques de l'État bourgeois qui s'affrontent; les unes se réclament de l'État de paix, les autres de l'État en guerre. La mobilisation guerrière de l'État étale et multiplie les aspects de cette contradiction. La fusion entre l'appareil d'État et l'appareil civil du nouveau fascisme provoque à son tour une flambée de nouveaux conflits, il se trouve des fonctionnaires pour examiner « en paix » des activités, crapuleuses au regard de la légalité bourgeoise, que députés et hommes de main croyaient couvertes par la solidarité des « guerriers » nouveaux fascistes. D'où une joyeuse série de scandales et de règlements de compte dont l'intérêt principal est qu'ils éclatent publiquement : les longs couteaux sont tirés avant que la nuit ne soit tombée.

c) *D'où vient la crise ?*

Cet étalage des contradictions du processus de fascisation manifeste la chance historique de l'antifascisme aujourd'hui. D'abord parce que ce sont les formes multiples de résistance populaire qui le provoquent. Un flic commence à s'interroger lorsque son activité ne suit plus le cours « ordinaire » des choses, lorsqu'il bute sur une résistance. Devant l'obstacle, il est obligé de choisir. La fascisation ne s'opère pas pacifiquement et dans un silence complice, ceux qui en sont les agents se trouvent confrontés à ce qu'ils font. La résistance au fascisme est la première des règles. Les suivantes en découlent, elles consistent à tenir compte de l'effet que provoque cette résistance avec l'apparition des contradictions qui divisent l'adversaire. Les maoïstes (G.P.) ne furent pas seulement de ceux qui appliquèrent le plus systématiquement la première règle. Ils sont aussi la seule force politique, avec leurs amis, qui dans les masses commence à inventer les règles suivantes :

1. En soutenant clairement la protestation des policiers citoyens alors que tout ce que le gauchisme compte de bien-pensants restait muet par crainte d'être joué. Cuisine syndicale, manipulation, récupération : être obsédé par ce qui est en l'occurrence phénomène de surface prouve qu'on a oublié l'a.b.c. du marxisme et ses principes d'analyse politique. Une crise dans la police affecte le bras armé de l'appareil d'État et ne se laisse pas réduire superficiellement à une querelle d'influence entre notables. Cette crise précise a mûri dans les trois années d'affrontements qui opposèrent la contestation du peuple à la police d'État depuis 68. Les grévistes d'Évian qui applaudissent spontanément le défilé contestataire des policiers en entrevoient les suites, qui seront vérifiées par les militants sur les marchés : ils devient possible, par endroits, d'embrouiller l'intervention de la police par l'intervention de la population. C'est le tout début de la démoralisation de l'armée du nouveau fascisme : « Juger la police fasciste, c'est l'affaire de tous et même des flics » (Cause du Peuple, n° 9), cette invitation est intimée à chaque occasion sur la place publique, elle vise le contre-encerclement des fascistes par la population.

2. Si on replace cette crise dans la situation d'ensemble de la fascisation, elle illustre la loi générale des initiatives anti-fascistes :

chaque fois qu'une partie de l'appareil d'État s'efforce de terroriser une partie de la population, la guerre pour la démocratie peut être élargie, la balle renvoyée dans l'autre camp et l'appareil mis en crise. L'exemple de la bataille des prisons en 1971 le montre parfaitement. L'année commence par la grève de la faim des prisonniers politiques rompant le silence qui protège le système pénitentiaire. La brèche est élargie par les grèves de la faim et révoltes des « droits communs » (printemps-été : Grenoble). L'opinion est secouée (G.I.P.). Contre-offensive gouvernementale : Pleven utilise l'assassinat de Clairvaux et supprime les colis de Noël des prisonniers. L'insurrection des prisonniers de Toul relance tout et, avec l'aide de la fraction de l'opinion déjà mobilisée, porte sur la place publique la question de l'univers concentrationnaire des prisons françaises. Les nouveaux fascistes, menacés d'être à leur tour isolés et encerclés ne peuvent tenter d'esquiver qu'en aggravant la crise à l'intérieur du système pénitentiaire. Un an auparavant le premier ministre avait dû désavouer son ministre de la police et lever l'interdiction de la « Cause du Peuple », cette fois c'est le ministre de la justice qui se lave les mains en faisant inculper ses subordonnés.

3. La crise de l'appareil d'État est à chaque fois provoquée de l'*extérieur*. Ce qui est décisif c'est la contradiction entre fascisation et masses populaires; elle seule fait apparaître, dans l'appareil répressif, la division entre ceux qui jugent plus juste, préférable ou plus opportune la répression « de paix » et ceux qui choisissent la répression de guerre. Le conflit dans la tête des agents de l'État (répression « pacifique » ou répression fasciste) reflète d'une manière déformée le conflit politique réel qui oppose fascisation et camp du peuple. Devant la crise de la police, les ouvriers maoïstes ont soutenu les policiers citoyens tout en gardant l'initiative idéologique; en désarmant, un policier ils ont publié une lettre expliquant : « Nous pensons, en lui enlevant son arme, contribuer à assurer un peu mieux la sécurité publique. Les policiers même s'ils se sont engagés dans la police uniquement pour gagner leur vie en faisant la circulation, subissent tous les jours la propagande fasciste de leurs supérieurs, particulièrement du ministre de l'Intérieur en personne : on leur apprend à haïr les jeunes, les immigrés, les ouvriers paysans et petits commerçants qui se révoltent.

« Le résultat, c'est que les « actions d'éclat » de certains policiers alimentent régulièrement la chronique des faits divers :

— « des morts dans les commissariats de Chambéry, de Clermont, d'Arras;

— « de « regrettables méprises » à Bron, où une jeune femme est tuée d'une balle de revolver après une discussion avec un gendarme; à Malakoff où un automobiliste est blessé d'un coup de feu par des policiers en civil à la gâchette facile; pour ne pas parler de ce boucher pris pour un voleur et abattu alors qu'il aidait un ami à déménager;

— « dernièrement, un ouvrier de Renault, Christian Riss, est blessé grièvement par un policier; il marchait dans la rue, il avait été appréhendé sans opposer de résistance !

« Nous pensons que tous ces faits montrent qu'il est dangereux de laisser des armes dans les mains des policiers; nous pensons aussi que les policiers qui luttent contre les tendances fascistes au sein de la police, qui ne veulent pas devenir la garde prétorienne du régime, peuvent comprendre cette idée et la soutenir. »

***

La fascisation expose publiquement, avant de mener à bien ses campagnes, deux contradictions qui l'embarrassent :

— la contradiction principale oppose, dans chaque affrontement concret, une partie de l'appareil d'État et une partie du peuple. C'est à travers ces affrontements que se développe l'expérience collective du caractère fondamentalement *anti-populaire* du nouveau fascisme. L'État mobilisé par la fascisation, c'est l'occasion fondamentale donnée au peuple de retrouver pas à pas son unité. Marx définissait le caractère *populaire* de la Commune et des révolutions à venir par le fait décisif qu'elles ont pour objectif la destruction de la machine d'État. Et Lénine de souligner, contre les marxistes ossifiés qui opposent révolution prolétarienne et révolution populaire : les différentes classes du peuple « sont unies par le fait que *la machine bureaucratique et militaire* les opprime, les écrase, les exploite. *Briser* cette machine, la *démolir* tel est véritablement l'intérêt du *peuple*, de sa majorité... sans cette alliance (contre la machine d'État) pas de démocratie solide, pas de transformation socialiste possible » (L'État et la

Révolution). La lutte contre la police et l'approfondissement de sa crise, l'affrontement avec les autres systèmes de la machine d'État, ce ne sont pas des événements anecdotiques mais la bataille politique centrale de la période. Si on peut parler du peuple comme d'une force politique ce n'est pas tant que les intérêts de ses différentes couches s'opposent dans la société bourgeoise en état de paix, c'est parce qu'en s'opposant violemment à l'État, il est à même de découvrir la voie qui permet de surmonter ces divisions.

— La contradiction secondaire, les crises dans l'État, montrent que la lutte contre la fascisation commence dès aujourd'hui, petit à petit — ce n'est que le début d'une très longue période — à « démolir » la machine de l'État. Elle est secondaire parce que l'initiative et l'orientation anti-fasciste n'appartiennent pas à une fraction de l'appareil d'État. Elle est réelle parce qu'elle est l'effet, dans l'État, de la lutte entre le peuple et l'État. L'initiative et la force du camp populaire décideront si oui ou non la mobilisation guerrière de l'État entraînera des cassures dans l'État et l'approchera du moment de sa démolition.

Cet antagonisme, beaucoup plus évident qu'hier, entre le peuple et l'État marque la grande faiblesse du nouveau fascisme.

II. — *Le nouveau fascisme contre les masses.*

Usant de l'État avant de s'être emparés de la Société — leurs campagnes d'encerclement et d'anéantissement courant toujours après une victoire qui s'esquive — nos Napoléons du nouveau fascisme ne se privent pas d'utiliser toute la quincaillerie mise au point par leurs prédécesseurs : apologie de la famille, de, l'Ordre, de la pureté et tout aussi bien de la rationalité technique, du savoir, du « responsable », chasse aux boucs émissaires : ratons jeunes, ouvriers qui ne veulent plus travailler, etc... Le monopole gouvernemental sur la télévision et la radio, la servilité de la grande presse ont pour fonctions traditionnelles d'endormir une majorité qu'on veut silencieuse. Cet usage encore trop « pacifique » de la dictature sur l'information ne suffit pas. Désormais les campagnes de presse amorcent de plus en plus précisément les opérations de police (racisme, propagande anti-jeune, drogue, etc.). A croire qu'on a très particulièrement médité en haut

lieu l'expérience nazie : « Sans automobiles, sans avions, sans haut-parleurs nous n'aurions pas pu conquérir l'Allemagne. Ces trois moyens techniques permirent de mener une étonnante campagne » (Hitler).

Cependant les nouveaux fascistes découvrent à leurs dépens que la domination totalitaire de la société n'est pas avant tout affaire de technique mais de politique et que cette politique les oppose aux masses : « Dans toutes les catégories sociales, secteur public, commerçants, agriculteurs, etc... nous avons des violents. Tout le monde est toujours sur pied de guerre, chacun reste mobilisé au service de sa cause » (Marcellin, « Figaro », 31 mars 1971). Il ne suffit pas que le fascisme viennent d'en haut, il faut qu'il descende de haut en bas. Et si la mobilisation guerrière de l'appareil d'État se fait dans les crises, c'est dans les tremblements de terre que se succèdent les tentatives de fascisation de la société.

L'affolement de Marcellin fait plaisir à entendre. Il croit voir la contestation venir de partout. De fait elle est partout, mais elle vient de deux pôles qui n'ébranlent pas seulement Marcellin, mais l'appareil d'État tout entier : 1° L'État s'est chargé depuis 45 de régler et diriger les mécanismes de collaboration de classe, la contestation dans l'usine le vise directement : c'est à partir des ateliers que la révolte ouvrière renvoie aux poubelles de l'histoire tout le système de la « paix sociale » avec sa planification économique et son appareil « représentatif » (délégués, experts et tables rondes); 2° L'État français se charge depuis toujours d'exercer une dictature centralisée sur « ses » provinces, partout y naissent des idées d'émancipation (la Lorraine contre de Wendel) qui pourront devenir de véritables mouvements de libération nationale (Occitanie, Bretagne); ce qui est d'importance essentielle, c'est que ces mouvements unissent toutes les classes populaires, et les unissent en profondeur, pour leur libération politique, économique mais aussi culturelle, dans l'invention de nouvelles formes de démocratie directe qui vont de la chanson populaire renaissante à l'action violente de masse (Languedoc).

Il y eut des experts pour « théoriser » les échecs de l'ancien antifascisme : les classes autres que le prolétariat auraient un penchant naturel pour le fascisme, elles seraient éternellement réactionnaires. Or le nouveau fascisme trouve précisément en face de lui des mouvements populaires qui unissent prolétariat et classes intermédiaires. Alors il cherche.

a) *A la recherche d'une base de masse.*

Les masses de manœuvres que l'ancien fascisme réussit à capter étaient souvent extérieures à l'organisation capitaliste moderne de la production (anciennes classes moyennes ruinées, marginaux et chômeurs). Aujourd'hui, ces masses existent, bien que diminuées numériquement. La police continue de recruter parmi les sans travail de la ville et des campagnes. Mais il s'agit là d'itinéraires individuels, nullement d'un mouvement de masse. S'ils sont exclus du travail productif, paysans expulsés et jeunes chômeurs ne sont nullement extérieurs au système capitaliste actuel. Ils le savent, les uns se considèrent comme colonisés, les autres comme asservis. Venus d'en haut les nouveaux fascistes utilisent ces mêmes haut-parleurs officiels qui ont annoncé, pendant un quart de siècle, l'intégration bourgeoise de la paysannerie « modernisée » et le plein emploi pour la classe ouvrière. Ils sont mal placés pour proposer les flammes d'une pseudo-révolution « nationale » qui ferait tout oublier aux miséreux du régime et leur donnerait le sentiment de se lancer à l'assaut de la pyramide sociale. Des individus en uniforme de C.R.S., oui, mais les masses se trouvent en face des C.R.S., contre l'État, dans la contestation.

Petits employés et petits fonctionnaires furent souvent enveloppés dans les vagues mussoliniennes ou hitlériennes. L'ancien fascisme ne sortait pas comme aujourd'hui directement des ministères : dans les brasseries, il pouvait promettre aux couches inférieures des « travailleurs intellectuels » le bouleversement de la hiérarchie, l'élimination des supérieurs, bref une carrière toute nouvelle. La démagogie rationalisatrice, technicienne du fascisme visait précisément ces couches. Aujourd'hui elles n'ont plus leur avenir devant elle; une analyse de classe plus précise montrerait que dans toutes les métropoles impérialistes, à des rythmes relativement inégaux, s'est accompli le même phénomène de substitution de classes : aux anciennes classes moyennes de petits propriétaires ont succédé les nouvelles classes moyennes; elles englobent tous ceux qui touchent un revenu, sous forme de salaire, en fonction de leur participation hiérarchisée au travail « intellectuel », puisque c'est ainsi qu'est baptisé par les prophètes bourgeois tout le travail non productif de plus-value qui consiste

à contrôler et surveiller l'exploitation de l'ouvrier et aussi à faire circuler la marchandise jusqu'à ce qu'elle redevienne capital. Le « bas » de ces nouvelles classes moyennes (employés des bureaux et des administrations, étudiants en quête de « débouchés ») le nouveau fascisme n'a rien de concret à lui promettre; les nouvelles hiérarchies sont installées, les bousculer serait élargir les brèches de la contestation. Les couches inférieures des nouvelles classes moyennes sont toujours revendicatrices souvent contestataires et anti-hiérarchiques. Elles ne sont pas prédisposées au fascisme.

Nous nous sommes interrogés sur la capacité qu'avait le nouveau fascisme de paraître satisfaire positivement les intérêts égoïstes des classes intermédiaires. Elle est pauvre. Il y a plus important. Le fascisme nouveau est moralement sur la défensive; il est incapable de se donner une idéologie apparemment conquérante (Mussolini, La terre aux travailleurs; Hitler, A bas le capitalisme); il doit faire face à une *opinion rebelle*. Trop d'expériences nourrissent l'amour de la liberté, celles de l'occupation, des régimes teroristes de l'Est et de l'Ouest européens mais aussi celles, exaltantes, des mouvements de libération dans le monde, de la victoire vietnamienne, celle de la Chine Rouge qui offre avec la Révolution Culturelle prolétarienne un exemple de démocratie radicale sous dictature du prolétariat : les salves de la révolution culturelle annoncent le renversement des hiérarchies héritées de la féodalité et du capitalisme par ceux qui « osent se révolter. »

A des titres divers, toutes ces circonstances attisant la révolution idéologique dans les classes moyennes, les divisent et favorisent une gauche démocratique et révolutionnaire.

L'expérience brutale de l'histoire tire les anciennes classes moyennes de leur sommeil social. Ce n'est plus l'expérience des tueries de la Première Guerre mondiale incompréhensible parce que non éclairée par les partis ouvriers de jadis; aujourd'hui, c'est l'expérience de la résistance antifasciste armée et victorieuse qui hante la mémoire des paysans et des petits commerçants, et ce sont les désillusions du « progrès » capitaliste qui motivent leur engagement. Quant aux nouvelles classes moyennes, leur fonction est essentiellement idéologique; par l'école, la publicité, leur « sciences » et leur comportement, elles doivent enseigner la paix sociale elles sont donc directement touchées par la révolution

idéologique et par les révoltes des autres couches de la société. Que la paix sociale vole en éclats et l'unité des nouvelles classes moyennes subit le même sort; que mondialement l'idéologie démocratique et révolutionnaire soit le mouvement dominant, le nouveau fascisme ne lèvera pas des mouvements de masse pour se défendre.

b) *A la recherche d'un encadrement politique.*

Le fascisme n'ignore pas qu'il ne peut plus manœuvrer par grands mouvements de masse. Il tente d'y suppléer par l'organisation en *réseaux* terroristes des différentes droites qui apparaissent dans les classes intermédiaires. Les campagnes racistes en offrent un exemple frappant. Chaque fois il s'agit de mobiliser les commerçants « français » sur la base de leur concurrence avec les commerçants arabes, etc. pour la rénovation du quartier « occupé » par les travailleurs immigrés et autres saintes purges. On les fait défiler avec leurs fusils de chasse (Chelles), on arme le bras d'un assassin (meurtre de Djellali à la Goutte d'Or). Les réseaux sont chargés des provocations sanglantes quand il le faut, et en permanence de la propagation des rumeurs afin de cristalliser une opinion publique fasciste sur le principe du « qu'en dira-t-on » et du « pas de fumée sans feu ». Les petites villes de province et les campagnes traditionnelles sont le terrain d'élection de ce type de pratiques, ainsi que les nouvelles banlieues bordées de bidonvilles. Utilisation guerrière de l'appareil d'État plus despotisme offensif des hiérarchies, plus réseaux fascistes locaux, tel est le matériel de campagne du nouveau fascisme à la recherche d'une base de masse. Qu'on le prenne par le bout réseau de base, on trouvera vite, derrière le commerçant manipulé, des notables, un commissaire, puis un député de la majorité, etc. Qu'on le prenne par le bout ministériel, à peine quittée l'antichambre on tombe dans un entrelac de réseaux où se coagule actuellement une pourriture sociale qui est la base du fascisme.

A l'échelle nationale cette mobilisation de l'État, des hiérarchies et des réseaux se concentre en deux campagnes. L'une est principalement d'encerclement; au nom de la « régionalisation », Marcellin et Pompidou s'emploient à regrouper toutes les droites locales et provinciales sous la dictature des préfets. L'autre tente de préparer l'anéantissement politique, idéologique et militaire

de la classe ouvrière, c'est la campagne des « contrats de progrès » et autres tables rondes à la Chaban.

En apparence il s'agit de généraliser en France les techniques de collaboration de classe élaborées dans les pays où la lutte des classes était pour un moment « pacifiée » (Suède, Allemagne). L'introduire systématiquement prend un autre sens après 68. D'une part, il s'agit de consolider le front unique Gouvernement-Syndicats réalisé à Grenelle, cela contre les mouvements de plus en plus « sauvages » (extra et anti-syndicaux) du prolétariat. D'autre part, on fournit aux campagnes d'opinion anti-ouvrière leur leit-motiv : « Ils ont rompu le contrat », on oppose le droit du contrat à la liberté de faire grève. La vérité pratique, sordide de toutes ces campagnes de pacification, la réalité matérielle des « suppléments d'âme » promis, c'est tout simplement la militarisation de la répression dans l'usine.

Sur le papier il s'agit d'un élargissement par lequel l'appareil nouveau fasciste se lie d'un côté aux notables réactionnaires, de l'autre aux hiérarchies politico-syndicales. En fait, on voit se constituer une association des victimes de la contestation, plus leur unité s'affirme, moins ils trompent et plus ils s'isolent. Le nouveau fascisme tend à groupuscullariser tout ce qu'il touche, les notables officiels se retrouvent face aux mouvements d'émancipation des régions et les pontes syndicaux s'isolent des mouvements de masse ouvriers.

Problème pas résolu : comment cet encadrement politique groupusculaire peut-il parvenir à supprimer l'obstacle que toujours il retrouve : les masses en lutte?

c) *Comment dissoudre les masses ?*

Ils pouvaient rêver installer le fascisme tout doucement, sans tambours ni trompettes. Endormis dans la paix bourgeoise, l'ouvrier, le paysan, l'intellectuel se seraient réveillés dans le petit matin fasciste, en une nuit le ministère de l'Intérieur aurait occupé la France. Laissons les « techniciens » à leur surprise. Il faudra des tambours et des trompettes, il ne dépend pas d'eux que la guerre soit depuis 68 de plus en plus publique. Deuxième surprise désagréable, il ne suffit pas de la trompette gouvernementale pour faire marcher les masses au pas. D'où l'idée dernière des stratèges du nouveau fascisme : ces masses qui nous résistent, dissolvons-les ! Il est plus facile d'éparpiller des parle-

mentaires que les masses, mais le nouveau fascisme tente le coup. Plus exactement il tente *des* coups, les traits généraux de ses tactiques sont facilement repérables :

— *L'invention de « complots »* : un soir, M. Marcellin se campe devant un tas de bouts de bois qu'il affirme avoir fait ramasser dans les facultés. Il dénonce, derrière cette pyramide d'armes, un mystérieux chef d'orchestre étranger et annonce l'interdiction de la « Gauche prolétarienne ». Mao Tsé-toung était démasqué ! Sherlock Marcellin n'avait-il pas déjà découvert, derrière Mai 68, la main de l'Allemagne de l'Est ? On lira dans un numéro de l'*Humanité Dimanche* de juin 68 comment le commissaire Marchais reçut un brave reporter et lui dévoila le Saint du Saint : « J'ai un dossier » lui dit-il, et il lui laissa entrevoir des piles de papiers; « Je sais » glissa-t-il, et il lui résuma le « dossier » : quelques mois auparavant le Congrès U.D.R. décida pour gagner les élections d' « organiser » Mai 68. Les barricades, c'était en vérité la campagne électorale Gaulliste *(Sic!)*. Lorsqu'en mai 71 les O.S. du Mans lancent leur mouvement et que les O.S. de Billancourt embrayent en occupant, « complot! » explique la C.G.T. : « C'est Citroën qui veut s'emparer de Renault. » Quand plusieurs milliers de travailleurs immigrés unis aux Français manifestent à Barbès, l'amicale et les syndicats tenteront de faire savoir dans les cafés qu'il s'agit d'un complot sioniste ourdi par des Juifs tunisiens. Et ainsi à l'infini : le nouveau fascisme cultuve une intelligence policière de l'histoire.

L'idéologie du complot est une idéologie de faiblesse et d'impuissance qui vise à déposséder les masses de leurs actions. L'ancien fascisme avait sa conspiration « judéo-marxiste », il en faisait l'affaire de sa Gestapo, et il avait le « sperme juif », il en faisait le principe de sa surveillance totalitaire. Aujourd'hui Marcellin fait chorus avec Brejnev pour annoncer le « complot international » du maoïsme, et il s'emploie à identifier révolutionnaires et drogués pour chasser partout la pensée Mao Tsé-toung identifiée à la poudre blanche : la police, on le sait, ne lutte pas contre des classes mais contre des penchants néfastes, contre la nature (« mauvaise »). Faire du complot un principe universel d'explication : voilà enfin trouvé un commun dénominateur intellectuel aux états-majors nouveaux fascistes, aux hiérarchies affolées et aux réseaux locaux en effervescence : rumeurs et mensonges, c'est l'histoire de France racontée par une bourgeoisie sur sa fin.

— *Les provocations :* leur usage fut systématisé dans certains scénarios établis par les experts du VI[e] Plan. Par exemple, on brûle la Fac. de Vincennes, on affirme que c'est les gauchistes et on les enferme. 100 — 200 — 300 mini Reichstag ! La technique de la provocation est plus complexe que celle, habituelle, du mensonge. Pour bloquer une action qui a l'accord des masses, un provocateur lui donne une suite que les masses condamneront mais qu'on proclamera « logique ». Ainsi on attribuera aux maoïstes le pillage d'un catafalque (P.C.C.G.T. à Fouquières), le cassage d'une église où ils font la grève de la faim (C.D.R., Hautmont), le pillage des magasins (flics en civils au Quartier Latin — juin 71), des accidents mortels aux chantiers navals de Dunkerque (Patron + C.G.T. + O.R.T.F.). Les provocations ne sont pas gratuites, elles interviennent pour briser une série d'actions qui unifient le peuple (dénonciation des « accidents » de travail comme assassinats légaux), une action de masse (la provocation du Quartier Latin « répond à Renault et à Jaubert »), elle sert d'introduction à des mesures gouvernementales (le « coup » de Dunkerque « annonce » l'interdiction de la G.P.).

La provocation tente de diviser les masses « à chaud ». Sa philosophie est simple : tout ce qui n'est pas organisé par les appareils politiques et administratifs relève de la provocation, en dehors des hiérarchies établies, point de salut. On se souviendra que le plus célèbre penseur libéral italien — Croce — a collaboré avec les fascistes dans une revue précisément intitulée « Hiérarchie ». Et une des premières batailles qui opposa contestataires maoïstes et syndicat C.G.T. après Mai 68 eut lieu à Flins, sur la question de la hiérarchie à Renault. Puisque les masses se passent des hiérarchies imposées et ne paniquent pas pour autant, on tentera de les paniquer par agents provocateurs interposés. En pratique, il s'agit d'un art difficile. Même quand un crime (Clairvaux) joue le rôle de la provocation et sert au gouvernement pour contre-attaquer le mouvement des prisonniers, d'autres actions, particulièrement claires et exemplaires (Toul) peuvent lever l'ambiguité. Les masses font, savent ce qu'elles font, s'éduquent et s'organisent dans la lutte. Mais l'adversaire continuera d'utiliser ce type d'armes.

— *Les « réformes »* : elles interviennent lorsque, malgré les bruits de complot et les tentatives de provocation un mouvement de masse réussit à briser violemment le silence et mobilise

l'opinion; leur but est de faire taire, de reconstruire l'étau de contraintes qui fait la « majorité silencieuse »; pour cela elles coalisent les appareils oppressifs et tentent de perfectionner l'assujettissement des masses.

Si on met de côté la garniture verbale qui les décore, on repère facilement que la grande innovation introduite par chaque réforme est d'unifier « à chaud », face au mouvement de masse, les forces anti-populaires. La réforme Edgar Faure scellait le front commun du P. « C. » F. et du gouvernement contre la révolte étudiante de 68. Les « droits » accordés à l'époque à la section syndicale d'entreprise devaient renforcer l'encadrement de la classe ouvrière. Les réformes octroyées par un pouvoir coincé ne visent pas seulement à interrompre la lutte en trompant; leur aspect principal est de consolider chaque fois le pacte d'unité d'action passé concrètement entre tous les appareils qui s'opposent aux masses. Se fondant sur son expérience des prisons américaines Jackson affirmait que s'il fallait définir d'un seul mot le fascisme d'aujourd'hui, il choisirait le mot *réforme*. Principalement, ces réformes ne rappellent pas le réformisme social-démocrate mais les « corporations » fascistes; elles ne planifient pas des mécanismes de collaboration de classe qui éterniseraient une paix trompeuse, construites dans des situations d'affrontement, ce sont des engins de guerre.

Côté pile, unification de l'oppression, côté face, attaque plus généralisée contre la résistance d'en bas. Quand les prisonniers insurgés de Toul obligent finalement le Gouvernement à publier un rapport officiel, c'est leur victoire : « Le rapport Schmelck a donné raison aux mutins de Toul » annonce tout de go un speaker de R.T.L. Cette vérité n'appartient ni à la commission ni au rapport mais à la révolte seule. L'esprit des « réformes » est tout autre. On désigne comme « arbitres » les responsables de la situation (Schmelck est un ancien directeur général des prisons, le grand aumônier des prisons qui l'assiste *savait* nécessairement et s'est tu, et obligea ses subordonnés à se taire). Quand Schmelck annonce à la radio que « 80 % des prisonniers sont psychopathes » on entend venir la réforme qui transformera les prisons en asiles à la Brejnev. Dans la prison « modèle » réformée de Fleury-Mérogis, les tabassages et le mitard n'ont pas disparu. Mais la camisole de force (« contention ») est redoublée par les piqûres de valium qu'on administre au premier signe « d'énervement ».

« Ta maladie, ce sont tes opinions différentes » diagnostiquent les psychiatres russes devenus flics, juges et matons tout à la fois.

Jadis les réformes étaient présentées comme un pont vers un avenir miraculeux; désormais, on les impose à chaud comme des garde-fous au bord de l'abîme. Qui les refuse est violent, forcené, fou. Le bourgeois se sent mortellement malade, il tente à l'arrachée d'inverser les rôles et d'enfermer le peuple dans l'hôpital de ses réformes.

***

La théorie des complots fait entrevoir une France résuite à l'état de camp retranché. La pratique des provocations laisse aux différentes polices le soin de régenter cet état de siège. Les réformes programment une population d'aliénés.

Chaque opération vise le même objectif : restaurer les divisions que le peuple est en train de lever, les cultiver, les attiser, en faire exploser de nouvelles.

Le fascisme n'est pas seulement né dans les crises, il les a utilisées pour dissoudre les masses. Que les adultes se réunissent derrière le maire de Tours, nouveau Saint-Michel de la pureté, de la chasteté et des jardins publics; que les jeunes affluent vers les sex-shops ouvertes sous la présidence « libérale » de Pompidou, se fournissent en drogue auprès des organismes de contre-espionnage qui en tirent des revenus conséquents, et le nouveau fascisme espère bien arbitrer les batailles qui opposeraient le peuple au peuple. Diviser pour régner est une règle éternelle de la lutte de classe, mais lorsque les divisions anciennes faiblissent, la recette de la classe dominante change, il faut rendre fou pour garder le pouvoir; précisément : transformer les contradictions au sein du peuple en conflits antagoniques afin de faire « oublier » la contradiction antagonique entre la poignée au pouvoir et les sujets en révolte. Après la panique viendra l'union sacrée, l'ordre, n'importe quel ordre pour éviter l'abîme. Les agitateurs sans foi ni loi des brasseries bavaroises ont sans peine trouvé un pape et un vieux maréchal pour sacrer Hitler chevalier de la civilisation occidentale; leur vrai travail n'était pas de bâtir une somptueuse conception du monde mais de casser militairement et idéologiquement la classe ouvrière, de terroriser le peuple allemand. C'est ce travail

précis que le nouveau fascisme a sur les bras lorsqu'il s'aperçoit que le silence de la majorité ne lui est pas acquis et que la France n'est pas conquise.

III. — *La solitude fasciste.*

Une succession de révoltes, depuis 68, met a découvert des terroristes qui prétendent faire régner l'ordre fasciste. S'annexer une partie de ces révoltes pour les retourner contre la classe ouvrière, lancer des offensives-éclair pour masquer la crise dans l'État, l'état-major du nouveau fascisme n'y est pas parvenu.

Ces deux atouts lui ont manqué parce que le prolétariat a gardé l'initiative. Quand les ouvriers ne laissent pas la paix s'installer dans l'usine, quand ils brisent les murs syndicalistes entre l'usine et la rue, l'usine et le quartier, la ville et la campagne, ils définissent le centre qui dirige vers des soulèvements de plus en plus profonds, les révoltes particulières des différentes couches du peuple. Réciproquement, l'horizon de l'unité populaire permet au prolétariat d'éviter l'alternative que lui présentent les chiens de garde : ou tu te tais, ou tu chantes ton solo, ou tu t'écrases, ou on t'écrase.

Les usines deviennent les bases d'appui de la guerre contre le nouveau fascisme. Non pas des bastions, même « rouges », où l'on s'enfermerait, pour une guerre de position qui se terminerait par l'encerclement et la réduction des îlots prolétariens. Des bases à partir desquelles on dispute la rue à l'occupation policière, le quartier aux racistes, le métro à la vie chère, où on accueille les paysans et où on noue les échanges d'aide et d'expériences entre différentes couches et classes populaires.

Cette unité du peuple ne se forge pas d'un coup, ni spontanément. Les révoltes se développent inégalement. Chacune renverse le monde d'une manière qui lui est propre et qui est difficilement compréhensible par ceux qui ne participent pas directement à ce renversement précis. Le nouveau fascisme, faute de pouvoir s'annexer une partie de ces révoltes et de masquer la crise de son État, tente là sa chance. Toutes ses tactiques visent à interdire aux différentes révoltes de s'unir au reste du peuple, et ainsi de s'unir entre elles; il s'agit pour lui d'exaspérer les contradictions au sein du peuple, de cultiver la cécité et l'égoïsme afin

de parvenir à dissoudre les masses en les isolant dans l'isoloir des majorités silencieuses.

Le dispositif d'affolement des contradictions au sein du peuple comporte une pièce maîtresse, le social-fascisme. L'appareil dirigeant du P.C.F. et de la C.G.T. s'adapte, sa police syndicale entre dans le jeu de la fascisation en réprimant avec violence la contestation. Qui vise dans l'usine un chef fasciste, rencontre au travers de sa route les pontes syndicaux; qui affronte dans la rue l'occupation policière retrouve face à lui tout l'encadrement politico-syndical (S.O., mairie, etc.), que les fractions du peuple s'unissent, elles auront chacune à briser un barrage syndical.

L'ancien fascisme créait une situation toute différente, il organisait directement des masses et pouvait passer par-dessus les organisations encadrant traditionnellement la classe ouvrière, sans se liguer à elles. En Allemagne, les ministres socialistes qui avaient lancé l'armée sur les ouvriers insurgés avaient décroché le titre de sociaux-fascistes. Pourtant, en concentrant sur eux leurs coups, les communistes frappaient à côté; en s'enfermant dans l'usine pour régler le compte des socialistes et la transformer en « bastion rouge », ils n'atteignaient que la complicité ancienne de la république parlementaire et des bonzes syndicaux, sans toucher le nouvel appareil guerrier qui se mettait en place autour d'eux, dans la rue où se mobilisait l'alliance des masses nazies et du bras armé de l'État. Aujourd'hui, le fascisme qui vient d'en haut vise directement les usines, il a besoin d'une police syndicale qui participe directement au maintien idéologique, politique et militaire de l'ordre en bas, dans l'usine et entre l'usine et la rue, dans la rue et entre les différentes couches sociales qui s'y mobilisent. Les directions du P.C.F. et de la C.G.T. qui depuis 44 ont consacré leurs efforts à désarmer puis isoler le prolétariat sont prédisposées pour cet office, et les masses réveillées les découvrent de l'autre côté de la barricade.

Le fascisme clarifie les camps. Avec lui la bourgeoisie dominante brûle ses derniers cartouches, elle lance l'État contre le peuple, elle enrégimente toutes les hiérarchies pour opprimer les masses, elle détruit son halo de légitimité en occupant le pays. Mais elle ne crée rien, pas même l'anti-fascisme. Le vieil antifascisme rêvait trop souvent d'un retour en arrière, vers les élections, le Parlement et les lignes Maginot syndicales. Aujourd'hui, quand le fascisme se révèle massivement, à découvert, pour ce

qu'il est, une contre-révolution en marche, l'anti-fascisme ne peut opposer à l'État que la justice populaire, aux autorités que la démocratie des masses, au passé d'oppression de la bourgeoisie que l'avenir d'une nation libre, et à la force, la force « dans la lutte, avoir le bon droit, l'avantage et de la mesure, mettre à profit les contradictions, gagner à soi la majorité, s'opposer à la minorité et écraser les adversaires un à un » (Mao Tsé-toung). Les affrontements qui ont trempé la gauche ouvrière et contestatrice après Mai 68 peuvent devenir ainsi le ferment d'une nouvelle majorité antifasciste.

Janvier 1972.

Michel Foucault

SUR LA JUSTICE POPULAIRE

Débat avec les Maos

Dans le débat qui suit, Michel Foucault et des militants maoïstes cherchent à systématiser une discussion qui s'était engagée, lors du projet, en juin 1971, d'un Tribunal populaire pour juger la police.

Foucault : Il me semble qu'il ne faut pas partir de la forme du tribunal, puis se demander comment et à quelle condition il peut y avoir un tribunal populaire, mais partir de la justice populaire, des actes de justice populaire et se demander quelle place peut y occuper un tribunal. Il faut se demander si ces actes de justice populaire peuvent ou non s'ordonner à la forme d'un tribunal. Or, mon hypothèse est que le tribunal n'est pas comme l'expression naturelle de la justice populaire, mais qu'il a plutôt pour fonction historique de la rattraper, de la maîtriser et de la juguler, en la réinscrivant à l'intérieur d'institutions caractéristiques de l'appareil d'État. Exemple : en 1792, quand la guerre est déclenchée aux frontières et qu'on demande aux ouvriers de Paris de partir se faire tuer, ils répondent : « Nous ne partirons pas avant d'avoir fait justice de nos ennemis de l'intérieur. Pendant que nous nous exposons, les prisons où ils sont enfermés les protègent. Ils n'attendent que notre départ pour en sortir et rétablir l'ancien ordre des choses. De toute façon, ceux qui nous gouvernent aujourd'hui veulent utiliser contre nous, et pour nous faire rentrer dans l'ordre, la double pression des ennemis qui nous envahissent de l'extérieur, et de ceux qui nous menacent à l'intérieur. Nous n'irons pas nous battre contre les premiers

sans nous être d'abord débarrassés des derniers. » Les exécutions de Septembre étaient à la fois un acte de guerre contre les ennemis intérieurs, un acte politique contre les manœuvres des hommes au pouvoir, et un acte de vengeance contre les classes oppressives. Est-ce qu'au cours d'une période de lutte révolutionnaire violente, ce n'était pas cela un acte de justice populaire, en première approximation du moins : une réplique à l'oppression, stratégiquement utile et politiquement nécessaire ? Or, les exécutions n'avaient pas plutôt commencé en Septembre que des hommes issus de la Commune de Paris, ou proches d'elle, sont intervenus et ont organisé la scène du tribunal : juges derrière une table, représentant une instance tierce entre le peuple qui « crie vengeance » et les accusés qui sont « coupables » ou « innocents » ; interrogatoires pour établir la « vérité » ou obtenir « l'aveu »; délibérations pour savoir ce qui est « juste »; instance qui est imposée à tous par voie autoritaire. Est-ce qu'on ne voit pas réapparaître là l'embryon même fragile d'un appareil d'État ? La possibilité d'une oppression de classe ? Est-ce que l'établissement d'une instance neutre entre le peuple et ses ennemis, et susceptible d'établir le partage entre le vrai et le faux, le coupable et l'innocent, le juste et l'injuste, n'est pas une manière de s'opposer à la justice populaire ? Une manière de la désarmer dans sa lutte réelle au profit d'un arbitrage idéal ? C'est pourquoi je me demande si le tribunal, au lieu d'être une forme de la justice populaire, n'en est pas la première déformation.

Victor : oui, mais prends des exemples tirés non pas de la Révolution bourgeoise mais d'une révolution prolétarienne. Prends la Chine : la première étape, c'est la révolutionnarisation idéologique des masses, les villages qui se soulèvent, les actes justes des masses paysannes contre leurs ennemis : exécutions de despotes, ripostes de toutes sortes à toutes les exactions subies pendant des siècles, etc. Les exécutions d'ennemis du peuple se développent et on sera d'accord pour dire que ce sont des actes de justice populaire. Tout cela, c'est bien : L'œil du paysan voit juste et tout va très bien dans les campagnes. Mais quand arrive un stade ultérieur, au moment de la formation d'une Armée Rouge, il n'y a plus simplement en présence les masses qui se soulèvent et leurs ennemis mais il y a les masses, leurs ennemis, et un instrument d'unification des masses qui est l'Armée Rouge. A ce moment-là, tous les actes de justice populaire sont

soutenus et disciplinés. Et il faut des juridictions pour que les différents actes possibles de vengeance soient conformes au droit, à un droit du peuple qui n'a plus rien à voir avec les vieilles juridictions féodales. Il faut être sûr que telle exécution, tel acte de vengeance ne sera pas un règlement de compte, donc purement et simplement la revanche d'un égoïsme sur tous les appareils d'oppression également fondés sur l'égoïsme. Dans cet exemple, il y a bien ce que tu appelles une instance tierce entre les masses et leurs oppresseurs directs. Est-ce que tu maintiendrais, qu'à ce moment-là le Tribunal Populaire non seulement n'est pas une forme de justice populaire mais est une déformation de la justice populaire ?

Foucault : Es-tu sûr que dans ce cas une instance tierce est venue se glisser entre les masses et leurs oppresseurs ? Je ne pense pas : au contraire, je dirais que ce sont les masses elles-mêmes qui sont venues comme intermédiaire entre quelqu'un qui se serait détaché des masses, de leur volonté, pour assouvir une vengeance individuelle et quelqu'un qui aurait bien été l'ennemi du peuple mais ne serait visé par l'autre qu'en tant qu'ennemi personnel...

Dans le cas que je cite, le Tribunal Populaire, tel qu'il a fonctionné sous la Révolution, tendait à être une instance tierce d'ailleurs bien déterminée socialement; elle représentait une frange entre la bourgeoisie au pouvoir et la plèbe parisienne, une petite bourgeoisie faite de petits propriétaires, petits commerçants, artisans. Ils se sont placés en intermédiaires, ils ont fait fonctionner un tribunal médiateur, et ils se sont référés pour le faire fonctionner à une idéologie qui était jusqu'à un certain point l'idéologie de la classe dominante, à ce qu'il était « bien » et « pas bien » de faire ou d'être. C'est pourquoi, dans ce tribunal populaire, ils n'ont pas seulement condamné des prêtres réfractaires ou des gens compromis dans l'affaire du 10 août — en nombre assez limité — mais ils ont tué des galériens, c'est-à-dire des gens condamnés par les tribunaux d'Ancien Régime, ils ont tué des prostituées, etc... et on voit bien alors qu'ils ont repris la place « médiane » de l'instance judiciaire, telle qu'elle avait fonctionné sous l'Ancien Régime. Là où il y avait riposte des masses à ceux qui étaient leurs ennemis, ils ont substitué le fonctionnement d'un tribunal et une bonne part de son idéologie.

Victor : C'est pour cela qu'il est intéressant de comparer les

exemples de tribunaux pendant la révolution bourgeoise avec des exemples de tribunaux pendant la révolution prolétarienne. Ce que tu as décrit c'est simplement ceci : Entre les masses fondamentales, la plèbe d'alors et puis leurs ennemis, il y avait une classe, la petite bourgeoisie (une tierce classe) qui s'est interposée, qui a pris à la plèbe quelque chose, à la classe qui devenait dominante quelque chose d'autre; elle a ainsi joué son rôle de classe médiane, elle a fusionné ces deux éléments et ça a donné ce tribunal populaire qui est, au regard du mouvement de justice populaire qui se faisait par la plèbe, un élément de répression intérieure, donc une déformation de la justice populaire. Si donc tu as un élément tiers, cela ne vient pas du tribunal, cela vient de la classe qui dirigeait ces tribunaux, c'est-à-dire la petite bourgeoisie.

Foucault : Je voudrais jeter un coup d'œil en arrière sur l'histoire de l'appareil d'État judiciaire. Au Moyen Age on est passé d'un tribunal arbitral (auquel on avait recours de consentement mutuel, pour mettre fin à un litige ou à une guerre privée, et qui n'était en aucune manière un organisme permanent de pouvoir) à un ensemble d'institutions stables, spécifiques, intervenant de manière autoritaire et dépendant du pouvoir politique (ou en tout cas contrôlé par lui). Cette transformation s'est faite en prenant appui sur deux processus. Le premier a été là fiscalisation de la justice : par le jeu des amendes, des confiscations, des saisies, des frais de justice, des gratifications de toutes sortes, rendre la justice était profitable; après la dislocation de l'État carolingien, la justice est devenue entre les mains des seigneurs non seulement un instrument d'appropriation, un moyen de coercition, mais très directement une ressource; elle produisait un revenu à côté de la rente féodale, ou plutôt qui faisait partie de la rente féodale. Les justices, c'étaient des ressources, c'étaient des propriétés. Elles faisaient des biens qu'on échangeait, qui circulaient, qu'on vendait ou dont on héritait, avec les fiefs ou parfois à côté d'eux. Les justices faisaient partie de la circulation des richesses et du prélèvement féodal. Du côté de ceux qui les possédaient, elles étaient un droit (à côté du cens, de la mainmorte, de la dîme, du tonlieu, des banalités, etc.); et du côté des justiciables, elle prenait l'allure d'une redevance non régulière, mais à laquelle dans certains cas il fallait bien se plier. Le fonctionnement archaïque de la justice s'inverse : il semble que plus ancienne-

ment la justice était un droit du côté des justiciables (droit de demander justice s'ils en sont d'accord), et un devoir du côté des arbitres (obligation de mettre en œuvre son prestige, son autorité, sa sagesse, son pouvoir politico-religieux) : désormais il va devenir droit (lucratif) du côté du pouvoir, obligation (coûteuse) du côté des subordonnés. On saisit là le croisement avec le second processus dont je parlais tout à l'heure : le lien croissant entre la justice et la force armée. Substituer aux guerres privées une justice obligatoire et lucrative, imposer une justice où on est à la fois juge, partie et fisc, à la place des transactions et compositions, imposer une justice qui assure, garantit et augmente dans des proportions notables le prélèvement sur le produit du travail, implique qu'on dispose d'une force de contrainte. On ne peut l'imposer que par une coercition armée : là où le suzerain est militairement assez fort pour imposer sa « paix », il peut y avoir prélèvement fiscal et juridique. Devenues sources de revenus, les justices suivirent le mouvement de division des propriétés privées. Mais appuyées sur la force armée, elles en suivirent la concentration progressive. Double mouvement qui a conduit au résultat « classique » : lorsqu'au XIV^e^ siècle la féodalité a dû faire face aux grandes révoltes paysannes et urbaines, elle a cherché appui sur un pouvoir, une armée, une fiscalité centralisés; et du coup sont apparus avec le Parlement, les procureurs du roi, les poursuites d'office, la législation contre les mendiants, vagabonds, oisifs, et bientôt les premiers rudiments de police, une justice centralisée : l'embryon d'un appareil d'État judiciaire, qui coiffait, doublait, contrôlait les justices féodales, avec leur fiscalité, mais leur permettait de fonctionner. Est apparu ainsi un ordre « judiciaire » qui s'est présenté comme l'expression de la puissance publique : arbitre à la fois neutre et autoritaire, chargé en même temps de résoudre « justement » les litiges et d'assurer « autoritairement » l'ordre public. C'est sur ce fond de guerre sociale, de prélèvement fiscal et de concentration des forces armées que s'est établi l'appareil judiciaire.

On comprend pourquoi en France et, je crois, dans l'Europe occidentale, l'acte de justice populaire est profondément antijudiciaire, et opposé à la forme même du tribunal. Dans les grandes séditions depuis le XIV^e^ siècle, on s'en prend régulièrement aux agents de la justice, au même titre qu'aux agents de la fiscalité et, d'une façon générale, aux agents du pouvoir : on va ouvrir

les prisons, chasser les juges et fermer le tribunal. La justice populaire reconnaît dans l'instance du judiciaire un appareil d'État représentant de la puissance publique, et instrument du pouvoir de classe. Je voudrais avancer une hypothèse, mais dont je ne suis pas sûr : il me semble qu'un certain nombre d'habitudes propres à la guerre privée, un certain nombre de vieux rites appartenant à la justice « préjudiciaire » se sont conservés dans les pratiques de justice populaire : c'était par exemple un vieux geste germanique que de planter sur un pieu, pour l'exposer en public la tête d'un ennemi tué régulièrement, « juridiquement » au cours d'une guerre privée; la destruction de la maison ou du moins l'incendie de la charpente et le sac du mobilier est un rite ancien corrélatif de la mise hors la loi; or ce sont ces actes antérieurs à l'instauration du judiciaire qui revivent régulièrement dans les séditions populaires. Autour de la Bastille prise, on promène la tête de Delaunay; autour du symbole de l'appareil répressif, tourne, avec ses vieux rites ancestraux, une pratique populaire qui ne se reconnaît aucunement dans les instances judiciaires. Il me semble que l'histoire de la justice comme appareil d'État permet de comprendre pourquoi, en France du moins, les actes de justice réellement populaires tendent à échapper au Tribunal; et pourquoi, au contraire, chaque fois que la bourgeoisie a voulu imposer à la sédition du peuple la contrainte d'un appareil d'État, on a instauré un tribunal : une table, un président, des assesseurs, en face les deux adversaires. Ainsi le judiciaire réapparaît. Voilà comment je vois les choses.

Victor : Oui, tu les vois jusqu'en 1789, mais ce qui m'intéresse c'est la suite. Tu as décrit la naissance d'une idée de classe et comment cette idée de classe se matérialise dans des pratiques et des appareils. Je comprends parfaitement que dans la Révolution française, le tribunal a pu être un instrument de déformation et de répression indirecte des actes de justice populaire de la plèbe. Si je le comprends, c'est, on le voit, qu'il y avait plusieurs classes sociales en jeu, d'un côté la plèbe, de l'autre les traîtres à la nation et à la révolution et entre les deux une classe qui a essayé de jouer au maximum le rôle historique qu'elle pouvait jouer. Donc, ce que je peux tirer de cet exemple ce ne sont pas des conclusions définitives sur la forme du tribunal populaire — de toutes façons pour nous il n'y a pas de formes au-dessus du devenir historique — mais tout simplement comment la petite bour-

geoisie en tant que classe a pris un petit bout d'idée à la plèbe puis, dominée qu'elle est, surtout à cette époque, par les idées de la bourgeoisie, a écrasé les idées tirées de la plèbe par la forme des tribunaux de l'époque. De là je ne peux rien conclure sur la question pratique actuelle des tribunaux populaires dans la révolution idéologique présente ou, a fortiori, dans la future révolution populaire armée. Voilà pourquoi, j'aimerais qu'on compare cet exemple de la Révolution française avec l'exemple que je donnais tout à l'heure de la révolution populaire armée en Chine.

Tu me disais : Dans cet exemple, il n'y a que deux termes : les masses et leurs ennemis. Mais les masses délèguent, d'une certaine manière, une partie de leur pouvoir à un élément qui leur est profondément lié mais qui est pourtant distinct, l'armée rouge populaire. Or cette constellation pouvoir militaire/pouvoir judiciaire que tu indiquais, tu la retrouves avec l'armée populaire, aidant les masses à organiser des jugements réguliers des ennemis de classe. Ce qui, pour moi, n'a rien d'étonnant dans la mesure où l'armée populaire est un appareil d'état. Alors je te poserai la question : Est-ce que tu ne rêve pas de la possibilité de passer de l'oppression actuelle au communisme sans une période de transition — ce qu'on appelle traditionnellement dictature du prolétariat — où tu as besoin d'appareils d'état d'un type nouveau, dont nous devons dégager le contenu. Est-ce que ce n'est pas cela qu'il y a derrière ton refus systématique de la forme du tribunal populaire ?

Foucault : Es-tu sûr qu'il s'agisse de cette simple *forme* du tribunal ? Je ne sais pas comment cela se passe en Chine, mais regardons un peu méticuleusement ce que signifie la disposition spatiale du tribunal, la disposition des gens qui sont dans ou devant un tribunal. Cela implique à tout le moins une idéologie.

Qu'est-ce que cette disposition ? Une table, derrière cette table qui les met à distance des deux plaideurs, des tiers qui sont les uges; leur position indique premièrement qu'ils sont neutres par rapport à l'un et à l'autre, deuxièmement ça implique que leur jugement n'est pas déterminé à l'avance qu'il va s'établir après enquête par l'audition des deux parties, en fonction d'une certaine norme de vérité et d'un certain nombre d'idées sur le juste et l'injuste, et troisièmement que leur décision aura force d'autorité. Voilà ce que veut dire, finalement, cette simple disposition spatiale. Or cette idée qu'il peut y avoir des gens qui

sont neutres par rapport aux deux parties, qu'ils peuvent les juger en fonction d'idées de justice qui valent absolument, et que leurs décisions doivent être exécutées, je crois que ça va tout de même très loin et cela paraît très étranger à l'idée même d'une justice populaire. Dans le cas d'une justice populaire, tu n'as pas trois éléments, tu as les masses et leurs ennemis. Ensuite, les masses, quand elles reconnaissent en quelqu'un un ennemi, quand elles décident de châtier cet ennemi — ou de le rééduquer — ne se réfèrent pas à une idée universelle abstraite de justice, elles se réfèrent seulement à leur propre expérience, celle des dommages qu'elles ont subis, de la manière dont elles ont été lésées, dont elles ont été opprimées; et enfin, leur décision n'est pas une décision d'autorité, c'est-à-dire qu'elles ne s'appuient pas sur un appareil d'état qui a la capacité de faire valoir des décisions, elles l'exécutent purement et simplement. Donc, j'ai tout à fait l'impression que l'organisation, en tout cas occidentale, du tribunal doit être étrangère à ce qu'est la pratique de la justice populaire.

Victor : Je ne suis pas d'accord. Autant tu es concret pour toutes les révolutions jusqu'à la révolution prolétarienne autant tu deviens complètement abstrait pour les révolutions modernes y compris occidentales. Voilà pourquoi, je change de lieu, je vais revenir à la France. A la Libération, tu as eu différents actes de justice populaire. Je prends à dessein un acte équivoque de justice populaire, un acte de justice populaire réel mais équivoque, c'est-à-dire un acte manipulé en fait par l'ennemi de classe; on en tirera la leçon générale pour préciser la critique théorique que je fais.

Je veux parler des filles que l'on rasait parce qu'elles avaient couché avec les boches. D'une certaine manière c'est un acte de justice populaire : de fait le commerce au sens le plus charnel du terme avec le boche c'est quelque chose qui blesse la sensibilité physique du patriotisme; là tu as vraiment un dommage physique et moral à l'égard du peuple. Pourtant c'est un acte équivoque de justice populaire. Pourquoi ? Parce que, tout simplement, pendant qu'on amusait le peuple à tonsurer ces femmes, les vrais collabos, les véritables traîtres, restaient en liberté. On a donc laissé manipuler ces actes de justice populaire par l'ennemi, non pas le vieil ennemi en désagrégation militaire, l'occupant nazi, mais le nouvel ennemi, c'est-à-dire la bourgeoisie française à l'exception de la petite minorité trop défigurée par l'occupation et qui ne pouvait

pas trop se montrer. Quelle leçon pouvons-nous tirer de cet acte équivoque de justice populaire ? Pas du tout la thèse que le mouvement de masse serait déraisonnable puisqu'il y a eu une raison à cet acte de riposte à l'égard des filles qui avaient couché avec des officiers allemands, mais que si le mouvement de masse n'est pas sous orientation unifiée prolétarienne, il peut être désagrégé de l'intérieur, manipulé par l'ennemi de classe. Bref, tout ne passe pas par le mouvement de masse seul. Cela veut dire qu'il existe dans les masses des contradictions. Ces contradictions au sein du peuple en mouvement peuvent parfaitement faire dévier le cours de son développement, dans la mesure où l'ennemi s'appuie sur elles. Tu as donc besoin d'une instance qui normalise le cours de la justice populaire, qui lui donne une orientation. Et ça ne peut pas être les masses directement qui le font puisque précisément il faut que ce soit une instance qui ait la capacité de résoudre les contradictions internes aux masses. Dans l'exemple de la révolution chinoise l'instance qu'a permis de résoudre ces contradictions — et qui a encore joué ce rôle après la prise du pouvoir d'État, au moment de la Révolution Culturelle, c'est l'Armée Rouge; or l'Armée Rouge est distincte du peuple même si elle lui est liée, que le peuple aime l'armée et que l'armée aime le peuple. Tous les Chinois ne participaient pas et ne participent pas non plus aujourd'hui à l'Armée Rouge. L'Armée Rouge c'est une délégation de pouvoir du peuple, ça n'est pas le peuple lui-même. C'est pourquoi aussi il y a toujours la possibilité d'une contradiction entre l'armée et le peuple, et il y aura toujours une possibilité de répression de cet appareil d'état sur les masses populaires, ce qui ouvre la possibilité et la nécessité de toute une série de révolutions culturelles précisément pour abolir les contradictions devenues antagoniques entre ces appareils d'état que sont l'Armée, le parti ou l'appareil administratif et les masses populaires.

Donc, je serais contre les tribunaux populaires, je les trouverais complètement inutiles ou nuisibles si les masses étaient un tout homogène une fois qu'elles se mettaient en mouvement, donc en clair s'il n'y avait pas besoin pour développer la révolution d'instruments de discipline, de centralisation, d'unification des masses. Bref, je serais contre les tribunaux populaires, si je ne pensais pas que pour faire la révolution, il fallait un parti, et, pour que la révolution se poursuive, un appareil d'état révolutionnaire.

Quant à l'objection que tu as formulée à partir de l'analyse des dispositions spatiales du tribunal, j'y réponds de la manière suivante : d'une part, nous ne sommes contraints par aucune forme — au sens formel de disposition spatiale — d'aucun tribunal. L'un des meilleurs tribunaux de la Libération, c'est celui de Béthune : Des centaines de mineurs avaient décidé d'exécuter un boche, c'est-à-dire un collaborateur, ils l'avaient mis sur la grande place pendant sept jours; tous les jours ils arrivaient, disaient : « On va l'exécuter », puis repartaient; le gars était toujours là, on ne l'exécutait toujours pas; à ce moment-là, il y a je ne sais trop quelle autorité branlante qui existait encore dans le coin, qui a dit : « Finissez-en, les gars, tuez-le ou libérez-le, ça ne peut plus durer comme ça » et ils ont dit « d'accord, allez-y camarades, on l'exécute » et ils l'ont mis en joue et ont tiré, et le collabo avant de crever, a crié : « Heil Hitler ! », ce qui a permis à tous de dire que le jugement était juste... Dans ce cas, il n'y avait pas la disposition spatiale que tu décris.

Quelles formes doit prendre la justice sous la dictature du prolétariat, c'est une question qui n'est pas réglée, même en Chine. On en est encore à la phase d'expérimentation et il y a une lutte de classe sur la question du judiciaire. Cela te montre qu'on ne va pas reprendre la table, les assesseurs, etc. Mais là j'en reste à l'aspect superficiel de la question. Ton exemple allait beaucoup plus loin. Il portait sur la question de la « neutralité » : dans la justice populaire, qu'advient-il de cet élément tiers, donc nécessairement neutre et qui serait détenteur d'une vérité différente de celle des masses populaires, constituant par-là même un écran ?

Foucault : J'ai dégagé trois éléments : 1° un élément tiers; 2° la référence à une idée, une forme, une règle universelle de justice; 3° une décision avec pouvoir exécutoire; ce sont les trois caractères du tribunal que la table manifeste de façon anecdotique dans notre civilisation.

Victor : L'élément « tiers » dans le cas de la justice populaire, c'est un appareil d'état révolutionnaire — par exemple, l'Armée Rouge au début de la Révolution chinoise. En quel sens, c'est un élément tiers, détenteur d'un *droit* et d'une *vérité*, voilà ce qu'il faut expliciter.

Il y a les masses, il y a cet appareil d'état révolutionnaire et il y a l'ennemi. Les masses vont exprimer leurs griefs et ouvrir

le dossier de toutes les exactions, de tous les dommages causés par l'ennemi; l'appareil d'état révolutionnaire va enregistrer ce dossier, l'ennemi va intervenir pour dire : je ne suis pas d'accord là-dessus. Or, la vérité dans les faits peut être établie. Si l'ennemi a vendu trois patriotes et que toute la population de la commune est là, mobilisée pour le jugement, le fait doit pouvoir être établi. S'il ne l'est pas, c'est qu'il y a un problème, si on ne parvient pas à démontrer qu'il a commis telle ou telle exaction, le moins qu'on puisse dire c'est que la volonté de l'exécuter n'est pas un acte de justice populaire mais un règlement de comptes opposant une petite catégorie des masses avec des idées égoïstes à cet ennemi, ou ce prétendu ennemi.

Une fois que cette vérité-là est établie, le rôle de l'appareil d'état révolutionnaire n'est pas terminé. Déjà dans l'établissement de la vérité dans les faits, il a un rôle puisqu'il permet à toute la population mobilisée d'ouvrir le dossier des crimes de l'ennemi, mais son rôle ne s'arrête pas là, il peut encore apporter quelque chose dans la discrimination au niveau des condamnations : soit le patron d'une boîte moyenne, on peut établir la vérité dans les faits, à savoir qu'il a exploité les ouvriers abominablement, qu'il est responsable de pas mal d'accidents du travail, va-t-on l'exécuter ? Supposons qu'on veuille rallier pour les besoins de la révolution cette bourgeoisie moyenne, qu'on dise qu'il ne faut exécuter que la toute petite poignée d'archicriminels, en établissant pour cela des critères objectifs, on ne l'exécutera pas, alors que les ouvriers de la boîte dont les copains ont été tués, ont une haine formidable de leur patron et voudraient peut-être l'exécuter. Cela peut constituer une politique tout à fait juste, comme par exemple pendant la révolution chinoise la limitation consciente des contradictions entre les ouvriers et la bourgeoisie nationale. Je ne sais pas si cela se passera comme cela ici, je vais te donner un exemple fictif : il est vraisemblable qu'on ne liquidera pas tous les patrons, surtout dans un pays comme la France où il y a beaucoup de petites et moyennes entreprises, cela ferait trop de monde... Tout cela revient à dire que l'appareil d'état révolutionnaire apporte au nom des intérêts d'ensemble qui priment ceux de tel usine ou de tel village un critère objectif pour la sentence; je reviens toujours à l'exemple des débuts de la révolution chinoise. A un certain moment, il était juste de s'attaquer à tous les propriétaires fonciers, à d'autres

moments, il y avait des propriétaires fonciers qui étaient patriotes, il ne fallait pas les toucher et il fallait éduquer les paysans, donc aller contre leurs tendances naturelles à l'égard de ces propriétaires fonciers.

Foucault : Le processus que tu as décrit me paraît tout à fait étranger à la forme même du tribunal. Quel est le rôle de cet appareil d'état révolutionnaire représenté par l'Armée chinoise ? Est-ce que son rôle, c'est, entre les masses qui représentent une certaine volonté, ou un certain intérêt et un individu qui représente un autre intérêt ou une autre volonté, de choisir entre les deux d'un côté plutôt que de l'autre ? Évidemment non, car il s'agit d'un appareil d'état qui de toute façon est issu des masses, qui est contrôlé par les masses, et qui continue à l'être, qui a effectivement un rôle positif à jouer, non pas pour faire la décision entre les masses et leurs ennemis, mais pour assurer l'éducation, la formation politique, l'élargissement de l'horizon et de l'expérience politique des masses. Et là le travail de cet appareil d'état, sera-t-il d'imposer une sentence ? Pas du tout, mais d'éduquer les masses et la volonté des masses de manière que ce soit les masses elles-mêmes qui viennent dire : « En effet, nous ne pouvons pas tuer cet homme », ou « En effet, nous devons le tuer ».

Tu vois bien que ce n'est pas du tout le fonctionnement du tribunal tel qu'il existe dans notre société actuelle en France, qui est d'un type entièrement différent où ce n'est pas une des parties qui contrôle l'instance judiciaire et où l'instance judiciaire de toute façon n'éduque pas. Pour revenir à l'exemple que tu donnais, si les gens se sont précipités sur les femmes pour les tondre, c'est parce qu'on a subtilisé aux masses les collaborateurs qui auraient été les ennemis naturels et sur lesquels on aurait exercé la justice populaire, on les a subtilisés en disant : « Oh, ceux-là sont trop coupables, nous allons les traduire devant un tribunal », on les a mis en prison et on les a traduits devant un tribunal, qui, bien entendu, les a acquittés. Dans ce cas-là, le tribunal a joué le rôle d'alibi par rapport à des actes de justice populaire.

Maintenant j'en viens au fond de ma thèse. Tu parles des contradictions au sein des masses et tu dis qu'il est besoin d'un appareil d'état révolutionnaire pour aider les masses à les résoudre. D'accord, je ne sais pas ce qui s'est passé en Chine; peut-être l'appareil judiciaire était-il comme dans les États féodaux un

appareil extrêmement souple, peu centralisé, etc. Dans les sociétés comme la nôtre, au contraire, l'appareil de justice a été un appareil d'état extrêmement important dont l'histoire a toujours été masquée. On fait l'histoire du droit, on fait l'histoire de l'économie, mais l'histoire de la justice, de la pratique judiciaire, de ce qu'a été effectivement un système pénal, de ce qu'ont été les systèmes de répression, cela on en parle rarement. Or, je crois que la justice comme appareil d'état a eu une importance dans l'histoire absolument capitale. Le système pénal a eu pour fonction d'introduire un certain nombre de contradictions au sein des masses et une contradiction majeure qui est celle-ci : opposer les uns aux autres les plébéiens prolétarisés et les plébéiens non prolétarisés. A partir d'une certaine époque, le système pénal qui avait essentiellement une fonction fiscale au Moyen Age, s'est ordonné à la lutte antiséditieuse. La répression des révoltes populaires avait surtout été jusque-là une tâche militaire. Elle a été ensuite assurée, ou plutôt prévenue par un système complexe justice-police-prison. C'est un système qui a au fond un triple rôle; et selon les époques, selon l'état des luttes et la conjoncture, c'est tantôt un aspect, tantôt l'autre qui l'emporte. D'une part il est un facteur de « prolétarisation » : il a pour rôle de contraindre le peuple à accepter son statut de prolétaire et les conditions d'exploitation du prolétariat. C'est parfaitement clair depuis la fin du Moyen Age jusqu'au XVIII^e siècle, toutes les lois contre les mendiants, les vagabonds et les oisifs, tous les organes de police destinés à les chasser, les contraignaient — et c'était bien là leur rôle — à accepter, là où ils étaient, les conditions qu'on leur faisait et qui étaient extrêmement mauvaises. S'ils les refusaient, ils s'en allaient, s'ils mendiaient ou « ne faisaient rien », c'était l'emprisonnement et souvent le travail forcé. D'autre part, ce système pénal portait, d'une façon privilégiée, sur les éléments les plus mobiles, les plus agités, les « violents » de la plèbe; ceux qui étaient les plus prêts à passer à l'action immédiate et armée; entre le fermier endetté contraint de quitter sa terre, le paysan qui fuyait le fisc, l'ouvrier banni pour vol, le vagabond ou le mendiant qui refusait de curer les fossés de la ville, ceux qui vivaient de maraude dans les champs, les petits voleurs et les brigands de grand chemin, ceux qui, par groupes armés, s'attaquaient au fisc ou, d'une façon générale, aux agents de l'État, et ceux enfin qui, les jours d'émeute dans les villes ou dans les campagnes,

portaient les armes et le feu. Il y avait toute une concertation, tout un réseau de communications où les individus échangeaient leur rôle. C'étaient ces gens « dangereux » qu'il fallait mettre à part (en prison, à l'Hôpital Général, aux galères, aux colonies) pour qu'ils ne puissent servir de fer de lance aux mouvements de résistance populaire. Cette peur était grande au XVIII^e siècle, elle a été plus grande encore après la Révolution, et au moment de toutes les secousses du XIX^e siècle. Troisième rôle du système pénal : faire apparaître aux yeux du prolétariat, la plèbe non prolétarisée comme marginale, dangereuse, immorale, menaçante pour la société tout entière, la lie du peuple, le rebut, la « pègre »; il s'agit pour la bourgeoisie d'imposer au prolétariat par la voie de la législation pénale, de la prison, mais aussi des journaux, de la « littérature », certaines catégories de la morale dite « universelle » qui serviront de barrière idéologique entre lui et la plèbe non prolétarisée; toute la figuration littéraire, journalistique, médicale, sociologique, anthropologique du criminel (dont on a eu tout l'exemple dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle) joue ce rôle. Enfin la séparation que le système pénal opère et maintient entre le prolétariat et la plèbe non prolétarisée, tout le jeu des pressions qu'il exerce sur celle-ci, permet à la bourgeoisie de se servir de certains de ces éléments plébéiens contre le prolétariat; elle fait appel à eux à titre de soldats, de policiers, trafiquants, hommes de main et les utilise pour la surveillance et la répression du prolétariat (il n'y a pas que les fascismes qui en aient donné des exemples).

A première vue, ce sont là au moins quelques-uns des modes selon lesquels fonctionne le système pénal, comme système antiséditieux : autant de moyens pour opposer la plèbe prolétarisée et celle qui ne l'est pas et introduire ainsi une contradiction maintenant bien ancrée. Voilà pourquoi la révolution ne peut que passer par l'élimination radicale de l'appareil de justice et tout ce qui peut rappeler l'appareil pénal, tout ce qui peut en rappeler l'idéologie, et permettre à cette idéologie de s'insinuer subrepticement dans les pratiques populaires doit être banni. C'est pourquoi le tribunal comme forme parfaitement exemplaire de cette justice me paraît être une occasion pour l'idéologie du système pénal de se réintroduire dans la pratique populaire. C'est pourquoi je pense qu'il ne faut pas s'appuyer sur un modèle comme celui-là.

Victor : Tu as subrepticement oublié un siècle, le XX^e. Je te

pose donc la question : La contradiction majeure au sein des masses, c'est entre les prisonniers et les ouvriers ?

Foucault : Pas entre les prisonniers et les ouvriers; entre la plèbe non prolétarisée et les prolétaires, ça a été une des contradictions. Une des contradictions importantes, dans laquelle la bourgeoisie a vu pendant longtemps, et surtout depuis la Révolution française, un de ses moyens de protection; pour elle, le danger majeur contre lequel elle devait se prémunir, ce qu'il lui fallait à tout prix éviter, c'était la sédition, c'était le peuple armé, c'était les ouvriers dans la rue et la rue à l'assaut du pouvoir. Et elle pensait reconnaître dans la plèbe non prolétarisée, dans les plébéiens qui refusaient le statut de prolétaires ou ceux qui en étaient exclus, le fer de lance de l'émeute populaire. Elle s'était donc donné un certain nombre de procédés pour séparer la plèbe prolétarisée de la plèbe non prolétarisée. Et aujourd'hui ces moyens lui font défaut — lui ont été ou lui sont arrachés.

Ces trois moyens, ce sont, c'étaient l'armée, la colonisation, la prison. (Bien sûr la séparation plèbe/prolétariat et la prévention anti séditieuse n'étaient qu'une de leurs fonctions). L'armée, avec son système des remplaçants, assurait un prélèvement notable, surtout dans la population paysanne qui était en surnombre à la campagne et qui ne trouvait pas de travail en ville et c'était cette armée qu'on faisait donner le cas échéant contre les ouvriers. Entre l'armée et le prolétariat, la bourgeoisie a cherché à maintenir une opposition, qui a joué souvent, qui a été déjouée parfois, quand les soldats refusaient de marcher ou de tirer. La colonisation a constitué un autre prélèvement, les gens qu'on envoyait là-bas n'y recevaient pas un statut de prolétaire; ils servaient de cadres, d'agents d'administration, d'instruments de surveillance et de contrôle sur les colonisés. Et c'est sans doute pour éviter qu'entre ces « petits blancs » et les colonisés se noue une alliance qui aurait été sur place aussi dangereuse que l'unité prolétarienne en Europe, qu'on les dotait d'une solide idéologie raciste; attention, vous allez chez les anthropophages. Quant au troisième prélèvement, il était opéré par la prison et autour d'elle, et de ceux qui y vont ou qui en sortent, la bourgeoisie a construit une barrière idéologique (concernant le crime, le criminel, le vol, la pègre, les dégénérés, la sous-humanité) qui a partie liée avec le racisme.

Seulement voilà, la colonisation n'est plus possible sous sa forme directe. L'armée ne peut plus jouer le même rôle qu'autrefois.

Par conséquent, renforcement de la police, « surcharge » du système pénitentiaire qui doit à lui tout seul remplir toutes ces fonctions. Le quadrillage policier quotidien, les commissariats de police, les tribunaux (et singulièrement ceux de flagrant délit), les prisons, la surveillance post-pénale, toute la série des contrôles que constituent l'éducation surveillée, l'assistance sociale, les « foyers », doivent jouer sur place un des rôles que jouaient l'armée et la colonisation en déplaçant les individus et en les expatriant.

Dans cette histoire, la Résistance, la guerre d'Algérie, Mai 68 ont été des épisodes décisifs, c'était la réapparition dans les luttes, de la clandestinité, des armes et de la rue; c'était, d'autre part, la mise en place d'un appareil de combat contre la subversion intérieure (appareil renforcé à chaque épisode, adapté et perfectionné, mais bien sûr jamais épuré); appareil qui fonctionne « en continuité » depuis trente ans maintenant. Disons que les techniques utilisées jusqu'en 1940 s'appuyaient surtout sur la politique impérialiste (armée/colonie); celles qui sont utilisées depuis se rapprochent plus du modèle fasciste (police, quadrillage intérieur, enfermement).

Victor : Tu n'as cependant pas répondu à ma question qui était : est-ce que c'est cela la contradiction majeure au sein du peuple ?

Foucault : Je ne dis pas que c'est la contradiction majeure.

Victor : Tu ne le dis pas, mais l'histoire que tu fais est éloquente : la sédition vient de la fusion de la plèbe prolétarisée et de la plèbe non prolétarisée. Tu nous as décrit tous les mécanismes pour inscrire une ligne de partage entre la plèbe prolétarisée et la plèbe non prolétarisée. C'est clair, une fois qu'il y a cette ligne de partage, il n'y a pas sédition, une fois qu'il y a le rétablissement de la fusion, il y a sédition. Tu as beau dire que ce n'est pas pour toi la contradiction majeure, toute l'histoire que tu fais, démontre que c'est la contradiction majeure. Je ne vais pas te répondre sur le XX^e^ siècle. Je vais rester dans le XIX^e^, tout en apportant un petit complément historique, un complément un peu contradictoire, tiré d'un texte d'Engels sur l'avènement de la grande industrie moderne[1]. Engels disait que la première forme de révolte du prolétariat moderne contre la grande

(1) F. Engels. La situation de la classe laborieuse en Angleterre. Chapitre XI.

industrie c'est la criminalité, c'est-à-dire les ouvriers qui tuaient les patrons. Il ne cherchait pas les présupposés et toutes les conditions de fonctionnement de cette criminalité, il ne faisait pas l'histoire de l'idée pénale; il parlait du point de vue des masses et non pas du point de vue des appareils d'état et il disait : la criminalité c'est une première forme de révolte, puis très rapidement il montrait qu'elle était très embryonnaire et pas très efficace; la deuxième forme qui est déjà supérieure, c'est le bris des machines. Là non plus ça ne va pas très loin, car une fois que tu as brisé les machines tu en as d'autres. Cela touchait un aspect de l'ordre social, mais n'attaquait pas les causes. Là où la révolte prend une forme consciente, c'est lorsque se constitue l'association, le syndicalisme dans son sens originel. L'association, c'est la forme supérieure de la révolte du prolétariat moderne, parce que ça résout la contradiction majeure dans les masses qui est l'opposition des masses entre elles du fait du système social et de son cœur, le mode de production capitaliste. C'est, nous dit Engels, simplement la lutte contre la concurrence entre ouvriers, donc l'association, dans la mesure où elle réunit les ouvriers entre eux qui permet de reporter la concurrence au niveau de la concurrence entre les patrons. C'est ici que se situent les premières descriptions qu'il fait des luttes syndicales pour le salaire ou pour la réduction de la journée de travail. Ce petit complément historique me conduit à dire, que la contradiction majeure dans les masses oppose l'égoïsme au collectivisme, la concurrence à l'association, et c'est quand tu as l'association, c'est-à-dire la victoire du collectivisme sur la concurrence que tu as la masse ouvrière, donc la plèbe prolétarisée qui entre en fusion, et qu'il y a un mouvement de masse. C'est à ce moment-là seulement que la première condition de possibilité de la subversion, de la sédition est rénuie; la deuxième, c'est que cette masse s'empare de tous les sujets de révolte de tout le système social et pas simplement de l'atelier ou de l'usine pour occuper le terrain de la sédition et c'est là que tu trouveras de fait, la jonction avec la plèbe non prolétarisée, tu trouveras la fusion aussi avec d'autres classes sociales, les jeunes intellectuels ou la petite bourgeoisie laborieuse, les petits commerçants, dans les premières révolutions du XIX^e^.

Foucault : Je n'ai pas dit, je crois, que c'était la contradiction fondamentale. J'ai voulu dire que la bourgeoisie voyait dans la sédition le danger principal. C'est ainsi que la bourgeoisie voit les

choses; ce qui ne veut pas dire que les choses se passeront comme elle le redoute et que la jonction du prolétariat et d'une plèbe marginale allait provoquer la révolution. Ce que tu viens de rappeler à propos d'Engels, j'y souscrirai pour une grande part. Il semble bien en effet qu'à la fin du XVIII^e^ siècle et au début du XIX^e^ siècle, la criminalité ait été perçue, dans le prolétariat lui-même, comme une forme de lutte sociale. Quand on en arrive à l'association comme forme de lutte, la criminalité n'a plus exactement ce rôle; ou plutôt la transgression des lois, ce renversement provisoire, individuel, de l'ordre et du pouvoir que constitue la criminalité ne peut plus avoir la même signification, ni la même fonction dans les luttes. Il faut remarquer que la bourgeoisie, obligée de reculer devant ces formes d'association du prolétariat, a fait tout ce qu'elle a pu pour détacher cette force nouvelle, d'une fraction du peuple considérée comme violente, dangereuse, irrespectueuse de la légalité, prête par conséquent à la sédition. Parmi tous les moyens mis en œuvre, il y en a eu de très grands (comme la morale de l'école primaire, ce mouvement qui faisait passer toute une éthique dans l'alphabétisation, la loi sous la lettre); il y en a eu de tout petits, de minuscules et horribles machiavélismes (tant que les syndicats n'ont pas eu la personnalité juridique, le pouvoir s'ingéniait à les noyauter par des gens qui un beau jour s'en allaient avec la caisse; il était impossible aux syndicats de porter plainte; d'où réaction de haine contre les voleurs, désir d'être protégé par la loi, etc.).

Victor : Je suis obligé d'apporter un correctif, pour préciser et dialectiser un peu ce concept de plèbe non prolétarisée. La rupture principale, majeure, qu'institue le syndicat, et qui va être la cause de sa dégénérescence, ce n'est pas entre la plèbe prolétarisée — au sens de prolétariat installé, institué — et le lumpen-prolétariat, c'est-à-dire, au sens strict, le prolétariat marginalisé, éjecté hors du prolétariat. La principale rupture, elle est entre une minorité ouvrière et la grande masse ouvrière, c'est-à-dire la plèbe qui se prolétarise : cette plèbe, c'est l'ouvrier qui vient de la campagne, ce n'est pas le voyou, le brigand, le bagarreur.

Foucault : Je crois n'avoir jamais, dans ce que je viens de dire, essayé de montrer que c'était là une contradiction fondamentale. J'ai décrit un certain nombre de facteurs et d'effets, j'ai essayé de montrer comment ils s'enchaînaient et comment le prolétariat

avait pu, jusqu'à un certain point, pactiser avec l'idéologie morale de la bourgeoisie.

Victor : Tu dis : C'est un facteur parmi d'autres, ce n'est pas la contradiction majeure. Mais tous tes exemples, toute l'histoire des mécanismes que tu décris tendent à valoriser cette contradiction. Pour toi, le premier pacte avec le diable du prolétariat, c'est d'avoir accepté les valeurs « morales » par lesquelles la bourgeoisie instaurait la séparation entre la plèbe non prolétarisée et le prolétariat, entre les voyous et les travailleurs honnêtes. Je réponds : non. Le premier pacte avec le diable des associations ouvrières, c'est d'avoir mis comme condition d'adhésion le fait d'appartenir à un métier; c'est cela qui a permis aux premiers syndicats d'être des corporations qui excluaient la masse des ouvriers non spécialisés.

Foucault : La condition que tu rappelles est sans doute la plus fondamentale. Mais tu vois ce qu'elle implique comme conséquence : si les ouvriers non intégrés à un métier ne sont pas présents dans les syndicats, a fortiori ceux oui ne sont pas prolétaires. Donc, une fois encore, si nous posons le problème : Comment a fonctionné l'appareil judiciaire et, d'une façon générale, le système pénal ? Je réponds : Il a toujours fonctionné de façon à introduire des contradictions au sein du peuple. Je ne veux pas dire — ce serait aberrant — que le système pénal a introduit les contradictions fondamentales, mais je m'oppose à l'idée que le système pénal soit une vague superstructure. Il a eu un rôle constitutif dans les divisions de la société actuelle.

Gilles : Je me demande s'il n'y a pas deux plèbes dans cette histoire là. Est-ce qu'on peut vraiment définir la plèbe comme ceux qui refusent d'être ouvriers avec la conséquence entre autres que la plèbe aurait plutôt le monopole de la violence et les ouvriers, les prolétaires, au sens propre, une tendance à la non-violence ? Est-ce que cela n'est pas le résultat d'une vision du monde bourgeoise, en ceci qu'elle classe les ouvriers comme un corps organisé dans l'état, de même pour les paysans, etc..., quant au reste, ce serait la plèbe : le reste séditieux dans ce monde pacifié, organisé qui serait le monde bourgeois dont la justice a pour mission de faire respecter les frontières. Mais la plèbe elle-même pourrait être parfaitement prisonnière de cette vision bourgeoise des choses, c'est-à-dire se constituer comme l'autre monde. Et je ne suis pas sûr, qu'étant prisonnière de cette vision, son autre

monde ne soit pas la reduplication du monde bourgeois. Bien sûr pas complètement parce qu'il y a des traditions, mais en partie. De plus, il y a encore un autre phénomène : ce monde bourgeois, stable avec séparations, où règne la justice qu'on connaît, il n'existe pas. Est-ce que, derrière l'opposition du prolétariat et d'une plèbe ayant le monopole de la violence, il n'y a pas la rencontre entre le prolétariat et la paysannerie, non pas la paysannerie « sage », mais la paysannerie en révolte latente. Est-ce que ce qui menace la bourgeoisie ce n'est pas plutôt la rencontre des ouvriers et des paysans ?

Foucault : Je suis tout à fait d'accord avec toi pour dire qu'il faut distinguer la plèbe telle que la voit la bourgeoisie et la plèbe qui existe réellement. Mais ce que nous avons essayé de voir, c'est comment fonctionne la justice. La justice pénale n'a été produite ni par la plèbe, ni par la paysannerie ni par le prolétariat, mais bel et bien par la bourgeoisie, comme un instrument tactique important dans le jeu de divisions qu'elle voulait introduire. Que cet instrument tactique n'ait pas tenu compte des véritables possibilités de la révolution, c'est un fait et c'est un fait heureux. Cela est d'ailleurs naturel, puisque, comme bourgeoisie, elle ne pouvait pas avoir conscience des rapports réels et des processus réels. Et en effet, pour parler de la paysannerie, on peut dire que les rapports ouvriers-paysans n'ont pas du tout été l'objectif du système pénal occidental au XIX^e^ siècle, on a l'impression que la bourgeoisie, au XIX^e^, a eu relativement confiance dans ses paysans.

Gilles : Si c'est ça, il est possible que la solution réelle du problème prolétariat/plèbe passe par la capacité de résoudre la question de l'unité populaire, c'est-à-dire la fusion des méthodes de lutte prolétariennes et des méthodes de la guerre paysanne.

Victor : Avec cela tu n'as pas encore résolu la question de la fusion. Il y a aussi le problème des méthodes propres à ceux qui circulent. Tu ne règles la question que par une armée.

Gilles : Ça signifie que la solution de l'opposition prolétariat/plèbe non prolétarienne, ça implique l'attaque de l'État, l'usurpation du pouvoir d'État. C'est aussi pourquoi on a besoin de tribunaux populaires.

Foucault : Si ce qu'on a dit est vrai, la lutte contre l'appareil judiciaire est une lutte importante — je ne dis pas une lutte fondamentale, mais elle est aussi importante que l'a été cette justice

dans la séparation que la bourgeoisie a introduite et maintenue entre prolétariat et plèbe. Cet appareil judiciaire a eu des effets idéologiques spécifiés sur chacune des classes dominées, et il y a en particulier une idéologie du prolétariat qui a été rendu perméable à un certain nombre d'idées bourgeoises concernant le juste et l'injuste, le vol, la propriété, le crime, le criminel. Ça ne veut pas dire pour autant que la plèbe non prolétarisée est restée pure et dure. Au contraire, à cette plèbe, pendant un siècle et demi, cette bourgeoisie a proposé les choix suivants : Ou tu vas en prison, ou tu vas à l'armée; ou tu vas en prison, ou tu vas aux colonies; ou tu vas en prison, ou tu entres dans la police. Alors cette plèbe non prolétarisée, elle a été raciste quand elle a été colonisatrice; elle a été nationaliste, chauvine quand elle a été armée. Elle a été fasciste quand elle a été policière. Ces effets idéologiques sur la plèbe ont été certains et profonds. Les effets sur le prolétariat sont aussi certains. Ce système, en un sens est très subtil et tient relativement très bien, même si les rapports fondamentaux et le processus réel ne sont pas vus par la bourgeoisie.

Victor : De la discussion strictement historique, on retient que la lutte contre l'appareil pénal forme une unité relative et que tout ce que tu as décrit comme implantation de contradictions au sein du peuple, ne représente pas une contradiction majeure, mais une série de contradictions qui ont eu une grande importance, *du point de vue de la bourgeoisie*, dans la lutte contre la révolution. Mais avec ce que tu viens de dire, on est maintenant au cœur de la justice populaire qui dépasse largement la lutte contre l'appareil judiciaire : casser la gueule à un petit chef, ça n'a rien à voir avec la lutte contre le juge. De même pour le paysan qui exécute un propriétaire foncier. C'est ça la justice populaire et ça déborde largement la lutte contre l'appareil judiciaire. Si l'on prend même l'exemple de l'année écoulée, on voit que la pratique de la justice populaire est née avant les grandes luttes contre l'appareil judiciaire, que c'est elle qui les a préparées : c'est les premières séquestrations, les cassages de gueules de petits chefs qui ont préparé les esprits à la grande lutte contre l'injustice et contre l'appareil judiciaire, Guiot, les prisons, etc. Dans l'après-Mai 68, c'est bien ça qui s'est passé.

Tu dis, *grosso modo :* Il y a une idéologie dans le prolétariat qui est une idéologie bourgeoise et reprend à son compte le système

de valeurs bourgeois, l'opposition entre moral et immoral, le juste et l'injuste, l'honnête et le malhonnête, etc. Donc, il y aurait dégénérescence de l'idéologie au sein de la plèbe prolétarienne, et dégénérescence de l'idéologie de la plèbe non prolétarienne par tous les mécanismes d'intégration à divers instruments de répression anti-populaire. Or, très précisément, la formation de l'idée unificatrice, de l'étendard de la justice populaire, c'est la lutte contre l'aliénation des idées dans le prolétariat et ailleurs, donc aussi chez ces fils du prolétariat « dévoyés ». Cherchons la formule pour illustrer cette lutte contre les aliénations, cette fusion des idées venues de toutes les parties du peuple — fusion des idées qui permet de réunifier les parties du peuple séparées, parce que ce n'est pas avec des idées qu'on fait avancer l'histoire, mais avec une force matérielle, celle du peuple qui se réunifie dans la rue. On peut prendre pour exemple le mot d'ordre qu'avait lancé le P.C. dans les premières années de l'occupation, pour justifier le pillage des boutiques, rue de Buci notamment : « Ménagères, on a raison de voler les voleurs. » Là c'est parfait. Tu vois comment opère la fusion : Tu as une démolition du système de valeurs bourgeois (les voleurs et les gens honnêtes), mais une démolition d'un type particulier, parce que, dans l'affaire, il y a toujours des voleurs. C'est un nouveau partage. Toute la plèbe se réunifie : c'est les non-voleurs; et c'est l'ennemi de classe qui est le voleur. Voilà pourquoi je n'hésite pas à dire par exemple : « Rives-Henry en prison. »

Si on voit les choses au fond, le processus révolutionnaire, c'est toujours la fusion de la sédition des classes constituées avec celle des classes décomposées. Mais cette fusion, elle se fait dans une direction très précise. Les « vagabonds », qui étaient des millions et des millions dans la Chine semi-coloniale et semi-féodale, ça a été la base de masse de la première Armée Rouge. Les problèmes idéologiques qu'avait cette armée, ils tenaient précisément à l'idéologie mercenaire de ces « vagabonds ». Et Mao, de sa base rouge où il était encerclé, envoyait des appels au Comité Central du Parti, qui disaient à peu près ceci : Envoyez-moi seulement trois cadres venus d'une usine, pour contrebalancer un peu l'idéologie de tous mes « va-nu-pieds ». La discipline de la guerre contre l'ennemi, ça ne suffit pas. Il faut contrebalancer l'idéologie mercenaire par l'idéologie qui vient de l'usine.

L'Armée Rouge sous direction du Parti, c'est-à-dire la guerre

paysanne sous direction du prolétariat, c'est le creuset qui a permis la fusion entre les classes paysannes en décomposition et la classe prolétarienne. Donc pour que tu aies la subversion moderne, c'est-à-dire une révolte qui soit la première étape d'un processus de révolution continue, il faut que tu aies la fusion des éléments de sédition qui viennent de la plèbe non prolétarienne et de la plèbe prolétarienne, sous direction du prolétariat d'usine, de son idéologie. Tu as une intense lutte de classe entre les idées qui viennent de la plèbe non prolétarisée et celles qui viennent du prolétariat : Les secondes doivent prendre la direction. Le pillard qui est devenu membre de l'Armée Rouge, il ne pille plus. Au début, il était exécuté sur place s'il volait la moindre aiguille appartenant à un paysan. En d'autres termes, la fusion ne se développe que par l'établissement d'une norme, d'une dictature. J'en reviens à mon tout premier exemple : Les actes de justice populaire venus de toutes les couches populaires qui ont subi des dommages matériels ou spirituels de la part des ennemis de classe ne deviennent un ample mouvement, favorisant la révolution dans les esprits et dans la pratique que s'ils sont normalisés; et c'est alors un appareil d'État qui se forme, appareil issu des masses populaires mais qui, d'une certaine manière, s'en détache (ça ne veut pas dire qu'il s'en coupe). Et cet appareil a, d'une certaine manière, un rôle d'arbitre, non pas entre les masses et l'ennemi de classe, mais entre des idées opposées dans les masses, en vue de la solution des contradictions au sein des masses, pour que le combat général contre l'ennemi de classe soit le plus efficace, le mieux centré possible.

Donc, on en arrive toujours, à l'époque des révolutions prolétariennes à ce qu'un appareil d'État de type révolutionnaire s'établisse, entre les masses et l'ennemi de classe, avec la possibilité, évidemment, que cet appareil devienne répressif par rapport aux masses. Aussi tu n'auras jamais de tribunaux populaires sans contrôle populaire de ces tribunaux et donc possibilité pour les masses de les récuser.

Foucault : Je voudrais te répondre sur deux points. Tu dis : C'est sous le contrôle du prolétariat que la plèbe non prolétarisée entrera dans le combat révolutionnaire. Je suis absolument d'accord. Mais quand tu dis : C'est sous le contrôle de l'*idéologie du prolétariat*, là je te demande ce que tu entends par l'idéologie du prolétariat ?

Victor : J'entends par là : La pensée de Mao Tsé-toung.

Foucault : Bon. Mais tu m'accorderas que ce que pensent les prolétaires français dans leur masse, ce n'est pas la pensée de Mao Tsé-toung et ce n'est pas forcément une idéologie révolutionnaire. De plus, tu dis : Il faut un appareil d'État révolutionnaire pour normaliser cette unité nouvelle constituée par le prolétariat et la plèbe marginalisée. D'accord, mais tu m'accorderas aussi que les formes d'appareil d'État que l'appareil bourgeois nous a léguées, ne peuvent en aucun cas, servir de modèle pour les nouvelles formes d'organisation. Le tribunal, traînant avec lui l'idéologie de la justice bourgeoise et les formes de rapport entre juge et jugé, juge et partie, juge et plaideur, qui sont appliquées par la justice bourgeoise, me paraît avoir joué un rôle très important dans la domination de la classe bourgeoise. Qui dit tribunal, dit que la lutte entre les forces en présence est, de gré ou de force, suspendue; qu'en tout cas, la décision prise ne sera pas le résultat de ce combat, mais de l'intervention d'un pouvoir qui leur sera, aux unes et aux autres, étranger et supérieur; que ce pouvoir est en position de neutralité entre elles et qu'il peut par conséquent, qu'il devrait en tout cas reconnaître, dans la cause, de quel côté est la justice. Le tribunal implique aussi qu'il y ait des catégories communes aux parties en présence (catégories pénales comme le vol, l'escroquerie; catégories morales comme l'honnête et le malhonnête) et que les parties en présence acceptent de s'y soumettre. Or, c'est tout cela que la bourgeoisie veut faire croire à propos de la justice, de sa justice. Toutes ces idées sont des armes dont la bourgeoisie s'est servie dans son exercice du pouvoir. C'est pourquoi me gêne l'idée d'un tribunal populaire. Surtout si les intellectuels doivent y jouer les rôles du procureur ou du juge, car c'est précisément par l'intermédiaire des intellectuels que la bourgeoisie a répandu et imposé les thèmes idéologiques dont je parle.

Aussi cette justice doit-elle être la cible de la lutte idéologique du prolétariat, et de la plèbe non prolétarienne; aussi les formes de cette justice doivent-elles être l'objet de la plus grande méfiance pour le nouvel appareil d'État révolutionnaire. Il y a deux formes auxquelles cet appareil révolutionnaire ne devra obéir en aucun cas : la bureaucratie et l'appareil judiciaire; tout comme il ne doit pas y avoir de bureaucratie, il ne doit pas y avoir de tribunal; le

tribunal, c'est la bureaucratie de la justice. Si tu bureaucratises la justice populaire, tu lui donnes la forme du tribunal.

Victor : Comment la normalises-tu ?

Foucault : Je vais te répondre par une galéjade, sans doute: C'est à inventer. Les masses — prolétaires ou plébéiennes — ont trop souffert de cette justice, pendant des siècles, pour qu'on leur impose encore sa vieille forme, même avec un nouveau contenu. Elles ont lutté depuis le fond du Moyen Age contre cette justice. Après tout, la Révolution française était une révolte anti-judiciaire. La première chose qu'elle a fait sauter, ça a été l'appareil juduciaire. La Commune aussi était profondément anti-judiciaire.

Les masses trouveront une manière de régler le problème de leurs ennemis, de ceux qui, individuellement ou collectivement, leur ont fait subir des dommages, des méthodes de riposte qui iront du châtiment à la rééducation, sans passer par la forme du tribunal qui — dans notre société, en tout cas; en Chine, je ne sais pas — est à éviter.

C'est pourquoi j'étais contre le tribunal populaire comme forme solennelle, synthétique, destinée à reprendre toutes les formes de lutte anti judiciaire. Cela me paraissait réinvestir une forme qui draîne avec elle trop de l'idéologie imposée par la bourgeoisie avec les divisions qu'elle entraîne entre prolétariat et plèbe non prolétarisée. C'est un instrument dangereux actuellement parce qu'il va fonctionner comme modèle, et dangereux plus tard, dans un appareil d'État révolutionnaire, parce que vont s'y glisser des formes de justice qui risquent de rétablir les divisions.

Victor : Je vais te répondre d'une façon provocatrice : Il est vraisemblable que le socialisme inventera autre chose que la chaîne. Donc quand on dit : « Dreyfus, à la chaîne » on fait une invention, parce que Dreyfus n'est pas à la chaîne, mais une invention fortement marquée du passé (la chaîne). La leçon, c'est la vieille idée de Marx : le nouveau naît à partir de l'ancien.

Tu dis : « Les masses inventeront. » Mais on a à résoudre une question pratique, à l'heure actuelle. Je suis d'accord pour que toutes les *formes* de la norme de la justice populaire soient renouvelées, qu'il n'y ait plus ni table ni robe. Reste une instance de normalisation. C'est ce qu'on appelle le tribunal populaire.

Foucault . Si tu définis le tribunal populaire comme instance de normalisation — j'aimerais mieux dire : instance d'élucidation politique — à partir de quoi les actions de justice populaire

peuvent s'intégrer à l'ensemble de la ligne politique du prolétariat, je suis tout à fait d'accord. Mais j'éprouve de la difficulté à appeler une telle instance « tribunal ».

Je pense comme toi que l'acte de justice par quoi l'on répond à l'ennemi de classe, ne peut pas être confié à une espèce de spontanéité instantanée, non réfléchie, non intégrée à une lutte d'ensemble. Ce besoin de riposte qui existe, en effet, chez les masses, il faut trouver les formes pour l'élaborer, par la discussion, l'information... En tout cas, le tribunal avec sa tripartition entre les deux parties et l'instance neutre, décidant en fonction d'une justice qui existe en soi et pour soi, me paraît un modèle particulièrement néfaste pour l'élucidation, l'élaboration politique de la justice populaire.

Victor : Si demain on convoquait des États généraux où seraient représentés tous les groupes de citoyens qui luttent : comités de lutte, comités anti-racistes, comités de contrôle des prisons, etc.; bref, le peuple dans sa représentation actuelle, le peuple au sens marxiste du terme, tu serais contre parce que ça renverrait à un modèle ancien ?

Foucault : Les États généraux ont assez souvent été au moins un instrument, non pas certes de la révolution prolétarienne mais de la révolution bourgeoise et dans le sillage de cette révolution bourgeoise, on sait bien qu'il y a eu des processus révolutionnaires. Après les États de 1357, tu as eu la jacquerie; après 1789, tu as eu 1793. Par conséquent, ce pourrait être un bon modèle. En revanche, il me semble que la justice bourgeoise a toujours fonctionné pour multiplier les oppositions entre prolétariat et plèbe non prolétarisée. C'est pour ça que c'est un mauvais instrument, pas parce qu'il est vieux.

Dans la forme même du tribunal, il y a quand même ceci : on dit aux deux parties : Votre cause n'est pas juste ou injuste d'entrée de jeu. Elle ne le sera que le jour où je l'aurais dit, parce que j'aurais consulté les lois ou les registres de l'équité éternelle. C'est l'essence même du tribunal, et du point de vue de la justice populaire, c'est complètement contradictoire.

Gilles : Le tribunal dit deux choses : « Il y a problème. » Et puis « De ce problème, en tant que tiers, *je* décide, etc. » Le problème, c'est celui de la captation du pouvoir de rendre justice par l'anti-unité populaire; d'où la nécessité de représenter cette unité populaire qui rend la justice.

Foucault : Tu veux dire que l'unité populaire doit représenter et manifester qu'elle s'est — provisoirement ou définitivement — emparée du pouvoir de juger ?

Gilles : Je veux dire que la question du tribunal de Lens, ça ne se réglait pas exclusivement entre les mineurs et les Houillères. Ça intéressait l'ensemble des classes populaires.

Foucault : La nécessité d'affirmer l'unité n'a pas besoin de la forme du tribunal. Je dirais même — en forçant un peu — que par le tribunal, on reconstitue une espèce de division du travail. Il y a ceux qui jugent — ou qui font semblant de juger — en toute sérénité, sans être impliqués. Ça renforce l'idée que, pour qu'une justice soit juste, il faut qu'elle soit rendue par quelqu'un qui est hors du coup, par un intellectuel, un spécialiste de l'idéalité. Quand, par-dessus le marché, ce tribunal populaire est présidé ou organisé par des intellectuels qui viennent écouter ce que disent, d'une part les ouvriers, de l'autre le patronat, et dire : « L'un est innocent, l'autre est coupable » tu as tout un idéalisme qui est draîné à travers tout ça. Quand on veut en faire un modèle général pour montrer ce qu'est la justice populaire, je crains qu'on ne choisisse le plus mauvais modèle.

Victor : Je voudrais qu'on fasse le bilan de la discussion. Premier acquis : est acte de justice populaire une action faite par les masses — une partie homogène du peuple — contre leur ennemi direct subi comme tel...

Foucault : ...en riposte à un dommage précis.

Victor : Le registre actuel des actes de justice populaire, c'est tous les actes de subversion que mènent à l'heure actuelle les différentes couches populaires.

Deuxième acquis : le passage de la justice populaire à une forme supérieure suppose l'établissement d'une norme qui vise à résoudre les contradictions au sein du peuple, à distinguer ce qui est authentiquement juste de ce qui est règlement de comptes, manipulable par l'ennemi pour salir la justice populaire, introduire une cassure au sein des masses, donc contrecarrer le mouvement révolutionnaire. On est d'accord ?

Foucault : Pas tout à fait sur le terme de norme. Je préférerais dire qu'un acte de justice populaire ne peut arriver à la plénitude de sa signification que s'il est politiquement élucidé, contrôlé par les masses elles-mêmes.

Victor : Les actions de justice populaire permettent au peuple

de commencer à s'emparer du pouvoir, lorsqu'elles s'inscrivent dans un ensemble cohérent, c'est-à-dire lorsqu'elles sont dirigées politiquement, à charge pour cette direction qu'elle ne soit pas extérieure au mouvement de masse, que les masses populaires s'unifient autour d'elle. C'est ce que j'appelle l'établissement de normes, l'établissement d'appareils d'État nouveaux.

Foucault : Supposons que dans une usine quelconque, il y ait un conflit entre un ouvrier et un chef et que cet ouvrier propose à ses camarades une action de riposte. Ce ne sera véritablement un acte de justice populaire que si sa cible, ses résultats possibles sont intégrés à la lutte politique d'ensemble des ouvriers de cette usine...

Victor : Oui, mais d'abord, il faut que cette action soit *juste*. Ça suppose que tous les ouvriers soient d'accord pour dire que le chef est un salaud.

Foucault : Cela suppose discussion des ouvriers et décision prise en commun avant de passer à l'action. Je ne vois pas là d'embryon d'un appareil d'État et pourtant on a transformé un besoin singulier de riposte en acte de justice populaire.

Victor : C'est une question de stade. Il y a d'abord la révolte, ensuite la subversion, enfin la révolution. Au premier stade, ce que tu dis est juste.

Foucault : Il m'avait semblé que pour toi, seule l'existence d'un appareil d'État pouvait transformer un désir de riposte en acte de justice populaire.

Victor : Au second stade. Au premier stade de la révolution idéologique, je suis pour le pillage, je suis pour les « excès ». Il faut tordre le bâton dans l'autre sens, et l'on ne peut pas renverser le monde sans casser des œufs...

Foucault : Il faut surtout casser le bâton...

Victor : Ça vient après. Au début, tu dis : « Dreyfus, à la chaîne », après tu casses la chaîne. Au premier stade, tu peux avoir un acte de riposte contre un chef qui soit un acte de justice populaire, même si tout l'atelier n'est pas d'accord, parce qu'il y a les mouchards, les fayots, voire même une petite poignée d'ouvriers traumatisée par l'idée « c'est quand même le chef ». Même s'il y a des excès, si on l'envoie à l'hôpital pour trois mois, alors qu'il n'en mériterait que deux, c'est un acte de justice populaire. Mais quand toutes ces actions prennent la forme d'un mouvement de justice populaire en marche — ce qui pour moi n'a de

sens que par la constitution d'une armée populaire — tu as l'établissement d'une norme, d'un appareil d'État révolutionnaire.

Foucault : Je le comprends parfaitement au stade de la lutte armée, mais je ne suis pas sûr qu'ensuite il soit absolument nécessaire, pour que le peuple fasse justice, qu'existe un appareil d'État judiciaire. Le danger, c'est qu'un appareil d'État judiciaire prenne en charge les actes de la justice populaire.

Victor : Ne nous posons que les questions qu'on a à résoudre maintenant. Ne parlons pas des tribunaux populaires en France pendant la lutte armée, mais de l'étape où on en est, celle de la révolution idéologique. Une de ses caractériqtiques, c'est qu'elle multiplie, à travers les révoltes, les actes de subversion et de justice, des contre-pouvoirs réels. Et c'est des contre-pouvoirs au sens strict, c'est-à-dire que cela met l'endroit à l'envers, avec cette signification profondément subversive que c'est nous le véritable pouvoir, que c'est nous qui remettons les choses à l'endroit et que c'est le monde ainsi constitué qui est à l'envers.

Je dis qu'une des opérations de contre-pouvoir parmi toutes les autres, c'est, contre les tribunaux bourgeois, de former des tribunaux populaires. Dans quel contexte cela se justifie-t-il ? Pas pour une opération de justice à l'intérieur d'un atelier où tu as l'opposition de la masse et de l'ennemi de classe direct; à condition que les masses soient mobilisées pour lutter contre cet ennemi, la justice peut s'exercer directement. Tu as le jugement du chef mais pas un tribunal. Il y a les deux partenaires et ça se règle entre eux, mais avec une norme idéologique : on a le bon droit et lui c'est un salaud. Dire : C'est un salaud, c'est établir une norme qui, d'une certaine manière, reprend, mais pour la subvertir, le système de valeurs bourgeois : les voyous et les gens honnêtes. C'est comme ça que c'est perçu au niveau de la masse.

Dans le contexte de la cité où tu as des masses hétérogènes et où il faut qu'une idée — par exemple juger la police — les unifie, où tu dois donc conquérir la vérité, conquérir l'unité du peuple, ce peut être une excellente opération de contre-pouvoir que d'établir un tribunal populaire contre la collusion constante entre la police et les tribunaux qui normalisent ses basses besognes.

Foucault : Tu dis : C'est une victoire que d'exercer un contre-pouvoir en face de, à la place d'un pouvoir existant. Lorsque les ouvriers de Renault prennent un contremaître et le mettent sous une voiture, en lui disant : « Ce sera à toi de serrer les boulons »,

parfait. Ils exercent effectivement un contre-pouvoir. Dans le cas du tribunal, il faut se poser deux questions : qu'est-ce que ce serait exactement que d'exercer un contre-pouvoir sur la justice ? Et, quel est le pouvoir réel qu'on exerce dans un tribunal populaire comme celui de Lens ?

A l'égard de la justice, la lutte peut prendre plusieurs formes. Premièrement, on peut la prendre à son propre jeu. On peut, par exemple, porter plainte contre la police. Ce n'est évidemment pas un acte de justice populaire, c'est la justice bourgeoise piégée. Deuxièmement, on peut mener des guérillas contre le pouvoir de justice et l'empêcher de s'exercer. Par exemple, échapper à la police, bafouer un tribunal, aller demander des comptes à un juge. Tout ça c'est la guérilla anti-judiciaire, mais ce n'est pas encore la contre-justice. La *contre-justice*, ce serait de pouvoir exercer, à l'égard d'un justiciable qui, d'ordinaire, échappe à la justice, un acte de type judiciaire, c'est-à-dire s'emparer de sa personne, le traduire devant un tribunal, susciter un juge qui le juge en se référant à certaines formes d'équité et le condamne réellement à une peine que l'autre serait obligé d'accomplir. Ainsi on prendrait exactement la *place* de la justice.

Dans un tribunal comme celui de Lens, on n'exerce pas un pouvoir de contre-justice mais tout d'abord un pouvoir d'information : on a arraché à la classe bourgeoise, à la direction des Houillères, aux ingénieurs des informations qu'ils refusaient aux masses. Deuxièmement, le pouvoir détenant les moyens de transmettre l'information, le tribunal populaire a permis de franchir ce monopole de l'information. On a donc exercé là deux pouvoirs importants, celui de savoir la vérité et celui de la diffuser. C'est très important, mais ce n'est pas un pouvoir de juger. La forme rituelle du tribunal ne représente pas réellement les pouvoirs qui ont été exercés. Or quand on exerce un pouvoir, il faut que la manière dont on l'exerce — et qui doit être visible, solennelle, symbolique — ne renvoie qu'au pouvoir qu'on exerce réellement, et non à un autre pouvoir qui n'est pas réellement exercé à ce moment-là.

Victor : Ton exemple de contre-justice est totalement idéaliste.

Foucault : Précisément, je pense qu'il ne peut pas y avoir, au sens strict, de contre-justice. Parce que la justice, telle qu'elle fonctionne comme appareil d'État, ne peut avoir pour fonction que de diviser les masses entre elles ? Donc l'idée d'une contre-

justice prolétarienne, c'est contradictoire, ça ne peut pas exister.

Victor : Si tu prends le tribunal de Lens, le plus important, dans les faits, ce n'est pas le pouvoir arraché de savoir et de diffuser, c'est que l'idée « Houillères, Assassins » devienne une idée force, qu'elle prenne dans les esprits la place de l'idée « les types qui ont lancé des cocktails sont coupables ». *Je dis que ce pouvoir de prononcer une sentence inexécutable est un réel pouvoir qui se traduit matériellement par un renversement idéologique dans l'esprit des gens auxquels il s'adressait.* Ce n'est pas un pouvoir judiciaire, cela va de soi, c'est absurde d'imaginer une contre-justice, parce qu'il ne peut pas y avoir un contre-pouvoir judiciaire. Mais il y a un contre-tribunal qui fonctionne au niveau de la révolution dans les esprits.

Foucault : Je reconnais que le tribunal de Lens représente une des formes de lutte anti judiciaire. Il a joué un rôle important. En effet, il s'est déroulé au moment même où un autre procès avait lieu, où la bourgeoisie exerçait son pouvoir de juger, comme elle peut l'exercer. Au même moment, on a pu reprendre, mot à mot, fait par fait, tout ce qui était dit à ce tribunal pour faire apparaître l'autre face. Le tribunal de Lens était l'envers de ce qui était fait dans le tribunal bourgeois; il faisait apparaître en blanc ce qui était noir là-bas. Cela me paraît une forme parfaitement ajustée pour savoir et faire connaître ce qui réellement se passe dans les usines d'une part, dans les tribunaux de l'autre. Excellent moyen d'information sur la manière dont la justice s'exerce à l'égard de la classe ouvrière.

Victor : Donc on est d'accord sur un troisième point : Est une opération de contre-pouvoir une opération de contre-procès, de tribunal populaire, dans le sens très précis où il fonctionne comme envers du tribunal bourgeois, ce que les journaux bourgeois appellent « parodie de justice ».

Foucault : Je ne pense pas que les trois thèses que tu as énoncées représentent tout à fait la discussion et les points sur lesquels on a été d'accord. Personnellement, l'idée que j'ai voulu introduire dans la discussion c'est que l'appareil d'État bourgeois de justice dont la forme visible, symbolique est le tribunal avait pour fonction essentielle d'introduire et de multiplier des contradictions au sein des masses, principalement entre prolétariat et plèbe non prolétarisée, et que, de ce fait, les formes de cette justice et l'idéologie qui leur est liée doivent devenir la cible de notre lutte actuelle.

Et, l'idéologie morale — car qu'est-ce que notre morale, sinon ce qui n'a pas cessé d'être reconduit et reconfirmé par les sentences des tribunaux —, cette idéologie morale, tout comme les formes de justice mises en œuvre par l'appareil bourgeois doivent être passées au crible de la critique la plus sévère...

Victor : Mais à l'égard de la morale, tu fais aussi du contre-pouvoir : le voleur c'est pas celui qu'on croit...

Foucault : Là le problème devient très difficile. C'est du point de vue de la propriété qu'il y a vol et voleur. Je dirai pour conclure que la réutilisation d'une forme comme celle du tribunal, avec tout ce qu'elle implique — position tierce du juge, référence à un droit ou une équité, sentence décisive — doit aussi être filtrée par une critique très sévère; et je n'en vois, pour ma part, l'emploi valable que dans le cas où l'on peut, parallèlement à un procès bourgeois, faire un contre-procès qui fasse apparaître comme mensonge la vérité de l'autre et comme abus de pouvoir, ses décisions. En dehors de cette situation, je vois mille possibilités d'une part de guérilla judiciaire, d'autre part d'actes de justice populaire, qui, ni les uns ni les autres, ne passent pas la forme du tribunal.

Victor : Je crois qu'on est d'accord sur la systématisation de la pratique vivante. Maintenant, il est possible qu'on ne soit pas allé au fond d'un désaccord philosophique...

5 février 1972.

Jean Pierre Faye

LES MORTS, LE FAUX, LES APPAREILS D'ÉTAT

FASCISME ET LUTTE DES CLASSES

Les documents qui vont suivre ne marquent pour nous qu'un jalon, dans une démarche visant à *démonter* le discours idéologique par quoi des formes de répression et des actes de pouvoir se construisent *à partir du terrain même des luttes de classes*, sur ce terrain de fer et d'acier. Et cela, selon un processus qui reproduit de façon aveugle et mécanique certaines des machineries sociales avec quoi se sont construits *les appareils d'État du fascisme italien et allemand.*

Ce que nous appelons ici l'*effet Lefol*, produit à partir d'une mise en scène précise — « le pot de bitume » — avec les chocs en retour et les ricochets politiques qu'il a fini par avoir bien au-delà de son contexte initial, c'est comme un minuscule « incendie du Reichstag », le mini-Reichstag de l'année 70 dans la France de Marcellin-Pleven.

***

On peut démontrer, en effet, qu'au cours d'avril 70, ce « pot de bitume » a été la *référence première*, dérisoire mais fondamentale, à quoi se rapportent les premières discussions publiques où sont envisagées la dissolution et l'interdiction d'un groupe révolutionnaire : la Gauche prolétarienne. L'arrestation de certains de ses membres, en mai-juin 70, se fera sur la base dont cet ensemble de discours bâtit la trame.

On peut démontrer — et c'est ce que nous achèverons de faire

très prochainement[1] — que les maillons durs de cette trame relient rigoureusement, à ses deux extrémités, la mort d'un jeune ouvrier de Dunkerque, Francis Deloffre, la tête broyée par une lourde poutre d'acier, et l'emprisonnement d'un militant politique, Alain Geismar. Et cela, comme à l'insu des contemporains, et par la transmission transparente, à peine perceptible, de certaines chaînes de langage.

Saisir ici le lien entre la lutte sur le terrain du travail matériel d'une part — la lutte contre les cadences, contre l'insécurité dans le travail d'usine — et d'autre part les chaînes du langage idéologique diffusé par les formes les plus répressives de la société, c'est contribuer à libérer cette lutte *de ces chaînes-là.*

*
* *

C'est à ce titre que nous fournissons ici quatre documents. Ils restituent :

— *Document I:* La déposition que j'ai dû faire, comme témoin de la partie civile, à partir du travail d'analyse et d'enquête que nous avions effectué dans une première étape.

— *Document II :* La façon dont la « voix haute » de la direction a tenté d'improviser, en pleine séance du tribunal, un nouveau commencement de faux, à la grande surprise et à la consternation visible de ses propres avocats. Tentative cette fois peu couronnée de succès...

— *Document III :* La façon dont la « voix basse » du « personnel », en l'espèce les agents de sécurité de son entreprise *cités par lui* comme témoins de la défense, ont été amenés, par la pertinence des questions posées par l'avocat de Bernard Liscia, à dire la vérité nue, qui a fait voler en éclats la machine Lefol.

— *Document IV :* Les *attendus* du jugement, que le jugement lui-même a condamné Lefol à faire publier, à ses frais, dans un journal du choix de Bernard Liscia. Ces attendus, dans la langue qui leur est propre, donnent acte de l'évidence qui est apparue aux yeux des esprits non prévenus au cours de la séance entière

1. A paraître, aux Éditions Galilée, par les soins du *groupe d'information responsable* constitué par Geneviève Clancy, Jean Pierre Faye, Alain Jouffroy, Bernard Noël, Jérôme Peignot, Serge Sautreau, André Velter.

du 9 décembre 71 devant le Tribunal de Dunkerque : que *l'effet Lefol* est bâti sur un faux, une fausse affirmation, mais un faux qui a pesé sur la vie politique des années 1970-71.

A ce titre, ce jugement appartient à l'ensemble de ce qu'il s'agit de mettre à découvert : un *piège* idéologique.

Document I

Déposition devant le Tribunal de Grande Instance de Dunkerque, 9 décembre 1971.

Le témoignage que je porte ici n'est pas celui d'un « écrivain », fût-il politiquement engagé et militant. C'est celui de quelqu'un qui mène des enquêtes sur la sociologie des langages : sur l'utilisation politique du langage, sur les *effets* imprévus ou concertés que peuvent avoir certains langages, et les « pièges » qu'ils peuvent tendre à l'opinion et à la conscience publique. C'est dans cette perspective que, dans l'affaire des Chantiers de France-Dunkerque[2], j'ai effectué avec un groupe d'amis l'analyse des versions fournies par la presse, vérifiée par une enquête sur les témoignages directs des travailleurs aux chantiers des A.C.D.B.

Dans cette affaire, que trouve-t-on ?

Des chantiers où ont lieu, à un rythme fréquent, des accidents du travail graves, quelquefois mortels.

D'autre part un drame singulier qui se déroule — dans la réalité matérielle et dans le langage tout à la fois — au long des années 1970-71. Et qui se développe en quatre ou cinq « actes » principaux.

PREMIER « ACTE » : C'est *la mort* d'un jeune ouvrier.

— Le 26 janvier 1970, Francis Deloffre a la tête écrasée par la chute d'une lourde barre d'acier.

— Le 5 février 70, une grue est mise hors d'état de marche pendant quelques heures.

— Enfin, un tract signé « *Les Nouveaux Partisans* », revendique aussitôt, ouvertement, la responsabilité de ce fait comme un *signe*

2. Ateliers et Chantiers de Dunkerque-Bordeaux (A.C.D.B.).

de protestation des ouvriers, face aux conditions d'insécurité dans lesquelles ils travaillent.

SECOND « ACTE » : C'est l'*incendie.*

— Le 9 mars 70, à bord d'un cargo soviétique en construction, un incendie fait deux morts parmi les ouvriers.

Les causes ? *La Voix du Nord* expose à leur sujet :

— d'abord, le 10 mars, une *hypothèse* au *conditionnel* : « Un membre d'une entreprise sous-traitante... aurait percé des trous pour passer une conduite électrique à travers un cloisonnement dont le revêtement en mousse synthétique se serait échauffé. »

— Ensuite, le 13 mars, après développement de l'enquête, une *explication* fort claire, *à l'indicatif* : « Les faits sont suffisamment significatifs... il existe un danger dans le travail de la matière que l'on trouve à l'origine de ces incendies.Cette matière c'est la mousse de polyuréthane, dont sont enduits ces cloisonnements. Le drame de Dunkerque attire une nouvelle fois l'attention sur le danger que représente *l'emploi inconsidéré* de matières plastiques dans la construction ».

Cet « emploi inconsidéré » entraîne une conséquence évidente : c'est la responsabilité très lourde de la direction des Chantiers dans la mort de deux ouvriers. Rappelons que pour un fait identique les gérants de Saint-Laurent-du-Pont ont été inculpés en novembre 71.

Comment la direction des Chantiers va-t-elle échapper à cette responsabilité ? Par la voix de M. Lefol, directeur-adjoint aux Chantiers, elle va réussir ce coup surprenant : la transférer sur d'autres têtes, en jouant d'une curieuse *machine à langages* dont le message va être réémis et transformé par la machinerie de « l'opinion publique ».

TROISIEME « ACTE » : C'est la « *mise en scène* ».

Le 24 mars 70, on « découvre » sur le cargo russe un singulier *spectacle*, constitué par un pot de bitume renversé sur lequel brûlent dans un carton des chiffons enflammés, au voisinage des câbles électriques qui traversent les cloisons à revêtement de mousse.

Ce spectacle présuppose un « auteur » ou un régisseur. Qui a monté cette mise en scène ? Voilà une donnée de fait qui peut-

être échappe maintenant à nos prises. Mais ce qui reste pour nous directement saisissable, c'est la façon dont elle va fonctionner *comme un langage*, destiné à monter certaines liaisons entre mots et images.

Autour de ce *montage* en effet, aussi grossier soit-il, aussi manifestement truqué (à l'âge des lampes à gaz, de l'essence et de l'électricité, « l'incendiaire » met-il le feu avec du chiffon et du papier ?), autour de cette référence grossière on va voir lentement se retourner presque toutes les versions de la presse, la plus grande part d'entre elles en tout cas. Et cela, sans aucune preuve objective qui soit de nature, par exemple, à être retenue par un tribunal : la cour de Sûreté de l'État, qui jugera un an plus tard Bernard Liscia.

Voici un exemple saisissant de ce retournement, que nous devons lire sur les deux *colonnes parallèles* d'une sorte de « matrice» des *états de langage*.

« A la suite du sinistre de lundi, nos confrères du *Monde* (N° du 11 mars) faisaient remarquer qu'après l'incendie du 5 mars dans un magasin de chaussures qui provoqua la mort de trois personnes, le drame de Dunkerque attire une nouvelle fois l'attention sur l'*EMPLOI INCONSIDÉRÉ* de matières plastiques dans la construction.

La Voix du Nord, 13 mars 70.

« Le 9 mars, à bord du cargo soviétique en cours d'armement, un incendie se déclarait dans les locaux des médecins... sur le moment on crut à un nouvel incident technique, mais *aujourd'hui, après coup*, certains se demandent — à voix haute du côté de la direction, à voix basse du côté du personnel — si une *MAIN CRIMINELLE* n'est pas responsable du sinistre.

Le Monde, 8 avril 70.

Tel est ce qu'on pourrait appeler l'*effet Lefol* : cet « après-coup » agit sans preuve sur l'opinion, par la simple affirmation catégorique, que garantit la « personnalité » sociale de celui qui affirme et la classe à laquelle il appartient.

Cet effet est curieusement *rétroactif* : « M. Lefol fait des rapprochements : Comment expliquer qu'à *chaque* sinistre un fût de bitume ait été retrouvé sur les lieux ? » (*Le Monde*, 8 avril 70).

Personne n'objecte à M. Lefol que nulle allusion à un « fût de bitume » n'a été faite par les récits de l'incendie du 9 mars. Le propre de l'opinion est l'amnésie... Témoigner devant un tribunal, c'est être là pour retenir la mémoire de l'histoire effective et en reprendre le récit, hors de toute contrainte, inconsciente ou concertée. C'est ce que nous tentons de faire en ce moment.

Pour finir, et quelques semaines plus tard — une fois le retournement des versions effectué par cet *après-coup* — on va trouver un « coupable » à nommer : « M. Lefol accuse... il a lui-même identifié vingt gauchistes, dirigés, selon lui, par M. Bernard Liscia » (*L'Express*, 13 avril 70).

Dès cette date, on peut constater que les propos publiés de M. Lefol sont gravement diffamatoires à l'égard de Bernard Liscia. Pourtant il l'accuse d'abord simplement d'avoir allumé les chiffons du 24 mars, et non les cloisons de polyuréthane *mortel* du 9 mars. Mais un simple glissement de sens va lui permettre d'en venir aux affirmations contenues dans sa lettre au ministre de l'Intérieur : Les « activités gauchistes... dirigées par le repris de justice Bernard Liscia..., étaient à l'origine de sabotages *entraînant mort d'hommes* ». Le glissement d'énoncés qui a passé du montage du 24 mars aux morts du 9 mars, passe en effet inaperçu de l'opinion. Mais ce que celle-ci va peu à peu retenir, c'est *la mort*, prétendument liée à des « activités gauchistes »...

QUATRIEME « ACTE » : C'est *l'arrestation.*

Bernard Liscia est arrêté en effet le 16 avril 1971, un an plus tard.

Le 28 mai 71, une décision de mise en liberté provisoire est rendue par la Cour de Sûreté de l'État [3].

Et cependant, M. Lefol va écrire au ministre de l'Intérieur, le 23 août, pour lui demander de « *mettre définitivement hors d'état de nuire cet individu* », qui affirme-t-il désormais, est « à l'origine de sabotages entraînant mort d'hommes ».

Passons sur le côté « Western » : le ministre est mobilisé par le patron, comme un shérif par le propriétaire de ranch. Quant aux juges, on présume qu'ils diront ce qu'on leur dira de dire.

Mais faisons plutôt un rapprochement qui donne une sorte

3. Si Bernard Liscia n'est relâché que le 14 août, c'est pour un tout autre motif : pour le « chef » de port de fausse carte d'identité.

de *grossissement expérimental* à ce qui vient d'être résumé ici. Historiquement, l'*Incendie du Reichstag* en février 1933, c'est le siège du parlement allemand qui a pris feu, et c'est aussi le *montage* qui tendait à mettre l'incendie *sur le compte* de l'extrême-gauche allemande. S'il est encore difficile de trouver des preuves pour répondre à la question : Qui est l'auteur de l'incendie ? du moins a-t-il été prouvé que cette accusation était un *faux*. Et la Cour de Leipzig a été assez soucieuse d'objectivité pour l'affirmer, malgré la pression du pouvoir, et on sait de quel pouvoir il s'agissait au printemps de 1933.

LE CINQUIEME « ACTE » : C'est le *jugement.*

Et d'abord le jugement des ouvriers. Notre enquête sur les travailleurs des chantiers a confirmé les conclusions de notre analyse des documents.

Nous souhaitons que la justice française soit aussi objective et impartiale qu'a su l'être, une dernière fois, la justice allemande en 1933.

Ce témoignage, je le porte sur la base d'une analyse de documents écrits — les versions de la presse — ainsi que des témoignages oraux des travailleurs sur les chantiers. En tant que membre du *comité de vigilance sur les pratiques répressives* — policières ou patronales — je lui ajouterai un témoignage de citoyen : j'affirme que l'appel au meutre ou à l'internement arbitraire lancé par M. Lefol à l'intention de la police, par-dessus la tête des juridictions, est un fait grave qui est l'affaire de tout citoyen, qu'il soit un ouvrier, un ingénieur, un écrivain, un chercheur scientifique ou un magistrat.

J'ajoute aussi que, dans cette affaire des Chantiers de France-Dunkerque, le comité de vigilance a voulu se constituer en *comité de vérité.*

Jean Pierre Faye
9 décembre 1971.

DOCUMENT II : La « voix haute ».

Le Président : Comment expliquez-vous l'accident du 9 mars ?

Le quatrième témoin de la défense (Marcel d'Allende, agent de maîtrise) : Je ne peux rien en dire.

Lefol, interrompant : Nous pensons que la mousse de polyuréthane du 9 mars n'était pas uniquement de la mousse de polyuréthane. Il y avait *une autre substance...*

Nous avions, j'avais la *certitude* qu'il s'agissait d'un acte criminel.

DOCUMENT III : La « voix basse ».

Le deuxième témoin de la défense (Raymond Halloo, chef d'équipe au service de sécurité) : ...L'incendie du 9 mars, ce n'est la faute de personne, il n'y avait pas d'extincteur auprès des ouvriers qui travaillaient.

L'avocat de la partie civile (H. Leclerc) : Qui est responsable de la présence des extincteurs ?

Le deuxième témoin : Moi, monsieur.

DOCUMENT IV : Extrait des minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de Dunkerque, 17 décembre 1971.

Attendu qu'il échet en conséquence de déclarer Lefol coupable de diffamation publique pour avoir, par un écrit rendu public, dit de Liscia « qu'il était à l'origine des sabotages entraînant mort d'homme ».

Sur le préjudice :

Attendu que par suite de la publicité donnée à cette imputation Liscia a subi un préjudice dont il réclame l'indemnisation.

Attendu que l'existence d'un tel préjudice est certaine et qu'il échet d'ordonner à titre de réparation la publication dans un journal au choix de Liscia imprimé sur le territoire national du dispositif du présent jugement.

Attendu que par l'effet de cette publication Liscia se trouvera suffisamment mplé (sic)de ses droits et qu'il convient de retenir sa demande de dommages et intérêts uniquement pour le principe, en lui allouant, la somme de 1 franc.

Attendu qu'il y a lieu de déclarer la Société anonyme des Chantiers de France de Dunkerque représentée par son P.D.G. civilement responsable de son préposé Jean Lefol.

Par ces motifs :

Le Tribunal statuant publiquement, contradictoirement en matière de police correctionnelle et en premier ressort.

Déclare l'action publique recevable.

— Dit que les termes suivants contenus dans la lettre adressée le 29 août 1971, par Jean Lefol, à M. le ministre de l'Intérieur, rendue publique dans les conditions prévues à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881;

...« Je viens au nom des travailleurs de notre entreprise pour demander une action immédiate ayant pour but de mettre définitivement hors d'état de nuire cet individu... Il serait en effet impardonnable pour tous ceux qui ont des responsabilités quelconques, moi compris, que Liscia puisse poursuivre ses activités avec les conséquences qu'on leur connaît... La création d'un comité d'autodéfense ne pourrait qu'être la conséquence d'un regain d'activités gauchistes à Dunkerque, à moins que vous n'y mettiez personnellement bon ordre... »

ne constituent ni de délit d'injures, ni le délit de diffamation publique envers un particulier et relaxe Lefol de ce chef;

— DIT PAR CONTRE QUE LES TERMES SUIVANTS CONTENUS DANS LE MÊME ÉCRIT.

« ... J'AI DÉJA EU L'OCCASION DE M'ADRESSER A VOUS AU MOMENT OU LES ACTIVITÉS GAUCHISTES DIRIGÉES PAR... BERNARD LISCIA... ÉTAIENT A L'ORIGINE DE SABOTAGES ENTRAINANT MORT D'HOMME SANS QUE CECI AIT MALHEUREUSEMENT PU ÊTRE PROUVÉ... » CONSTITUENT LE DÉLIT DE DIFFAMATION PUBLIQUE ENVERS UN PARTICULIER, PRÉVU ET RÉPRIMÉ PAR LES ARTICLES 29 ALINÉA 1, 32 ALINÉA 1, 42 DE LA LOI DU 29 JUILLET 1881.

Déclare coupable de ce chef Jean Lefol et en répression le condamne à la peine de 150,00 F (CENT CINQUANTE FRANCS) d'amende.

— dit qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine dans les conditions des articles 734, 734 I, 735, 736, 737 du Code de Procédure Pénale.

Déclare la S.A. Chantiers de France de Dunkerque pris en la personne de son P.D.G. civilement responsable de son préposé Jean Lefol.

Condamne Jean Lefol et la S.A. Chantiers de France de Dunkerque prise en la personne de son P.D.G. es-qualité de civilement responsable, de son préposé, à payer à Bernard Liscia, in solidum, la somme de 1 F à titre de dommages et intérêts.

Ordonne à titre de supplément de dommages intérêts la publication dans un journal imprimé sur le territoire national, au choix de Bernard Liscia, du dispositif du présent jugement, dont le coût sera supporté, in solidum par Jean Lefol et la S. A. Chantiers de France de Dunkerque, prise en la personne de son P.D.G., civilement responsable.

Condamne Jean Lefol et la S.A. Chantiers de France, prise en la personne de son P.D.G. aux frais et dépens, in solidum.

Ordonne la restitution à la partie civile du montant de la somme par elle consignée au greffe du Tribunal de Grande Instance conformément à l'article R. 241 du Code de Procédure Pénale.

Fixe la durée de la contrainte par corps au minimum.

Le tout par application des articles 29 alinéa 1-32 alinéa 1-42 loi 29/7/61, 52, 463, du Code Pénal, 473, 734 à 737, 749 à 762 du Code de Procédure Pénale dont le texte a été lu à l'audience par M. le Président.

En foi de quoi le présent jugement a été signé par le Président et le Greffier, les jour, mois et an susdits.

Précisons que M. Lefol n'a pas fait appel de ce jugement.

J. P. F.

PLATE-FORME DE DÉFENSE COLLECTIVE

Il y a quelques mois, des avocats et des militants ont décidé d'organiser ensemble un collectif de défense contre toutes les formes de la répression bourgeoise. A Paris, Défense Collective tient tous les samedis une permanence de 15 heures à 18 heures, 73, rue Buffon-V^e^.

La plate-forme qui suit a été adoptée lors de la première réunion nationale de Défense Collective, qui s'est tenue à Paris les 26 et 27 février 1972.

Depuis mai 1968, se développe dans la classe ouvrière et dans les couches opprimées un mouvement de masse mettant en cause radicalement l'organisation capitaliste du travail et de la vie quotidienne.

Ce mouvement n'épargne aucun secteur, ni aucune région, se manifeste en dehors des organisations traditionnelles et des voies légales, et le pouvoir ne peut composer avec lui.

Pour maintenir son système d'exploitation la bourgeoisie use d'une répression brutale, reniant ses principes, et violant sa légalité.

L'importance du mouvement et la violence de la réponse font apparaître d'une manière nouvelle une crise des appareils répressifs eux-mêmes (crise de la police, Congrès du syndicat de la magistrature).

Dans ce contexte la défense des victimes de l'oppression et de la répression a posé aux avocats des problèmes nouveaux qui les ont amenés à tenter de se regrouper ; c'est la raison de la création de « Défense Collective ».

Le système juridique et législatif, et le pouvoir judiciaire sont au service de ceux qui détiennent le pouvoir. Il n'y a pas de neutralité de la loi. Il n'y a pas d'indépendance de la magistrature. Et la bourgeoisie ne reconnaît de liberté que pour elle-même et dans le cadre qu'elle a fixé.

Elle ne reconnaît les droits de la défense que s'ils ne mettent pas en cause l'organisation de la société existante.

Or justement le mouvement de masse se développe en dehors et contre ce cadre. La défense de ceux qui sont les victimes de la répression implique donc qu'on pose le problème même du cadre dans lequel elle va s'exercer.

L'avocat traditionnel mis en place par le système, quelles que soient sa volonté et sa compétence, reste un auxiliaire de cette justice de la bourgeoisie s'il n'accepte pas de remettre en cause le cadre habituel et légal de la défense bourgeoise, et de poser le problème de la défense d'opprimés non pas en cherchant à permettre au système de mieux fonctionner mais en aidant au développement du mouvement des masses contre ce système.

Dès lors, il doit être au service de ceux qui luttent. Il ne lui appartient pas de mener à leur place le combat politique même s'il se manifeste dans le cadre d'un procès. Il met à leur service sa connaissance des techniques juridiques, sa connaissance du mécanisme judiciaire, et utilise la place que lui consent la bourgeoisie à l'intérieur même du système répressif pour y aider ceux qui combattent ce système.

Contre l'oppression de la vie quotidienne il doit, par sa connaissance de l'appareil législatif et juridique, qui en est le principal instrument, aider à la briser.

Mais cela n'est possible que s'il est à tout moment intégré dans les luttes qui se mènent contre le pouvoir.

Cela implique un style de travail collectif nouveau, libéré de toute hiérarchie et concessions aux critères traditionnels. Cela suppose que les avocats dans leur pratique s'engagent dans une discipline de travail de *groupe* (recherches et discussions collectives, préparations collectives des affaires, subordination des conseils et interventions juridiques aux aspects politiques des luttes elles-mêmes, pratique des bilans, information à l'intérieur et à l'extérieur du collectif, etc.).

Le groupe « Défense Collective » s'est organisé pour tenter de résoudre les problèmes posés par ces différentes contradictions.

Il réunit des avocats et des militants qui cherchent à rompre leur isolement, à accroître la compétence technique de ses membres, exigence première de ceux qui veulent être défendus, à coordonner les problèmes juridiques et judiciaires posés dans les différents secteurs et les différentes régions. En un mot il cherche à opposer à la volonté systématique du pouvoir d'isoler les victimes face à la loi et aux Tribunaux, et à la défense individuelle traditionnelle une défense collective dont a besoin le mouvement politique des masses.

Monique Antoine-Timsit et Josyane Moutet.

LA LOI ET LA RÉPRESSION OU LA RÉSISTIBLE ASCENSION DE LA FASCISATION *

On peut dire que Mai 68 constitue un tournant au niveau de l'appareil répressif de l'Etat, spécialement au niveau du judiciaire.

Mais il faut observer que le pouvoir bourgeois avait, depuis 1957-1958, considérablement renforcé son appareil de répression, et cela pour lutter contre les mouvements de décolonisation.

Il ne faut pas, en effet, oublier le rôle joué par le craquement de l'Empire Colonial français après la guerre : Madagascar, Indochine, Algérie, Mouvement d'émancipation aux Antilles, Réunion, etc.

L'un des soucis de De Gaulle appelé au pouvoir par le grand capital financier, a été d'arrêter l'hémorragie — si l'on peut dire — et de mettre en place un système néo-colonialiste, préservant les intérêts de l'impérialisme français.

Sur le plan répressif la venue au pouvoir de De Gaulle coïncide avec le remaniement profond de certains textes.

L'appareil répressif se durcit et ce durcissement, directement lié à la guerre coloniale, est rendu possible grâce à une pression idéologique très forte de la bourgeoisie, jouant sur la lassitude des masses ; l'écœurement de celles-ci, devant le régime parlementaire style IV^e^ République, va d'ailleurs favoriser la forme nouvelle de gouvernement qu'est le pouvoir personnel gaulliste.

Mais certaines mesures avaient été préparées antérieurement à la venue de De Gaulle. Elles sont nées de la pratique répressive face à l'intensification de la lutte des Algériens pour leur indépendance.

* Membres de Défense Collective, Monique Antoine-Timsit et Josyane Moutet écrivent cependant ici sous leur seule responsabilité.

Le vote des pouvoirs spéciaux obtenu avec les voix du P.C.F. entraîne toute une série de conséquences juridiques graves.

Les assignations à résidence pleuvent sur les militants algériens, véritables lettres de cachet, supprimant comme au bon vieux temps le recours aux tribunaux, et donc le danger de propagande ; en Algérie les camps d'internement se développent.

Cependant les prétoires classiques fonctionnent à haute cadence, les délits politiques devenant pour les besoins tactiques du pouvoir : associations de malfaiteurs, vols, reconstitutions de ligue dissoute, etc.

Le recours aux tribunaux militaires va se dégager peu à peu pour devenir, après l'avènement de De Gaulle en 1958, un instrument particulièrement perfectionné de répression (nous y reviendrons tout à l'heure).

Dès avant 1958 également, la refonte du code d'instruction criminelle (actuellement Code de Procédure pénale) était à l'ordre du jour : Il sera publié et « amélioré » sous De Gaulle mais il était déjà en projet en 1957.

C'est ainsi que, dans la réforme de 1957-1958, s'institutionnalise la garde à vue, que grandit le domaine légal des flagrants-délits auparavant réservé aux crimes et délits (correctionnels) entraînant condamnation à une peine afflictive et infamante, c'est-à-dire les infractions les plus graves : aujourd'hui seules les contraventions ne peuvent faire l'objet d'une procédure de flagrant-délit.

Les militants algériens ont été arrêtés en masse grâce à cette procédure.

Un autre exemple : la réforme de la Police Judiciaire organisée par le décret du 22 août 1958, inséré dans le décret du 20 mai 1903 qui étend les pouvoirs de police, donc d'intervention de la gendarmerie.

D'autre part on crée purement et simplement le corps des agents de police judiciaire et celui des « fonctionnaires et agents auxquels sont attribuées, par la loi, certaines fonctions de police judiciaire » (article 15, Code de Procédure Pénale 2° et 3°).

Et la « loi » tout naturellement crée en application de ce texte (article 20) les *Officiers de police Judiciaire adjoints :* ce sont ceux-là que vous voyez tous les jours !

En d'autres termes, la base de la Police Judiciaire s'est considérablement élargie.

Cette réforme donne *l'entière direction* de la Police Judiciaire au Parquet, c'est-à-dire à *l'accusation,* elle-même n'étant que l'instrument totalement dépendant du pouvoir. L'article 12 du Code de Procédure Pénale prévoit en effet : « La Police Judiciaire est exercée sous la *direction du Procureur de la République* par les officiers fonctionnaires et agents désignés au présent titre ». (Souligné par nous.)

Au niveau de la pratique il faut souligner le rôle joué par de nombreux cadres revenus d'Algérie et cela à tous les niveaux : magistrature, Parquet, Police et administration pénitenciaire.

« Pour faciliter le maintien de l'ordre, de la sauvegarde, et de la pacification de l'Algérie » toute une série de textes vont être votés par le parlement gaulliste qui accroissent encore le caractère coercitif du système pénal (par exemple *l'ordonnance* du 4 juin 1960 n° 60-529 à laquelle nous empruntons cette citation).

On a vu, tout à l'heure, que les tribunaux militaires vont progressivement se substituer aux tribunaux classiques pour réprimer face à l'intensification de la guerre d'Algérie. Plus précisément c'est l'ordonnance du 8 octobre 1958 (n° 58-921) qui va donner aux tribunaux militaires, traditionnellement à compétence restreinte (tribunaux ayant pour simple fonction de juger des militaires), une compétence extrêmement étendue. Citons pour exemple : vols ou recels... entraves à la circulation routière... associations de malfaiteurs... outre naturellement les crimes contre la Sûreté intérieure de l'Etat, rébellion avec armes, etc.

De grands procès eurent ainsi lieu dans le cadre de cette compétence (affaire Janson, attentat de Mourepiane), mais ces affaires éclatantes ne doivent pas faire oublier les innombrables militants qui sont passés entre les mains de la justice militaire française, pendant cette période.

Quelques années après (1962) intervient la création de la Cour de Sûreté de l'Etat, directement issue de la guerre d'Algérie, et acceptée malgré certaines résistances (notamment au niveau des plus hauts magistrats chargés de contrôler la constitutionnalité des institutions) par l'opinion publique dans le contexte de la lutte contre l'O.A.S. La Cour de Sûreté va

naître du glissement à l'extrême-droite de l'armée et de son adhésion idéologique et pratique (pour certains éléments) au putsch. Le pouvoir n'a plus confiance dans l'Armée et crée une juridiction d'exception mixte, composée de magistrats et de militaires.

Bien sûr, tous les exemples qui précèdent ne sont donnés qu'à titre indicatif mais ils se fondent dans un ensemble évolutif complexe qui constitue avant Mai 68 un appareil répressif déjà très puissant.

Sans doute les textes d'exception les plus directement liés à la lutte algérienne ont-ils été rapportés en 1962, lorsque l'Armée nationale de Libération algérienne a triomphé. Il n'en reste pas moins que le fonctionnement, durant toute cette période, d'une structure répressive d'exception a habitué, dans la pratique, les appareils de l'Etat à fonctionner sur une base pré-fasciste.

D'ailleurs, si les assignations à résidence et la compétence des tribunaux militaires élargie ont disparu, les autres mesures (par exemple l'Ordonnance du 4 juin 1960 qui touche à de très nombreux textes du Code de Procédure pénale), sont demeurés dans la loi pénale, ainsi que la Cour de Sûreté et bien d'autres textes.

Enfin on doit signaler — en insistant sur les dangers que cela représente — le rôle que sera appelée à jouer l'institution du Service de défense nationale. Au niveau de l'armée, en effet, il faut insister sur l'importance de la législation en la matière, du point de vue qui nous préoccupe : celui de la fascisation.

Il résulte de la conjugaison de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 (prise sous le régime des pouvoirs spéciaux) et de la loi du 10 juin 1971 n° 71-424, que le pouvoir peut, pour « assurer la liberté d'action du gouvernement, diminuer la vulnérabilité des populations ou des équipements principaux et garantir la sécurité des opérations de mobilisation ou de mises en œuvre des forces militaires » et par de simples *décrets* (hors parlement) pris en conseil des ministres, « requérir les personnes, les biens et les services... *soumettre* à contrôle et à répartition les ressources en énergie, matières premières, produits industriels et produits nécessaires au ravitaillement, et à cet effet, *imposer* aux personnes physiques et morales en leurs biens les sujétions indispensables », notamment « en cas de menace

portant sur une partie du territoire, sur un secteur de la vie nationale ou sur une fraction de la population ».

Quel meilleur commentaire que le silence après une telle citation !

On plutôt, traduisons vite tant c'est clair :

Echec au droit de grève pourtant inscrit dans la Constitution.

Si l'on n'a pu utiliser ce texte en mai 1968 (on le complètera en 68 après la grand'Peur et 71), c'est surtout parce que le pays tout entier était « mobilisé »...

Mais contre le Pouvoir !

Poursuivons la lecture de l'ordonnance de 1959 : « Dans chaque zone, un haut fonctionnaire civil détient les pouvoirs nécessaires au contrôle des *efforts non militaires* prescrits en vue de la défense » (allusion assez claire aux définitions précédentes).

En clair, cela signifie que tout civil peut être utilisé *légalement pour briser la grève des autres ou sa propre grève.*

Et la boucle se referme sur l'article 39 (ordonnance 1959) qui étend aux « assujettis au service de défense... la procédure prévue... au code de justice militaire... (ils sont) justiciables de la juridiction militaire ».

ICI LA FASCISATION EST NETTE.

L'appareil militaire absorbe les libertés publiques fondamentales : le nivellement idéologique des appareils de l'Etat est engagé, et très avant.

Dans la pratique, mai 1968 a montré que seule la levée des travailleurs et leur immense unité dans la grève et l'action a évité le recours à cet arsenal terrifiant que s'est donné, *dès 1959,* la DEMOCRATIE bourgeoise (rappelons toutefois l'appel à l'armée qui vint aux portes de Paris).

La loi de 1971 précitée élargit le « service de défense » (article 86) qui, outre le contingent classique et les volontaires anciens, y affecte « *les hommes libérés des obligations du service militaire... les jeunes gens recensés et non encore appelés aux obligations du service militaire* ».

Et si l'on ajoute qu'on crée (titre IV) un « service féminin » on peut, sans risquer la contradiction, constater que cette affectation d'ores et déjà acquise au niveau de la loi, au « service de défense », touche l'ensemble de la population active (sauf pour les femmes qui doivent être volontaires). Ce texte, comme l'ordonnance de 1959, assimile les assujettis au service de

défense aux militaires du point de vue de la répression et *notamment les rend justiciables des tribunaux militaires.*

Le mot « service de défense » apparaît timidement dans l'ordonnance de 1959, même si l'ensemble des mesures possibles est déjà énorme dans ses conséquences sur les libertés publiques : en effet il faut une *REQUISITION.*

Après 1968, le reflux des forces révolutionnaires, la récupération des forces réactionnaires, aidées par les révisionnistes, la bourgeoisie peut aller encore plus loin.

Aujourd'hui, en effet, grâce à l'article 86 de la loi de 1971, la majeure partie de la population active du pays est d'ores et déjà légalement aux ordres du pouvoir pour réprimer toute insurrection ou même toute grève partielle importante (théoriquement même la grève générale).

L'article 94, de son côté, renvoie expressément à l'ordonnance de 1959 pour organiser la riposte *légale* de la bourgeoisie dans les cas où les travailleurs dépasseraient les limites qu'elle leur permet !

Face à cet appareil formidable seule l'organisation des travailleurs et de leurs alliés peut transformer qualitativement les luttes de masses. Sinon, l'appareil fascisant a les moyens juridiques d'écraser ces luttes. Car Mai 1968 n'a fait que suspendre cet appareil sans le détruire ; on a vu d'ailleurs qu'il s'est renforcé depuis.

Ce que nous avons dégagé plus haut, au niveau de l'appareil répressif, illustre l'efficacité relative — on le verra plus tard — de ce type de gourvernement qu'est le pouvoir personnel, gouvernement que se donne la bourgeoisie pour préserver ses intérêts.

Une des conséquences essentielles de ce type de pouvoir est l'élimination progressive mais rapide du pouvoir effectif des corps intermédiaires. Une grande partie des notables qui constituaient l'essentiel des forces de ces corps constitués vont d'ailleurs rejoindre les rangs de l'U.D.R.

L'aide objective qu'apporte le révisionnisme moderne au capitalisme a pu, avant Mai, masquer aux couches exploitées les possibilités qu'elles avaient de s'attaquer directement aux structures capitalistes. Cependant la conscience de la dégénérescence du rôle du parlement et des corps intermédiaires — qui, tout en continuant d'exister formellement, voient disparaître

leur utilité au niveau du pouvoir — va peu à peu, et malgré l'attitude des organisations révisionnistes, pénétrer dans les masses.

Celles-ci se trouvent, de plus en plus, seules face à leur oppresseur : l'Etat bourgeois.

Mai 1968

C'est l'explosion anti-autoritaire.

C'est la volonté populaire de faire irruption sur la scène politique.

C'est la remise en cause spontanée des structures coercitives.

C'est en cela que Mai 1968 représente une coupure très nette par rapport aux pratiques précédentes : la peur qu'a la bourgeoisie du peuple en colère, l'a littéralement paniquée.

Au niveau de l'appareil judiciaire rappelons la fameuse phrase de Pompidou déclarant publiquement à propos des premiers étudiants arrêtés « j'ai fait libérer les manifestants... », manifestants qui avaient été condamnés par un tribunal convoqué spécialement le dimanche précédent. Et cette phrase était prononcée alors que la Cour d'Appel n'avait pas encore statué.

La mobilisation était telle et l'erreur commise par la répression si énorme, que les magistrats ont protesté contre cette atteinte à leur indépendance. Cela a été pour eux l'occasion de prendre conscience de leur fonction idéologique, objective alors même qu'ils la rejetaient subjectivement.

C'est le point de départ d'une certaine crise idéologique dans la magistrature, c'est à cette époque que s'est constitué le Syndicat national de la magistrature.

La bourgeoisie paniquée a d'abord réagi sans nuances. C'est la répression « sauvage » qui a duré, grosso modo, jusqu'au début de 1970. Ensuite, de 1970 au printemps 1971, se place la répression sélective, période pendant laquelle la bourgeoisie a visé spécifiquement les organisations révolutionnaires. Maintenant, on se trouve au début de la période de la répression contre tout le peuple.

La répression sauvage est précédée de la courte période pendant laquelle le pouvoir est contraint à la mise en sommeil de son appareil judiciaire, par la pression énorme du mouvement

populaire. Pendant cette courte période la répression est, comme le mouvement lui-même, *directe ;* aux manifestants, aux grévistes, sont opposées les forces de police. Celles-ci révèlent dans leurs méthodes d' « intervention » leur caractère fascisant.

Comment la bourgeoisie va-t-elle reprendre l'initiative qu'elle avait perdue ?

C'est au moment du deuxième discours de De Gaulle, celui du 30 mai qui parle d'élections législatives, que la bourgeoisie va rassembler ses forces au travers des C.D.R.

Les institutions traditionnelles sont en panne et les forces de la droite mettent en place leurs propres organisations qui, au niveau idéologique, font appel à tous les mécanismes fascisants (appel à l'action civique, au drapeau tricolore, à la lutte contre le complot international, et au rassemblement anti-communiste).

Le lendemain Waldeck-Rochet prononce un discours qui par la référence au drapeau, par la dénonciation des « gauchistes et anarchistes », par la référence à la « lucidité et le sang-froid, la capacité d'organisation, la discipline de la classe ouvrière » se place objectivement sur les positions gaullistes pour retrouver le processus familier et exclusif de la solution électorale.

Pour tous les deux, il s'agit clairement d'arrêter la lutte des masses.

Compte tenu de cette complicité, la bourgeoisie peut tenter de dégager un embryon de tactique d'isolement du mouvement étudiant (apparition du mot « casseur ») ; on note que les partis traditionnels y compris le P.C.F. s'allient objectivement à cette tactique d'isolement des gauchistes.

Il s'agit de dénaturer les mouvements et actions spontanés que Mai 1968 a sécrétés en les présentant comme le fait de quelques agitateurs professionnels pour les uns, de provocateurs pour les autres.

A la fin de cette première période, la charnière est posée qui facilitera la répression dans la seconde : la loi anti-casseurs.

Préparée au moment des manifestations spontanées, en tout cas ayant un caractère de masse, elle sera votée peu après quelques actions spectaculaires, dont certaines (occupation des locaux de l'éducation surveillée) mettaient directement en cause la fonction idéologique et pratique de la justice bourgeoise.

Elle sera aussitôt utilisée contre les mouvements, sauvages au non.

Tout en rappelant que la plupart des organisations révolutionnaires ont été dissoutes par décret du 12 juin 1968, il faut souligner que c'est surtout au cours des années 1969, 1970 que la répression va sélectivement choisir de frapper telle ou telle organisation.

Il est vrai que certains groupes révolutionnaires pendant la première période ont été réprimés judiciairement, mais l'axe répressif n'était pas d'atteindre l'organisation en tant que telle pour l'éliminer. Dans la première période, en effet, c'étaient les individus, et non leur appartenance à telle ou telle organisation, qui étaient visés : cela s'explique par la force de Mai 1968 qui, ayant libéré l'expression de la volonté populaire, amenait également dans la pratique spontanée une multitude d'initiatives qui ne passaient pas radicalement par les organisations.

Mais cette seconde période est caractérisée par le choix, par le pouvoir d'éliminer, après les avoir isolés, les principaux courants gauchistes, sauf ceux que la bourgeoisie pense pouvoir raisonnablement digérer (c'est-à-dire ceux qui privilégient la voie légaliste et la participation parlementaire).

La répression va dans cette seconde période prendre deux formes parallèles (de 1969/1970 au début de 1971).

a) *Répression sur les actions menées par les groupes.*

— Procès devant la Cour de Sûreté de l'Etat des marxistes-léninistes, militants qui menaient l'action clandestine.

— Procès des diffuseurs de la Cause du Peuple de 1970, procès qui ont été annulés par la Cour de Cassation.

— Affaire de Meulan qui permet de dénoncer le scandale de l'embauche des travailleurs immigrés et aboutit à une victoire devant la Cour de Sûreté de l'Etat, plus récemment à des inculpations de trafiquants de travailleurs.

— Affaire d'Hénin-Liétard devant la Cour de Sûreté de l'Etat qui, au travers du Tribunal Populaire de Lens, pose les problèmes des accidents du travail et des conditions de vie des mineurs, face au Capitalisme assassin.

b) *Recherche systématique des militants et intimidations diverses :* ici se place la répression quotidienne à l'égard des jeunes par la pratique de la vérification d'identité, détournée

de son but et utilisée de façon illégale par la police, hors de toute flagrance ou de tout acte judiciaire (même au niveau des magistrats du Parquet).

Ajoutons-y la pratique corrélative des brutalités policières soit à la faveur de manifestations (attentat contre Richard Deshayes, affaires Guiot et Jaubert), soit contre des isolés de tous ordres (jeunes, répression au niveau des usines, distributions de tracts rendues très rapidement impossibles, répression judiciaire des distributeurs, procédures de violences à agents, rébellion, etc.) répression contre la presse révolutionnaire.

A ce sujet il faut souligner que la répression s'exerce dans la rue, comme la diffusion même faite par les militants révolutionnaires. Il s'agit pour le pouvoir d'atteindre tout ce qui peut faciliter la pénétration dans le mouvement populaire des idées révolutionnaires : c'est le délit d'opinion.

Pour atteindre ce but la bourgeoisie va frapper au niveau de la survie économique des publications (fortes amendes, interdictions, saisies de journaux et entraves à la libre diffusion). Mais elle va frapper également à la base de la diffusion (poursuites correctionnelles en vertu de la loi sur la presse du 19 juillet 1881 des diffuseurs et des directeurs de publications de la presse révolutionnaire).

Par exemple, un article de la loi sur la presse prévoit qu'il faut mentionner le nom de l'imprimeur systématiquement. De nombreux diffuseurs de tracts sont condamnés en correctionnelle en vertu de ce texte.

Pourtant la répression judiciaire relative à cet article du code pénal était pratiquement nulle avant 1968.

L'élargissement de l'appareil répressif se marque parallèlement par de nouvelles mesures : loi anti-casseurs, loi anti-drogue, etc.

Cette période correspond à une montée des luttes populaires, sous des formes dures : grèves avec occupations et séquestrations de patrons et de cadres, mouvements paysans, luttes des petits commerçants, objectivement éliminés par la politique monopoliste du pouvoir, qui mènent actuellement l'action directe contre ce pouvoir, sans que l'on puisse, à ce stade des luttes, affirmer que leur action puisse devenir révolutionnaire.

Le parallèle entre, d'une part, la répression systématique des organisations gauchistes, menée par le pouvoir et ses alliés, d'autre part la montée des mouvements populaires (70/71

Flins, Berliet, O.S. du Mans, etc.), va amener un réajustement de la répression à la contestation.

C'est ainsi qu'on arrive à la troisième période qui se caractérise par l'utilisation de l'appareil répressif comme instrument de répression du peuple (répression quotidienne) très caractérisé par l'incident grave de la loi restreignant le droit d'association, fausse manœuvre d'un pouvoir qui craint les libertés publiques.

La levée des boucliers, y compris bourgeois, de l'ensemble des éléments de la population attachés aux libertés individuelles va entraîner un phénomène de rejet de cette atteinte.

Mais cet. incident de parcours n'empêche nullement les tenants du pouvoir de mener directement ou indirectement aux niveaux les plus divers la répression sur le peuple : campagne d'expulsions au profit du secteur privé, politique xénophobe et difficultés faites aux immigrés, expulsions, etc.

Nous sommes actuellement au début de cette période.

Ces grandes campagnes anti-jeunes, anti-immigrés... se traduisent concrètement sur le plan judiciaire à deux niveaux.

D'abord au niveau législatif, notamment avec la loi anti-drogue. C'est toute une campagne que mène la bourgeoisie pour isoler la jeunesse. La jeunesse est pour la bourgeoisie une force à récupérer dans la meilleure hypothèse, à neutraliser dans la pire. Pour la neutraliser, la bourgeoisie, dans son processus de fascisation, emploie deux armes essentielles. Dans ces campagnes les jeunes sont dénoncés comme des déliquants ou des drogués, et la presse bourgeoise s'en fait l'écho régulièrement, intoxiquant l'opinion.

Cette intoxication traduit au travers de la presse bourgeoise, la volonté chez certains éléments du pouvoir de favoriser les réflexes fascistes dans les masses (appel à la lutte, contre la dépravation de la jeunesse, absence de répression efficace contre les campagnes et crimes racistes, etc.).

Heureusement, face à ce processus, la population ne suit pas ; c'est très net dans les débuts de mobilisation que suscitent les agressions récentes contre les jeunes et les immigrés (Saint-Etienne, Sceaux, Les Blagis, La Courneuve, affaire Djellali. etc.).

Cela n'empêche pas le pouvoir de se procurer les textes qu'il lui faut pour réprimer. C'est extrêmement grave dans la mesure où cela atteint le domaine des libertés publiques de façon assez

formidable (exemple la pratique des perquisitions de nuit dans le cadre de la loi anti-drogue). Sur le plan idéologique, cela permet d'habituer la population à laisser rogner ce domaine, c'est effectivement la préparation idéologique au fascisme. On le prépare sous l'éclairage de la drogue, mais cela va servir à autre chose.

D'autre part, sur le plan de la pratique judiciaire, il y a des investigations qui sont menées par la police sous prétexte de drogue et, dans les prétoires, les condamnations pleuvent et envoient des tas de jeunes en prison. Et il arrive ce qui est arrivé dernièrement : à force d'envoyer des jeunes en prison, comme « délinquants » ou comme « drogués » ils se révoltent en prison...

On doit souligner des contradictions au sein de la bourgeoisie elle-même, dans l'utilisation des textes anti-démocratiques. Ainsi, à propos de la loi anti-casseurs, il y a eu un frein dans la pratique judiciaire. Certains magistrats ont refusé d'appliquer ce texte : il y a eu deux ou trois arrêts de jurisprudence dans ce sens. Le Syndicat de la magistrature a d'ailleurs protesté contre cette loi.

Le processus de fascisation est caractérisé par ce phénomène de bascule entre la mise en place d'un appareil répressif d'une part, et d'autre part, la mise en réserve de cet appareil, utilisé de façon feutrée, sous les apparences d'une justice démocratique, mais en fait tout prêt à fonctionner.

Si cet appareil est en sommeil c'est que la bourgeoisie a une position défensive. Il y a eu certes des freins à l'intérieur de la magistrature, mais ce n'est pas indépendant de ce qui se passe dans les masses. Ce qui a fait reculer la loi anti-casseurs, ce qui a fait qu'après avoir été essayée, elle semble tomber un peu en désuétude, c'est qu'elle visait à avoir les masses avec soi dans la répression des éléments avancés. Or une partie des travailleurs se sont identifiés à ceux que l'on appelait les casseurs, ce que ne prévoyait pas la bourgeoisie. Si le P.C. et les autres organisations se sont senties obligées de dénoncer dans leur langage la loi anti-casseurs, c'est que les ouvriers des Batignolles et d'ailleurs cassaient. Et même s'ils ne cassaient pas, ils se sentaient en communion avec ceux qui cassaient.

La fascisation avec l'adhésion d'une partie des masses mystifiée, comme en Italie ou en Allemagne, cela ne marche pas

actuellement en France. A chaque tentative faite *jusqu'à présent* de mobiliser contre le peuple une partie du peuple, la bourgeoisie échoue.

Nous avons conscience que cet essai de description et d'analyse de la mise en place avant 68 et après d'un appareil répressif considérable, est loin d'être exhaustif ; restent à faire la description et l'analyse de la poussée des luttes populaires menées actuellement à tous les niveaux (logements, prisons, femmes, luttes de travailleurs immigrés, luttes des enseignants, luttes ouvrières, etc.), il nous semble que tous les appareils idéologiques de la bourgeoisie nécessaires à la reproduction des conditions de production sont contestés.

Les syndicats, les partis traditionnels qui ne mettent plus en cause le système lui-même sont également contestés.

Alors est posée la question de la nécessité pour le peuple de s'organiser face au capitalisme monopoliste d'Etat, en voie de fascisation.

Février 1972.

XXX

SUR LE RACISME ANTI-JEUNE

C'est jeune et ça ne sait pas ; ça n'a pas fait la guerre et ça ne veut pas bosser : toutes ces vieilleries — au sens propre — ne semblent rien indiquer de plus que le classique « conflit de générations », conflit qu'il semble abusif de rebaptiser sous le nom de « racisme anti-jeune ». Comme le dit dans Marie-Claire une éminente sociologue de gauche : nous aussi, nous avons été jeunes, affranchis, et nous dansions dans les caves à Saint-Germain.

Il faudrait pourtant prêter plus d'attention à la conclusion de toutes ces rengaines. Qui ne sait pas, n'a pas droit à la parole. Qui ne travaille pas ou ne sait pas travailler n'a pas droit à la parole. Qui n'a pas fait la guerre n'a pas droit à la parole. Aujourd'hui, dans la France contestataire d'après Mai 68, cette vieille sagesse bourgeoise prend une fonction précise : refuser à toute une couche du peuple le droit à la parole. Plus que cela : faire prendre en charge ce refus par les larges masses. Opération qui met à nu les mécanismes de la répression idéologique bourgeoise à l'époque du nouveau fascisme.

Quand l'élève prend la parole pour dire qu'il ne veut plus de l'école coupée de la vie, la bourgeoisie, par la voix « neutre » des adultes, lui rétorque qu'il n'a pas droit à la parole, puisque, précisément, il ne sait rien de la vie. Ironie redoublée par la feinte que le savoir qui lui manque soit celui que dispense tel professeur de latin sur les instruments de cuisine à Rome. Qui veut briser ce cercle est drogué, asocial ou névrosé. Houliganisme et démence. On est loin, certes, de Hitler mais tout près de Brejnev. Et Brejnev, c'est le fascisme de notre temps.

Refuser aux jeunes le droit à la parole, cela ne suffit pas ;

ce qu'il faut, c'est faire prononcer ce refus par les masses et bénéficier de l'idée en retour chez le jeune que ce sont les masses qui sont répressives. « Qui ne travaille pas n'a pas droit à la parole. » Le nouveau fascisme, comme l'ancien, s'entend à imbriquer l'idée fausse dans l'idée juste. « Qui ne travaille pas, n'a pas droit à la parole. » Qu'est-ce que cela veut dire ? Que sur les chaînes de Citroën ou de Renault, la libre expression des *travailleurs* règne sans partage ? Manifestement, ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais du mécanisme — toujours le même — par lequel la bourgeoisie transforme les règles de sa division du travail en instruments idéologiques de division du peuple. Il s'agit d'opérer la cassure entre celui qui est exploité dans son travail et celui qui est réprimé parce qu'il ne travaille pas.

Ici c'est l'expérience du jeune ouvrier dans son F.P.A.[1] qui évente la supercherie : car il a beau se crever au travail, il tombe sous le coup du même ostracisme : c'est un glandeur, *il ne sait pas travailler.* Entendons bien les choses : le savoir qui lui manque, ce n'est pas l'habileté à manier le tour, c'est l'apprentissage de la soumission. La phrase, en définitive, veut dire : qui ne veut pas être exploité n'a pas droit à la parole.

C'est cela le rêve de la bourgeoisie : faire régner le silence dans le peuple, mais par une voie privilégiée, celle de la division au sein du peuple. Chasse aux cheveux longs, soit. Mais surtout, chasse à l'unité populaire. A travers la conscience qu'a le jeune lycéen du ghetto où il est enfermé, à travers sa volonté d'en sortir, apparaît la question aujourd'hui décisive de l'unité populaire.

*
**

Les deux documents qui suivent apportent l'expérience et la réflexion de jeunes des lycées et des F.P.A. Ils ne parlent pas en tant que représentants de la couche sociologique des jeunes. Ils parlent au nom des luttes qu'ils mènent quotidiennement contre l'école des flics et des patrons, c'est-à-dire l'école du silence et de la division.

1. Centre de Formation professionnelle des adultes

I. — Le ghetto des lycéens

De l'ordre administratif...

— Quand vous parlez, au lycée, de la fascisation, des mesures fascistes de l'administration, cela paraît un peu « exagéré ». Qu'est-ce que cela représente ?

Laurent. — Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé au lycée depuis la rentrée. Toute l'administration avait été changée. Dans l'esprit des types, c'était important : la vieille administration était accusée de trop de libéralisme. Après Mai, l'idéologie officielle, c'était : « le lycée est une communauté ». La circulaire Guichard est venue briser tout ça. Le foyer et tous les trucs réformistes sont tombés à l'eau. La circulaire est devenue un symbole pour les lycéens parce qu'elle venait structurer tous les efforts de reprise en main des forces réactionnaires dispersées (administration, profs flics, parents autonomes). C'était reconnaître que les proviseurs durs avaient raison. La fascisation, c'est cette planification de la répression qui fait qu'elle n'est plus l'affaire de tel proviseur plus ou moins dur mais l'affaire d'une loi ou d'une circulaire. Du coup le proviseur apparaissait comme le pur instrument d'une loi fascisante. Au début de la grève, quand on a fait le meeting pour demander des explications, il est venu dire : « Rentrez en classe. Je ne parlerai qu'aux délégué élus. » En somme, il a récité le texte de la circulaire.

Julien. — Dans le temps, au lycée, c'était l'idéologie de la « grande famille » ; la « bonne ambiance », les croutes au mur, les carnets de note et la fête du lycée... Il y a un an, ils essayaient encore de maintenir le « niveau moral ». Cette année, leur rêve de revenir comme avant s'est dissipé. Ils essaient seulement de rétablir l'ordre.

— Le point de départ du mouvement, cette année, ça a été une manifestation contre les parents autonomes. Quel rôle les parents jouent-ils dans ce processus ?

Laurent. — L'administration utilise les parents pour opérer un déplacement de la répression. Si l'administration réprime directement les élèves, elle risque de se trouver en présence

d'une lutte de masses. Pour empêcher cette lutte de masses, elle a besoin d'un rapport répressif personnel. En face des parents, chacun est seul, il y a le chantage affectif, les liens personnels...

Claire. — Cela a été parfaitement évident lorsque les parents Cornec sont venus trouver le proviseur pour protester contre les expulsions. Il a refusé de les recevoir. Il leur a dit : « POUR MOI, VOUS N'ETES PLUS DES PARENTS. » S'ils ne réprimaient pas, ils ne pouvaient pas être considérés comme de vrais parents.

Laurent. — Ce qui se met en place, c'est une mosaïque de répression équilibrée. La maison, la rue, le lycée doivent former un système de répression cohérent.

— *Et les lycéens fascistes, il y en a ?*

Laurent. — Il y a en principe l'U.L.N. qui compte quelques élèves. Mais ils n'ont aucune présence politique parce que la présence politique de groupes comme ça n'est pas tolérée par la grande masse.

Eric. — Ils ont recours aux commandos d'Assas. Ce sont les fascistes d'Assas qui viennent faire leur police au bahut. S'il y a une distribution de tracts, si des groupes de discussion se forment, ils débarquent à une dizaine et ils font peur aux gens.

François. — A Louis-le-Grand, c'est différent. Après les mesures prises par l'administration pour écraser les gauchistes, les fascistes ont pu se montrer, afficher. Mais ils ne peuvent guère aller plus loin. Alors ils se posent en champions de la démocratie, exaltent M.L. King, en l'opposant aux méthodes violentes des gauchistes, font de la démagogie sur les scandales... Ils cherchent, avec l'aide de l'administration, à provoquer les gauchistes, tout en apparaissant comme les défenseurs de la liberté d'expression. Il y a quand même eu un fasciste qui a cassé le nez à un gauchiste. Le gauchiste est parti à l'hôpital et il a eu un avertissement...

Claire. — ... pour avoir eu le nez cassé ?

François. — Oui. L'administration protège ouvertement les fascistes. On voit même des membres de l'administration monter la garde devant la salle où ils se réunissent.

Laurent. — A propos de l'administration, tu pourrais raconter les méthodes qu'elle a employées avec toi.

François. — L'année dernière, j'étais en C ; à la fin de l'année, contre l'avis de mon prof de maths, ils décident de m'envoyer en terminale A. La personne chez qui j'habitais est allée voir le proviseur. Il lui a montré une liste de 12 indésirables dont j'étais. Finalement, ils m'ont fait passer un examen à la rentrée. Une heure après le début de l'examen, je vois entrer mon surveillant général qui se plante devant moi et me dit : « Ah ! c'est vous. J'espère bien que vous raterez votre examen. » J'ai été repris en m'engageant sur l'honneur à ne pas aller à des réunions politiques, à ne pas faire de politique, à ne pas faire grève, etc. Il faut rappeler qu'à Louis-le-Grand, l'année dernière, il y a eu les huit exclus pendant l'année et les exclusions en masse à la fin de l'année. Cette année, au moment des événements de Montaigne, pour tenir un meeting, il a fallu faire venir quelqu'un de l'extérieur pour prendre la parole. Un type du lycée aurait pris trop de risques.

Laurent. — L'expérience de Louis-le-Grand montre bien les deux moments : « reprise en mains » par l'administration et ensuite installation des fascistes. Cette année, chez nous, on a vu le même effort conjugué. On allait sur la voie de Louis-le-Grand. Si ça n'a pas été plus loin, c'est qu'on l'a empêché par la grève et le mouvement du premier trimestre. Les fascistes n'entrent toujours pas au bahut. *

... A l'autorité du savoir.

Eric. — Je ne sais pas si ce qui se passe maintenant est un phénomène nouveau. Mais comme les gens réagissent plus qu'avant, le pouvoir doit se défendre de façon plus ouverte. Il réagit notamment en face du danger de la jeunesse.

Laurent. — La question de l'ordre administratif est subordonnée à une campagne contre la jeunesse. Prends l'affaire d'un copain qui a été vidé pour insulte à un professeur. Le scandale c'était qu'il avait insulté un *adulte*. On n'insulte pas un adulte. Bien sûr le censeur, en face, ne se gênera pas pour venir nous dire : « vous êtes de petits nazis ». Les profs pourront déchirer

* Affirmation démentie entre temps par une attaque des fascistes à l'intérieur du lycée. Le proviseur, frappé lui-même par les fascistes, a réagi avec un instinct de classe sûr; il a fait traduire en Conseil de discipline et exclure les lycéens les plus actifs dans l'organisation de l'auto-défense.

les affiches, gifler les élèves ou les malmener. Il y en a un qui a dit à un conseil d'administration : « Si les professeurs étaient responsables, quand les élèves manifestent dans les couloirs, ils sortiraient des cours pour leur casser la gueule. » Lors du second meeting, quand je lui ai dit : « On est beaucoup, monsieur ». il s'est précipité sur moi, m'a secoué, est allé chercher un autre prof pour savoir qui j'étais...

Marcel. — Pendant la grève, ils déambulaient à 2 ou 3 dans les couloirs, marchaient sur les pieds des gars, les bousculaient. Il leur fallait l'espace, un peu comme aux fascistes d'Assas.

Laurent. — Leur principe, c'est : « Fermez votre gueule ». On a eu une discussion tout à fait typique avec un pion. Il nous disait : « Tant que vous dépendez de vos parents, vous n'avez qu'à la fermer. » Mais ça allait encore plus loin. Ce qu'il arrivait à dire, c'est finalement : tant qu'il y a quelqu'un qui vous nourrit, on ne peut rien dire contre. Et comme le censeur le « nourrissait », il ne pouvait rien dire contre lui. Il y a ça et puis l'autorité du savoir : si on ne *sait* pas, on n'a pas le droit de parler.

Claire. — L'exemple typique, c'est le prof de latin. C'est un héritier, il transmet tout en bloc, un savoir intouchable. Il ne comprend pas pourquoi on ne veut pas travailler le latin. Il raisonne comme ça : « Quand c'est utilitaire, vous ne voulez pas en faire ; quand c'est gratuit, vous ne voulez pas en faire non plus. Donc vous êtes illogiques ». *Mais c'est leur logique ;* Quand on est au fond d'un puits, c'est illogique de vouloir monter le long d'un mur lisse. On attend d'un élève qu'il remplisse un rôle cohérent. S'il a une attitude politique, c'est une attitude « illogique », « caractérielle ».

Laurent. — Autre méthode des profs : l'infantilisme. Par exemple, le prof d'histoire ne dit que des trucs infantiles. Alors forcément nos réactions sont aussi infantiles et il déclare : Vous êtes infantiles. C'est un cercle parfait. Mais finalement, sur le mode de la plaisanterie, ça revient au même. Quand il a commenté le programme des nazis il s'est arrêté sur le dernier point : la stérilisation des anormaux, il a dit en nous regardant : « C'est peut-être ce qu'il y avait de moins mal dans le programme nazi. » Stériliser tous les gauchistes, c'est peut-être pour eux la dernière arme pour empêcher la révolution.

François. — Au lycée, quand il y a répression, le réprimé

est toujours défini, soit comme un névrosé, soit comme un sale drogué. Au dernier conseil de discipline, tous les accusés ont été accusés d'être des hystériques névrosés.

Claire. — X. qui a été vidé était un « caractériel ». On est des anormaux parce qu'on refuse leur logique. Mais ce qu'ils ne se demandent pas, c'est ce qui fonde le fait qu'on ne veuille pas « travailler ».

— *Vous pouvez expliquer ce refus ?*

Laurent. — Tout ce qu'on apprend n'a aucun rapport avec la vie. On n'en comprend pas la nécessité. Pourquoi faire une version latine ? Quand on lutte sur un plan personnel comme sur un plan collectif, on n'en entend pas parler de cette version latine.

Claire. — En latin, on nous parle de la théière et de l'autocuiseur à Rome... l'autre jour, on est allé à un meeting sur les prisons. C'était un autre monde. Ce qu'il faut, c'est que ce qu'on apprend nous aide à comprendre ce qui se passe dans la vie.

Eric. — L'enseignement, c'est la dévitalisation de tout. Même entre nous, on arrive à parler sans que ça ait aucun sens. Il s'agit d'étouffer en nous toute imagination pour faire de nous des gens soumis, des chiens de garde.

Marcel. — L'intolérable dans l'enseignement, c'est le compte tenu de la pré-culture. Au foyer, il y a des gens qui n'ont aucune possibilité d'expression, parce qu'ils n'ont pas cette pré-culture que les enfants de la bourgeoisie tiennent de leur milieu. Il y en a qui, à cause de cela, ne peuvent absolument pas faire de maths modernes. Il n'y a aucune possibilité si on ne possède pas un langage qui est un langage bourgeois.

Il y a aussi le rôle des psychologues. Au foyer, on fait appel à des psychologues, et c'est eux qui décident de l'avenir d'un mec. Les gars prépareront un C.A.P. de chaudronniers ou d'électriciens, sans qu'on s'occupe de ce qu'ils veulent faire. D'ailleurs, chez les jeunes qui sont placés en foyers, leur orientation dépend de la situation sociale de leurs parents : si c'est un fils de paysan ou d'ouvrier, il travaillera en usine. Un enfant d'un milieu moyen préparera des trucs du genre comptabilité, un enfant qui a déjà commencé des études secondaires ira au lycée.

Laurent. — L'existence même du langage bourgeois, c'est l'accaparement de la culture. Au départ l'enseignement est discriminatoire.

Ça, c'est la logique du système. C'est quand cette logique est remise en question qu'on en vient à des méthodes policières. Si le système était bien huilé, il n'y aurait pas besoin d'autre chose. *S'ils ont besoin d'autre chose, c'est que, dans la machine, on est le grain de sable...*

De l'autorité de la science à l'autorité de la police

— En dehors du lycée, le racisme anti-jeunes, ça correspond à quelle expérience ?

Eric. — Il y a d'abord les flics qui te demandent tes papiers continuellement, et ça, en fonction de ton apparence : vêtements, longueur des cheveux...

Claire. — Une fois, j'ai été arrêtée parce que j'avais pas de manteau. Comme il faisait froid, ils ont pensé que je m'étais échappée d'un centre de redressement.

Laurent. — Dernièrement, au quartier latin, je voix deux flics qui s'amènent devant moi, en disant : « Ça, c'est un fournisseur. » Ils se sont mis à me palper pour chercher la drogue. Ils allaient me relâcher, quand arrive un 3e flic : « Faut chercher plus sérieusement. Regardez les revers des pantalons. Et dans le slip, t'as rien ? »

Pour les flics, le jeune, c'est d'abord un mao. Quand j'étais en Seconde, avec un copain, on avait piqué une plaque de rue. Manque de pot, on passe juste devant un commissariat ; on se fait embarquer. Le premier truc qu'ils nous disent : « Alors, vous êtes des maos ? » Mais quand mon père est venu me chercher, ils l'ont rassuré: « Vous savez, c'est une petite affaire de jeunes. Mais il ne fait pas de politique. Ce n'est pas un mao. »

Marcel. — Pour eux, on est tous des maos ou des drogués ou des pédés. Si on a les cheveux longs, on est des pédés. L'exaltation de la virilité, ça ressort à tous les coups. C'est typiquement fasciste. C'est une immixtion de l'idéologie fasciste dans les arguments des adultes.

— *Les grandes campagnes de presse sur la drogue, pour vous ça a quelle signification ?*

Eric. — Pour moi, la campagne sur la drogue a un double objectif : premièrement, exercer une répression politique, fliquer, sous prétexte de drogue, tout ce qui est militant politique. Deuxièmement exercer une propagande sur la population, en inculquant toute une idéologie raciste envers les jeunes, du même type que le racisme envers les étrangers. Par la drogue, le pouvoir exerce toutes les pressions qu'il veut.

François. — C'est classique au lycée, quand on réprime un type, de le présenter comme un drogué. Il y a un an, un type s'est fait vider, le proviseur a téléphoné à ses parents en disant : « Votre fils est un sale drogué. »

Marcel. — La campagne anti-jeunes, ça vise à donner aux jeunes un complexe de culpabilité. C'est tout un conditionnement. Il s'agit d'obliger le jeune à s'avouer fautif, de le persuader qu'il n'a qu'à s'écraser.

La campagne sur la drogue entre là-dedans. D'un côté, il s'agit de présenter encore une tare des jeunes, de l'autre, il s'agit par là de leur faire refuser le droit à l'expression par les masses. Un mec qui est conditionné par ça ne pourra jamais entendre un jeune.

Julien. — C'est fait pour entretenir le mythe de l'irresponsabilité. Jeune = Irresponsable. Mais quand il s'agit de le réprimer, alors là il est tout à fait responsable.

Marcel. — Ça vise à créer un climat policier. Au foyer, il y a encore un an, jamais on n'aurait été voir un gars et lui demander s'il se droguait. Jamais on n'aurait fouillé sa chambre. Or moi, récemment, parce que j'avais demandé qu'on fasse un débat sur la drogue, le directeur m'a demandé si je ne me droguais pas. Si j'avais eu les cheveux courts et si on ne connaissait pas mes idées, il ne m'aurait jamais demandé ça.

— *En somme, tu demandais la liberté d'expression et on te répond sur le terrain policier ?*

Marcel. — C'est ça. On fout dans la tête des gens que le jeune est un drogué et que, donc, on ne peut pas lui donner le droit à la parole. Et puis on dit à l'ouvrier que le jeune est un drogué, donc qu'il est hostile au boulot. C'est pour empêcher

les contacts. Il ne peut pas y avoir d'échange entre un drogué et quelqu'un qui est « sain ».

Laurent. — Il s'agit d'isoler la jeunesse parce qu'elle représente un danger pour le pouvoir. Et pour l'isoler, ils emploient des moyens pseudo-scientifiques, en disant que les jeunes relèvent de la psychiatrie, qu'ils sont des drogués ou des asociaux. Ça, je crois que c'est un trait purement fasciste.

La répression par la « science », on en a l'exemple dans le rôle joué au lycée par le médecin et l'assistante sociale. L'assistante sociale a pour fonction de faire des dossiers, de déclarer que tel type est caractériel, de montrer « scientifiquement » qu'il ne peut pas rester au lycée.

Moi, j'ai été convoqué par l'assistante sociale, parce que j'ai une « gueule de drogué ». Elle m'a expliqué qu'il y avait le secret professionnel, etc. Ça voulait dire : « Tu peux dénoncer. »

Marcel. — La médecine au lycée a un rôle de police. Particulièrement dans les lycées de filles où l'on renvoie les filles enceintes de 1 ou 2 mois...

Moi, quand je suis allé voir l'assistante sociale, elle me demandait, sans en avoir l'air, des renseignements. Elle prenait des noms de dossiers, elle me disait « il y a des cas difficiles », etc. J'avais un peu l'impression qu'elle voulait m'acheter.

François. — La campagne sur la drogue et toutes les campagnes anti-jeunes, c'est le pouvoir qui crée un réflexe de peur dans la population pour pouvoir s'affirmer. C'est : « Braves gens, armez-vous. » On convainc les gens que leur bonheur, c'est la sécurité, que leur sécurité passe par le pouvoir, contre toutes sortes de gens pas normaux : drogués, asociaux, fous, jeunes...

Laurent. — L'idéologie de la normalité, ce n'est pas nouveau. Les fascistes des années 30 ont toujours lutté contre les anormaux. Quand un prof d'histoire vient dire même en plaisantant que la stérilisation des anormaux, ce n'est pas un mauvais programme, ce n'est pas innocent.

Dans toute cette campagne, il y a un mensonge permanent : on renvoie les gens de l'autorité de la police à l'autorité du savoir, de l'autorité du savoir à autre chose encore, pour que finalement, ils ne puissent jamais connaître la vérité que sur le point précis où ils ont combattu. Au lycée, on savait parce

qu'on était en grève. Mais, avec le blocage de l'information, on ne peut plus rien savoir. Comment veux-tu que les lycéens de Brest se mobilisent quand ils voient sur les journaux qu'on épure les lycées parisiens des drogués ou que des classes ont été saccagées. Ça, c'est le fascisme pur. Enfin c'est comme ça que je ressens le fascisme.

— *Au niveau de la manipulation de l'opinion ?*

Laurent. — C'est ça. *On ne met pas les gens dans des camps de concentration géographiques mais dans des camps de concentration idéologiques.* Quelque chose comme ça...

Le ghetto

— *Tu penses que ça, c'est une conscience de masse chez les jeunes au lycée ?*

François. — Il faut voir une chose :

Les élèves des lycées *peuvent* ne pas se sentir visés par ces campagnes, parce qu'ils sont en majorité des fils de bourgeois. Ils peuvent se ranger du côté du pouvoir, possibilité qui est beaucoup moins large pour les autres jeunes. On se sent visé à partir du moment où l'on a choisi d'être de l'autre côté.

Laurent. — Il ne faut pas se faire d'illusions sur les jeunes. Les barrières de classe sont en dernière analyse plus déterminantes que la barrière jeunes/adultes. Tous les jeunes ne sont pas opprimés de la même façon, mais ils sont tous soupçonnés de la même façon. Je ne sais pas quelle est la mesure à trouver entre le combat contre la bourgeoisie et le combat des jeunes. Mais celui-ci existe, c'est sûr. Le F.L.J. ça répondait à un besoin tout comme le M.L.F. Et pourtant les femmes ont conscience qu'il y a des bourgeoises et des prolétaires et qu'elles ne sont évidemment pas opprimées de la même façon. C'est la même chose pour les jeunes.

Il y a des mecs qui se battent juste sur le front de la culture : opposer notre culture à celle que nous impose le lycée. Ça les amène à prendre pour mot d'ordre : quitter les lycées. Pour eux, puisque le lycée est culturellement répressif, il faut aller faire des expériences ailleurs : communautés, musique, création d'orchestres, etc. Finalement, pour faire une nouvelle culture, il faut n'appartenir à rien, lycée, usine, université...

Claire. — Ce n'est pas en appartenant à rien qu'on fera une nouvelle culture...

François. — C'est sûr. Elle ne peut être une contre-culture véritable que si elle s'exprime sur le lieu même de la culture. Le problème c'est que les militants politiques sont incapables d'assumer cette contre-culture et que les types qui cherchent à le faire sont incapables d'assumer une action sur le lieu de leur travail. C'est peut-être la contradiction qui bloque le mouvement des jeunes : la contradiction entre une lutte culturelle et une lutte de type, disons : bolchevik.

Julien. — C'est sûr qu'il y a de plus en plus de types qui se sentent cernés, qui veulent partir. Le rêve de la plupart, c'est de se trouver un boulot pour gagner un peu de fric et pouvoir se barrer. Il y a les types qui s'en vont un mois en communauté, et puis ils reviennent, ils te font le Gault et Millau des communautés. C'est pas sérieux : il faut partir plus loin...

— Ce que tu indiques, c'est une solution de fuite. Est-ce que ça ne rejoint pas un des grands thèmes de l'idéologie anti-jeunes : les jeunes ne veulent pas travailler ?

Julien. — Le travail, pour eux, c'est une valeur sacrée. Un gars qui a travaillé, on le considère. Je veux pas faire l'apologie du non-travail. C'est sûr qu'on peut pas se permettre de rien foutre, alors qu'il y a tant de mecs qui se crèvent à se faire exploiter. Mais, dans l'utopie, ce à quoi il faudrait arriver, c'est la fin du travail, enfin du travail tel qu'il est actuellement.

— Est-ce que ce que tu dis là ne comporte pas un risque de cassure entre les jeunes et la masse des travailleurs : « Les ouvriers, ils bossent toute la journée et les lycéens, ils ne veulent rien faire, etc. »

Julien. — C'est vrai : il faut y aller avec prudence. Mais il faut faire comprendre que l'abrutissement n'est pas du tout un facteur essentiel au travail.

Marcel. — Ça ne concerne pas seulement les lycéens : l'année dernière, au foyer, on était avec des jeunes travailleurs, des types de 18 ans. Il y en avait souvent qui refusaient d'aller travailler, qui faisaient la bleue. On leur disait que le travail, c'est ça qui permet de s'accomplir, etc. Les éducateurs disaient : « chez les jeunes, l'éthique du travail, ça n'existe plus ; il n'y a

plus de cœur à aller au boulot ». Ils ne voulaient pas reconnaître aux jeunes le droit de ne pas aller au travail. Le travail, pour eux, c'est nécessaire à l'équilibre.

Je pense que les jeunes souvent sont amenés à refuser le travail parce qu'il est imposé. Il y a l'exploitation et puis il y a le fait de faire un boulot qu'on n'aime pas. Les types du foyer, ils auraient voulu un boulot qui leur permette d'être à l'air libre ou alors de fabriquer quelque chose. Or les seules possibilités, c'était magasinier ou manutentionnaire. Les mecs y restaient un mois, et puis ils ne retournaient plus voir le patron. Le choix du travail ne leur avait jamais été donné. Mais on ne peut pas dire que les jeunes refusent le boulot, ce serait faire le jeu des autres.

Laurent. — En tout cas, la cassure dont on parlait, au niveau du lycée, c'est très net. L'administration monte le personnel contre les élèves, elle les conditionne sur le thème : ce sont des privilégiés qui ne font rien. Pendant la grève, on est allé discuter avec les membres du personnel, on aurait voulu faire l'union avec eux mais on n'a pas pu. A travers l'attitude des agents, on a bien vu comment la bourgeoisie veut isoler la jeunesse des travailleurs et monter ceux-ci contre elle.

Cet isolement par rapport aux travailleurs, il est particulièrement sensible pour un lycée parisien, a fortiori un lycée du quartier latin.

En province, les choses sont plus faciles. L'année dernière, j'étais à Nantes. Pendant la grève des Batignolles, il y a eu une grève de solidarité des profs et des agents du lycée. Et il y a des lycéens qui ont décidé de s'associer à la grève. Ils n'avaient pas le droit. Les parents ont reçu des lettres. Alors on a décidé de faire avec des ouvriers des Batignolles une réunion d'information sur la grève. Il faut dire qu'il y avait au lycée des fils d'ouvriers des Batignolles. Finalement, ça a été interdit par l'administration et on n'a pas pu le faire. Mais c'était vachement bien que l'idée ait germé. C'était une unité assez profonde et très naturelle, puisque les fils des grévistes étaient là, de se solidariser avec leurs parent. C'était l'unité entre lycéens et adultes, entre lycéens et ouvriers, producteurs et non-producteurs, enseignants et enseignés, etc. Ça ne s'est pas réalisé, mais dans un lycée absolument pas politisé, où il y avait juste quel-

ques militants isolés, cette idée-là avait germé, et il y avait une cinquantaine de types qui risquaient de se faire vider du bahut pour la réaliser...

Le grain de sable

— Vous disiez tout à l'heure : on est le grain de sable qui empêche la machine de tourner. Qu'est-ce que cela veut dire ?

François. — Ça veut dire que l'on a pris conscience que le système avait besoin de nous pour se perpétuer et qu'on avait donc une efficacité dans la machine. Pour des scientifiques, ça se pose très largement. La prise de conscience passe par l'inutilité de ce qu'ils font pour eux et l'utilité de ce qu'ils font pour le système.

Eric. — Jusqu'à la lutte de cette année, on pensait qu'on n'avait aucun moyen d'action sur le système, puisqu'on était à l'école. La prise de conscience de ce que représente l'école dans le système nous amène à dire qu'il y a une action tout à fait possible.

Laurent. — Jusque là on gardait une conscience encore abstraite. On avait lu des livres marxistes, mais l'étude qu'on avait faite, c'était tout comme si on avait suivi au lycée des cours d'économie pseudo-marxiste. On se contentait d'un savoir théorique et on était récupéré jusque dans notre conscience politique. Par la logique du système, la dernière chose que l'on peut comprendre, c'est justement l'engrenage dans lequel on est pris, l'autorité du savoir, la position de classe de l'école.

Avant on tombait facilement dans des solutions réformistes. On s'arrêtait à la constatation : « Il n'y a pas de fils d'ouvriers au lycée. » On disait : « Ouvrez les portes du lycée aux ouvriers. » On ne disait pas : « Ouvrez les portes du lycée à l'idéologie prolétarienne. »

— A propos de portes ouvertes, il faudrait peut-être revenir au mouvement lycéen du 1^er^ trimestre, essayer de faire le bilan de la lutte.

Eric. — Ce qui a été important, ça a été la spontanéité des élèves. Dans la lutte, beaucoup de réformistes sont arrivés à une certaine prise de conscience. Depuis le début de l'année,

on entendait : les lycéens sont amorphes, les luttes lycéennes, c'est fini. Aussi, au début, on se disait : faut pas faire la grève, ça va être un échec. Et puis, on a été obligés de faire la grève, parce que la majorité des élèves refusaient d'aller au cours.

Marcel. — Oui, mais, à partir de là, ça a été la grève-pantoufle. Les discussions n'avaient plus rien à voir avec les motifs de la grève. Il y avait une assemblée générale permanente, mais il n'y avait que quelques gars qui parlaient, qui proposaient des initiatives. Les autres, ils subissaient la grève, comme ils subissent les cours.

Julien. — Des gars venaient d'autres bahuts, parce qu'on était le centre de la grève. Il n'y avait rien pour les accueillir, on les renvoyait des uns aux autres — vraiment une mini-administration. Les types étaient fous.

Et puis, dans le lycée, ce qui régnait c'était l'ennui... Il y a des mecs qui se sont amenés avec des guitares. On peut croire que c'est bien. Mais n'empêche que c'était démobilisateur. Les gars, ils restaient enfermés dans le lycée. Dans un C.E.T., on peut bloquer un atelier, saboter les machines, ça a une autre signification. Mais au lycée, l'oppression, c'est le savoir, il n'y a rien à palper. Alors ça s'essoufle...

— *La solution ?*

Julien. — La solution ? Ce qu'il faudrait, c'est la révolution culturelle...

Ouvrir les portes

Marcel. — C'est sûr. Cela dit, concrètement, ce qu'il fallait, c'était sortir du lycée. On était une trentaine à gueuler : il faut sortir du bahut, aller intervenir dans les autres bahuts. Les mecs voulaient pas sortir. On pouvait jouer des sketches sur les marchés, distribuer des tracts au métro, discuter le plus possible avec les gens, essayer d'en amener au lycée.

A quoi ça tient ? A ce qu'on fait depuis huit ans des trucs qui n'ont rien à voir avec le concret. La famille, puis l'école, ça ignore toujours la lutte des classes. Alors les types, ils ont du mal à voir la réalité. Dans leur famille, à l'école, on n'a jamais parlé aux types de la lutte des classes. Alors forcément...

— *Ce n'est pas seulement une question de parler.*

Julien. — Pas seulement une question de parler ; c'est une

question de voir, d'agir, de bosser, sans parler de la répression sexuelle. Les types n'ont aucune expérience. Ils sont réprimés à tous les niveaux. *Après ça, les vieux ont beau jeu de dire qu'on n'a pas d'expérience. Ils nous la castrent, l'expérience...*

— *Maintenant, qu'est-ce que vous allez faire ?*

Laurent. — Dans le lycée ou en dehors ?

— *Les deux...*

Laurent. — Au lycée, on a commencé par faire la critique du comité de lutte. Le comité de lutte, c'était une réunion de groupuscules : le P.S.U., plus la Ligue Communiste, plus Révolution, etc. Ils se posaient la question : qu'est-ce que le comité de lutte ? un truc vachement fétichiste. La question c'est de savoir quels moyens d'action on se donne, des moyens d'action originaux et qui répondent à la demande des lycéens. J'ai fait une affiche pour dire qu'il ne s'agit pas de parachuter des campagnes, mais de faire une campagne dans la classe : affichage, etc., que le comité de lutte doit impulser une contestation permanente pour que les lycéens en arrivent à poser le problème de l'école, au lieu de se mobiliser un après-midi pour le Tchad, un après-midi sur le fascisme, un après-midi sur le Viêt-nam, etc., qu'il fallait une intervention régulière, concrétisée par un journal. C'est en train de se faire.

Et puis à l'extérieur, Eric et moi, on milite au Secours Rouge, pour sortir du ghetto du lycée, essayer d'avoir une pratique de masse...

— *Est-ce qu'il n'y a pas un problème dans cette séparation entre la lutte dans le lycée et la participation individuelle à une action militante hors du lycée ? Tout se passe comme s'il n'y avait pas d'issue de masse au mouvement lycéen, pas de possibilité de se lier aux luttes populaires qu'en allant individuellement militer sur une usine, un quartier...*

Laurent. — C'est ça le problème. Regarde ce que font les groupuscules : pour eux, le lycée, c'est au mieux un terrain de mobilisation, au pire un terrain de recrutement : ils recrutent des militants dans les lycées pour les envoyer distribuer des tracts aux portes des usines. Comme ça, on donne l'impression qu'on est une organisation nombreuse, puissante, et on s'imagine

que les ouvriers vont être impressionnés. C'est la politique de Rouge...

On est encore, à ce niveau, victimes de l'école. L'école cherche à nous donner une certaine formation. Nous, on cherche à se donner et à donner aux gars une autre formation. On sort du lycée pour échapper au ghetto, mais si on sort individuellement, est-ce que ça ne risque pas, à la limite, d'être encore une sorte de formation individuelle ?

Il faudrait faire autre chose. La question de *l'issue de masse* du mouvement lycéen, pour le moment, on n'arrive pas à la résoudre.

Janvier-février 1972.

II. — Le F.P.A., c'est pas la maternelle

Jean-Pierre. — Le racisme anti-jeunes au F.P.A., ça se manifeste de plusieurs façons :

Les jeunes qui n'ont pas 18 ans, ils n'ont même pas le droit de sortir du centre. Interdit de sortir dans la journée. Si on demande un bon de sortie, ils te disent : « C'est pour aller où ? ». Les jeunes n'ont pas le droit d'aller boire un coup au bar.

Georges. — En juillet, ça a commencé à chauffer dans mon F.P.A. Il y avait un jeune qu'ils voulaient foutre à la porte parce qu'il avait loupé une pièce. Ils disaient qu'il ne ferait jamais un bon fraiseur. Alors, on s'est rassemblés, on a fait une affiche : « On n'est pas à la maternelle. On nous apprend pas un métier, on nous conditionne pour entrer à l'usine. Ce qu'on apprend au F.P.A., c'est à être un bon révisionniste. »

Jean-Pierre. — C'est pas seulement la discipline de l'usine ; c'est aussi la discipline sous sa forme la plus scolaire. Quand tu dis : « on n'est pas à la maternelle », c'est tout à fait ça.

Georges. — L'affiche, ça a fait le boum dans le F.P.A. Le lendemain, il y avait réunion de tous les professeurs chez le directeur. A 2 heures, fou de rage, il descend dans l'atelier. Il s'en prend à tous les mecs qui avaient des cheveux longs : « Je ne veux pas vous voir dans l'atelier avec vos cheveux longs. Après, s'il y a un accident, vous ferez une affiche sur la sécurité. » Un copain lui a dit : « Vous voulez qu'on se coupe les cheveux. Vous savez qu'à Bagneux, il y a un jeune

qui s'est fait brûler vif, parce qu'on lui avait fait couper ses cheveux ? ». Le lendemain, on avait tous des perruques. Même un Algérien, un vieux de 45 ans, il avait mis une perruque longue. Le directeur est descendu dans l'atelier, il est remonté, on l'a plus revu. C'était le vrai cirque : les tourneurs avaient des plumes dans les cheveux, des bandeaux indiens. C'était la pagaille complète. Là il a abandonné et il s'est mis à faire des trucs réformistes : il faisait faire des pétitions pour envoyer au ministère du Travail. Il y en a quelques-uns qui ont marché mais nous on a continué. A ce moment-là on a annoncé la visite de Baumel[2]. On avait entendu des bruits ; aussitôt on alerte tout le F.P.A. La veille, on nous dit : « Il faut nettoyer l'atelier, passer les murs au savon. » On répond : « Pas question. » Le directeur descend : « Vous voulez des crédits pour le F.P.A. ? Laissez le centre dégueulasse et on aura des crédits pour en faire un autre... » Les mecs disent : « On lave pas les murs ; merde à Baumel. » Du coup, le soir, cinq minutes avant la sortie, on nous dit : « Demain vous viendrez à midi, au lieu de 10 heures. » Parce que Baumel venait à 10 heures. Nous, le lendemain, on vient tous à 10 heures. Il y avait 10 cars de flics. Baumel arrive. Tu entends gueuler : « Baumel, salaud, le peuple aura ta peau. » Il est pas entré dans les ateliers. Il est monté dans le bureau du directeur ; il est resté 10 minutes. Ça a gueulé dans l'atelier. On tapait sur les machines. Après on était gonflé idéologiquement. Par exemple, pour la bouffe, on allait aux cuisines, on disait : « Ça, on n'en veut pas » ; puis on allait voir la marmite de la direction et on se servait...

Pierre. — Il y a un truc qui est frappant : c'est leur peur des jeunes. C'est même pas la peine de faire quelque chose. Dès qu'on discute, dès qu'ils nous voient en groupe, ils commencent à paniquer. On avait mis des affiches. Après c'était la chasse dans le F.P.A. pour savoir qui les avait mises. Ils allaient voir tous les profs, leur demandaient qui c'était à leur avis. Ils cherchaient des dénonciations. On avait mis des affiches dans les vestiaires et dans les toilettes. Après ils ont fait une circulaire pour dire qu'on n'avait pas le droit d'y aller sans être accompagné.

Georges. — Ce qu'il y a dans le F.P.A., c'est que le jeune

2. Ministre gaulliste.

est pris pour un con. « T'es un glandeur, t'as des cheveux longs, t'es un fainéant, t'es crado » etc. C'est le style vieil ouvrier qui veut faire de l'enseignement, qui se croit arrivé parce qu'il est là : Ça y est, je suis comme un prof...

Jean-Pierre. — Ils essaient de nous culpabiliser. Par exemple, le matin on remplit un seau en prenant de l'eau dehors à un robinet. Ce robinet, il a une fuite, ce qui fait qu'à chaque fois, on se prend un jet d'eau dans la gueule. On voulait qu'ils le réparent. Ils ont dit : « Ça ne sert à rien ; à chaque fois, vous le redémolissez. » Au lieu de reconnaître qu'il était temps de le changer, ils disaient « de toutes façons, vous allez le redémolir ». C'est complètement idiot. C'est comme les portes des chiottes qui sont coupées à mi-hauteur. J'ai demandé pourquoi il n'y avait pas de portes normales. Ils m'ont répondu : « Vous, les jeunes, si on vous met des portes qui ferment jusqu'en haut, vous vous enfermez dedans et il y en a qui resteraient dedans une journée. » Vraiment, l'argument idiot, c'est uniquement pour pouvoir surveiller. Si tu restes trop longtemps, ils viennent cogner et même si ils veulent, ils n'ont qu'à tendre le bras pour te sortir. Ils établissent une surveillance à tous les niveaux.

Georges. — Quand il y avait une machine qui cassait, t'avais des vieux de l'entretien, y en avait un surtout, un réviso atroce, chaque fois : « Ça m'étonne pas ; t'es un glandeur ; tu sais pas bosser. » Quand on avait fait l'affiche, il s'est ramené en gueulant : « Le F.P.A. on l'a gagné pendant la résistance. C'est pas vous, bande de glandeurs. Vous, vous êtes pour les détruire. »...

Jean-Pierre. — Le prof fasciste avec qui je m'étais engueulé, c'était toujours ça aussi. « Pendant la guerre... » Pour un peu, il aurait dit « pendant la guerre t'as rien fait ». J'étais pas né. On n'a pas le droit de parler parce qu'on n'a pas fait la guerre.

Georges. — Moi j'ai vu un prof, un dirigeant du Parti et de la C.G.T., qui amenait un type de 35 ans au directeur en le tirant par les oreilles.

Jean-Pierre. — Ce qu'il y a aussi, c'est la différenciation entre les jeunes selon la classe sociale. Moi, dans ma section, il n'y a que des immigrés et un autre français, de condition beaucoup plus modeste que moi. Résultat : tous les autres, s'ils arrivent une minute en retard, ils perdent une heure ; mais moi, je peux arriver 10 minutes en retard en racontant n'importe quoi.

Encore un exemple d'exploitation des jeunes : J'ai

connu un môme ; à 17 ans il était sorti de correctionnelle. Il a été embauché dans une boîte comme tourneur ; ça fait un an qu'il y est, il n'a jamais eu de vacances, depuis septembre 70. En décembre 71, il demande 5 jours à Noël pour aller voir ses parents. Le patron, il a dit : « Non, tant que t'as pas 18 ans, pas question. » Le môme, il en pleurait ; même les vieux voulaient faire grève, et puis il y a eu des magouilles des syndicats, ils ont dit que c'était aventuriste, que c'était un gars qui sortait de correctionnelle. Le môme est monté voir le patron, l'autre lui a dit : « Allez, barre-toi, tu perds du temps, va travailler » ; il a dit « Mais ça fait un an que j'ai pas vu mes parents » ; l'autre, il s'en foutait.

Il y a encore un truc sensible au F.P.A., c'est les injustices sur la paie. On n'est pas payés tous de la même façon. Théoriquement on est payé 90 % du salaire précédent. Mais il faut avoir travaillé trois mois précédemment toujours au même salaire. Avec les jeunes, ils font tout pour les voler. Si tu arrives pas à prouver tes trois mois, ils te donnent 90 % du S.M.I.G. si tu as plus de 18 ans et 270 F par mois si tu as moins de 18 ans. En plus, on est rentré juste après les vacances ; alors il y avait des jeunes, ils avaient travaillé pendant un an mais comme ils avaient pris des vacances, ils avaient pas leurs trois mois consécutifs.

Une autre vacherie, c'est les transports. En principe, ils remboursent quand on a plus de 50 F par mois de transport. J'ai des copains, ils dépensent des 100 F par mois en transport ; ils sont montés se faire rembourser, on leur a dit : « A votre âge, vous devriez vous payer une mobylette, ça revient moins cher ; si vous dépensez autant, c'est que vous le voulez... »

Georges. — Pour n'importe quoi, il te faut un papier signé des parents ; si tu manques un jour, il faut un papier des parents comme à l'école.

Jean-Pierre. — Il y a un Algérien de 17 ans, il n'a pas le droit de manquer un seul jour, parce que ses parents sont en Algérie, et il ne peut pas donner de mot de sa mère quand il manque... c'est vraiment dingue. Et puis ils te chinoisent pour un rien : tu manques une heure, ils mènent une enquête dingue pour savoir où tu étais.

Georges. — Dans les 15 derniers jours, tu as le type de l'Agence nationale pour l'emploi qui arrive. Là c'est vraiment

du marchandage. Si t'es Français, il te place à 6,30 F, 6,80 F. L'Algérien, il lui dit : « Je ne peux te placer qu'à 5,80 F ; fraiseur, c'est pas très demandé. » Il y avait un Noir, on lui avait dit de passer le dernier. Le type lui dit : 5,80 F. L'autre se met à gueuler, à le traiter de raciste. On s'est rassemblé, on l'a engueulé : « Le bureau de chômage, rue de la Jussienne, c'est dégueulasse. » Il nous répond : « Qu'est-ce que vous voulez faire, tous ces immigrés ils pissent partout, dans les lavabos, dans les couloirs. » Alors là, on a gueulé. On lui a dit : « Allez, barre-toi. » Crois-moi, il s'est barré en vitesse...

Février 1972.

Directeur de publication : Jean-Paul SARTRE

Imprimerie TOURNON, Paris - mai 1972
Dépôt légal : 2e trim. 1972

SOMMAIRE

PHILIPPE OLIVIER
Après la bataille de Renault : Assassins et complices

PHILIPPE OLIVIER
Syndicats, comité de lutte, comités de chaîne

JEAN-PIERRE BAROU
Renault-Billancourt : quatre actes de contrôle ouvrier

★

XXX. — Brandt-Lyon : la lutte contre l'usine-bagne

XXX. — Hautmont : l'expérience de la nouvelle démocratie

XXX. — Occitanie :
« Des luttes paysannes à la révolte d'un peuple... »

★

ANDRÉ THÉRET
1930-1939 : les mineurs contre le fascisme

ALAIN GEISMAR. — Gaullisme et révisionnisme

JEAN-PIERRE LE DANTEC. — La Nouvelle Jacquerie

ANDRÉ GLUCKSMANN
Fascismes : l'ancien et le nouveau

★

MICHEL FOUCAULT
Sur la justice populaire : débat avec les Maos

JEAN-PIERRE FAYE
Les morts, le faux, les appareils d'état

XXX. — Plate-forme de Défense Collective

MONIQUE ANTOINE-TIMSIT et JOSYANE MOUTET
La loi et la répression
ou la résistible ascension de la fascisation

XXX. — Sur le racisme anti-jeune

NOUVEAU FASCISME NOUVELLE DÉMOCRATIE

Extrait du Sommaire :

APRÈS LA BATAILLE DE RENAULT

Syndicats, Comité de lutte, Comités de chaine, Billancourt : Quatre actes de contrôle ouvrier

●

ANDRÉ GLUCKSMANN

Fascismes : L'ancien et le nouveau

●

MICHEL FOUCAULT

Sur la justice populaire : Débat avec les Maos

●

ALAIN GEISMAR

Gaullisme et révisionnisme

●

ANDRÉ THÉRET

1930-1939 : Les mineurs contre le fascisme

●

Nouvelle Jacquerie, Occitanie, Brandt, Hautmont, Dunkerque, Loi et répression, Racisme anti-jeune